



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

21^e Législature — 4^e session

Vol. 2 - Séances du 4 mai au 22 juin 1943

1943

Texte établi par Sonia Grenon et Martin Pelletier

Orateurs : l'honorable Cyrille Dumaine

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

21e Législature - 4e session

Vol. 2 - Séances du 4 mai au 22 juin 1943

1943

Première séance du mardi 4 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Fréquentation scolaire
obligatoire**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 29 avril courant, sur la motion du représentant de Terrebonne (l'honorable M. Perrier) proposant que le bill 21 concernant la fréquentation scolaire obligatoire soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Choquette (Montmagny): La législation soumise à la Chambre soulève un triple problème: un problème à la fois pédagogique, religieux, politique ou politico-social. La seule autorité compétente que je reconnaisse dans le premier cas, d'après notre système d'enseignement, et personne ne le contestera, est le Conseil de l'instruction publique. Dans le deuxième, c'est-à-dire dans les matières religieuses, je ne connais pas d'autre autorité humaine que le chef de notre Église. Dans le troisième, en matière politique, la seule autorité que je connaisse, dans les questions provinciales, est la Législature de la province reflétant la pensée collective de ses membres. Il convient donc d'établir ce que pensent de la fréquentation scolaire obligatoire ces trois autorités.

Premièrement, que pense donc le Comité de l'instruction publique de cette question? Trois expressions d'opinion ont été émises par le Conseil de l'instruction publique, ce corps auguste, celle du surintendant, M. Doré, celle de la commission d'enquête chargée d'étudier la question et celle du Conseil lui-même par le comité catholique.

Dans son premier rapport annuel pour l'année 1939-1940, M. Doré s'alarme de la décroissance de la fréquentation scolaire et déplore la désertion prématurée de l'école. Il y a à cela plusieurs causes, note-t-il; la pauvreté en est une mais c'est surtout l'apathie des parents qu'il importe de vaincre avec le temps. Il se trouve des parents qui ne se soucient pas

assez de leur devoir à l'égard de leurs enfants au point de vue scolaire, conclut M. Doré, et il s'est prononcé formellement en faveur du principe de la fréquentation scolaire obligatoire.

La commission d'enquête, portant le nom de Commission de coordination et d'examen, est un organisme créé au sein même du Conseil de l'instruction publique. Son président est le cardinal Villeneuve et elle est aussi composée de NN. SS. Vachon, Charbonneau, Papineau, Forget, Desranleau, Lafortune, le père Alcantara-Dion, MM. Victor Doré, C. Delage Labarre, Frigon, Trudel et Filteau. Cette Commission a siégé pendant deux ans et a été chargée de faire enquête sur la fréquentation scolaire.

Dans tous les rapports découlant de son enquête et que la Commission a soumis au Conseil, elle a déploré l'insuffisance et l'irrégularité de la fréquentation de nos écoles. À sa séance du 12 décembre 1942, elle a reconnu et adopté à l'unanimité de ses membres le principe de la scolarité obligatoire pour les enfants de 6 à 14 ans. À sa séance du 17 décembre 1942, le comité catholique du Conseil de l'instruction publique prenait connaissance du rapport de la Commission touchant ce problème capital pour l'avenir de notre jeunesse et lui donnait son approbation. Quelques dissidents auraient préféré un autre remède au mal que tous admettaient, mais aucun membre que je sache ne s'est déclaré opposé au principe même de la fréquentation scolaire obligatoire. Ceux du comité qui ont refusé d'approuver la résolution étaient plutôt opposés à la manière de remédier au problème.

Comme le Conseil de l'instruction publique est l'autorité compétente en matière de pédagogie et qu'il recommande la scolarité obligatoire, c'est le devoir de cette Chambre de respecter son opinion dans les questions de pédagogie, d'accepter sa directive et de soutenir la mesure.

Deuxièmement, l'éducation morale relève de l'éducation religieuse. Lorsque l'on discute le sujet de l'instruction, on est obligé d'aborder cette question si délicate de la religion. En cette matière l'autorité religieuse est la seule compétente. Dans notre province, la religion a sa légitime et large place. Elle reçoit l'appui de l'État. Pour savoir si la législation présentée n'empiète pas sur les droits de la religion et des parents, il faut donc consulter l'autorité religieuse. Le député de Matane (M. Gagnon) a cité des théologiens d'il y a 30 ou

40 ans qui condamnaient l'école obligatoire. En effet, ce qu'ils condamnaient, c'était l'école neutre.

Que pense l'autorité religieuse de la présente loi? Si j'invoque ici l'opinion des plus hautes autorités religieuses, ce n'est nullement pour des fins politiques, car je ne connais pas de procédé plus détestable que celui d'avoir sans cesse à la bouche le nom des papes et des évêques dans nos discussions politiques. Nous avons eu un triste échantillon de ce procédé en 1935 et en 1936.

Il y a deux grands papes et deux cardinaux qui donnent raison à l'application de la passation de la loi. Sur les devoirs de l'autorité civile en matière d'éducation religieuse et morale de la jeunesse, il (M. Choquette) cite Léon XIII, dans sa bulle *Immortale Dei*; les commentaires du cardinal Taschereau, dans sa lettre au premier ministre J.-J. Scott: "Évidemment le Pape admet que l'État a quelque chose à faire avec l'école, disait Son Éminence, autrement, il aurait enjoint aux catholiques de voir à ce que l'État n'y mette pas le pied." Il cite encore Pie XI, dit-il, dans son encyclique sur l'éducation de la jeunesse: "L'État doit exiger que tous les citoyens aient un certain degré de culture intellectuelle, morale et physique."

Du point de vue religieux, ce n'est pas un problème étant donné que les autorités ecclésiastiques gardent le plein contrôle sur toutes les questions concernant la religion et la morale dans le programme. Les hautes autorités, qui ont approuvé la mesure, sont pleinement conscientes de cela. Son Éminence le cardinal Villeneuve, lors des délibérations sur la question de la fréquentation scolaire obligatoire au Conseil de l'instruction publique le 17 décembre, s'appuyant sur l'encyclique papale, s'est prononcé avec la majorité des évêques en faveur de la scolarité obligatoire. Il reconnaissait qu'autrefois il a eu des hésitations en face de la thèse du droit des pouvoirs publics d'imposer l'instruction obligatoire.

Il montra le point de vue de l'Église sur le rôle de l'État civil en matière d'instruction publique. "La loi d'obligation scolaire ne règlera certes point tous ces problèmes (pauvreté, négligence des parents, etc.); personne n'a la naïveté d'y voir une panacée, mais la loi fournira l'occasion d'étudier le mal plus à fond et d'intervenir par les moyens les plus appropriés," disait-il. Maintenant, la doctrine catholique est nette et ferme sur le point jadis discuté, et il n'y a plus lieu d'éprouver le moindre scrupule pour la question de droit. Moi, je suis satisfait de l'aspect religieux et de l'opinion exprimée par le cardinal Villeneuve. L'opinion du

primat de l'Église canadienne devrait suffire pour rassurer les âmes les plus timorées.

Troisièmement: Que devons-nous penser nous-mêmes? C'est le problème politique qui se pose. Je ne dis pas le problème électoral! Il s'agit de savoir si le projet est conforme aux principes de notre droit civil et s'il sert le bien commun. Ce problème relève de la Législature, tout comme son aspect social et national. En droit civil, comme en morale, le droit des parents de diriger l'éducation de leurs enfants est un droit inaliénable et imprescriptible. Si la législation qu'on propose avait pour effet de porter la moindre atteinte à ce droit, je m'y objecterais de toutes mes forces.

Mais ceux qui parlent de droit oublient de dire que l'éducation des enfants est pour les parents un droit mais aussi une obligation civile que la loi leur impose à l'article 165 de notre Code civil, tout comme l'obligation de nourrir, d'entretenir et d'élever les enfants. Élever, c'est instruire, éduquer! Il y a des sanctions pénales dans les deux premiers cas, dans le cas de refus d'y pourvoir sans excuse légitime, mais il n'y en a pas pour l'obligation de l'éducation.

Il s'agit dans la présente loi d'établir une sanction pénale pour obliger les parents à remplir leurs obligations dans les cas de refus total de pourvoir à l'instruction minimum de leurs enfants. La présente loi Perrier oblige ainsi les parents à assurer à leur progéniture un minimum de connaissances indispensables, ce qui est le cas pour l'enseignement élémentaire auquel s'applique la mesure en discussion. Le but du projet de loi est double: mettre l'enfant en état de gagner sa vie par lui-même lorsqu'il sera devenu adulte et de faire un citoyen utile à la société. Si les parents ont l'obligation légale et morale de donner l'instruction à leurs enfants, cette obligation crée un droit corrélatif chez l'enfant.

Ce devoir des parents, qui est aussi un droit pour les enfants, serait illusoire si l'État n'intervenait pas pour forcer les parents à l'accomplir. L'enfant ne peut lui-même faire respecter ses droits et il appartient à l'État d'intervenir. L'État n'intervient-il pas pour protéger la fortune matérielle des enfants? Et lorsqu'il s'agit de ce trésor inappréciable qu'est l'intelligence de son enfant, le père pourrait laisser ce trésor improductif, le dilapider? Je n'admets pas cela.

Il ne s'agit nullement d'enlever quoi que ce soit au droit des parents, mais au contraire de les obliger à exercer ce droit, qui est en même temps une obligation.

La loi a été rédigée de façon à ne heurter aucune des objections à l'école obligatoire. Autrefois, on objectait que les enfants devaient

fréquenter les seules écoles publiques. La loi actuelle dit que les parents ont le choix de l'école qu'ils préfèrent pour leurs enfants, pourvu que ce soit une école reconnue par notre système d'enseignement. Elle lui permet même de lui procurer l'enseignement à domicile ou des cours spéciaux, pourvu que ce soit un enseignement efficace qui équivaldra à une fréquentation scolaire, dans des conditions déterminées. La seule obligation des parents, c'est d'envoyer régulièrement leurs enfants à l'école, sous peine de pénalités stipulées par la loi.

On objectait aussi les frais de transport. La loi actuelle prévoit ce cas. Elle dispense l'enfant de moins de 10 ans résidant à plus de deux milles, et à plus de trois milles pour les enfants plus âgés, de l'école la plus rapprochée, à moins que la Commission scolaire ne pourvoie au transport gratuit de l'enfant. On objectait encore le besoin des enfants à la maison pour aider aux travaux agricoles. Dans la loi, des périodes d'absence sont prévues. La loi donne une dispense pour une ou plusieurs périodes n'excédant pas en tout six semaines pour les enfants dont les bras sont nécessaires sur la ferme pour des travaux urgents ou si l'enfant a besoin de son travail pour son soutien ou celui de ses parents.

Enfin, il y a 30 ou 40 ans, les hommes publics s'opposaient à la coercition avant que tous les moyens de persuasion n'aient été épuisés. Aujourd'hui tous ces moyens ont été épuisés et on n'a pas eu raison de l'apathie de certains parents. Un autre remède s'impose donc. Mais il faut noter que la loi soumise à la Chambre ne renonce pas à la persuasion. On y précise que la persuasion doit être le premier moyen employé par le contrôleur des absences auprès des parents récalcitrants, puis qu'un avis spécial soit donné avant que l'on puisse recourir aux sanctions.

Mais c'est une loi pénale, a dit le député de Matane (M. Gagnon). L'amende serait bien modique si jamais il est nécessaire de l'imposer. Dans le cas de ces parents récalcitrants, elle n'excède pas \$20. Bien plus, le juge a le pouvoir de n'infliger aucune amende quelconque et de se contenter d'un cautionnement n'excédant pas \$100 pour garantir dans l'avenir l'accomplissement de son obligation. Le Législateur donne donc aux parents toutes les chances possibles de s'acquitter de leur obligation. Seuls ceux qui sont de mauvaise foi et qui ne se soucient pas de l'avenir de leurs enfants auront à se plaindre d'une législation semblable.

Le député de Matane (M. Gagnon) a fait d'intéressantes suggestions que j'approuve. Et je dois ici dire incidemment que je suis en faveur des

allocations familiales, tout comme le demande le député de Lotbinière (M. Chaloult). Je reviendrai sur ce sujet. Mais un octroi de \$2,000,000 aux universités ne réglera pas le cas des écoles primaires de la Gaspésie. L'augmentation du salaire des institutrices ne viendra pas à bout des parents récalcitrants. Il recommande, dit-il, la gratuité du transport scolaire pour les enfants des sections rurales.

La loi Perrier respecte les principes de notre droit civil en matière d'éducation et elle sert le bien commun de la société. Aujourd'hui, le succès dans la vie n'appartient pas au cœur le plus sensible, à l'âme la plus tendre, bien que ces qualités soient extrêmement précieuses; il appartient à l'intelligence la plus forte, à l'esprit le plus exercé, le plus élaboré, le plus éclairé. Le plus fort survit et marche pendant que le plus faible tombe. Il en est de la vie intellectuelle comme de l'existence physique: il faut être préparé, exercé, entraîné, armé de toutes pièces. Or, ce qui donne cette préparation, cet exercice et cet entraînement, c'est l'école. L'instruction est un gage de succès dans la vie. Elle est devenue de règle, par suite des contacts plus faciles entre les individus et entre les peuples.

Ce devoir de l'éducation, outre son élément moral et civil, comporte aussi un facteur social ou national. Huit provinces sur neuf ont approuvé la fréquentation scolaire obligatoire. Les 48 États américains l'ont également adoptée. Québec est donc la seule province canadienne qui n'a pas adopté la scolarité obligatoire, de même que le seul État en Amérique du Nord. C'est un devoir grave pour la société et le législateur de procurer aux enfants un minimum de culture.

L'éducation est non seulement une obligation morale et une obligation légale, c'est maintenant un devoir national pour nous, Canadiens français, de donner à notre population les mêmes avantages, de la placer au niveau d'éducation de la population de tout le continent. C'est par conséquent un devoir pour la Législature d'intervenir et, en coopération avec l'Église et les parents, d'adopter le projet soumis par M. Perrier à la recommandation du Conseil de l'instruction publique; cela assurera une fréquentation scolaire régulière dans cette province.

Il (M. Choquette) félicite M. Victor Doré et le Conseil de l'instruction publique. Il reconnaît la sincérité des dissidents, qui veulent adopter d'autres méthodes. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier), ajoute-t-il, mérite nos plus vives félicitations pour avoir soutenu si admirablement la tâche des autorités auxquelles il avait confié la haute

mission d'élaborer et de déterminer une réforme de si haute importance. Il a prononcé un discours remarquable de clarté, de sobriété et de persuasion. Il attache son nom à une loi historique dans la Législature de notre province.

Cette loi scolaire envisagée dans son ensemble deviendra un bienfait pour la jeunesse de notre province. Elle sera un instrument indispensable à son progrès social, économique et politique. L'instruction est un grand bienfait pour la jeunesse et elle est indispensable au progrès social de notre peuple.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

M. l'Orateur, dans le débat qui se poursuit actuellement au sujet de l'instruction obligatoire, ce qui frappe surtout l'attention d'un des plus anciens vétérans de la bataille, qui se terminera dans quelques heures par une victoire aussi éclatante que longtemps attendue, c'est l'aspect complètement différent de la Chambre telle que je l'ai connue en 1912 et 1919 et telle que je la vois aujourd'hui. Autant les opinions étaient tranchées sur cette question, autant la lutte des adversaires était violente et acerbé il y a 25 et 30 ans, autant elle est molle et fade en 1943.

Si peu y avait-il de partisans avoués de la loi à cette époque lointaine, si peu y a-t-il maintenant d'adversaires déclarés. En 1912¹, au lendemain des élections, j'étais resté seul à me lever de mon siège pour prendre la défense de cette mesure pourtant aussi nécessaire à cette époque que de nos jours. En 1943, c'est l'inverse.

Les adversaires de la loi peuvent se compter sur les doigts de la main, et tous ils se recrutent au sein du parti auquel on a donné un nom ronflant, mais tout simplement pour cacher une politique vide de sens, si réellement ses membres voulaient servir l'intérêt national. Ceux qui parlent contre la loi ne paraissent guère convaincus de ce qu'ils disent. Ils semblent le faire à contrecœur, parce qu'on le leur en aurait imposé la tâche; leurs discours sont si peu convaincus que les gens se demandent s'ils sont d'un côté ou de l'autre. Les temps sont bien changés!

L'orateur qui m'a le plus surpris, c'est le député de Matane (M. Gagnon). C'est lui qui a fait le grand discours contre l'adoption de la loi. Le connaissant personnellement depuis plusieurs années, sachant qu'il compte parmi nos intellectuels canadiens-français, n'ignorant pas non plus qu'il passe pour un homme aux idées larges chez nos compatriotes de langue anglaise, j'étais à cent lieues de croire que ce serait lui qui serait chargé d'attaquer

une mesure aussi progressive que celle de l'instruction obligatoire.

Je crois que son chef, qui aime parfois se payer la tête des gens, a voulu lui jouer un mauvais tour avant la fin d'avril, mois au cours duquel il est permis de taquiner ses amis sans qu'ils ne tiennent trop compte du procédé qui, en d'autres temps, serait sujet à reproches. Espérons, dans tous les cas, pour sa réputation d'intellectualité, que le discours du député de Matane sera jugé plutôt comme une tâche qui lui a été imposée par les petites exigences de la "grrrande" politique de l'Union nationale ou, au mieux, par les grandes exigences de la petite politique que comme un réquisitoire inspiré par une conviction profonde.

Le député de Matane a senti, d'ailleurs, le danger, puisqu'il a pris soin de déclarer, à certains endroits de son discours, après avoir fait valoir les arguments contre le projet, que sur la question du principe, il n'avait pas d'objections sérieuses à l'accepter puisque les évêques se sont prononcés en faveur. Il était prêt à s'incliner devant la majorité des évêques. C'était une façon de se protéger mais - il y a un mais - comme on est en deuxième lecture, c'est seulement sur le principe du bill que l'on vote. Comment le député de Matane pourra-t-il être conséquent avec lui-même en se déclarant pour le principe et en votant contre?

Le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) se conforme mieux aux règlements de la Chambre et il a raison. Il a parlé contre certains aspects du bill; il tâchera de faire triompher ses vues au comité de la Chambre, mais il votera pour le bill en deuxième lecture. Il fait acte d'homme de progrès et il a raison.

Si on se représente le progrès sous l'image du chêne altier couvrant de l'ombre protectrice de son feuillage touffu les populations humaines, c'est l'instruction qui nous vient à l'esprit comme constituant le tronc soutenant les branches et les rameaux des réalisations dont découlent le bien-être, l'aisance et le bonheur de la société. De même, l'obligation scolaire est à la base de l'avancement de l'instruction, et c'est ce qui fait que c'est une réforme fondamentale au progrès de notre province qui est proposée par le projet de loi actuellement soumis à cette Chambre. Ceci admis, on peut se demander pourquoi une réforme si nécessaire, si recommandable par son ancienneté, par son universalité, par les bienfaits qu'elle a accomplis ailleurs, a tant retardé d'être adoptée dans notre province. Il y a plusieurs raisons.

Je reporterai le mérite de ce progrès sur ceux à qui il revient, pour les féliciter de la part qu'ils ont

prise et faire connaître tout ce qu'on peut attendre de la continuation de leurs efforts.

La loi actuelle ne s'appliquera pas aux institutions secondaires ou universitaires, mais uniquement aux écoles primaires. Personne ne prétendra que l'éducation universitaire et secondaire dans la province de Québec n'est pas la meilleure du continent. Pendant son mandat, le parti de l'Union nationale a laissé les professeurs de l'Université de Montréal sans salaire. Sous le premier ministre Godbout, cependant, le problème de l'Université de Montréal a été définitivement réglé et, en septembre dernier, l'institution était en mesure de s'installer dans ses magnifiques nouveaux locaux.

L'achèvement de ces édifices, solution au problème financier de l'Université de Montréal, aussi bien que l'adoption de la loi de fréquentation scolaire obligatoire constituent deux des plus grandes réalisations de ce gouvernement. Elles ont rendu possible la création des cours du soir par Honoré Mercier et l'établissement, par Sir Lomer Gouin, d'écoles d'études commerciales et techniques de plus haute qualité.

L'instruction obligatoire n'est pas une mesure nouvelle dans le monde, bien qu'à l'origine de la civilisation les bienfaits de l'instruction semblaient plutôt réservés au service du très petit nombre des classes privilégiées. On était loin d'avoir pour les classes moins aisées et les classes pauvres la sollicitude que nous leur attribuons aujourd'hui. On était loin de songer à les instruire en imposant l'instruction obligatoire. Au contraire! Estimant que l'avancement intellectuel des masses pouvait mettre en danger le sort des classes privilégiées, on commença par prohiber l'instruction du peuple. C'était alors l'ignorance obligatoire. Par exemple, en 1114, le Synode d'Esxtergom, en Hongrie, faisait la défense expresse d'instruire les enfants du peuple.

La France a été, avec l'Écosse, le premier pays à reconnaître l'importance de l'instruction obligatoire. En France, notre vieille mère patrie d'origine, toujours aimée malgré ses malheurs récents, aux États d'Orléans en 1560, la noblesse demandait, à sa grande gloire, que les pères et les mères fussent tenus, sous peine d'amende, d'envoyer leurs enfants à l'école et y fussent contraints par les seigneurs et juges ordinaires.

Dès cette époque, les hommes aimant le petit peuple ne paraissaient donc pas craindre l'école par la gendarmerie tout autant que le progressif député de Labelle (M. Paquette), l'ancien secrétaire provincial de la grande Union nationale et, d'après le chef de l'opposition actuelle, le plus grand des secrétaires provinciaux depuis la Confédération.

Alors que le clergé catholique avait la haute main sur l'enseignement français, la fréquentation scolaire obligatoire a été établie par les articles 9 et 10 de l'ordonnance numéro 1661, publiée en décembre 1698, par laquelle le Roi ordonnait aux parents d'envoyer leurs enfants à l'école jusqu'à l'âge de 14 ans, à moins qu'ils n'aient les moyens de payer des précepteurs, et par la déclaration numéro 303 publiée à Versailles le 14 mai 1724. Voici un extrait de l'article 10 de l'ordonnance de 1698:

"10. Enjoignons à tous les pères et mères, tuteurs et autres personnes qui sont chargées de l'éducation des enfants, et nommément de ceux dont les pères et mères ont fait profession de ladite religion prétendue réformée, de les envoyer aux dites écoles et aux catéchismes jusqu'à l'âge de quatorze ans, si ce n'est que ce soit des personnes de telle condition qu'elles puissent et qu'elles doivent les faire instruire chez eux par des précepteurs bien instruits de la religion, et de bonnes mœurs ou les envoyer aux collèges."

C'est en somme notre loi en projet, 245 ans auparavant, avec la seule différence que les catholiques peuvent aller aux écoles catholiques et les protestants aux écoles protestantes. Les catholiques du temps de Louis XIV non plus n'avaient pas les frayeurs du député de Labelle au sujet de la gendarmerie conduisant les enfants à l'école. Un extrait de la déclaration du 14 mai 1724 nous fait voir que les catholiques du temps de Louis XV avaient déjà, eux aussi, sous ce rapport, des idées plus avancées que l'ancien secrétaire provincial. En effet l'article 7 se lit comme suit:

"7. Pour assurer encore plus l'exécution de l'article précédent, voulons que nos procureurs, et ceux des sieurs hauts-justiciers se fassent remettre tous les mois par les curés, maîtres ou maîtresses d'écoles, ou autres qu'ils chargeront de ce soin, un état exact de tous les enfants qui n'iront pas aux écoles ou aux catéchismes et instructions; de leurs noms, âges, sexes, et des noms de leurs pères et mères, pour faire ensuite les poursuites nécessaires, contre les pères et mères, tuteurs ou curateurs, ou autres chargés de leur éducation, et qu'ils aient soin de rendre compte au moins tous les six mois, à nos procureurs-généraux, chacun dans leur ressort, des diligences qu'ils auront faites à cet égard, pour recevoir d'eux les ordres et les instructions nécessaires."

Il est malheureux pour notre ancienne mère patrie que des querelles de religion soient venues, plus tard, supprimer temporairement l'instruction obligatoire. Et ce sont les craintes inspirées par les

querelles, malencontreusement transportées ici par des esprits par trop timorés et paraissant avoir oublié que nous avons toujours joui ici de l'avantage des écoles religieuses, qui ont été, en grande partie, la cause de notre retard à adopter l'instruction obligatoire.

Le principe de l'instruction obligatoire a donc le mérite de l'ancienneté et de la catholicité. Réjouissons-nous donc que ce soit la France qui, avec l'Écosse aient été les premiers pays à reconnaître l'importance de l'instruction obligatoire.

Je n'ai pas l'intention de revenir sur les arguments de base qui ont été si bien exposés par l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) pour justifier l'instruction obligatoire: le droit de l'enfant d'obtenir de la société le minimum d'instruction nécessaire, le devoir du père de famille de lui procurer cette instruction suffisante, l'obligation de l'État d'intervenir pour protéger l'enfant, futur citoyen, contre l'indifférence ou la négligence coupable des parents, tout cela a été clairement établi par le parrain du projet de loi et par ceux qui l'ont appuyé jusqu'ici dans cette Chambre.

D'ailleurs les adversaires du projet ne semblent pas les contester. Ils se bornent plutôt à tenter de prouver que les lois de même nature dans les autres pays ont été inefficaces. Ils affirment, par surcroît, que cette loi sera inopérante chez nous.

Dans mes classes de philosophie, sur les dernières années de mes études secondaires, on donnait comme une des preuves les plus convaincantes de la certitude d'une proposition, l'universalité de son acceptation par les peuples civilisés. S'il est un principe qui est universellement reconnu par le monde moderne, c'est bien celui de l'instruction obligatoire.

Bien plus, toutes les nations et toutes les religions chrétiennes non seulement l'admettent mais le préconisent. J'ai parlé tout à l'heure de sa catholicité et j'ai employé ce terme dans son acceptation de désignation de la religion à laquelle appartient la très grande majorité de notre population. Non seulement notre religion a favorisé l'instruction obligatoire à son origine, il y a deux siècles et demi, mais je pourrais vous citer sur ce point des centaines et des centaines d'opinions de nos plus grands théologiens de l'époque contemporaine qui reconnaissent à l'État le droit d'intervenir pour protéger l'enfant et la société elle-même contre l'analphabétisme ou l'insuffisance de l'instruction et qui même lui en font un devoir.

Je me bornerai à ne donner sur ce point que deux courtes citations. Le Père Sertillanges², membre de l'Institut de France, déclare sans réserve: "L'État

est dans son droit lorsqu'il supplée aux négligences des parents pour l'obligation scolaire." Mgr Ireland, archevêque de Saint-Paul, Minnesota, écrivait à ce sujet: "Sans aucune réserve je suis en faveur des lois d'État décrétant l'instruction obligatoire; l'instruction est si nécessaire au citoyen et pour lui-même et pour la société, que les parents qui négligent de faire instruire leurs enfants pèchent contre l'enfant et contre la société et devraient être punis par l'État."

L'instruction obligatoire est aussi très catholique si l'on emploie ce terme dans son acception la plus large, dans son sens étymologique, c'est-à-dire comme signifiant chez tous les peuples. Toutes les nations civilisées, sans aucune exception que je connaisse, ont des lois d'instruction obligatoire. Malgré tout cela, la province de Québec est donc le seul pays privé d'une loi d'instruction obligatoire. Heureusement cette anomalie va enfin être corrigée par la Législature avec l'approbation du Conseil de l'instruction publique.

En face de cette constatation, il y a certainement lieu de se demander qu'elles ont été les causes de ce retard si étrange dans un pays nouveau comme le nôtre et situé sur un continent aussi progressif que celui de l'Amérique du Nord.

En 1880, en France au début de l'année, le cabinet Jules Ferry déposait son fameux projet de loi sur l'enseignement qui comprenait des clauses décrétant l'obligation scolaire pour les enfants âgés de 6 à 13 ans. Il y eut beaucoup d'agitation dans l'opinion française. C'est que cette loi ne comprenait pas seulement l'obligation scolaire, mais aussi la laïcité des écoles publiques. Jules Simon³ était alors une des têtes dirigeantes du Sénat français et il fit rejeter certaines parties du projet de loi Ferry.

Le projet de loi Ferry, après les élections de 1881, fut discuté tel qu'amendé par le sénat et adopté sous le deuxième ministère Jules Ferry et promulgué finalement le 23 mars 1882⁴.

L'agitation qui se produisit en France sur l'instruction publique eut sa répercussion dans notre province de langue française. Les hommes publics qui favorisaient notre progrès sous toutes ses formes, et qui comprenaient que la négligence entourant dans le temps l'instruction populaire était la principale pierre d'achoppement dans le chemin de notre avancement intellectuel et matériel, commencèrent une vigoureuse campagne pour promouvoir l'instruction des masses. Ces hommes publics réclamèrent l'école obligatoire sans accepter la laïcité ni la neutralité de l'enseignement. Mais la presse ultramontaine de notre province associait la laïcité et la neutralité à l'obligation scolaire.

Je suis né à cette époque et mon père était le commissionnaire d'un des plus valeureux champions des masses populaires auquel on attribua plus tard le titre mérité du père de l'instruction du peuple de sa province dont il devint subséquemment le premier ministre, Honoré Mercier.

À la convention libérale du 29 mars 1881, Honoré Mercier, ancien député du comté de Saint-Hyacinthe, faisait écho à l'agitation qui avait lieu en France sur cette question et disait ceci: "Je me contenterai de vous dire que le Parti libéral a une grande et noble mission à remplir dans ce pays; celle d'instruire le peuple, de l'instruire pour le rendre meilleur et libre. Les lumières de l'instruction font disparaître le fanatisme et les préjugés et, dans un pays comme le nôtre où le corps électoral est appelé à décider des questions si graves, il faut songer à éclairer les masses par un vaste système d'instruction primaire, mise à la portée de tous, pour le profit de tous. La cause de l'instruction est la grande cause populaire; c'est celle de nos institutions politiques; c'est la cause nationale par excellence. Pour moi je ne l'examine jamais sans me sentir ému jusqu'aux larmes, en voyant si peu d'efforts faits pour le triomphe d'une si noble cause.

"Répandre l'instruction primaire, la faire pénétrer dans nos campagnes les plus reculées, vaincre la résistance ou l'indifférence à proclamer l'obligation de la fréquentation des écoles dans certaines conditions, voilà quel est le premier devoir de nos législateurs", disait le grand Mercier.

C'est bien là l'approbation d'une loi d'obligation scolaire, approbation peut-être un peu timide, il est vrai; mais il faut se rappeler que ce discours était prononcé il y a 62 ans et alors que les journaux réactionnaires de France et la presse ultramontaine de notre province mêlaient à dessein la neutralité et la laïcité de l'enseignement avec la simple obligation d'instruction.

L'honorable Honoré Mercier ainsi que son successeur, l'honorable Félix-Gabriel Marchand, furent tous deux d'ardents partisans de l'instruction obligatoire, de la gratuité des livres et de la gratuité de l'éducation. En 1899, la Législature adoptait des amendements à la loi de l'instruction de Québec qui décrétaient l'uniformité des livres pour toutes les écoles de la province.

Le chiendent des querelles politiques et religieuses de France fut alors transplanté sur les rives du Saint-Laurent et cette mauvaise herbe eut tôt fait d'étouffer les bonnes semences de la raison. Il en a pris 60 ans pour en nettoyer le champ de l'opinion publique.

Il est regrettable que ceux qui croyaient que c'était un mal d'instruire les gens des classes pauvres et que l'instruction ne pouvait être utile que pour les classes privilégiées aient réussi à maintenir cette confusion entre le système français et le nôtre. C'est ce qui nous a empêchés jusqu'ici d'inscrire l'obligation scolaire dans nos Statuts et c'est ce qui a privé les fils de notre race du levier le plus puissant dont ils avaient besoin pour relever notre niveau intellectuel et économique. On a oublié qu'en forçant nos enfants à fréquenter nos écoles, on les obligeait tout simplement à bénéficier d'une éducation religieuse et d'une instruction catholique. On a agi tout comme si nos écoles eussent été neutres comme celles de France.

L'honorable député de Matane (M. Gagnon) a prétendu que la loi d'obligation n'avait donné aucun résultat pratique en France ni ailleurs, et il a cité à cet effet diverses opinions de personnes en vedette dans le monde politique et éducationnel. Si on se reporte à ces opinions, on découvre qu'elles ne font que critiquer, rien de plus, l'application de la loi, et non le principe, et qu'aucune ne tend à recommander son rappel.

Quant à ce qui concerne le résultat de la loi française de 1882, je rappellerai les constatations d'Élisée Reclus. Ce grand géographe français a démontré qu'en 1878 il y avait dans son pays 25 % des hommes et 40 % des femmes qui étaient illettrés. En 1921, cette proportion était tombée à 6.9 % pour les hommes et à 9.3 % pour les femmes. Il cite également un témoignage de Gabriel Hanotaux⁵. Voilà des statistiques éloquentes, dit-il, démontrant que le progrès de l'enseignement par l'obligation n'est pas un simple mythe.

Il y a donc eu un progrès considérable en France en dépit de ce qu'en peut prétendre l'honorable député de Matane. Notre collègue a cité des déclarations de M. Édouard Herriot, d'Aristide Briand et de Ferdinand Buisson pour tenter de prouver que les lois de 1882 étaient demeurées entièrement inefficaces. Il a oublié de dire qu'à toutes les époques de leur vie, ces Français distingués ont été pour l'instruction obligatoire, qu'Édouard Herriot s'est plaint non pas de l'existence de cette loi mais tout simplement du fait qu'elle n'édicte pas des mesures de contrainte assez sévères; qu'Aristide Briand, d'après M. Ferdinand Buisson lui-même, dans son *Nouveau Dictionnaire de Pédagogie*, alors qu'il était ministre de l'Instruction publique en 1907, déposa concurremment avec M. Pozzi, un projet d'obligation. "Ce projet interdit aux parents et employeurs d'employer, de façon à nuire à la fréquentation scolaire, les enfants âgés de moins de treize ans, eussent-ils obtenus le certificat d'études."

Il serait étrange que les auteurs et les louangeurs de pareils amendements soient contre la loi d'obligation scolaire, même si, pour les faire adopter, ils ont été obligés de critiquer l'application de la loi à amender. C'est pourtant sur leurs témoignages, évidemment mal interprétés, que le député de Matane veut étayer ses arguments.

Le député de Matane, à l'instar de tous les conservateurs n'ayant pas réussi à marcher avec leur siècle, est partisan de la temporisation. "Il ne faut pas aller trop vite, dit-il, essayons tous les moyens de persuasion avant d'adopter la contrainte." Ainsi parlaient ses ancêtres politiques de 1882, de 1892, de 1912 et de 1919. Il y a 60 ans au-delà que nous entendons la même chanson et que nous avons à nous plaindre des mêmes résultats dans la désertion de nos écoles. Le peuple de cette province a assez entendu cette chanson.

En 1912, lors de ma première session comme député de Saint-Hyacinthe, je faisais un discours pour prôner l'instruction obligatoire parce que, suivant moi, les mesures de persuasion recommandées par les adversaires de ce projet ne donnaient pas de résultats pratiques.

En 1913, dans le mois d'octobre, c'est-à-dire il y aura bientôt 30 ans, M. C.-J. Magnan lui-même, qui devait quelques années plus tard me faire une guerre formidable sur la même question, déclarait, à la convention des commissaires d'écoles de Longueuil, que dans certains districts plus que les neuf dixièmes des élèves quittaient l'école avant l'âge de 14 ans. C'est sur la foi de ces statistiques que je fis plusieurs déclarations sur la nécessité d'imposer l'obligation scolaire dans la province de Québec.

En 1919, je me plaignais encore avec des chiffres de C.-J. Magnan et du statisticien Marquis, de la désertion précoce de nos écoles et j'ajoutais: "Il est, donc, manifeste que nos enfants laissent l'école avant l'âge de 14 ans, en trop grand nombre, et nous avons raison de croire qu'il est temps que le Conseil de l'instruction publique remédie à ce mal en décrétant l'instruction obligatoire."

Mon collègue de Matane a cité dans son discours, pour prouver certains de ses allégués, M. Édouard Montpetit et M. Victor Doré, le surintendant actuel de l'Instruction publique. En voilà certes deux qui sont loin d'être contre l'instruction obligatoire. Ils en sont et ils n'ont pas craint d'en avoir été, de tout temps, des protagonistes. Ce sont de grands éducateurs et le député de Matane ne devrait pas simplement s'appuyer sur leur opinion en matières secondaires mais il devrait le faire aussi sur un sujet de

l'importance nationale de la loi qui occupe actuellement l'attention de cette Chambre. En 1919, M. Édouard Montpetit signait, un des premiers, la requête de cent grands Canadiens français de marque priant Mgr Bruchési, le regretté archevêque de Montréal, de faire approuver par le Conseil de l'instruction publique une loi d'obligation scolaire.

La requête n'eut pas de suites pratiques. Les autorités du temps préférèrent suivre l'opinion d'une pétition venant d'une paroisse des fins fonds de la province et recommandant la persuasion pour encourager la fréquentation de l'école, comme le fait encore le député de Matane; cette pétition mémorable était l'opinion d'une quarantaine de paroissiens dont trente avaient authentiqué leur signature par une croix faite vis-à-vis leurs noms parce qu'ils ne savaient pas écrire. Voilà un document qui a mérité de passer à la postérité et qui restera le *Magna Carta* du grand parti de l'Union nationale sur la question de l'instruction publique.

Et M. Victor Doré, que dit-il de la fréquentation scolaire après une nouvelle période de 25 ans environ de la continuation du doux régime de la persuasion existant déjà depuis 1882? Il n'y avait encore rien de changé dans le mal existant depuis 60 ans. Écoutons-le car c'est une autorité citée à juste titre par le bras gauche du chef de l'Union nationale.

Voici ce que cet éminent éducateur écrivait à la page XVII de son rapport sur l'*État de l'instruction publique dans la province de Québec*, pour l'année 1939-1940:

"À la demande de la commission des finances et de la législation, instituée par le comité catholique, le département a fait enquête sur la fréquentation scolaire des enfants de 7 à 13 ans inclusivement. Les conclusions de cette enquête ne sont pas définitives, mais les faits connus jusqu'ici sont des plus inquiétants. Non seulement des milliers d'enfants de 7 à 13 ans n'apparaissent pas au journal d'appel, mais un grand nombre de ceux qui s'inscrivent fréquentent l'école de façon très irrégulière. Dès la 5^e année, la désertion de l'école commence et elle s'accroît de plus en plus à mesure que l'on monte les degrés du cours primaire.

"Pour se rendre bien compte de cette défection, il suffit de jeter un coup d'œil sur la progression décroissante que forment les chiffres de l'inscription scolaire, de la 4^e à la 7^e année. Alors qu'en 4^e année, celle-ci se totalise à 90,000 environ, elle tombe successivement à 81,000 en 5^e année, à 53,000 en 6^e et 33,000 en 7^e. N'est-ce pas navrant? N'est-ce pas une véritable désagrégation? Je veux bien concéder qu'en délaissant l'école publique, un

certain contingent est allé grossir les rangs d'autres institutions, mais les statistiques recueillies par nos inspecteurs démontrent clairement que ce contingent ne représente qu'au plus 20 % de ceux qui ont rompu avec l'école municipale. Que deviennent les autres?...

"Si l'on considère en outre que ceux qui restent à l'école perdent en moyenne une journée sur cinq, il n'y a pas lieu de s'étonner des difficultés qu'on éprouve à parcourir le programme année par année. La fréquentation irrégulière et la désertion prématurée de l'école ont de multiples causes, tant dans les villes que dans la campagne. La pauvreté qui règne dans un très grand nombre de foyers urbains en est une. À la campagne, les enfants de tout âge sont retenus à l'époque des semailles et des moissons; c'est ce qui les retarde dans leurs études et ne laisse pas de les dérouter. Mais c'est l'apathie des parents qu'il importe de vaincre avec le temps. En effet, c'est en vain qu'on s'appliquera à simplifier le cours d'études, c'est en vain qu'on s'efforcera d'améliorer le personnel enseignant si les parents ne se montrent pas plus soucieux de leurs responsabilités et plus respectueux des droits de leurs enfants en matière d'éducation. Je crois que le moment est venu de poser cette question bien franchement devant la conscience publique."

En 1919, en proposant que la Chambre accueille favorablement la requête en faveur de l'instruction obligatoire présentée à Mgr Bruchési, je me plaignais de nouveau et officiellement, en ma qualité de député, après l'avoir déjà fait en 1912, de la mauvaise fréquentation de nos écoles et de la triste figure que notre province montrait sous ce rapport lorsqu'elle était honnêtement comparée avec les autres provinces et les autres pays.

Le rapport de M. Victor Doré et l'action du Conseil de l'instruction publique prouvent avec évidence que j'étais pleinement justifié de faire cette proposition, et on s'expliquera difficilement les avanies dont j'ai été l'objet dans le temps pour avoir réclamé une réforme aujourd'hui acceptée à la presque unanimité de ceux qui placent l'intérêt intellectuel et économique de la nation avant la mesquine partisanerie politique, réforme aussi nécessaire en 1912 et 1919 qu'elle l'est en 1943.

Et pour être juste envers ceux qui hésitent à l'adopter avant aujourd'hui et dont plusieurs sont disparus de la scène de ce monde, je veux parler des conseillers de l'instruction publique, je n'hésite pas à dire qu'il ne faut pas les tenir complètement responsables de leur attitude dans le passé. L'instruction obligatoire a été depuis 50 ans et elle reste encore un ballon politique dont les diverses

oppositions qui se sont succédé au cours de cette époque ont voulu se servir pour tenter d'accroître leur popularité.

C'est une loi de contrainte, loi certainement au bénéfice de la masse, mais blessant ceux qui négligent, par simple indifférence ou par coupable intérêt pécunier, de donner à leurs enfants le minimum d'instruction auquel ils ont droit pour jouer convenablement leur rôle de futurs citoyens.

Profiter de l'état d'âme de ceux qui se voient atteints par une loi qui ne fait, en somme, que leur rappeler leurs devoirs de chefs de famille, ce n'est certes pas noble, mais la petite politique a beaucoup de ces exigences difficiles à comprendre pour ceux qui placent l'intérêt de leur pays avant celui du parti politique auquel ils ont donné honnêtement leur allégeance.

Si la question de l'obligation scolaire eût été laissée complètement en dehors de la politique, il y a longtemps que nous en aurions eu les bénéfices, mais on craignait l'électorat. Le parti au pouvoir ne voulant pas s'exposer à la vindicte d'un électorat non suffisamment préparé, du moins en apparence, à accepter une pareille réforme, et d'une population surchauffée par les appels de l'opposition aux préjugés religieux de toute nature, a refusé de se laisser convaincre par les seuls arguments des réformateurs ne représentant pas officiellement la majorité des corps intéressés directement à la haute gouverne de notre enseignement public.

C'est ce qui explique, en grande partie, la longue attente de ceux qui connaissaient la situation réelle de notre instruction publique sous le rapport de la fréquentation scolaire. Pendant que le jeu de la politique se poursuivait pour le bénéfice de ceux qui en profitaient, nos enfants continuaient à désertier l'école et notre avancement intellectuel et économique continuait à en souffrir.

Vint un gouvernement décidé à faire son devoir envers la nation, advienne que pourra, résolu de connaître si on pourrait justifier notre province d'être la seule dans le monde civilisé à ne pas avoir dans ses Statuts une loi d'obligation scolaire, décidé de se rendre compte si le Conseil de l'instruction publique, qu'il savait bien disposé à nous donner le meilleur système d'enseignement possible, était mis en possession des faits réels et des statistiques véridiques sur lesquelles on s'était basé jusqu'ici pour maintenir le régime de la simple persuasion, pour assurer une assiduité suffisante dans nos écoles primaires.

La haute direction du personnel laïque du département de l'instruction publique fut changée et

un éducateur de carrière ayant fait sa marque dans la sphère spéciale de ses activités fut appelé à aviser le gouvernement et le Conseil de l'instruction publique sur la situation véritable de notre enseignement et sur les matières ne relevant pas particulièrement de la compétence des autorités religieuses.

M. Victor Doré fut invité à aviser le premier ministre et ses collègues sur les matières ne relevant pas de la compétence des autorités religieuses. Il a pleinement rempli sa tâche. Il a organisé son personnel de façon à connaître parfaitement la vérité au sujet de toutes choses concernant le progrès ou le retard de notre enseignement, sans s'occuper si ce qui serait constaté heurterait telle ou telle opinion sur un système ou un autre ou viendrait le confirmer. Il a recherché la vérité pour la vérité elle-même et il faut l'en féliciter.

Une autre cause a retardé jusqu'ici l'adoption d'un tel projet de loi: l'œuvre néfaste des flagorneurs. Si la question de l'enseignement obligatoire avait été laissée hors de la politique, il y a longtemps qu'elle serait en vigueur chez nous.

Si, dans le passé, les principaux officiers du département ne s'étaient pas ingéniés à vouloir faire voir midi à quatorze heures aux membres du Conseil de l'instruction publique, aux chefs du gouvernement et à notre population, au sujet de ce qui se passait réellement dans nos écoles primaires, il y a longtemps que la majorité de nos évêques aurait prié le gouvernement d'adopter l'obligation scolaire. C'est pourquoi je disais, tout à l'heure, qu'il ne faut pas tenir les membres de ce corps distingué, ni les chefs des divers ministères qui se sont succédé, trop responsables du retard dans la présentation de la loi qui nous occupe.

De prétendus experts en chiffres et en matière d'enseignement, évidemment plus qualifiés comme adulateurs et comme flagorneurs que comme éducateurs, proclamaient à venir jusqu'à ces derniers temps de tous bords et de tous côtés que la province de Québec tenait les premiers rangs sous le rapport de la fréquentation de l'école et sous celui de l'assiduité aux classes. C'est ainsi que nos statistiques établissaient, en 1913-1914, qu'il y avait 151,276 filles de 7 à 14 ans dans les registres de présence scolaire alors que le recensement, d'après le rapport de l'instruction publique de la même année, n'en trouvait que 148,427 dans la province.

Je faisais voir que, dans plusieurs districts, nous avions plus d'élèves de 5 à 16 ans qui apparaissaient fréquenter nos écoles qu'il n'y avait d'enfants du même âge dans ces arrondissements. Par conséquent, rien d'étonnant si nous étions, dans

le temps, à la tête de tous les pays du monde pour la fréquentation scolaire puisque, évidemment, les morts même fréquentaient nos écoles, le nombre des vivants étant inférieur aux élèves enregistrés.

J'ai révélé à la Chambre la fausseté de ces statistiques lors du débat de 1919. Devant l'émotion créée, on résolut d'instituer une enquête "pour savoir comment on s'y prenait pour faire sortir ainsi du cimetière les morts à un âge précoce". On publia dans les journaux que le Conseil de l'instruction publique ferait une enquête pour établir si j'avais raison. Mais l'enquête fut étouffée. Il y eut, cette année-là, une élection et on me fit une lutte de corsaire pour débarrasser la Chambre d'un membre encombrant qui empêchait les employés supérieurs du département de l'Instruction publique de dormir paisiblement.

On trouva un traître dans le Parti libéral pour me faire la lutte. On soudoya les chefs locaux du Parti conservateur et on avait trouvé les agents nécessaires à l'achat de toutes les consciences qui étaient à vendre comme il fut prouvé lors du procès qui se termina par l'annulation de l'élection. Je fus battu mais mon adversaire, le député des purs, prit, deux ans plus tard, le chemin du pénitencier pour avoir "emprunté" à ses clients, sans leur consentement, une somme de près de \$100,000 dont la majeure partie avait été employée à acheter les électeurs du comté⁶, pour défaire celui dont le principal crime avait été d'approuver 30 ans d'avance une loi qui vient d'être recommandée par la très grande majorité des évêques.

Je n'entendis plus parler de la fameuse enquête. Récemment, je m'en suis informé. On m'a répondu que tout ce qu'on avait pu trouver jusqu'à date, c'était une déclaration vague de Sir Thomas Chapais, un vrai *laudator temporis acti*, à l'effet que c'était M. Magnan qui avait raison et non le député de Saint-Hyacinthe. Les faits maintenant révélés prouvent cependant que je n'avais pas tort puisqu'ils ont décidé le Conseil de l'instruction publique à agir dans le sens que je recommandais en 1919.

L'ex-secrétaire provincial a terminé son discours en voulant faire la leçon à nos évêques, prêtres et religieux de la province. "Que le clergé, a-t-il dit, se défie des conséquences de cette loi." Il me permettra de lui dire que je crois les évêques de la province plus qualifiés que lui pour faire des recommandations au point de vue religieux, sur cette question comme sur toutes les autres.

Pour faire connaître les hautes personnalités de l'épiscopat qui appuient l'instruction obligatoire, je citerai ce que disait l'honorable sénateur Prévost,

un vétéran du progrès scolaire dans notre province et un membre distingué du Conseil de l'instruction publique, à sa séance mémorable du 17 décembre 1942:

"La loi ne touchera que les parents égoïstes ou négligents. Ceux qui font leur devoir n'ont rien à craindre. On a fait l'essai d'autres moyens dans le passé. Quels résultats ont-ils donnés? Aujourd'hui, c'est Son Éminence le cardinal Villeneuve, c'est son Excellence Mgr Vachon, archevêque d'Ottawa, c'est son Excellence Mgr Charbonneau, archevêque de Montréal, qui, avec M. le surintendant, proposent la fréquentation scolaire obligatoire. Ils sont appuyés par Son Excellence Mgr Papineau, évêque de Joliette, Son Excellence Mgr Forget, évêque de Saint-Jean, Son Excellence Mgr Desranleau, évêque de Sherbrooke, Son Excellence Mgr Lafortune, évêque de Nicolet, en même temps que par plusieurs autres membres figurant au nombre des éducateurs les mieux avertis de cette province⁷. Pourquoi hésiter plus longtemps?"

Il cite aussi, dit-il, le sénateur Raoul Dandurand:

"Les Canadiens d'origine française sont une petite minorité au sein de l'Amérique du Nord. Ils ne peuvent jouer un rôle digne de leurs origines à moins de se développer intellectuellement selon leurs aptitudes. Ce développement, on ne peut l'attendre que de l'école primaire qui, seule, peut former les élèves pour les écoles techniques. Si tous les enfants de 7 à 14 ans fréquentaient les écoles primaires, nous pourrions espérer donner plusieurs centaines d'élèves aux écoles techniques chaque année et ainsi assurer à notre province tous les travailleurs compétents dont l'industrie a besoin. Leur supériorité aurait tôt fait d'être reconnue. En retour, ces hommes transmettraient à leurs enfants la même éducation. Notre race accèderait ainsi à la grandeur qu'elle mérite. Chacun est tenu de se munir en vue des batailles économiques qui nous attendent. C'est pour nous tous un devoir impérieux. Le sort de la nation est entre nos mains."

Voici l'opinion de Son Éminence le cardinal Villeneuve, telle que rapportée à la page 15 du procès-verbal imprimé de la séance que je viens de mentionner:

"Or les enquêtes paraissent révéler qu'il y a, parmi nous, une multitude d'enfants qui sont actuellement privés du bienfait de l'instruction, pour diverses causes: pauvreté, négligence ou insouciance des parents, besoins de la famille et autres. La loi d'obligation scolaire ne règlera certes point tous ces problèmes; personne n'a la naïveté d'y voir une

panacée; mais la loi projetée, avec d'ailleurs tous les tempéraments qu'elle comporte, fournira l'occasion d'étudier le mal plus à fond et d'intervenir par les moyens les mieux appropriés."

Son Excellence Mgr Charbonneau, l'archevêque de Montréal, dont la grande sollicitude pour les classes moyennes et les classes pauvres est bien connue de tous, s'est rangé, lui aussi, du côté des partisans de cette réforme et son opinion devrait être méditée par tous:

"Son Excellence Mgr Charbonneau dit que, d'après les enquêtes faites par la J.O.C., ce sont les enfants qui vont à l'école qui fournissent les meilleurs chrétiens. Il n'a donc pas peur de l'instruction obligatoire. L'objet premier de toute loi est d'être l'éducatrice du peuple. L'État a le droit d'exiger un minimum d'instruction pour tout enfant. Pourquoi ne le dirait-il pas? La loi ne sera pas parfaite au début, mais elle aidera à découvrir les cas d'indigence ou d'insouciance et à y porter remède. Pour sa part, il voit dans la fréquentation scolaire une garantie de fidélité religieuse et il appuie avec plaisir la proposition de l'honorable sénateur Prévost touchant l'approbation du rapport actuellement à l'étude."

En face de ces témoignages éloquentes de membres éminents de notre épiscopat, le clergé de la province n'a donc pas lieu de trop s'émouvoir des admonestations de l'honorable député de Labelle, ni des mises en garde timorées de son collègue de Matane.

Tous les arguments apportés là contre par l'opposition ne sont que des raisons additionnelles en faveur de la loi. Elle n'est pas applicable, ont-ils dit, parce qu'il y a des familles trop pauvres pour envoyer tous leurs enfants aux écoles, parce que nous n'avons pas suffisamment d'écoles pour recevoir tous ceux qui sont en âge de scolarité, parce que les écoles sont à de trop grandes distances, parce que les livres coûtent trop cher.

Si cet état de choses existe, et il n'y a aucun doute qu'il existe, on admettra qu'il faut le faire disparaître dans tous ces aspects d'importance majeure. La loi d'obligation scolaire, comme le disait Mgr le cardinal, "nous fournira l'occasion d'étudier le mal plus à fond et d'intervenir par les moyens les mieux appropriés."

Tout le monde comprend que nous ne pouvons pas rendre la fréquentation de l'école obligatoire si nous ne voyons pas à vêtir les pauvres pour s'y rendre, si nous ne nous organisons pas pour mettre un nombre de classes suffisant pour recevoir les enfants, si nous ne leur fournissons pas des

maîtres ou des maîtresses pour tous les instruire, si nous laissons les écoles trop éloignées pour qu'ils puissent s'y rendre ou, quand il y a impossibilité de rapprocher les écoles, si nous ne voyons pas à y faire transporter les enfants et si nous ne trouvons pas les moyens de rendre l'enseignement gratuit et les livres et le matériel de classe à la portée de tous.

Mais nous avons décidé de rendre l'instruction obligatoire parce que c'est le devoir de l'État de donner un minimum d'instruction à ses citoyens et ce devoir nous l'avons accepté avec toutes ses conséquences. Nous verrons à vêtir les pauvres s'il y a nécessité; nous rendrons gratuite l'admission à l'école primaire élémentaire; nous établirons, sans délai, je l'espère, la gratuité des livres; nous augmenterons le personnel enseignant si nécessaire; au besoin nous bâtirons de nouvelles écoles ou nous centraliserons, là où cela sera jugé utile et possible, les écoles publiques, et nous verrons à ce que les commissions scolaires organisent le transport gratuit à ces écoles centrales ou aux écoles d'arrondissement trop éloignées.

L'obligation scolaire forcera donc le progrès rapide de notre enseignement public, et c'est pour cela que je disais au début de mes remarques que cette loi était une réforme fondamentale, une réforme de base de notre instruction publique et, comme conséquence directe, de notre progrès national, puisque l'instruction est la source principale de l'avancement moral et matériel d'un pays. Jules Simon, parlant de l'instruction, a émis cette pensée que les gens en charge de la direction des peuples ne doivent jamais oublier: "La richesse intellectuelle est, après la vertu, le premier des biens; même au point de vue économique, c'est la plus productive."

N'ayons donc pas peur de travailler à l'avancement de l'instruction. Puisque l'obligation est une réforme de base, n'hésitons pas à l'accepter et servons-nous des problèmes secondaires qu'elle suscitera pour donner à notre peuple le meilleur système d'enseignement qui est reconnu par la civilisation moderne. Pour faire entrer tous nos enfants dans nos écoles, il faut leur en ouvrir la porte toute grande; c'est ce que nous faisons par la loi même d'obligation en établissant la gratuité de l'enseignement élémentaire.

Bientôt elle nous donnera la gratuité des livres. L'honorable député de Matane, pour insinuer que notre loi n'était qu'un camouflage, citait un discours du 16 février 1901 de M. Ernest Roy commentant une loi scolaire qui devait dans une année nous donner la gratuité des livres, et il s'amusait des grandes espérances de l'ancien député

de Montmagny tout comme si le gouvernement libéral du temps n'avait pas mis à la disposition des commissions scolaires des livres gratuits pour les premières années de l'école élémentaire. Il m'est inutile de m'attarder sur les causes qui ont permis au député de Matane d'en inférer que le gouvernement actuel n'était pas sincère dans son intention de rendre les livres des classes élémentaires absolument gratuits dans cette province.

La gratuité des livres procédant de la gratuité de l'école et de l'instruction obligatoire nous conduira à l'uniformité des livres. En effet, le gouvernement, pour assurer l'économie dans l'impression des manuels, n'en imprimera qu'un seul pour chaque matière dans nos deux grandes catégories d'écoles: l'école rurale et l'école urbaine. L'uniformité des livres gratuits dans les écoles élémentaires entraînera l'uniformité des manuels dans les grades supérieurs pour assurer le bon marché du livre, puisqu'il devrait être vendu au prix de revient par le gouvernement.

De l'uniformité des livres découlera la réforme totale de notre enseignement. Je m'explique. La réduction du coût du livre de classe est une conséquence certaine de l'uniformité des livres, mais cet avantage matériel, si désirable soit-il, n'est rien à comparer avec les profits indirects que le peuple retirera de l'uniformité des livres qui rendra possible l'amélioration rapide de notre enseignement.

L'uniformité des livres entraînera aussi l'uniformité des méthodes, de sorte que tout le monde pourra savoir facilement ce qui s'enseigne et surtout ce qui ne s'enseigne pas dans nos écoles. Il deviendra facile de connaître les imperfections de notre enseignement et de les corriger avec le moins de retard possible. Même avec la meilleure volonté du monde et avec la plus grande énergie intellectuelle qu'il soit susceptible à un humain de développer, il est impossible de se rendre compte des multiples modalités d'enseignement qui existent dans notre province. Si on avait voulu intentionnellement empêcher les gens ordinaires de s'occuper du progrès de l'enseignement, on n'aurait pas mieux réussi à le faire qu'en multipliant ainsi les livres.

Les livres, les manuels, les traités sont tellement variés que cela prend presque toute la vie d'un homme pour les lire. Comment veut-on qu'on puisse se former un jugement sain en face d'un fatras de méthodes de cette nature? Il faut absolument que disparaisse cette multiplicité des livres si dommageable à l'enseignement. La comparaison avec les pays aussi avancés ou plus avancés que nous sur certaines matières sera facile et l'amélioration

générale de notre système d'enseignement se réalisera plus rapidement.

J'admets que l'instruction obligatoire par elle-même n'est pas un remède pour tous les maux, mais il n'en reste pas moins que c'est une réforme de base et que nous pouvons en attendre une grande influence sur le perfectionnement de notre instruction populaire que nous avons tous à cœur. L'application de la loi encouragera l'éducation partout dans la province et mettra les Canadiens français sur un pied d'égalité avec les autres races du Canada. C'est pourquoi je ne saurais terminer mes remarques sans féliciter tous ceux qui ont contribué à l'établir dans nos lois et que j'ai mentionnés, en passant, au cours de mes remarques.

Ma reconnaissance va d'abord aux soldats de la première heure dont je suis un des compagnons d'armes suivant pour rappeler que, quand on récolte les généreuses moissons, il ne faut pas oublier d'avoir un souvenir ému pour ceux qui ont péniblement labouré le sol et qui, sous le vent et la tempête, ont réussi à enfouir dans ce sol les semences qui les ont rendues possibles. Quant à ceux qui ne sont plus et qui furent de mes amis, je les ai suffisamment connus pour savoir que, comme moi, ils ont fait leurs luttes non pas pour que leurs noms passent à la postérité, mais parce qu'ils aimaient leurs concitoyens et parce qu'ils voulaient leur être utiles en travaillant à la réalisation d'une réforme qu'ils savaient être à la base de tous les progrès. Quant à ceux qui vivent encore, ils sont bien rares car la lutte dure depuis bien longtemps, la joie de réaliser qu'ils ont vécu assez vieux pour constater que leurs peines des premiers jours n'ont pas été inutiles et qu'ils n'ont pas jeté le bon grain du progrès sur une terre aride est une récompense suffisante de leur labeur patriotique.

Mon deuxième témoignage de reconnaissance s'adressera aux membres du Conseil de l'instruction publique qui ont rendu possible l'adoption de cette loi. Notre population devra une éternelle reconnaissance surtout aux membres actuels de notre épiscopat. Ils ont fait preuve de la largeur de leurs vues sur le problème qui intéresse le plus l'avenir de notre race sur ce coin de terre du continent nord-américain. Ils ont fait voir qu'ils étaient prêts à marcher de pair avec le progrès moderne dans tout ce qui n'est pas contraire à nos croyances fondamentales et qui est susceptible de favoriser notre avancement intellectuel, moral et matériel. Honneur donc à eux tous, même à ceux qui ont hésité à se prononcer favorablement cette année sur cette loi parce qu'ils n'étaient pas encore entièrement convaincus que l'heure la plus propice pour la mettre en vigueur était arrivée.

Les officiers du département de l'Instruction publique et leur chef dévoué ne doivent pas être oubliés au moment des félicitations. Ils ont noblement fait leur devoir. Ils n'ont pas craint de sortir des sentiers battus de la routine pour marcher dans la voie plus difficile parce que montante des réalisations nouvelles. Leur récompense sera de voir bientôt l'instruction publique de leur province aux fiers sommets qu'ils veulent atteindre.

Et maintenant il ne me reste plus qu'à remercier le grand Parti libéral et ses dévoués députés demeurés fidèles à leurs nobles traditions. Lorsqu'on fera l'histoire politique de notre province, leurs noms resteront attachés à cette histoire parce que la loi que nous votons en ce moment constituera un des points tournants du progrès de notre peuple. Et cet honneur d'avoir pu attacher leurs noms à un des principaux faits de nos annales publiques, ils le devront à l'esprit de progrès, à l'amour des siens et au courage sans défaillance du patriote distingué que nous avons comme chef et qui a décidé de servir sa province d'abord, ensuite et toujours, mon ami de cœur, l'honorable premier ministre.

Non seulement il est mon ami personnel, mais il s'est fait un apôtre de l'ancien député de ce comté dont il est un digne successeur. Il a non seulement prêché l'évangile d'Honoré Mercier, du père de l'instruction populaire, mais il a réalisé la réforme de l'instruction obligatoire qu'il proposait, il y a 60 ans, comme une mesure pouvant nous faire atteindre la prédominance dans notre pays. Il en prenait une forte dose de fidélité à nos principes et de détermination pour se décider à faire voter une loi de cette nature; cette fidélité aux principes, cette détermination, notre chef les a eues. Nous en sommes tous fiers.

Personnellement je l'en félicite et le remercie de m'avoir honoré de sa confiance. Je lui ai donné en loyauté ce dont il a voulu me gratifier par sa confiance et je me suis toujours efforcé de lui rendre sa tâche si lourde la moins lourde en m'effaçant et en lui aidant le plus possible. Ses adversaires ont accolé mon nom au sien dans la désignation du gouvernement actuel. Ils m'auraient fait un grand honneur s'ils n'avaient pas eu l'intention, je l'avoue, sans fausse humilité, de lui nuire en essayant de faire croire qu'il n'était pas à la hauteur de la position et en tâchant de faire rejaillir sur lui certains des préjugés que de mauvais esprits ont voulu soulever contre moi au cours de ma longue et tourmentée carrière politique.

Notre premier ministre, cultivateur, et il s'en glorifie, fait voir par la présente loi que non seulement il est à la hauteur de la situation, mais qu'il

a pu accomplir plus qu'aucun de ceux qui l'ont précédé pour l'amélioration des conditions d'existence de son peuple; il restera dans l'histoire comme le modèle des hommes publics qui ne craignent pas de prendre des attitudes fermes pour guider les populations vers les progrès réels.

Les gens de l'Union nationale peuvent continuer à joindre mon nom au sien. Ce sont deux noms éminemment respectables, les noms de deux Canadiens d'origine française qui n'ont pas craint d'affronter les préjugés populaires pour s'attaquer à la solution de problèmes essentiels au salut de la nation, et cela même si, dans le but de servir la masse de leurs compatriotes, il leur a fallu affronter les forts et s'exposer aux invectives de la petite politique. L'homme qui veut faire son devoir envers les siens ne s'occupe pas de ces ennuis temporaires: ce ne sont que des chardons irritants mais non mortels de la vie publique. Il voit plus loin et il voit plus haut, comme l'a fait le chef du gouvernement actuel pour sa plus grande gloire et pour le plus grand bien de son pays.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): J'ai participé à toutes les luttes scolaires dans la ville de Saint-Jean et j'en parle en connaissance de cause puisque je suis commissaire d'école de cette ville depuis 6 ans. D'ailleurs, je m'intéresse beaucoup à l'instruction publique et aux questions scolaires depuis déjà 15 ans. Mon désir est de donner à la jeunesse l'instruction et l'éducation auxquelles elle a droit. Mais on a l'impression, en écoutant les ministres provinciaux, que personne ne va à l'école. On semble créer la légende que, dans la province de Québec, les écoles sont vides et que les Canadiens français sont des ignorants ou qu'ils sont plus arriérés que dans les autres provinces.

Les statistiques de 1941 démontrent que dans la province de Québec, 595,000⁸ enfants étaient inscrits, que 549,000 fréquentaient régulièrement l'école et que 45,000 ne la fréquentaient pas. En Ontario, où on a la fréquentation obligatoire, les chiffres étaient les suivants: 679,000 inscrits, 607,000 pour la fréquentation moyenne, ce qui prouve que 72,000 enfants n'allaient pas à l'école. Alors pourquoi dire que la province de Québec est en arrière des autres?

De plus les statistiques sont très mal faites. On fait la moyenne des absences, mais les absents ne sont pas ceux qui ont quitté l'école. Il est faux de dire que 45,000 de nos enfants ne fréquentent pas l'école chaque année. Les journaux d'appel ne donnent pas une idée juste de la situation et il est faux de dire que l'opposition ne veut pas que les petits Canadiens français soient instruits. Loin de là.

Au comité catholique, la question a été étudiée très sérieusement. Des évêques ont été en faveur de la scolarité obligatoire, mais il y en a eu aussi qui étaient contre. Je suis personnellement pour qu'on donne aux enfants l'instruction et l'éducation, par tous les moyens possibles, et je l'ai prouvé par des actes, mais je m'oppose à la coercition et à la contrainte en matière d'instruction. On dit qu'on l'a partout, l'instruction obligatoire. Le fait que les 8 autres provinces et les 48 États américains ont la fréquentation obligatoire n'est pas un argument sérieux. À ce compte-là, on pourrait obliger les nôtres à parler anglais, puisque dans pratiquement tout le reste du continent on parle anglais.

On a mal interprété le discours du député de Matane (M. Gagnon). Il ne s'est jamais prononcé contre l'instruction des enfants, mais il ne veut pas voir la police dans les foyers ouvriers et les gendarmes dans les maisons rurales, à la recherche des enfants, pour forcer les parents à les envoyer à l'école. La coercition scolaire sera inefficace, selon lui.

Il parle de l'assistance moyenne, toujours avec des statistiques mal faites, prétend-il, chez les catholiques et les protestants.

La loi actuelle ne donne rien de nouveau. Déjà les familles font leur possible pour envoyer leurs enfants à l'école. Chez les catholiques, l'assistance est de 85.1 % et chez les protestants, de 82.6 %. Comme la proportion de la population anglaise par rapport aux Canadiens français est de $\frac{1}{10}$, il s'ensuit que les enfants canadiens-français vont plus à l'école que les petits anglais. Ce qu'il serait important de nous dire serait combien d'enfants sont inscrits et combien terminent leurs études. On aurait ainsi un écart d'environ 20 %, mais il serait facile à expliquer par les enfants malades, pauvres, infirmes ou morts. La fréquentation 100 % est impossible. Il y aura toujours des enfants malades et il y en aura toujours qui décéderont avant la fin de leurs études.

La province de Québec n'est pas arriérée au point qu'il faille la coercition et les temps ne se prêtent pas à une telle mesure. Si nous n'étions pas écrasés par les impôts de toutes sortes, fédéraux et provinciaux, la réforme qu'on nous propose serait acceptable pour la population. Ceux qui ont voulu lire la loi ont vu qu'on crée des fardeaux nouveaux à toutes les commissions scolaires, qui seront désormais privées du revenu du mensuel, alors qu'elles ne peuvent boucler leur budget.

Croyez-vous qu'une commission scolaire engagera un contrôleur des absences à \$500 par année, pour aller rencontrer le père de chaque absent et se faire dire, par exemple: "ce matin, on laboure,

les autres sont à la guerre et je garde mon enfant à la maison"? On devrait mener une campagne d'éducation des gens plutôt que d'employer un système coercitif, qui sera inopérant. Les ouvriers veulent faire instruire leurs enfants.

Il (M. Beaulieu) cite le cas de Saint-Jean, population de 15,000 âmes et d'Iberville, plus de 5,000 âmes, deux villes sœurs. En ma qualité de commissaire d'école, dit-il, avec tous les moyens à ma disposition, j'ai cherché des cas attribuables à la mauvaise volonté des parents, mais en vain. Je n'en ai pas trouvé. Dans la ville de Saint-Jean, on ne peut trouver deux enfants qui ne vont pas à la classe pour des raisons non justifiées.

L'absence d'un enfant signifie qu'un mot est immédiatement envoyé à la maison. Il peut y avoir des exceptions, mais elles sont telles qu'elles ne justifient pas une loi de coercition. La coercition, du moins dans ce coin de la province, serait superflue et odieuse. Actuellement, 360 écoles sont fermées parce qu'on manque de professeur. Va-t-on leur imposer la scolarité obligatoire?

Je trouve anormal que la loi prévoit que les élèves expulsés seront exempts; les enfants auront à leur disposition un procédé commode et inattendu pour être dispensés de la scolarité obligatoire: l'expulsion de l'école.

À Saint-Jean, l'article de la loi qui enlève la rétribution mensuelle va détruire un budget bien équilibré et compliquer une situation excellente. Elle devra suspendre la distribution gratuite des livres aux écoliers et les parents devront acheter eux-mêmes les livres, ce qui représentera \$10 ou \$12 par an; au surplus, la loi obligerait la Commission scolaire de Saint-Jean à engager un enquêteur au salaire d'environ \$1,000. On voit dans quel pétrin la loi Perrier mettrait nos commissions scolaires et l'exemple de Saint-Jean est typique.

Cette loi n'a pas été mûrie. À mon avis, elle ne contient rien de nouveau pour régler le problème de l'enseignement; tout ce qu'elle comporte, ce sont des obligations financières nouvelles pour les commissions scolaires qui se trouveront dans de graves difficultés. En abolissant la contribution scolaire, qui rapportait \$1,500 ou \$1,800, - de ce fait seul, les 1960 commissions scolaires perdront \$700,000 par année - et en forçant les commissions à engager des constables pour surveiller la fréquentation des écoles, on va, d'une façon générale, imposer à plusieurs un fardeau et de graves soucis qu'elles ne pourront supporter. Cela représente \$3,000 par année pour ma commission scolaire. Je ne peux pas rentrer chez moi et dire à mes gens que j'appuie une mesure

semblable et que le budget de l'école sera balancé. Ce sont les villes où il y a beaucoup d'enfants d'âge scolaire qui souffriront le plus de cette perte. Si, comme on le prétend, des milliers d'enfants ne fréquentent pas les écoles et si ces écoles sont déjà trop peu nombreuses ou trop encombrées, il faudra en construire des centaines de nouvelles.

Déjà les commissions scolaires de Montréal, de Verdun et d'autres villes accumulent les déficits sans espoir d'en sortir. La situation de leurs finances est terrible et intenable. On parle de millions, dans le cas des commissions de Montréal, non de centaines, et la Commission scolaire de Verdun accuse un déficit annuel de plusieurs centaines de milliers de dollars. Le gouvernement ne les aide que par des octrois et des palliatifs, sans aucunement régler le problème fondamental.

Il n'est pas question de compensation pour ces commissions, dans la loi. Plusieurs commissions comptent sur la rétribution mensuelle pour boucler leur budget. Comment s'y prendront-elles maintenant pour boucler leur budget? Il n'y a pas à songer à hausser la taxe scolaire, car nous avons déjà trop de taxes dans la province. Si le gouvernement ne les aide pas, on ne sait guère ce qui arrivera.

Si on continue à obérer le budget des commissions scolaires et à provoquer l'augmentation des taxes scolaires déjà fort élevées, les contribuables vont finir par prendre l'instruction en aversion. Nous faisons trop vite et mal.

Avant d'imposer la scolarité obligatoire, que l'on commence par régler la situation financière de la Commission des écoles catholiques de Montréal et la Commission des écoles protestantes et aussi de la Commission des écoles catholiques de Verdun! Que l'on règle le problème financier des commissions scolaires! Que l'on voie à nourrir, à vêtir les enfants, à leur fournir des livres! Ensuite on pourra présenter une loi comme celle-ci.

Il propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Morin), que le débat soit, maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Questions et réponses:

Nouveaux employés du gouvernement et augmentations de salaires

M. Lorrain (Papineau): Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 18 février 1943 inclusivement:

a) Combien le gouvernement de la province a-t-il engagé ou embauché d'employés?

b) Combien de personnes employées par la province ont reçu des augmentations de salaires?

c) À combien se chiffre le total des augmentations de salaires prévues au paragraphe b) de la présente question?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): a) 4,644 personnes ont été engagées et 616 réengagées pour combler les vacances causées par les démissions, décès, congés militaires, etc., ainsi que pour les services nouveaux et pour ceux qui ont dû subir une expansion;

b) 6,570;

c) \$1,498,677, allocations de vie chère exclues.

Engagements financiers

M. Lorrain (Papineau): Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 15 mars 1943 inclusivement, quel est le total des argents déboursés par le gouvernement de la province relativement à des obligations ou à des engagements contractés par le gouvernement de la province avant le 26 août 1936?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): \$18,610,257.27.

La somme précitée, comprend:

a) \$13,730,000 (dont \$1,471,921.62 ont été prélevés sur le fonds d'amortissement correspondant) représentant le rachat d'un emprunt émis avant le 26 août 1936;

b) \$4,368,850.87 représentant des octrois accordés à diverses institutions d'assistance publique, etc., en vertu des lois administrées par le département de la Santé et en conformité de décisions prises antérieurement au 26 août 1936;

c) \$287,059.32 représentant un rajustement avec la cité de Montréal pour travaux de chômage et de secours direct;

d) \$224,347.08 représentant la liquidation d'engagements divers contractés avant le 26 août 1936.

Emprunts du gouvernement, frais connexes

M. Talbot (Chicoutimi): Relativement à la réponse du gouvernement en date du 16 mars 1943, au sujet des emprunts faits par le gouvernement de la province, depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 18 février 1943 inclusivement:

En outre de la somme de \$93,422.67 mentionnée dans ladite réponse, combien le gouvernement de la province a-t-il payé, en centins et en dollars, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, entre autres et sans restriction, pour commissions, primes, publicité, annonces, impressions, frais légaux, intérêts relativement auxdits emprunts pendant ladite période?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le gouvernement n'a payé aucune somme en sus dudit montant de \$93,422.67.

Les syndicats concernés ont conservé pour couvrir leurs frais de publicité, annonces, frais généraux de mise sur le marché des émissions et leur profit, la différence, s'il y en avait, entre les "prix nets" payés à la province et les prix auxquels les obligations ont été vendues au public comme il ressort du tableau ci-après.

Les intérêts ont été normalement payés aux dates où ils devenaient exigibles conformément au texte des obligations et aux taux qui y étaient indiqués. (Voir le tableau ci-dessous)

*Emprunts contractés par la province de Québec
du 8 novembre 1939 au 18 février 1943*

<i>Montant des emprunts</i>	<i>Taux d'intérêt</i>	<i>Prix nets</i>	<i>Prix de vente au public</i>	<i>Différence conservée par les Syndicats</i>
\$ 12,000,000	2¾	100	100	.....
25,000,000	2¾	100	100	.....
8,500,000	3½	98	99¼	\$ 106,250.00
31,500,000	3¼	96¾	98¼	472,500.00
1,970,000	2¼	99½	100	9,850.00

*Emprunts contractés par la province de Québec
du 8 novembre 1939 au 18 février 1943 (suite)*

\$ 1,970,000	2½	99½	100	\$ 6,325.00
1,970,000	2½	99¼	100	6,325.00
1,970,000	2¾	99¼	100	6,372.50
1,970,000	3	99¼	100	6,165.00
1,970,000	3¼	99¼	100	6,222.50
11,750,000	4	98	99½	176,250.00
1,050,000	3¾	98¼	99½	13,125.00
13,950,000	4	98½	100	209,250.00
2,400,000	3¼	100	100	.....
14,725,000	3½	95¾	97½	221,562.50
14,725,000	3½	96¼	97½	221,562.50
9,800,000	3½	98	99½	147,000.00
9,725,000	3½	98	99½	145,875.00
5,000,000	2½	100	100	.....
18,000,000	3½	98	99½	270,000.00
<u>15,000,000</u>	<u>2½</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>.....</u>
\$ 188,250,000				\$1,796,747.50

Le montant de \$93,422.67 ci-dessus mentionné est constitué comme suit:

<i>Date de l'emprunt</i>	<i>Montant de l'émission</i>	<i>Impressions</i>	<i>Opinions légales</i>	<i>Signature, manipulation et frais de poste</i>	<i>Préparation du prospectus</i>	<i>Total</i>
02-01-1940	\$ 12,000,000	4,028.00	.....	98.43	.....	\$ 4,126.43
15-02-1940	65,000,000	19,184.84	1,001.59	18,922.28	1,200.00	40,308.71
15-11-1940	21,600,000	9,910.70	.....	6,055.92	1,150.81	17,117.43
01-02-1941	15,000,000	7,293.56	.....	257.95	.....	7,551.51
15-04-1941	2,400,000	2,450.00	802.76	.....	.....	3,252.76
01-10-1941	14,725,000	6,219.35	.....	3,641.88	.....	9,861.23
01-07-1942	9,800,000	5,189.25	.....	162.64	.....	5,351.89
01-09-1942	9,725,000	4,869.95	.....	159.80	.....	5,029.75
01-02-1943	18,000,000	679.00	.....	143.96	.....	822.96
01-02-1943	5,000,000	.....	.....	.....	.....	.....
15-02-1943	<u>15,000,000</u>	<u>.....</u>	<u>.....</u>	<u>.....</u>	<u>.....</u>	<u>.....</u>
	<u>\$188,250,000</u>	<u>59,824.65</u>	<u>1,804.35</u>	<u>29,442.86</u>	<u>2,350.81</u>	<u>\$93,422.67</u>

**Emprunts du gouvernement,
par tous les moyens**

M. Talbot (Chicoutimi): Relativement aux emprunts de la province, depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 18 février 1943 inclusivement:

1. Est-ce que la somme de \$188,250,000 mentionnée dans la réponse du gouvernement, en

date du 16 mars 1943, représente le total de tous les emprunts contractés par le gouvernement de la province, pendant ladite période, entre autres et sans restriction, des emprunts contractés par billets promissoires ou bons du trésor, par chèques sans fonds ou sans provisions, ou par tous autres moyens?

2. En outre de la susdite somme de \$188,250,000 empruntée par le gouvernement de la province,

depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 18 février 1943 inclusivement, quelle est la somme totale de tous les emprunts contractés par le gouvernement de la province, pendant ladite période, par billets promissoires ou bons du Trésor, par chèques sans provisions ou sans fonds et par tous autres moyens?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): 1. La somme mentionnée couvre tous les emprunts publics. Elle ne vise pas les opérations bancaires.

Bons du Trésor en cours		
2. le 8 nov. 1939	\$22,500,000	
Bons du Trésor émis pendant la période sans compter à nouveau le renouvellement des mêmes bons:		
Pour besoins courants ...	\$79,950,000	
Pour faire face temporairement à des emprunts échus pendant la période envisagée	64,890,000	144,840,000
		167,340,000
Bons du Trésor remboursés pendant la période	\$152,090,000	
Solde, soit bons du Trésor en cours le 18 février 1943	15,250,000	
Bon du Trésor spécial émis en ce qui concerne les fiduciaires aux biens commerciaux de Saint-Sulpice	4,000,000	
Total des bons du Trésor en cours le 18 fév. 1943	\$19,250,000	

L'arrangement intervenu entre le gouvernement et ses banquiers prévoit la possibilité de découverts temporaires toutes les fois que la somme ou la période en jeu ne sont pas suffisantes pour justifier l'émission de bons du Trésor.

**William
C. Lower**

M. Talbot (Chicoutimi): William C. Lower est-il à l'emploi du gouvernement de la province? Dans l'affirmative:

- Depuis quand?
- Quelles ont été ses fonctions à l'emploi de la province depuis cette date?

c) Quelles sont ses fonctions actuellement, à l'emploi de la province?

d) Quel a été son salaire depuis cette date?

e) Quel est son salaire actuellement?

f) Combien lui a été payé par le gouvernement de la province depuis qu'il est à l'emploi de la province à quelque titre et pour quelque cause que ce soit?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):Oui.

a) Depuis le 15 décembre 1932;

b) Du 15 décembre 1932 au 30 juin 1937; comptable intermédiaire; du 1^{er} juillet 1937 au 31 mars 1942: comptable; du 1^{er} avril 1942: comptable en chef du Trésor;

c) Comptable en chef du Trésor;

d) Du 15 décembre 1932 au 30 juin 1937: \$1,500 par année; du 1^{er} juillet 1937 au 31 mars 1942: \$2,000 par année; du 1^{er} avril 1942: \$2,600 par année;

e) \$2,600 par année;

f) \$19,082.51.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 4 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Pères Bénédictins
de Saint-Benoît-du-Lac**

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 modifiant la charte des pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Robinson (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

M. Robinson (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Fréquentation scolaire obligatoire

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné à la séance précédente, sur la motion du représentant de Terrebonne (l'honorable M. Perrier) proposant que le bill 21 concernant la fréquentation scolaire obligatoire soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) résume les arguments qu'il a déjà donnés. Nos statistiques scolaires, en général, sont mal faites, dit-il. La province de Québec n'est pas plus arriérée que les autres, nos écoles primaires valent bien les écoles équivalentes de l'Ontario et des autres provinces, et nos gradués font bonne figure partout.

La réforme la plus pressante qui s'impose, c'est celle de faciliter l'accès des écoles à nos enfants, et on ne devrait pas mettre dans nos Statuts une loi qui est d'avance vouée à l'insuccès.

Le budget des écoles de Saint-Jean est équilibré et la loi actuelle va les déséquilibrer. Saint-Jean a la gratuité des livres depuis 15 ans. La rétribution mensuelle suffit à assurer cette gratuité maintenant que la commission est propriétaire des livres et il faudra renoncer à cela quand la loi Perrier aura supprimé la contribution. Dans cette ville, il se paie de meilleurs salaires qu'ailleurs. S'il faut engager des polices pour surveiller les absences, on ne pourra améliorer le salaire des instituteurs.

Je m'opposerai à la loi tant qu'on n'aura pas balancé les budgets des commissions scolaires, surtout celui de la cité de Montréal. On devrait commencer par assurer l'organisation de l'orientation professionnelle, afin de découvrir les talents et trouver les moyens de faire développer ces talents. Le gouvernement devrait aider les enfants dans la

voie où la vocation les appelle, et cela, dès l'âge de 10 ou 12 ans, quand se dessinent leurs possibilités d'avenir. Il suggère au gouvernement, dit-il, d'établir des équipes de compétences pédagogiques qui iront dans les écoles choisir les élèves les plus intelligents pour les pousser ensuite vers les études supérieures.

La loi risque de déséquilibrer les budgets des commissions scolaires. Je m'objecterai au projet de loi tant qu'on n'aura pas pris des moyens pour réorganiser les finances des commissions scolaires et leur venir en aide, tant qu'on supprimera la rétribution mensuelle, tant qu'on augmentera le fardeau des commissions en les obligeant à payer le salaire de nouveaux employés, tant qu'on ne décrètera pas la gratuité des livres, tant qu'il restera des écoles - il y en a 350 - qui ne pourront se prévaloir de la loi, faute de professeur.

M. Bonvouloir (Iberville): Je prends la parole à titre de cultivateur afin de rétablir les faits. Les députés de Labelle (M. Paquette) et de Lotbinière (M. Chaloult) ont exagéré en disant que les cultivateurs sont trop pauvres pour faire instruire leurs enfants. Tout ce que le député de Lotbinière a affirmé est contraire aux faits et je vais le prouver par des chiffres officiels. Pour donner un semblant de bon sens à son exposé, le député de Lotbinière a dû aller bien loin dans le passé. Il s'est trompé. Les statistiques démontrent que les cultivateurs de Québec sont en meilleure position que ceux des autres provinces. Si nos cultivateurs sont si pauvres que cela, comment se fait-il qu'ils n'aient jamais demandé l'aide du gouvernement fédéral, comme les cultivateurs de l'Ouest?

Le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) a montré dans son discours du budget que les cultivateurs s'acquittent amplement de leurs obligations envers le bureau du crédit agricole, alors qu'en Ontario les cultivateurs en sont incapables. Les cultivateurs du Québec ont remboursé en quatre ans plus de \$1,500,000⁹ de plus que ce qu'ils étaient tenus de donner au crédit agricole, depuis quelques années. Ils ont donné \$125,000 en 1939, \$250,000 en 1940, soit le double de l'année précédente, \$440,000 en 1941, soit le triple de 1939, et \$900,000 en 1942, toujours plus que ce qu'ils étaient censés rembourser. L'an dernier, 171 se sont complètement libérés de leurs dettes. Cela prouve qu'on a exagéré leur pauvreté. Nos bons amis sont mal venus de parler de la pauvreté des cultivateurs de chez nous.

L'honorable député de Lotbinière est malheureusement absent ce soir. Lui qui a eu

l'avantage, grâce à la Providence, de recevoir une instruction supérieure, il ne devrait pas essayer de décourager les cultivateurs de notre province en disant qu'ils sont au-dessous de leurs confrères des autres provinces quand, à la vérité, la classe agricole de Québec est une des premières de la Confédération.

Lors de la dernière crise, les cultivateurs du Québec ont tenu bon, sans même faire appel au gouvernement provincial. Ils sont fiers de donner la meilleure instruction possible à leurs enfants. Plusieurs ont même eu les moyens de faire donner un cours d'études complet à leurs enfants, dont plusieurs brillent au premier rang. Ici même en Chambre, nous avons le cas du président, M. Dumaine, puis celui du premier ministre, qui est l'un des premiers agriculteurs de la province. Nous sommes fiers de ces deux fils de la terre qui font un si grand honneur à la province.

L'honorable député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) se plaint que les statistiques sont mal faites. Je ne sais comment elles sont faites dans les villes, mais chez nous, elles sont préparées par la maîtresse d'école, qui note les absences, et nous avons confiance en ses chiffres. Je me demande comment le député de Saint-Jean-Napierville va expliquer son attitude vis-à-vis de son évêque, Son Excellence Mgr Forget, qui habite la même ville que lui et qui est en faveur de l'instruction obligatoire.

D'une façon générale, les commissions scolaires de nos campagnes comprennent leur devoir et seront capables de l'accomplir. La loi actuelle rencontre les vues actuelles et le vœu de presque tout le monde. Je félicite donc le gouvernement d'avoir présenté cette loi-là. Je suis sûr que les cultivateurs en sont contents et qu'ils vont l'appuyer comme moi.

(Applaudissements)

M. Comeau (Montréal-Verdun): La politique n'a rien à faire dans une question aussi importante que l'éducation des jeunes et dans celle de la fréquentation obligatoire. Ici, de ce côté de la Chambre, nous ne faisons pas de politique avec cette question. Le premier ministre a laissé ses députés libres de leurs opinions sur cette loi de scolarité obligatoire. Cette loi consacre le principe que la Législature est maîtresse en matière d'éducation, que les représentants du peuple ont le droit et le devoir d'intervenir en matière d'éducation. Personne ne niera que les temps changent et que les bouleversements apportés par l'automobile, le téléphone, la radio et l'aviation commandent nécessairement des changements dans le système d'éducation de la province.

Il relève, dit-il, ce qu'il prétend être des contradictions dans le discours du député de Saint-Jean-Napierville et il suggère à la Commission scolaire de Saint-Jean de relever d'un sou le taux de taxe scolaire pour compenser la perte du mensuel.

Pour réussir, les nôtres ne doivent pas seulement être aussi instruits que leurs concurrents des autres races: ils doivent même leur être supérieurs. Ainsi ils doivent savoir l'anglais assez bien pour se débrouiller partout. Or, on enseigne trop peu d'anglais dans les cours primaire et complémentaire. Les élèves qui sortent de ces cours ne peuvent tenir le coup contre d'autres mieux armés qu'eux à ce point de vue. Ils ne sont pas qualifiés pour faire concurrence aux autres.

Cette loi est un pas dans la bonne direction. Non seulement je trouve que la loi est bonne, mais je trouve qu'elle ne va même pas assez loin. J'ai consulté plusieurs personnes, la fin de semaine dernière, et ils admettent tous n'avoir aucune objection à ce que les études se prolongent jusqu'à l'âge de 16 ans. On ne devrait pas fixer à 14 ans, mais à 16 ans la limite d'âge pour cesser de fréquenter les classes, du moins dans les villes. Qu'est-ce que nos jeunes garçons peuvent faire dans les villes, entre 14 et 16 ans? Leur oisiveté est pleine de dangers. Elle leur fait oublier même ce qu'ils ont appris. Actuellement, un employeur ne peut employer un garçon âgé de moins de 16 ans, à moins d'obtenir un permis spécial à cet effet. En 1941, on a donné 9,000 permis du genre à Montréal. En 1942, on en a donné 12,000.

Pourtant c'est de 14 à 16 ans que l'élève est en état de mieux se perfectionner, au point de vue pratique, pour pouvoir gagner sa vie, et acquérir les connaissances techniques qui lui permettront de devenir un expert dans le domaine industriel, et c'est à cet âge qu'il aurait le plus besoin de contraintes. Mais ces enfants n'ont pas même assez d'instruction pour suivre avec profit des cours de perfectionnement. De sorte que leur cas est désespéré. Le gouvernement devrait donc forcer les parents à envoyer à l'école leurs enfants de 14 à 16 ans. On compléterait ainsi le cours primaire.

Lorsque le bill sera devant le comité, il pourrait suggérer un amendement, dit-il, afin que l'avis qu'il vient d'émettre puisse être mis à effet.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Ce débat historique a été excessivement brillant et il a apporté des digressions fort intéressantes. Je n'entends pas le prolonger très longtemps, mais je tiens à rectifier certains chiffres et à répondre à

certaines objections présentées au cours de la discussion.

On a parlé des hommes et des opinions du passé, mais les opinions ont changé. Le député de Matane (M. Gagnon) a étayé sa thèse sur des témoignages qui remontent trop loin. Les polémiques ardentes qui se sont engagées sur cette question ont éclairé l'opinion publique et il est temps qu'elle s'exprime par le vote que les députés vont donner. Le gouvernement, tout en gardant un respect sincère pour le passé, veut aller de l'avant; il veut préparer l'avenir, et surtout l'avenir des jeunes. C'est dans cet esprit que le projet de loi a été présenté.

J'ai lu les opinions anciennes citées par l'honorable député de Matane. Si Sir Lomer Gouin, l'un de ceux qu'il a mentionnés, était présent à la Législature, il verrait à sa grande satisfaction que les deux comités du Conseil de l'instruction publique recommandent la scolarité obligatoire et que les ouvriers de la province sont unanimes à réclamer cette réforme pour leurs enfants. Je suis convaincu qu'il approuverait le bill aujourd'hui.

J'ai consulté la plaquette où sont consignés les débats de 1912 sur l'instruction obligatoire. Aucune des objections que formulaient les adversaires de la mesure ne subsiste aujourd'hui.

Quel est le grand mal que nous voulons corriger en 1943? Depuis des années, malgré leurs avertissements renouvelés à chaque rentrée des classes de septembre, les inspecteurs d'écoles, les éducateurs, les parents, le clergé et tous ceux qui se préoccupent de l'avenir des jeunes déplorent deux maux: le départ prématuré de l'école, particulièrement chez les garçons de 12 et 13 ans, qui désolent nos éducateurs, et le fait que chez les enfants qui s'inscrivent à l'école, il y en avait qui la fréquentaient tellement irrégulièrement qu'ils ne suivaient, en réalité, que trois ou quatre ans du cycle d'études de six et sept ans. Les voix prêchaient dans le désert. C'est à cette conclusion qu'est arrivé le comité catholique et le gouvernement: la situation ne s'améliorait pas et la persuasion était inefficace.

J'ai cité des statistiques à ce sujet, il y a deux ans et il y a trois semaines. Elles n'ont jamais été contredites parce qu'elles étaient exactes et inattaquables. Je ne les ai pas inventées. Mais elles ont été attaquées au cours de ce débat.

Il proclame avec fierté, dit-il, que le très grand nombre des parents ont réalisé leur obligation de faire instruire leurs enfants. Mais chez nous comme ailleurs, il y a des parents négligents et il y en aura toujours. Le comité catholique du Conseil de l'instruction publique a fait une étude approfondie de

la question. Tous les membres auraient été partisans de la persuasion s'ils avaient pu se convaincre de l'efficacité de ce moyen.

Mais ils ont dû constater un fait brutal: c'est qu'on ne réussira jamais à avoir une fréquentation normale de l'école avec la persuasion auprès de certains parents. Pour ces parents, les mesures coercitives sont les seules efficaces. Il faut une loi et le gouvernement a le courage de l'adopter.

C'est pourquoi le comité catholique du Conseil de l'instruction publique a décidé de recommander la scolarité obligatoire, pour les trop nombreux réfractaires, comme mesure nécessaire pour assurer une fréquentation scolaire normale. On a préparé la présente loi en se fondant sur l'expérience des autres. D'autres réformes viendront compléter cette mesure, et l'on aidera les commissions scolaires qui auront besoin de secours financiers.

La loi est loin d'être prématurée. Les statistiques scolaires se font maintenant par des personnes qualifiées et d'après les méthodes les plus modernes et les plus efficaces. Jusqu'ici, nous savions quel était le nombre des enfants qui quittaient prématurément l'école, mais nous ne savions pas quel pourcentage de désertion attribuer à chaque cause particulière. Les 600,000 enfants d'âge scolaire ont été recensés et chacun a sa fiche. Cette enquête permettra de démontrer à quel pourcentage de la gent écolière s'applique chacune des causes de la non-fréquentation.

Je regrette que le député de Lotbinière (M. Chaloult) ne soit pas ici ce soir. Je lui enlèverais sa tristesse morbide sur la véritable situation de notre population. J'ai pu avoir, en fin de semaine, de nouvelles statistiques sur les causes de la non-fréquentation scolaire. Les causes d'abstention sont multiples. Nous n'en négligeons aucune et nous entendons bien apporter un remède à chacune d'elles. Bien sûr, la maladie est une des causes, tout comme la pauvreté et le travail des garçons à l'extérieur de la maison. Mais les faits recueillis par le questionnaire démontrent que ce ne sont pas là les principales causes.

Les statistiques recueillies par le questionnaire confirment les rapports qu'ont fait les inspecteurs scolaires pendant les 15 dernières années. Les nouvelles statistiques ne sont pas tout à fait terminées, mais on peut déjà affirmer d'une façon précise que sur 50,000 enfants qui n'avaient pas 14 ans au 1^{er} janvier 1943, 30 % avaient, le 1^{er} janvier dernier, quitté l'école ou ne la fréquentaient pas. Si la maladie était la cause de la non-fréquentation, la loi serait inutile; si c'était la pauvreté universelle, elle serait

également inutile. Or, ni l'une ni l'autre ne peut être considérée comme une cause. C'est plutôt la négligence des parents, et c'est précisément cette négligence que vise la loi.

Sur 100 petits garçons qui ne fréquentent pas l'école, la négligence des parents en est la cause dans la proportion suivante: 8.53 % dans la province, 9.5 % à Montréal, 9.36 % à Québec, 9.14 % dans les villages et 8.22 % dans les rangs. Je souligne ce fait à la louange des cultivateurs, car c'est encore dans les rangs que les cultivateurs comprennent le mieux leurs devoirs. Ils s'efforcent le plus de faire instruire leurs enfants, malgré les difficultés de transport. Il y a évidemment des enfants qui ne sont pas éducatibles. Nous ne pouvons refaire l'humanité. Il y a les mauvais caractères. Nous en endurons.

Voici d'autres causes où il y a une part de négligence. Sur 100 petits garçons en dehors de l'école, le nombre de ceux qui refusent d'y aller est le suivant: 2.44 % dans la province, 2.80 % à Montréal, 2.26 % à Québec, 2.64 % dans les villages, 1.89 %¹⁰ dans les rangs.

Pour ce qui est des enfants qui ne vont pas à l'école parce qu'ils travaillent en dehors du domicile, voici quel en est le pourcentage sur une base de 100 enfants: 1.89 % dans la province, 3.29 % à Montréal, 1.42 % à Québec, 1.94 % à Québec dans les villages, 1.18 % dans les rangs.

Le pourcentage de ceux qui ne vont pas à l'école parce qu'ils travaillent à la maison va souvent jusqu'à 10 %.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'impatiente.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Que l'honorable chef de l'opposition se rassure. L'honorable député de Trois-Rivières n'a pas dit un seul mot de cette loi, mais je continue. J'ai été étonné des avancés du député de Lotbinière sur la pauvreté dans les campagnes. Comme je regrette qu'il ne soit pas présent!

Même dans son comté, le tableau est plus brillant que celui qu'il nous a tracé et plus brillant que le député. Me basant sur les 78 concours de fermes tenus en 1941, j'établis que sur 1,362 concurrents, le capital moyen était de \$9,373 et le profit réalisé de \$1,528. Il s'agit là de cultivateurs moyens qui ne sont ni parmi les plus pauvres ni parmi les plus riches de leur comté et qui peuvent donner une bonne idée de l'ensemble.

Comme nous sommes loin ou plutôt comme nous sommes au-dessus du chiffre d'environ \$450 par année mentionné par le député de Lotbinière! Il a présenté de la situation financière de la population

agricole un tableau qui ne représente pas la vérité afin de tenter de prouver que la cause principale de la non-fréquentation scolaire est la pauvreté de notre classe agricole.

L'enquête partielle de M. Esdras Minville¹¹, dont M. Chaloult a fait beaucoup état, se basait sur une enquête du bureau de commerce. Je ne doute pas de la bonne foi du député de Lotbinière, mais dans l'article qu'il cite, M. Édouard Montpetit¹² étudiait les effets de la crise économique et commentait les résultats de cette enquête tenue dans les comtés les moins fortunés et les moins avantagés de la province au point de vue agricole - que Terrebonne, par exemple, si riche en attraits pour les touristes et si remarquable par son mysticisme.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais appauvri par son député!

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): (En souriant) Peut-être, mais assez riche pour servir un petit plat au député de Trois-Rivières!

Mais je reviens au député de Lotbinière. L'enquête sur laquelle M. Minville s'est basé date de 1932, à l'époque la moins avantageuse du dernier quart de siècle. Et c'est ainsi que le député de Lotbinière a trouvé que le cultivateur ne réalisait que \$450 de revenu par an, compte non tenu des revenus en nature tirés de la ferme. Ce chiffre établissait la situation moyenne dans ces paroisses pauvres en cette année de crise. Et l'on veut en faire l'image de la situation dans toute la province en 1943! Je suis convaincu qu'il n'a même pas lu l'article de M. Minville ou qu'un député lui en a passé une ligne et il a pris cela pour tout un article!

Les 12,000 cultivateurs qui ont emprunté au crédit agricole étaient parmi ceux que la crise a le plus sérieusement affectés, sinon ils n'auraient pas emprunté et ils étaient encore loin de l'état de pauvreté décrite par le député de Lotbinière. On n'a qu'à considérer la façon dont ils se sont acquittés de leurs obligations. Cela dit tout.

La pauvreté représente le pourcentage suivant de la non-fréquentation scolaire, sur une base de 100 écoliers: 2.1 % dans la province, 3.31 % à Montréal, 1.52 % à Québec, 1.84 % dans les cités en général, 0.83 % dans les petites villes, 1.64 % dans les villages et 1.85 % dans les rangs. Il n'est donc pas vrai de dire que la pauvreté est la cause principale de la désertion de l'école. Je mets au défi quiconque de faire mentir ces chiffres.

L'honorable député de Saint-Jean-Napierville a dit que nous devrions aider d'abord les commissions

scolaires au lieu de leur enlever la rétribution scolaire que paient les parents. Le gouvernement ne peut tout faire à la fois. Le gouvernement a donné de l'aide aux commissions scolaires de Montréal, Québec, Trois-Rivières et Verdun, qui ont terminé l'année en meilleure posture que depuis 15 ans, et les aidera encore. Mais il ne peut tout faire à la fois. Les commissions scolaires sont nombreuses. Il donnera suite aux suggestions du comité catholique, dit-il, et il continuera d'aider les corporations scolaires.

Il y a 10,000 enfants qui ne vont pas à l'école à Montréal. Si la perte de la rétribution mensuelle coûte \$30,000 à Montréal et qu'elle assure le retour à l'école de 10,000 petits montréalais, le gouvernement se trouvera pleinement satisfait. Et l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) y pourvoira sans aucun doute, car il n'hésitera pas à donner ce montant.

Le mal à corriger présentement, c'est que les enfants ne fréquentent pas l'école. Et si la perte de la rétribution affecte trop rudement la ville de Saint-Jean, le gouvernement prendra les moyens pour lui venir en aide. Il lui a déjà prouvé sa générosité lors de la construction récente d'une école.

Quant aux prévisos pour les nouvelles écoles, d'une façon générale, ce ne sont pas les écoles qui manquent, ce sont les enfants qui ne les fréquentent pas. À Montréal, il y avait 118,000 écoliers, il y a quelques années. Il n'y en a plus que 105,000. Il y a donc place dans les écoles pour les 10,000 enfants.

En terminant, notre projet de loi s'inspire, sans copier servilement, des principes directeurs qui ont réglé ailleurs dans le monde le problème auquel nous avons à faire face. D'autres réformes viendront compléter cette mesure. Je suis sûr que la loi est parfaitement applicable.

Certes, nous nous attendons de nous heurter à des difficultés passagères. Sans doute il se fera dans l'ombre certaine agitation. Pour tenter de faire croire qu'on avait raison, on tentera de mettre des bâtons dans les roues. Mais ces difficultés passagères ne pourront entraver notre œuvre.

Le gouvernement y fera face, sûr d'avoir l'opinion publique derrière lui. La loi est applicable et je puis ajouter qu'elle sera énergiquement appliquée, car elle est appelée à rendre de si grands services à la jeunesse. Je termine...

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la troisième fois!

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le chef de l'opposition trouve peut-être que mon

discours est un peu élaboré. À la vérité, il est plus long que le sien, car il n'a même pas jugé bon de parler sur une question de cette importance. Quant à moi, je n'ai qu'un désir: accomplir mon devoir et servir ma province en assurant son avenir par la préparation de la jeunesse.

Le premier ministre a jeté sur mes modestes épaules une lourde responsabilité. J'ai essayé de combler par mon dévouement et ma sincérité les déficiences que je dois déplorer. La réforme que nous proposons n'est que le prélude de ce que nous voulons accomplir. D'autres tâches nous attendent; nous ne faillirons jamais à notre devoir qui est destiné à rendre service à la jeunesse. J'espère que la Chambre votera unanimement ce projet de loi.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Choquette, Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Duval, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout¹³, Guerin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Pouliot, Rajotte, Renault, Robidoux, Rochette, Sabourin, 40.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), 12.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill 21 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 15.

NOTES

1. "1919" selon *Le Nouvelliste* du 5 mai 1943, à la page 12.

2. Le père Antonin Gilbert de Sertillanges (1863-1948) a été professeur de philosophie morale à l'Institut catholique de Paris. Il est l'auteur notamment de *La politique chrétienne*, paru en 1904, et de *La philosophie des lois*, publié en 1946.

3. Homme politique et philosophe français (1814-1896). Il fut ministre de l'Instruction publique en 1870, avant de devenir chef du gouvernement en 1876.

4. *La Patrie* du 5 mai 1943, à la page 5, parle plutôt du 28 mars 1882.

5. Homme politique et historien français né en 1853 et décédé en 1944. Auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de France.

6. Il s'agit du notaire Armand Boisseau, qui remporta les élections de 1919 dans Saint-Hyacinthe mais démissionna au cours de la session de 1922. Rumilly écrit laconiquement: "Au Parlement provincial, la session se poursuivait, coupée d'accidents imprévus, comme un bon film. (Ainsi, la démission d'Armand Boisseau, député de Saint-Hyacinthe et notaire en déconfiture.)" Sans plus. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome XXVI, *Rayonnement de Québec*, Les Éditions Chanteclerc Ltée, Montréal, 1940, à la page 49.

7. *Le Star* du 5 mai 1943, à la page 5, semble insinuer que M. Bouchard aurait aussi mentionné les personnes suivantes: Sir Alexandre Lacoste, l'honorable Charles Marcil, les sénateurs F. L. Beique, C. P. Beaubien, Arthur Boyer, J. P. B. Casgrain, Marcellin Wilson, Édouard Montpetit, MM. les juges Eugène Lamontagne, Thomas Fortin, Philippe Demers, L. J. Loranger, Calixte Leboeuf, MM. Aimé Geoffrion, K. C., Victor Morin, Arthur Surveyer, le docteur Donald Hingston, M. Beaudry Leman et M. Joseph Versailles. Comme ce journal est le seul qui donne une liste aussi exhaustive, nous doutons que M. Bouchard ait réellement prononcé tous ces noms. C'est pourquoi nous gardons la version du Canada.

8. *L'Événement-Journal* du 5 mai 1943, à la page 4, parle plutôt de 525,000 inscrits.

9. *L'Action catholique* du 5 mai 1943, à la page 15, et *Le Canada* du même jour, à la page 2, écrivent que les cultivateurs ont remboursé \$1,700,000 de plus qu'ils avaient à rembourser.

10. 1.93 %, selon *L'Action catholique* du 5 mai 1943, à la page 15.

11. Esdras Minville (1896-1975) est économiste et professeur. Il directeur de l'école des Hautes études commerciales de 1938 à 1962. Il participe activement aux travaux de la commission Tremblay (1953-1956) sur les problèmes constitutionnels. Il est le doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal (1950-1957). Durant sa carrière, il collabore à de nombreuses revues et rédige plusieurs ouvrages dans lesquels il développe une pensée économique et sociale axée sur le nationalisme et la libération économique des Canadiens français.

12. Édouard Montpetit (1881-1965) est avocat, économiste et professeur universitaire. En 1920, il fonde l'École des sciences sociales économiques et politiques de l'Université de Montréal et en prend la direction. Dans ses travaux, il prône un nationalisme économique et le développement de l'enseignement des sciences économiques et administratives, afin que le Québec soit capable de gérer ses ressources naturelles. Pour le gouvernement de la province de Québec, il préside deux commissions d'enquête: la Commission des assurances sociales, de 1930 à 1932, et la Commission d'enquête sur la fiscalité, de 1937 à 1940.

13. M. Godbout vote le premier, suivi de M. Bouchard, et ils sont tous deux chaudement applaudis, de même que M. Pouliot, selon *La Gazette* du 5 mai 1943, à la page 14.

Séance du mercredi 5 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Code du notariat

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 179 modifiant le Code du notariat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
accidents du travail**

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) renouvelle sa demande à l'effet que le gouvernement lui permette de présenter immédiatement son projet de loi amendant la loi concernant les accidents du travail et protégeant les ouvriers victimes des maladies industrielles, spécialement la silicose. Cette mesure est nécessaire, dit-il. Elle compléterait la loi trop restreinte que le ministre du Travail et des Mines (l'honorable M. Rochette) a fait adopter la semaine dernière et rendra justice aux ouvriers. Elle donne une définition plus large de la silicose, de façon à ce que les victimes de cette maladie ne soient pas exposées à perdre leurs droits.

Il propose que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour appelant la deuxième lecture du bill 177 amendant la loi concernant les accidents du travail et protégeant les ouvriers victimes de maladies industrielles.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): La loi que nous avons discutée et que j'ai fait voter la semaine dernière couvre déjà tous les cas de maladies auxquelles les ouvriers sont exposés du moment qu'ils sont atteints des poussières minérales qui affectent les poumons, qu'il s'agisse de silice, d'amianté ou de toute autre substance. Cette loi va même beaucoup plus loin que celle du député de Saint-Jean-Napierville.

Par surcroît, je suis d'avis que le bill du député de Saint-Jean-Napierville est irrégulier. Il est

contraire aux règlements de la Chambre parce qu'il peut comporter une dépense d'argent; et dans le cas des bills qui comportent une dépense d'argent, les membres du gouvernement sont seuls autorisés à la présenter.

M. Duplessis (Trois-Rivières) appuie la demande de son collègue. Le bill Beaulieu, dit-il, est plus clair, plus explicite, plus complet que celui que le ministre a déjà fait adopter. Le nouveau bill a plus de valeur et d'effet parce qu'il englobe toutes les maladies appelées "communément" silicose et non pas "médicalement" silicose, car dans le langage médical, ces maladies peuvent avoir plusieurs noms.

Le 17 mai 1942, la Chambre a voté unanimement une motion du député de Saint-Jean-Napierville à l'effet que le gouvernement adopte sans délai les mesures nécessaires pour que les ouvriers travaillant dans les poteries soient protégés par la loi des accidents du travail et obtiennent justice. La motion fut votée, car il y avait urgence. Le bill actuel est sur l'ordre du jour depuis le 10 mars dernier. Depuis, le gouvernement n'a rien fait.

Cette maladie de la silicose prend diverses formes et elle a autant de noms, presque, qu'il y a de médecins. Pendant que l'on se dispute sur les noms, les ouvriers en meurent. De plus, le bill du député de Saint-Jean-Napierville a un effet rétroactif au 22 mai 1942, ce que ne comporte pas la mesure ministérielle votée précédemment. À ce point de vue aussi, il est plus généreux que la loi du député de Charlevoix-Saguenay.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il est vrai que la Chambre a exprimé l'an dernier le vœu auquel le chef de l'opposition a fait allusion. Le gouvernement y a donné suite. Dans le discours du trône, nous avons annoncé une mesure pour la présente session qui donne justice aux ouvriers travaillant dans les poteries, les usines d'amianté, etc. Cette mesure a été effectivement présentée quelque temps plus tard. C'était là l'objet de la loi adoptée la semaine dernière. Le projet de loi du député de Saint-Jean-Napierville a vu le jour après que le gouvernement a fait connaître son intention de présenter une loi pour couvrir ces maladies.

Et lors de la préparation de notre projet de loi, nous avons entendu, de la part des compagnies intéressées, le même plaidoyer que celui que vient de nous faire le chef de l'opposition: désigner la maladie

dans le bill par un nom précis. Nous avons repoussé ces objections. Le ministre ne sait pas combien de maladies industrielles il faudra couvrir à la fin de l'année. Les spécifier dans notre loi, ce serait limiter le champ de la compensation.

Nous ne voulons pas nous trouver en présence d'une maladie avec un nom nouveau qui ne serait pas couverte par notre loi. Les ouvriers en perdraient leurs droits. C'est pour cette raison que nous avons présenté une loi qui couvre toutes les maladies provenant de l'inhalation de la poussière de silicose. Nous avons voulu les protéger, et notre loi atteint pleinement ce but. Par conséquent, elle est bien plus complète que le bill du député de Saint-Jean-Napierville.

M. Barrette (Joliette): Les principaux intéressés, les ouvriers, pensent différemment du premier ministre. La loi Rochette n'est ni juste ni complète. Les ouvriers ont droit de travailler dans des conditions saines et normales. Les familles des ouvriers de la poterie de Saint-Jean seront mieux protégées par le bill du député de Saint-Jean-Napierville.

M. Chaloult (Lotbinière): Le député de Saint-Jean-Napierville a le droit de présenter son projet de loi, mais sa demande est prématurée parce que la séance du jour est consacrée aux motions des députés et non aux bills. On devrait donner la préséance à ces motions au lieu de s'attarder sur le sujet actuel. C'est la raison pour laquelle je n'appuierai pas sa requête. Autrement, je serais en faveur du projet de loi.

M. Labbé (Mégantic): Les ouvriers de la province ont été trop longtemps privés de la compensation à laquelle ils avaient droit. C'est en 1938 que l'Union nationale a soumis la première loi de compensation pour protéger les ouvriers atteints de silicose. Le bill des ouvriers est conforme aux besoins des ouvriers selon moi. Je suis en faveur de l'étude immédiate du projet Beaulieu.

M. Gagnon (Matane): Tous ceux qui étudieront les deux projets de loi en viendront à la conclusion que le bill du député de Saint-Jean-Napierville va plus loin, est plus juste que la loi du ministre du Travail, qui n'est pas rétroactive. Au surplus, on ne peut nier aux députés le droit fondamental de présenter leurs griefs à la Chambre. Que le gouvernement permette au député de présenter son projet s'il n'a pas le courage de l'appuyer.

M. Lorrain (Papineau): À chaque session, rappelle-t-il, il a sommé le gouvernement actuel de s'occuper de la classe importante des ouvriers victimes de silicose. Le premier ministre en profite pour faire une grande profession d'amour pour les ouvriers et c'est tout. Son gouvernement en est rendu à sa quatrième année d'administration, mais il n'a rien fait au point de vue de protection pratique pour les ouvriers intéressés. Il fallait donc qu'à cette session l'Union nationale revienne encore à la charge pour secouer le gouvernement libéral de sa torpeur.

Cette fois, dès le 10 mars, M. Beaulieu inscrivait le présent projet de loi. Les libéraux ont pris peur. Plusieurs fois, on refusa de discuter le bill proposé. On prit deux semaines pour préparer un autre bill, beaucoup moins satisfaisant et qui ne peut donner entière garantie aux ouvriers d'être efficacement protégés.

En effet, la loi du gouvernement se contente du terme "maladie médicalement appelée silicose" et il se peut encore qu'un ouvrier ne reçoive pas la compensation à laquelle il a droit à cause de témoignages médicaux variant dans leurs termes et que la Commission des accidents du travail trouvera contradictoires ou ne tombant pas strictement sous le coup de la loi.

Bref, le régime libéral semble bien encore se contenter de faire de la petite politique sur le dos des ouvriers. Les ministériels se défilent lorsqu'il s'agit de traduire en actes leurs paroles d'amour envers les ouvriers.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

Contre: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Robidoux, Rochette, Sabourin, 45.

Ainsi, la motion est rejetée.

Mise au point concernant les sociétés anonymes

M. Bégin (Dorchester): Mercredi dernier, lors du débat sur ma motion concernant les sociétés anonymes, j'ai déploré le fait que la compagnie Légaré ait été achetée par des intérêts anglo-juifs et que la compagnie C. W. Lindsay soit maintenant contrôlée par des intérêts étrangers.

J'ai aussi ajouté que la rumeur désignait plusieurs autres maisons canadiennes-françaises qui seraient passées aux mains d'étrangers depuis quelque temps, entre autres Renaud, Valiquette et Living Room Furniture. Ces derniers nous ont fait savoir que rien de tel n'existe et je veux bien prendre leur parole, mais je crois qu'il est dans l'intérêt de ces maisons que leur nom ait été mentionné, car ces rumeurs persistantes étaient de nature à leur nuire considérablement.

Avaient-elles été lancées par des compétiteurs désireux de leur nuire pour pouvoir les acheter plus facilement plus tard? Il y a peut-être lieu de le supposer. Il y a aussi plusieurs autres maisons dont les noms sont fréquemment mentionnés, et je crois que si le gouvernement se rendait à la suggestion que j'ai faite la semaine dernière, à savoir: forcer les compagnies à publier une fois l'an le nom de leurs directeurs et de leurs principaux actionnaires, et obliger les personnes prenant des raisons sociales à afficher leur nom partout où se trouve la raison sociale, il en résulterait un bien considérable pour le public acheteur qui saurait à qui il a affaire, et pour les compagnies qui ne seraient plus en butte à la compétition malhonnête.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 14 concernant le budget de la cité de Montréal;
- bill 123 concernant la succession de feu dame Margaret Orr, veuve de feu James Wilson;
- bill 124 concernant la municipalité du village de Saint-Jérôme, du Lac-Saint-Jean.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 122 concernant la succession de l'honorable Joseph-Octave Villeneuve, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 6 est biffé.
2. L'article 7 devient l'article 6.

Projets de loi:

Succession de Joseph-Octave Villeneuve

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 122 concernant la succession de l'honorable Joseph Octave Villeneuve.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Questions et réponses:

Achat de yacht

M. Labbé (Mégantic): 1. Depuis le 1^{er} septembre 1942 jusqu'au 13 mars 1943 le gouvernement de la province a-t-il acheté un yacht?

Dans l'affirmative:

- a) Quand?
- b) Quel prix a été payé pour ce yacht?
- c) Par l'intermédiaire de quel département ou service ce yacht a-t-il été acheté?
- d) À quelles fins ce yacht sera-t-il employé?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Non.

Motions des députés:

Canadiens français au sein de comités et de commissions

M. Chaloult (Lothbinière) cite une réponse que le premier ministre Mackenzie King a donnée à un député fédéral, M. Stokes, le 22 février dernier, et dans laquelle il est dit que, sur 36 membres de cinq commissions fédérales, la Commission permanente canado-américaine de défense, la Commission fédérale des comités économiques conjoints, le Comité mixte de la production du matériel de guerre, le Comité mixte de coordination de la production du

matériel de guerre et la Commission mixte des vivres, il n'y a qu'un seul Canadien français, Georges Bouchard, un ministre adjoint de l'Agriculture, dans la Commission canado-américaine de défense¹. Il s'en étonne, dit-il. Il serait juste que les Canadiens français, qui représentent un tiers de la population du Canada, soient représentés dans ces commissions au prorata de la masse qu'ils représentent.

Tandis que nous constituons 30 % de la population totale du pays², dit-il, nous ne détenons que 7 %³ des emplois et ne recevons que 11 % des salaires dans le service civil fédéral.

La situation, au lieu de s'améliorer, empire à mesure qu'on nous demande des sacrifices plus grands et plus lourds pour la défense des pays alliés. Plus on nous demande de faire des sacrifices pour la libération des minorités d'Europe, plus la situation s'aggrave ici.

Il me semble que le gouvernement fédéral devrait respecter davantage notre minorité et les droits de la province de Québec, droits fondés sur la Constitution. Notre minorité devrait obtenir quelques égards de la majorité. Il serait illogique de défendre les minorités dans les autres pays si nous négligeons ce devoir pour nous-mêmes dans notre propre pays.

Je crois que, si les Canadiens français recevaient leur juste part dans les emplois au gouvernement fédéral, cela ferait beaucoup pour cimenter l'unité nationale au Canada. La bonne entente entre les différentes nationalités au Canada n'est possible qu'en autant que le pacte confédératif et les droits de chacun seront respectés. On dira que je soulève la question de race, mais tel n'est pas mon but. Si j'ai attiré l'attention du gouvernement sur cette question, ce n'est pas pour créer d'ennuis à qui que ce soit, c'est parce que je sais qu'il peut faire beaucoup pour améliorer la situation actuelle, dans l'intérêt de l'harmonie qui doit exister entre les diverses races qui peuplent le Canada.

Je propose donc à la Chambre d'adopter la motion que j'ai inscrite au *Feuilleton*, qui se lit comme suit:

Que cette chambre regrette :

1. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les sept membres de la Commission fédérale des Comités économiques conjoints;

2. Qu'il n'y ait qu'un seul Canadien français sur les cinq membres de la Commission permanente canado-américaine de défense;

3. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les sept membres qui forment le Comité mixte de la production du matériel de guerre;

4. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les trois membres du Comité mixte de coordination de la production du matériel de guerre;

5. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les quatorze membres de la Commission mixte des vivres;

Et que je prie l'honorable député de Témiscouata (M. Beaulieu) de seconder...

M. Beaulieu (Témiscouata): Non!

M. Chaloult (Lotbinière): Alors, je demanderai à l'honorable député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) de seconder ma motion.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) garde le silence.

M. Chaloult (Lotbinière): Alors, à l'honorable député de Dorchester (M. Bégin)?

M. Bégin (Dorchester) garde le silence.

M. Chaloult (Lotbinière): Qui veut seconder ma motion?

(Nouveau silence)

M. Leduc (Laval): Eh bien moi je vais seconder votre motion, pour la forme.

Le débat est suspendu pour être repris au cours de la présente séance.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- Loi 14 concernant le budget de la cité de Montréal;

- Loi 122 concernant la succession de l'honorable Joseph Octave Villeneuve;
- Loi 123 concernant la succession de feu dame Margaret Orr, veuve de feu James Wilson;
- Loi 124 concernant la municipalité du village de Saint-Jérôme du Lac-Saint-Jean.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Motions des députés:

Canadiens français au sein de comités et de commissions

La Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée par le représentant de Lotbinière (M. Chaloult) et qui se lit comme suit:

Que cette Chambre regrette:

1. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les sept membres de la Commission fédérale des Comités économiques conjoints;
2. Qu'il n'y ait qu'un seul Canadien français sur les cinq membres de la Commission permanente canado-américaine de défense;
3. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les sept membres qui forment le Comité mixte de la production du matériel de guerre;
4. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les trois membres du Comité mixte de coordination de la production du matériel de guerre;
5. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les quatorze membres de la Commission mixte des vivres.

M. Leduc (Laval): Je me suis permis de secondar cette motion pour la forme, parce que j'avais quelques remarques à faire en marge de la motion du député de Lotbinière (M. Chaloult). Je profite de l'occasion pour protester contre les méthodes employées par ce distingué collègue. Je n'ai pas d'objection à admettre la documentation qu'il a soumise, mais je dis que ce n'est pas de cette façon-là que nous redresserons les griefs dont l'honorable député a à se plaindre et qu'on règle les problèmes d'une race.

Les Canadiens français n'ont pas besoin d'être défendus contre les attaques d'autres éléments chaque fois qu'ils sont appelés à faire leur devoir. Il

y a actuellement toute une génération de jeunes Canadiens français qui veut s'imposer à l'attention du pays et des provinces. Ils sont bien représentés dans les différents services de l'armée et ont démontré sur les champs de bataille qu'ils sont dignes de leur origine française et de leur amour pour leur pays, le Canada. Ces jeunes gens se font respecter par leur courage merveilleux et leur détermination à coopérer avec le pays pour sauvegarder notre idéal commun.

Nos jeunes gens ont actuellement l'occasion de voyager à travers tout le pays, de rencontrer des jeunes gens d'autres nationalités et leurs frères des autres provinces, qu'ils ont appris à respecter et avec lesquels ils pourront mieux se comprendre. Ils se rendent compte qu'il y a du bon monde partout. Et demain, les problèmes qui nous troublent en ce moment se régleront d'eux-mêmes justement parce que les jeunes Canadiens français se seront mieux compris. Ils vont comprendre que les problèmes peuvent se régler amicalement. Ces problèmes dont parle le député de Lotbinière seront réglés par ces jeunes Canadiens français qui s'imposeront au monde entier.

D'énormes progrès ont déjà été accomplis dans le domaine de la compréhension mutuelle, mais la motion n'en parle pas. Je suis d'avis que le gouvernement fédéral veut nous aider, nous donner notre juste part des postes et des emplois honorables. Mais il y a des malheureux qui nous nuisent constamment. Les députés devraient comprendre que leurs motions ont des répercussions. Le gouvernement fédéral fait face à des adversaires qui emploient les mêmes arguments que ceux que vient d'invoquer le député de Lotbinière.

En 1940 déjà, lorsque toute la province voulait marquer son appui aux Nations Unies dans cette lutte pour notre survivance, le député de Lotbinière, secondé par le député de Sainte-Marie (M. Houde), a présenté une motion qui exprimait une attitude toute différente de celle des Canadiens français. Cette motion nous a fait un tort considérable à l'étranger, parce que les explications données ne nous ont pas rendu justice. Cette motion nous a présentés sous un mauvais jour. Elle a convaincu les autres provinces que le Québec ne voulait pas coopérer à l'effort de guerre, ce qui était faux, comme les résultats l'ont démontré.

Mais le caractère pernicieux de ces campagnes ne peut être détruit en un jour, une semaine ou même une année. Les amis du député de Lotbinière doivent comprendre qu'à chaque fois qu'ils proposent de telles motions ou qu'ils font de tels discours, ils n'aident pas en cela la cause de la race canadienne-

française. Ils empêchent plutôt l'unité et la coopération qu'ils prétendent défendre. C'est à cause des arguments comme ceux que le représentant de Lotbinière emploie qu'un certain entrepreneur canadien-français que je connais a été si mal reçu à Ottawa. Nous payons à cause du zèle intempestif de certains de nos compatriotes, dont le député de Lotbinière.

Ottawa a toujours eu de la difficulté à trouver chez nous des gens prêts à sacrifier leurs propres affaires pour faire partie des commissions fédérales dont parle le député de Lotbinière. Cela est une des conséquences de notre organisation d'affaires. Je connais au moins une vingtaine de cas où des Canadiens français ont été invités à siéger dans des commissions fédérales. Ils n'ont pas accepté parce que leurs entreprises personnelles réclament leur présence à la tête de leurs affaires.

Nous sommes trop personnels. Beaucoup des nôtres brillent dans le monde des affaires, mais ils ne peuvent abandonner leur propre commerce, sans risquer de le compromettre, parce que ce sont des affaires personnelles. Ailleurs, chez les Anglais, on a plutôt tendance à exercer ses talents au sein des compagnies avec plusieurs associés, obtenant ainsi la coopération d'assistants compétents, ce qui permet plus facilement à l'un d'eux de s'absenter pour faire partie de commissions sans risquer de ruiner le tout.

Ils sont dressés à l'entreprise anonyme tandis que les Canadiens français veulent afficher leurs noms à leur entreprise, même si elle est petite. Qu'un système soit préférable à un autre, c'est une question d'opinion, mais un fait demeure, c'est que les hommes d'affaires anglophones peuvent plus facilement accepter des emplois de guerre fédéraux sans mettre en danger leurs propres intérêts d'affaires que leurs confrères de langue française.

Les mêmes conditions existent dans les professions libérales. Les avocats canadiens-français, qui sont en grande majorité dans la province, se consacrent généralement à la pratique du droit pur, tandis que les avocats anglais, en grand nombre, ne craignent pas de se lancer dans les affaires. Naturellement, il y a des exceptions appréciables dans les deux cas.

Ils veulent réussir immédiatement, les Canadiens français! Ils ne sont pas patients! Ils n'aiment pas le fonctionnarisme parce qu'il faut s'astreindre à une discipline. C'est à notre génie particulier, notre génie latin, que nous devons l'empressement excessif que nous avons de réussir vite. C'est pour cette raison que les Canadiens français ne savent pas se préparer aux emplois qu'ils pourraient trouver dans le fonctionnarisme.

Le député de Lotbinière aurait dû donner crédit à Ottawa pour ce qu'il a fait de bon. Il devrait remercier le gouvernement d'avoir entrepris les démarches qui ont mené à la nomination d'un Canadien français au Conseil du travail en temps de guerre. Le député de Lotbinière donne-t-il des statistiques exactes? Je ne crois pas. Hier encore, je me présentais au département des Affaires extérieures dirigé par M. King lui-même. Nous avons là, quoi qu'en dise le député de Lotbinière, la proportion à laquelle nous avons droit. Nous avons même plus que notre part de représentation: 33 % des emplois. Nous avons eu une plus forte proportion d'employés à ce ministère que les autres. Je regrette que nous n'en n'ayons pas une plus grande proportion dans les autres ministères, mais ce n'est pas en provoquant des chicanes que nous obtiendrons justice.

Il s'élève, dit-il, contre un certain élément de notre peuple qui prêche l'"inferiority complex". Il faut admettre que les Canadiens français ont de grands succès dans divers domaines. Et puis certaines personnes, comme, par exemple, le député de Lotbinière, parlent trop de nos revers et de nos insuccès sans jamais dire un mot de nos succès. On ne parle jamais de ce que les Canadiens français font de bon.

Pourtant, des centaines de Canadiens français dont les noms sont connus aux plans national et même international se sont hissés à des positions avantageuses, non en misant sur le soi-disant complexe d'infériorité de notre race en ce qui concerne sa part dans les affaires nationales, mais par un travail acharné et une ferme volonté de réussir. Personne ne nous interdit de conquérir les meilleurs emplois comme les meilleures situations économiques. Mais il ne faut pas considérer ces emplois ou ces situations comme un droit qui nous revient; il faut les conquérir.

(Applaudissements à droite)

Enseignons à la jeunesse que seuls le travail et une ferme détermination pourront lui assurer le succès. Rien ne nous est dû de droit; il faut l'obtenir par la lutte. C'est le travail ferme et la détermination de réussir qui nous porteront vers les sommets. Nous avons des responsabilités envers notre jeunesse.

Aujourd'hui, le gouvernement tente par tous les moyens de former un Canada uni, mais ce n'est pas en soulevant des questions raciales qu'il va y réussir. Ce n'est pas en multipliant les causes de discorde qu'on fera un Canada uni.

Au lieu de se plaindre, je demande aux gens de chez nous de s'intéresser au fonctionnarisme qui

est une belle carrière. Je sais que beaucoup de gens brillants y sont entrés, mais ils ont manifesté de l'ennui dès qu'ils sont entrés dans le service civil et ont démissionné. Ils ne donnent pas leur pleine mesure. Il y a une école de politiciens bien connue du député de Lotbinière qui prêche qu'on est isolé à Ottawa parce que cette ville est située en dehors de Québec. Pourtant, ils sont chez eux dans cette ville autant que dans n'importe quelle autre ville canadienne.

Tous les secteurs sont ouverts aux Canadiens français, mais dans bien des cas ils sont fermés à ceux-là mêmes que le député de Lotbinière prétend défendre à cause des idées implantées dans leur cerveau et dans leur âme par les sermons de l'école politique du député de Lotbinière. Il y a des commissions de tous genres à Ottawa. Quel est le Canadien français qui a fait un travail personnel dans ces domaines? Les Canadiens français ne font aucun travail pour entrer dans les commissions, mais ils chialent constamment. S'ils avaient produit des travaux et des œuvres qui les auraient imposés à l'attention de la province, on serait venu les chercher de force. Pour peu que l'on veuille s'intéresser au fonctionnarisme, des motions comme celle du député de Lotbinière n'auront plus leur raison d'être.

Je regrette que nos jeunes gens ne veuillent pas chercher les carrières lucratives dans le fonctionnarisme en produisant, en s'extériorisant. Si les Canadiens français avaient produit des travaux qui les auraient imposés à l'attention, on serait allé les chercher de force. Si nos éducateurs apprenaient aux jeunes à faire les sacrifices nécessaires pour réussir, que c'est par le travail et la ferme résolution de réussir qu'on arrive à quelque chose, nos jeunes gens se dirigeraient vers cette carrière, et nous verrions que les motions du genre de celle-ci ne seraient pas nécessaires. Nos jeunes pensent que tout leur est dû.

Ces motions du député de Lotbinière font croire aux jeunes gens de chez nous qu'ils sont inférieurs aux autres. C'est faux. On pourrait plutôt entreprendre une campagne plus utile, celle de conseiller à nos jeunes Canadiens français de s'intéresser aux problèmes du service civil, d'accepter des emplois, et par-dessus tout d'avoir la patience d'attendre les promotions au lieu de partir quand ces dernières n'arrivent pas assez vite à leur goût. On parle de concurrence des Anglais. Mais rien n'empêche les nôtres de préparer un plan de reconstruction économique d'après-guerre.

Le député de Lotbinière aurait dû donner crédit à Ottawa pour ce qu'il a fait de bon. Allez dans certains collèges et vous verrez que les

arguments et la propagande que l'on vous donne sur la situation des Canadiens français sont puisés dans les conférences du dimanche soir⁴. Ces motions sont un enseignement tout contraire à celui que nous devons donner à la jeunesse. Le député de Lotbinière dit: "Nous avons 33 % de la population. Nous avons donc 33 % de droits." A-t-on déjà vu cela en philosophie? Est-ce qu'il demanderait des changements à la Constitution pour assurer aux Canadiens français un tiers de représentation dans tous les corps publics, même sans qualification? Il n'est pas de propagande plus dangereuse que celle qui, loin de garantir l'unité entre les races, la rend plus qu'improbable, voire impossible.

Si vous avez des Canadiens français prêts à occuper de hautes fonctions, dressez-en la liste et ils les obtiendront tout de suite. Aux départements des Affaires extérieures, nous avons plus que notre part: 33 % des emplois. Heureusement, tous les mouvements appuyés sur les questions de race ont atteint leur apogée et plus nos jeunes cheminent, plus ils comprennent que les choses peuvent se régler à l'amiable.

Depuis qu'Henri Bourassa a prêché son évangile, les Canadiens français ont toujours rétrogradé. Nous avons la main haute sur l'organisation militaire, sur les emplois dans l'armée et sur la milice de notre pays jusqu'à l'avènement de Bourassa. Depuis, nous avons reculé graduellement. La défense du pays devient de plus en plus importante et on a voulu la saboter. Quand il s'agit de sécurité nationale, on ne peut donner de position de confiance, que ce soit ici ou ailleurs, à des gens à qui on ne peut avoir confiance à cause de l'attitude de leurs chefs ou soi-disant chefs.

Que d'influence nous avons perdue par des discours prononcés non en cette Chambre mais en dehors de la Chambre! Dans certains domaines, nous n'avons pas la représentation que nous voulons, mais ce n'est pas une raison pour soulever des questions de race. Il y a de meilleurs moyens de procéder. Tous les mouvements basés sur la race ont atteint leur sommet. Ces mouvements radicaux ou nationalistes vont bientôt s'écrouler parce que la population commence à juger ceux qui prêchent de telles doctrines.

Enfin, je suis d'avis que celui qui se donnera la mission de prêcher que nous devons obtenir des emplois supérieurs dans le fonctionnarisme, peu importent les sacrifices à consentir, celui-là méritera de passer à la postérité comme un héros canadien.

Il accepte, dit-il, le regret exprimé par la motion, mais exprime le désir qu'un nombre de plus

en plus grand des nôtres prennent leur place dans le fonctionnarisme.

M. Paquette (Labelle): Les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Le député de Laval fait entendre un son de cloche différent de celui de son dernier discours. Il ne chante pas la même chanson que l'autre jour. Je suis surpris de ses attitudes contradictoires. Il y a 15 jours, en répondant au député de Lotbinière, il déclarait que nous avons atteint tous les sommets et que ceux qui "chialent", suivant son expression, ont absolument tort. Aujourd'hui, il prétend que la jeunesse ne veut pas travailler, que si nous n'avons pas des postes de commande, c'est uniquement notre faute et parce que les collègues classiques ne nous ont pas donné la formation voulue.

Je ne veux pas défendre le député de Lotbinière. Il est capable de se défendre tout seul et je suis sûr qu'il ne désire même pas ma collaboration. Mais je ne puis pas rester silencieux devant les remarques faites par le député de Laval. Il y a beaucoup à faire à Ottawa pour que nous ayons justice et ceux qui prétendent, comme le député de Laval, que nous devons nous aplatir, accepter la situation qui nous est faite, rendent le plus mauvais service à leurs compatriotes de la province de Québec et au pays tout entier. La race anglaise considère ceux qui se tiennent debout devant eux, non pas ceux qui s'aplatissent.

Il est parfaitement vrai que nous n'avons pas, dans le fonctionnarisme fédéral, la part à laquelle nous avons droit. Nous avons le droit de prétendre à plus de 5 % ou 6 % des postes de commande et nous pouvons trouver parmi nous les compétences voulues pour les remplir.

On a mauvaise grâce à apporter dans cette discussion le nom de M. Bourassa. Bourassa a fait sa part pour sa race, bien plus magnifiquement que ceux qui se contentent de hausser les épaules et de dire, le derrière confortablement assis sur leur siège, que la race canadienne-française n'a que le sort qu'elle mérite. Bourassa, à son heure, a été un homme extrêmement utile aux siens. Il a prêché une doctrine que je fais mienne et que plusieurs, ici, ont fait leur.

Et celui qui vous a précédé au fauteuil présidentiel, M. l'Orateur, M. Bernard Bissonnette, aujourd'hui juge de la Cour d'appel, est venu parler avec moi jadis dans le comté de Labelle pour défendre les idées de Bourassa, qui a eu son utilité dans notre province.

Alors que les cendres des députés de cette Chambre, qui parlent si fort aujourd'hui et qui

cherchent à le dénigrer, se seront éparpillées à tous les vents, alors que leur mémoire se sera effacée complètement, la mémoire de Bourassa vivra encore, sera encore bien chère à sa race, et son nom sera vénéré parce que c'est celui d'un homme qui a défendu sa race.

Si nous renonçons à lutter, nous n'obtiendrons jamais rien. Il faut lutter constamment pour survivre. C'est le succès qui est au bout. Pendant cent ans, on a rendu hommage à ceux qui ont lutté. Et aujourd'hui, alors qu'un juif est délégué par Ottawa pour venir régler les grèves des tramways à Montréal, on voudrait que nous acceptions tout sans réclamer? Ce n'est pas ainsi que l'on donnera justice aux Canadiens français. Si nous n'avons pas le courage de revendiquer en temps et lieu, nous serons bientôt une race morte.

M. Leduc (Laval): Vous parlez de courage. Avez-vous eu le courage d'appuyer la motion du député de Lotbinière?

M. Paquette (Labelle): Ma réponse sera d'une simplicité extrême. Quand le député de Lotbinière a présenté sa motion, je n'étais pas en Chambre.

Le député de Laval dit que nous n'avons pas le désir et l'amour du fonctionnarisme. Le député de Laval se trompe lorsqu'il affirme que les Canadiens français ne veulent point entrer dans le service civil. Je n'ai jamais vu, parmi 3,000,000 d'individus, autant de personnes désireuses d'être fonctionnaires. Et le député de Laval le sait personnellement. Il a été ministre avec moi dans le cabinet de l'Union nationale.

Il est temps que l'on change de manière d'agir, que l'on cesse de s'aplatir et de renier ce que nous avons de plus grand et de plus beau, le respect que nous devons avoir de notre race, parce que ça fait mal au Parti libéral d'entendre critiquer Ottawa.

Les Canadiens français constituent une grande race. Les Anglais constituent une grande race. Les deux races au pays ont leurs qualités maîtresses et elles sont capables de s'entendre. Mais elles ne s'entendront que par le respect mutuel des droits de chacun. Nous n'avons pas que des devoirs: nous avons des droits également. Et le plus tôt nos amis d'Ottawa le comprendront, le mieux ce sera.

M. Gagnon (Matane) trouverait le spectacle amusant s'il n'était pas si triste de voir, dit-il, que le gouvernement s'arrange pour qu'un député ministériel seconde la motion du député de Lotbinière et donne en même temps à ce député le

mandat de dire autant de bêtises que possible à l'adresse du proposeur de la motion.

M. l'Orateur: Le député de Matane (M. Gagnon) emploie des termes qui ne sont pas parlementaires. Il a dit: "Autant de bêtises".

M. Gagnon (Matane): Disons: Autant d'amabilités. Le député de Laval a dit au député de Lotbinière les choses les plus désagréables du monde. Je suis prêt à admettre que ce n'est pas avec des motions que les Canadiens français pourront faire redresser uniquement leurs griefs et régler leurs affaires. Peut-être le député de Lotbinière avait-il même le secret désir d'être seul à voter sa motion. N'importe.

Il n'en est pas moins vrai que la motion du député de Lotbinière est l'expression de la vérité. Personne ne peut contester que les faits qu'on y allègue sont vrais. Et il n'y a pas de mal à ce que la Législature le dise et fasse connaître son opinion là-dessus. Il y a peut-être de meilleures méthodes de remédier au mal, mais la motion est là.

L'honorable député de Laval déclare que les Canadiens français concurrencent les Anglo-canadiens, mais il n'y a pas de Canadiens français dans les autres situations.

M. Leduc (Laval): J'ai dit que, si les Canadiens français se préparaient à occuper les hautes fonctions, ils les obtiendraient contre n'importe qui.

M. Gagnon (Matane): Il est bon que dans cette Législature nous fassions des représentations, sans distinction de partis. Rappelons-nous l'exemple de La Fontaine qui, mettant de côté les outrances de Papineau, tendait la main à Baldwin en réclamant la part des Canadiens français.

Même si les Canadiens français se préparent aux plus hautes fonctions du fonctionnarisme pendant des années, ils ne seront pas plus avancés; on sait les difficultés que rencontre la minorité à Ottawa.

J'ai ici la revue *Canadian Sea Force*. À la page 50, on donne la liste de ceux qui occupent des postes importants dans la navigation. Dans la première page, on y voit les noms de 50 hauts fonctionnaires. Pas un seul Canadien français. Dans les deux pages suivantes, on trouve les noms des gérants des ports de Québec et de Chicoutimi, deux Canadiens français. Tous les hauts fonctionnaires du Saint-Laurent sont des Anglais. En trois pages, on donne environ 300 noms de Canadiens qui détiennent des postes de commande pour la vie

économique dans l'industrie maritime; or, on ne rencontre que les noms de deux Canadiens français!

Les griefs des Canadiens français mentionnés dans la motion, en ce qui concerne la part qui leur revient dans les postes fédéraux, sont bien fondés et aucun député de cette Chambre ne peut voter contre. Elle exprime la vérité. Pour ma part, je vais voter pour la motion Chaloult.

L'honorable député de Laval s'en prend à Bourassa. Que le député de Laval et les rouges qui approuvaient tout à l'heure sa dénonciation relisent l'histoire politique de la province, par Rumilly. Ils y verront que Bourassa a été invité, en 1904, par S.-N. Parent à devenir ministre de la Colonisation, mais que Sir Wilfrid Laurier, plus tard, a insisté pour que Bourassa reste à Ottawa parce que le gouvernement fédéral avait un bill à présenter, afin de donner justice à la minorité scolaire française de l'Ouest⁵. En 1925, lors de l'incident Byng, les libéraux se servaient de M. Bourassa pour livrer leur bataille⁶.

Bourassa fut une personnalité éminente et un grand patriote. Et je ne souffrirai pas que, sous prétexte de nuire au député de Lotbinière, on vienne salir le caractère de cet homme éminent et distingué. Je proteste contre la sale besogne de ses détracteurs.

(Applaudissements)

Le député de Lotbinière est sans doute désappointé que j'appuie sa motion. Mais je vais voter pour, même s'il est très injuste envers nous.

M. Chaloult (Lotbinière): En quoi ai-je été injuste? Le député de Matane se méprend complètement sur mes intentions. C'est dommage après le beau plaidoyer qu'il vient de faire.

M. Gagnon (Matane): Je prends la parole du député de Lotbinière, mais je ferai remarquer que les conférenciers du Bloc populaire ont une étrange façon de rendre justice à l'Union nationale. Sur la deuxième lecture du bill de l'instruction obligatoire, j'ai réclamé des allocations familiales avant l'instruction obligatoire, avant même le député de Lotbinière.

Et les orateurs du Bloc populaire ne m'en ont pas donné le crédit. Ils l'ont plutôt donné au représentant de Lotbinière.

Sur la question de la défense du Saint-Laurent, j'ai mené une bataille dont le Bloc a voulu, après coup, prendre tout le mérite. J'ai demandé une meilleure protection du Saint-Laurent. Dimanche, M. Laurendeau, du Bloc populaire, s'est attribué le mérite de tout cela...

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je soulève un point d'ordre. Il me semble que nous nous éloignons de la motion.

M. Gagnon (Matane): L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) veut faire plaisir au député de Lotbinière. Il est vrai qu'il a parlé au nom du Bloc populaire l'autre jour, pour offrir des souhaits à l'honorable chef de l'opposition.

M. Morin (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Beaulieu), que le débat soit maintenant ajourné⁷.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste en disant qu'un avocat cultivé comme M. Morin devrait être capable de continuer le débat tout de suite.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La Chambre n'a jamais refusé à un député le privilège d'ajourner le débat sur une motion. Ce n'est pas nouveau que nous accordions à un membre de la Chambre le droit d'ajourner un débat pour lui permettre de réfléchir sur ce qu'il va dire, et ce qui vient de se dire du côté de l'opposition cet après-midi ne fait que prouver qu'il est bon de réfléchir parfois.

M. Gagnon (Matane) s'étonne, dit-il. Les ministériels prennent ce moyen pour enterrer la motion du député de Lotbinière.

M. Morin (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Beaulieu), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Accueil d'enfants français au Québec

M. Chaloult (Lotbinière) propose que cette Chambre exprime le vœu que le gouvernement canadien soit prié d'entreprendre les démarches nécessaires auprès des autorités de la Croix-Rouge internationale et des autorités françaises pour que, par l'intermédiaire de l'Espagne ou du Portugal, plusieurs milliers d'enfants sous-alimentés de la France métropolitaine soient amenés dans la province de Québec, sous l'égide du gouvernement provincial, et placés dans des familles de chez nous pendant la durée de la guerre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je crois que cette motion est hors d'ordre. Elle soulève des

problèmes de politique internationale qui touche à des pays belligérants et nous n'avons pas les renseignements nécessaires pour en discuter et pour nous prononcer. Je ne pense pas que les députés provinciaux soient qualifiés pour discuter de cela.

M. Chaloult (Lotbinière): La motion est dans l'ordre selon moi. Elle relève de la juridiction de la députation et, par ailleurs, le Règlement autorise l'expression de vœu par la Chambre. J'ai en main tous les renseignements nécessaires. Toute la documentation nécessaire à la discussion de la motion m'a été fournie par les autorités fédérales et je suis prêt à fournir ces renseignements à l'appui de cette motion. Je ne vois pas en vertu de quel article on pourrait la faire rejeter. L'honorable premier ministre est toujours large en ce domaine et il devrait permettre la discussion de cette motion.

M. l'Orateur réserve sa décision.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Il cite à cet égard un extrait du *Hansard* du 22 février 1943, aux pages 593-594: *L'Action catholique* du 6 mai 1943, à la page 11, et *La Presse* du 6 mai 1943, à la page 12.

M. Stokes:

1. Dans quels comités de guerre commissions et tribunaux internationaux le Canada est-il représenté?

2. Quels sont les représentants du Canada dans chacun de ces comités, commissions et tribunaux?

Le Très Honorable Mackenzie King:

1. a) Conseil du Pacifique (Washington), membre canadien: l'honorable Leighton McCarthy, ministre du Canada aux États-Unis. Conseil de guerre du Pacifique (Londres), membre canadien: l'honorable Vincent Massey, haut-commissaire du Canada à Londres.

b) Commission mixte de la production et des ressources, membre canadien: l'honorable C. D. Howe, ministre des Munitions et approvisionnements.

c) Organisme conjoint d'entraînement aérien en Amérique du Nord, membre canadien: le vice-maréchal d'aviation R. Leckie.

d) Comités économiques conjoints, membres canadiens: M. W. A. Mackintosh, adjoint spécial du sous-ministre des Finances, président; M. George C. Bateman, régisseur des métaux, ministère des Munitions et approvisionnements; M. J.-G. Bouchard, sous-ministre adjoint, ministère de l'Agriculture; M. D. A. Skelton, Banque du Canada; M. H. L. Keenleyside, sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires extérieures, peut siéger avec le comité selon que l'occasion l'exige. Officier de liaison: M. H. F. Angus, ministère des Affaires extérieures. Secrétaire: M. J. J. Deutsch, ministère des Affaires extérieures.

e) Commission permanente canado-américaine de défense, membres canadiens: Colonel O. M. Biggar, K.C., président, édifice Victoria, 140, rue Wellington; le contre-amiral G. C. Jones, sous-chef de l'état-major naval, ministère de la Défense nationale; le major-général Maurice A. Pope, président canadien de l'état-major conjoint, Washington (D.C.); le vice-maréchal d'aviation N. R. Anderson, C.A.R.C. Secrétaire: M. H. L. Keenleyside, sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires extérieures.

f) Comité mixte de la production du matériel de guerre, membres canadiens: M. Harry J. Carmichael, coordinateur de la production, ministère des Munitions et Approvisionnements, président; M. R. P. Bell, directeur général, division de la production aéronautique, ministère des Munitions et Approvisionnements; M. E. J. Brunning, directeur général, division de la production des munitions et des canons, ministère des Munitions et approvisionnements; M. J. R. Donald, directeur général, division des produits chimiques et des explosifs, ministère des Munitions et Approvisionnements; M. H. R. MacMillan, président, Wartime Merchant Shipping Limited, Montréal; M. Hume Wrong, sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires extérieures; secrétaire: M. Frank H. Brown, conseiller financier au ministère des Munitions et Approvisionnements.

g) Comité mixte de coordination de la production du matériel de guerre, membres canadiens: M. H. J. Symington, K.C., régisseur de l'énergie; M. G. C. Bateman, régisseur des métaux; M. F. V. C. Hewett, secrétaire exécutif, ministère des Munitions et Approvisionnements.

h) Commission mixte des vivres, membres canadiens des comités établis par la commission mixte des vivres: sucre - M. H. G. Hobbins, administrateur adjoint du sucre, Commission des prix et du commerce en temps de guerre; huiles et graisses - Mme Phyllis G. Turner, administrateur des huiles et des graisses; vitamines - M. L. B. Pett, directeur du service de l'alimentation, ministère des Pensions et de la Santé nationale; semences - M. Nelson Young, administrateur des semences, ministère de l'Agriculture; viandes et produits carnés - M. L. W. Pearsall, directeur adjoint du service des marchés, ministère de l'Agriculture; assiste également aux délibérations - M. G. E. Britnell, Commission des prix et du commerce en temps de guerre; engrais chimiques - M. G. S. Peart, administrateur des engrais chimiques; fruits et légumes - le colonel L. R. Wheeler, directeur adjoint du service des marchés, ministère de l'Agriculture; épices, café et cacao - M. F. J. Kamlo, Corporation de la stabilisation des prix des denrées, Limitée; laitages et volailles - M. J. F. Singleton, directeur associé du service des marchés, ministère de l'Agriculture; assiste également aux délibérations - M. W. A. Brown, chef, division de la vente et de la production des volailles, ministère de l'Agriculture; déshydratation - M. M. B. Davis, horticulteur du Dominion; poisson et ses dérivés - M. D. B. Finn, sous-ministre des Pêcheries; assiste également aux délibérations - M. Stewart Bates, ministère des Pêcheries.

i) Commission d'information des Nations Unies, membre canadien: M. L. B. Pearson.

2. Répondu sous le no 1.

2. 33 %, selon *Le Canada* du 6 mai 1943, à la page 1.

3. *Le Soleil* du 6 mai 1943, à la page 3, *La Patrie* du même jour, à la page 4, et *La Gazette*, à la page 7, écrivent 17 %.

4. Allusions aux conférences du Bloc populaire, selon *L'Événement-Journal* du 6 mai 1943, à la page 4.

5. D'autres journaux, dont *Le Canada* du 6 mai 1943, à la page 2, mentionnent 1905. De plus, le compte rendu du discours de M. Gagnon de *L'Action catholique* du 6 mai 1943, à la page 11, diffère de celui des autres journaux: "On y trouvera la preuve irréfutable que Bourassa a refusé un ministère à Ottawa parce que Sir Wilfrid Laurier lui demandait de rester à Ottawa pour l'aider à donner justice à la minorité canadienne-française dans l'Ouest." Cette

version semble d'ailleurs plus proche des événements que relate le député de Matane (M. Gagnon). Effectivement, nous n'avons trouvé dans l'*Histoire de la province de Québec* aucune allusion à une offre de Parent afin d'attirer Bourassa à Québec. Cependant, Rumilly démontre clairement que Laurier réclame Bourassa et que celui-ci se rend à la demande du premier ministre.

"Le gouvernement constituera deux nouvelles provinces, à même les Territoires du Nord-Ouest. Le bill garantira les droits de la minorité catholique. Il se trouvera sans doute quelques fanatiques pour le critiquer. Et j'aurai besoin d'hommes de caractère, parmi la députation canadienne-française, pour leur faire contrepoids..." écrit Laurier au politicien canadien-français, vraisemblablement en 1904. Rumilly complète: "Bourassa promet de se représenter. Il quitta même, pour un an, ses fonctions de Secrétaire de la Sauvegarde, afin de se consacrer à la tâche entrevue." Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome XI: *S.-N. Parent*, Éditions Bernard Valiquette, Montréal, 1940, aux pages 162-163. L'auteur renvoie aussi aux commentaires de Bourassa lui-même à ce sujet dans *Le Devoir* du 27 juin 1911.

C'est plutôt dans la biographie de Bourassa par Rumilly qu'on trouve une référence au ministère de la Colonisation. L'auteur laisse entendre toutefois que ce n'est pas Parent qui aurait fait cette offre à Bourassa, mais plutôt Gouin, à cette époque où le ministère Parent éprouvait de sérieuses difficultés, à la fin de 1903 et au début de 1904. Mais le député de Matane (M. Gagnon) ne peut citer cet ouvrage, qui ne fut publié pour la première fois qu'en 1953. Robert Rumilly, *Henri Bourassa. La vie publique d'un grand Canadien*, Les Éditions de l'homme, Montréal, 1953, aux pages 163-165.

6. En 1926, Bourassa refuse l'invitation du cardinal Mundelein au congrès ecclésiastique de Chicago parce qu'il ne veut pas mettre en péril le gouvernement minoritaire de King. Il ne veut pas s'éloigner des Communes alors que la "perte d'une voix peut transférer le pouvoir de King à Meighen." Robert Rumilly, *Histoire de la Province de Québec*, tome XXVIII: *La rue Saint-Jacques*, Fides, Montréal, 1940, à la page 216.

7. Il est alors 5 h 45, selon *L'Action catholique* du 6 mai 1943, à la page 11.

Première séance du jeudi 6 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 modifiant certaines dispositions du Code civil relatives à l'enregistrement;
- bill 10 ratifiant une convention concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais;
- bill 20 modifiant la loi des écoles professionnelles;
- bill 24 modifiant la loi pour l'embellissement de la cité de Québec;
- bill 103 pour régulariser le mode de taxation des commissaires et des syndics d'écoles de la municipalité de la ville de LaPrairie;
- bill 110 constituant en corporation les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de La Tuque;
- bill 125 autorisant la Corporation des opticiens d'ordonnances de la province de Québec à admettre Georges-Armand Dugal au nombre de ses membres, après examen;
- bill 126 autorisant la Corporation des opticiens d'ordonnances de la province de Québec à admettre J.-Alphonse Martin au nombre de ses membres après examen;
- bill 127 érigeant la Commission scolaire de la paroisse Saint-Maurice-de-Bois-Filion.

Projets de loi:

Fréquentation scolaire
obligatoire

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 21 concernant la fréquentation scolaire obligatoire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59) modifié par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 20, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 19^o par le suivant:

"19^o Les mots "rétribution mensuelle" désignent la contribution qui peut être exigée pour tout enfant qui fréquente certaines écoles publiques;"

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi actuelle et son article 1 comportent des modifications profondes à nos lois éducationnelles. La loi fait disparaître la rétribution mensuelle que les commissaires d'écoles et les municipalités scolaires avaient le droit d'imposer. Elle cause à ces dernières un tort considérable. L'éducation, nous la considérons comme le capital le plus précieux qu'un être humain puisse posséder. Elle est au cerveau et à l'âme de l'enfant ce que le labour et l'ensemencement sont à la terre québécoise. Les bienfaits de l'éducation, personne ne peut les contester. Ils constituent des valeurs de beaucoup préférables aux valeurs monétaires et ceux qui en possèdent les bienfaits sont dans une situation supérieure à celle des gens qui possèdent un gros capital argent, qui varie suivant les fluctuations de la bourse et du marché.

Au cours du débat, on a entendu les ministres se vanter de leur courage. Mais pourquoi le gouvernement se vante-t-il de son courage en présentant la loi? C'est de la prétention injustifiée. Si tout le monde est pour la loi, il n'y a pas de courage à la présenter. Don Quichotte se battait contre des moulins à vent. D'autre part, si le gouvernement se vante, c'est parce qu'il sait qu'une grande partie de la population y est opposée. Il se vante mal à propos.

Avant tout, le premier et grand devoir de la Législature est de rendre un témoignage de reconnaissance ému à nos éducateurs du passé. Ils ont joué un rôle de premier plan dans cette province,

un rôle qui ferait l'orgueil de n'importe quel pays. Leur dévouement et leur désintéressement sont causes des réalisations qui ont écrit, dans notre histoire, des pages qui auréolent et couronnent l'épopée canadienne. Les grands Québécois dont notre province s'honore sont le produit de nos écoles, tels Laurier et Mercier qui ont projeté sur l'histoire de notre race un lustre encore inégalé et insurpassé. Nombre de ceux qui ont bénéficié de notre système d'éducation, ont joué un rôle de premier plan.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas d'améliorations à apporter dans notre système d'éducation. Dans ce domaine comme en d'autres, il y a place pour le progrès. Toutes les institutions humaines sont susceptibles d'amélioration, à condition que ce soit par une amélioration raisonnée. La loi actuelle ne répond pas aux besoins de la province, en raison de la perfection. Lorsqu'elle sera adoptée, elle fera la preuve que ce gouvernement ne comprend pas les nécessités de l'heure.

Le Parti de l'Union nationale est pour l'instruction et pour les réformes et, si le gouvernement prend les mesures nécessaires qui doit procéder un bill tel que celui que nous étudions présentement, nous collaborerons. Le gouvernement fait un pas en arrière au lieu d'un pas en avant avec ce bill. L'Union nationale est en faveur de fournir aux pauvres et aux déshérités de la vie, tout particulièrement, les bienfaits de l'éducation. Mais ce bill est illusoire et inopérant et placera un fardeau plus lourd sur les épaules des commissaires de cette province.

L'opposition favorise au possible les réformes en éducation, mais uniquement celles qui sont basées sur le bon sens et conformes aux besoins de notre province. Dans ce domaine, comme dans d'autres, elle a été progressive, de 1936 à 1939. Elle a des réalisations à son crédit et personne ne peut nier qu'elle fait sa part. Nous avons donc le droit de parler parce que nous avons réalisé. L'Union nationale a fait son devoir et a créé des écoles de mines et des mines écoles. Elle a fondé une école pour donner les connaissances indispensables dans l'industrie du textile. Elle a encouragé tous les types d'études spécialisées et l'amélioration des conditions et des salaires des instituteurs en campagne. Elle projetait nombre d'autres réalisations. Elle n'a pas eu le temps de tout faire, mais elle a orienté la politique d'éducation vers le perfectionnement, dans la voie du progrès.

Il n'attache pas, dit-il, une grande importance aux statistiques fournies par le secrétaire provincial. Les ministériels ont pris toutes sortes de moyens

pour faire dire aux chiffres des choses qui ne correspondent pas à la réalité. Le gouvernement prétend poser un acte de progrès; il ne fait que poser un acte rétrograde, qui empêchera la réalisation de ce qu'il veut accomplir, c'est-à-dire la généralisation de l'instruction. Il ne suffit pas de dire: "nous sommes en faveur de telle amélioration" ou "nous vous obligeons à telle chose". Il faut prendre les moyens appropriés pour y arriver. La meilleure façon de faire face aux besoins d'aujourd'hui, c'est de s'inspirer du passé.

Mais il ne faut pas confondre la tradition avec la routine. Les quatre points cardinaux, le soleil se lève à l'Est et se couche à l'Ouest, ça c'est la tradition. On voyage toujours à la même place, on part à la même heure. Prendre toujours le même chemin, c'est la routine. L'opposition est en faveur du progrès traditionaliste. Nous sommes contre tout progrès routinier.

On a soulevé la poussière des siècles pour prouver que l'éducation est un bienfait. Si c'est un si grand bienfait, pourquoi les libéraux n'ont-ils pas semblé attacher une grande importance à ce bienfait pendant leurs 40 années au pouvoir?

On a dit: "L'opposition a été contre la deuxième lecture du bill parce qu'elle ne tient pas compte de la recommandation du Conseil de l'instruction publique". Ceux qui disent cela, qui invoquent l'autorité du cardinal et celle des encycliques sont ceux-là mêmes qui, pendant toute leur carrière politique, ont foulé aux pieds ces documents augustes. La majorité du Conseil de l'instruction publique s'est prononcée en faveur du principe de la scolarité obligatoire, mais dans des conditions et d'après des principes bien définis. Des opinions contraires et très respectables ont été émises. C'est dire que le principe soulève des divergences d'opinion qu'il faut respecter.

L'Union nationale considère que les bienfaits de l'éducation sont si importants qu'elle est prête à prendre tous les moyens appropriés pour les donner à notre peuple et surtout aux enfants pauvres. Mais il faut que ce soient des moyens rationnels. Nous ne voulons pas de réformes illusoires. À mon avis, le gouvernement présente une loi qui n'aura pour effet que d'augmenter les obligations financières des commissions scolaires et d'accroître le nombre des employés de ces commissions, qui ploient déjà sous le fardeau des charges, sans prendre les moyens d'assurer la réalisation du but de la loi.

Les commissions scolaires catholique et protestante des cités de Montréal, Verdun, Trois-Rivières et Québec se débattent dans des difficultés

financières inextricables et la situation est à peu près la même dans tous les grands centres. Le gouvernement ne fait rien pour corriger cette situation. Au contraire, on augmente le fardeau des contribuables. On aurait dû commencer par régler les problèmes financiers de ces organismes.

Le problème des commissions de Montréal s'est aggravé de façon dangereuse. De plus, une quantité d'écoles ne sont pas à l'épreuve du feu. En augmentant le nombre des élèves qui les fréquenteront, on augmente aussi le danger du feu et ces écoles offrent un grave danger à la jeunesse. À quoi sert à un enfant d'obtenir un diplôme s'il est exposé à périr dans un incendie?

D'autres ne remplissent pas les conditions d'hygiène qu'on exige aujourd'hui. Avant de mettre ce bill de l'avant, on aurait dû prendre des mesures pour rendre les écoles à l'épreuve du feu et plus hygiénique. Quelques écoles de Montréal ne sont que des pièges de mort.

Le gouvernement prétend pouvoir augmenter le nombre des élèves. J'en doute, mais même dans ce cas, il ne fera qu'augmenter les dangers que je viens de signaler. On ne peut réaliser toutes les réformes, mais il faut commencer par les principales. Les professeurs sont mal payés dans cette province et n'ont aucune garantie de pension. Notre personnel enseignant n'a pas les facilités matérielles nécessaires et son salaire ne lui procure pas la liberté de pensée et d'action dont il a besoin pour donner son plein rendement. C'est là une autre réforme que le gouvernement devrait faire avant de passer ce bill qui sera désastreux parce que prématuré. Comment, dans de telles conditions, peuvent-ils consacrer le meilleur de leur talent au profit de l'éducation? Nous souffrons de la centralisation de la richesse et de la petite propriété. Cette dernière est de plus en plus menacée par le fardeau des taxes.

Voilà les autres réformes que l'on aurait dû réaliser: améliorer l'état des écoles qui sont dangereuses parce que non à l'épreuve du feu, améliorer leurs conditions d'hygiène, mieux préparer les instituteurs et institutrices, dégrever les petits propriétaires qui sont chargés d'impôts au-delà de leur capacité.

La loi qu'on soumet à la Chambre supprime la rétribution mensuelle qui représente un montant d'environ \$700,000. Cet argent est payé en grande partie par les grands centres. Dans sa réplique-marathon, l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a cité des statistiques qui montrent que la fréquentation scolaire est magnifique dans les campagnes. Pourquoi alors tenter de forcer

tous les enfants d'aller à la classe? Il rappelle que si les chiffres ne mentent pas, les menteurs, eux, peuvent bien leur faire dire ce qu'ils veulent. Le secrétaire a eu pour souci, surtout, d'alléger les craintes de ceux contre lesquels la loi est surtout dirigée.

Nous sommes prêts à collaborer avec le gouvernement, mais dans l'application d'une mesure appropriée, mûrie, qui donnera les meilleurs résultats possibles. L'éducation doit être au-dessus de la politique. Le gouvernement n'a pris aucune de ces précautions indispensables à la réalisation de la réforme qu'il veut accomplir et aucun moyen pour que sa loi ait de l'effet, soit réalisable, opérationnelle et profitable. L'opposition ne peut approuver une mesure qui met de côté toutes ces précautions nécessaires, surtout quand on veut augmenter le nombre des élèves dans les écoles.

Nous ne sommes pas prêts à appuyer une législation qui constitue un recul et ne fait qu'aggraver la situation des finances des villes et des municipalités scolaires, une loi qui embarrassera les parents, les enfants, les pauvres gens, les commissions scolaires et les écoles elles-mêmes. La loi actuelle augmente les charges payées par les pauvres et favorise ceux qui ont le moins besoin d'être favorisés. Et l'opposition ne peut accepter une loi qui n'offre pas aux jeunes gens les avantages de l'éducation. Bien que je ne veux pas me prononcer de manière catégorique sur le principe impliqué ici, je n'approuverai pas la fréquentation obligatoire tant que le gouvernement n'aura pas pris tous les moyens pour résoudre des problèmes qui doivent être réglés avant qu'une telle mesure puisse donner des fruits.

J'avoue que l'honorable secrétaire de la province a dit des choses intéressantes. On a dit que la province de Québec est arriérée parce que les autres provinces ont la fréquentation obligatoire. La province de Québec n'est pas plus arriérée que les autres provinces ni que les États américains. Notre système est même supérieur aux autres. Le *New York Times*, un des meilleurs journaux au monde, sans doute un journal qui s'adresse à des gens parmi les plus cultivés du monde, a dit que dans un concours aux États-Unis, sur 7,000 étudiants des universités, 25 % ont montré qu'ils ne savaient pas qu'Abraham Lincoln a été président des États-Unis, que Jefferson a rédigé la déclaration d'indépendance américaine, que Woodrow Wilson était président lors de la dernière guerre. Chez nous, tout le monde sait cela.

Ce n'est pas aller de l'avant que de présenter une loi inexécutoire, qui engendrera le mépris de

l'autorité. Si l'Ontario, les États-Unis, les autres provinces et même la France aussi bien que les pays des autres continents ont l'instruction obligatoire, ce n'est pas une raison pour que nous l'ayons. Ceci ne veut pas dire que cette politique peut nous profiter, dans les temps actuels et avec la méthode du gouvernement. Je dis au gouvernement: peu importe ce que les autres ont fait, le gouvernement de la province de Québec n'a pas besoin d'être composé de singes. S'il avait fallu singer, nous n'aurions pas le crédit agricole, ni le Code civil. Bref, notre province n'est en rien arriérée, par rapport aux autres provinces, sous le rapport de l'instruction.

L'opposition est prête à collaborer à l'adoption d'une loi qui correspondra aux nécessités du moment. Mais l'Union nationale s'oppose totalement à la coercition, particulièrement dans un domaine aussi important que l'éducation. Le bill Perrier ne comporte aucun des moyens indispensables à la mise en vigueur de l'instruction obligatoire. La prétendue réforme du gouvernement est prématurée et désastreuse. Qu'on apporte à la loi des amendements qui répondent aux besoins des enfants pauvres, aux déshérités de la vie, une loi conforme aux besoins de la province de Québec, offrant toutes les garanties nécessaires, et un soin particulier à préserver les spécificités de notre province, une loi qui n'enlèvera pas aux parents et aux commissions scolaires le contrôle de l'éducation au primaire, et l'Union nationale sera prête à l'accepter.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Il arrive parfois que le chef de l'opposition nous donne de bons conseils. Il nous a dit de ne pas singer personne. Je vais l'écouter et démontrer tout le contraire de ce qu'il a dit.

Le modeste chef de l'opposition vient de reprocher au gouvernement de se vanter. Pas du tout. Les libéraux ne font que suivre l'exemple du chef de l'opposition qui, de chacun de ses ministres, disait qu'il était le meilleur depuis la Confédération. Ici, on ne se vante pas. Les membres du gouvernement ne se vantent pas d'avoir le monopole du courage et de l'esprit; ils se contentent d'avoir du bon sens.

"Vous ne reconnaissez pas ce qui s'est fait dans le passé," a dit le chef de l'opposition. Mais c'est chapeau bien bas que je m'incline devant l'œuvre de nos éducateurs. En présentant ce projet de loi, le gouvernement a vingt fois rendu hommage aux éducateurs du passé, ces précurseurs qui ont tant fait pour l'éducation, souvent avec si peu de moyens, et la meilleure et plus belle façon de leur rendre hommage, c'est encore de suivre leur exemple et de

consolider leur œuvre en intensifiant le mouvement de l'instruction publique en notre province et d'adopter cette loi.

"Loi inopérante", a prétendu le chef de l'opposition? Le chef de l'opposition est pessimiste quand il prétend que la loi ne peut être appliquée. Elle le peut et elle le sera! Ce n'est pas la première fois que le chef de l'opposition se fait prophète de malheur. Je suis sûr que les faits le contrediront sur ce point.

Évidemment, si nous ne comptons que sur la coopération de l'opposition ou de ceux qui tentent de faire de la petite politique avec cette question, nous pourrions avoir des craintes. Mais nous comptons sur l'opinion publique, sur la coopération des parents, des éducateurs et des commissaires d'écoles qui ne veulent plus que l'on joue à la politique sur cette question, pour nous aider à la mettre en force car il s'agit de l'intérêt de notre race.

Le public, en immense majorité, comprend la grandeur de la cause de l'éducation. Avec leur coopération, je suis sûr que la loi sera opérante et exécutoire et nous prendrons les moyens pour qu'elle le soit. Il peut y avoir divergence d'opinion sur les moyens d'appliquer les clauses du bill, mais nous lui apporterons les amendements nécessaires dès que surgiront des problèmes.

Statistiques inexactes? Le chef de l'opposition peut-il dire en quoi les statistiques que j'ai données à la Chambre il y a deux ans, l'an dernier, et ces semaines-ci sont inexactes? Je le défie de me citer une seule inexactitude! Il aurait montré qu'il aurait fait un travail plus pratique en disant en quoi elles sont inexactes... Ces statistiques sont exactes et c'est en s'appuyant sur elles que le gouvernement a décidé d'entreprendre d'améliorer l'éducation. Pas un seul député de l'opposition n'a eu le courage de contredire ces statistiques. Ma loi est précisément conforme aux exigences du temps.

Bienfaits de l'éducation? Nous sommes d'accord sur ce point mais ce qui nous sépare, c'est qu'il est de l'essence même du Parti conservateur, auquel le chef de l'opposition appartient, de rester attaché au passé, tandis que le Parti libéral de 1943, lui, regarde vers l'avenir, plus grand et plus beau, tout en puisant dans le passé l'orientation nécessaire pour rendre cet avenir plus brillant.

Le chef de l'opposition et ses partisans ont paru constamment embarrassés dans ce débat. Ils ont tourné autour de la question. Les députés de l'opposition, sauf une couple, n'ont pas eu le courage de se prononcer catégoriquement sur le principe du bill, de dire clairement s'ils sont pour ou contre

l'instruction obligatoire. J'aimerais que le chef de l'opposition prenne une attitude définie et nous laisse savoir s'il est pour ou contre le bill. Jusqu'ici, il a laissé la porte ouverte. Manifestement, son idée est de faire de la politique.

Il veut probablement pouvoir dire, en flirtant avec d'autres groupes: "Voyez, nous n'avons été ni pour ni contre." Il dira probablement à un groupe que l'opposition n'a pas accepté le principe du bill et à un autre qu'elle n'a pas rejeté le principe. C'est essayer de se gagner des votes des deux côtés. Quant à nous, nous sommes pour la scolarité obligatoire. Nous ne prétendons pas que la loi est parfaite mais nous nous engageons à l'améliorer au fur et à mesure, lorsque les circonstances l'exigeront. C'est une mesure de progrès qui rendra service à notre jeunesse.

Cette loi ne règle pas tous les problèmes relatifs à l'éducation. Plusieurs de ces problèmes requièrent des solutions qui débordent la seule question de la fréquentation. Mais il est injuste de prétendre que le gouvernement est indifférent. En fait, beaucoup a déjà été fait en ce sens.

"Vous ne vous occupez pas des problèmes des commissions scolaires. Que faites-vous?" a dit encore mon honorable ami. Le gouvernement est au courant de la situation qui est complexe et à laquelle il ne peut pas remédier dans une loi et du jour au lendemain. Mais il est à régler ce problème en procédant étape par étape. Des octrois substantiels ont été accordés aux commissions scolaires protestantes et catholiques de Montréal, Verdun, Québec, Trois-Rivières, Chicoutimi et ailleurs. Ces commissions scolaires peuvent dire qu'elles ont reçu ces octrois qui leur ont permis de faire face à leurs difficultés. Le budget de l'Instruction publique a doublé en trois ans: de \$8,000,000 en 1939, il est passé à \$16,000,000. Ce sont des faits. Je remercie l'honorable chef de l'opposition de m'avoir permis de les révéler.

Nous sommes de ceux qui croient que les salaires des institutrices sont insuffisants, ridiculement bas, et nous n'avons pas peur de le dire. Mais le gouvernement a contribué à relever leur salaire. Dans 90 %¹ des municipalités, le salaire minimum, grâce aux octrois du gouvernement, a été porté à \$400. Ce n'est pas encore suffisant, sans doute, mais nous avons fait cela tout de même.

Pour cette année, une somme additionnelle de \$600,000 sera consacrée à cette fin, et nous ferons encore plus à mesure que les circonstances le permettront. Le gouvernement donne aussi des octrois aux municipalités rurales qui veulent engager

des instituteurs. Le nombre des instituteurs employés par les commissions scolaires rurales est passé de 130 en 1939 à 290 aujourd'hui.

Nous avons apporté au système scolaire des réformes auxquelles le chef de l'Union nationale et son secrétaire provincial n'ont jamais pensé. On nous a parlé du fonds de pension des instituteurs et institutrices au cours du débat. En 1935, c'est un gouvernement libéral qui a aidé de ce côté. En 1940 aussi. Et puisque cela intéresse l'opposition, dans quelques jours, le gouvernement présentera un projet de loi qui réglera à jamais le problème du fonds de pension des instituteurs et institutrices. Je suis certain qu'alors l'opposition, qui est si impatiente de servir les éducateurs, sera heureuse de nous approuver, sans avoir à se cacher pour cela.

Le chef de l'opposition semble vouloir exiger que nous construisions des écoles en béton armé, avant d'y envoyer nos enfants.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas dit cela!

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Vous avez dit que les écoles devraient d'abord être à l'épreuve du feu. Nous sommes fiers de nos maisons d'école. La province de Québec peut se glorifier d'avoir de bonnes et saines écoles, où les principes de l'hygiène sont respectés. Il n'est pas nécessaire de craindre que l'instruction obligatoire encombre nos écoles. Il faut bien penser que s'il y a 10,000 ou 15,000 élèves de plus en septembre, ils ne seront pas tous au même endroit. Ce nombre sera réparti dans les 1,900 municipalités scolaires du Québec. Ce n'est pas le fait qu'il y aura quelque 10 ou 15 écoliers de plus dans une école qui rendra celle-ci plus dangereuse pour la vie des enfants. Et dans l'ensemble, la comparaison avec les autres provinces nous est avantageuse.

En l'écoutant tout à l'heure, j'ai compris que le chef de l'opposition ne voulait pas parler du principe de la loi. Il n'a fait que du délayage. Il a cité le *New York Times* pour montrer l'ignorance des étudiants américains. C'est regrettable. Je n'ai pas du tout l'intention d'instaurer dans notre province une compétition de la sorte. Chez nous, les jeunes savent que le chef de l'opposition a été premier ministre durant trois ans parce que ce sont les générations futures qui vont s'en apercevoir.

Des crédits agricoles, il en existait à Ottawa et en Ontario. Je ne dirai pas que le chef de l'opposition a singé - le mot n'est pas poli - mais il n'a pas été le créateur comme il le prétend.

"Nous voulons aider les enfants pauvres," a dit le chef de l'opposition. Nous, nous les aidons et je le prouve. Le gouvernement aide les commissions scolaires à résoudre leurs problèmes financiers. Je ne crois pas, comme le chef de l'opposition l'a dit, que l'article 1 de la loi cause du tort aux parents en leur enlevant l'obligation de payer le mensuel. Le Conseil de l'instruction publique a demandé de ne remettre la rétribution mensuelle qu'aux parents qui ont deux enfants à l'école. Cet article répond justement au désir de l'opposition d'aider les parents pauvres.

D'ailleurs, au cours élémentaire, le mensuel n'existe pas dans la ville de Montréal, qui représente un cinquième² de la population de la province, ni dans d'autres villes et grandes municipalités. Il n'y a que les petites paroisses, où sont les plus pauvres, qui l'aient encore. Nous allons encore plus loin et c'est pour aider aux parents pauvres que le gouvernement enlève cette obligation. La rétribution est totalement abolie dans les écoles primaires.

Cet article va combler de joie le chef de l'opposition. Son cœur va déborder d'enthousiasme. La rétribution disparaît, tous les parents en profitent. Cela représente une économie d'environ \$700,000 qui sera répartie entre 1,968 commissions scolaires. Si certaines commissions scolaires sont mises en mauvaise posture financière par le fait de cette abolition, le gouvernement se fera un devoir de les aider. S'il y a un besoin pour plus d'écoles, ce qui serait surprenant, le gouvernement et les commissions travailleront ensemble pour les construire. La loi n'a pas pour objectif de contraindre la grande majorité des parents, mais bien ceux qui ne s'acquittent pas de leurs devoirs envers leurs enfants. La pauvreté ne peut être une excuse, puisque les organismes et les corps publics luttent ensemble pour s'occuper de ces enfants dont les parents sont vraiment trop pauvres pour pouvoir les envoyer à l'école.

Ce n'est qu'un commencement. J'invite l'honorable chef de l'opposition à préparer son discours de l'an prochain, car le gouvernement ira beaucoup plus loin en matière de gratuité scolaire, laquelle sera graduellement étendue à la grandeur de la province, jusqu'à ce que cela devienne un état de fait.

Il demande, dit-il, à ce que la loi soit débattue selon son mérite, article par article. Elle est susceptible d'être améliorée, mais seule l'expérience pourra en décider. Le gouvernement l'amendera conformément aux besoins.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement me reproche, quand je parle, d'en dire trop; lorsque

je me tais, on me le reproche également. Je ferai ce que je jugerai bon de faire.

L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a dit que j'étais conservateur. Qu'est-ce que cela vient faire? Je vais lui répondre. Je suis le fils d'un homme qui fut pendant 14 ans député conservateur de Saint-Maurice à la Législature; je suis, aussi, le neveu d'un ancien député libéral de Trois-Rivières à la Législature. Tous deux étaient d'honnêtes gens, fanatiques mais sincères. Mais j'ai été à même de constater qu'au-dessus des questions de couleurs, il faut placer les questions de principes. Voilà pourquoi j'ai fondé l'Union nationale qui a pris ce qu'il y avait de mieux dans les deux partis et a laissé le reste au Parti libéral. Restons sur le terrain traditionnel et progressiste. L'Union nationale est indépendante des autres groupes politiques et son seul désir est de travailler à améliorer le sort du peuple de cette province.

Le secrétaire de la province a siégé pendant des années à la Commission scolaire de Montréal et lorsqu'il était commissaire d'écoles à Montréal, il a diminué les salaires des professeurs, augmenté la rétribution mensuelle et accumulé des millions de déficits. Il n'a pas réglé le problème financier de cette Commission, et c'est l'Union nationale qui a dû le régler.

Le secrétaire de la province fait de la politique. La loi est inopportune. Je ne crois pas son affirmation selon laquelle le budget a été doublé jusqu'à \$16,000,000. Le secrétaire de la province joue avec les faits. Il pêche par excès de zèle et pratique une économie de la vérité.

Le gouvernement se prétend généreux et il fait payer l'application de la loi par les autres. Il aide les commissions scolaires en diminuant leurs revenus et en les obligeant à augmenter leurs dépenses. Il fait sa loi aux dépens de ceux qu'il devrait aider. S'il a réellement l'intention de faire des réformes plus tard, s'il est vrai qu'il veut présenter une loi au sujet de la pension des instituteurs, pourquoi ne pas commencer par le commencement? M. Victor Doré lui-même m'a déclaré, quand j'étais premier ministre, que certaines écoles de Montréal étaient des trappes à mort surpeuplées. Personne ne peut le nier. On devrait donc commencer par voir à cela avant de venir avec une loi de fréquentation scolaire. Je répète mon offre de coopération au gouvernement pour une loi rationnelle qui donnera des garanties raisonnables de réforme.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Le secrétaire de la province n'a donné les chiffres les

plus récents qu'à la fin du débat sur la seconde lecture. Ces statistiques sur la présence moyenne au jour le jour à l'école ne donnent pas un portrait véritable de la situation. Elles ne valent rien et elles sont fausses. On aurait dû les calculer sur l'inscription du début et sur celle de la fin de l'année.

Je favorise l'abolition de la rétribution mensuelle, que le gouvernement actuel a instituée, mais du moment qu'on dédommage les commissions scolaires de cette perte, ce que ne stipule pas le projet actuel. L'abolition de la rétribution mensuelle ne doit pas provoquer une augmentation des taxes et ne pas obérer les budgets scolaires.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) montre le travail qu'il a accompli avec l'aide de l'État aux Îles-de-la-Madeleine, en matière scolaire. On manquait d'écoles et de maîtresses, dit-il. On s'est mis à l'œuvre. Une école normale a été construite. Les institutrices ont été mieux rémunérées. Des normaliennes diplômées ont commencé à faire la classe. On a vêtu les enfants insuffisamment habillés.

Je ne suis pas contre l'éducation parce que je suis contre la loi. Dans mon comté, 26 écoles sur 37 sont actuellement trop petites. Si le gouvernement veut que sa loi soit applicable chez nous, il lui faudra dépenser tout de suite plus de \$50,000 à \$60,000 pour agrandir ou bâtir des écoles pour les Madelinots. J'ai vu des écoles de 20 par 30 abriter jusqu'à 60 élèves.

Il y aura lieu, aussi, de les mieux outiller, d'engager de nouveaux instituteurs, de les mieux payer. Le projet de loi ne parle aucunement de ces problèmes. Le gouvernement va-t-il faire sienne la déclaration du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard), que j'ai lue dans *Le Canada*, de Montréal?

"Nous verrons à vêtir les pauvres s'il y a nécessité; nous rendrons gratuite l'admission à l'école primaire élémentaire; nous établirons, sans délai, je l'espère, la gratuité des livres; nous augmenterons le personnel enseignant si nécessaire; au besoin, nous bâtirons de nouvelles écoles ou nous centraliserons, là où cela sera jugé utile et possible, les écoles publiques, et nous verrons à ce que les commissions scolaires organisent le transport gratuit à ces écoles centrales ou aux écoles d'arrondissement trop éloignées.³ⁿ

Le bill n'y pourvoit pas. C'est un bill de camouflage.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) applaudit.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Alors, nous allons vous demander de nouvelles écoles et ça va vous prendre un joli montant d'argent!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Demandez, demandez!

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Ce n'est pas tout de demander. Ce qui m'inquiète, c'est que je ne vois rien dans le budget pour couvrir ces dépenses additionnelles. Comme il y a 86 comtés dans la province, ça va coûter cher. De plus, nombre d'institutrices sont parties pour aller travailler dans les usines de munitions. Le gouvernement fera-t-il quelque chose pour remédier à cet état de choses? Nous ne sommes pas contre l'éducation.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Êtes-vous pour ou contre l'instruction obligatoire?

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Je serais pour si c'était praticable et si nous avions les moyens de la donner.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): L'abolition de la rétribution mensuelle ne soulage aucunement les contribuables. Au lieu de payer ce montant comme contribution, ils le paieront comme surplus de taxes scolaire. Et ils seront peut-être moins intéressés à envoyer leurs enfants à l'école. En payant une contribution mensuelle, ils sont plus intéressés à n'en pas perdre le bénéfice. La suppression de la rétribution mensuelle va diminuer la scolarité volontaire sans dégrever les contribuables.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (En souriant) Alors, il ne sera pas nécessaire de construire de nouvelles écoles...

M. Pouliot (Gaspé-Sud): La rétribution ne devrait pas être complètement abolie. Le secrétaire de la province devrait laisser une petite mensualité qui pourrait aller jusqu'à 10 sous par mois.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je veux répondre aux honorables députés qui viennent de parler. Nos statistiques sont faites par les inspecteurs d'écoles. L'an dernier, nous avons fait une enquête au département. Le Conseil de l'instruction publique a aussi fait la sienne. Les résultats ont été les mêmes. Ces statistiques sont exactes. Cette enquête les a rendues encore plus précises. Pour analyser la situation avec précision, il

faut tenir compte, à la fois, du nombre d'enfants d'âge scolaire, du nombre des inscrits et de la moyenne de la fréquentation scolaire. Il y a 522,466 enfants inscrits aux écoles et la présence moyenne est de 439,254.

Le député des Îles-de-la-Madeleine admettra que le gouvernement a fait beaucoup pour améliorer la situation aux Îles-de-la-Madeleine, où M. Doré est allé faire une enquête il y a près de deux ans⁴ à notre demande et en compagnie du député de comté⁵ pour se rendre compte de la situation et pour étudier le problème sur place.

Depuis un effort a été fait pour améliorer la situation et c'est l'intention du gouvernement de continuer, et il fera encore beaucoup. Nous ne laisserons pas les enfants des Îles-de-la-Madeleine dans la situation où ils se trouvent.

Après avoir fixé le salaire minimum des institutrices à \$300, le député de Labelle (M. Paquette) et le gouvernement de l'Union nationale a par la suite annulé cette prétendue générosité et décrété que l'ordonnance numéro 4, fixant ce salaire minimum, ne s'appliquait plus. Ils ont ainsi fait disparaître la clause qui accordait le salaire minimum de \$300 aux institutrices.

M. Paquette (Labelle) défie le secrétaire de la province de citer un arrêté ministériel abolissant le salaire minimum de \$300 pour les institutrices. Lorsque l'Union nationale est arrivée au pouvoir, ajoute-t-il, il y avait près de 800 institutrices qui recevaient entre \$90 et \$200 par année⁶. C'est alors que l'Union nationale donna des octrois aux municipalités avec recommandation de porter les salaires des institutrices à \$300 par année. Quatre-vingt cinq pour cent des municipalités ont payé ce salaire à leurs institutrices. Nous avons certainement augmenté le salaire des institutrices.

À ce moment-là, il y avait beaucoup d'institutrices en disponibilité. Aujourd'hui, elles ont quitté l'enseignement pour aller dans les industries de guerre, qui payent de gros salaires aux jeunes filles, jusqu'à \$80 par mois. Ce n'est pas un salaire de \$400 que l'on devrait fixer pour les institutrices, mais un salaire de \$600 à \$700 par année.

Le gouvernement aurait dû, temporairement, pour la durée de la guerre, organiser son affaire de façon à payer ces montants. On devrait les payer suffisamment et elles reviendraient. Il y a près de 400 écoles sans institutrices actuellement dans la province. Le gouvernement n'a pas assez de courage pour adopter les mesures nécessaires pour que les institutrices renoncent à l'attrait des salaires payés

par les industries de guerre. On met la charrue devant les bœufs; conduisons l'enfant à l'école avec un gendarme, mais n'ayons pas d'institutrice! On devrait plutôt donner des institutrices aux 400 écoles qui en manquent. Selon moi, il faudra ouvrir 1,000 écoles à cause de cette loi.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Ce que j'ai dit est l'exacte vérité. Tant pis si c'est triste pour le député de Labelle. Mon honorable ami a voulu faire un beau geste pour les institutrices, je l'admets. Je lui rendrai le témoignage que la première année, tout a bien marché. Il a respecté ses engagements et il a payé les octrois promis aux municipalités. Certaines commissions scolaires ont alors augmenté les salaires à \$300 par année et un grand nombre en ont profité. Mais cet acte de générosité a dû être regretté par ses collègues de l'Union nationale, car au budget suivant, soit que le secrétaire provincial ait oublié de reporter les sommes nécessaires au paiement des octrois pour salaires, soit qu'on lui ait défendu de les inclure; les montants étaient disparus. Un autre membre du gouvernement lui a passé par-dessus la tête pour faire annuler son acte de générosité et le secrétaire provincial du temps n'a pas pu remplir ses promesses de l'année précédente.

Les commissaires ont dit à l'Union nationale: "Vous nous donnez des octrois et vous nous les enlevez." Cela est si exact, que dans les territoires non organisés, relevant directement du Secrétariat provincial et où le département paie tout le salaire des institutrices, le député de Labelle fut alors obligé de réduire à \$250 les salaires des institutrices sous son contrôle, pour qu'il concorde avec celui que l'on payait dans les municipalités scolaires. Lorsque le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir, mon prédécesseur, M. Groulx, a présenté un budget supplémentaire pour venir en aide aux commissions scolaires et pour ainsi racheter la promesse du député de Labelle aux institutrices.

Comment mon honorable ami a-t-il l'audace de prétendre, aujourd'hui, qu'un arrêté ministériel portant la signature de M. William Tremblay n'a pas été passé par le gouvernement dont il faisait partie pour enlever aux institutrices leur salaire de \$300? Cet arrêté disait que les municipalités scolaires ne seraient pas assujetties à l'ordonnance no 4 qui prescrivait ce salaire minimum de \$300 pour les institutrices! Je sais que, sous l'Union nationale, c'est le chef qui était tout le gouvernement. Je réaffirme que c'est là l'histoire vraie de la tendresse de l'Union nationale pour les institutrices.

M. Paquette (Labelle): Je ne poserais qu'une question au secrétaire de la province. Le ministre pourrait-il me montrer cet arrêté ministériel dont il parle? Voudrait-il me le lire? C'est ce qui serait intéressant. C'est la teneur de l'arrêté qui compte!

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le député prétend qu'il n'y a pas d'arrêté ministériel et il veut que je le lui soumette! Je suis surpris de son manque de logique. Tantôt il dit que cet arrêté en conseil n'existe pas et tantôt il me prie de le lui lire. Mais ce n'est pas moi qui ai pris l'engagement de communiquer cet arrêté au député de Labelle. Je ne le lui lirai donc pas moi-même et je laisserai à mon collègue, le ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Bienvenue), qui a déjà parlé de cette affaire, le soin et le plaisir de renseigner le député de Labelle à ce sujet. Je lui cède la parole. Il va produire le fameux arrêté ministériel.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Ce n'est pas un arrêté mais deux que j'ai promis de communiquer au député de Labelle, lorsque j'ai parlé l'autre soir. J'ai devant moi les arrêtés ministériels, deux documents qui se complètent. Je lui aurais transmis ces documents la semaine dernière, s'il eût été présent. Je voulais tenir mon engagement, mais il était absent. J'ai attendu qu'il soit à son siège pour lui en donner primeur.

Le premier arrêté est numéro 2652 et il est du 22 décembre 1938. Je croyais qu'il avait été présenté par l'honorable William Tremblay. Son auteur est le premier ministre du temps. Il recommandait dans l'arrêté que les corporations municipales et scolaires, en ce qui concerne les affaires sous leur juridiction, soient considérées comme n'ayant été assujetties à la dite ordonnance. Cet arrêté annulait l'effet de l'ordonnance no 4, sur les salaires à être payés aux institutrices. Donc, en vertu de cet arrêté ministériel présenté par le chef de l'opposition lui-même, alors premier ministre, les corporations scolaires sont considérées comme n'ayant jamais été assujetties à l'ordonnance no 4.

Le deuxième arrêté est du 13 janvier 1940, soit à l'arrivée au pouvoir du modeste gouvernement actuel. Son auteur, le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) y recommande que l'arrêté du 22 décembre 1938 soit annulé et il en faisait approuver un autre qui stipulait que les institutrices des zones 1, 2, 3 et 4 recevraient le salaire minimum annuel de \$300.

Donc, c'est le gouvernement actuel qui a remis les choses telles qu'elles étaient. Il a rétabli, en

faveur des institutrices, le salaire minimum de \$300, après la secousse sismique qui devait balayer l'Union nationale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le nouveau ministre des poissons...

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): (Montrant l'opposition) Le poisson, il est là!

M. Duplessis (Trois-Rivières): ... qui explique une affaire du secrétaire de la province! Je dois rétablir les faits. Le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Bienvenue) est jeune dans le cabinet comme dans cette Chambre. Il arrivera ce qui arrive aux arbres qui poussent mal; il sera coupé par l'électorat. Mais je serai curieux de savoir de quel côté la dépouille va tomber.

Il dit que le premier arrêté réduisait le salaire. Il est mal renseigné.

L'Union nationale peut se vanter à juste titre d'avoir créé un Office des salaires raisonnables qui a valu aux ouvriers des millions en augmentations de salaires. Cet ordre en conseil fut passé, sous l'Union nationale, parce que l'Office des salaires raisonnables avait fait des suggestions aux ministres. J'ai réalisé que l'Office des salaires raisonnables avait pris des décisions qui empiétaient sur l'autonomie des corporations municipales et scolaires. Il y avait alors l'Office du salaire minimum des femmes et l'Office des salaires raisonnables avait décidé d'augmenter les salaires des employés des corporations municipales. Il fallait, cependant, que cet Office respecte l'autonomie des corporations municipales et scolaires et n'intervienne pas dans les décisions des représentants du peuple.

J'ai alors décidé de faire respecter l'autonomie des corporations municipales et scolaires et j'ai fait voter l'ordre en conseil de décembre 1938 auquel on a référé tantôt, afin que les salaires soient payés par les conseils municipaux ou les corporations scolaires, après entente avec les intéressés. C'était la consécration de l'autonomie des corporations scolaires et des conseillers municipaux. Jamais on ne pourra trouver dans l'arrêté ministériel un iota qui annule l'augmentation du salaire des institutrices. On ne touche en rien aux salaires.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Et l'autre arrêté? Que le chef de l'opposition en lise les derniers paragraphes...

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'arrêté du ministre du Travail, en 1940, ne faisait qu'abroger

celui de 1938. Les libéraux ont toujours piétiné l'autonomie et je ne suis pas surpris de constater que le ministre du Travail, en 1940, a fait passer un arrêté ministériel pour mettre de côté l'arrêté ministériel qui consacrait l'autonomie des corporations municipales et scolaires.

Ces paragraphes disent que le salaire des institutrices sera au minimum de \$300. En somme, le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) a voulu s'accaparer le mérite et l'œuvre de l'Union nationale, car l'arrêté ministériel n'a jamais été changé. Pourquoi est-ce le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Bienvenue) qui a soumis ces documents à la Chambre et non pas le ministre du Travail? Avec son ambition de remplacer le premier ministre, il s'ingénie à faire voir que c'est lui qui sait tout.

Je regrette pour lui qu'il se soit efforcé de nous démontrer que le secrétaire provincial n'a pas dit la vérité et que le ministre du Travail, qui ne fait rien, ait pris un moyen pareil pour montrer qu'il fait quelque chose. S'il veut se servir de la belle intelligence que la Providence lui a donnée, il ne se servira pas d'une partie des procédures pour rendre un jugement sur toutes les procédures. Dans cette affaire, les ministres se sont entendus pour se passer les responsabilités.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je remercie le chef de l'opposition du témoignage qu'il me rend souvent, quand il veut faire voir que parmi les membres du cabinet, il y en a plusieurs qui pourraient remplacer avantageusement le premier ministre actuel, ce qui veut dire aussi, beaucoup plus avantageusement le premier ministre précédent.

Si j'ai un mérite, c'est bien celui de m'être entouré des collègues que j'ai actuellement et dont je suis fier. Le chef de l'opposition n'a pas semblé penser à cela, lui, mais c'est quelque chose que de pouvoir compter sur des collègues qui peuvent me renseigner sur des questions que je ne connais pas. Il devrait en tenir compte, lui qui a toujours cru qu'il n'avait pas besoin de collègues dans le cabinet.

Il se scandalise que je me sois entouré de bons hommes. Je n'ai pas à le regretter. Je dois dire que je les écoute d'une oreille attentive, et je m'efforce de faire valoir leurs recommandations, dans l'intérêt de la province. Si le chef de l'opposition avait agi ainsi quand il était premier ministre, nous n'aurions pas trouvé la province dans la situation où il l'a laissée.

Il se scandalise aussi qu'il y ait de la sympathie et de la coopération au sein du cabinet.

Cela ne me surprend pas de sa part. La chose est bien simple. C'est le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Bienvenue) qui avait promis de fournir les documents. Ce n'était donc qu'une question de délicatesse pour le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) d'exiger qu'il donne suite lui-même à sa promesse. Mais que les documents soient fournis par l'un ou par l'autre, ils mettent l'ancien secrétaire provincial en bien mauvaise posture. Ils l'embarrasseraient s'il était capable de rougir.

Le chef de l'opposition a beaucoup de talent. Il a surtout le talent de brouiller les questions. Tout le monde admet cela, même l'unique représentant du Bloc populaire. Mais malgré tout son talent, il ne peut empêcher la vérité de percer. Il n'y avait qu'une ordonnance qui protégeait les institutrices et ce n'est pas le ministre du Travail de l'Union nationale qui l'a fait annuler. Passant par-dessus la tête de son collègue le ministre du Travail, le premier ministre du temps de l'Union nationale l'a fait annuler. Jamais le chef de l'opposition ne pourra sortir de cette situation.

C'est le trésorier provincial actuel qui a dû trouver l'argent nécessaire afin de pourvoir aux arrérages de salaires des institutrices, et c'est le présent gouvernement qui a assuré définitivement le salaire convenable que l'Union nationale avait fait semblant de leur donner. Le gouvernement de l'Union nationale et son chef ont voulu imposer aux corporations scolaires l'obligation de payer des salaires presque raisonnables aux institutrices, mais par suite des retards et devant les protestations et les pressions de leurs amis politiques, ils ont ensuite reculé. Le chef de l'opposition sait que c'est notre gouvernement qui a donné justice aux institutrices.

Quand le député de Labelle (M. Paquette) dit que sous l'Union nationale 85 % des municipalités ont payé un salaire minimum de \$300 aux institutrices, je lui fais un grand compliment en lui répondant qu'il ne savait pas ce qui se passait dans son département. La proportion était d'au plus 50 %, en 1939. C'est devant les corporations scolaires révoltées que le gouvernement Duplessis est revenu sur sa décision. J'ai été le premier en cette Chambre, en 1929 et en 1939, à affirmer qu'il était déshonorant de payer à nos institutrices des salaires de \$125 par an.

L'Union nationale, avec grand éclat, a fait semblant de vouloir protéger les institutrices, mais lorsque certains contribuables et corporations scolaires sont venus insister pour que l'on rescinde la disposition de l'ordonnance numéro 4, le chef du

gouvernement d'alors n'a pas craint d'intervenir et a eu l'honneur particulier d'enlever lui-même la maigre pitance promise aux institutrices.

Le Parti libéral a amélioré la situation et il a haussé les salaires des institutrices. Le gouvernement reconnaît leur travail et le dévouement avec lequel elles accomplissent leur tâche. Il veut que ce travail soit efficace auprès de tous les enfants de cette province. C'est pour cela que la présente législation a été présentée.

Nous avons un devoir à accomplir envers la génération qui monte avec notre loi de fréquentation obligatoire. Nous ne reculerons pas devant notre devoir qui est d'imposer aux parents qui ne le comprennent pas, l'obligation de remplir leur devoir envers leurs enfants. Si des parents oublient leurs devoirs, l'État doit intervenir. Je suis surpris de constater qu'au cours des discussions sur cette question de réforme, les gens de l'opposition se contentent de faire le tour de la question. Les députés de l'opposition n'ont rien fait d'autre que de tourner la cuiller autour du pot en disant que le gouvernement devrait tout d'abord amener cette réforme-ci ou cette réforme-là.

Ils se croient même justifiables de voter contre le principe de la fréquentation obligatoire en deuxième lecture, parce que nos terres ne sont pas suffisamment drainées. C'est toute l'argumentation que nous avons entendue de l'autre côté de la Chambre. Le principe de la fréquentation obligatoire va de soi. Le problème est grave et éminemment urgent pour nous.

Nous avons soumis ce bill et nous ne le retirons pas. Il ne vise point les parents qui font pleinement leur devoir et tout leur devoir, comme la plupart le font, mais ceux qui, par négligence ou manque de volonté, ne reconnaissent point leur devoir. Les parents ont un devoir envers la société et s'il y en a qui l'oublient, le gouvernement doit y voir. Ce n'est pas une question d'interférer dans les libertés des parents. Il s'agit simplement de suppléer à leur autorité lorsqu'ils font preuve de manquement dans l'exercice de leurs devoirs. La loi rendra obligatoire pour les enfants de 6 à 14 ans d'être présents en classe. Mais le gouvernement veut aller plus loin et les obliger à fréquenter l'école tant qu'ils n'auront pas complété leur scolarité. Nous voulons les former pour les luttes économiques de demain.

Le problème de l'instruction obligatoire devient absolument urgent parce qu'il y a des parents, dans toutes les classes de la société, qui négligent leur devoir en n'instruisant pas leurs enfants. Il s'agit là d'une question de bien commun.

Nous n'avons pas le droit de laisser quelques individus gâcher l'avenir de nos jeunes et de la nation entière. Le refus de qui que ce soit de faire son devoir envers la société impose au gouvernement le devoir d'agir. Nous n'enlevons aucune liberté au peuple, mais nous n'avons pas le droit de risquer l'avenir de la nation pour ceux peu nombreux qui ne veulent point faire leur devoir.

Nos cultivateurs ne sont pas assez instruits pour remplir le rôle et le devoir national qu'ils ont à accomplir. Pour leurs enfants, l'éducation est un droit, et c'est un devoir de leur fournir afin qu'ils soient bien outillés pour régler leurs propres problèmes et, par-dessus tout, pour que nous puissions surmonter les difficultés qui nous attendent tous après la guerre. Nos ouvriers ne sont pas assez instruits et ont aussi besoin de s'instruire pour donner un plus fort rendement.

L'instruction obligatoire s'impose pour le bien commun. Il faut que dans les périodes critiques de notre histoire, la génération de demain comprenne bien son devoir autrement que quelques gens de la génération d'aujourd'hui ne le comprennent. L'instruction obligatoire s'impose pour qu'ils soient assez instruits pour que demain, on ne soit plus capable de faire les prédications contre notre avenir comme celles que nous servent aujourd'hui des petits politiciens qui veulent exploiter la situation actuelle à leur avantage personnel. Il est nécessaire de fournir à la population les moyens de se protéger contre la petite politique. C'est une des raisons pour lesquelles l'instruction obligatoire est nécessaire.

C'est pour cela que l'enfant ne doit pas quitter l'école à l'âge de 10 ans. Il doit rester jusqu'à 14 ans et même davantage afin qu'on puisse lui enseigner ses devoirs civiques et patriotiques. Il faut avoir le temps surtout de former son âme et son cœur à l'acceptation des sacrifices nécessaires au bien commun.

Quant aux accessoires, c'est-à-dire aider les classes laborieuses, je crois que le gouvernement a déjà très bien commencé et a fait tout son devoir dans ce domaine. Il a augmenté de 100 % le budget de l'instruction publique et ça ne fait que commencer. Si cela scandalise le chef de l'opposition, laissez-moi lui dire que le devoir du gouvernement est de préparer une génération meilleure, plus instruite, aux vues plus larges que celle d'aujourd'hui. Nous enseignerons aux enfants leur devoir envers leurs citoyens. C'est cette génération que nous voulons former.

Nous abandonnerons s'il le faut la construction des routes, la construction de ponts, le

drainage des terres et même le développement de l'agriculture. Nous nous ferons battre, si nécessaire; nous négligerons tout le reste, mais nous ne négligerons pas de préparer pour demain une génération plus efficiente et plus instruite de ses devoirs. La défaite nous importe peu. Quant à moi, j'ai accepté le poste que j'occupe aujourd'hui pour rendre service aux miens. Je n'ai pas l'habitude de faire de promesses, mais j'en ai fait une: celle de faire mon devoir. C'est parfois difficile, car il n'est jamais aisé d'indiquer à ses concitoyens la voie qu'il faudrait emprunter.

La voie droite, pour nous, pour les Canadiens français, c'est celle qui nous permettra de nous qualifier mieux que nos concurrents, quelles que soient les circonstances qui puissent se présenter aujourd'hui et dans les années à venir. Cela ne veut pas dire seulement pour les cultivateurs de labourer mieux que les autres, pour les ouvriers de faire mieux fonctionner une machine que les autres, pour les avocats de plaider mieux une cause que leurs voisins, mais cela veut dire que nous devons envisager de remplir tout notre devoir de citoyen d'une façon vaste.

L'enfant doit aller à l'école dans l'idée aussi de fortifier son âme et son cœur en vue des sacrifices nécessaires pour le bien de la société. Le plus sublime de ces devoirs, c'est de savoir ce que c'est qu'une patrie et ce qu'on doit à la patrie. Et la patrie, M. l'Orateur, c'est ce pourquoi nous nous battons aujourd'hui. Elle a bien droit à ce que nous fassions pour elle tous les sacrifices nécessaires.

Je voudrais que demain nous ayons une génération, celle qui monte en arrière de nous, qui soit encore mieux formée que la nôtre aux sacrifices qui s'imposent. Peu importe que ce soit un gouvernement libéral ou un gouvernement conservateur, ou un gouvernement bleu, rouge qui a honte d'arborer ses couleurs, qui soit sur le point de donner un exemple aux autres provinces du Canada; mais il faudra que ce soit un gouvernement capable de tracer le sentier à suivre.

Ce qu'il faut avant tout, c'est que les Canadiens français soient capables de montrer la voie du devoir aux autres. Ce n'est qu'alors que nous pourrons réclamer nos droits. On dira encore que je parle des obligations et que j'oublie les droits. Pour réclamer nos droits, nous devons pratiquer nos devoirs.

S'il est un temps où nous devons nous préparer pour demain, s'il est une période où nous devons bien comprendre nos devoirs, c'est bien celle-ci. On me reproche de regarder par-dessus les frontières des provinces. Comme question de fait,

j'envisage les conditions telles qu'elles existent dans le monde. Nous avons à penser à la place de notre peuple dans le monde entier. Si nous voulons nous préparer à cette période, nous devons nous préparer à conserver la réputation que nous avons acquise dans cette guerre et qui est méritée. Il faut préparer ces conditions. Les nôtres se conduisent admirablement bien. Il importe de leur procurer une éducation qui fasse qu'ils se conduisent aussi bien que ceux qui se conduisent le mieux. C'est pour cela que nous voulons donner aux nôtres une éducation complète, supérieure, pratique et bien équilibrée qui leur gagnera la réputation de se bien conduire.

(Applaudissements)

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 h 10.

Deuxième séance du 6 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30⁷.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Décisions de l'Orateur:

Travaux publics relevant du ministère du Travail et du Bureau de reconstruction économique

M. Duplessis soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de la question du représentant

de Lotbinière (M. Chaloult), item 10 du *Feuilleton* de la présente séance, et qui se lit comme suit:

Quel est le coût total des travaux exécutés, sous l'ancien régime de l'Union nationale, par le ministère du Travail et le Bureau de reconstruction économique, pour les entreprises suivantes:

a) aux Trois-Rivières: le stade, le colisée, les piscines et les écuries?

b) à Montréal: l'Aide à la femme?

c) l'île Sainte-Hélène?

d) le Jardin botanique de Montréal?

e) la route Trans-Canada, à travers l'Île de Montréal?

f) chacun des parcs publics de Montréal?

g) le Centre récréatif de Montréal?

h) le pont du boulevard Pie IX?

Combien de contrats de travaux ou de fournitures de matériaux ont été donnés sans soumission?

Ces travaux ont-ils fait l'objet de rapports d'enquête réguliers ou confidentiels par les vérificateurs du gouvernement provincial?

Si oui, quels sont les résultats de ces enquêtes et quelles sont les recommandations des vérificateurs?

Il (M. Duplessis) allègue qu'elle enfreint l'article no 672 des règlements de la Chambre.

Il s'objecte aux mots "sous l'ancien régime de l'Union nationale", en vertu de l'article 672 du Règlement de l'Assemblée, qui édicte qu'une question ne doit contenir ni expression d'opinion, ni arguments, ni déductions, ni insinuation, ni imputations, ni épithètes, ni termes agressifs ou ironiques, ni propos interdits dans un discours. Il voit dans le mot "ancien" un qualificatif que l'article 672 des règlements prohibe. Il demande que la motion soit changée.

M. Chaloult (Lotbinière): Le chef de l'opposition a mauvaise grâce de se plaindre de ces mots, car ce sont les seuls que l'on puisse employer pour nommer le gouvernement qui a précédé celui-ci. Par ces mots "sous l'ancien régime de l'Union nationale", je n'ai voulu faire aucune insinuation ni employer un terme ironique.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) défend à son tour la formulation de la question, et ne considère pas qu'elle doive être modifiée.

M. l'Orateur rejette le point d'ordre, étant d'opinion que la question dont on discute la régularité n'enfreint aucun des articles du Règlement

et que les termes dont s'est servi l'honorable député qui a posé la question ne contiennent pas l'un de ces termes ou épithètes que vise l'article 672 du Règlement de la Chambre, tout en recommandant qu'à l'avenir l'on mentionne des dates plutôt que des époques ou des régimes.

Projets de loi:

Fréquentation scolaire obligatoire

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 21 concernant la fréquentation scolaire obligatoire.

En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

Le comité poursuit l'étude de l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59) modifié par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 20, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 19^o par le suivant:

"19^o Les mots "rétribution mensuelle" désignent la contribution qui peut être exigée pour tout enfant qui fréquente certaines écoles publiques;"

M. Paquette (Labelle): Le chef du gouvernement a parlé avec une grande éloquence, mais il a insulté les cultivateurs en prétendant qu'ils n'ont pas assez d'instruction pour remplir leur devoir social.

Les cultivateurs méritent qu'on les défende. Les habitants de chez nous sont à la hauteur de leur rôle et ils ont conscience de leurs responsabilités. Mais les cultivateurs se rappellent la promesse faite par le premier ministre et encadrée alors dans tous les journaux à l'effet qu'il se ferait un devoir de démissionner si jamais la conscription était imposée. Or, tellement de gens ont été conscrits contre leur gré qu'on manque partout de main-d'œuvre dans les campagnes. On les a dépouillés!

Nous sommes prêts à passer une nuit blanche, s'il le faut, sur le bill. Le premier ministre a dit qu'il était prêt à se battre. Oui, le gouvernement va se faire battre sur cette législation et sur d'autres parce qu'il a vendu la province, parce qu'il a été le plus taxé

de tous les gouvernements, parce qu'il n'a pas protégé la famille et les foyers. Et c'est le premier ministre qui aura sonné le glas de son parti!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a insulté les cultivateurs...

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)⁸: Point d'ordre! Le premier ministre n'a jamais eu des paroles de blâme ou insultantes pour les cultivateurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a insulté les cultivateurs, en disant qu'ils n'étaient pas assez instruits pour remplir leur devoir social. Le premier ministre a aussi insulté les éducateurs en disant que le bill était capable de donner une meilleure orientation, de changer la mentalité d'une partie de la population en ce qui concerne l'accomplissement des devoirs de la province de Québec.

Cette mentalité dont il se plaint, ce ne sont pas les éducateurs qui l'ont créée. Ce sont les politiciens libéraux qui, pendant 25 ans, se sont assis sur le drapeau britannique qu'ils brandissent aujourd'hui et ont prêché le contraire de ce qu'ils prêchent aujourd'hui! Il prétend que son bill va favoriser la victoire des Alliés. Alors, pourquoi ne pas l'avoir passé à l'autre guerre? Cette question de guerre n'est pas à sa place dans la présente discussion.

Les libéraux n'ont pas le monopole du patriotisme. L'Union nationale comme tout le monde désire autant qu'eux la défaite d'Hitler et de ses imitateurs et comparses, la défaite de ceux qui pressurent les minorités et qui oublient leurs serments. Mais nous avons un gouvernement de dictateurs, qui veut nous imposer ses volontés. La guerre, qui a créé une pénurie de main-d'œuvre et qui impose au peuple des fardeaux très lourds, est justement un argument de plus contre l'adoption prématurée d'une mesure semblable⁹. Personne ne pense qu'avec l'adoption de la fréquentation obligatoire, tous les problèmes de la guerre seront résolus.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) reprend son siège. (Les députés lui font une longue et enthousiaste réception) Il demande au chef de l'opposition de répéter ce qu'il a dit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a insulté les cultivateurs, en disant qu'ils

n'étaient pas assez instruits pour remplir leur devoir social, répète-t-il. Le premier ministre a aussi insulté les éducateurs en disant que le bill était capable de changer la mentalité d'une partie de la population en ce qui concerne l'accomplissement des devoirs de la province de Québec.

Cette mentalité dont il se plaint, ce ne sont pas les éducateurs qui l'ont créée ce sont les politiciens libéraux qui, pendant 25 ans, se sont assis sur le drapeau britannique qu'ils brandissent aujourd'hui. Il prétend que son bill va favoriser la victoire des Alliés. Alors, pourquoi ne pas l'avoir passé à l'autre guerre? Cette question de guerre n'est pas à sa place dans la présente discussion. Le gouvernement veut amener une loi qui, au lieu d'engendrer l'harmonie, mettra en danger l'accord.

Les libéraux n'ont pas le monopole du patriotisme. L'Union nationale comme tout le monde désire autant qu'eux la défaite d'Hitler et de ses imitateurs et comparses, la défaite de ceux qui pressurent les minorités et qui oublient leurs serments. La guerre, qui a créé une pénurie de main-d'œuvre et qui impose au peuple des fardeaux très lourds, est justement un argument de plus contre l'adoption prématurée d'une mesure semblable.

L'honorable M. Godbout (L'Islet)¹⁰: Le chef de l'opposition a perdu son temps à répéter son discours, un discours qu'il répète en moyenne trois fois par jour depuis 14 ans qu'il siège en Chambre. De plus, il s'est placé dans une position ridicule. Ce n'est pas imiter les dictateurs que de présenter une législation recommandée par le Comité catholique de l'instruction publique!

Gouvernement de dictateurs! Ce n'est pas moi qui suis allé dans les villes, les villages, les rangs, pour voir si nos petits garçons vont à l'école, pour voir si nos gars sont prêts pour la lutte pour la vie. Que le chef de l'opposition me compare à Hitler s'il le veut. C'est le thème de trois de ces discours par session. Celui qui vient de parler, de l'autre côté de la Chambre, a fait tous les reproches imaginables aux gouvernements fédéral et provincial parce que les nôtres n'occupent pas dans les industries de guerre et dans l'armée les positions auxquelles ils auraient droit.

Nous avons le courage de dire la vérité à la population. Nous l'avons dit, nous, que les nôtres n'étaient pas prêts à prendre les premières positions, dans l'industrie, le commerce et l'armée. C'est que les nôtres, par centaines et par milliers, ne sont pas suffisamment préparés pour entreprendre les études nécessaires pour devenir des ouvriers spécialisés

dans les industries de guerre ou des officiers dans l'armée, et ce ne sont pas les critiques du chef de l'opposition qui nous empêcheront de faire notre devoir.

Selon le chef de l'opposition, j'aurais jeté l'injure aux cultivateurs en disant qu'ils n'étaient pas suffisamment instruits pour remplir leur devoir social et national? Il n'a pas le droit - ni l'ancien secrétaire provincial (M. Paquette) - de dénaturer mes paroles. Les cultivateurs sont beaucoup plus que le chef de l'opposition instruits de leur devoir national et ils l'accomplissent actuellement! Ce que j'ai dit, et je le répète, c'est qu'ayant bénéficié parfaitement des leçons de nos éducateurs, ayant bénéficié d'une éducation morale plus poussée, le peuple ne serait plus à la merci des démagogues.

L'agriculture dans cette province présente plusieurs difficultés attribuables aux conditions climatiques ainsi qu'à d'autres facteurs. Il est essentiel que les cultivateurs comprennent chaque phase de leur travail. Nous devons avoir les cultivateurs les mieux instruits du monde; ils doivent être munis de tous les instruments culturels et éducatifs leur permettant de rivaliser avec leurs compétiteurs sur les marchés ouverts. Certains d'entre eux, comme partout, ne sont pas à la hauteur. Lorsqu'il sera adopté, le bill qui nous occupe présentement aidera à l'éducation de leurs fils, afin de leur permettre de résister aux appels démagogiques de certains groupes politiques de cette province. Le peuple n'écouterait jamais les démagogues que vous connaissez...

J'ai parlé de la position de cette province dans le monde que l'on doit reconstruire et j'ai dit que je voulais que notre peuple prenne une place dirigeante dans ce monde nouveau. Quand notre peuple, par une instruction convenable, aura parfaitement compris notre situation dans le monde, il ne sera plus possible de jeter dans son âme le venin, quand c'est de l'idéal et de l'ambition qu'il faudrait y mettre. Quand j'ai parlé de la nécessité d'enseigner aux enfants leur devoir social, ça ne vise pas les cultivateurs, mais bien plutôt ceux qui sont en face de nous! Je crois que l'Assemblée m'a compris et il en sera de même de la province.

Nos gens ne comprennent pas leurs devoirs sociaux et nationaux? Pas assez instruit le peuple de chez nous? Mais c'est merveilleux de constater comme l'habitant de chez nous a réussi, depuis trois ans, durant une période de guerre, à résister aux prédications et aux appels comme ceux qu'on entend ici ou ailleurs, parce qu'ils savent que c'est tout leur avenir qui se joue en ce moment. Malgré ces prédications, où l'on essaye de soulever le peuple au

sujet de certaines restrictions, nulle part au monde un peuple, le peuple du Québec, ne s'est mieux conduit que le nôtre. Et dans le peuple de notre province, aucun groupe ne s'est mieux conduit que celui des cultivateurs, malgré qu'il subit les restrictions les plus dures.

Ils sont restés calmes et ont fait leur devoir. Bien qu'on essaye de leur faire croire qu'ils peinent pour d'autres, ils comprennent qu'ils peinent pour les leurs. J'ai trop confiance en leur patriotisme pour n'être pas certain de l'avenir de notre province. Le peuple vaut mieux que ceux qui prétendent le conduire.

Il n'y a pas que la main-d'œuvre qui compte, chez nous. Si je réclame pour nos gens plus d'instruction, c'est pour que, dans les professions laborieuses, on se rende mieux compte de ce qu'est le devoir national. Il n'est pas question de nuire aux éducateurs de notre province, qui n'ont du reste pas besoin du chef de l'opposition pour les défendre. Ce qui est passé est passé. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est quelque chose de nouveau, adapté aux problèmes de l'heure et à ceux de demain. Je veux que nos habitants soient les mieux instruits au monde. Et ils le seront, nous allons y voir.

Nos conditions sont difficiles. Le chef de l'opposition a parlé de pénurie de main-d'œuvre. Ce que veut le gouvernement, c'est de former les Canadiens français afin qu'ils ne soient pas seulement des manœuvres dans les industries et des sous-officiers dans d'autres services, mais que de leurs rangs sortent aussi des contremaîtres, des directeurs. Ils sont tout aussi naturellement dotés pour tous les postes, et c'est le devoir du gouvernement de voir à ce qu'ils acquièrent la formation nécessaire. Nous voulons que nos gens soient capables de briller au premier rang et qu'ils exercent une réelle influence. C'est le but que nous avons en vue en présentant cette loi.

Le chef de l'opposition nous a traités de dictateurs. Est-ce que le Conseil de l'instruction publique va partager avec nous ce qualificatif de "dictateurs qui veulent écraser les classes laborieuses"? Les membres du Conseil de l'instruction publique sont-ils des dictateurs parce qu'ils nous ont recommandé d'adopter cette loi?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement n'a pas que le bill de la fréquentation scolaire obligatoire à son actif.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si je parle de la guerre, c'est qu'on essaye constamment d'exploiter cette question. Le chef de l'opposition dit

qu'il désire la victoire des Alliés. Il a bien de l'audace, lui qui ne manque jamais une occasion de mettre des bois dans les roues du char de l'État qui se dirige vers la victoire, d'embarrasser l'administration qui défend nos foyers et notre civilisation. Il a toujours cherché à retarder les actes du gouvernement fédéral. Le chef de l'opposition a tout fait pour laisser croire au monde que la défense nationale ne nous intéresse pas quand c'est la défense de nos foyers et de notre vie elle-même.

Je dis que c'est honteux que, pendant la guerre, pendant que l'avenir de nos jeunes est en jeu, pendant qu'en France, notre ancienne mère patrie, les enfants manquent de pain, on endure les pires privations, des souffrances et des tortures sans nom, de se plaindre ici des quelques restrictions sur le beurre et le sucre, imposées par le gouvernement fédéral et dont la population ne souffre pas. Ce sont des restrictions dont personne s'aperçoit réellement.

L'opposition nous dit que l'instruction obligatoire ne presse pas. Après la clôture des hostilités, tout un monde nouveau va surgir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (En riant) C'est cette loi qui va régler tout ça?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Mon honorable ami peut rire. Il ne peut plus scandaliser sa province. Nous voulons que la génération de demain soit plus heureuse. Si nous avons formé une âme et un caractère à cette génération, si nous en avons fait de meilleurs citoyens, des citoyens plus instruits, tant mieux. Voilà à quoi nous pensons.

Demain s'en vient et c'est pour préparer notre jeunesse à l'avenir que nous avons présenté cette loi. Les Canadiens français devront jouer un rôle dans le monde de demain et je veux aider notre jeunesse à se préparer à jouer ce rôle. La jeunesse a droit qu'on prépare son avenir, et pour préparer cet avenir il faut que nos jeunes étudient. Nous voulons que l'instruction soit non seulement l'apanage des fils à papa, mais aussi celui du fils de l'ouvrier. Chaque année, dans nos paroisses, on laisse tomber 5, 10 ou 15 gars qui, s'ils pouvaient continuer leurs études, pourraient être demain des chefs dans tous les domaines, dans le commerce, dans l'industrie, dans les professions de tout genre, et on les a perdus. Nous voulons que nos enfants aient la chance de se faire valoir non seulement pour leur avantage personnel, mais pour l'avantage de toute la communauté. Si cette loi peut former une pléiade de jeunes gens mieux instruits, mieux armés, je ne serai pas inquiet pour l'avenir de notre province.

Je suis des classes laborieuses, je suis content d'en être, je suis orgueilleux d'en être, quand j'entends certains représentants d'autres classes parler ici ou ailleurs.

(Applaudissements)

M. Paquette (Labelle): Je suis heureux d'avoir obligé le premier ministre à faire amende honorable à la population agricole. Je comprends que le premier ministre n'aime pas regarder en arrière. Jamais tant de propos démagogiques n'ont été prononcés qu'au cours de la dernière élection et c'étaient les libéraux qui les prononçaient. En pleine guerre, de 1914 à 1918, des propos démagogiques ont été tenus dans cette province. On a même vu un membre de cette Chambre proposer une motion demandant que la province de Québec se sépare de la Confédération. Alors aussi, on se battait pour la civilisation.

Dans ce temps-là, c'était très bien. Aujourd'hui, le premier ministre se voile la figure en disant que ces gens-là ne comprennent donc pas leur devoir! Et où étaient les libéraux? Dans les rangs des démagogues! De 1914 à 1918, le premier ministre actuel ne parlait pas d'aller cirer les bottes des soldats en Angleterre...

Mon parti ne se plaint pas des restrictions. Personne ne proteste. Cependant, si Ottawa avait voulu mettre tout le monde sur le même pied, il aurait décrété que la journée sans viande serait le vendredi puisque nous, catholiques, nous avons déjà un jour maigre par semaine.

Le principe de la fréquentation scolaire obligatoire ne m'effraie pas, mais il faut d'abord entreprendre une propagande saine pour persuader les parents récalcitrants d'envoyer leurs enfants à l'école.

M. Chaloult (Lotbinière): Le premier ministre a entraîné la Chambre en dehors de la question en soulevant la question de la guerre et je suis bien obligé de le suivre. Je suis surpris de constater qu'il parle toujours de la guerre. Certains des orateurs précédents se sont servis du prétexte de la guerre pour calomnier ceux qui ne voyaient pas les choses du même œil qu'eux sur la question. Le premier ministre accuse de déloyauté tous ceux qui ne pensent pas comme lui. Ça m'agace. Il n'a pas le sens de la mesure en traitant le chef de l'opposition de déloyal. J'approuve également le député de Labelle (M. Paquette).

Je n'ai aucun intérêt à défendre l'Union nationale contre les accusations de déloyauté que lui a lancées le premier ministre, quoiqu'il n'ait pas

prononcé le mot. Mais je peux dire quant à moi que je n'ai à ce sujet aucune leçon à recevoir de quiconque.

Tout à l'heure, le premier ministre a développé la thèse de l'incompétence des Canadiens français. Je m'insurge contre une telle attitude. Pour ma part, on m'a accusé d'être pessimiste, mais on ne peut dire que j'ai accusé les Canadiens français d'incompétence. Elle n'existe pas chez eux. On a apporté cet argument pour excuser le fédéral de maltraiter les nôtres et de ne pas leur rendre justice. Ce sont, à mon avis, des propos défaitistes qui tendent à accuser le gouvernement fédéral de ne pas nous accorder le traitement auquel nous avons droit dans le fonctionnarisme fédéral.

Je maintiens ma thèse que tout le mal vient de ce que les Canadiens sont pauvres. Le premier ministre a parlé de démagogie. Tout le monde n'est pas obligé d'être sauveur de civilisation. Au lieu de nous prêcher l'effort de guerre, qu'on réclame nos droits.

On peut penser autrement que le premier ministre et être tout de même sincère. Je ne sache pas qu'il ait le monopole de la pensée et de la vérité. Il a toujours l'air de dire: si vous ne partagez pas mon opinion, vous n'êtes pas loyaux. Qu'on se rappelle le passé. Qui ne se rappelle pas les appels passionnés des libéraux de 1914 à 1918? Ce qu'on reproche à l'opposition, aujourd'hui, n'est rien comparé aux propos démagogiques d'alors. Si un gouvernement conservateur était présentement à Ottawa, les libéraux de Québec parleraient comme ils parlaient il y a 25 ans.

Nous entendrions les mêmes appels. Qu'on ne cherche pas à nous impressionner avec les questions de loyauté. Je ne partage pas les opinions du premier ministre sur la guerre et je ne me crois pas plus déloyal pour cela. Ce n'est pas de la déloyauté que de réclamer les droits des Canadiens français!

J'aurais voté pour la loi Perrier, lors de la deuxième lecture, si j'avais été en Chambre. Mais je ne crois pas que ce soit une panacée. La principale raison du défaut de fréquentation scolaire est la pauvreté des parents.

Que le premier ministre prêche la fierté nationale et non l'infériorité des nôtres...

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je n'ai jamais prêché l'infériorité des nôtres! J'ai dit que mon désir est que les nôtres soient supérieurs aux autres pour qu'ils arrivent aux postes où ils veulent s'élever.

M. Chaloult (Lotbinière): Cela découle de tous vos discours! De votre manière, il ne se dégage pas une fierté des vôtres qu'on serait en droit d'attendre de vous. Honoré Mercier n'aurait jamais adopté l'attitude du gouvernement actuel. Au lieu de nous prêcher sans cesse un plus grand effort de guerre, alors que notre effort dépasse nos moyens, il devrait voir au règlement des problèmes économiques des Canadiens français.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Les discours du premier ministre ont le don d'agacer les oreilles nationalistes du député de Lotbinière. Sa tristesse morbide est en voie d'en faire un éternel agacé. Il est bien beau de faire des discours, mais encore faut-il qu'ils mènent à quelque chose. L'honorable député vient de faire l'aveu qu'il ne croit pas que cette guerre soit la nôtre. Il se met au rang de ceux qui disent que nous nous battons pour l'Empire.

M. Chaloult (Lotbinière): Je n'ai jamais dit cela. Ce que j'ai dit, c'est que je ne crois pas qu'on se batte pour la civilisation.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Où en serions-nous si tous les citoyens de cette province partageaient les opinions du député de Lotbinière? Il y en a très peu qui partagent son opinion, sauf le petit groupe qui veut dominer par une campagne de préjugés.

Quant à moi, je préfère les opinions de ceux qui participent aux auditions radiophoniques du dimanche soir, intitulées: *Les catholiques devant la guerre* à celles des membres de la "Ligue de la démence du Canada". Aux opinions de Jean Drapeau, Marc Carrière et du député de Lotbinière (M. Chaloult), je préfère celles du père Saint-Onge, du juge Ferdinand Roy, du cardinal Villeneuve.

M. Chaloult (Lotbinière): Donnez donc l'opinion de M. Bourassa!

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je reconnais l'érudition et la culture de M. Bourassa, mais je préfère les témoignages que je viens de citer. Le député de Lotbinière peut rire, mais la guerre actuelle a pour enjeu nos libertés et, si Hitler gagnait, le député de Lotbinière ne pourrait professer les doctrines qu'il prêche. Il peut m'appeler le ministre de l'éducation anglaise. J'aime mieux conseiller à mes compatriotes de s'instruire et d'apprendre l'anglais que de prêcher l'antibritannisme.

M. Chaloult (Lotbinière): Je n'ai jamais été ni exprimé une idée antibritannique!

Des députés lui demandent de se taire.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Si jamais il s'est trouvé quelqu'un pour affirmer que nous sommes une race de parias, c'est bien le député de Lotbinière avec ses discours morbides. Que diraient nos cultivateurs et nos ouvriers s'ils entendaient le député de Lotbinière dire qu'ils sont des quêteurs et des parias? Il rit. S'il avait du cœur, il pleurerait. J'ai cité l'autre jour des statistiques et je défie le député de Lotbinière de les contredire! Ce sont ses chiffres qui étaient d'une fausseté inouïe. Il ne pourra trouver dans son comté aucun cultivateur d'une pauvreté semblable à celle dont il parle. C'est un argument électoral et personne n'y croira.

Mon projet de loi ne guérira pas tous les maux mais au moins un, l'apathie des parents qui négligent de faire instruire leurs enfants.

M. Chaloult (Lotbinière): (En riant) Le ministre fait du drame. Heureusement, tout va bien madame la marquise. Mgr Charbonneau a dit la même chose que moi et l'oncle du secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) est son vicaire général. Mgr Charbonneau, a confirmé en tous points ce que j'ai dit sur la pauvreté des Canadiens français.

Il (M. Chaloult) cite plusieurs paragraphes d'un discours de S. E. Mgr Charbonneau: "Nous sommes dans la maison de famille et nous ne jouissons pas des droits de la famille, bien que nous soyons ici en très grande majorité. Notre patrimoine est en grande partie entre des mains étrangères et nous n'en jouissons pas."

"Il est vrai que notre premier devoir est d'ordre religieux, mais les intérêts économiques touchent de près aux intérêts religieux."

"La religion souffre de ce que nous ne sommes pas une puissance économique. Une société catholique doit se donner des institutions catholiques. Elle doit se donner des dirigeants qui reflètent ses intérêts religieux et nationaux et il me semble que nous avons beaucoup à faire pour nous donner des chefs qui expriment notre sentiment national dans la fidélité au passé.¹¹"

C'est, dit-il, exactement la thèse que j'ai soutenue, sauf que je ne suis pas allé aussi loin que lui. Il était question, dans ce discours, de notre situation peu enviable au point de vue économique.

Le ministre a parlé de patriotisme. C'est vraiment dérisoire. Ce ne sont pas les gens toujours

prêts à favoriser les abus d'Ottawa qui peuvent me donner des leçons de patriotisme. Nos chefs, nous n'en avons pas honte. C'est Henri Bourassa qui, sur la question de la guerre, va encore plus loin que nous. On n'osera pas mettre en doute son patriotisme. Nous suivons l'abbé Groulx, Maxime Raymond, Georges Pelletier. Je suis convaincu que ces messieurs laisseront leur marque dans l'histoire bien longtemps après que la mémoire du secrétaire de la province ait été oubliée.

Je suis loyal envers mon pays, le Canada, et je souhaite aider la cause alliée et ce qu'elle représente, mais pas au point de ruiner mon propre pays. En tant que descendant des pionniers de la Nouvelle-France, j'éprouve de la sympathie pour la population française qui est actuellement sous l'emprise de la tyrannie allemande, comme le démontre ma motion pour l'adoption d'enfants français dans la province. Mais je ne suis pas prêt à sacrifier mes compatriotes et mon foyer pour assurer la victoire.

Je ne suis pas antibritannique ni anti-juif. En fait, j'admire les Anglais qui voient si bien à leurs propres intérêts avant tout. La seule chose que je demande, c'est que mes compatriotes fassent de même. C'est mon droit de penser ce que je veux sans passer pour un antibritannique. J'aime ma race. Je suis opposé au patriotisme négatif établi sur la haine. La haine, c'est du racisme. Mais je ne suis pas non plus impérialiste comme le secrétaire de la province. Ma patrie, c'est le Canada et non pas l'Angleterre. Je suis avant tout Canadien français.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je ne peux pas laisser le député de Lotbinière revenir sur cette question des revenus de nos cultivateurs. Il a calomnié les cultivateurs en se basant, l'autre jour, sur des chiffres qui ne sont pas d'Esdra Minville, mais d'un ouvrage publié en 1934 sur des données de 1931.

M. Chaloult (Lotbinière): J'ai lu le texte même de l'article de M. Minville. Les chiffres cités viennent de ce sociologue.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député a cité, par l'intermédiaire de la plume de M. Minville, des chiffres prélevés au moment de la pire crise économique et il se complait à vouloir faire croire que c'est la situation actuelle. Le député de Lotbinière a tort de vouloir faire passer les cultivateurs pour des pauvres. Les cultivateurs ont soin de leur situation économique beaucoup mieux que nos professionnels manqués. Ils relèvent eux-mêmes le défi.

M. Chaloult (Lotbinière): Le premier ministre devrait se conduire comme un homme poli. Je n'ai pas donné ces chiffres comme représentant la situation actuelle. Au contraire, j'ai dit que leur situation s'était grandement améliorée.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Alors, pourquoi ne pas parler de la situation d'aujourd'hui et citer des chiffres d'aujourd'hui? Cela aurait été plus juste pour les cultivateurs de chez nous. Quand on veut profiter de la misère des siens pour son avantage personnel, on cite des chiffres d'il y a 10 ans!

M. Chaloult (Lotbinière): Je ne souffrirai pas que le premier ministre me fasse dire que ces chiffres s'appliquent à la situation actuelle. Après avoir cité l'article de M. Minville, j'ai cité aussi le rapport Marsh qui, lui, donne des chiffres sur la situation actuelle.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): S'il parlait du temps d'Adam, il aurait dû spécifier!

M. Chaloult (Lotbinière): J'ai spécifié!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député de Lotbinière n'a spécifié en aucune façon.

M. Chaloult (Lotbinière): C'est faux!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est que je lui donne la preuve qu'il est obligé aujourd'hui d'avaler la vérité. Il est des gens qui se nourrissent du sang des leurs, sous prétexte de leur sauver la vie. On connaît leur méthode. C'est le cas du Bloc populaire actuellement et de son alliée, l'opposition officielle.

Ils profitent de tout. Tâchant de profiter de la période d'énervement que nous traversons, ils font de tout, même de la calomnie sur le compte des leurs, pour avancer leurs intérêts.

Les habitants canadiens-français actuellement font des progrès remarquables qui doivent servir d'exemple à toutes les classes. Je revendique cet honneur pour eux. Aucune classe de la société n'a moins besoin des sollicitudes hypocrites du député de Lotbinière.

M. Chaloult (Lotbinière): Je proteste contre le mot "hypocrite" que le premier ministre vient de prononcer. Si le premier ministre veut manier l'injure, ça se fera à deux.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je veux être courtois, mais j'ai un respect indéfectible pour la vérité. La vérité, c'est que les cultivateurs, grâce à leur courage, à leur esprit d'initiative et à leur esprit de sacrifice, n'ont pas besoin de la sympathie du député de Lotbinière. Ils savent que la patrie passe avant les ambitions politiques. Aucune classe au monde ne se conduit mieux actuellement. C'est ça la vérité que tous les habitants du Québec vous crient par ma bouche, à vous qui voulez les salir devant tout le pays!

M. Chaloult (Lotbinière) proteste.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je tâche d'être courtois, mais quand on attaque les miens, j'ai la peau sensible un peu. Ils soutiennent notre effort de guerre parce qu'ils savent ce que veut dire le mot "patrie". Les cultivateurs savent que la patrie, ça passe avant tous les avantages immédiats et les petits intérêts mesquins de la politique. Si les gens du Bloc populaire peuvent se faire applaudir par les "bedaines"¹², ce ne sont pas les vrais citoyens de la province de Québec qui applaudiront leurs prédications défaitistes, pour ne pas dire davantage.

M. Chaloult (Lotbinière): Que le premier ministre vienne à nos assemblées. Qu'il vienne dire cela en ville.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je n'aurai pas peur de rencontrer le député de Lotbinière dans n'importe quelle assemblée, partout où il lui plaira d'aller. Si l'on veut respecter l'avenir des nôtres, il ne faut pas les abaisser. Le député de Lotbinière trouvera peut-être que je suis nerveux. Je ne le suis pas, mais je suis révolté de le voir travailler à détruire la réputation des cultivateurs! J'ai l'épiderme sensible, mais c'est comme cela quand on touche aux miens.

Le député de Lotbinière est expert à se cacher en dessous des jupes. Je ne sais pas ce que Mgr Charbonneau a dit. Ce que je sais, c'est que, dans leur domaine, les chefs de la société québécoise, les députés de cette Chambre, des deux côtés de la Chambre, font leur devoir du mieux qu'ils peuvent, recherchent les solutions aux problèmes avec toute leur intelligence et essayent d'appliquer ces solutions avec leur meilleure volonté. Et je sais que Mgr Charbonneau ne leur a pas dit ce que veut laisser entendre le député de Lotbinière. Je n'ai que du mépris pour ceux qui se couvrent de la robe du clergé et de la religion pour leurs petits intérêts mesquins. Le Bloc va aller loin avec ces petits moyens.

M. Chaloult (Lotbinière): Le premier ministre me prête des attitudes que je n'ai pas prises. Jamais je n'ai voulu me couvrir de l'autorité des évêques. J'ai simplement cité les paroles d'un évêque et au moins 10 députés de l'autre côté de la Chambre ont fait la même chose au cours du présent débat.

Il (M. Chaloult) entreprend de parler de la dette des cultivateurs.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il y a des devoirs durs à remplir, mais je ne faillirai pas à la tâche qui m'incombe comme chef du gouvernement et comme défenseur des cultivateurs. Ma patrie, c'est le Canada avec son sol, avec les institutions britanniques qui nous protègent, les seules au monde qui permettent au député de Lotbinière de parler comme il parle depuis 40 mois de guerre. C'est pourquoi j'ai le courage de revendiquer les droits des miens. Jamais un officier secondaire ou supérieur du gouvernement fédéral n'a tenté de faire un accroc à nos droits sans que j'aie revendiqué. Je revendique avec calme, mais c'est fort le calme.

M. Chaloult (Lotbinière): Vous n'avez pas eu de résultats.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai eu assez de résultats pour vous sauver des horreurs de l'hitlérisme. J'ai dit et je répète que jamais une parcelle de nos droits n'a été sacrifiée et ne nous sera enlevée. Mais en même temps que nous réclamons nos droits, nous essayons de faire notre devoir. Car nous avons aussi des devoirs. Nous passons par la période la plus importante de notre histoire. Il faut que nous nous unissions contre l'ennemi commun, contre l'adversaire formidable sur lequel nous ne sommes pas sûrs d'avoir la victoire. C'est nous qui sommes en danger et non pas l'Angleterre. C'est chez nous que des actions de l'ennemi ont eu lieu. Si l'ennemi mettait le pied sur notre sol, nous perdriions toutes nos libertés.

Je ne me bats pas pour l'Empire, mais pour les miens, pour le Canada, pour la province de Québec. Ce que je veux sauvegarder, c'est la réputation de mes compatriotes. Quand le clergé allemand se prononce à l'unanimité contre l'hitlérisme, quand les évêques de la province de Québec se prononcent unanimement dans le même sens, est-ce qu'ils défendent l'Empire? Quand on départagera les responsabilités, on reconnaîtra ceux qui auront fait leur devoir, malgré que ce ne fut pas populaire. Je n'ai jamais perdu une occasion de revendiquer.

Le peuple saura bien départager ses véritables amis quand le temps sera venu. Il reconnaîtra alors ceux qui auront pris le chemin facile de dire que le peuple n'avait pas de responsabilités et que la seule chose qui importait, c'était de sauver la race. Le député de Lotbinière est un défaitiste qui essaie de réduire le conflit actuel au niveau de ses petits intérêts personnels. Le peuple sait cela et il lui en tiendra compte. Je le répète, pas une parcelle de notre autonomie n'a été sacrifiée et quand un officier d'Ottawa tente de...

M. Chaloult (Lotbinière): C'est pour ça que nous avons tout perdu à Ottawa?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Qu'est-ce que le député de Lotbinière a perdu à Ottawa? Peut-il me nommer une seule chose?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Sa réputation.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): En effet, il y a perdu sa réputation de Canadien.

M. Chaloult (Lotbinière): Je tiens à dire au premier ministre que je suis grandement surpris de son attitude. J'ai toujours eu beaucoup d'estime pour lui. J'ai toujours agi envers lui avec délicatesse, au risque même de déplaire à certains de mes amis. Je constate que, pour répondre au discours très poli que j'ai prononcé, il a dû employer des paroles qu'il n'a pas l'habitude d'avoir dans son vocabulaire. Il s'est moqué, ce soir, des règlements de la Chambre. Il se révèle sous un jour nouveau.

Il a parlé d'hypocrisie et dit que j'étais un mauvais Canadien. J'ai défendu les Canadiens français bien plus que le premier ministre. Il essaye même de me faire dire des paroles que je n'ai pas prononcées.

À quatre ou cinq reprises, en dépit des règlements de la Chambre, il a refusé de prendre ma parole et de me prêter des affirmations que je n'avais pas faites. Il a continué, profitant de son autorité de premier ministre, de dire des choses qu'il savait fausses.

C'est qu'il voulait faire précisément ce qu'il me reproche: de la petite politique, pour nuire à un parti qu'il n'aime pas parce qu'il le sent puissant. Je suis plus en sûreté avec Bourassa, Raymond, Groulx et les autres qu'avec le premier ministre. Je voudrais bien savoir si des gens comme Bourassa et Raymond ont perdu leur réputation à Ottawa. Ce sont ces gens-

là que je me fais un devoir de suivre et ce sont eux d'ailleurs qui contrôlent l'opinion dans la province de Québec.

Le premier ministre réclame les droits des siens dans le silence. Les résultats sont beaux. Aussi, jamais nous n'avons été traités d'une façon aussi odieuse à Ottawa. Le premier ministre dit que nous n'accédons pas aux fonctions supérieures dans l'industrie et l'armée parce que nous sommes incompetents. Qui, de lui ou de moi, déprécie ses compatriotes? Nous avons un seul représentant sur 36 dans les commissions fédérales que j'ai nommées hier.

Un sur 36, voilà l'influence du premier ministre à Ottawa! Elle est grande son influence! Dans l'armée, la marine, l'aviation, nous sommes maltraités constamment. Qu'il cesse donc de prêcher l'abdication nationale! C'est moins courageux de toujours parler de nos devoirs que de faire les sacrifices que j'ai faits, d'affronter même le camp de concentration pour réclamer justice.

D'après une enquête Gallup, 74 % des Canadiens français pensent comme moi. S'ils pensent comme cela, c'est parce qu'ils sont patriotes. Être patriote, c'est travailler pour sa patrie avant celles des autres. Nous ne voulons pas qu'on ruine le Canada pour sauver des pays européens. Le peuple ne le veut pas non plus et il va le dire au premier ministre en le bannissant du pouvoir à cause de sa politique antinationaliste, anticanadienne-française.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) veut continuer le débat. Il prend la défense des ouvriers qu'il considère avoir été attaqués par le député de Lotbinière. Il veut rappeler les promesses de l'Union nationale, en 1936.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! Il semble y avoir conspiration entre le gouvernement et le Bloc Populaire pour empêcher la loi de passer. La question actuellement soumise à la Chambre concerne l'éducation, et personne ne parle d'éducation. La droite fait de l'obstruction et parle de tous les sujets. Il demande qu'on revienne au bill, dit-il.

M. le président: Le chef de l'opposition a été le premier à sortir du sujet en parlant du principe du bill sur l'article 1, déclare-t-il. Mais il décide dans le sens du chef de l'opposition et demande qu'on revienne au bill.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) veut continuer à parler contre l'Union nationale.

M. le président arrête le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur).

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. L'article 285 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par les suivants:

"285. Le secrétaire-trésorier est tenu de faire chaque année, au cours des mois de mai et juin, le recensement des enfants domiciliés dans la municipalité scolaire; les commissaires et les syndics d'école doivent veiller à ce qu'il remplisse ce devoir.

"Dans ce recensement, il doit faire la distinction entre les garçons et les filles, et entre chacun des âges de cinq à dix-sept ans inclusivement.

"L'âge à inscrire est celui de l'enfant le premier juillet suivant.

"Pour chacun de ces enfants, le secrétaire-trésorier doit indiquer:

"a) s'il fréquente l'école dans la municipalité;

"b) s'il fréquente l'école hors de la municipalité;

"c) s'il suit des cours du soir ou des cours spécialisés pendant une partie de l'année;

ou

"d) s'il ne fréquente pas l'école, et, s'il s'agit d'un enfant de 6 à 14 ans inclusivement, pour quel motif."

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que cet article soit amendé et que les mots "des mois de mai et juin" soient remplacés par "du mois de septembre" et "le premier juillet suivant" par "le premier juillet précédent".

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. L'article 288 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"288. Un sommaire du recensement doit être transmis au surintendant avant le quinze juillet, sur la formule fournie par ce dernier."

Cet article est amendé et les mots "le quinze juillet" sont remplacés par "le quinze octobre".

L'amendement est adopté.

L'article 6 ainsi amendé est adopté.

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

"8. La présente loi entrera en vigueur le premier juillet 1943, sauf les articles 5 et 6, lesquels entreront en vigueur le jour de la sanction."

Cet article est amendé et les mots suivants sont retranchés: "sauf les articles 5 et 6, lesquels entreront en vigueur le jour de la sanction".

L'amendement est adopté.

L'article 8, ainsi amendé, est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 21 après l'avoir amendé.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill amendé soit maintenant lu.
Adopté après division.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill amendé soit maintenant agréé.
Adopté après division.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Barrette (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), que tous les mots après "que", dans la motion proposant la troisième lecture du bill 21 concernant la fréquentation scolaire obligatoire, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill soit renvoyé au comité plénier de la Chambre, avec instructions de l'amender, de façon à rendre justice aux enfants des familles pauvres et à venir en aide aux commissions scolaires, aux professeurs et aux contribuables."

M. Chaloult (Lotbinière): Je serais en faveur d'un amendement de cette nature, tout en étant pour le bill.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Talbot, 12.

Contre: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Sabourin, 29.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors adoptée et le bill 21 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, du consentement unanime, que lorsque la Chambre s'ajournera, elle se trouve ajournée à demain matin, à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à minuit et cinq minutes.

NOTES

1. 86 %, selon *La Gazette* du 7 mai 1943, à la page 2.
2. Deux cinquièmes, selon *La Gazette* du 7 mai 1943, à la page 2.
3. Voir la séance du 4 mai 1943.
4. L'an dernier, selon *Le Soleil* du 7 mai 1943, à la page 4.
5. M. Langlais lui-même, selon *Le Canada* du 7 mai 1943, à la page 11.

6. *Le Soleil* du 7 mai 1943, à la page 4, fait dire à M. Paquette qu'il n'y avait pas, à l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, 800 mais 6,000 institutrices qui gagnaient de \$90 à \$200 par année.

7. *L'Événement-Journal* du 7 mai 1943, à la page 9, indique que la séance reprend à 9 heures.

8. M. Mathewson dirige les travaux de la Chambre en l'absence du premier ministre (M. Godbout). *Le Soleil* du 7 mai 1943, à la page 4.

9. Selon *L'Événement-Journal* du 7 mai 1943, à la page 9, M. Godbout n'est pas en Chambre lorsque M. Duplessis tient ces propos. Ce dernier répète ses paroles au retour du premier ministre.

10. Son discours, d'après *L'Événement-Journal* du 7 mai 1943, à la page 9, est ponctué d'applaudissements de la droite et de rires sarcastiques ou d'interruptions de la gauche.

11. Déclaration faite devant les membres de la Chambre de commerce des jeunes et publié dans *Le Devoir* du 30 avril et du 7 mai 1943.

12. Expression qui signifie un gamin, un blanc-bec. Louis-Alexandre Belisle, *Dictionnaire général de la langue française au Canada*, Québec, Belisle, Éditeur, 1954, à la page 107.

Séance du vendredi 7 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Affaire Plouffe

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) fait écho au rapport de la police provinciale concernant les recherches entreprises à la suite de l'attentat commis contre M. Albert Plouffe. Ce rapport est à l'effet que M. Alepin prétend connaître les coupables et refuse de donner leurs noms. Si réellement M. Alepin connaît les noms des coupables, déclare-t-il, qu'il les donne et nous sommes prêts à procéder immédiatement contre eux.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'étonne que M. Alepin connaisse les coupables et que la police ne les connaisse pas, après enquête. Je demande, cependant, dit-il, que la justice suive son cours, quels que puissent être les coupables¹.

Projets de loi:

Loi des
accidents du travail

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 amendant la loi concernant les accidents du travail et protégeant les ouvriers victimes de maladies industrielles soit maintenant lu une deuxième fois.

La mesure a pour but de bien déterminer les maladies pour lesquelles l'ouvrier aurait droit à des compensations et de rendre rétroactives à 12 mois ces compensations.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): En 1938, le gouvernement de l'Union nationale a ajouté à la liste des maladies à compenser la silicose infectieuse. Aujourd'hui, pour protéger l'ouvrier, le gouvernement, par une loi, a généralisé et toutes les victimes de poussières industrielles recevront des indemnités. La semaine dernière, le

gouvernement a fait passer la loi la plus généreuse qui existe, une loi beaucoup plus généreuse que celle-là parce qu'elle couvre toutes les maladies industrielles, sous quelque forme que ce soit, sans distinction de nom. En vertu de cette loi, dès qu'un ouvrier aura été exposé aux poussières et que son poumon en sera affecté, il aura droit à la compensation. Le projet du député de Saint-Jean-Napierville est en conséquence inutile et ne se rattache pas à la loi des accidents du Travail.

M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) d'avoir présenté ce projet de loi. L'opposition, dit-il ne cherche pas sa gloire personnelle, mais désire que l'on rende justice à l'ouvrier. Il serait du devoir du gouvernement d'accepter ce projet de loi parce qu'il est plus simple et plus juste pour les ouvriers. Le bill du député de Saint-Jean-Napierville protégerait l'ouvrier parce qu'il met de côté toutes les définitions que les médecins peuvent donner à la maladie communément connue sous le nom de silicose. De telles définitions pourraient empêcher l'ouvrier d'obtenir ses compensations.

M. Labbé (Mégantic): Le projet Beaulieu favorise mieux les ouvriers que celui du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette).

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie, Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Talbot, 11.

Contre: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Godbout, Groulx, Hamel, Joyal, Mathewson, Perrier, Rajotte, Rochette, Sabourin, 25.

Ainsi, la motion est rejetée.

Code du notariat

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 modifiant le Code du notariat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Demandes de documents:

Emprunts du gouvernement

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous actes ou toutes conventions, ainsi que de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 4 mai 1943 inclusivement, et se rapportant à tous les emprunts contractés par le gouvernement de la province, soit par émissions de débentures, soit par billets promissoires ou bons du Trésor, soit par chèques sans provision ou de toutes autres façons.

Adopté.

Commission d'enquête sur les questions ouvrières

M. Talbot (Chicoutimi) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} mars 1943 inclusivement jusqu'au 4 mai 1943 inclusivement, et se rapportant aux questions ouvrières dans les comtés de Chicoutimi, Lac-Saint-Jean et Roberval, et relativement aussi à la commission d'enquête décrétée par le gouvernement de la province à ce sujet.

Adopté.

Seigneuries

M. Barrette (Joliette) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} janvier 1942 inclusivement jusqu'au 27 avril 1943 inclusivement, et concernant les seigneuries dans la province.

Adopté.

Projets de loi:

École de génie électrique

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 17 concernant l'établissement, à Québec, d'une école de génie électrique.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la proposition du ministre des Mines, soit autorisé à conclure avec l'Université Laval une entente en vue de l'établissement, à Québec, d'une école de génie électrique et à payer à ladite Université, aux conditions qu'il pourra fixer, une somme n'excédant pas un million de dollars en vingt versements annuels payables sur le fonds consolidé du revenu.

Il m'est extrêmement agréable et c'est un grand honneur pour moi de demander à la Chambre l'adoption de cette résolution. Nous voulons voter à Laval \$1,000,000 en 20 versements annuels pour permettre à cette université de créer une école de génie électrique. Je ne veux pas m'attribuer le mérite de cette loi. Son inspiration vient directement du premier ministre lui-même, qui a mené à bien les négociations avec les autorités de l'Université. Mon chef reste fidèle ainsi à l'un des premiers articles de son programme qui est de développer l'instruction et l'enseignement supérieur dans la province, et c'est une de ses nouvelles initiatives dont on doit le féliciter.

L'Université Laval a déjà créé une Faculté des sciences qui est en train de faire de Québec un centre intellectuel à nul pareil, non seulement au Canada, mais même dans toute l'Amérique du Nord.

Et l'Université est à créer, dans sa Faculté des sciences, un vaste foyer de savoir dont l'École du génie électrique complétera le cycle. La Faculté des sciences compte présentement 120 élèves dans le cours préscolaire. Au cours scientifique, il y a 88 élèves dont 30 en génie électrique. Je veux rendre hommage ici à Mgr Camille Roy, l'éminent recteur de l'Université Laval, qui a jeté cette semence précieuse de l'enseignement scientifique. Malheureusement, il est gravement malade à l'Hôtel-Dieu, en ce moment, et je forme des vœux pour son retour complet à la santé, afin qu'il puisse continuer ses courageuses initiatives en faveur d'un essor toujours plus grand de notre université québécoise.

Nous avons besoin de techniciens, à l'heure actuelle, parmi les nôtres, et je remercie Mgr Roy d'avoir répondu à l'appel pour assurer la réalisation de ce centre d'instruction, une initiative réaliste et pratique. Je suis heureux de rendre aussi hommage à S.E. Mgr Vachon, archevêque d'Ottawa, qui, il y a 12 ans, lançait une idée de ce genre et organisait notre Faculté des sciences, dont il fut le premier doyen. Grâce aux écoles de cette faculté, nous pourrions répondre à la demande et fournir aux entreprises les techniciens et les savants dont elles ont besoin. Malheureusement, à l'heure actuelle, Laval n'est pas capable de fournir plus de 25 % des techniciens que l'on réclame.

L'École du génie électrique lui aidera à former plus d'ingénieurs. Sur 1,100 ingénieurs professionnels dans la province, un peu moins de la moitié sont des Canadiens français. L'école que l'on veut créer à l'université viendra compléter le cycle des écoles de la Faculté des sciences et nous permettra de remédier à cette infériorité et contribuera à notre relèvement économique. Elle contribuera à donner une éducation pratique dont nous avons besoin depuis longtemps aux fils de la province. Elle comblera un besoin que nous avons depuis longtemps pour une éducation pratique pour les fils de la province. Nous formerons chez nous les techniciens dont nous avons un si grand besoin.

M. Duplessis (Trois-Rivières) offre d'abord des vœux de rétablissement à Mgr Camille Roy, afin qu'il revienne à la santé pour continuer ses activités fécondes et brillantes.

L'Université Laval est digne des plus grands éloges pour son œuvre féconde et ses progrès multiples. Il est évident qu'elle a accompli depuis quelques années une tâche gigantesque et des progrès extraordinaires. L'Union nationale est d'autant plus fière de le proclamer qu'elle a aidé cette université

dans son œuvre de multiples façons, notamment par la création d'une École de mines, supplémentée par la mine-école. Je suis heureux que l'orientation que le gouvernement de l'Union nationale a donné à Laval ait été suivie dans ce cas.

Le bill actuel, malgré qu'il soit présenté tardivement, mérite notre approbation en ce qui concerne le but que l'on a en vue, et nous la donnons avec plaisir. Nous croyons que la formation technique des nôtres aidera à l'établissement de la jeunesse et à l'amélioration des conditions de travail. Le génie électrique fournit des carrières multiples et nombreuses. On aurait dû faire cela plus tôt. Si les Canadiens français comptent pour moins de la moitié parmi les 1,100 ingénieurs de la province, cela est dû à l'imprévoyance d'un régime libéral de 40 ans.

Cependant, la résolution devrait être modifiée et renfermer toutes les conditions que le gouvernement impose à l'Université, afin que la Chambre puisse prendre connaissance des moyens que l'on va employer, parce qu'un bill peut être bon et pourtant devenir inutile à cause de moyens incorrects.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) ne pense pas que ce soit nécessaire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec la résolution actuelle, tout est laissé au caprice du gouvernement, ce qui est dangereux. Il eût mieux valu payer tout de suite le \$1,000,000 à Laval, au lieu de lui payer cette somme en cinq versements de \$200,000, avec un intérêt et un fonds d'amortissement, parce que cela aurait permis à l'université d'entreprendre tout de suite la réalisation de projets. Cela aiderait l'Université à réaliser plus vite les fonds dont elle peut avoir besoin.

M. Chaloult (Lotbinière): Je suis en faveur de la loi, mais elle ne fait que confirmer ma thèse que les Canadiens français sont pauvres et ont besoin que le gouvernement travaille à leur relèvement économique, thèse que j'ai développée et que je continuerai de développer, n'en déplaise au député de L'Islet (l'honorable M. Godbout). Si l'éducation a été négligée chez nous, si les Canadiens français figurent pour moins de la moitié parmi les 1,100 ingénieurs de la province, la faute en est au Parti libéral.

Un million de dollars, ce n'est pas assez pour le relèvement économique des Canadiens français. Le gouvernement devrait donner beaucoup plus pour assurer le relèvement économique des nôtres. On donne aux bons chemins, aux ponts, etc., de l'argent qui devrait aller à l'éducation.

Ce que je n'admets pas, c'est la politique réaliste et pratique. Le ministre dit que c'est un autre pas vers l'instruction pratique dans cette province. Pour moi, c'est l'anglicisation des Canadiens français de la province et je suis contre cela. Le gouvernement entend, par une éducation réaliste et pratique, angliciser la province. Il favorise la création d'une école de génie électrique, mais le gouvernement devrait d'abord mettre à la raison le trust de l'électricité, auquel il est subordonné. Toutefois, ce bill est un pas dans la bonne voie et je l'approuve.

L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord) rend hommage à l'Université Laval, son *Alma Mater*, et à son éminent recteur. Il félicite le chef de l'opposition de la largeur de vues avec laquelle il a discuté ce projet de loi et qu'il manifeste en l'approuvant. Il le félicite aussi d'avoir placé le débat sur le plan national. Le député de Lotbinière aurait dû le faire dans le même esprit, ajoute-t-il.

Le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) a déclaré avec raison que ce projet manifeste le désir du gouvernement de donner aux nôtres une éducation réaliste et pratique. À la réunion des finissants de l'école des sciences sociales, le directeur, le R.P. Lévesque, disait à ses élèves diplômés: "Soyez fidèles aux principes, mais attachez-vous aux réalités." Le député de Lotbinière, sous prétexte de rester à cheval sur les principes, n'admet pas les réalités. Il ne pense pas assez des réalisations pratiques. Quelle profonde erreur!

Nous, nous passons des actes! L'honorable député répond que ce désir d'éducation réaliste et pratique signifie que l'on veut angliciser la province. Le projet de loi, M. l'Orateur, tend justement à la francisation de nos industries et de nos ingénieurs, car il va permettre aux Canadiens français d'étudier le génie électrique et de s'emparer des postes de commandes dans nos principales industries. Cette école sera un merveilleux instrument pour arriver à ce but.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je veux remercier l'honorable chef de l'opposition de l'attitude qu'il a prise sur ce projet. Mon bon ami a rappelé que son gouvernement avait contribué à la fondation de l'École des mines. S'il n'avait posé que des actes comme celui-là, il serait peut-être encore ici.

Le contrat sera signé immédiatement après la sanction de ce bill. Le gouvernement versera \$50,000 par année à Laval pour cette école de génie électrique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (À M. Mathewson, en anglais) La somme votée à l'Université est-elle inscrite dans les devis budgétaires?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Souriant) L'honorable chef de l'opposition est en train d'angliciser la province!

M. Duplessis (Trois-Rivières): (En riant) Non! Je voulais dire au trésorier quelque chose que les autres ministres ne comprendraient pas!

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

M. Duplessis (Trois-Rivières) consent à ce que le projet de loi lui-même subisse séance tenante ses trois lectures.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 17 concernant l'établissement, à Québec, d'une école de génie électrique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre cent quatre-vingt-sept mille six cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Asiles d'aliénés", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette partie du budget est encore un truc du trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson). On nous présente un budget faux. On ne fait voter que \$1,400,000 alors qu'en réalité il en faut \$2,800,000. On sait que les municipalités doivent payer la moitié de ce montant. Mais le gouvernement doit tout d'abord payer le tout, quitte à se faire rembourser pour les 50 % autres par les municipalités. Alors le gouvernement doit faire une entrée spéciale des argents perçus dans l'actif.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Nous suivons la coutume, pratique au temps de l'Union nationale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien le ministre a-t-il perçu? Comme le ministre ne le sait pas, qu'il nous dise au moins sur combien d'années sont répartis les arrérages?

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): Sur les 20 dernières années, nous avons perçu des municipalités, en 1942, \$2,184,789. Il y a 1,500 municipalités dans la province.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la

somme de deux cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

NOTES

1. *Le Star* du 8 mai 1943, à la page 2, précise ici que M. Plouffe était anciennement le secrétaire de M. Duplessis.

2. Un peu plus de la moitié, selon *Le Canada* du 8 mai 1943, à la page 3.

Première séance du mardi 11 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Travaux de la Chambre:

Horaire
des séances

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre tienne, à l'avenir, trois séances tous les jours, sauf le dimanche; la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la seconde, de trois heures à six heures de l'après-midi; la troisième, de huit heures et demie du soir jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement qui ont trait aux séances du mardi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a multiplié les retards dans la convocation des Chambres et n'est pas prêt, encore. Il a ajourné l'ouverture de la session à trois reprises consécutives, ce qui ne s'est jamais fait dans aucun Parlement, pour des motifs futiles. La session a été convoquée pour l'expédition des affaires. Le premier ministre avait d'abord fait savoir que la session serait convoquée pour la fin de janvier. Plus tard, il fit savoir que les Chambres seraient convoquées pour le 6 février, plus tard pour le 16 février, et à la fin, nous ne sommes venus ici que le 23 février. Il y a eu un ajournement d'une semaine à la suite de la mort de deux ministres. Nous avons offert nos condoléances aux familles des défunts, mais l'ajournement n'était pas nécessaire.

De plus, le gouvernement ne procède pas assez rapidement pour les affaires qui sont à l'ordre du jour. Jusqu'à maintenant, le gouvernement s'est démené pour accoucher d'une souris. Si la motion est adoptée, ce sera une prime à la paresse, à la négligence, à l'inactivité, à l'imprévoyance et à l'impéritie du gouvernement.

Je comprends que le gouvernement avance à pas de tortue. Nous sommes bien prêts à lui pousser dans le dos, afin de l'amener plus près de la porte, où l'attend le peuple pour le bouter dehors! Nous sommes cependant prêts à collaborer pour hâter la fin de la session, pourvu que le gouvernement donne ses

preuves de sincérité. La motion donne préséance aux affaires du gouvernement et enlève la journée du mercredi aux députés, les privant par le fait même de leur prérogative, leur droit de soumettre leurs suggestions, de se faire entendre, de faire écho aux désirs de leurs électeurs.

Plusieurs ont des motions importantes à soumettre à l'attention de la Chambre et on devrait au moins leur laisser une journée, celle du mercredi. Je suis prêt à adopter la motion, mais avec un amendement pour que le mercredi reste la journée des députés. Il n'est pas juste de toujours donner la priorité au gouvernement. Nous sommes disposés à renoncer au vendredi, ce qui démontre notre bonne foi de coopérer.

M. Chaloult (Lotbinière): Il eût été beaucoup plus rationnel pour la Chambre de siéger plus souvent et plus longtemps, au début de la session, et de procéder plus lentement, vers la fin, lorsque les grosses mesures ministérielles sont présentées. Cette motion a pour objet de faire siéger les députés pendant six jours, trois fois par jour, alors que, depuis le début de la session, la Chambre a siégé trois jours par semaine seulement, à peine pendant neuf heures par semaine, et on veut maintenant précipiter le travail, sans doute pour escamoter d'importants projets de loi. Le gouvernement semble peu se soucier des motions des députés, et je me demande s'il ne veut pas leur appliquer le bâillon¹ et les empêcher de faire valoir les revendications de leurs électeurs. La motion me semble injuste, arbitraire et inadmissible.

M. Lorrain (Papineau): Le chef de l'opposition, qui a toujours été le champion des privilèges des députés, a raison, et j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant, après le mot "mardi", dans la dernière ligne de ladite motion, les mots suivants:

"excepté en ce qui concerne les séances du mercredi, lesquelles seront soumises aux dispositions du sous-paragraphe 2^o, du paragraphe 1, de l'article 115 du Règlement de l'Assemblée législative."

M. Gagnon (Matane) et M. Chaloult (Lotbinière) parlent en faveur de l'amendement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite l'honorable député de Papineau de présenter son amendement. Le gouvernement veut faire passer à la

vapeur des lois mal préparées qu'il garde dans l'ombre pour cette raison. Les députés sont ici pour bien étudier les lois et non pour les voter mécaniquement.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): (En souriant) L'honorable chef de l'opposition est surpris de cet amendement?

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, 10.

Contre: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Guerin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, Nadon, Perrier, Plamondon, Renault, Robidoux, Rochette, Sabourin, 36.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Est-ce qu'il y a d'autres députés qui ont quelque chose à dire avant que j'exerce mon droit de réplique?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le chef du gouvernement ne peut user d'un droit de réplique. Il a perdu son droit de réplique en ne parlant pas à l'ouverture du débat sur la motion principale.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) et l'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) déclarent que la motion de M. Godbout était une motion de fond, au sens des règlements et que le premier ministre a droit de réplique.

Un député: Le gouvernement suit les procédures d'Ottawa.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le gouvernement veut jouer à Charlie McCarthy avec Ottawa, je ne suis pas prêt de jouer à Charlie avec lui.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Tout député a droit de réplique s'il a proposé une motion de fond.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas une motion de fond, c'est une motion de procédure!

M. l'Orateur rejette le point d'ordre, puisqu'il s'agit d'une motion de fond et le premier ministre garde son droit de réplique.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je félicite les députés du souci qu'ils montrent à réclamer leurs privilèges. Je trouve étrange l'attitude de l'opposition et du député de Lotbinière. La Chambre a dû remarquer que celui qui veut m'empêcher de parler est celui-là même qui revendiquait les droits et les prérogatives des députés tout à l'heure. Après avoir dit que je ne voulais pas permettre aux députés de parler, on me refuse ce droit à moi-même!

J'ai été surpris d'entendre l'honorable chef de l'opposition nous reprocher l'ajournement que nous avons demandé à la suite de la disparition de deux de nos collègues. Le gouvernement a eu de bonnes raisons de retarder la session, principalement la mort de deux ministres. Au début de la semaine où la session devait commencer, les ministres étaient aux funérailles de M. Bastien et ils ne revinrent à Québec que mardi, peu disposés à commencer la session le mercredi.

Toutes les motions des députés inscrites sur l'ordre du jour ont été à date appelées et, dans les cas où le débat a été ajourné, celui-ci sera repris en temps et lieu, afin de donner la chance aux députés qui ont des idées de les proposer. Quant au député de Lotbinière, je lui dirai que toutes ses motions ont non seulement été appelées, mais elles ont été appelées à l'heure et à la minute qu'il a désiré qu'elles soient appelées.

On n'enlève rien aux prérogatives des députés et toutes les motions à l'ordre du jour, tous les items au *Feuilleton* seront appelés avant la fin de la session. Avec le gouvernement actuel, pas une question ou une motion ne restera sans réponse.

L'Union nationale n'a pas le droit de se scandaliser. Mon bon ami de Trois-Rivières n'a pas l'air de s'en rendre compte, mais je lui ferais remarquer qu'il y a quelque chose de changé dans les procédures de la Chambre, depuis que l'Union nationale est disparue du pouvoir. À la fin de la dernière session de l'Union nationale, en 1939, 80 items, comprenant plusieurs motions des députés, sont restés en plan sur le *Feuilleton* de la Chambre, lors de la dernière séance.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre! L'honorable premier ministre n'a pas le droit de mentionner de faits nouveaux dans une réplique et ce qu'il dit est inexact.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il suffit de regarder le *Feuilleton* de la dernière session de 1939 pour constater que ce que j'ai dit est exact. Il modifie son affirmation à 76, précise-t-il. Que le chef de l'opposition ait appelé trois ou quatre articles ce jour-là, c'est possible, mais les autres ont été laissés sur l'ordre du jour sans aucune justification. Avec le gouvernement actuel, pas une question ou une motion ne restera sans réponse.

Il cite, à ce propos, les *Journaux de l'Assemblée législative*. Cela, par exemple, c'était scandaleux, déclare-t-il.

Il sera difficile au gouvernement de choisir entre les points de vue des deux oppositions. Le député de Matane (M. Gagnon) trouve que les députés travaillent trop et le député de Lotbinière (M. Chaloult) qu'ils ne travaillent pas assez. Je rends le témoignage à l'opposition que, depuis le début de la session, elle a contribué à l'expédition rapide des affaires et je reconnais qu'elle a ainsi hâté les procédures de la Chambre dans toute la mesure du possible, et je promets que les députés auront le privilège de discuter toutes leurs motions, de faire entendre leur voix en n'importe quelle circonstance.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Groulx, Guérin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, Nadon, Perrier, Plamondon, Renault, Robidoux, Rochette, Sabourin, 38.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, 10.

Ainsi, la motion principale est adoptée.

Questions et réponses:

Travaux publics relevant du ministère du Travail et du Bureau de reconstruction économique

M. Chaloult (Lotbinière): Quel est le coût total des travaux exécutés, sous l'ancien régime de l'Union nationale, par le ministère du Travail et le

Bureau de reconstruction économique, pour les entreprises suivantes:

a) aux Trois-Rivières: le stade, le colisée, les piscines et les écuries?

b) à Montréal: l'Aide à la femme?

c) l'île Sainte-Hélène?

d. le Jardin botanique de Montréal?

e) la route Trans-Canada, à travers l'île de Montréal?

f) chacun des parcs publics de Montréal?

g) le Centre récréatif de Montréal?

h) le pont du boulevard Pie IX?

Combien de contrats de travaux ou de fournitures de matériaux ont été donnés sans soumission?

Ces travaux ont-ils fait l'objet de rapports d'enquête réguliers ou confidentiels par les vérificateurs du gouvernement provincial?

Si oui, quels sont les résultats de ces enquêtes et quelles sont les recommandations des vérificateurs?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

a) aux Trois-Rivières:

Le stade \$ 313,388.12

Le colisée..... 143,184.62

Piscine (Terrain Exposition)..... 190,499.47

N. B. - D'autres piscines furent

construites au parc Saint-Philippe,
mais leur coût fut inclus dans le coût
global de ce parc.

Les Écuries 193,923.35

à Montréal :

b) L'Aide à la femme..... 33,968.69

c) L'île Sainte-Hélène..... 4,711,338.33

d) Le Jardin botanique 5,875,532.41

e) Route Trans-Canada 611,396.60

f) Parcs et terrains de jeux:

McDonald..... \$ 3,005.47

Elsdale 2,726.27

Elsdale 2,405.71

Desery..... 15,854.54

Nolan 5,100.46

Dufferin 42,773.95

Lemoyne..... 7,918.70

Jeanne-Mance..... 18,281.12

Préfontaine 44,546.61

Marché Maisonneuve 59,763.71

Jarry..... 26,595.13

Western..... 11,084.72

Carré Saint-Louis 7,283.49

Lafontaine..... 44,569.27

Louis-Hébert..... 3,795.77

Laurier..... 16,419.17

Carré Bellerive 10,513.57

Baldwin.....	\$ 7,099.37
Baldwin.....	6,549.33
Morgan.....	54,948.07
Gallery.....	670.11
Notre-Dame de Grâce.....	10,869.76
Sainte-Cunégonde.....	27,015.62
Avenue Bell et rue l'Épée.....	1,436.25
Riverside.....	2,246.67
Desery et Ste-Catherine.....	1,672.39
Première Avenue et	
St-Zotique.....	4,129.24
Drummond.....	3,793.03
Boulevard Pie IX et	
Rosemont.....	3,790.15
Pont Wellington.....	6,892.99
Saint-Patrice.....	204.45
Boulevard Bernard.....	6,725.90
Saint-Donat et Sherbrooke.....	9,521.88
Mont-Royal.....	23,837.56
Ferme Fletcher.....	7,387.46
Avenue du Parc.....	921.07
Quartier Saint-Michel.....	5,009.19
Carré Dominion.....	4,759.38
Beaver Hall.....	61.55
Quartier Mont-Royal.....	209.13
Quartier Saint-Louis.....	6,167.09
Carré Viger.....	285.20
Campbell.....	5,213.38
Trenholme.....	4,078.60
Oxford.....	24,344.80
Boulevard Saint-Joseph.....	3,047.24
Boulevard Pie IX.....	2,968.25
Laurier.....	17,766.35
King Edward.....	8,110.86
Angrignon.....	12,158.60
Saint-Paul de la Croix.....	32,878.86

\$629,407.44

Terrains de Jeux avec Parcs :	
Delorimier et Rouen.....	\$16,734.18
Gascon et DuHavre.....	5,545.58
Hochelaga.....	304.80
Rue Saint-Gabriel.....	1,466.62
Havre et Rouen.....	17,972.58
Dandurand et Iberville.....	9,287.69
Dufresne et Ontario.....	1,773.60
Rue Curateur.....	2,686.96
Papineau.....	2,826.24
Papineau.....	183.80
Lafontaine.....	184.85
Dufferin.....	1,163.10
Quartier Préfontaine.....	14,111.79
Quartier Préfontaine.....	709.99
Saint-Rémi.....	4,196.40
Saint-Henri.....	341.54
Persillier.....	668.66
Ferme d'Épuration.....	32,878.86
Ferme d'Épuration.....	36,952.49

\$143,989.73

g) Centre récréatif de Montréal.....	\$ 634,833.97
h) Pont Pie IX.....	1,340,493.26

Aucune soumission n'a été demandée.

Les travaux ont fait l'objet de diverses enquêtes qui ne sont pas encore complétées.

Pont du Bout de l'Île

M. Chaloult (Lotbinière): Sous l'ancien régime de "l'Union nationale", y a-t-il eu des soumissions publiques ou privées pour la construction du pont connu sous le nom "Pont du Bout de l'Île"?

À qui le contrat a-t-il été accordé? Quel a été le coût de ce pont?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Aucune demande de soumission publique ou privée; à la Dufresne Construction Company Ltd.; \$2,815,035.66.

Projets de loi:

Électriciens et installations électriques

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 modifiant la loi concernant les électriciens et les installations électriques soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de faire disparaître une disposition devenue inutile par suite des modifications apportées par la Législature l'an dernier, à la définition des mots "édifices publics". Le projet a pour objet, notamment, de faire concorder l'année de licence des électriciens avec l'année financière de la province. Il y est dit que les licences seront émises pour l'année et doivent être renouvelées annuellement entre le 1^{er} avril et le 1^{er} mai, c'est-à-dire dans le premier mois de l'année fiscale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi apparaît inoffensive, mais elle ne l'est pas, en réalité, puisqu'il faudra payer sa licence trois mois plus tôt. C'est une façon déguisée de faire payer deux fois les contribuables. Avec l'article au sujet des licences, le projet comporte une augmentation de taxes, à mon avis, parce qu'on va obliger les électriciens à payer deux fois leurs licences pour les mois d'avril, mai et juin. Pour installer l'électricité dans un édifice, il faut

maintenant de multiples permissions d'Ottawa et de Québec. Et le gouvernement charge des frais pour les inspections.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Pas depuis l'an dernier!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les inspections d'installations électriques se font dans les maisons privées, dans les séminaires, dans les manufactures. L'obtention des permis et le paiement des inspections équivalent à des augmentations de taxes! Nous n'avons plus le droit de manger, de marcher sans payer de taxes.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): (En souriant) Heureusement qu'on a le droit de parler sans être taxé parce que ça coûterait cher au chef de l'opposition!

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 25 sans l'amender.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande que la troisième lecture soit renvoyée à la prochaine séance.

Loi des droits sur les successions

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 13 refondant la loi des droits sur les successions.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Que la loi des droits sur les successions (Statuts refondus, 1941, chapitre 80) soit remplacée par la suivante:

"Chapitre 80

**"Loi concernant les droits imposés
sur les successions et sur les
transmissions de biens de succession**

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de loi des droits sur les successions.

"Section I

"Des droits sur les biens dans la province

"2. Tout bien mobilier ou immobilier dont la propriété, l'usufruit ou la jouissance est transmis par décès, est frappé de droits, calculés sur la valeur totale des biens transmis, aux taux fixés à l'article 9.

"3. La valeur d'une partie de succession située en dehors de la province est incluse pour les fins de la fixation des taux des droits imposés en vertu de la présente section.

"4. Le mot "bien", dans le sens de la présente section, comprend tout bien meuble ou immeuble situé dans les limites de la province, et toutes dettes qui étaient dues au défunt au jour de son décès ou qui sont payables à raison de son décès et sont, ou payables dans la province, ou dues par un débiteur qui y a son domicile; le tout, soit qu'à l'époque de sa mort, la personne décédée ait ou n'ait pas son domicile dans les limites de la province, ou que la transmission ait lieu dans la province ou hors de ses limites.

"Le mot "bien" ne comprend pas, cependant, la somme d'argent due par un assureur à raison du décès d'un assuré qui n'a pas son domicile dans la province.

"5. Dans le cas où les biens transmis ne forment qu'une partie d'une succession, dont l'autre partie se trouve située en dehors de la province, les dettes et les charges existant à l'époque du décès, et dont la déduction est accordée, ne doivent être déduites de la valeur des biens dans la province que dans la proportion existant entre ces biens comparés à la valeur de la succession entière.

"Dans le cas prévu par le présent article, chaque legs payable sur la masse de la succession doit être réparti sur cette masse dans la même proportion que les dettes et charges en sont déduites.

"Section II

"Des droits sur la transmission de biens mobiliers situés en dehors de la province

"6. Toute transmission, dans cette province, résultant du décès d'une personne qui y est domiciliée, de biens mobiliers situés en dehors de la province à l'époque de ce décès, est frappée de droits calculés sur la valeur totale des biens transmis aux taux fixés à l'article 9.

"7. Toutes les dettes dues au défunt lors de son décès, ou payables à raison de son décès, et qui, lors de ce décès, étaient payables en dehors de la province, sont comprises dans les biens mobiliers taxables en vertu de la présente section.

"La valeur des biens, mobiliers et immobiliers, situés dans la province, est incluse pour les fins de la fixation des taux des droits imposés en vertu de la présente section.

"8. Dans le cas où les biens transmis ne forment qu'une partie de la succession dont l'autre partie se trouve dans la province, les dettes et les charges existant à l'époque du décès, et dont la déduction est accordée, ne doivent être déduites de la valeur des biens situés en dehors de la province que dans la proportion existant entre ces biens comparés à la valeur de la succession entière.

"Dans le cas prévu par le présent article, chaque legs payable sur la masse de la succession doit être réparti sur cette masse dans la même proportion que les dettes et charges en sont déduites.

"Section III

"Taux des droits

"9. 1. Sur les biens transmis en ligne directe, ascendante ou descendante, entre époux, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru, entre beau-père ou belle-mère et beau-fils ou belle-fille, et sur les transmissions entre les mêmes personnes, les taux des droits sont les suivants:

"Dans les successions dont la valeur totale:

"a. N'excède pas dix mille dollars, aucun droit n'est exigible;

"b. Excède dix mille dollars et n'excède pas cinquante mille dollars, un pour cent, plus $\frac{1}{25}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis;

"c. Excède cinquante mille dollars et n'excède pas cent mille dollars, un pour cent, plus $\frac{1}{20}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis;

"d. Excède cent mille dollars, cinq pour cent, plus $\frac{1}{100}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis, de façon que le taux ainsi obtenu ne dépasse pas quinze pour cent.

"Avec, en outre, dans les successions dont la valeur totale excède dix mille dollars, des droits additionnels, aux taux suivants:

"Lorsque la valeur totale des biens transmis à une même personne;

"a. N'excède pas cinquante mille dollars, un pour cent;

"b. Excède cinquante mille dollars et n'excède pas trois cent mille dollars, un pour cent, plus $\frac{1}{100}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis;

"c. Excède trois cent mille dollars, trois pour cent, plus $\frac{1}{200}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis, de façon que le taux ainsi obtenu ne dépasse pas dix pour cent.

"2. Sur les biens transmis par décès, au frère ou à la sœur, ou au descendant d'un frère ou d'une sœur de la personne décédée, ou au frère ou à la sœur, ou au fils ou à la fille d'un frère ou d'une sœur, du père ou de la mère de la personne décédée, et sur les transmissions aux mêmes personnes, les taux des droits sont les suivants:

"Dans les successions dont la valeur totale:

"a. N'excède pas mille dollars, aucun droit n'est exigible;

"b. Excède mille dollars et n'excède pas dix mille dollars, quatre pour cent;

"c. Excède dix mille dollars et n'excède pas soixante mille dollars, quatre pour cent plus $\frac{1}{10}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis;

"d. Excède soixante mille dollars, dix pour cent, plus $\frac{1}{100}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis, de façon que le taux ainsi obtenu ne dépasse pas vingt pour cent.

"Avec, en outre, dans les successions dont la valeur totale excède mille dollars, des droits additionnels aux taux suivants:

"Lorsque la valeur totale des biens transmis à une même personne:

"a. N'excède pas cent mille dollars, un pour cent, plus $\frac{1}{25}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis;

"b. Excède cent mille dollars, cinq pour cent, plus $\frac{1}{300}$ d'un pour cent par mille dollars entier

transmis, de façon que le taux ainsi obtenu n'excède pas dix pour cent.

"3. Sur les biens transmis par décès à une personne appartenant à l'un des degrés de consanguinité en ligne collatérale avec la personne décédée autre que ceux mentionnés au paragraphe immédiatement précédent, ou à toute personne étrangère, par le sang, à la personne décédée, et sur les transmissions aux mêmes personnes, les taux des droits sont les suivants:

"Dans les successions dont la valeur totale:

"a. Excède cent mille dollars, vingt pour cent, plus $\frac{1}{100}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis, de façon que le taux ainsi obtenu n'excède pas trente pour cent.

"Avec, en outre, des droits additionnels aux taux suivants:

"Lorsque la valeur totale des biens transmis à une même personne:

"a. N'excède pas cent mille dollars, deux pour cent:

"b. Excède cent mille dollars, deux pour cent, plus $\frac{1}{400}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis, de façon que le taux ainsi obtenu n'excède pas cinq pour cent.

"10. Pour les fins de la présente loi, la transmission résultant du décès à une personne adoptée par le défunt comme son enfant, en vertu des dispositions de la loi de l'adoption (chapitre 324) et de toute modification à icelle, ou en vertu de toute loi spéciale de la Législature de Québec et au conjoint de cette personne adoptée, est censée faite en ligne directe et les taux établis dans le paragraphe 1 de l'article 9, s'appliquent à cette transmission.

"Section IV

"Des exemptions

"11. Lorsque la valeur totale des biens transmis en ligne directe, ascendante ou descendante, entre époux, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru, entre beau-père ou belle-mère et beau-fils ou belle-fille, n'excède pas dix mille dollars, aucun droit n'est exigible sur ces biens ou sur leur transmission; si la valeur totale des biens ainsi transmis excède dix mille dollars, le montant des droits exigibles sur ces biens ou sur leur transmission ne doit pas dépasser le montant de l'excédent et les taux fixés doivent être réduits proportionnellement en conséquence, le cas échéant. La somme de dix mille dollars susmentionnée est augmentée de mille dollars par enfant ayant survécu à la personne décédée ou ayant laissé des descendants survivants.

"12. Lorsque la valeur totale des biens transmis à une personne étrangère, par le sang, à la personne décédée et qui a été à son emploi pendant au moins cinq ans n'excède pas mille dollars, aucun droit n'est exigible sur ces biens ou sur leur transmission.

"13. Est exempt de droits tout legs, don ou souscription pour des fins de religion, de charité ou d'éducation à une corporation ou société qui a un établissement en cette province ou à une personne qui y a son domicile, à la condition que lesdites fins soient poursuivies en cette province.

"Bénéficie de la même exemption toute somme due en vertu d'une police d'assurance régie par la Loi de l'assurance sur la vie au bénéfice de maisons d'éducation (chapitre 302) ou payable à une église, fabrique ou paroisse, une société ou compagnie de cimetière ou une corporation ou société ayant un établissement en cette province et établie pour des fins de religion, de charité ou d'éducation qui doivent y être poursuivies.

"Sont également exonérés de droits les legs, dons, souscriptions ou bénéfices d'assurance pour des fins de religion, de charité ou d'éducation poursuivies en dehors de la province, s'il est établi de façon satisfaisante que la province ou l'État où ces biens seront employés accorde la même exemption aux legs, dons, souscription ou bénéfices d'assurance provenant de ces ressortissants pour des fins analogues dans la province de Québec.

"Section V

"Détermination de la valeur

"14. "Valeur totale" signifie la valeur réelle des biens, au moment du décès, après qu'on en a déduit les dettes et charges existant alors et dont la déduction est accordée.

"15. Nulle déduction ne doit être accordée:

"a. Quant à une dette pour laquelle il existe un droit de remboursement contre une autre personne ou une autre succession, dans la mesure où ce droit peut être exercé;

"b. Quant à une dette créée par donation ou acte équivalent, dans la mesure où cette dette est sans considération pécuniaire;

"c. Quant à une dette ou toute partie de dette que, d'après sa nature ou les circonstances dans lesquelles elle a été contractée ou est réclamée, le percepteur juge frauduleuse ou excessive; mais, celui qui fait la déclaration peut appeler de la décision du percepteur à la Régie des services publics, par simple

requête adressée à son secrétaire, dans les dix jours qui suivent la décision du percepteur; et le percepteur peut, avec l'approbation du trésorier de la province, référer la question à ladite régie.

"16. Dans le cas d'effets mobiliers corporels habituellement dans le commerce, la valeur sur le marché est censée équivalente à la valeur réelle.

"17. Dans le cas de valeurs mobilières cotées publiquement, la valeur ainsi cotée sera considérée équivalente à la valeur réelle, à moins que preuve au contraire ne soit faite.

"18. Dans le cas de valeurs mobilières non cotées publiquement, mais dans le commerce libre, tels que bons, obligations ou actions, ou un intérêt dans une entreprise ou société, publique ou privée, générale ou particulière, civile, commerciale, industrielle ou financière, le cours moyen, au jour du décès, obtenu de revues, journaux et périodiques financiers ou fournis par des agents de change, courtiers, banquiers en valeur dûment autorisés, sera présumé représenter la valeur réelle; si lesdites valeurs mobilières ne sont pas dans le commerce libre, la valeur sera déterminée en tenant compte des articles 16 et 17 et d'après la position financière de la compagnie, corporation, entreprise ou société, telle que révélée par les bilans, états financiers, états de profits et pertes et compte d'opérations de ladite compagnie, corporation, société ou entreprise, et tous autres renseignements et documents que le percepteur pourra exiger des héritiers, légataires, donataires, exécuteurs testamentaires, fiduciaires ou administrateurs, ou de ladite compagnie, corporation, société ou entreprise, ou de leurs officiers. Pour les fins du présent article, le percepteur aura le pouvoir de diminuer ou rejeter toute réclamation pour salaires, gages, honoraires ou autre rémunération, faite par les membres de la famille de la personne décédée ou ses héritiers, légataires, donataires ou autres bénéficiaires, contre une compagnie, corporation, société ou entreprise dans laquelle la personne décédée était intéressée de quelque façon, dans une proportion de plus de 50 %, soit seule, soit de concert avec les membres de sa famille, ses héritiers, légataires, donataires ou autres bénéficiaires.

"Le refus de fournir les bilans, états financiers, états de profits et pertes et compte d'opérations et autres renseignements et documents prescrits au présent article rend son auteur passible de la peine édictée à l'article 56.

"19. Les rentes, viagères ou autres, et dotations sont capitalisées et estimées au montant requis, à la date du décès, par une compagnie

d'assurance sur la vie, pour assurer une rente ou dotation de pareille somme.

"20. Pour toutes les créances actives et droits non visés par les articles précédents de la présente section, soit qu'il en existe quelque acte ou non, la valeur réelle est la valeur du capital et des intérêts dus au jour du décès.

"Section VI

"Dispositions assimilées à une transmission par décès

"21. Pour les fins de la présente loi, la propriété, l'usufruit ou la jouissance d'un bien est censé transmis par décès, lorsque la personne décédée en a disposé en vertu d'un droit général de disposer ou d'une faculté d'élire qui lui avait été conférée.

"22. Pour les fins de la présente loi, la propriété, l'usufruit ou la jouissance d'un bien est censé transmis par décès, lorsqu'il y a eu disposition d'icelui à titre gratuit d'une manière quelconque et que la disposition a pris effet moins de cinq années avant le décès de la personne qui l'a consentie, sauf lorsqu'il s'agit d'une donation entre vifs, en faveur du même donataire, d'un ou de plusieurs biens mobiliers ou immobiliers n'excédant pas, en tout, mille dollars, ou d'une donation entre vifs par un cultivateur ou un autre cultivateur ou au conjoint de ce dernier de biens agricoles en cette province, dont la valeur n'excède pas dix mille dollars; si cette valeur excède dix mille dollars, cet excédent seul est censé transmis par décès.

"La validité d'une donation tombant sous le coup du présent article et des transports ou transmissions subséquents des biens donnés, n'est pas affectée par le non-paiement des droits prescrits par la présente loi.

"23. Pour les fins de la présente loi, la propriété, l'usufruit ou la jouissance de la valeur capitalisée de toutes rentes, viagères ou autres, et dotations, constituées, achetées ou payées par la personne décédée, moins de cinq années avant son décès, est censé transmis par décès, si lesdites rentes ou dotations ont été stipulées payables à un tiers seul ou conjointement avec la personne décédée, ou à la personne décédée avec droit de réversion sur la tête d'un tiers.

"Le présent article ne s'applique pas lorsque le montant versé ou payé par la personne décédée, pendant la période susvisée, pour la constitution ou l'achat desdites rentes ou dotations, ne dépasse pas, en tout, mille dollars.

"Lorsque la personne décédée a constitué ou acheté les rentes et dotations susvisées de concert avec une autre personne, la valeur censée transmise par décès est la proportion constituée, achetée ou payée par la personne décédée par rapport au tout.

"24. 1. Pour les fins de la présente loi, la propriété, l'usufruit ou la jouissance d'un bien est censé transmis par décès lorsque la disposition a pris effet plus que cinq années avant le décès du disposant et lorsque ce dernier s'est réservé en tout ou en partie le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance de ce bien ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque comprise dans les cinq ans précédant son décès.

"2. Le présent article s'applique aussi lorsque le disposant s'est réservé en tout ou en partie le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance de ce bien ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque comprise dans les cinq ans précédant son décès, dans chacun des cas suivants:

"a. Lorsque la réserve est faite sous forme de charge en faveur du disposant, soit seul, soit conjointement avec une autre personne;

"b. Lorsque la réserve est faite ou le contrôle s'exerce au moyen du dépôt de titres, de valeurs mobilières, de sommes d'argent ou d'objets de valeur dans un réceptacle de sûreté ou entre les mains d'un intermédiaire;

"c. Lorsque le contrôle s'exerce ou l'administration a lieu par l'entremise d'un fiduciaire ou d'une personne interposée;

"d. Lorsque la disposition a la forme d'un titre onéreux, mais comporte une libéralité faite à raison du décès du disposant, pourvu que, dans ce cas, la valeur de cette libéralité soit seule sujette à l'imposition des droits;

"e. Lorsque la disposition ne comporte aucune réserve, mais qu'il ressort d'une convention séparée, écrite ou verbale, ou des circonstances, que les personnes avantagées, ou d'autres pour elles, se sont engagées à payer au disposant une rente, viagère ou autre, ou à lui remettre les revenus des biens faisant l'objet de la disposition ou à lui payer une compensation quelconque pour tenir lieu des revenus desdits biens, ou lorsque les personnes ainsi avantagées ont laissé, de quelque façon que ce soit, au disposant la jouissance, l'administration ou le contrôle des biens susvisés.

"3. Le présent article ne s'applique pas à une donation entre vifs dans laquelle le donateur se réserve, en tout ou en partie, le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance du bien

donné ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque comprise dans les cinq ans précédant son décès:

"a. Lorsque cette donation entre vifs est faite en faveur du même donataire d'un ou de plusieurs biens mobiliers ou immobiliers n'excédant pas en tout mille dollars; ou

"b. Lorsque cette donation entre vifs est faite par un cultivateur ou un autre cultivateur ou au conjoint de ce dernier de biens agricoles en cette province, dont la valeur n'excède pas dix mille dollars; si cette valeur excède dix mille dollars, cet excédent seul est censé transmis par décès.

"4. La validité d'une disposition tombant sous le coup du présent article et des transports ou transmissions subséquents du bien qui en fait l'objet, n'est pas affectée par le non-paiement des droits prescrits par la présente loi.

"25. Pour les fins de la présente loi, la disposition qui consiste à laisser à un ou des survivants de plusieurs propriétaires conjoints un bien, possédé en commun ou conjointement, avant le décès, est assimilée à une donation à cause de mort, et la part du prédécédé est censée transmise par son décès.

"26. Pour les fins de la présente loi, fait partie de la succession de la personne décédée et est censé transmis par son décès tout bien qui ne se trouvait pas dans la succession au jour du décès, mais qui y entre par un transport subséquent consenti par son propriétaire ou donataire, légataire, exécuteur ou fiduciaire de la personne décédée, pour qu'il en soit disposé suivant la volonté de cette dernière, si ledit transport a été fait à titre gratuit ou en considération d'avantages accordés par la personne décédée.

"27. 1. Nonobstant toute disposition de la présente ou de toute autre loi, sont réputés des biens dont la propriété, l'usufruit ou la jouissance est transmis par le décès de la personne à raison du décès de laquelle elles deviennent payables:

"a. Les sommes dues en vertu de polices d'assurances sur la vie effectuées ou appliquées d'après les dispositions de l'article 3 de la loi de l'assurance des maris et des parents (chapitre 301); et

"b. Toutes autres sommes d'argent dues par un assureur, à raison du décès d'une personne dont il a assuré la vie.

"2. Les dettes et charges existant au moment du décès ne sont déduites des polices susdites que de la manière suivante:

"a. quant aux sommes visées par le paragraphe a ci-dessus, sur production d'une preuve

satisfaisante que le bénéficiaire les a effectivement payées et jusqu'à concurrence de tel paiement seulement;

"b. quant aux sommes visées par le paragraphe b ci-dessus, sur production d'une preuve satisfaisante que l'acceptation du bénéfice de l'assurance comporte l'obligation d'acquitter ces dettes et charges et jusqu'à concurrence de telle obligation seulement.

"3. Le bénéficiaire ou cessionnaire de polices d'assurance susvisées qui justifie avoir payé de ses deniers des primes dont il n'a pas été remboursé peut en réclamer la déduction avec intérêt à trois pour cent l'an.

"4. Le bénéficiaire ou cessionnaire de telles polices peut également réclamer la déduction du montant de toute dette en satisfaction de laquelle le produit de l'assurance est applicable.

"5. Dans le cas de polices d'assurance prises à son profit par un tiers sur la tête de la personne décédée, les sommes dues en vertu de telles polices ne font pas partie de la valeur totale de la succession, mais les droits sont imposés aux taux prévus à l'article 9, comme si, pour chaque tel tiers, le montant à lui dû était la valeur totale de la succession en ce qui le concerne.

"Section VII

"Des renonciations

"28. En cas de renonciation à une part de succession, une institution contractuelle ou une disposition testamentaire, les droits dus sur les biens ainsi répudiés, ou sur leur transmission, par celui qui en profite, ne peuvent être inférieurs à ceux que le renonçant aurait dû acquitter.

"La renonciation faite par un successible du chef de son auteur à une succession ouverte au profit de ce dernier ne peut porter préjudice à la couronne.

"29. Dans le cas de renonciation à la communauté par les héritiers de la femme, les droits dus par l'époux ne peuvent être inférieurs à ceux que lesdits héritiers auraient dû acquitter.

"Section VIII

"Incidence des droits

"30. Toute personne à qui des biens sont transmis ou censés transmis par décès, comme héritier, légataire universel, légataire à titre universel ou particulier, donataire ou bénéficiaire, est

personnellement responsable des droits dus sur les biens à elle transmis ou sur leur transmission, et de rien de plus.

"31. Dans le cas d'usufruit, d'usage, de substitution, de constitution de rente ou d'attribution des revenus d'un capital ou d'une fiducie, le montant des droits payables est calculé comme si l'usufruitier, l'usager, le grevé, le crédit-rentier ou le bénéficiaire des revenus recevait comme propriétaire absolu les biens grevés de l'usufruit, de l'usage, de la substitution, de l'attribution de revenus ou de la fiducie et, dans le cas de constitution de rente, le capital estimé de la rente.

"Toute personne visée au présent article doit, sous peine de l'amende prévue à l'article 55, voir à ce que lesdits biens soient appliqués à cette fin et, s'il est nécessaire, elle peut, avec l'autorisation d'un juge de la Cour supérieure et aux conditions que le juge fixe, aliéner ou engager les biens faisant l'objet de son droit pour faire ce paiement.

"32. Aucun exécuteur, fiduciaire ou administrateur n'est personnellement responsable des droits imposés par la présente loi. Cependant, l'exécuteur, le fiduciaire ou l'administrateur peut être appelé à payer ces droits à même les biens ou les deniers qu'il a en sa possession appartenant ou revenant aux bénéficiaires, et, à défaut par lui de ce faire, il peut être poursuivi pour le montant de ces droits, mais seulement *ès qualité*, et tout jugement rendu contre lui en cette qualité, ne doit être exécuté que sur ces biens ou ces deniers.

"Section IX

"Des pièces à produire

"33. Tout héritier, légataire universel, légataire à titre universel ou particulier, donataire, bénéficiaire d'une disposition assimilée à une transmission par décès, exécuteur, fiduciaire ou administrateur, doit, dans les trente jours qui suivent le décès du testateur ou du *de cuius*, transmettre au percepteur compétent une copie authentique des actes suivants, s'il en est, faits par la personne décédée, savoir: son testament, tout codicille, son contrat de mariage et toute disposition assimilée à une transmission par décès.

"34. 1. Tout héritier, légataire universel, légataire à titre universel ou particulier, donataire, bénéficiaire d'une disposition assimilée à une transmission par décès, exécuteur, fiduciaire ou administrateur, doit, dans les trois mois qui suivent le décès du testateur ou du *de cuius*, transmettre à ce percepteur une déclaration sous serment indiquant:

"a. Les nom, prénom, résidence, adresse et occupation du déclarant et sa parenté avec le défunt, s'ils sont parents;

"b. Le nom et le prénom du testateur ou *de cujus*, et le domicile du testateur ou *de cujus*, à la date de son décès;

"c. La description, la situation et la valeur réelle de tous les biens transmis par le défunt;

"d. Un état détaillé des dettes et charges de la succession, faisant connaître leur nature, les noms, prénoms, résidences et occupations de tous les créanciers;

"e. Les noms, prénoms, résidences, occupations et la parenté avec le défunt (s'il y en a une) de tous les autres bénéficiaires et de chacun d'eux, et le domicile, dans cette province, élu pour tous les bénéficiaires et pour l'exécuteur, le fiduciaire ou l'administrateur, où peut être transmis l'état préparé suivant l'article 38 et concernant chacun d'eux et où peuvent être faits ou signifiés tous avis, demandes ou actions concernant les droits de succession dus par chacun d'eux;

"f. La nature et la valeur de la part du déclarant dans la succession, déduction faite des dettes et charges par lui payables ou grevant les biens qui composent cette part et, d'après la connaissance qu'il en a, la nature et la valeur des parts de chacun des autres bénéficiaires, après semblable déduction pour chacun d'eux.

"2. Quand des biens entrent dans la succession de la manière prévue à l'article 26 ou sont découverts après la transmission de la déclaration requise par le présent article, les personnes visées au paragraphe 1 doivent, dans les trente jours, transmettre au percepteur compétent une déclaration complémentaire sous serment faisant connaître le transport ou la découverte desdits biens.

"3. Une déclaration dûment faite par l'une des personnes mentionnées dans le présent article, si elle contient tous les renseignements nécessaires pour établir le montant de tous les droits payables au sujet de ce décès, libère toutes les autres de l'obligation de faire cette déclaration.

"35. Dans le cas où il est produit par un des bénéficiaires, dans les trois mois, une déclaration intérimaire, sous serment, attestant qu'il est impossible de remettre, dans ce délai, la déclaration mentionnée dans l'article précédent, le percepteur peut prolonger le délai de soixante jours, et un autre délai, de pas plus de six mois, peut être accordé par le trésorier de la province.

"36. Toute corporation, compagnie ou raison sociale, ayant son bureau principal ou sa principale place d'affaires dans la province et dans laquelle une

personne morte en dehors de la province possédait des intérêts, actions, obligations ou autres valeurs, doit, dans les trente jours de la date où elle prend connaissance du décès, à moins que le trésorier de la province ne juge à propos de prolonger le délai pour cause raisonnable démontrée, adresser au percepteur des droits sur les successions pour la province un avis du décès, en indiquant la date ainsi que le nom au long, la qualité et le domicile du défunt et le montant de ces intérêts, actions, obligations ou autres valeurs; et, à défaut de ce faire, elle est passible d'une amende n'excédant pas cinquante dollars.

"37. Dans le cas où la personne décédée était lors de son décès domiciliée dans le district de revenu de Montréal, le percepteur compétent est le percepteur du revenu de la province pour le district de revenu de Montréal.

"Dans tous les autres cas, le percepteur compétent est le percepteur des droits sur les successions pour la province, à Québec.

"Section X

"Perception des droits

"38. Sur réception d'une déclaration ou des déclarations mentionnées dans l'article 34 et des autres pièces requises, le percepteur doit préparer un état des droits qui doivent être payés par chacun des bénéficiaires mentionnés dans cette déclaration et par l'exécuteur, le fiduciaire ou l'administrateur, s'il y en a un, en sa qualité de représentant.

"39. Le percepteur doit adresser à chaque bénéficiaire, exécuteur, fiduciaire ou administrateur l'état qui le concerne, par lettre recommandée envoyée à son adresse ou au domicile, dans cette province, élu pour tous les bénéficiaires et pour l'exécuteur, le fiduciaire ou l'administrateur et lui donner avis de lui payer les droits qui y sont mentionnés, dans les trente jours de l'envoi de l'avis, et, au cas où la déclaration ne donne pas toutes les adresses requises, ou, au cas où elle n'établit pas de domicile commun, le percepteur peut envoyer cet état et cet avis à l'une des adresses données dans la déclaration, et, au cas où aucune adresse n'est donnée, il peut les adresser au notaire de la Cour supérieure du district qu'il appartient; et, si le montant ne lui est pas payé au jour fixé, le procureur général peut, sujet aux dispositions des articles 30 à 32, en poursuivre le recouvrement devant toute cour de juridiction compétente.

"40. L'intérêt légal est dû sur tous les montants payables à la couronne en vertu de la présente loi six mois après la date du décès.

"Dans le cas du décès d'une personne en service actif dans les forces armées de Sa Majesté ou dans la marine marchande du Canada, ledit délai de six mois ne commence à courir que de la date du rapport officiel que cette personne est décédée ou présumée décédée.

"41. Lorsqu'une succession comprend des bons, obligations, rentes inscrites ou autres valeurs de la province de Québec, affranchis des droits imposés par la présente loi, le trésorier de la province peut exiger de toute personne qui les a reçus ou y a droit qu'elle acquitte les droits ou sa part de droits, selon le cas, exigibles en vertu de la présente loi, pour le tout ou pour partie seulement, par la délivrance de tels bons, obligations, rentes inscrites ou autres valeurs.

"Les valeurs ainsi données en paiement des droits sont comptées à leurs cours moyens au jour du décès.

"Aucune exemption des droits prévus par la présente loi n'est accordée à raison des valeurs visées par le présent article, lorsqu'elles ont été acquises par les successions du *de cuius* ou de son conjoint commun en biens après leur décès ou pendant leur maladie réputée mortelle.

"42. Toute somme due à la couronne, en vertu de la présente loi, est une dette privilégiée, prenant rang immédiatement après les frais de justice.

"43. Tout droit au remboursement des droits de succession payés à la province et toute action en répétition de ces droits sont et ont toujours été prescrits par un an à compter de la date du paiement de ces droits.

"Section XI

"Mesures de contrôle

"44. Subordonné aux dispositions des articles 30 à 32, nulle transmission de biens appartenant, lors de son décès, à une personne décédée, ne peut se faire, et un transport de ces biens n'est valide ou ne constitue un titre à ou pour ces biens, tant que les droits exigibles en vertu de la présente loi n'ont pas été complètement payés et qu'un certificat, contenant une description des biens et attestant que ces droits ont été payés, ou qu'il n'y en a pas d'exigibles, n'a pas été délivré par le percepteur compétent, ou par un officier du revenu spécialement nommé à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"45. Tant que les droits n'ont pas été payés, et que le certificat mentionné dans l'article précédent n'a pas été délivré:

"a. Aucun exécuteur, fiduciaire, administrateur, curateur, héritier, légataire ou donataire ne peut consentir au transport ni au paiement d'un legs ou d'une part héréditaire;

"b. Aucune personne ou corporation, aucun agent de transferts pour une corporation, ne peut accepter ou insérer dans ses livres aucun transfert ni aucune transmission d'actions ou enregistrement d'obligations ou autres valeurs;

"c. Aucun dépositaire ne peut remettre de l'argent déposé au nom d'une personne, ou en compte commun, ni le transporter au nom d'une autre personne; mais, néanmoins, le trésorier de la province, ou le contrôleur du revenu de la province, ou le percepteur compétent peut, jusqu'à concurrence de mille dollars, et aux termes et conditions jugés convenables, permettre cette remise ou ce transfert avant le paiement des droits et la délivrance du certificat;

"d. Aucune association, banque, compagnie, raison sociale ou société ayant dans la province de Québec son siège social, une succursale ou un siège quelconque d'opérations, aucune personne, aucun banquier, courtier, agent de change, agent d'affaires, fiduciaire, officier public ou ministériel, qui sont détenteurs, dépositaires ou débiteurs, de quelque chef que ce soit, de titres, sommes, valeurs, documents ou objets quelconques revenant à un héritier, légataire, exécuteur testamentaire, fiduciaire, administrateur ou autre ayant droit d'une personne décédée ou de son conjoint, ne peuvent en effectuer la restitution ou la remise, le paiement, l'échange ou le transfert;

"e. Nul régistreur ne peut inscrire dans ses livres la transmission ou le transport d'aucun immeuble appartenant, lors de son décès, à une personne décédée, ni d'aucune dette grevant un immeuble en faveur de ce défunt, par privilège ou hypothèque, ni la quittance d'aucune telle dette, et le certificat du percepteur doit, avant que l'inscription ou mention ne soit faite, être déposé au bureau du régistreur pour y être conservé et noté à l'index aux immeubles;

"f. Aucun assureur ne peut effectuer un paiement valide du montant dû à raison d'un décès; cependant, s'il a un bureau d'affaires en cette province, il peut, sans attendre le paiement des droits et l'émission du certificat prescrit à l'article précédent, payer au conjoint, fils ou fille, père ou mère, gendre ou bru, beau-fils ou belle-fille de la personne décédée, domiciliés dans cette province, une somme n'excédant pas mille cinq cents dollars, mais la somme ainsi payée reste soumise à l'application de toutes les autres dispositions de la présente loi.

"46. Tout assureur qui se prévaut des dispositions du paragraphe *f* de l'article précédent doit transmettre en double au percepteur compétent, dans les dix premiers jours de chaque mois, un état détaillé et dûment certifié des paiements ainsi effectués au cours du mois précédent.

"Ce rapport doit indiquer:

"a. les nom, prénoms, derniers domicile et adresse de la personne décédée et la date du décès;

"b. le numéro de chaque police ou certificat qu'il a émis sur la vie de la personne décédée et le montant payable en vertu d'icelui;

"c. la date et le montant du paiement effectué;

"d. les nom, prénoms, âge et adresse de chaque personne à qui un paiement a été effectué et sa parenté avec la personne décédée.

"47. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en aucun temps, révoquer, pour le tout ou pour partie, la faculté accordée par le paragraphe *f* de l'article 45. Tout arrêté ministériel à cet effet entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

"48. Aucun coffre-fort, compartiment de coffre-fort, de voûte ou coffret de sûreté tenu en location chez une personne ou dans une association, banque, compagnie, raison sociale ou société se livrant habituellement à la location de coffres-forts ou coffrets de sûreté ne peut être ouvert ou déplacé par qui que ce soit, après le décès d'un locataire ou de son conjoint, à moins qu'un procès-verbal en triplicata constatant l'ouverture desdits coffres-forts, compartiments de coffres-forts ou coffrets de sûreté et contenant l'énumération complète et détaillée de tous les titres, documents, sommes ou objets quelconques qui y sont contenus, ne soit dressé par l'exécuteur testamentaire, l'administrateur ou autre représentant des héritiers, et qu'un exemplaire, certifié exact, signé par l'un des représentants susnommés de la succession intéressée et contresigné par le locateur dudit coffre-fort, compartiment de coffre-fort ou coffret de sûreté, ne soit transmis au percepteur compétent.

"Jusqu'à ce qu'elles aient reçu l'autorisation écrite du percepteur ou le certificat visé à l'article 44, ces personnes ne doivent pas permettre au conjoint, à l'héritier, au légataire, à l'administrateur, à l'exécuteur ou au fiduciaire de la personne décédée ou de son conjoint, ou à leurs représentants, de prendre possession de l'argent ou des valeurs contenus dans tel coffre-fort, coffret de sûreté, compartiment de coffre-fort ou de voûte.

"49. Le procès-verbal visé à l'article précédent peut être remplacé par un inventaire,

préparé conformément aux articles 1388 et suivants du Code de procédure civile, des titres, documents, sommes, valeurs ou objets quelconques se trouvant dans lesdits coffres-forts, compartiments de coffres-forts ou coffrets de sûreté. Le notaire instrumentant doit immédiatement transmettre au percepteur compétent une copie authentique dudit inventaire.

"50. Toute donation fiduciaire doit être dénoncée par le fiduciaire dans les soixante jours de celui où il apprend le décès du constituant. Cette dénonciation est faite par un avis au percepteur compétent en la forme établie par le percepteur des droits sur les successions, à Québec. Si la donation fiduciaire n'est pas faite par acte notarié, la dénonciation doit être faite par la production d'une copie certifiée de l'acte de fiducie.

"51. Quand le trésorier de la province le juge nécessaire, il lui est loisible de nommer un ou plusieurs commissaires dans le but de faire une enquête au sujet de quelque bien provenant d'une succession ou d'une disposition assimilée à une transmission par décès, soit que ce bien ait été omis irrégulièrement de la déclaration, soit que la déclaration n'en donne pas la valeur ou que la valeur donnée n'est pas la valeur réelle, soit au sujet de toutes autres matières relevant de l'administration de la présente loi.

"Le ou les commissaires, nommés en vertu du présent article, sont tenus de faire rapport au trésorier de la province du résultat de leur enquête, et ils ont les pouvoirs mentionnés dans les articles 3, 6, 7, 9, 10, 11 et 14 de la loi des commissions d'enquête (chapitre 9) et sont soumis aux devoirs imposés par ces articles.

"52. Les dispositions des articles 44 et 45 ne s'appliquent pas dans le cas d'une personne décédée avant le 9 février 1918, et les transmissions et transports de biens d'une telle personne ne sont pas invalidés par le non-paiement des droits et le défaut d'obtention et d'enregistrement du certificat visé à l'article 44.

"53. Dans le cas d'une personne décédée après le 8 février 1918, les transmissions et transports de biens sont validés par le paiement subséquent des droits exigibles, s'il en est, et par l'obtention subséquente du certificat visé à l'article 44 et son enregistrement lorsqu'il y a lieu.

"54. Le possesseur d'une propriété immobilière qui a fait partie d'une succession, et qui a été l'objet d'un acte de transport, fait et passé depuis le 8 février 1918, bien que les droits imposés en vertu de la loi relative aux droits sur les successions, s'il y en avait d'exigibles, n'aient pas

été payés, peut, s'il est établi, à la satisfaction du percepteur compétent, que son titre à cet immeuble serait autrement valide et qu'il ne peut obtenir de l'une des personnes mentionnées à l'article 34 la déclaration y requise, faire lui-même une semblable déclaration. Le percepteur, sur réception de cette déclaration du possesseur, détermine le montant des droits exigibles, s'il y en a, et émet le certificat visé à l'article 44 sur paiement des droits et intérêts exigibles, s'il y a lieu.

"Section XII

"Pénalités

"55. Dans le cas où une déclaration requise par l'article 34, n'est pas faite dans les délais prescrits, ou dans tout délai supplémentaire qui a pu être accordé, ou dans le cas où elle contient une déclaration fausse ou inexacte relative à la valeur ou à toute autre matière, tout héritier, légataire, donataire ou bénéficiaire comme susdit, ainsi en défaut ou en contravention, est passible d'une amende équivalant au double du montant des droits qu'il aurait eu à payer s'il eût fait dans ce délai une déclaration exacte, et tout exécuteur, fiduciaire ou administrateur, ainsi en défaut ou en contravention, encourt une amende d'au plus mille dollars; et, à défaut de paiement de cette amende, dans l'un ou l'autre cas, le contrevenant est passible d'un emprisonnement pendant un mois au plus, et le montant de l'amende peut être prélevé sur ses biens personnels.

"56. Toute personne qui enfreint une disposition des articles 44 à 50 est passible pour chaque infraction d'une amende d'au plus deux mille dollars, et, à défaut du paiement de cet amende, le contrevenant - et si ce dernier est une corporation, son président ou son gérant - est passible d'un emprisonnement n'excédant pas un mois, et le montant de l'amende et des frais peut être prélevé sur ses biens personnels.

"57. Le percepteur des droits sur les successions ou le percepteur du revenu de la province pour le district du revenu de Montréal, selon le cas, ne peut donner aucun renseignement ni fournir aucun document, obtenu relativement à l'administration de la présente loi, si ce n'est pour les fins de l'administration du gouvernement ou sur ordonnance du tribunal rendue après avis donné à ce percepteur.

"Le présent article s'applique aussi à tout autre officier du revenu.

"Ces fonctionnaires pourront néanmoins, sans une ordonnance, dire si un testament ou une déclaration a été ou non reçu à leur bureau, ou si un bien est ou n'est pas compris dans une déclaration.

"Ces fonctionnaires pourront, en outre, sans ordonnance, donner des renseignements et fournir des documents à tout fonctionnaire chargé de la perception de droits sur les successions pour le gouvernement du Dominion, d'une province canadienne ou d'un État étranger, si ce gouvernement accorde les mêmes facilités aux fonctionnaires de cette province.

"Toute personne qui contrevient à une disposition du présent article est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus deux cents dollars.

"Section XIII

"Règlements

"58. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire amender, remplacer et abroger tous règlements et toutes formules qu'il croit nécessaires à la mise à exécution des dispositions de la présente loi, lesquels entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

"59. 1. Quand il est démontré, à la satisfaction du trésorier de la province, que, dans le Royaume-Uni ou quelque partie des possessions britanniques, autre que la province de Québec, ou dans quelque pays étranger, des droits successoraux quelconques sont payés à raison de biens qui sont aussi sujets à des droits successoraux en vertu des lois de cette province, il lui est alors loisible d'accorder, pour les droits ainsi payés, une diminution sur les droits payables en cette province concernant les mêmes biens.

"Toutefois, cette diminution ne peut être accordée que si le lieutenant-gouverneur en conseil a rendu applicables au Royaume-Uni ou à cette possession britannique ou à ce pays étranger les dispositions du présent article, après entente préalable afin d'obtenir un traitement semblable du Royaume-Uni ou de telle possession britannique ou pays étranger applicable à la province de Québec.

"Il est également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de modifier ou d'abroger tout arrêté en conseil adopté en vertu du présent article.

"2. Aux fins de la mise à effet des dispositions du présent article, le lieutenant-gouverneur en conseil peut édicter que la loi qui régit, en cette province, le *situs* des biens, est celle en vigueur dans le pays que l'arrêté ministériel indique.

"Section XIV

"Exécution de la loi

"60. Sauf les dispositions spéciales à ce contraires, le trésorier de la province est chargé de l'exécution de la présente loi.

"Section XV

"Application de la loi

"61. 1. À l'exception des articles 52 et 54, les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas dans le cas d'une succession ouverte avant le premier avril 1943, et les dispositions des lois qu'elle remplace reçoivent leur application comme si la présente loi n'avait jamais été adoptée.

"2. L'article 21 ne s'applique pas lorsque le droit général de disposer ou la faculté d'élire a été conféré par une donation faite avant le 24 mars 1943 ou par le testament d'une personne décédée avant la même date.

"3. L'article 23 de la présente loi ne s'applique pas aux rentes ou dotations constituées avant le 24 mars 1943.

"4. L'article 24 de la présente loi ne s'applique pas aux donations entre vifs faites avant le 2 mars 1928."

2. Que la présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction mais avec effet à compter du premier avril 1943.

Le comité étudie l'article 1 de la première résolution, qui se lit comme suit:

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de loi des droits sur les successions."

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il s'agit de la loi refondant la loi des droits sur les successions de la province, dont le but principal est de réduire les droits sur les petites successions et d'aider les familles nombreuses.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est encore là une loi de déguisement. Le gouvernement prend certains contribuables à la gorge en ce qui concerne les droits sur les successions. Au fonds, la loi a pour but d'augmenter les taxes.

Le trésorier s'est vanté de présenter une loi qui viendra en aide, particulièrement, à nos combattants partis pour outre-mer. Il existe un cas

pitoyable pour la façon dont le gouvernement a procédé pour une petite succession. Il existe un soldat, le soldat Champoux, enrôlé volontairement et parti en 1940 pour outre-mer, en Angleterre. Récemment, une succession d'une modique somme, environ \$1,500 ou \$2,000, lui échéait. Les droits se montaient à \$31. Comme le soldat Champoux était absent et qu'il ne pouvait surveiller ses intérêts, le gouvernement en a profité pour faire saisir la propriété, une maison, à son insu, pour le paiement de \$31! L'homme n'a pas pu se défendre. Le fait est d'autant plus odieux, qu'il s'agissait d'un immeuble qui offrait toutes les garanties de paiement.

Est-ce cela, la générosité du gouvernement provincial pour les "volontaires"? Voilà le régime qui se vante de les protéger! Toute la considération qu'il a pour eux se résume à celle de M. Philippe Brais qui, dans un récent discours, parlait des "zéros" de Dieppe. Et dire que ce M. Brais est à la tête du Bureau de l'information à Ottawa...

Le gouvernement provincial a permis à Ottawa d'empiéter sur les droits des provinces en matière d'impôts sur les successions. Depuis la Confédération, jamais un gouvernement fédéral n'avait osé entrer dans ce domaine. Il est clair que l'impôt sur les successions est une taxe directe et qu'il appartient exclusivement aux provinces. De 1937 à 1939, le gouvernement fédéral a essayé d'envahir ce domaine. Mais parce qu'il y avait à Québec un gouvernement qui se tenait debout, il n'a pas osé. Ontario a aussi résisté. Le gouvernement actuel n'a pas su résister. Il a cédé au pouvoir central nos droits de taxation sur les compagnies et le droit de taxation sur les successions pour obtenir un dédommagement partiel.

Le résultat, c'est que nous sommes aujourd'hui le peuple le plus taxé du monde et que les taxes imposées par Ottawa paralysent et paralyseront les affaires et l'industrie. Le fédéral a réussi à s'emparer de nos droits de taxation et à nous enlever cette arme qui nous permettait de faire payer les trusts, les riches, tous ceux qui ont le moyen de payer. Il y a des richards qui, par un truc, échappent aux droits de successions sur leur fortune. Tout cela parce que nous avons un gouvernement de marionnettes et de Charlie McCarthy qui dansent sur les droits de la province au lieu d'avoir des hommes qui savent se tenir debout.

La loi fédérale a pris effet en 1941. On nous dit que ce que Québec a consenti au pouvoir central, c'est à cause de la guerre. Mais c'est faux, puisqu'Ottawa y a songé en 1937 et 1938. Après la défaite d'Hitler et de ses imitateurs, où sera la

province de Québec avec ses familles nombreuses? Il est criminel de rendre la victoire des Alliés désastreuse pour une partie des Alliés et de compromettre le règlement des effarants problèmes d'après-guerre. En cédant au gouvernement d'Ottawa ses droits de taxation, le gouvernement de Québec met la province dans une situation dangereuse pour l'après-guerre.

Revendiquer les droits de la province ne veut pas dire être injuste pour les autres. Au contraire, ça veut dire rendre justice à tout le monde, à la minorité comme à la majorité. Le peuple du Québec en a assez de ces bassesses. Aux prochaines élections, il signifiera au gouvernement actuel sa détermination d'en finir avec ces abandons et ces lâchetés. L'an prochain, l'Union nationale sera au pouvoir!

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le chef de l'opposition a trouvé moyen de parler de nos relations avec Ottawa sur un bill qui ne fait, en somme, que réduire les droits sur les petites successions.

Je vais examiner le cas du soldat Champoux. Il demande, dit-il, au chef de l'opposition, des détails précis à ce sujet. Je ferai faire une enquête afin de savoir si ce soldat canadien-français a reçu toute la considération qu'il méritait. S'il y a eu la moindre injustice, elle sera redressée sans retard.

M. Duplessis (Trois-Rivières) lui donne le numéro de dossier du cas, et la date.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le chef de l'opposition a tort de dire que nous avons cédé des droits à Ottawa. La province de Québec n'a rien cédé à Ottawa en matière de taxation et de droits sur les successions. Ces droits ne sont pas du tout en jeu, en ce moment, dans l'entente faite avec Ottawa. Nous avons gardé notre loi des droits sur les successions. Ottawa a fait sa propre loi mais, dans notre convention de 1942 avec le gouvernement fédéral, nous n'avons pas inclus les successions.

Mais il serait peut-être de bonne politique de n'avoir qu'un système de perception, ce qui économiserait beaucoup d'argent. Donc, pour ne pas multiplier les frais de perception, les deux gouvernements ont convenu que la perception serait faite par Ottawa, la part du Québec lui étant ensuite remise suivant le pourcentage auquel elle a droit.

Quant à la loi elle-même, elle touche précisément à un des points soulevés par le chef de l'opposition. Elle exempte de droits les petites successions et les droits sont réduits au bénéfice des

familles nombreuses. Il n'y a aucun droit à payer quand les biens en ligne directe ou entre époux n'excèdent pas \$10,000, plus une exemption de \$1,000 par enfant survivant ou laissant postérité. Quand il n'y a pas de conjoint, le montant des biens exemptés est limité à \$1,000 par enfant. De plus, le montant exempté à raison des enfants est actuellement limité à \$5,000 dollars, restriction que le texte nouveau fait disparaître. La conséquence est la suivante: la succession d'un père de famille qui laisse \$20,000 et dix enfants ne paie aucun droit. En vertu de la loi actuelle, cette exemption n'est accordée que si les biens sont transmis au conjoint ou aux enfants du défunt et seulement lorsqu'il y a un conjoint survivant.

À l'heure actuelle, il n'y a aucune exemption quand les biens sont transmis en ligne directe, ascendante. De plus, si la valeur totale des biens transmis excède le montant pour lequel l'exemption est accordée, toute exemption disparaît même si l'excédent est moins considérable que le montant des droits. Le texte nouveau stipule qu'en ce cas, le montant des droits ne doit pas être plus élevé que le montant de l'excédent.

Le texte nouveau supprime aussi tous droits en ligne collatérale quand la valeur totale de la succession n'excède pas \$1,000. En ligne collatérale, l'exemption de \$1,000 n'est actuellement accordée que si la succession échoit à un frère ou à une sœur du défunt qui dépend de ce dernier pour sa subsistance.

Pour faciliter le prompt règlement des indemnités d'assurance, la nouvelle loi permet à la compagnie d'assurance de payer au conjoint, aux enfants ou aux ascendants de la personne décédée, sans attendre le certificat du percepteur, un montant n'excédant pas \$1,500. La nouvelle rédaction du second alinéa de l'article 4 déclare expressément que nulle police d'assurance payable à raison du décès d'un assuré qui n'a pas son domicile dans la province n'y est taxable.

L'article 40 de la loi nouvelle porte le délai accordé pour le paiement des droits de quatre à six mois et stipule que, dans le cas d'une personne en service actif dans les forces armées ou dans la marine marchande, le délai ne court que de la date du rapport officiel attestant le décès.

Avant le 9 février 1918, la loi des droits sur les successions n'imposait pas l'obligation de produire au bureau d'enregistrement le certificat du percepteur des droits sur les successions avant de procéder à l'enregistrement de la transmission ou du transport des biens d'une personne décédée;

cependant, le défaut d'obtention du certificat entraînait nullité. L'article 32 de la nouvelle loi fait disparaître cette nullité et valide les transactions passées même lorsque les droits n'ont pas été payés. Pour ce qui est des personnes décédées après le 8 février 1918, l'article 53 décrète expressément que les actes déjà consentis sont valides par le paiement subséquent des droits exigibles, s'il y en a, et par l'obtention subséquente du certificat et son enregistrement, lorsqu'il y a lieu.

Enfin, la nouvelle rédaction comporte certaines modifications destinées à empêcher qu'on élude le paiement des droits par divers expédients.

Nos officiers estiment que les réductions accordées représentent pour le Trésor provincial une diminution de revenus d'environ \$500,000 par année, mais nous sommes heureux de faire ce sacrifice pour aider les pères de famille et les moins fortunés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Trésor ne perdra pas plus de \$40,000 annuellement par l'augmentation des exemptions, mais d'un autre côté, le gouvernement bénéficiera de milliers et de milliers de dollars, grâce aux moyens pris. Les cas de diminution de droits prévus par la loi sont plutôt rares et, en somme, la loi présente équivaut à des augmentations de taxes.

On aurait dû apporter un autre amendement à la loi. Il y a un autre exemple d'injustice dans la loi, auquel je n'ai pas pu remédier lorsque j'étais premier ministre, car il y avait trop à faire. À l'heure actuelle, quand une succession comporte des parts ou des actions, ces valeurs mobilières sont gelées et ne peuvent être vendues que sur un permis du percepteur du revenu. Comme l'obtention du permis prend un certain temps, ce qui parfois prend des années, à cause des enquêtes et des contestations judiciaires, il arrive que la valeur des parts en bourse baisse. La succession peut perdre ainsi un montant considérable. On devrait permettre à la succession de vendre les parts et d'en déposer le produit en fidéicommis, dans une banque ou ailleurs, en attendant que tous les droits de succession soient payés, afin que les valeurs puissent profiter des fluctuations de la bourse. De cette façon, l'on rendrait service à la masse, au gouvernement et aux héritiers.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La loi révisée qui est devant nous comporte suffisamment de dispositions pour un tel cas, de sorte à ce que les héritiers ne souffrent pas et, incidemment, que les actions

puissent prendre de la valeur lorsqu'elles sont gardées en attendant le paiement des droits. Le gouvernement pourrait autoriser la vente des actions afin de payer les droits de succession, ou même, selon ce qu'il décidera, permettre la vente d'actions afin d'acquitter d'autres.

On a demandé pourquoi, en proposant une révision de la loi, le gouvernement n'avait pas accordé une exemption complète dans tous les cas où la valeur des biens n'excédait pas \$10,000, plutôt que de se contenter d'élargir l'exemption comme c'est le cas pour les successions de plus de \$10,000 cédées en ligne directe. Je me suis penché sur la question et j'en ai conclu qu'une telle proposition coûterait trop cher à la province pour ce que cela rapporterait.

M. Gagnon (Matane): La loi Mathewson est antisociale parce qu'il existe une autre anomalie dans la loi actuelle des successions. Elle ne prévoit pas les tours que jouent les riches au percepteur du revenu en faisant à l'avance des dons à leurs héritiers. Le gouvernement n'en est pas responsable, puisque la loi existe depuis des années. Mais on devrait profiter de la circonstance pour faire disparaître cette anomalie.

Je ne veux pas être accusé de propos démagogiques, mais il faudrait empêcher qu'un Sir Herbert Holt, qui est allé résider à Nassau, aux îles Bahamas, puisse éviter les droits sur les successions, après s'être enrichi dans la province de Québec. De tels procédés constituent une injustice pour la masse.

Il cite le cas d'un homme très riche qui lègue sa fortune à son fils avant sa mort. En vertu de la loi actuelle, dit-il, la succession ne paiera pas de droits, si la donation a été faite cinq ans avant la mort du donateur. Cette disposition devrait être également supprimée. Le législateur ne devrait pas laisser dépendre le paiement ou le non-paiement des droits sur les successions d'une chose aussi aléatoire que la date du décès.

Un homme riche qui a été bien conseillé par des avocats avertis, comme feu Sir Herbert Holt et Sir Harry Oaks, d'Ontario, peut s'éviter des droits énormes sur les successions et ainsi échapper à la loi, tandis qu'un autre, qui n'a pas pris les moyens appropriés devra priver ses légataires d'un montant considérable. On ne devrait pas permettre cela. La loi ne rend pas justice à la masse des citoyens.

Le gouvernement a copié la loi fédérale. Notre Code civil, pour la conservation duquel nous nous sommes battus énergiquement, contient des dispositions qui ne se trouvent pas dans le "*Common law*" et qui ne s'appliquent dans aucune autre

province. Ces dispositions ont pour but de favoriser le mariage. Or, le fédéral a passé une loi qui écarte les dispositions de notre Code civil, par exemple pour ce qui a trait aux contrats de mariage, et le gouvernement provincial a copié cette loi. C'est une régression très regrettable. Il fait référence, dit-il, à l'article 15 de la loi, qui stipule qu'aucune déduction ne doit être accordée "Quant à une dette créée par donation ou acte équivalent, dans la mesure où cette dette est sans considération pécuniaire". Cela touche directement les contrats de mariage.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): J'aurai un amendement à l'article 15.

M. Gagnon (Matane): La loi est une salade législative: elle comprend de bonnes choses et de moins bonnes. Et la rédaction française est souvent fautive. Je crois que l'on aurait dû accepter les suggestions faites par le notaire Marcel Faribault, de Montréal, contenues dans un mémoire sur les successions adressé aux députés. Il (M. Gagnon) en cite plusieurs passages.

Il y a des gens, certains patriotes, très forts en discours et en motions, qui sont toujours prêts à faire de grands discours sur de grands principes, mais qui ne sont jamais là quand il s'agit de poser un acte pratique. Ils devraient être présents pour discuter des mesures aussi importantes que celles qu'on discute présentement. (M. Chaloult venait alors de quitter son siège)

Il attire aussi, poursuit-il, l'attention du trésorier sur les suggestions faites à la commission Montpetit par le notaire Couture, de Rimouski, dont on doit reconnaître l'impartialité.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est le meilleur bleu qui existe dans la province!

M. Gagnon (Matane): Je note cette déclaration du premier ministre, qui s'améliore, puisqu'il reconnaît qu'il y a de bons bleus dans la province. Il continue son argumentation.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (M. Chaloult est revenu à son siège) Le député de Matane (M. Gagnon) est-il prêt à répéter la déclaration qu'il a faite quelques minutes plus tôt?

M. Gagnon (Matane): Le premier ministre regrette-t-il les injures qu'il a adressées l'autre jour au député de Lotbinière?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai parlé du député de Lotbinière quand il était là et sans lui adresser d'injures.

M. Gagnon (Matane): Le premier ministre a parlé des "bedaines" qui suivaient les assemblées du Bloc populaire.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je n'ai pu faire allusion au député de Lotbinière ou à M. Raymond.

M. Gagnon (Matane): Les remarques s'adressaient plutôt au député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard)².

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 11 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30³.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Sommes payées par des ministères à l'Avenir du Nord

M. Chaloult (Lotbinière): Quelles sommes d'argent ont été payées par le gouvernement, par

chaque département, depuis les trois dernières années:

1. À l'Avenir du Nord Compagnie, limitée, de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne?

2. À la compagnie J.-H. Labelle, limitée, qui imprime le journal l'*Avenir du Nord*?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

1. Terres et Forêts	\$ 6.00	
Secrétariat provincial	2.00	
Travail	30.36	
Travaux publics.....	7.88	
Voirie	<u>3.37</u>	
		\$ 49.61
2. Agriculture.....	\$ 300.00	
Procureur général.....	284.50	
Secrétariat provincial	68.00	
Travail	181.50	
Éducation	<u>5,455.92</u>	
		<u>6,289.92</u>
		\$ 6,339.53

Voyage à Londres pour le couronnement de 1937

M. Chaloult (Lotbinière): À l'occasion des fêtes du couronnement, à Londres, en 1937, le ministre des Travaux publics d'alors a-t-il représenté le gouvernement de la province de Québec?

Si oui, pendant combien de temps a-t-il été absent?

Quelles sommes lui ont été remises à titres d'avance pour ce voyage?

Quel montant fut remboursé sur ces avances?

Quel fut le coût total de ce voyage?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): 1. Oui (Voir *Comptes publics de l'exercice 1936-37*, page 409 du texte français).

2. Du 23 avril au 11 juin 1937.

3. \$2,500.

4. Rien.

5. D'après les renseignements qui me sont fournis, j'ai toute raison de croire que le coût total du voyage a été de \$4,300 environ, dont \$2,500 ont été payés par le gouvernement et l'excédent a été à la charge du ministre concerné.

Sommes payées par des organismes gouvernementaux à l'Avenir du Nord

M. Chaloult (Lotbinière): Quelles sommes d'argent ont été payées par toute commission ou organisme relevant du gouvernement, depuis les trois derniers exercices financiers:

1. À l'Avenir du Nord Compagnie, limitée, de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne?

2. À la compagnie J.-H. Labelle, limitée qui imprime le journal l'*Avenir du Nord*?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): 1. Rien.

2. \$316.48 comme suit:

Commission du salaire minimum, \$40;

Commission des liqueurs de Québec, \$276.48.

Revenus de la Commission des liqueurs

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): À combien se chiffrent les revenus bruts de la Commission des liqueurs de Québec:

1. Du 1^{er} août 1941 inclusivement jusqu'au 31 août 1941 inclusivement?

2. Du 1^{er} septembre 1941 inclusivement jusqu'au 30 septembre 1941 inclusivement?

3. Du 1^{er} octobre 1941 inclusivement jusqu'au 31 octobre 1941 inclusivement?

4. Du 1^{er} novembre 1941 inclusivement jusqu'au 30 novembre 1941 inclusivement?

5. Du 1^{er} décembre 1941 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1941 inclusivement?

6. Du 1^{er} août 1942 inclusivement jusqu'au 31 août 1942 inclusivement?

7. Du 1^{er} septembre 1942 inclusivement jusqu'au 30 septembre 1942 inclusivement?

8. Du 1^{er} octobre 1942 inclusivement jusqu'au 31 octobre 1942 inclusivement?

9. Du 1^{er} novembre 1942 inclusivement jusqu'au 30 novembre 1942 inclusivement?

10. Du 1^{er} décembre 1942 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1942 inclusivement?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): (Voir le tableau à la page suivante)

	<i>Total des ventes</i>
À la question no 1	\$ 699,485.75
2	676,414.92
3	786,744.49
4	717,935.61
5	1,770,478.56
6	921,848.84
7	1,051,474.66
8	1,538,854.23
9	1,181,877.55
10	2,749,985.18

Pont à Saint-Henri de Mascouche

M. Chaloult (Lotbinière): De 1936 à 1939, des soumissions ont-elles été demandées par le département des Travaux publics, pour la construction d'un pont à Saint-Henri de Mascouche?

Si oui, quel était le montant de la plus basse et de la plus haute soumission?

Quel a été le coût de la construction de ce pont?

L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):
Oui.

Des soumissions ont été demandées par le ministère des Travaux publics, par la voie des journaux, le 20 août 1936, et les soumissions suivantes ont été reçues:

<i>Soumissionnaires</i>	<i>Montant</i>
1. Olivier & Carrette..... Deschaillons	\$19,066.50
2. Kennedy Construction	Montréal 19,831.75
3. Lafortune, Marciel & Malo	Joliette 19,893.95
4. J.-H. Dupont..... Shawinigan Falls.....	21,101.50
5. Provincial Construction Co.....	Outremont..... 22,242.00
6. Joseph Malo	Saint-Paul de Joliette..... 23,722.65

Il n'a pas été donné suite à ces soumissions et le Bureau de reconstruction économique a fait faire les travaux de construction de ce pont à la journée. Le coût a été de \$60,896.80 sur lequel montant le ministère des Travaux publics a payé, pour sa part, \$15,000 avec un autre montant de \$1,066.16, coût de certains travaux d'amélioration.

Projets de loi:

Loi des droits sur les successions

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 13 refondant la loi des droits sur les successions.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Le comité poursuit l'étude de l'article 1 de la première résolution du projet de résolutions soumis par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) à la première séance d'aujourd'hui, et dont le texte se lit comme suit:

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de loi des droits sur les successions."

M. Gagnon (Matane): Je répète que les riches ne devraient pas pouvoir priver l'État de droits qui lui appartiennent, grâce à la disposition exemptant les donations entre vifs. Je ne blâme pas le gouvernement actuel, car la loi de l'honorable trésorier est mieux rédigée que l'ancienne loi.

Un grand nombre de millionnaires ont bénéficié des dispositions de la loi en vigueur depuis un grand nombre d'années pour frustrer l'État de revenus considérables pendant que la masse des citoyens payait. Il faudrait faire disparaître toutes ces "portes", toutes ces issues, afin de rendre la loi plus humaine et plus sociale.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Les suggestions de l'opposition peuvent se résumer à deux choses: 1. Le bill soulage trop les successions. 2. Le bill ne soulage pas assez les successions.

Au sujet des donations, il est impossible de faire entrer dans la succession toutes celles qui ont été faites du vivant du testateur. Quelle limite de temps l'honorable député veut-il donner pour exempter la donation? Si un homme meurt à 99 ans, l'État doit-il faire enquête sur toutes les donations qu'il a pu faire même à l'âge de 25 ans ou 50 ans avant de mourir? À sa mort, il faudrait refaire le bilan des affaires de toute sa vie! Ce que la loi veut éviter, c'est que, sur le point de mourir, le testateur

ne donne ses biens pour éviter que la succession paye des droits. Il est suffisant de mentionner les successions faites dans les cinq dernières années du testateur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le trésorier nous a dit, cet après-midi, que les nouvelles exemptions qu'il accorde font réduire de \$500,000 les revenus de la province et que les familles pauvres épargneraient, grâce aux modifications des exemptions sur les successions, pas plus de \$10,000. Il ne peut dire que le gouvernement perdra \$500,000 de ces réductions d'impôts, parce qu'il ne peut dire combien de gens vont mourir!

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La Chambre sera peut-être intéressée d'apprendre que M. Churchill est arrivé à Washington ce soir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant de l'installer, le trésorier pourrait-il nous dire combien les droits de succession lui ont rapporté l'an dernier?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je n'ai pas dit que M. Churchill était arrivé pour participer à nos débats. (En souriant) Malheureusement, il ne pourra venir assister à nos débats ce soir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le trésorier peut-il nous dire combien les articles destinés à empêcher qu'on élude le paiement des droits par divers expédients vont apporter de revenus additionnels au Trésor provincial?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je n'ai pas de chiffres. Il est impossible de le prévoir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle somme ont rapporté les droits de succession l'an dernier?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Tout cela est dans le discours sur le budget du trésorier.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le trésorier se cite.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable chef de l'opposition n'a-t-il pas conservé ce discours?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je sais que le gouvernement se charge de protéger les riches. Le gouvernement veut donner l'impression qu'il ne taxera pas une succession de \$10,000, alors qu'il va la taxer quand même avec son bill actuel. Quand j'étais premier ministre, il y avait une succession qui refusait de payer la province.

Nous avons fait payer \$200,000 de plus que sous l'ancien régime la succession Timmins, à laquelle est lié le sénateur Donat Raymond, qui a voté la conscription à Ottawa, et qui est le frère de Maxime!

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): C'est-à-dire que la cause a été confiée à mon associé qui l'a gagnée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est l'avocat qui a rédigé cette loi?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Mathewson, de Montréal.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sur quoi le trésorier s'est-il basé pour dire que les prétendues exemptions vont réduire les revenus de \$500,000?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Sur les estimés préparés par mes officiers.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, pourquoi le trésorier n'a-t-il pas fait préparer des estimés sur l'augmentation probable des revenus quand il n'y aura plus moyen d'éviter la loi?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Quand même ça ne rapporterait que \$10, j'en serais content parce que nous aurons fait respecter le principe que ceux qui ont les moyens de payer doivent payer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Voilà quelque chose d'extraordinaire! Le trésorier est capable de calculer ses prétendues réductions des droits. Il prétend qu'elles vont représenter \$500,000 de moins chaque année pour le Trésor provincial. Il devrait savoir également comment il fera augmenter les revenus en enlevant toutes les échappatoires à ceux qui ne veulent pas payer de droit! Le fond de l'histoire, c'est qu'en réalité, le bill représente non pas une diminution, mais une grosse augmentation de droits.

Le gouvernement veut jeter de la poudre aux yeux des gens avec sa loi, sous l'apparence de dégrèvements de taxes, il les augmente et les double; quand les gens auront de la poudre plein les yeux et qu'ils ne pourront voir, il mettra la main dans leurs poches.

Plutôt que de protéger les petites fortunes, comme le prétend le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson), la loi rend les choses plus difficiles pour la succession. Ce sont les petits qui paieront, pendant que les riches continueront à bénéficier des exemptions en vertu du truc de la donation fictive. Le gouvernement augmente les exemptions pour une catégorie de famille qui n'existe pas. Les seuls qui ne seront pas touchés, ce sont les riches.

D'après moi, les prétendues diminutions ne représentent pas \$500,000, mais seulement une quarantaine de mille dollars; tandis que les augmentations de taxes en vertu de cette loi représentent des centaines de mille piastres!

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il n'y a pas d'augmentations de taxes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment cela, quand avec cette loi on ferme la porte aux abus?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): On peut empêcher le coulage sans augmenter les taxes.

M. Duplessis (Trois-Rivières) revient sur la question des droits d'Ottawa concernant l'impôt sur les successions. La Constitution, dit-il, donne cette source de revenus en exclusivité aux provinces parce que c'est une taxe directe.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Cela n'a rien à voir avec la loi de Québec. Ottawa a le droit d'imposer une taxe directe.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Voilà un autre exemple de la manière dont le gouvernement s'agenouille devant Ottawa.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le chef de l'opposition soutient-il sérieusement, comme avocat et ancien bâtonnier, que le fédéral n'a aucun droit sur les taxes directes? Ottawa n'aurait pas le droit d'imposer une loi sur les droits de succession?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme avocat, député et homme de bon sens, j'affirme qu'Ottawa n'a aucun droit sur ce champ de taxation. Une loi doit être interprétée selon la manière dont elle a toujours été considérée et interprétée. Dans le cas qui nous occupe, aucun gouvernement fédéral depuis la Confédération n'a empiété le domaine des droits de succession. Donc, pendant 75 ans, on a toujours interprété la Constitution comme donnant exclusivement aux provinces le droit de taxer les successions. Or, l'interprétation que les parties donnent à un contrat précise et détermine les termes du contrat lui-même.

Lorsqu'Ottawa s'est mis à vouloir taxer les compagnies, il est venu auprès du gouvernement provincial pour obtenir son consentement et a contracté une entente sur la question. Et pourtant, les taxes des compagnies sont des taxes directes.

M. Gagnon (Matane) revient sur la question des donations. Ce que la loi devrait empêcher, dit-il, ce sont les donations fictives, qu'elles soient faites immédiatement avant la mort ou plusieurs années avant. Quand un homme fait un contrat de donation et qu'il ne se départit pas des biens donnés, la loi devrait considérer le contrat comme fictif et faire entrer les biens donnés dans la succession pour fins d'impôts.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill Mathewson comporte réellement une augmentation de taxes et constitue un chambardement de la loi actuelle par lequel on atteindra les familles moyennes et non les familles riches. Celles-ci continueront de former ce qu'on appelle un "*family corporation*", des compagnies dont les parts ne sont réparties qu'entre les membres d'une même famille, car il n'y a rien dans la loi pour empêcher cela.

Il consent à l'adoption de cette résolution.

L'article 1 de la première résolution est adopté.

Le comité étudie l'article 2 de la première résolution qui se lit comme suit:

"2. Tout bien mobilier ou immobilier dont la propriété, l'usufruit ou la jouissance est transmis par décès, est frappé de droits, calculés sur la valeur totale des biens transmis, aux taux fixés à l'article 9."

M. Duplessis (Trois-Rivières) consent à l'adoption de cette résolution.

L'article 2 de la première résolution est adopté⁴.

Les articles 3 à 8 de la première résolution sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 de la première résolution qui se lit comme suit:

"9. 1. Sur les biens transmis en ligne directe, ascendante ou descendante, entre époux, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru, entre beau-père ou belle-mère et beau-fils ou belle-fille, et sur les transmissions entre les mêmes personnes, les taux des droits sont les suivants:

"Dans les successions dont la valeur totale:

"a. N'excède pas dix mille dollars, aucun droit n'est exigible;

"b. Excède dix mille dollars et n'excède pas cinquante mille dollars, un pour cent, plus $\frac{1}{25}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis;

"c. Excède cinquante mille dollars et n'excède pas cent mille dollars, un pour cent, plus $\frac{1}{20}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis;

"d. Excède cent mille dollars, cinq pour cent, plus $\frac{1}{100}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis, de façon que le taux ainsi obtenu ne dépasse pas quinze pour cent.

"Avec, en outre, dans les successions dont la valeur totale excède dix mille dollars, des droits additionnels, aux taux suivants:

Lorsque la valeur totale des biens transmis à une même personne;

"a. N'excède pas cinquante mille dollars, un pour cent;

"b. Excède cinquante mille dollars et n'excède pas trois cent mille dollars, un pour cent, plus $\frac{1}{100}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis;

"c. Excède trois cent mille dollars, trois pour cent, plus $\frac{1}{200}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis, de façon que le taux ainsi obtenu ne dépasse pas dix pour cent.

"2. Sur les biens transmis par décès, au frère ou à la sœur, ou au descendant d'un frère ou d'une sœur de la personne décédée, ou au frère ou à la sœur, ou au fils ou à la fille d'un frère ou d'une sœur, du père ou de la mère de la personne décédée, et sur les transmissions aux mêmes personnes, les taux des droits sont les suivants:

Dans les successions dont la valeur totale:

"a. N'excède pas mille dollars, aucun droit n'est exigible;

"b. Excède mille dollars et n'excède pas dix mille dollars, quatre pour cent;

"c. Excède dix mille dollars et n'excède pas soixante mille dollars, quatre pour cent plus $\frac{1}{10}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis;

"d. Excède soixante mille dollars, dix pour cent, plus $\frac{1}{100}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis, de façon que le taux ainsi obtenu ne dépasse pas vingt pour cent.

"Avec, en outre, dans les successions dont la valeur totale excède mille dollars, des droits additionnels aux taux suivants:

"Lorsque la valeur totale des biens transmis à une même personne:

"a. N'excède pas cent mille dollars, un pour cent, plus $\frac{1}{25}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis;

"b. Excède cent mille dollars, cinq pour cent, plus $\frac{1}{300}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis, de façon que le taux ainsi obtenu n'excède pas dix pour cent.

"3. Sur les biens transmis par décès à une personne appartenant à l'un des degrés de consanguinité en ligne collatérale avec la personne décédée autre que ceux mentionnés au paragraphe immédiatement précédent, ou à toute personne étrangère, par le sang, à la personne décédée, et sur les transmissions aux mêmes personnes, les taux des droits sont les suivants:

"Dans les successions dont la valeur totale:

"a. Excède cent mille dollars, vingt pour cent, plus $\frac{1}{100}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis, de façon que le taux ainsi obtenu n'excède pas trente pour cent.

"Avec, en outre, des droits additionnels aux taux suivants:

Lorsque la valeur totale des biens transmis à une même personne:

"a. N'excède pas cent mille dollars, deux pour cent;

"b. Excède cent mille dollars, deux pour cent, plus $\frac{1}{400}$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis, de façon que le taux ainsi obtenu n'excède pas cinq pour cent."

M. Duplessis (Trois-Rivières) se contente d'insister sur le fait que les taux sont mal gradués. C'est, dit-il, un camouflage de réductions et une augmentation de taxes.

M. Gagnon (Matane) demande également au gouvernement de rendre la loi plus généreuse pour les frères et sœurs du testateur.

L'article 9 de la première résolution est adopté.

Le comité étudie l'article 10 de la première résolution qui se lit comme suit:

"10. Pour les fins de la présente loi, la transmission résultant du décès à une personne adoptée par le défunt comme son enfant, en vertu des dispositions de la loi de l'adoption (chapitre 324) et de toute modification à icelle, ou en vertu de toute loi spéciale de la Législature de Québec et au conjoint de cette personne adoptée, est censée faite en ligne directe et les taux établis dans le paragraphe 1 de l'article 9 s'appliquent à cette transmission."

M. Gagnon (Matane): À la campagne, de nombreux enfants ont été adoptés, mais on a négligé de les protéger avec les dispositions de la loi d'adoption. Il demande, dit-il, qu'on amende la loi pour couvrir le cas de ces enfants qui ont été adoptés de bonne foi et ont droit d'être regardés comme tel. Autrement, ils ne pourront bénéficier des exemptions.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): J'étudierai la suggestion, mais j'y vois des obstacles sérieux.

L'article 10 de la première résolution est adopté.

L'article 11 de la première résolution est adopté.

Le comité étudie l'article 12 de la première résolution qui se lit comme suit:

"12. Lorsque la valeur totale des biens transmis à une personne étrangère, par le sang, à la personne décédée et qui a été à son emploi pendant au moins cinq ans n'excède pas mille dollars, aucun droit n'est exigible sur ces biens ou sur leur transmission."

M. Gagnon (Matane): Cet article couvre le cas des vieux serveurs, pourvu qu'ils soient à l'emploi du testateur depuis cinq ans. Il ne serait pas plus difficile de dire que les enfants adoptés, mais non couverts par la loi d'adoption, bénéficieront des exemptions, s'ils vivent depuis cinq ans comme les enfants du testateur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Relativement à cet article 12, concernant les serveurs, la loi ne parle que des personnes étrangères à l'emploi du testateur. Si le serveur est un parent, il ne pourra rien recevoir.

L'article 12 de la première résolution est adopté.

Les articles 13 et 14 de la première résolution sont adoptés.

Le comité étudie l'article 15 de la première résolution, qui se lit comme suit

"15. Nulle déduction ne doit être accordée:

"a. Quant à une dette pour laquelle il existe un droit de remboursement contre une autre personne ou une autre succession, dans la mesure où ce droit peut être exercé;

"b. Quant à une dette créée par donation ou acte équivalent, dans la mesure où cette dette est sans considération pécuniaire;

"c. Quant à une dette ou toute partie de dette que, d'après sa nature ou les circonstances dans lesquelles elle a été contractée ou est réclamée, le percepteur juge frauduleuse ou excessive; mais, celui qui fait la déclaration peut appeler de la décision du percepteur à la Régie des services publics, par simple requête adressée à son secrétaire, dans les dix jours qui suivent la décision du percepteur; et le percepteur peut, avec l'approbation du trésorier de la province, référer la question à ladite régie."

M. Gagnon (Matane): Cet appel à la Régie est ridicule, anticonstitutionnel et illégal. On donne à des ingénieurs le droit de décider en dernier ressort de questions purement légales. Ce droit devrait être donné à la Cour supérieure.

L'honorable M. Dansereau (Argenteuil) entre en Chambre⁵.

M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève sur une question de privilège, prévoyant qu'un ajournement peut être proposé. Je profite de la présence du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Dansereau), dit-il. Le ministre a donné une réponse, ce soir, sur une question concernant le pont de Mascouche, dans le comté de l'Assomption. Sa réponse n'était pas digne d'un homme soucieux de la vérité et conscient de ses responsabilités. Elle est absolument contraire aux faits. Et le ministre a profité de l'absence de l'honorable John Bourque, ministre des Travaux publics sous l'Union nationale, pour la communiquer à la Chambre.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) est hors d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) cite l'article 193 du Règlement, qui se lit comme suit:

"Est réputée question de privilège toute question qui concerne les droits de la Chambre prise comme corps, sa sécurité, sa dignité ou la liberté de ses délibérations, ou qui concerne les droits, la sécurité, la conduite ou l'honneur des députés considérés individuellement, mais en leur qualité de membre de la Chambre."

J'ai, dit-il, le droit de soulever une question de privilège parce que la réponse n'est pas conforme aux faits.

L'honorable M. Dansereau (Argenteuil): La réponse que je viens de donner a été préparée de bonne foi et je l'ai communiquée à la Chambre d'après les chiffres et les documents qui m'ont été fournis par mes officiers.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre n'a fourni des chiffres à propos des soumissions pour le pont, seulement. Pour ce qui est des travaux faits à la journée, ils ne le furent pas seulement pour le pont mais pour un chemin également. Le ministre devrait donc savoir que les soumissions ont été demandées pour un pont et que les contrats ont été accordés pour un pont, des approches et un chemin. Ce n'est pas du tout la même chose! On fera ravalier ses paroles au ministre lorsque viendront ses crédits. Sa conduite est absolument indigne d'un ministre!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) insiste sur le fait qu'on ne peut discuter une pareille question dans le moment présent. Le chef de l'opposition devrait inscrire une motion au *Feuilleton* s'il veut absolument provoquer un débat, déclare-t-il.

M. Duplessis (Trois-Rivières) relève le défi et promet au gouvernement de lui mettre les faits sous le nez.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cela se fait à deux!

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que l'alinéa *b* de cette résolution soit retiré.

L'amendement est adopté.

L'alinéa subséquent est renuméroté.

La résolution ainsi amendée se lit désormais comme suit:

"15. Nulle déduction ne doit être accordée:

"a. Quant à une dette pour laquelle il existe un droit de remboursement contre une autre personne ou une autre succession, dans la mesure où ce droit peut être exercé;

"b. Quant à une dette ou toute partie de dette que, d'après sa nature ou les circonstances dans lesquelles elle a été contractée ou est réclamée, le percepteur juge frauduleuse ou excessive; mais, celui qui fait la déclaration peut appeler de la décision du percepteur à la Régie des services publics, par simple requête adressée à son secrétaire, dans les dix jours qui suivent la décision du percepteur; et le percepteur peut, avec l'approbation du trésorier de la province, référer la question à ladite Régie."

L'article 15 de la première résolution ainsi amendé est adopté.

Les articles 16 à 21 de la première résolution sont adoptés

Le comité étudie l'article 22 de la première résolution, qui se lit comme suit:

"22. Pour les fins de la présente loi, la propriété, l'usufruit ou la jouissance d'un bien est censé transmis par décès, lorsqu'il y a eu disposition d'icelui à titre gratuit d'une manière quelconque et que la disposition a pris effet moins de cinq années avant le décès de la personne qui l'a consentie, sauf lorsqu'il s'agit d'une donation entre vifs, en faveur du même donataire, d'un ou de plusieurs biens mobiliers ou immobiliers n'excédant pas, en tout, mille dollars, ou d'une donation entre vifs par un cultivateur ou un autre cultivateur ou au conjoint de ce dernier de biens agricoles en cette province, dont la valeur n'excède pas dix mille dollars; si cette valeur excède dix mille dollars, cet excédent seul est censé transmis par décès.

"La validité d'une donation tombant sous le coup du présent article et des transports ou transmissions subséquents des biens donnés, n'est pas affectée par le non-paiement des droits prescrits par la présente loi."

Cet article est amendé et les mots "et que la disposition a pris effet moins de cinq années" sont remplacés par "à moins que la disposition n'ait pris effet plus de cinq années". Les mots suivants sont aussi ajoutés après le premier alinéa: "Quant une disposition à titre gratuit a pour objet une somme d'argent, cette disposition n'est censée prendre effet, pour les fins de la présente loi, que le jour où cette somme est réellement versée."

L'amendement est adopté.

L'article ainsi amendé est adopté et se lit désormais comme suit:

"22. Pour les fins de la présente loi, la propriété, l'usufruit ou la jouissance d'un bien est censé transmis par décès, lorsqu'il y a eu disposition d'icelui à titre gratuit d'une manière quelconque à moins que la disposition n'ait pris effet plus de cinq années avant le décès de la personne qui l'a consentie, sauf lorsqu'il s'agit d'une donation entre vifs, en faveur du même donataire, d'un ou de plusieurs biens mobiliers ou immobiliers n'excédant pas, en tout, mille dollars, ou d'une donation entre vifs d'un cultivateur à un autre cultivateur ou au conjoint de ce dernier de biens agricoles en cette province, dont la valeur n'excède pas dix mille dollars; si cette valeur excède dix mille dollars, cet excédent seul est censé transmis par décès.

"Quant une disposition à titre gratuit a pour objet une somme d'argent, cette disposition n'est censée prendre effet, pour les fins de la présente loi, que le jour où cette somme est réellement versée.

"La validité d'une donation tombant sous le coup du présent article et des transports ou transmissions subséquents des biens donnés, n'est pas affectée par le non-paiement des droits prescrits par la présente loi."

L'article 22 de la première résolution ainsi amendé est adopté.

L'article 23 de la première résolution est adopté.

Et la Chambre continue ainsi à siéger après minuit

Mercredi 12 mai 1943

Le comité étudie l'article 24 de la première résolution qui se lit comme suit:

"24. 1. Pour les fins de la présente loi, la propriété, l'usufruit ou la jouissance d'un bien est censé transmis par décès lorsque la disposition a pris effet plus que cinq années avant le décès du disposant et lorsque ce dernier s'est réservé en tout ou en partie le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance de ce bien ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque comprise dans les cinq ans précédant son décès.

"2. Le présent article s'applique aussi lorsque le disposant s'est réservé en tout ou en partie le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance

de ce bien ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque comprise dans les cinq ans précédant son décès, dans chacun des cas suivants:

"a. Lorsque la réserve est faite sous forme de charge en faveur du disposant, soit seul, soit conjointement avec une autre personne;

"b. Lorsque la réserve est faite ou le contrôle s'exerce au moyen du dépôt de titres, de valeurs mobilières, de sommes d'argent ou d'objets de valeur dans un réceptacle de sûreté ou entre les mains d'un intermédiaire;

"c. Lorsque le contrôle s'exerce ou l'administration a lieu par l'entremise d'un fiduciaire ou d'une personne interposée;

"d. Lorsque la disposition a la forme d'un titre onéreux, mais comporte une libéralité faite à raison du décès du disposant, pourvu que, dans ce cas, la valeur de cette libéralité soit seule sujette à l'imposition des droits;

"e. Lorsque la disposition ne comporte aucune réserve, mais qu'il ressort d'une convention séparée, écrite ou verbale, ou des circonstances, que les personnes avantagées, ou d'autres pour elles, se sont engagées à payer au disposant une rente, viagère ou autre, ou à lui remettre les revenus des biens faisant l'objet de la disposition ou à lui payer une compensation quelconque pour tenir lieu des revenus desdits biens, ou lorsque les personnes ainsi avantagées ont laissé, de quelque façon que ce soit, au disposant la jouissance, l'administration ou le contrôle des biens susvisés.

"3. Le présent article ne s'applique pas à une donation entre vifs dans laquelle le donateur se réserve, en tout ou en partie, le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance du bien donné ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque comprise dans les cinq ans précédant son décès:

"a. Lorsque cette donation entre vifs est faite en faveur du même donataire d'un ou de plusieurs biens mobiliers ou immobiliers n'excédant pas en tout mille dollars; ou

"b. Lorsque cette donation entre vifs est faite par un cultivateur ou un autre cultivateur ou au conjoint de ce dernier de biens agricoles en cette province, dont la valeur n'excède pas dix mille dollars; si cette valeur excède dix mille dollars, cet excédent seul est censé transmis par décès.

"4. La validité d'une disposition tombant sous le coup du présent article et des transports ou transmissions subséquents du bien qui en fait l'objet, n'est pas affectée par le non-paiement des droits prescrits par la présente loi."

L'alinéa 1 est amendé et les mots "à titre gratuit" sont ajoutés.

L'amendement est adopté.

La résolution ainsi amendée se lit désormais comme suit:

"24. 1. Pour les fins de la présente loi, la propriété, l'usufruit ou la jouissance d'un bien est censé transmis par décès lorsque la disposition à titre gratuit a pris effet plus que cinq années avant le décès du disposant et lorsque ce dernier s'est réservé en tout ou en partie le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance de ce bien ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque comprise dans les cinq ans précédant son décès."

L'article 24 de la première résolution ainsi amendé est adopté.

L'article 25 de la première résolution est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil⁶

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, du consentement unanime, que lorsque la Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à cet après-midi, à trois heures.

Adopté.

La séance est levée à minuit et sept minutes.

"La motion a évidemment pour but de bâillonner les députés (...)"

2. *Le Devoir* du 12 mai 1943, à la page 6, signale que ce petit incident se déroule avec le sourire de part et d'autre et sur un ton badin.

3. *Le Devoir* du 12 mai 1943, à la page 6, rapporte que la Chambre était presque vide au cours de l'après-midi et de la soirée, ajoutant que les sièges ministériels étaient aussi presque vides et que la gauche était représentée en plus grand nombre.

4. Il est alors 10 h 15, selon *L'Événement-Journal* du 12 mai 1943, à la page 4.

5. L'incident qui suit s'est produit vers 11 heures, soit deux heures après que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Dansereau) ait répondu à M. Chaloult, et donc, au cours de la discussion à propos du bill sur les successions, lorsque M. Dansereau entre en Chambre, d'après *La Presse* du 12 mai 1943, à la page 10 et d'après *L'Événement-Journal* du 12 mai 1943, à la page 3.

6. Il est alors minuit, précise *L'Action catholique* du 12 mai 1943, à la page 8.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 12 mai 1943, à la page 8, prête à M. Chaloult des propos plus catégoriques:

Première séance du mercredi 12 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Emprunts des commissions
scolaires de Montréal

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 28 concernant les emprunts des commissions scolaires de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Aménagement hydroélectrique
à Mont-Laurier

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 30 concernant un aménagement hydroélectrique à Mont-Laurier.

Il s'agit d'un bill dont le but est d'empêcher la destruction d'un barrage et d'un pont à Mont-Laurier qui sont utilisés pour emmagasiner l'eau pour la compagnie voisine Electric Company of Mont Laurier dont les bureaux sont dans la même ville.

Il existe un jugement de la Cour du banc du roi, à l'effet de démolir ce barrage, parce que les plans n'ont pas été approuvés par les autorités compétentes et que certaines conditions n'ont pas été exécutées lors de sa construction.

Je demande à la Chambre de régulariser la situation et de maintenir en opération ledit barrage.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des
mécaniciens en tuyauterie

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 33 modifiant la loi concernant les mécaniciens en tuyauterie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Grève à la
Collins and Aikman

M. Duplessis (Trois-Rivières) lit un télégramme qu'il a reçu concernant une grève à la Collins and Aikman, de Farnham. D'après ce télégramme, dit-il, la compagnie refuse de se soumettre à un ordre donné par la division régionale du Bureau du travail en temps de guerre prescrivant le paiement d'un boni de \$3,500 par semaine et, pour cette raison, les employés se sont mis en grève. Ils ne sont pas satisfaits de la situation que leur fait la compagnie.

Le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) est-il au courant de cette grève?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Le Bureau régional est présentement en séance à Québec et je dois le rencontrer cet après-midi même. Je lui soumettrai sans délai ce cas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre pourra bien lui remettre mon télégramme.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Certainement.

M. Gosselin (Missisquoi): J'ai discuté la question avec l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) et j'ai obtenu l'assurance que le différend serait réglé promptement.

Explications sur des faits publiés:

Fêtes du couronnement

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Un journal de Montréal, faisant écho à une réponse donnée en Chambre, a dit que c'était moi qui étais allé à Londres lors des fêtes du couronnement. Mais le ministre des Travaux publics du temps était l'honorable M. Bourque.

Questions de privilège:

Libération de Camillien Houde

M. Chaloult (Lotbinière): (Se lève sur une question de privilège) Il y a quelques semaines¹, j'ai

remis une motion au greffier de la Chambre pour qu'elle soit inscrite au *Feuilleton*².

Je viens d'apprendre par le greffier de la Chambre, quelques minutes avant la séance, qu'elle a été refusée. L'Orateur a refusé de la laisser inscrire. Puis-je savoir, M. l'Orateur, pour quels motifs ou quelles raisons elle a été écartée?

M. l'Orateur: Il n'y a pas de question de privilège là-dedans. L'honorable député de Lotbinière n'est pas concerné.

M. Chaloult (Lotbinière): Il s'agit d'une question d'intérêt public. En vertu de l'article 114 des règlements, je suis en droit de soulever une question de privilège.

M. l'Orateur: L'avis de motion m'a été remis après trois heures³ et la Chambre n'est pas encore saisie de la question. Mais, s'il insiste pour avoir des explications, je suis prêt à donner un peu plus tard au député de Lotbinière personnellement et privément à lui-même ou publiquement à la Chambre, s'il est prêt à attendre quelques jours, les renseignements qu'il demande et les raisons de mon refus.

M. Chaloult (Lotbinière): Je n'ai pas d'objection à attendre à ce soir ou même à demain, pourvu qu'on me donne des raisons.

Projets de loi:

Loi de l'aide à la jeunesse

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 29 modifiant la loi de l'aide à la jeunesse.

Adopté.

Aménagement hydroélectrique à Mont-Laurier

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 30 concernant un aménagement hydroélectrique à Mont-Laurier.

Adopté.

Électriciens et installations électriques

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 modifiant la loi concernant les électriciens et les installations électriques soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) résume les arguments qu'il a invoqués la veille contre le bill, en disant qu'il comporte une augmentation de taxes et une aggravation de tracasseries.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des droits sur les successions

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 13 refondant la loi des droits sur les successions.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson)⁴.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Hier, le chef de l'opposition a déclaré, en cette Chambre, qu'il avait été commis des abus de zèle à l'égard du soldat Champoux. J'ai fait enquête sur ce cas et je veux donner à la Chambre les explications à ce sujet. Voici les faits que j'ai constatés.

Le 20 juin 1942, le beau-père et la mère de ce soldat, M. et Mme Jeffrey Duchesneau, ont signé un acte de donation par-devant le notaire Émile Delage, en vertu duquel ils donnaient à leur beau-fils, M. Ernest Champoux, une propriété. Un mois plus tard, environ, soit le 25 juillet⁵, M. Duchesneau mourait à Saint-Casimir, Portneuf. La déclaration au percepteur du revenu ne comporte pas mention de cette donation. En septembre, Mme Duchesneau a fait une déclaration de valeur et de liens de parenté

concernant deux polices d'assurance sur la vie et a déclaré que le solde des biens totalisait \$2,608 du don de \$1,000 à son fils Champoux, soit sur une maison. L'acte de donation et la déclaration ont été faits devant le notaire Émile Delage, un ami du chef de l'opposition. La mère, dans sa déclaration, avait omis de faire mention du don à son fils. Le même jour, une des filles du défunt a rempli une autre déclaration de valeur et de liens de parenté devant un autre notaire et a omis elle-même de mentionner la donation. Les deux déclarations omettaient de déclarer et de révéler la donation faite le 20 juin 1942 par le défunt et sa femme devant notaire en faveur de Ernest Champoux.

Les officiers de la trésorerie ont trouvé le don le 10 février dernier et ont découvert qu'il devait des droits de succession au gouvernement. Comme M. Champoux, en service outre-mer, avait donné une procuration avant de quitter le pays, la propriété pouvait être vendue sans que les droits de succession fussent acquittés. Le 11 février dernier, on a envoyé une facture de frais de succession à Champoux aux soins de sa mère, Mme Jeffrey Duchesneau. Puisque les déclarations faites par les intéressés subséquemment à la mort du testateur ne faisaient aucune mention de la donation, les officiers du département du Trésor ont cru de leur devoir de protéger les droits de la province en faisant enregistrer un privilège sur la propriété, au montant de \$31, le 13 février, avant que la propriété ne soit vendue par procuration.

C'est tout ce qui s'est passé et il n'y a pas eu de saisie, comme le chef de l'opposition l'a déclaré. Mon honorable ami admettra que les autorités n'ont fait que leur devoir et ne peuvent encourir aucun blâme.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je désapprouve la conduite du trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson). Il n'a pas contredit les affirmations que j'ai faites, hier, spécialement la saisie d'une propriété qui valait entre \$1,500 et \$2,000 pour payer des droits de succession de \$31.

Le soldat Champoux s'est enrôlé volontairement et est de l'autre côté des mers depuis 1940. Il a hérité depuis son départ d'une propriété dans le comté de Portneuf. Il ne devait, en vertu d'une donation, que \$31 de droits de succession, et ce, depuis son départ. Pourquoi le gouvernement a-t-il fait enregistrer un privilège sur sa propriété? Il était inutile de faire enregistrer un privilège puisqu'en vertu de la loi les propriétés faisant partie d'une succession ne peuvent être vendues qu'avec la permission du Trésor, c'est-

à-dire le consentement du percepteur, à moins que les droits ne soient payés. Le gouvernement possédait donc déjà toutes les garanties et n'avait pas besoin de garanties additionnelles. Cet enregistrement de privilège a occasionné des frais et signifiait des coûts additionnels pour lui.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): L'immeuble ayant été cédé par donation avant la mort, il aurait pu être vendu légalement par un fondé de pouvoir si un privilège n'avait pas été enregistré pour garantir les droits dus au Trésor public.

M. Duplessis (Trois-Rivières) le presse de donner le nom du notaire.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je ne tiens pas à le nommer⁶.

M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste. Je regrette que le trésorier de la province ait voulu porter atteinte à la réputation du notaire Émile Delage, un ancien libéral, le fils de l'honorable Cyrille Delage. M. Delage a quitté les rangs du Parti libéral parce qu'il était écœuré du régime.

Le gouvernement pressure le soldat Champoux, un homme qui est trop loin pour se défendre. On a augmenté les frais contre lui. Et c'est ce soldat volontaire qui paiera en définitive. C'est là de la persécution.

Le soldat Champoux s'est rendu volontairement de l'autre côté hypothéquer sa vie pour sa patrie et, durant ce temps, le gouvernement a profité de son absence en Angleterre, pour hypothéquer sa propriété pour une somme de \$31 seulement, alors que le gouvernement avait d'après la loi l'assurance de ne rien perdre⁷.

L'article 26 de la première résolution est adopté.

Le comité étudie l'article 27 de la première résolution, qui se lit comme suit:

"27. 1. Nonobstant toute disposition de la présente ou de toute autre loi, sont réputés des biens dont la propriété, l'usufruit ou la jouissance est transmis par le décès de la personne à raison du décès de laquelle elles deviennent payables:

"a. Les sommes dues en vertu de polices d'assurances sur la vie effectuées ou appliquées d'après les dispositions de l'article 3 de la loi de l'assurance des maris et des parents (chapitre 301); et

"b. Toutes autres sommes d'argent dues par un assureur, à raison du décès d'une personne dont il a assuré la vie.

"2. Les dettes et charges existant au moment du décès ne sont déduites des polices susdites que de la manière suivante:

"a. quant aux sommes visées par le paragraphe a ci-dessus, sur production d'une preuve satisfaisante que le bénéficiaire les a effectivement payées et jusqu'à concurrence de tel paiement seulement;

"b. quant aux sommes visées par le paragraphe b ci-dessus, sur production d'une preuve satisfaisante que l'acceptation du bénéfice de l'assurance comporte l'obligation d'acquitter ces dettes et charges et jusqu'à concurrence de telle obligation seulement.

"3. Le bénéficiaire ou cessionnaire de polices d'assurance susvisées qui justifie avoir payé de ses deniers des primes dont il n'a pas été remboursé peut en réclamer la déduction avec intérêt à trois pour cent l'an.

"4. Le bénéficiaire ou cessionnaire de telles polices peut également réclamer la déduction du montant de toute dette en satisfaction de laquelle le produit de l'assurance est applicable.

"5. Dans le cas de polices d'assurance prises à son profit par un tiers sur la tête de la personne décédée, les sommes dues en vertu de telles polices ne font pas partie de la valeur totale de la succession, mais les droits sont imposés aux taux prévus à l'article 9, comme si, pour chaque tel tiers, le montant à lui dû était la valeur totale de la succession en ce qui le concerne."

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) explique cet article en donnant des cas concrets. Le gouvernement, par cette refonte, n'a qu'un but, boucher les fuites par où s'en allaient certaines parties des impôts sur les successions, déclare-t-il, si le défunt avait eu la prudence de prendre les conseils d'un bon avocat.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Une fois de plus le gouvernement veut faire payer des gens qui ne payaient pas. Donc le bill constitue une augmentation d'impôts. C'est une nouvelle taxe et le trésorier de la province hésite à le dire.

La réduction des droits, en vertu de ce projet de loi, ne représente au plus que \$40,000 par année, montant réparti sur un très petit nombre de gens, tandis qu'elle double les taxes au détriment des petits et de la masse. Les augmentations de taxes qu'il prévoit constituent au moins un accroissement du

fardeau du peuple pour une somme d'environ \$1,000,000 par année, au lieu du dégrèvement de \$500,000, d'après le calcul de notre argentier ou de ses officiers. Ces taxes seront payées par des gens de fortunes modestes.

Ce n'était pas un bill pour soulager les grosses familles, comme le prétend le trésorier. Cette loi va obérer les successions moyennes et elle travaillera au détriment des familles nombreuses. Elle frappera beaucoup d'autres familles de la classe moyenne qui ont des propriétés de plus de \$10,000. On finira par constater que les faits corroborent ce que j'avance.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le bill ne prévoit aucune augmentation d'impôt. Il empêche simplement le coulage légal.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si ce n'était pas légal, on n'était pas obligé de payer. Et avec le bill actuel, on sera obligé de payer. Donc, c'est une augmentation d'impôt.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Les moyens qu'on prenait pour éluder la loi pouvaient être légaux en principe, mais ils étaient quand même contraires à l'esprit de la loi.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que les mots suivants du paragraphe 1 soient retranchés: "de la présente ou" et les mots suivants soient ajoutés à l'alinéa b de ce paragraphe: ", lorsqu'elles sont dévolues à titre gratuit". Les paragraphes 3, 4 et 5 sont remplacés par:

"3. Toute somme d'argent due par un assureur, à raison du décès d'une personne dont il a assuré la vie, est censée dévolue à titre gratuit:

"a. En proportion du montant des primes payées par la personne décédée et dont elle n'a pas été remboursée, par rapport au montant total des primes payées;

"b. En proportion du montant des primes payées par un employeur ou associé de la personne décédée ou par une compagnie ou société dans laquelle elle avait des intérêts, par rapport au montant total des primes payées, - jusqu'à concurrence de la partie du produit de l'assurance dont la personne, société ou compagnie qui a ainsi payé des primes, n'en retient pas le bénéfice."

L'amendement est adopté.

La résolution ainsi amendée se lit désormais comme suit:

"27. 1. Nonobstant toute disposition de toute autre loi, sont réputés des biens dont la propriété, l'usufruit ou la jouissance est transmis par le décès de la personne à raison du décès de laquelle elles deviennent payables:

"a. Les sommes dues en vertu de polices d'assurance sur la vie effectuées ou appliquées d'après les dispositions de l'article 3 de la loi de l'assurance des maris et des parents (chapitre 301); et

"b. Toutes autres sommes d'argent dues par un assureur, à raison du décès d'une personne dont il a assuré la vie lorsqu'elles sont dévolues à titre gratuit.

"2. Les dettes et charges existant au moment du décès ne sont déduites des polices susdites que de la manière suivante:

"a. quant aux sommes visées par le paragraphe a ci-dessus, sur production d'une preuve satisfaisante que le bénéficiaire les a effectivement payées et jusqu'à concurrence de tel paiement seulement;

"b. quant aux sommes visées par le paragraphe b ci-dessus, sur production d'une preuve satisfaisante que l'acceptation du bénéfice de l'assurance comporte l'obligation d'acquitter ces dettes et charges et jusqu'à concurrence de telle obligation seulement.

"3. Toute somme d'argent due par un assureur, à raison du décès d'une personne dont il a assuré la vie, est censée dévolue à titre gratuit:

"a. En proportion du montant des primes payées par la personne décédée et dont elle n'a pas été remboursée, par rapport au montant total des primes payées;

"b. En proportion du montant des primes payées par un employeur ou associé de la personne décédée ou par une compagnie ou société dans laquelle elle avait des intérêts, par rapport au montant total des primes payées, - jusqu'à concurrence de la partie du produit de l'assurance dont la personne, société ou compagnie qui a ainsi payé des primes, n'en retient pas le bénéfice."

L'article 27 de la première résolution, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 28 à 38 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 39 de la première résolution qui se lit comme suit:

"39. Le percepteur doit adresser à chaque bénéficiaire, exécuteur, fiduciaire ou administrateur l'état qui le concerne, par lettre recommandée envoyée à son adresse ou au domicile, dans cette province, élu pour tous les bénéficiaires et pour l'exécuteur, le fiduciaire ou l'administrateur, et lui donner avis de lui payer les droits qui y sont mentionnés, dans les trente jours de l'envoi de l'avis, et, au cas où la déclaration ne donne pas toutes les adresses requises, ou, au cas où elle n'établit pas de domicile commun, le percepteur peut envoyer cet état et cet avis à l'une des adresses données dans la déclaration, et, au cas où aucune adresse n'est donnée, il peut les adresser au protonotaire de la Cour supérieure du district qu'il appartient; et, si le montant ne lui est pas payé au jour fixé, le procureur général peut, sujet aux dispositions des articles 30 à 32, en poursuivre le recouvrement devant toute cour de juridiction compétente."

Des députés de l'opposition: La loi est nébuleuse.

M. Gagnon (Matane): Pourquoi tant de recours à des tribunaux différents: Cour supérieure, Régie des services publics et protonotaire? Je m'étonne qu'on ne parle pas également de la Cour de recorder.

Il proteste, dit-il, contre le fait que la loi réfère à la Régie des services publics les différends que l'on peut avoir à ce sujet.

L'article 39 de la première résolution est adopté.

L'article 40 de la première résolution est adopté.

Le comité étudie l'article 41 de la première résolution qui se lit comme suit:

"41. Lorsqu'une succession comprend des bons, obligations, rentes inscrites ou autres valeurs de la province de Québec, affranchis des droits imposés par la présente loi, le trésorier de la province peut exiger de toute personne qui les a reçus ou y a droit qu'elle acquitte les droits ou sa part de droits, selon le cas, exigibles en vertu de la présente loi, pour le tout ou pour partie seulement, par la délivrance de tels bons, obligations, rentes inscrites ou autres valeurs.

"Les valeurs ainsi données en paiement des droits sont comptées à leurs cours moyen au jour du décès.

"Aucune exemption des droits prévus par la présente loi n'est accordée à raison des valeurs

visées par le présent article, lorsqu'elles ont été acquises par les successions du *de cuius* ou de son conjoint commun en biens après leur décès ou pendant leur maladie réputée mortelle."

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut parler des fonds d'amortissement de la province. N'est-il pas exact que le département du Trésor de la province se sert des argents de la province pour les fins de d'amortissements pour acheter des obligations des compagnies électriques?

M. le président intervient pour que le débat ne s'écarte pas des cadres de la loi. Il le rappelle à l'ordre et lui demande de revenir à l'article 41.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors que le président lise l'article en français et en anglais.

M. le président lit la version française de l'article 41.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le président lise l'article en anglais maintenant.

M. le président: Du moment que l'article a été lu dans une des deux langues officielles, cela suffit. Les règlements ne m'obligent pas à lire les textes dans les deux langues, mais seulement dans une des deux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes dans une province où les deux langues sont officielles.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): (En souriant) L'honorable chef de l'opposition doit comprendre le français!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je veux que l'on note que le gouvernement ne respecte pas les droits de la minorité anglaise.

Il oblige, dit-il, le trésorier à reconnaître qu'il incorpore à sa révision une loi du gouvernement de l'Union nationale par laquelle les propriétés ne peuvent être affranchies des droits de succession en utilisant une deuxième fois les mêmes obligations exemptes de taxes.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) reconnaît ce fait.

L'article 41 de la première résolution est adopté.

Le comité étudie l'article 42 de la première résolution qui se lit comme suit:

"42. Toute somme due à la couronne, en vertu de la présente loi, est une dette privilégiée, prenant rang immédiatement après les frais de justice."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a trop de privilèges actuellement et le gouvernement devrait en exiger l'enregistrement.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Le gouvernement de l'Union nationale exigerait-il cet enregistrement?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons donné des instructions aux bureaux d'enregistrement d'exercer une surveillance très étroite.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): C'est clair comme deux et deux font cinq!

L'article 42 de la première résolution est adopté.

Les articles 43 et 44 de la première résolution sont adoptés.

Le comité étudie l'article 45 de la première résolution, qui se lit comme suit:

"45. Tant que les droits n'ont pas été payés, et que le certificat mentionné dans l'article précédent n'a pas été délivré:

"a. Aucun exécuteur, fiduciaire, administrateur, curateur, héritier, légataire ou donataire ne peut consentir au transport ni au paiement d'un legs ou d'une part héréditaire;

"b. Aucune personne ou corporation, aucun agent de transferts pour une corporation, ne peut accepter ou insérer dans ses livres aucun transfert ni aucune transmission d'actions ou enregistrement d'obligations ou autres valeurs;

"c. Aucun dépositaire ne peut remettre de l'argent déposé au nom d'une personne, ou en compte commun, ni le transporter au nom d'une autre personne; mais, néanmoins, le trésorier de la province, ou le contrôleur du revenu de la province, ou le percepteur compétent peut, jusqu'à concurrence de mille dollars, et aux termes et conditions jugés convenables, permettre cette remise ou ce transfert avant le paiement des droits et la délivrance du certificat;

"d. Aucune association, banque, compagnie, raison sociale ou société ayant dans la province de

Québec son siège social, une succursale ou un siège quelconque d'opérations, aucune personne, aucun banquier, courtier, agent de change, agent d'affaires, fiduciaire, officier public ou ministériel, qui sont détenteurs, dépositaires ou débiteurs, de quelque chef que ce soit, de titres, sommes, valeurs, documents ou objets quelconques revenant à un héritier, légataire, exécuteur testamentaire, fiduciaire, administrateur ou autre ayant droit d'une personne décédée ou de son conjoint, ne peuvent en effectuer la restitution ou la remise, le paiement, l'échange ou le transfert;

"e. Nul régistrateur ne peut inscrire dans ses livres la transmission ou le transport d'aucun immeuble appartenant, lors de son décès, à une personne décédée, ni d'aucune dette grevant un immeuble en faveur de ce défunt, par privilège ou hypothèque, ni la quittance d'aucune telle dette, et le certificat du percepteur doit, avant que l'inscription ou mention ne soit faite, être déposé au bureau du régistrateur pour y être conservé et noté à l'index aux immeubles;

"f. Aucun assureur ne peut effectuer un paiement valide du montant dû à raison d'un décès; cependant, s'il a un bureau d'affaires en cette province, il peut, sans attendre le paiement des droits et l'émission du certificat prescrit à l'article précédent, payer au conjoint, fils ou fille, père ou mère, gendre ou bru, beau-fils ou belle-fille de la personne décédée, domiciliés dans cette province, une somme n'excédant pas mille cinq cents dollars, mais la somme ainsi payée reste soumise à l'application de toutes les autres dispositions de la présente loi."

L'article est amendé et l'alinéa suivant est ajouté:

"Le trésorier de la province, le contrôleur du revenu ou le percepteur compétent, peut, aux conditions jugées convenables, permettre un acte visé au présent article si la chose est requise pour payer les droits imposés par la présente loi ou les dettes de la succession."

L'amendement est adopté.

L'article 45 de la première résolution, ainsi amendé, est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Dépôt de documents:

Sommes payées par le gouvernement à l'*Avenir du Nord*

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 14 avril 1943, pour la production de copie de toutes factures, pour quelque service que ce soit, payées au cours des trois dernières années financières par le gouvernement:

a) à l'*Avenir du Nord Cie ltée*, de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne;

b) à la compagnie J.-H. Labelle ltée, qui imprime le journal l'*Avenir du Nord*. (Document de la session no 45)

Sommes payées par des organismes gouvernementaux à l'*Avenir du Nord*

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 14 avril 1943, pour la production de copie de toutes factures, pour quelque service que ce soit, payées au cours des trois derniers exercices financiers par toute commission ou organisme relevant du gouvernement:

1. à l'*Avenir du Nord Compagnie ltée*, de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne;

2. à la compagnie J.-H. Labelle ltée, qui imprime le journal l'*Avenir du Nord*. (Document de la session no 46)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 12 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:**Pont de Petite-Bergeronne**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le pont de Petite-Bergeronne, dans le comté de Saguenay, est en mauvais état. Il est devenu dangereux, faute d'entretien.

Il demande au gouvernement d'y voir.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): J'ai été averti de la chose et j'ai communiqué immédiatement avec l'ingénieur de la voirie qui a envoyé un homme sur les lieux.

**Grève à la
Collins and Aikman**

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): J'ai communiqué avec le gérant du bureau régional du Travail à Québec qui m'a fait part de la décision bien arrêtée de la compagnie de Farnham de ne pas se rendre à l'ordre du bureau fédéral de payer un boni de vie chère de 14 points aux employés. La compagnie prétend qu'elle n'a pas les moyens de payer ce boni. Le gérant du bureau régional du Travail, M. J.-T. Saint-Germain, a télégraphié à Collins and Aikman qu'il était bien décidé à faire respecter la décision prise. Le bureau régional du Travail lui a donné un délai de cinq jours pour produire son état financier. S'il est prouvé qu'elle ne peut payer, faute de revenus suffisants, le conseil régional a les pouvoirs voulus pour recommander qu'on lui paye des octrois suffisants pour faire face à la situation. Je suis convaincu que la compagnie va payer le boni et que la grève qui a éclaté, hier midi, sera réglée par le fait même.

Projets de loi:**Loi sur l'organisation
des villages miniers**

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 35 modifiant la loi concernant l'organisation municipale des villages miniers.

Ce bill autorise les secrétaires trésoriers des villages miniers, qui ne font pas partie des conseils de comté, à ordonner et diriger des ventes de propriétés pour le non-paiement de taxes municipales. Il est

clarifié que tous les emprunts des corporations municipales régies par des chartes spéciales doivent être approuvés par le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin). Ces emprunts devaient auparavant être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Même si cette procédure a été habituellement suivie dans le passé, l'adoption de ce bill réglerait la question d'une façon permanente.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Emprunts des
corporations municipales**

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 36 concernant les emprunts des corporations municipales régies par des lois spéciales.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des constituts**

M. Biron (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 176 modifiant la loi des constituts ou du régime de tenure dans certains districts électoraux.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 176 sans l'amender.

M. Biron (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Code
du notariat**

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 179 modifiant le Code du notariat.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 179 sans l'amender.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Testament de Kathleen McIntyre

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Guerin), que le bill 102, concernant certaines dispositions du testament de feu Kathleen McIntyre, ci-devant épouse de Andrew C. Hersey, soit retiré du comité permanent des bills publics en général, auquel il avait été référé par cette Chambre, et qu'il soit inscrit au *Feuilleton* pour être étudié en comité plénier lors de la prochaine séance.

Le comité permanent des bills publics en général a terminé ses travaux avant de pouvoir étudier la mesure ci-haut mentionnée. Je demande que le comité plénier de l'Assemblée législative le remplace.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'oppose.

Adopté après division.

Loi des droits sur les successions

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 13 refondant la loi des droits sur les successions.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson)⁸.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le trésorier a admis que son idée était d'empêcher quiconque, riche, pauvre ou de classe moyenne, de frauder le fisc. Il prédit que les revenus vont augmenter l'année prochaine de \$800,000 à \$1,000,000.

Les articles 46 à 56 de la première résolution sont adoptés.

Le comité étudie l'article 57 de la première résolution qui se lit comme suit:

"57. Le percepteur des droits sur les successions ou le percepteur du revenu de la province pour le district du revenu de Montréal, selon le cas, ne peut donner aucun renseignement ni fournir aucun document, obtenu relativement à l'administration de la présente loi, si ce n'est pour les fins de l'administration du gouvernement ou sur ordonnance du tribunal rendue après avis donné à ce percepteur.

"Le présent article s'applique aussi à tout autre officier du revenu.

"Ces fonctionnaires pourront néanmoins, sans une ordonnance, dire si un testament ou une déclaration a été ou non reçu à leur bureau, ou si un bien est ou n'est pas compris dans une déclaration.

"Ces fonctionnaires pourront, en outre, sans ordonnance, donner des renseignements et fournir des documents à tout fonctionnaire chargé de la perception de droits sur les successions pour le gouvernement du dominion, d'une province canadienne ou d'un état étranger, si ce gouvernement accorde les mêmes facilités aux fonctionnaires de cette province.

"Toute personne qui contrevient à une disposition du présent article est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus deux cents dollars."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce serait une bonne idée que ces renseignements soient disponibles afin les gens sachent que certains des leurs, s'étant fait passer toute leur vie pour des citoyens honnêtes et intègres, les ont volés pendant des années.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il n'existait aucune entente en vigueur entre le Québec et les autres provinces pour bannir les droits de succession d'un territoire à l'autre. Ces renseignements ont été donnés quand la clause permettant au gouvernement de ne pas imposer de taxes sur la propriété au Québec aux citoyens d'autres provinces était adoptée, à condition qu'il y ait réciprocité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il semble que le gouvernement ne fait pas beaucoup de progrès sur la voie de l'unité nationale quand il ne peut arriver à des ententes conjointes avec les autres provinces par lesquelles la propriété serait taxée seulement par une loi provinciale.

L'article 51 de la première résolution est adopté.

Les articles 58 à 61 de la première résolution sont adoptés.

Le comité étudie la deuxième résolution qui se lit comme suit:

2. Que la présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction mais avec effet à compter du premier avril 1943.

Adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues⁹.

M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste pour que les amendements aux résolutions ne soient agréés par la Chambre qu'à la prochaine séance. Le gouvernement ne devrait pas être si pressé d'imposer de nouvelles taxes.

Il est ordonné que l'examen des résolutions soit remis à la prochaine séance.

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Élie (Yamaska) propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec désapprouve l'attitude du gouvernement actuel au sujet du prêt agricole provincial et elle déclare que la conduite et la politique du gouvernement, au sujet du prêt agricole provincial, sont injustes à l'endroit des cultivateurs et nuisibles aux meilleurs intérêts de la province."

À l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, en 1936, les cultivateurs broyaient du noir et désertaient la terre. La classe agricole n'avait, depuis plusieurs années, pour partage et comme nourriture, que la misère et le découragement. Les cultivateurs

n'avaient pour emprunter que le prêt agricole fédéral, qui ne leur prêtait pas et dont les conditions étaient adaptées surtout aux besoins des autres provinces. Ils venaient grossir le nombre des chômeurs dans les villes, on désertait les campagnes et les finances des municipalités étaient compromises.

Ce que le régime antérieur à l'Union nationale avait refusé et négligé de réaliser en 15 ans, l'Union nationale le réalisa en moins de trois mois. En l'espace de ces quelques mois, l'Union nationale a préparé et mis en vigueur un système de crédit agricole provincial pour nos cultivateurs. Une somme de \$35,000,000¹⁰ fut mise à la disposition des cultivateurs, le taux d'intérêt fut fixé à 2½ % et les délais de remboursement prolongés pour une période de 39 ans si nécessaire. Ce taux d'intérêt très bas et le délai accordé pour le remboursement ont procuré à la classe agricole des avantages dont elle avait besoin.

Les frais d'administration du prêt agricole provincial étaient alors beaucoup plus bas que ceux du prêt fédéral; le gouvernement, d'autre part, a assumé les frais d'enregistrement. Bref, grâce au prêt agricole provincial, l'agriculture fut sauvée dans la province de Québec, pour les raisons suivantes: parce que le prêteur ordinaire avait confiance en la solvabilité de l'agriculteur québécois, parce que le cultivateur bénéficiait d'un taux d'intérêt très bas; parce que le cultivateur profitait du délai dont il avait besoin, parce que la cellule paroissiale et familiale, notre meilleure garantie de survie, fut sauvée, parce que les finances municipales et scolaires furent restaurées et solidifiées et les finances des cités et villes améliorées, vu le retour dans les campagnes des cultivateurs qui chômaient dans les villes.

Le cultivateur demeura maître chez lui. Le prêt agricole a sauvé la valeur la plus stable et la plus constante que nous ayons, la terre, et a été le moyen le plus efficace de combattre la dictature économique en l'empêchant de s'emparer du sol. Le gouvernement de l'Union nationale, grâce au prêt agricole institué par lui, a donné confiance aux agriculteurs et accompli une œuvre patriotique.

Malheureusement, le prêt agricole de l'Union nationale a été odieusement saboté par le gouvernement actuel, en imposant aux cultivateurs des conditions injustes, au point de le rendre inopérant. C'est là une trahison envers la classe agricole.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Labbé, Lorrain, Sauvé (Beauharnois), 8.

Contre: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Duval, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, Plamondon, Potvin, Rochette, Sabourin, 36.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante et un mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de matériel, accessoires, instruments, médicaments et vêtements", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Honoraires, indemnités et allocations", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Publicité et éducation", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante et onze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Unités sanitaires de comtés", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944¹¹.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Fonds de l'assistance publique", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Le budget de la Santé n'est pas exact. On demande de voter \$6,000,000, alors que l'on dépense, en fait, \$13,000,000. Les gens ont le droit de savoir exactement où va leur argent.

M. Plamondon (Portneuf): Je demanderais au trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) de ne pas retenir sur le fonds de l'assistance publique les octrois que le ministère de la Voirie accorde aux municipalités.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À combien se chiffreront les dépenses de l'assistance publique pour l'année?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le coût de l'hospitalisation est de \$6,000,000, pour un total de \$9,490,000 avec d'autres items. Le gouvernement retirera environ \$3,400,000 des municipalités.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le gouvernement ne prévoit dans le budget que \$3,000,000 pour l'assistance publique, alors que les dépenses prévues se chiffreront à \$9,000,000, il y a, par conséquent, un écart de \$6,000,000 entre le budget et les dépenses réelles. Le gouvernement compte sur les municipalités pour payer ce montant de \$6,000,000. Il y a aussi un écart de \$1,400,000 dans les dépenses prévues pour les asiles d'aliénés et

un autre écart en ce qui regarde les dépenses des unités sanitaires. J'en conclus que, pour ces trois items seulement, il y a un écart de plus de \$10,000,000 entre les dépenses prévues et celles qui apparaissent au budget.

Le gouvernement a été obligé de payer le montant de \$9,000,000 par des ordres en conseil et des contrats avec des institutions, et c'était donc du camouflage et de la tromperie de demander un vote pour seulement \$3,000,000. C'était encore plus une réalité quand le ministre a admis que son ministère était encore en train d'essayer d'encaisser de certaines municipalités des comptes vieux de plus de 20 ans.

La semaine dernière, le ministre a demandé de voter un montant de \$1,400,000 pour les asiles d'aliénés et a déclaré que le gouvernement aurait à déboursier \$2,800,000 dont \$1,400,000 serait payé par les municipalités.

Le ministre a admis de plus qu'il encaissait des comptes vieux de 20 ans des municipalités sur les comptes des asiles d'aliénés. Sur ces deux items seulement, le gouvernement a dû admettre une différence de \$7,400,000. Manifestement, le budget a été truqué. Je ne blâme pas le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) parce que je le trouve sympathique. Mais il se fera corrompre s'il côtoie de tels individus.

On voit donc jusqu'à quel point le budget du trésorier provincial est faux. Il ne représente que le tiers des dépenses. Le gouvernement falsifie la situation financière et présente un faux bilan, dissimulant et mentant dans l'intention de tromper le peuple. Pour l'assistance publique et les asiles d'aliénés, le gouvernement doit payer \$9,000,000 et dans le budget, on ne trouve qu'un montant de \$13,000,000. Le gouvernement déduit des sommes nécessaires au paiement de ces dépenses les sommes que lui remboursent les municipalités. Il anticipe la contribution des municipalités, celle de la Commission des liqueurs et le produit de certaines taxes quand il sait par expérience qu'il ne peut rien encaisser. Je n'approuve pas le procédé.

Un homme d'affaires qui présenterait un bilan aussi faux serait passible de la prison. Le gouvernement agit ainsi pour présenter des surplus... Il n'est pas étonnant qu'on produise des surplus! Ce sont des surplus de camouflage et des déclarations erronées. Les estimés qui ont été produits ne sont que des répliques de ceux soumis au cours des régimes libéraux précédents, quand tout était fait pour camoufler la situation financière réelle de la province afin de présenter des surplus imaginaires.

Dans ces circonstances, il n'est pas surprenant qu'on n'ait pas payé aux hôpitaux et aux autres institutions ce qui leur était dû. Cela ressemblait au bon vieux temps quand le premier ministre était seulement ministre de l'Agriculture et que le premier ministre avait introduit le système de paiement par reconnaissance de dette avec le résultat que le gouvernement de l'Union nationale a été obligé de payer \$50,000,000 de l'ancien gouvernement parmi ces reconnaissances de dette, billets à échéance et chèques émis sans provision. Quand l'Union nationale perdit le pouvoir en 1939, elle recevait encore des comptes qui étaient dus avant 1936.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Si je vais au restaurant avec un ami, alors qu'entre nous deux il y a entente que chacun paiera ses dépenses, je ne ferai figurer à mon bilan que le coût d'un seul repas, même si je paie pour les deux par anticipation.

Les montants dus par les corporations ne sont pas des revenus pour la province mais seulement des remboursements. Le gouvernement est donc tout à fait justifiable de procéder comme il le fait.

M. Plamondon (Portneuf): Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement fait toute une histoire à propos de la façon dont le gouvernement a présenté le budget. L'opposition ne devrait pas dénoncer si fort le budget soumis, puisque ce dernier a été confectionné selon des critères suivis par les gouvernements depuis des temps immémoriaux. On procédait de la même manière sous l'Union nationale. L'opposition a fait une tempête dans un verre d'eau. C'est comme cela que le budget était présenté du temps de l'Union nationale.

Des subventions dues à des municipalités pour des routes locales ont été retenues à cause de plaintes du ministère de la Santé sous la loi de la charité publique, ce qui a rendu la situation difficile pour certaines municipalités. J'ai déjà attiré l'attention du ministère de la Santé sur cette situation, mais elle est encore en suspens. Il suggère, dit-il, que le ministère de l'Assistance publique paie son dû aux municipalités même si ces dernières doivent des sommes d'argent à d'autres ministères de l'administration.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) remercie le député de Portneuf (M. Plamondon) d'avoir attiré l'attention du gouvernement sur ce sujet et promet que chaque cas sera considéré en toute objectivité.

Quand le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir, il devait aux municipalités en subventions un total entre \$7,000,000 et \$8,000,000, montant qui a été réduit à environ \$2,000,000. Le gouvernement est en train d'ajuster tous les comptes

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):

Je me suis entendu avec le trésorier pour qu'à l'avenir les comptes d'assistance publique des hôpitaux soient payés chaque mois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand j'étais au pouvoir, le budget était complet et non pas partiel comme il l'est présentement.

J'ai peur que le député de Portneuf n'embarrasse le gouvernement en disant qu'il retient des subventions à cause des montants supposément dus par le ministère de la Santé.

Il profite (M. Duplessis) de la circonstance pour décrocher quelques traits à M. J.-H. Biéler, assistant-trésorier provincial.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Fonds de l'assistance publique: dépenses en immobilisation", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. *La Presse* du 14 mai 1943, à la page 10, fait dire à M. Chaloult: "Il y a quelques minutes, j'ai remis une motion au greffier de la Chambre (...)"

2. Cette motion se lit comme suit: "Que cette Chambre prie le gouvernement fédéral de libérer du camp de concentration monsieur Camillien Houde, député de Sainte-Marie à la Législature de Québec", selon *L'Événement-Journal* du 14 mai 1943, à la page 3.

3. 3 h 30, selon *Le Devoir* du 14 mai 1943, à la page 3.

4. *Note de l'édition:* Pour prendre connaissance de l'ensemble des résolutions, il s'agit de déférer à la première séance du 11 mai 1943. Lors des séances du 11 mai, 25 articles de la première résolution ont été adoptés en comité plénier de la Chambre.

5. *Le Canada* du 14 mai 1943, à la page 14, et *La Gazette* du même jour, à la page 13, mentionnent plutôt le 26 juillet, tandis que *Le Soleil* du 14 mai 1943, à la page 3, affirme que M. Jeffrey est décédé deux mois après la donation.

6. *La Patrie* du 14 mai 1943, à la page 12, ne laisse pas entendre que M. Mathewson ait hésité avant de donner le nom du notaire. Au contraire, selon le compte-rendu de ce journal, le ministre révèle de lui-même ce nom et le chef de l'opposition ne le questionne pas à ce sujet.

7. *Le Montréal-matin* du 14 mai 1943, à la page 9, écrit que M. Duplessis fit allusion à la défense de nos côtes et déclara que ces jours derniers, un sous-marin ennemi avait été signalé aux abords de Rimouski. L'allusion ne fut cependant pas relevée et la Chambre n'eut pas plus de détails sur la présence d'un sous-marin dans nos eaux.

8. *Note de l'édition:* Pour prendre connaissance de l'ensemble des résolutions, il s'agit de déférer à la première séance du 11 mai 1943. Lors de l'ajournement de la première séance de ce jour, le comité avait adopté 45 articles de la première résolution.

9. Selon *L'Événement-Journal* du 14 mai 1943, à la page 13, il est 10 heures lorsqu'on fait cette lecture.

10. \$45,000,000, selon *L'Événement-Journal* du 14 mai 1943, à la page 9.

11. Selon *The Chronicle Telegraph* du 14 mai 1943, à la page 3, cet item aurait plutôt été adopté le 13 mai.

Première séance du jeudi 13 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Explications sur des faits publiés:

Fêtes du couronnement
de George VI

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Un journal de Montréal, la *Gazette*, faisant écho à une réponse donnée en Chambre, a substitué mon nom avec celui de l'ancien ministre des Travaux publics (M. Bourque) comme représentant de la province aux fêtes du couronnement de George VI à Londres, en 1937.

J'aurais peut-être aimé à faire le voyage, mais je n'étais pas alors dans une situation pour le faire. Je devais, en ce moment, exercer les fonctions de chef de la loyale opposition de Sa Majesté. Je ne pouvais, en conséquence, assister aux fêtes du couronnement. Il ne fut pas du tout question de moi comme délégué à Londres.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On avait invité la province à envoyer un personnage représentatif pour la représenter aux fêtes du couronnement. Il est évident que nous ne pouvions envoyer le ministre de la Voirie¹!

(Rires)

Libération
de Camillien Houde

M. Chaloult (Lotbinière): Pour quels motifs l'Orateur a-t-il écarté ma motion dans laquelle je demandais que l'Assemblée législative réclame la libération de M. Camillien Houde du camp de concentration? En vertu de l'article 136 du Règlement, les députés ont le droit de faire des motions sur n'importe quel sujet. Cette motion est parfaitement conforme aux règlements et à l'usage et je ne vois aucune raison pour laquelle on l'a rejetée. C'est la deuxième fois qu'on me refuse une motion, apparemment sans raison et je ne vois pas pourquoi celle-ci ne serait pas inscrite à l'ordre du jour. Cette

motion est d'intérêt public. Elle a le droit d'être inscrite et discutée en vertu de l'article 136 du Règlement. J'invite donc l'Orateur de cette Chambre à donner ordre au greffier de l'accepter.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Les lois sont faites pour les députés comme pour les autres. Nous sommes en guerre et il faut en tenir compte. L'agitation soulevée en certains milieux concernant l'internement du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) ne devrait pas être alimentée par la Législature. Il existe des règlements du temps de guerre qui défendent, dans cette province comme dans les autres, de soulever des questions de nature à décourager notre effort de guerre et à créer de la dissatisfaction et de la désaffection parmi les sujets de Sa Majesté le roi. Ces lois doivent être respectées par tout bon citoyen. Je ne comprends pas, à une époque de guerre comme celle que nous traversons, la persistance que l'on met à inscrire au *Feuilleton* des motions qui portent sur des questions étrangères au domaine de la politique provinciale et tendant toujours à critiquer des actes du gouvernement fédéral et les décisions des tribunaux.

Ces motions sont contraires aux règlements édictés pour maintenir le calme et l'ordre dans le pays. Elles sont de nature à gêner l'effort de guerre et méritent un blâme. On devrait les bannir de l'ordre du jour. Cette motion n'a pas sa place à Québec, puisqu'il s'agit d'une question fédérale, et elle va à l'encontre des lois existantes, car elle est de nature à troubler l'ordre.

Par ailleurs, la motion Chaloult vise un tribunal, puisque c'est un tribunal qui a ordonné l'arrestation de M. Houde. Si M. Houde a été interné, il l'a été d'autorité. Il y a peut-être 20 fois que je lis dans les journaux des déclarations du ministre de la Justice à l'effet que celui qui est le plus intéressé à sortir du camp de concentration, c'est-à-dire M. Houde, n'a jamais demandé d'en sortir. Si M. Houde lui-même ne demande pas de sortir, pourquoi d'autres insisteraient-ils? Pour ma part, je suis certain que l'Orateur a eu raison de refuser cette motion.

M. Chaloult (Lotbinière): Si M. Houde n'a pas demandé de sortir du camp de concentration, il n'a pas demandé d'y entrer non plus.

Une voix à droite: À l'ordre! À l'ordre!

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Je soulève un point d'ordre. Le député de Lotbinière n'a pas le droit de parler deux fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai toujours défendu les droits de l'Assemblée législative et les privilèges des députés. La liberté doit exister à l'Assemblée législative de discuter même les questions et les politiques fédérales. Je suis l'un de ceux qui ont prétendu que l'Assemblée législative avait le droit de se prononcer sur n'importe quelle question. Ce qui ne veut pas dire que l'on doive s'en servir pour soulever des questions exclusivement dans un but d'ambition personnelle. L'Assemblée législative n'est pas constituée pour discuter des motions faites dans un but personnel ou politique.

Si M. Houde veut sortir du camp de concentration, il y a des tribunaux spéciaux à cet usage. Il est évident que lui ou ses amis doivent d'abord s'adresser aux tribunaux constitutionnels qui sont à sa disposition pour faire valoir sa demande de mise en liberté. En conséquence, dit-il, il désapprouve l'introduction de ce genre de motions sur l'ordre du jour.

Cependant, comme l'a souvent déclaré l'honorable Louis Saint-Laurent, le député de Sainte-Marie n'a jamais demandé de sortir. Tout ce qu'il a réclamé, c'est son internement dans un endroit plus près de chez lui. Je crois que les fins de la Législature et de la justice seront mieux servies si on ne fait pas plus de zèle que le principal intéressé. Mais je demande la justice.

M. Chaloult (Lotbinière): Ma motion n'est pas faite dans un but personnel ou politique, mais en vue de la bonne administration de la justice. Je n'ai d'autre but que de prier la Chambre de solliciter la mise en liberté de l'un des membres de la Législature.

M. l'Orateur appelle un autre article de l'ordre du jour.

Loi sur l'organisation des villages miniers

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 modifiant la loi concernant l'organisation municipale des villages miniers soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but du projet est d'autoriser ces villages à procéder à la vente d'immeubles pour taxes suivant les dispositions de la loi des cités et villes.

M. Gagnon (Matane): L'incorporation des villages miniers est due à une loi que l'Union nationale a fait voter. Avant cela, il y avait, dans notre région minière, des villes-champignons qui se faisaient attribuer des terrains non dans un but de prospection minière, mais pour se livrer à une spéculation immobilière.

Ces villes n'avaient aucun service public à offrir aux citoyens. L'Union nationale a remédié à cela en obligeant les compagnies minières à céder des terrains pour l'érection de villages miniers bien organisés, et soustraire ainsi les mineurs à l'exploitation de certaines compagnies. Les autres provinces et le ministère des Mines de l'Ontario ont trouvé que cette loi était un modèle du genre.

Les gérants des villages miniers ont déjà, en vertu du Code municipal, tous les pouvoirs dont ils ont besoin pour percevoir les taxes arriérées. Il n'est donc pas besoin de présenter cette mesure. Sous l'Union nationale, un tel projet de loi n'a pas été jugé nécessaire, car les mineurs ayant du gouvernement la protection voulue, personne ne songeait à laisser vendre ses immeubles pour taxes. Ce bill est passé pour le village de Cadillac.

Il réclame, dit-il, la construction de la route entre le village de Cadillac et celui de Preissac. Le bill Drouin est une mesure anti-libérale, qui coûtera cher aux villages miniers.

M. Duplessis (Trois-Rivières) ne croit pas à l'opportunité de ce bill. C'est une loi inutile qui consacre un principe qui est déjà dans les lois.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Ce bill est nécessaire pour réparer l'oubli que l'Union nationale a commis en 1939 d'insérer dans la loi relative à l'organisation des villages miniers un *proviso* créant un mécanisme peu dispendieux pour percevoir les arrérages de taxes.

Dans les villages de Pasqualis et Cadillac, il y a environ pour \$3,000 d'arrérages de taxes que mon projet permettra à ces villages de percevoir. Il y a des arrérages de taxes qu'il importe de percevoir même si les municipalités de Pasqualis et de Cadillac ne font pas partie d'un conseil de comté.

Ces taxes n'ont pas été payées à cause de la fermeture de trois mines dans la région. La municipalité n'ayant pas le pouvoir de vendre les immeubles pour taxes, certains propriétaires peuvent en profiter pour négliger de payer.

Rien ne prouve qu'il faudra réellement faire vendre les terrains. Mais la municipalité doit avoir le pouvoir de le faire.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil.

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 35 sans l'amender.

Emprunts des corporations municipales

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 concernant les emprunts des corporations municipales régies par des lois spéciales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Potvin (Roberval)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Au temps de l'Union nationale, nous avons passé une loi disant que l'approbation du ministre suffirait pour autoriser un emprunt. Dans ce temps-là, nous avions un bon ministre. Aujourd'hui, le gouvernement n'a pas confiance en son ministère et il veut reprendre le contrôle des emprunts. Et c'est le ministre lui-même qui présente un bill pour demander à la Chambre de déclarer qu'il n'est pas compétent!

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le cabinet accepte toujours avec plaisir les recommandations du ministre des Affaires municipales.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre n'a pas le droit de révéler ce qui se passe au sein du cabinet.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et qu'il l'a adopté sans l'amender.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil³.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-il vrai que le département du ministre a acheté un yacht?

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): On a acheté, au coût de \$1,000, un yacht qui valait \$3,500 et qui servira à la patrouille sur le lac Saint-Pierre et la rivière Outaouais, pour empêcher que les lois de la chasse et de la pêche soient violées.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): C'est un "bargain"!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il vaudrait mieux avoir des bateaux pour faire la surveillance du

Saint-Laurent contre les sous-marins. Je crois que le yacht est plutôt destiné aux amis du gouvernement qui veulent faire des excursions de pêche et de chasse.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 13 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

**Commission des accidents du travail,
rapport 1942**

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) dépose sur le bureau de la Chambre le quinzième rapport annuel de la Commission des accidents du travail au 31 décembre 1942. (Document de la session no 47)

Questions et réponses:

**Coopérative fédérée
de Québec**

M. Élie (Yamaska): Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 14 avril 1943 inclusivement:

1. Quel est le montant total payé par le gouvernement de la province à la Coopérative fédérée de Québec, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit?

2. Pour quelles fins ces divers montants ont-ils été payés par ledit gouvernement?

3. Combien a été payé par ledit gouvernement dans chaque cas?

4. Le gouvernement de la province a-t-il contracté des engagements ou obligations, donné des garanties ou fourni des endossements à la Coopérative fédérée de Québec?

Dans l'affirmative:

a) Pour quelle somme totale?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. \$2,507,899.01.

2. et 3.

Remboursement de la prime de 2 cents sur le fromage	\$ 1,179,416.74
Remboursement des avances et autres déboursés faits pour le compte de la Coopérative de lait et crème de Montréal à la demande du gouvernement	218,483.59
Remboursement de frais encourus pour l'expérimentation sur le fromage Richelieu à la fabrique d'Henryville	56,413.12
Subvention pour construction d'un entrepôt frigorifique à La Sarre	20,677.02
Achat de grain de semences, foin, moulées, insecticides et autre marchandises	1,032,908.54
	<u>\$ 2,507,899.01</u>

4. Oui.

a) \$ 400,898.01 dont \$ 295,573.73 déjà payés et mentionnés aux réponses nos 2. et 3.

Projets de loi:

**Loi des droits
sur les successions**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que les résolutions relatives au bill 13 refondant la loi des droits sur les successions soient maintenant agréées.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): On pensait que cette loi soulagerait les gens de successions moyennes. Au contraire, elle va aider les grosses successions. Il s'agit, en plus, d'une augmentation de taxes, comme l'a si bien dit le chef de l'opposition.

Il propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec déclare ne pouvoir agréer les résolutions relatives au bill 13 intitulé: Loi refondant la loi des droits sur les successions, parce que ces résolutions causent de graves injustices aux familles nombreuses et aux héritiers des petites successions, parce que ces résolutions imposent de nouvelles taxes injustes et parce qu'elles négligent de répartir équitablement le fardeau des impôts et des taxes sur les successions."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), 12.

Contre: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Robidoux, Rochette, 44.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Lesdites résolutions sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 13 refondant la loi des droits sur les successions.

Adopté après division. Le bill est lu une première fois.

Aménagement hydroélectrique à Mont-Laurier

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 30 concernant un aménagement hydroélectrique à Mont-Laurier.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de Delagrave (Québec-Ouest)

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la proposition du ministre des Terres et Forêts soit autorisé:

a. à approuver, avec les modifications et conditions qu'il déterminera, les plans et devis produits par l'Électricité de Mont-Laurier, ltée, d'un barrage érigé sur la rivière du Lièvre, à l'endroit connu sous le nom de Rapide de l'Original, dans le village de Mont-Laurier, comté de Labelle;

b. à concéder, pour la période de temps et aux conditions qu'il déterminera, à ladite Électricité de Mont-Laurier, ltée, les forces hydrauliques non concédées audit endroit, avec les terrains et droits de la province requis pour leur aménagement et utilisation.

Ce projet de loi, explique-t-il, a pour objet d'empêcher la démolition d'un pont-barrage construit sur la Lièvre, dans la ville de Mont-Laurier, et qui est essentiel au maintien du service de l'électricité à Mont-Laurier et à Ferme-Neuve. La loi a donc pour effet de faciliter le règlement d'un litige entre l'Électricité de Mont-Laurier ltée et la Eagle Lumber Company⁴. Cette dernière compagnie a pris des procédures contre la compagnie de l'électricité, prétendant que la construction d'un barrage lui causait des dommages. La Cour du banc du roi a rendu jugement. Elle a décidé que, les plans du barrage n'ayant pas été approuvés par le gouvernement, l'ouvrage devait être démolir.

Il était d'intérêt public que le gouvernement intervienne afin de maintenir le barrage en question, de légaliser son existence, et d'empêcher la population de Mont-Laurier de manquer d'électricité. Le bill oblige l'Électrique de Mont-Laurier à payer à la Eagle Lumber une indemnité que fixera la Régie des services publics pour les dommages que cette dernière compagnie prétend avoir subis.

M. Paquette (Labelle): Le barrage en question fut construit en même temps qu'un pont. Le tout avait été autorisé par le ministère des Travaux publics du temps. L'électricité par ce barrage n'est pas seulement fournie à Mont-Laurier, mais aussi à Ferme-Neuve, la paroisse voisine. Ce projet est donc d'une importance primordiale. Il est essentiel de ne pas priver d'électricité toute ma population de ces deux localités.

Il s'agit de reconnaître l'existence légale du barrage, dont la Cour a ordonné la démolition. Cependant, je dois m'opposer à certaines clauses du bill. Je m'oppose, au nom de mes électeurs, à un article du bill qui oblige l'Électrique de Mont-Laurier, compagnie qui a succédé à celle mise en faillite en 1935 et dont elle a acheté l'actif, à payer des dommages qu'elle n'a pas causés à la Eagle Lumber. Le barrage a été construit en 1926 et la compagnie actuelle ne date que de 1935.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La situation est critique et la production de l'électricité à Mont-Laurier doit être continue. Comme nous ne voulons pas plonger Mont-Laurier dans l'obscurité, nous ne nous opposons pas à la loi. Mais il faut empêcher non pas seulement la démolition physique du barrage, l'erreur fut commise en toute bonne foi, mais aussi la démolition financière de l'Électrique de Mont-Laurier. Il faut mettre une limite aux dommages qui sont réclamés, puisque le barrage a été construit en 1926 et que c'est à partir de cette date que les dommages peuvent être réclamés. Je crois que le bill va un peu loin en forçant l'Électrique de Mont-Laurier à payer les dommages qui sont prescrits maintenant. Ces dommages sont prescrits après deux ans.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Étant donné que nous légalisons l'existence du barrage et que nous ratifions sa construction depuis le commencement, il va de soi qu'il faut faire payer les dommages causés depuis ce temps-là.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) propose que la résolution soit maintenant agréée.
Adopté après division.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 concernant un aménagement hydroélectrique à Mont-Laurier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 30 sans l'amender.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des mécaniciens en tuyauterie⁵

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant la loi concernant les mécaniciens en tuyauterie soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de permettre à des hommes qui ne sont pas des mécaniciens de pouvoir faire certains travaux dans le domaine de la tuyauterie. Ces amendements ont pour but de remédier à la pénurie de main-d'œuvre. On s'est rendu compte que toute une série de travaux peuvent être exécutés par des mains moins expertes, soit par des ouvriers qui ne sont pas qualifiés comme mécaniciens en tuyauterie. Les règlements qui seront édictés détermineront le genre de travaux qu'il ne sera pas nécessaire de confier à des experts.

On soustraira à l'application de la loi l'installation d'un nombre quelconque des catégories de tuyauteries, telles que gicleurs automatiques, réfrigérateurs, etc. Mais le gouvernement, quand même, contrôle la mécanique. Tous ces travaux seront sévèrement contrôlés.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Il ne faut pas abuser de l'argument de la pénurie de la main-d'œuvre et perdre de vue l'intérêt public et la sécurité. La loi qu'on propose me semble créer un précédent dangereux; ce sera une porte ouverte à d'autres mesures analogues. Il est dangereux de faire exécuter des travaux sur les navires réfrigérateurs par des gens qui ne sont pas qualifiés. La sécurité en souffrira. Il faut aussi tenir compte de la question des salaires. Après la guerre, ces ouvriers qu'on aura employés à la place des mécaniciens exigeront le salaire des mécaniciens. Il y aura certainement des conflits.

Dans la tuyauterie, il faut de bons hommes. Dans le bill, l'on devrait dire que les ouvriers travaillent au moins sous les directives d'un homme compétent et qualifié. Que dirait-on si, sous prétexte qu'il y a pénurie d'avocats, on donnait aux notaires les privilèges réservés aux avocats? La loi introduira des abus. La raison de la pénurie de main-d'œuvre est fallacieuse. On peut trouver en quantité des mécaniciens compétents. Le gouvernement a été mal avisé sur cette question.

M. Duplessis (Trois-Rivières) appuie dans ses grandes lignes les remarques du député de Mercier. La tolérance que prévoit la loi Rochette, dit-il, prêterait à des abus. Le bill marque un recul considérable pour les ouvriers, car, ajoute-t-il, c'est le temps ou jamais de prendre toutes les mesures possibles afin de prévenir la pénurie de main-d'œuvre, au lieu d'amender la loi. Si on veut pourvoir à une pénurie de main-d'œuvre, c'est surtout la politique relative à la main-d'œuvre qu'il faudrait amender.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Le but de la loi est de permettre au

gouvernement de faire face à une situation indépendante de sa volonté. La question a été longuement étudiée par les experts du département du Travail. Les règlements qu'on passera spécifieront que les ouvriers non qualifiés travailleront sous la surveillance des experts et ne feront que des travaux qui n'exigent pas des mains expertes. Une attention particulière sera portée, lors de l'écriture du règlement, afin que les machines qui peuvent présenter un danger pour le public soient manipulées par des ouvriers qualifiés. Mais mon département en est venu à la conclusion qu'il est impossible d'appliquer la loi à toutes les catégories d'ouvriers, en raison d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Cette modification pourrait entraîner des complications, plus tard.

M. Duplessis (Trois-Rivières) n'aime pas l'idée. Il préfère, ajoute-t-il, aider les travailleurs à acquérir les qualifications qui leur permettront d'être éligibles à de plus hauts salaires.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): La plupart des machines de réfrigération sont installées par des compagnies qui les vendent, et elles en garantissent la sécurité.

Les articles sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et qu'il l'a adopté sans l'amender.

Office du tourisme et de la publicité

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 8 concernant l'Office du tourisme et de la publicité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Potvin (Roberval)

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il s'agit de régulariser une situation de fait. Les deux départements, l'Office du tourisme et l'Office de la publicité, ont été réunis sous le régime de l'Union nationale et, comme ils ont le même chef, très compétent, M. Maurice Hébert, il convient de réunir officiellement ces deux offices. Je dois dire en passant que M. Maurice Hébert est un excellent homme.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre veut contrôler toute la publicité. Pourquoi attacher la publicité au tourisme? Veut-il établir des relations plus étroites entre la publicité électorale et la publicité du gouvernement? Pourquoi le premier ministre ne s'empare-t-il pas, également, des fonds secrets de la police provinciale⁶⁶? C'est dire qu'il veut s'emparer de tous les postes de commande et ainsi avoir plus de patronage. Ce sera commode. Il pourra y avoir entente entre la publicité provinciale et la publicité électorale, puisque la publicité peut aussi aider pour les campagnes électorales.

La loi n'est pas nécessaire parce qu'elle ne fait que consacrer un état de choses existant. Pourquoi faire des dépenses inutiles?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je ne fais que maintenir ce que mon prédécesseur a établi avant moi. Quant à vouloir contrôler les fonds secrets de la police provinciale, ce ne fut jamais mon intention. Ceci ne se passe pas comme au temps de l'Union nationale. C'est le chef de l'opposition qui a amené au tourisme tous les services que nous avons actuellement. Et le chef de l'opposition vient d'étaler des motifs plus ou moins avouables que je n'aurais jamais voulu lui prêter! Il doit s'y connaître un peu, dans ce domaine, lui qui était en même temps procureur général... Probablement qu'il contrôlait ces fonds. Lorsqu'il était premier ministre, il avait sans doute les mauvaises intentions qu'il nous prête aujourd'hui.

Si le chef de l'opposition avait mieux collaboré avec ses ministres, il serait peut-être resté au pouvoir deux semaines de plus. Dans le gouvernement actuel, tous les ministres ont la latitude voulue pour s'occuper de leur département. Il n'y a pas centralisation de pouvoir entre les mains d'un seul homme et l'harmonie règne au sein du cabinet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi est nécessaire ou ne l'est pas. Pourquoi l'avoir passée si elle ne fait que consacrer un état de choses existant?

Harmonie dans le cabinet! Jamais il n'y eut de cabinet où la mésentente est si patente. (Mi-sérieux, mi-badin) Mais le premier ministre ne se rappelle donc pas les divergences profondes entre le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) et le ministre des Mines et des Pêcheries maritimes (l'honorable M. Rochette)? Le ministre de la Voirie a fait une scène quand on lui a demandé d'abandonner les Travaux publics.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'y a jamais eu de divergences!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Appelons cela des différends.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition parle du sien.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On a vu, par exemple, le premier ministre crier hurra! pour le don du milliard et le ministre des Affaires municipales s'écrier: Shoo! pour le milliard.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je n'ai jamais dit que j'étais en faveur d'un don d'un milliard à l'Angleterre. Mais, comme tous les Canadiens qui aiment leur pays, je me suis déclaré favorable cependant à ce que le pays contribue à la cause et à l'effort communs pour gagner la guerre. Si les cadeaux à l'Angleterre sont considérés par l'administration centrale comme faisant partie de l'effort de guerre du pays, on doit les accepter comme tels.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre ne devrait pas endurer les ministres qui ne pensent pas comme lui. Moi j'ai eu le courage de les mettre dehors!

(Rires et mouvements divers dans la Chambre)

On a profité de la maladie du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) pour faire exécuter des travaux auxquels il s'objectait.

Le député de Saint-Hyacinthe voulait être trésorier provincial, lors de la formation du cabinet, il y a trois ans. Le député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce a toujours prêché des doctrines que ses chefs libéraux condamnaient, et les autres ministres ont des ambitions qui ne correspondent pas toujours à l'éthique du cabinet.

Il (M. Duplessis) cite les travaux au palais de justice des Trois-Rivières et l'octroi d'un contrat à une compagnie de l'Abitibi pour le pont de la rivière

Thompson. (En souriant) Il y a tellement de chicane dans le cabinet que l'on a été obligé de faire poser une double porte à la salle du Conseil pour que les gens de l'extérieur n'entendent pas! Et qu'est-ce que cela serait si les collègues du premier ministre savaient ce que le chef du gouvernement dit à leur sujet⁷!

Les articles sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et qu'il l'a adopté sans l'amender.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi sur l'organisation des villages miniers

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 modifiant la loi concernant l'organisation municipale des villages miniers soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Conseil d'orientation économique

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 instituant un conseil d'orientation économique soit maintenant lu une deuxième fois.

La guerre bouleverse actuellement toutes les activités humaines et crée de l'incertitude pour l'avenir. La préparation de la reconstruction pour l'après-guerre est une tâche immense à laquelle nous devons nous consacrer, et nous devons préparer tout de suite cette période de transition qui suivra la guerre, car il n'y a pas de doute que la situation des ouvriers, des colons et des cultivateurs sera considérablement changée. Demain, la vie

économique de notre province subira de graves répercussions par suite de la démobilisation des armées et de la désaffectation des usines de guerre. Demain, il faudra de nouveaux marchés pour nos cultivateurs.

Demain, notre province et notre pays connaîtront des conditions totalement différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui. Demain, nos cultivateurs, nos ouvriers, nos industriels, etc., auront besoin de notre coopération pour faire face à leurs problèmes. Ils devront faire face à un grand développement industriel sans précédent, comme nous n'en avons jamais connu dans la province. Mais pendant une courte période après la victoire, il est probable que la province et le pays tout entier auront sur les bras des milliers de travailleurs disponibles auxquels il faudra assurer des situations. Pour mieux prévoir toutes ces situations difficiles, il faut scruter l'avenir.

La tâche de préparer la solution de ces problèmes d'après-guerre incombe au gouvernement. C'est une tâche considérable. Il faudra adopter des mesures appropriées pour orienter dans tous les domaines l'activité économique de la province de façon à assurer non seulement le retour à la vie normale, mais une utilisation plus complète et plus rationnelle de nos ressources agricoles, forestières, minérales et industrielles. Mais, pour la remplir le mieux possible, pour mieux prévoir toutes ces conditions et se préparer à y faire face, le gouvernement doit se reposer sur les meilleures intelligences et toutes les bonnes volontés.

C'est pourquoi par ce projet de loi, nous demandons l'autorisation de nommer un Conseil d'orientation économique qui pourra comprendre jusqu'à 15 membres et qui nous aidera à préparer un programme pour l'après-guerre. Ce comité d'orientation économique est absolument nécessaire et ses travaux devraient nous donner d'excellents résultats. Nous irons chercher ces membres dans tous les coins de la province. Nous ferons appel aux diverses professions, aux diverses classes et branches de l'activité, peu important leurs couleurs politiques, afin de trouver les meilleurs esprits, les hommes les mieux qualifiés et les mieux dévoués au bien commun et aux intérêts de la communauté. Ces conseillers seront autorisés à travailler de la manière qu'ils voudront pour la durée du mandat du Conseil et ils prépareront avec les chefs de services du gouvernement les plans destinés à mettre en valeur, après la guerre, nos ressources humaines et matérielles, afin de donner du travail à tous et chacun. J'attends de très bons résultats des activités de ce Conseil.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le mouvement lancé par le gouvernement est bon et c'est une excellente initiative. Il n'y a pas de doute qu'il faut penser à demain et prendre toutes les précautions appropriées pour tâcher de pouvoir régler les problèmes, après la guerre. Cependant, ce bill n'offre rien d'extraordinaire. Il est inutile parce qu'il n'apporte pas de pouvoirs d'agir que le gouvernement n'ait déjà en cette occurrence. Ça paraît bien un projet de loi pour régler les problèmes d'après-guerre... Mais le gouvernement devrait aussi prendre les moyens pour régler les problèmes qui s'imposent aujourd'hui.

On ne réglera pas les problèmes d'aujourd'hui et de demain, de l'après-guerre, en les statufiant. Les réalisations dans les Statuts ne valent pas les initiatives fécondes et les réalisations dans les faits. Seulement, ça paraît bien dans le tableau. À l'heure actuelle, suivant moi, le gouvernement peut nommer n'importe quelle commission pour l'aider à accomplir la tâche mentionnée dans la loi. La loi constitue tout simplement la manifestation d'un désir.

Par contre, dans ce domaine, l'Union nationale a compris son devoir. Elle a pris des initiatives heureuses et elle a reconnu le devoir impérieux de donner une nouvelle orientation à notre politique provinciale. Sous l'Union nationale, nous avons compris la nécessité d'obtenir la coopération des compétences dans tous les domaines, sans distinction de couleurs politiques. Nous avons créé un organisme chargé de faire l'inventaire national de nos ressources naturelles, dont nous avons confié la direction à M. Esdras Minville; nous avons créé une commission dirigée par M. Édouard Montpetit, chargée d'étudier les divers systèmes de fiscalité⁸; des salaires décents ont été obtenus pour les travailleurs de la province par la création de l'Office des salaires raisonnables sous la présidence du juge Ferdinand Roy, une chambre agricole, etc.

Ce qu'il faut pour préparer l'après-guerre, ce sont des réalisations et une politique sage modulée sur celle de l'Union nationale. Ce qu'il faut aujourd'hui, ce sont des réalisations comme celle du crédit agricole.

Nous sommes prêts à coopérer avec le gouvernement dans toutes les mesures à améliorer et à stabiliser les conditions économiques, mais jusqu'ici, il n'y a pas eu d'initiatives nouvelles. À l'heure actuelle, nous manquons d'orientation. Le gouvernement ne nous présente et n'a adopté aucune initiative qui puisse avoir des conséquences heureuses pour la solution de ces problèmes après la guerre. Il dépense trop. Il n'a pas su résister à la

contagion d'une hystérie sentimentale qui fait perdre le sens des proportions. Tout ce que le gouvernement nous offre, c'est une politique à courte vue, qui aggravera les problèmes de demain.

On a établi des industries d'une nature temporaire et factice, qui ont provoqué des agglomérations humaines artificielles. C'est ce qui va provoquer une crise de chômage après la guerre. On fait tout sans méthode. On laisse inactifs les moulins qui auraient pu servir les fins de guerre et qui, après le conflit, seraient revenus sans heurts à la production civile. Et l'on bâtit de toutes pièces des entreprises qui, après la guerre, n'auront plus aucune utilité pour la nation. Le gouvernement ruine l'avenir au lieu de le préparer.

L'avenir du pays est trop grand pour que nous nous laissions entraîner cependant par des considérations partisans. Ce qu'il faut éviter, ce sont les dépenses hystériques des gouvernements qui nous coûtent les yeux de la tête. C'est le meilleur moyen de régler les problèmes de l'après-guerre, de ne pas perdre le sens de l'équilibre, de ne pas se lancer dans des dépenses extravagantes. La loi actuelle que le premier ministre nous propose n'avance pas les choses et ne fera rien pour la reconstruction après le conflit.

Nous ne croyons pas qu'elle donnera tout ce que l'on en attend. Il y a trop de commissions. Il faudrait quelque chose de plus important que du papier et de l'encre. Toutefois, comme le bill consacre un principe auquel nous croyons, celui de la nécessité de préparer l'avenir, celui d'une orientation économique, et comme nous sommes prêts à collaborer avec le gouvernement dans l'établissement des politiques qui auront pour but de préparer l'après-guerre, je n'ai pas d'objection à le laisser adopter en seconde lecture.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): D'autres députés veulent-ils participer à ce débat?

(Aucune voix ne s'élève)

Le chef de l'opposition se contredit. Il est difficile de répondre à un discours comme celui qu'il vient de faire, qui commence par des restrictions et des reproches sur l'opportunité de la loi et qui se termine par une approbation de son principe. Il commence par dire qu'une commission, ce n'est pas efficace; puis il se vante d'en avoir créé une dizaine quand il était premier ministre. S'il nommait de nombreuses commissions, il se souciait assez peu des recommandations de leurs membres.

Le gouvernement libéral n'a pas l'intention de faire de même. Qu'on se souvienne de ce qui est

arrivé à la Commission de la fiscalité. L'un des membres de la commission d'enquête sur son régime fiscal, M. MacDonald, a même démissionné parce que le gouvernement d'alors refusait d'écouter et de suivre ses recommandations.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce que dit le premier ministre n'est pas conforme aux faits. M. Montpetit et M. Larue sont demeurés membres de cette Commission. M. George MacDonald se croyait le gouvernement et, partant, voulait mener le peuple! Il a démissionné comme membre de la Commission de la taxation que nous avons nommée parce que nous lui avons fait comprendre que c'est le gouvernement qui devait conduire le peuple et non lui.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je crois plutôt que M. MacDonald était un homme sérieux qui ne voulait pas travailler pour rien et qui s'est en allé quand il a vu quel cas le gouvernement faisait des conseils de la Commission de la fiscalité.

Nous avons l'intention de nommer un comité qui nous aidera à étudier la situation présente qui est excessivement compliquée et, au contraire de l'Union nationale, nous avons l'intention de suivre ses recommandations. Aucun gouvernement ne peut, par lui-même, avec les devoirs nombreux qui le pressent de toutes parts, prévoir les conditions dans lesquelles nous aurons à évoluer, demain.

Le chef de l'opposition disait tantôt que nous n'avons rien fait et nous reproche de ne pas faire montre d'initiative pour préparer l'avenir? Nous avons dirigé la province depuis trois ans pendant la période la plus bouleversée de son histoire. Et malgré cela, je ne crois pas qu'aucun autre gouvernement ait pris des initiatives plus fécondes.

Pour n'en nommer que quelques-unes, je dirai que nous avons étendu le droit de vote aux femmes, qui pourront ainsi participer davantage à la direction des affaires publiques, nous leur avons également permis d'accéder aux professions libérales, nous avons assuré à la province un système de scolarité obligatoire, nous avons encouragé l'agriculture, nous avons transformé le système de colonisation, grâce à la motorisation du défrichement, nous avons organisé sur un grand plan d'ensemble rationnel et systématique le service de drainage des terres, nous avons réorganisé nos sociétés agricoles pour mieux grouper les cultivateurs dans des associations fortes et indépendantes.

Malgré que, par esprit de petite politique, on ait tout fait pour empêcher le ministre de

l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) d'arriver à son but, nous avons développé le système coopératif. Voilà autant de réalisations qui auront une heureuse influence sur notre avenir. Je m'arrête pour ne pas perdre inutilement le temps de la Chambre. Nous avons fait cela durant une période de guerre. Nous avons apporté à des problèmes extrêmement sérieux une heureuse solution.

Les employés de tous les départements de l'administration sont à préparer un programme pour l'avenir dans tous ces domaines qu'ils soumettront au Conseil d'orientation économique que nous voulons créer. Il est vrai que le gouvernement aurait pu créer un conseil économique à même ses meilleurs employés. Mais le travail d'un organisme de ce genre, indépendant du gouvernement et de la politique, est plus efficace que celui de l'administration elle-même. Il y a des problèmes qui doivent être laissés en dehors, domaines sur lesquels il est mieux que le gouvernement n'entre pas.

Il a été décidé que les implications des problèmes auxquels nous devons nous attaquer sont telles que seuls des hommes au-delà de toute partisanerie politique, bien en vue dans leurs professions respectives, peuvent entreprendre la dernière étape de ce travail et faire les recommandations que le gouvernement en place aura ensuite à appliquer. Il faut éviter à l'étude de ces problèmes la mauvaise influence de la politique. Car il y a des questions qui sont au-dessus de la politique et dans lesquelles, à cause de nos divisions partisans, l'action gouvernementale apporterait des germes de destruction, parce que nous sommes ainsi faits dans la province de Québec, que la population est divisée en bleus et rouges, plus quelques groupes de plus jeunes. Ce que les rouges font est toujours considéré par les bleus comme mauvais, et l'inverse doit également être vrai.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pour cela que j'ai formé l'Union nationale, pour unir tous les bons rouges et les bons bleus!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ce n'est pas ce qu'a démontré le verdict de l'électorat en 1939! Il a prouvé que le choix de mon honorable ami n'était pas de la qualité qu'il prétend.

Il est nécessaire, pour la préparation de notre avenir, que nos problèmes, auxquels se mêlent des questions comme celle de l'éducation, soient étudiés par des corps particuliers, indépendants de la politique et créés pour obtenir la coopération de toute la population. Le gouvernement ne prend pas à la

légère la préparation pour l'après-guerre: dans tous les ministères du gouvernement, nous avons déjà depuis longtemps commencé dans le silence à préparer l'après-guerre, quoi qu'en dise le chef de l'opposition. Dans tous les départements de l'administration, des experts travaillent à recueillir de l'information qui sera éventuellement utilisée par les membres du Conseil économique. Le gouvernement préfère travailler dans le silence et donner à d'autres organismes le crédit de certaines choses. Nous ne nous soucions pas de l'intérêt de la politique...

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): (Tout bas) Non?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): ... mais de l'intérêt public. C'est ainsi que, sans qu'il paraisse, nous avons dépensé des milliers de piastres pour préparer une éducation nationale et civique en faveur de notre population.

Et quand tout ce travail sera prêt, personne ne soupçonnera que l'administration a soutenu ces mouvements qui auront été lancés pour la population. Cette façon de procéder est peut-être moins apte à nous attirer les faveurs populaires; mais les faveurs populaires, c'est comme le salut: quand on travaille toujours pour le bien commun, du moment que nous obtenons le Royaume de Dieu et sa justice, le reste nous sera donné par surcroît.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité de subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à

l'article: "Traitements (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité est lue et agréée.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 13 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi des mécaniciens en tuyauterie

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant la loi concernant les mécaniciens en tuyauterie soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'amendement à la loi, qui permet à des ouvriers non qualifiés d'opérer certaines machines, va à l'encontre des intérêts des travailleurs, ceux de leurs unions ouvrières et de la sécurité du public, c'est donc un recul prononcé en matière de législation ouvrière. Cette nouvelle loi est contradictoire et injuste parce

qu'elle empêchera les ouvriers d'obtenir de l'emploi et les privera de leurs droits d'union.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): La mesure répond aux besoins de la période de crise que nous traversons. En temps normal, j'aurais tendance à abonder dans le sens du chef de l'opposition, mais les temps ne sont pas normaux, et j'ai confiance que l'amendement réclamé à cette loi n'aura aucun effet néfaste. Il y a pénurie de main-d'œuvre. Pour opérer les machineries en question, seulement des permis temporaires seront délivrés et ils seront en tout temps révocables. Les officiers de mon département n'iront pas plus loin que nécessaire et ne confieront que des travaux faciles à ceux qui ne sont pas mécaniciens en tuyauterie.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le bill ouvre la porte à d'autres abus. À Montréal, beaucoup d'ouvriers de métier n'ont pas d'emploi. Il n'y a pas de pénurie de main-d'œuvre et cette loi empiète sur les droits des ouvriers organisés et qualifiés. C'est à regret, mais comme l'intérêt public est en jeu, je me vois forcer de voter contre la loi⁹.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Duffy, Fillion, Francoeur (Lévis), Godbout, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Morin (Québec-Centre), O'Connor, Plamondon, Rochette, 23.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Conseil d'orientation économique

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 12 instituant un conseil d'orientation économique.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

M. Gagnon (Matane): Dans son discours de l'après-midi, le premier ministre a parlé d'un système d'éducation nationale. Les paroles du premier ministre ont causé d'autant plus d'émoi à ce sujet qu'il existe dans le pays et même dans la province un mouvement tendant à établir un système d'éducation dirigé et contrôlé par le fédéral. Est-ce cela que le premier ministre a voulu laisser entendre: le gouvernement fédéral s'immiscera davantage dans le domaine de l'éducation, chez nous?

Il (M. Gagnon) affirme les droits des provinces en matière d'éducation. Avec un gouvernement tel que celui que nous avons actuellement, déclare-t-il, l'instruction obligatoire permettra au fédéral de s'immiscer beaucoup plus facilement dans l'éducation.

Que valent ces conseils? Un conseil ne peut valoir que par la valeur des membres qui le composent et les nominations faites jusqu'à maintenant par le régime Godbout ne sont pas de nature à dissiper toutes les inquiétudes. Elles n'ont pas été des plus heureuses. Par exemple, on a nommé un marchand de remèdes brevetés au sein de la Commission de l'enseignement spécialisé. Le Conseil supérieur du travail institué en février 1940 n'a été formé qu'en 1942 et n'a encore siégé qu'une seule fois. Quant aux récentes nominations au Conseil de l'instruction publique, je n'ai pas d'objection au choix d'un député dans la personne de M. Jacques Dumoulin, mais c'est un bon libéral. Quant au notaire Valois, les mânes de Godfroi Langlois ont dû frémir lorsque le gouvernement a nommé son neveu (M. Valois)¹⁰! Quant au Conseil d'après-guerre créé par MM. Bovey et Brillant, l'an dernier au Conseil législatif, il avait précisément en vue l'objet de la présente loi et le gouvernement s'est organisé pour ne pas lui donner un sou.

Comme son chef, dit-il, il se dit en accord avec le principe du bill. Ce principe n'est pas mauvais. Si le premier ministre est sérieux, je lui suggère de nommer des hommes compétents et d'aller les chercher dans tous les partis politiques pour le former, afin de donner satisfaction au peuple. Mais le gouvernement ne veut choisir d'hommes compétents que s'ils ont été baptisés dans la doctrine libérale.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai peur de décevoir le député de Matane. Quand il parle de

compétences et nous suggère d'en nommer, j'espère qu'il ne s'attend pas à sa nomination, car sur toutes les questions concernant l'éducation, il a toujours, depuis le début de la session, fait montre d'un esprit étroit. Le gouvernement choisira des hommes aux vues plus larges que celles du député de Matane sur les questions d'éducation, par exemple.

Le député de Matane dit que le Conseil supérieur du travail n'a pas donné de résultats et qu'il ne s'est pas réuni souvent. Tous les comités bénévoles formés par le gouvernement ont donné d'excellents résultats et ces comités ont attiré sur eux l'attention de toute la province. À propos du Conseil supérieur du travail, une réunion de 30 membres ne peut régler d'un seul coup tous les problèmes, mais les sous-comités ont accompli à date un travail très considérable. Le député de Matane oublie qu'ils ont fait de l'excellent travail et qu'ils ont fourni au ministre du Travail des résultats qui ont permis de corriger les erreurs de l'Union nationale. Le Conseil d'enseignement technique a aussi des œuvres à son crédit. Ses membres ont apporté au gouvernement des lumières qui lui ont été précieuses. Les universités ont aussi largement bénéficié de leur travail. Ils ont apporté une contribution considérable à l'Université Laval, dans le domaine de l'enseignement technique. Grâce à la clairvoyance, au dévouement et au zèle des dirigeants de Laval et grâce, aussi, à la compétence des membres de la Commission, notre université a fait plus de progrès, en trois ou quatre ans, que n'importe quelle autre université du pays. La coopération des membres du Comité de l'enseignement et la collaboration des bonnes volontés a été pour sa Faculté des sciences un actif important.

L'honorable député de Matane se scandalise de ce que nous avons dit au sujet de l'éducation nationale. Sait-il ce que c'est? En quoi consiste l'éducation nationale si ce n'est dans la préparation de tout citoyen à la notion exacte de ses devoirs envers son pays? C'est bien simple. Cela veut dire, pour le cultivateur, l'ouvrier et le professionnel, pour les gens de toutes conditions sociales, un travail ordonné en vue du bien commun. C'est cela, l'éducation nationale, que nous ne voulons pas confier au gouvernement fédéral parce qu'il est du devoir des gouvernements provinciaux de s'en occuper. Ce sont eux qui ont charge de l'éducation.

Je peux assurer l'opposition, qui accuse sans cesse notre gouvernement d'être l'esclave du gouvernement fédéral, que jamais nous ne confierons au pouvoir central la tâche de surveiller l'éducation de notre peuple. Ottawa n'a rien à faire là-dedans.

C'est à nous, le gouvernement provincial, en collaboration avec nos éducateurs, qu'il appartient de préparer pour demain une génération non seulement habile de ses mains mais aux vues larges, dont l'intelligence et l'âme seront bien formées et ouvertes à l'intérêt commun, et qui comprenne mieux que nous la véritable conception de la patrie.

On me critique quand je parle ainsi. Si le député de Matane a des craintes, je puis dire que la province n'a rien cédé au fédéral dans le domaine de l'éducation. Nous allons même au-devant des rumeurs de tentatives qu'on fait circuler. Nous avons même dit aux membres des sous-comités formés par Ottawa: si vous voulez coopérer, très bien, mais si vous voulez prendre les devants, si vous voulez vous interposer dans le champ de nos activités, restez chez vous. Nous leur avons dit de se mêler de leurs affaires. On peut avoir du savoir-vivre et montrer du caractère. Encore une fois, aucune de nos prérogatives n'a été cédée au fédéral, dans le domaine de l'éducation. Nous considérons qu'en ce domaine, le fédéral ne pourrait que créer du chaos.

Mon gouvernement a l'intention de faire en sorte que les bienfaits de l'instruction ne soient pas l'apanage des "fils à papa" et des classes privilégiées, mais dispensés à toutes les classes de la société, afin que nos gens soient prêts à toutes les tâches qui les attendent. Le gouvernement veut que les enfants d'aujourd'hui soient mieux formés que la génération qui les précède.

Combien d'entre nous, M. l'Orateur, ne se rappellent-ils pas avoir eu comme compagnons d'enfance des petits gars qui nous valaient de beaucoup et qui sont restés sur le bord de la route, à 10 ou 12 ans, parce qu'ils n'avaient pas bénéficié des mêmes avantages que nous de s'instruire? Ils n'ont pas pu donner à leur pays tout ce qu'ils auraient pu lui donner. Cela représente une tragédie que le gouvernement cherche à éviter pour l'avenir.

Ce qui peut aider le petit gars à faire son chemin ne doit pas être exclusivement réservé aux "fils à papa". C'est ce que nous voulons éviter en donnant à tous les jeunes l'opportunité de se préparer au rôle qui les attend dans la vie. C'est pour cela que nous voulons que l'instruction pénètre partout. C'est le devoir du gouvernement de faire donner à chaque intelligence son maximum de rendement; c'est notre ardent désir de permettre à tous ceux qui ont du talent de se faire valoir.

Dans la constitution du Conseil d'orientation, le gouvernement ira chercher les bons hommes partout, sans faire de distinction sur les couleurs politiques. L'honorable député de Matane nous a

déjà fait des suggestions que nous avons acceptées. Le travail des membres de ce Conseil s'inscrira dans la foulée de ce que font actuellement le Conseil supérieur de l'éducation technique et le Conseil supérieur du travail.

Par lui (le Conseil d'orientation), nous pourrions grouper les meilleurs cerveaux de la province et ils seront en mesure d'étudier nos problèmes d'après-guerre. Ils seront en mesure de nous donner d'excellents résultats et ils assureront l'utilisation de nos ressources humaines et de nos ressources naturelles au meilleur avantage. Il doit élaborer des moyens pour que la population de la province puisse faire sa pleine part dans la reconstruction d'après-guerre. Il doit de plus travailler à encourager l'éducation nationale partout dans la province, une éducation basée sur l'amour de la terre natale et du Canada.

M. Gagnon (Matane): L'honorable premier ministre n'en a accepté qu'une. Il n'aurait pas voulu nommer des bleus.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (En souriant) Il n'y a plus qu'un bleu ici et c'est lui! Il fait l'éloge en passant, de MM. Valois et Dumoulin, nommés au Conseil de l'instruction publique. Le notaire Gaétan Valois, dit-il, est un éducateur qui a consacré toute sa vie à la cause de l'éducation et qui a tenu à en faire bénéficier les siens. Un de ses jeunes fils est déjà monté à l'autel. Le député de Matane a objection à sa nomination parce qu'il serait le petit-fils ou le petit-neveu...

M. Gagnon (Matane): Je ne me suis pas objecté à sa nomination. J'ai dit que seuls les libéraux pouvaient trouver grâce devant le premier ministre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député de Matane est mieux renseigné que moi sur les couleurs politiques de M. Valois.

M. Gagnon (Matane): Le premier ministre l'a nommé officier-rapporteur.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est sans doute pour cela que le meilleur candidat a été choisi.

M. Dumoulin est un citoyen d'une haute culture et d'une intelligence ouverte à tous les domaines du savoir. Pourquoi n'aurions-nous pas nommé un député? Un citoyen doit-il perdre

l'ambition de servir sa province dans tous les domaines parce qu'il est élu député? Parce qu'il est député, il ne pourrait plus rien comprendre à nos problèmes nationaux? Est-ce que le député de Matane a abandonné tous ses bons principes en devenant député? Est-ce qu'un député doit nécessairement abandonner ses devoirs nationaux?

Je voudrais, sur le ton de la plus franche amitié, pour l'avenir de notre province, implorer les membres de l'opposition de cesser cette prédication mauvaise; c'est avec cela qu'on détruit le respect de l'autorité. Nous passerons tous. Dans 10 ans, nous ne serons peut-être plus ici, ni les uns ni les autres, mais je veux que dans la province il y ait encore une autorité qui commande le respect du peuple. Faut-il que parce qu'on siège au conseil de la nation, on ne puisse siéger dans aucun autre conseil? Nos nominations ont été bien accueillies, et si d'autres députés peuvent rendre service à la province dans d'autres domaines, nous irons les chercher.

La province de Québec doit avoir pour but de marcher plus vite que les autres dans l'avenir, quand nous entrerons dans la période d'après-guerre. Le gouvernement veut se faire aider à la solution des problèmes d'après-guerre par tous ceux qui ont une contribution à apporter à l'avancement de la province. Les départements du gouvernement sont à formuler des projets d'après-guerre qui seront soumis au Conseil. Personne ne peut prévoir ce que nous réserve l'après-guerre, mais nous devons chercher à voir ce que l'on pourrait faire pour résoudre les problèmes que nous aurons à envisager.

Nous nous proposons de nommer cette commission et de suivre ses recommandations. Certains problèmes que nous aurons à envisager sont au-dessus de toute politique et d'autres doivent être hors de la politique. Nous regarderons au-delà des lignes de parti. Aussi, pour éviter les critiques et les frictions, nous nous proposons de voir à ce que le Conseil reste indépendant de l'administration. Nous nommerons des gens assez larges d'esprit pour regarder en dehors de leur groupe ethnique. Si c'est mal, c'est tout le mal que nous faisons.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a à peine parlé de son projet de loi. Ce bill constitue un pléonasme légal. Dans les Statuts de 1941, il y a tous les pouvoirs que le gouvernement réclame dans sa loi pour créer un comité d'après-guerre. Ce n'est pas en couchant des bills dans les Statuts que nous pourrions résoudre les problèmes d'après-guerre. Cette loi n'est que de la redondance, du camouflage politique, pour faire croire au peuple

que le gouvernement travaille et pour accorder un contrat d'impression à des amis. La vérité est que le présent gouvernement est le plus paresseux et le plus inactif qui n'ait jamais été au pouvoir. De plus, c'est le gouvernement qui nommera les membres, qui indiquera l'ouvrage à faire, qui fixera le nombre de séances, etc. Le gouvernement fera du comité sa chose!

Le premier ministre a dit qu'il avait aidé l'Université Laval. Il s'est même vanté d'avoir fondé l'Université Laval, au point de vue scientifique. On dirait à l'entendre que ce n'est pas Mgr Laval qui a fondé l'Université! Il n'a qu'un pas à franchir dans les vantardises pour se proclamer le découvreur de l'Amérique et le fondateur de Québec! C'est l'Union nationale qui a aidé l'Université. C'est l'Union nationale qui, dans le domaine éducationnel, a imprimé à la politique provinciale une orientation progressive.

Le premier ministre dit que l'instruction ne doit pas être réservée aux "fils à papa". Est-ce qu'un fils n'est pas toujours le fils de son père? Des "fils à papa", il n'y en a pas dans la province.

Il a dit qu'il veut apprendre à la génération montante ce que c'est que la patrie. D'après lui, on ne sait pas, dans la province, ce qu'est la patrie? Il faut une loi pour nous l'apprendre! C'est le premier ministre qui dit cela! Il n'a pas de leçons à donner. S'il est un peuple qui a prouvé son héroïsme, ses exploits, sa loyauté et son travail, qui a une conception véritable de la patrie, c'est bien le peuple de la province de Québec. C'est pour cela qu'il faut rester fidèle à notre province. Le premier ministre a tort de laisser l'impression du contraire.

C'est parce que nous sommes patriotes, que nous avons une conception réelle de la patrie, que nous considérons que notre premier devoir n'est pas envers l'Empire britannique mais envers la province de Québec et le Canada. Et qu'on ne m'accuse pas de déloyauté parce que je dis ces choses. Ce sont les propres paroles de Lord Tweedsmuir. Les Canadiens français ont bien prouvé leur patriotisme lorsque, en 1775 et en 1812, ils ont contribué à conserver à la Couronne britannique le territoire canadien. Le premier ministre se fait le complice des pires ennemis de notre race quand il proclame que nous ne savons pas ce que c'est que la patrie.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition croit-il ou non que l'éducation nationale est nécessaire dans la province de Québec?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Elle est tellement nécessaire que nous l'avons toujours eue.

L'éducation nationale telle que nous la pratiquons, les enseignements que nous avons reçus sont nécessaires. Le premier ministre est mal venu de venir dire que nos éducateurs ont négligé l'éducation nationale. Le premier ministre est peut-être de bonne foi, mais Québec n'a de leçons à recevoir de personne, d'aucun peuple au monde, en ce qui concerne l'amour de la patrie. Nous ne vivons pas pour l'Empire, chez nous. C'est dans l'âme et le cœur des gens de chez nous que nous trouvons la véritable notion de la patrie. Le premier ministre devrait réaliser jusqu'à quel point nos adversaires se servent de ses déclarations pour vilipender la province de Québec.

Nous n'avons rien cédé à Ottawa, d'après le premier ministre? Le gouvernement Godbout a cédé nos droits et le plus clair de nos revenus à Ottawa, notamment nos droits de taxation! Jamais la province n'a été affligée d'un gouvernement qui a tant multiplié les trahisons et les abandons à un point semblable. Nous ne pouvons plus faire un pas sans demander la permission à Ottawa. On ne peut plus marcher, manger, aller en auto, construire sans la permission d'Ottawa. Nous ne sommes plus maîtres chez nous!

En cédant ainsi à Ottawa des sources de revenus, le gouvernement actuel a privé la population du Québec de moyens de développer ses ressources en éducation et de maintenir les traditions de la race. Nous sommes pour le triomphe de la justice et des droits des minorités, mais chez nous d'abord. De tout mon cœur et de toute mon âme, je voudrais l'unanimité de pensée et d'action, dans la province, pour la revendication de nos droits et le maintien de nos libertés. J'assure au premier ministre que je tendrai la main à tout Canadien français travaillant pour le bien de la province et défendant nos intérêts et nos droits.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition a une curieuse façon de collaborer pour le bien de la province. Il dit que le principe du bill est bon et fait des critiques à n'en plus finir. Je ne pense pas mériter les leçons de loyauté et de patriotisme que m'a données le chef de l'opposition. Je pense avoir compris mon devoir en l'envisageant plus haut.

J'accomplis ici mon devoir national en songeant à l'avenir de ma province. J'ai des vues plus larges que le chef de l'opposition, qui me reproche de m'occuper de l'Empire. Je lui répondrai que l'Empire m'intéresse après le Canada, et le Canada après la province de Québec. Et dans ma province,

j'ai le courage de prêcher au mieux, parfois, des choses qui ne sont pas populaires, mais qui sont nécessaires.

Lorsque j'entends le chef de l'opposition dire certaines choses, je suis obligé de lui rappeler que nous ne vivons pas seuls dans ce pays, que c'est notre devoir de tendre la main aux Canadiens français et à nos compatriotes d'autres langues. Il faut comprendre cela. J'aime assez les miens - et les miens ce sont les Canadiens français - pour leur dire, en dépit des critiques, ce que je crois être notre devoir. Car c'est un devoir pour ceux qui administrent la chose publique de regarder au-delà du territoire et dans l'avenir. L'homme public est placé sur la colline pour voir plus haut. C'est son devoir.

Notre attitude à nous, libéraux, c'est de tendre la main non seulement aux Canadiens français, mais à tous les bons Canadiens, nos associés avec qui nous vivons, qui veulent travailler avec nous à la grandeur du pays. J'aime assez les Canadiens français pour négliger les critiques qui ne m'empêcheront pas de dire aux miens où est leur devoir.

Je suis Canadien et Canadien français; pas autre chose que cela. Ce qui m'intéresse avant tout, c'est l'avenir des miens. Mais cet avenir, il se joue aujourd'hui à l'heure actuelle, dans toutes les provinces, dans le monde entier. Je serais un criminel si je ne portais pas mes regards partout dans le monde pour voir poindre la lueur de la victoire. Si je ne disais pas aux miens ce qu'il faut faire pour agir de façon que notre province partage demain avec nos alliés le fruit et le bénéfice de cette victoire, après les sacrifices que nous consentons.

Le chef de l'opposition est revenu à son thème favori: "Nous cédon's tout à Ottawa". Aucun droit n'a été cédé à Ottawa et le chef de l'opposition le sait. Nous avons fait des échanges temporaires. En retour du droit de taxer nous avons obtenu des compensations, et le marché, grâce à ces ententes intervenues entre Ottawa et Québec, rapporte actuellement à nos revenus des millions de dollars. Le chef de l'opposition peut-il me dire quelle est la parcelle de nos droits que nous avons cédée?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Presque tous nos droits!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Toujours la même réponse vague!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons cédé le droit de taxer les banques, les riches, les compagnies de l'électricité, le droit d'administrer nos finances, le droit pour les villes de faire leurs

travaux, le droit de contrôler nos chemins, nos forêts, nos chutes d'eau, nos industries, nos mines, nos droits sur la radiodiffusion, le droit de réglementer les salaires des ouvriers, l'assurance-chômage, les conditions de travail, la taxation municipale, etc. Tout ce qu'il nous reste, c'est le droit de vote!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition est bien toujours le même. Il peut faire n'importe quelle affirmation. Je viens justement de dire que nos revenus ont augmenté, grâce aux échanges avec Ottawa. Dans le domaine ouvrier, nous avons maintenu nos bureaux de placement. Et en matière de radiodiffusion, le chef de l'opposition devrait se rappeler que ce sont les libéraux qui se sont battus pour le maintien de nos droits sur la radiodiffusion. Il oublie même qu'il a voté contre une loi de M. Taschereau en 1934 en disant que nous n'avions pas de droits sur la radiodiffusion. Il a prétendu que la radio était du domaine fédéral.

Je vais lui dire ceci: nous ne céderons jamais rien à Ottawa, quelle que soit la couleur de son gouvernement. Mais nous coopérerons avec Ottawa quand ce sera nécessaire. Tout ce que nous donnons à Ottawa, c'est une collaboration faite de droiture et de patriotisme, une collaboration sincère qui lui permettra d'exercer sur la vie économique et sociale du pays une action bienfaisante et une influence nécessaire à notre sécurité. Cette collaboration, nous allons continuer de la donner. C'est l'essence de la politique libérale.

Laurier a collaboré avec le gouvernement d'union, le gouvernement Borden, lors de la dernière guerre. Cette collaboration, nous l'avons aussi donnée - plus que n'importe quel gouvernement - au gouvernement conservateur de Bennett de 1930 à 1935 en matière agricole. Mais nous n'avons pas besoin de nous mettre à genoux devant les puissances d'argent, qu'elles soient fédérales ou étrangères, puisqu'après avoir assaini notre situation financière, le gouvernement est en mesure de se tenir debout devant ces puissances parce que nous vivons selon nos moyens. Notre autonomie et notre liberté d'action, nous les conservons par une administration financière saine et économe.

La génération qui monte a devant elle un avenir excessivement difficile. En grâce, ne faisons pas sur son dos nos luttes politiques du présent. Pour demain, il nous faut une génération supérieure à la nôtre. Ma patrie, c'est le Canada, non l'Empire. Ma petite patrie, c'est la province de Québec. Nous la voulons plus heureuse, et c'est pour cela que nous présentons cette loi qui aidera à la préparation de son avenir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai voté contre la motion Taschereau au sujet de la radiodiffusion parce que le gouvernement d'alors voulait se servir de la radio pour des fins politiques.

Et le premier ministre actuel de notre province oublie que pendant 25 ans, à la suite de l'autre guerre, il s'est promené partout avec ses amis pour dénoncer Borden et sa guerre, pour faire des déclarations qui, répétées aujourd'hui, le feraient mettre dans un camp de concentration. La censure d'Ottawa nous empêche même de citer ce que disaient autrefois les libéraux.

Il décerne au premier ministre, dit-il, un premier prix de comédie française et demande qu'on revienne au bill en discussion.

Les articles 1 à 17, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et qu'il l'a adopté sans l'amender.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des droits sur les successions

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 refondant la loi des droits sur les successions soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec s'oppose à ce que le bill 13 intitulé: Loi refondant la loi des droits sur les successions soit maintenant lu une seconde fois, parce que ce bill constitue une augmentation considérable de taxes qui pèseront, surtout, sur les familles nombreuses et sur les

héritiers des petites successions, parce que ce bill porte préjudice à l'épargne du peuple et parce qu'il favorise injustement les héritiers des successions riches et financièrement puissantes."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), 10.

Contre: MM. Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Duffy, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Plamondon, Potvin, Renault, Rochette, 32.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Duffy, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Rochette, 34.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), 10.

Ainsi, la motion principale est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Dansereau, Delagrave,

Desmarais, Duffy, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Plamondon, Potvin, Renault, Rochette, 32

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), 10.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Sauvé (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec est prête à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle considère qu'il est injuste que les ouvriers de la province de Québec reçoivent des salaires et obtiennent des conditions de travail inférieures à ceux des ouvriers des autres provinces, et elle déclare que c'est le devoir impérieux du gouvernement d'adopter toutes les mesures appropriées et efficaces pour que, sans délai additionnel, les ouvriers de la province de Québec reçoivent pleine et entière justice à ce sujet."

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Point d'ordre. La motion n'est pas conforme aux règlements parce qu'une motion analogue du député de Lotbinière (M. Chalout) est déjà au *Feuilleton* de la Chambre.

Des députés argumentent sur le point d'ordre.

M. l'Orateur réserve sa décision.

M. Duplessis (Trois-Rivières) (Comme il est alors impossible d'aller en subsides) n'a pas objection, du consentement unanime de la Chambre, à ce qu'on procède quand même.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), 10.

Contre: MM. Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Duffy, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Rochette, 34.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée, après division. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Les députés discutent pendant près d'une heure sur l'achat d'un yacht de 25 pieds, muni d'un moteur de 70 chevaux-vapeur et pouvant faire 25 milles à l'heure.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bateau en question a été acheté d'un employé de la Sun Life, par l'entremise de M. Philippe Brais. On ne l'utilisera pas pour la chasse aux braconniers mais pour faire promener les amis du régime.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Si M. Brais a été mêlé à l'achat du yacht, le chef de l'opposition l'a été également.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'emploi d'un tel yacht sur le lac Saint-Pierre et la rivière Outaouais est tout simplement ridicule. Ses dimensions ne lui permettent pas de s'approcher des rives.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): C'est tout comme si la police se servait d'une sirène pour aviser de sa présence.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose des questions au ministre de la Chasse (l'honorable M. Bienvenue).

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Le département possède deux autres yachts. L'un a été acheté il y a trois ans et l'autre il y a 10 ans. Ce dernier sert à transporter les sportsmen sur le grand lac Jacques-Cartier.

La patrouille en yacht n'est pas nouvelle. Elle se fait en Ontario. Elle est pratique et, pour ma part, je n'embarquerai jamais dans ces yachts.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement fait un gaspillage éhonté alors que la gasoline est rationnée et que la main-d'œuvre est rare.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante-deux mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à minuit.

NOTES

1. *Le Soleil* du 14 mai 1943, à la page 9, écrit plutôt: "M. Duplessis a répondu au ministre qu'il avait été invité à envoyer un personnage représentatif et que dans l'occurrence M. Bourque était tout désigné pour cette circonstance."

2. C'est lui qui dirige le travail des députés cette journée-là, selon *Le Soleil* du 14 mai 1943, à la page 9.

3. Il est alors 12 h 50, selon *Le Soleil* du 14 mai 1943, à la page 9.

4. *Le Canada* du 14 mai 1943, à la page 12, fait dire à M. Hamel que le litige est entre la compagnie et la couronne. *Le Soleil* du 14 mai 1943, à la page 24, explique ainsi la situation: "Les prédécesseurs de l'Électricité de Mont-Laurier avaient en effet construit un barrage sur la Lièvre, au rapide de l'Orignal, sans la permission du ministre des Terres et Forêts, et la Eagle Lumber avait poursuivi cette compagnie en dommages-intérêts."

5. *L'Événement-Journal* du 14 mai 1943, à la page 9, place l'adoption en première lecture de la loi sur les droits de succession juste avant l'étude de la loi sur les mécaniciens en tuyauterie.

6. Voici ce que *L'Action catholique* du 14 mai 1943, à la page 12, fait plutôt dire à M. Duplessis à ce sujet: "Non content de contrôler les fonds secrets de la police provinciale, il (M. Godbout) veut maintenant contrôler la publicité."

7. "Ces boutades du chef de l'opposition amusent la droite et toute la Chambre", selon *L'Action catholique* du 14 mai 1943, à la page 12.

8. Commission formée de MM. Montpetit, LaRue et MacDonald, selon *L'Événement-Journal* du 14 mai 1943, à la page 9.

9. "Et comme l'opposition réclame le vote, M. Francoeur, à titre de whip ministériel en chef, quitte la Chambre pour aller chercher les députés

libéraux qui voteront contre lui", selon *L'Événement-Journal* du 14 mai 1943, à la page 11.

10. *L'Action catholique* du 14 mai 1943, à la page 12, écrit plutôt: "(...) les mânes de Rodolphe Langlois vont pouvoir dormir en paix, car le choix du gouvernement s'est porté sur son neveu."

Séance du vendredi 14 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Demandes de documents:

Réductions et exemptions de taxes accordées aux entreprises

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie d'un état montrant:

Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 27 avril 1943 inclusivement:

1. Le gouvernement de la province a-t-il accordé, à des corporations commerciales, financières ou industrielles, des réductions ou des commutations, ou des diminutions, ou des exemptions de taxes imposées par des lois provinciales et devant bénéficier au Trésor de la province?

2. Dans l'affirmative:

a) À combien de corporations?

b) Quelles sont ces corporations?

Adopté.

Allocations de transport pour les employés des usines Cherrier

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 24 mars dernier, sur la motion du représentant de Joliette (M. Barrette) proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée par le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, avec le gouvernement du Canada, aucun de ses membres ou officiers, et avec toute personne, société ou corporation, depuis janvier 1941 jusqu'à date, relativement aux allocations de transport et concernant les employés des usines Cherrier, particulièrement ceux qui demeurent dans les comtés de Berthier, Joliette, Montcalm et l'Assomption.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) n'a aucune objection à voter pour cette

motion. Il a reçu de M. C.-E. Ferland, député fédéral de Joliette, la même question et lui a répondu que le Conseil régional du travail a fait une enquête. Les ouvriers ont le droit de réclamer, dit-il, et il n'y a aucun doute que l'on fera droit à leur juste demande.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Joliette (M. Barrette) veut autre chose qu'une simple production de documents. Le ministre peut-il faire autre chose que de produire des documents pour donner justice aux ouvriers de ces comtés, qui reçoivent des traitements inférieurs à ceux des autres provinces?

La motion est adoptée après division.

Motions des députés:

Loteries de bienfaisance

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 31 mars dernier, sur l'amendement du représentant de Hull (M. Caron) à la motion de M. Barrette (Joliette), laquelle se lit comme suit:

Que l'Assemblée législative exprime l'avis que la prohibition de l'article 236 du Code criminel du Canada n'affecte pas les dispositions d'une loi provinciale qui autorise l'organisation et la tenue de loteries pour des fins éducationnelles ou d'assistance publique et que des poursuites pour contravention audit article 236 ne puissent être intentées sans la permission du procureur général de la province de Québec où la contravention a été commise;

Que le greffier de l'Assemblée législative transmette la résolution ci-dessus au très honorable premier ministre du Canada.

M. Caron (Hull) propose, par voie d'amendement:

Que tous les mots après "que", dans la conclusion, soient remplacés par les suivants:

"La prohibition de l'article 236 du Code criminel du Canada devrait être amendée pour permettre aux provinces de décider par elles et pour elles de l'utilité d'établir ou de permettre l'organisation et la tenue de loteries pour fins éducatives ou d'assistance publique, et que des poursuites pour contravention audit article 236 ne

puissent être intentées sans la permission du procureur général de chaque province où la contravention a été commise;"

Que le greffier de l'Assemblée législative transmette la résolution ci-dessus au très honorable premier ministre du Canada.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): L'an dernier, comme cette année d'ailleurs, je me suis opposé à la motion Barrette concernant les loteries, parce que je considérais une telle motion illégale. Cette motion concluait que nous pouvions, par une simple motion décréter que les dispositions du Code criminel ne s'appliqueraient pas. Mon honorable ami de Hull a rendu la motion légale en exprimant le vœu que Québec s'adresse à Ottawa, afin d'obtenir qu'on légalise les loteries. Avec cet amendement, je n'ai aucune objection à voter pour.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Assemblée législative peut tout faire, sauf changer un homme en femme!

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Est-ce que nous pouvons décréter que l'article 236 du Code criminel ne s'applique pas à la province de Québec?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quoi qu'en dise le ministre, une motion d'un député ne peut être illégale parce qu'elle est l'expression d'un vœu, auquel un député a toujours le droit de faire écho. Si le procureur général décide que la motion est illégale, la loi passée en 1934 pour donner le pouvoir d'établir des loteries est encore pire. Elle mettait de côté une décision d'Ottawa.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Cette loi devait s'appliquer en autant qu'Ottawa l'accepterait.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Joliette n'a pas présenté sa motion dans le but de se faire de la popularité. Il voulait seulement approuver l'idée, et l'opposition n'a pas d'objection à accepter l'amendement du moment que le principe n'est pas changé. Que le gouvernement continue à s'inspirer des idées de l'opposition et la province en bénéficiera.

L'amendement est adopté après division.

La motion principale, ainsi amendée, est adoptée.

Demandes de documents:

Cession, location et concession de biens forestiers

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 31 mars dernier, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 18 février 1943 inclusivement, relativement à l'échange, à la cession, à la location ou à la concession de biens forestiers appartenant à la province.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): En face du tableau bien sombre tracé par le chef de l'opposition au sujet de la situation forestière, j'entends présenter un tableau beaucoup plus exact et réaliste. La province possède en tout 594,534 milles carrés de forêts, dont 261,877 milles carrés sont accessibles. Deux cent soixante-dix-sept mille milles carrés ont été affermés, c'est-à-dire loués à des concessionnaires qui ont payé une prime d'affermage, qui paient une rente foncière annuelle et des droits de coupe. Les affermagés remontaient avant 1867 pour 21,768 milles carrés, et jusqu'à 1934 la province avait concédé 103,347 milles carrés de forêts qui ont été réduits à 75,282 milles carrés, par suite des rétrocessions aux fins de colonisation. Ces limites de 75,282 milles carrés sont détenues par 160 concessionnaires, dont 35¹ Canadiens français, pour 1,110 milles carrés.

Cette disproportion s'explique par le fait que la majorité des concessionnaires sont des compagnies de papier qui détiennent 80 % des concessions. La compagnie Price en possède à elle seule 10 %. Les plus grosses concessions n'ont pas été faites sous des régimes libéraux. La majorité de ces limites ont été concédées sous des régimes conservateurs, sur simple lettre du commissaire des Terres. Aujourd'hui, tout se fait par enchère publique, au prix moyen de \$5, tandis que le prix actuel est de \$500 l'acre.

Le chef de l'opposition avait accusé le gouvernement d'avoir laissé l'Aluminum Company s'emparer de notre domaine forestier et détériorer les concessions de la Quebec Pulp. L'échange a été autorisé en 1935 sur la base de 2.3 acres pour 1. De cette manière, la compagnie remettait à la province

66,540 acres de concessions libres et abandonnait ses droits de coupe sur 1,236 acres. En retour, le gouvernement donnait à la compagnie des concessions forestières en bloc sur la rivière aux Outardes.

Les actionnaires de la Brompton Pulp n'ont pas trouvé la transaction aussi avantageuse pour la compagnie que le prétend le chef de l'opposition, car ils ont pris action pour empêcher cet échange de se faire.

Nous avons soumis toutes les concessions forestières à un plan d'aménagement. En mettant en force la loi créant un fonds éducatif, nous avons fait payer aux compagnies pour la Quebec Pulp une compensation de \$404,000, et j'en profite pour remercier les inspecteurs de mon ministère qui ont sacrifié leurs vacances de Pâques, afin de régler cette question à la satisfaction des intéressés.

Le chef de l'opposition nous a reproché d'avoir permis à la Compagnie Price d'intervenir dans les affaires de la Quebec Pulp. Au contraire, le gouvernement a fait payer à la compagnie Price un montant de \$33,000 pour ses opérations courantes dans les forêts affermées de la Quebec Pulp, actuellement en liquidation. Mon ministère a obtenu plus de revenus des compagnies forestières que sous le régime de l'Union nationale.

Le chef de l'opposition vante les œuvres de l'Union nationale! C'est ce régime qui a exproprié 76,063 acres de la seigneurie de Témiscouata pour lesquels le propriétaire, la compagnie Fraser, réclamait \$2,549,639. Comme d'habitude, le gouvernement de l'Union nationale ne se préoccupait pas de régler cette affaire, et quand les libéraux arrivèrent au pouvoir, ils réussirent à obtenir quittance pour \$463,000 pour 34,000 acres.

Une des seules mesures de politique forestière adoptée par l'Union nationale fut la loi relative à l'expédition du bois à l'étranger, adoptée en 1937. Considérée *ultra vires*, cette loi fut laissée inopérante et le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) n'a jamais proposé d'adopter un arrêté ministériel pour y donner suite.

Le gouvernement de l'Union nationale, qui se vante d'avoir mâté les trusts et les compagnies, ne se faisait pas scrupule de leur faire des cadeaux très appréciables, à la veille des élections. C'est ainsi qu'en 1939, à la veille des élections, sans motif valable, le ministre du temps, M. Bourque, réduisait par sa simple signature le compte de la compagnie Price de \$25,959 qui était dû en intérêts.

L'Union nationale avait institué une enquête sur la pépinière de Berthier. Le rapport a coûté

\$3,500 à la province et, en le lisant, j'y ai trouvé des perles qui permettent de le juger en bloc. Parlant d'un brave fonctionnaire, l'enquêteur disait dans ce document: "Sa conduite me remet en mémoire celle de l'antique Pisistrate qui se blessa volontairement et tenta ensuite de soulever la multitude en la persuadant que ses ennemis l'avaient frappé pour le punir de son amour pour elle".

Nous avons aussi développé une politique d'économie forestière: les concessionnaires soumis à un plan d'aménagement, la coupe limitée à la pousse annuelle; dans l'Abitibi, plus de permis de coupe pour du bois en dehors des besoins de l'industrie locale; octroi des permis avant la coupe; défense de couper des érables sur les terres de la couronne; création d'un fonds éducationnel pour doter les écoles de gardes-forestiers, aider aux recherches forestières.

Bref, dit-il, nous voulons assurer la permanence de nos forêts et les reconstituer là où l'œuvre a été compromise. Nous voulons faire respecter l'esprit de la loi des terres qui veut que nos forêts soient développées suivant leurs possibilités seulement, que nous donnions de l'emploi à nos gens et que nous contribuions de toutes manières à l'avancement de notre province. Si des abus se sont produits, nous cherchons à les découvrir pour les corriger.

C'est mon intention de collaborer avec tous ceux qui, respectueux des lois, m'offrent leur concours. Je reconnais que le chef de l'opposition a pris des initiatives heureuses dans ce domaine et nous amplifierons cette politique. Cependant, le gouvernement est au service de la population du Québec seulement. Nous voulons traiter avec justice tous les intéressés et les compagnies qui veulent faire servir leurs capitaux au développement de cette province, mais nous ne permettrons jamais que l'on s'organise pour imposer des volontés au gouvernement. Tous les concessionnaires de limites de bois sont traités de la même manière, indépendamment de leurs affiliations. Nous ne nous plierons devant les exigences d'aucune compagnie.

Nos ordres, nous les avons reçus du peuple. Nous essaierons de donner notre sympathie à ceux qui, moins forts, en ont besoin, et aussi longtemps que j'aurai la confiance de mon chef et de mes électeurs, je m'emploierai à administrer les immenses richesses que l'on a confiées à notre garde, pour être utiles à la population, en général, afin qu'elle soit plus heureuse de vivre au pays de Québec. Nos forêts sont développées à l'avantage du peuple et de manière à favoriser la prospérité

générale. Les mêmes politiques ont été suivies dans les transactions du gouvernement avec l'industrie de la pulpe et du papier.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre se trompe lorsqu'il affirme que nous avons environ 600,000 milles de forêts; nous n'avons même pas 300,000 milles de forêts accessibles, si l'on tient compte du fait que la valeur d'une forêt, au point de vue de ses possibilités de développement, doit être basée sur l'accessibilité de cette forêt.

Pour ce qui est de l'échange entre la Brompton Pulp et la province, cet échange a été désavantageux pour la province. Celle-ci a cédé deux acres et tiers de l'une des parties les plus richement boisées du Québec, sur la Côte-Nord, pour un tiers d'acre de terrain à demi boisé. Le ministre n'a pu nier cela!

L'Union nationale a enrichi le Trésor provincial de centaines de milliers de piastres en doublant le coût des primes de transfert que les compagnies devaient payer à la province.

En 1935, à la veille des élections, la compagnie Ontario Paper avait été l'objet des faveurs du gouvernement libéral en se faisant remettre le coût total de la prime d'adjudication de \$3.35 du mille cordes qu'elle avait dû payer. À son avènement au pouvoir, l'Union nationale a forcé cette compagnie à rembourser à la province un montant de \$250,000; il l'a, de plus, contrainte à s'incorporer dans la province et à ne pas exporter de bois aux États-Unis.

Mon gouvernement a aussi forcé la compagnie Price Brothers à payer au département des Terres et Forêts des montants qu'elle avait été exemptée de payer sous les régimes précédents.

Il n'est pas exact de dire qu'en 1939, à la veille des élections, l'Union nationale a réduit de \$25,000 les droits que la compagnie Price était tenue de payer à la couronne. Ce qui est arrivé, c'est que la province est intervenue pour faciliter aux colons l'accès aux forêts, dont la compagnie était concessionnaire, pour y couper le bois dont ils avaient besoin. L'Union nationale a fait également payer par la compagnie Price les montants dont elle s'était fait libérer sous les anciens régimes.

Il (M. Duplessis) parle des échanges de terrain entre la province et la Fraser Company, sur la seigneurie de Témiscouata, échanges intervenus sous l'Union nationale. Il s'agissait de consolider des vieilles paroisses dans la région de Squatteck, dit-il. Le gouvernement de l'Union nationale n'a pas voulu payer le prix de \$2,000,000 demandé par la compagnie pour 76,000 acres. Mais sous le régime

actuel, l'avocat de la compagnie, M. Chubby Power, a réussi à faire modifier les conditions de l'échange, suivant lesquelles la province a obtenu 34,000 carrés pour un prix scandaleux.

Sous les anciens régimes libéraux comme sous le présent gouvernement, nos forêts ont été dilapidées. L'administration du ministère des Terres et Forêts a obéi à tous les caprices et à toutes les lubies des trusts qui opèrent ici, sur la Côte-Nord. Par exemple, dans une des parties les plus boisées, on a alors fait un échange avec la Brompton Pulp, à raison de trois acres et un tiers contre un acre, tandis que sous mon gouvernement, de 1936 à 1939, beaucoup de choses ont été faites afin de protéger le peuple et surtout les colons contre les empiètements des compagnies. La politique forestière du gouvernement actuel est indigne des intérêts du peuple!

La motion est adoptée après division.

Industrie de la pulpe et du papier

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 31 mars dernier, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, compagnie, corporation ou société, depuis le 1^{er} janvier 1922 jusqu'au 18 février 1943, et concernant l'industrie du papier et de la pulpe dans la province de Québec, ainsi que le travail, les opérations et le fonctionnement relatifs à ces industries.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):

Aucune ordonnance du régisseur fédéral de l'électricité n'a été imposée pour l'économie de l'énergie électrique dans ces usines. On s'est entendu à l'amiable, entre le régisseur et les compagnies, mais j'admets qu'il y a bien pu y avoir une réduction de 10 % dans la consommation de l'énergie électrique.

Lorsque l'existence même du pays et de la province est en jeu dans le conflit actuel, il n'y a pas lieu de discuter longtemps sur la question de savoir si les besoins de guerre doivent primer.

Si l'Union nationale avait permis à l'Aluminum Company de développer et d'accroître les ressources hydrauliques de la rivière Péribonka, il n'y aurait

probablement pas eu la disette d'électricité que l'on déplore présentement dans cette région, et les industries en profiteraient pour hâter la production du matériel de guerre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En recevant la requête de l'Aluminum Company, mon gouvernement n'a voulu prendre aucune décision avant de recevoir un rapport des officiers de la Commission des eaux courantes au point de vue de l'électricité. Ce rapport était à l'effet qu'il y avait dans la région 150,000 chevaux-vapeur disponibles dont la compagnie pouvait profiter et que c'était suffisant. C'est pourquoi l'Aluminum Company n'a pas eu la permission de développer les pouvoirs de la Péribonka.

D'ailleurs, comment l'Union nationale pouvait-elle prévoir, alors, qu'il y aurait une guerre et que les libéraux feraient exactement le contraire de ce qu'ils prêchaient depuis 25 ans?

La motion est adoptée après division.

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Jardin zoologique de Québec (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Le gros yacht acheté cette année porte le nom de

"Tar Baby" (Bébé goudronné), il a un réfrigérateur, deux cabines, une à bâbord et l'autre à tribord, il a un tirant d'eau de deux pieds et il peut filer à 25 milles à l'heure. Le yacht du grand lac Jacques-Cartier a été payé \$400, l'autre fut acheté en 1941 pour \$900.

M. Gagnon (Matane) parle de nouveau des tentatives du ministère des Pêcheries, sous l'honorable Hector LaFerté, pour faire la chasse aux marsouins avec un avion. Ces tentatives infructueuses, déclare-t-il, ont coûté \$50,000 à la province.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Elles n'ont pas coûté plus de \$1,800.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Par conséquent, le même prix que pour la chasse au trésor au Cap-des-Rosiers, sous l'Union nationale.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): (Au chef de l'opposition) Pourquoi ne pas voter l'item pour les pêcheries des Îles-de-la-Madeleine²?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, le député du "bargain" veut parler de cet item-là.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, du consentement unanime, que lorsque la Chambre s'ajournera, elle se trouve ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

NOTES

1. *Le Canada* du 15 mai 1943, à la page 12, parle de 55 Canadiens français.

2. Il fait référence au commentaire du député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) qui s'était exclamé la veille, à propos de l'achat d'un yacht, que c'était un "bargain", selon *Le Canada* du 15 mai 1943, à la page 2.

Première séance du mardi 18 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Le prix Tessier de la Faculté de droit de l'Université Laval

M. Duplessis (Trois-Rivières) souligne les nouveaux succès remportés par les deux fils du député de Matane (M. Gagnon). L'honneur rejaillit à la fois sur ces deux jeunes Canadiens français, sur leur famille, sur l'Université Laval et la jeunesse canadienne-française. Au nom de l'opposition, j'offre mes plus chaleureuses félicitations au père de MM. Gagnon, mon collègue de Matane¹.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai lu avec un très vif plaisir la nouvelle des succès remportés par les fils du député de Matane. Ce ne sont pas les premiers succès qu'ils remportent. Les fils du député de Matane se sont toujours imposés à l'attention de leurs professeurs. Ils se sont toujours signalés. Nous en sommes fiers. Ils se préparent pour l'avenir. (Pour taquiner) Ce sont deux jeunes Canadiens français qui n'ont pas attendu que nous ayons l'instruction obligatoire pour préparer leur avenir! Mais comme tous les parents ne sont pas comme le député de Matane, il devenait nécessaire de passer cette loi pour les autres. J'espère que cette mesure sera supportée par les distingués fils de mon distingué collègue.

Il félicite chaleureusement le père et la mère des deux jeunes gens.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Comme je passe l'été dans le Bas-du-Fleuve, le député de Matane est mon député et je suis fier du succès de ses deux fils. Ces succès ne m'ont pas surpris. C'est le contraire, plutôt, qui eût été une surprise pour moi.

Il exprime le vœu que les deux brillants étudiants voient un jour la lumière et fassent de bons libéraux.

M. Chaloult (Lotbinière) offre, lui aussi, ses félicitations au député de Matane.

M. Gagnon (Matane) (Très ému) remercie tous ses collègues. Il exprime sa profonde reconnaissance à la Chambre, et en particulier aux députés qui se sont prononcés, pour leurs félicitations et leurs bons souhaits. Il les remercie en son nom, au nom de sa famille et particulièrement de ses deux fils.

Si mes fils ont eu du succès, dit-il, cela dépend bien plus de leur mère que de leur père. Elle a le droit de partager leurs succès. Me serait-il permis de faire observer au premier ministre que ces succès démontrent de façon péremptoire que l'instruction obligatoire n'est pas nécessaire?

Il exprime à son tour l'espoir que le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) voie la lumière et se tourne vers l'Union nationale.

Questions et réponses:

Clément & Clément

M. Barrette (Joliette): Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 1^{er} janvier 1943 inclusivement:

1. À combien se chiffrent, en dollars et en centins, les montants payés par le gouvernement de la province à Clément & Clément, limitée, qui ont un bureau d'affaires dans la cité de Québec?

2. À combien se chiffrent, en dollars et en centins, les obligations ou engagements contractés par le gouvernement de la province envers ladite compagnie ou corporation?

3. D'après les rapports faits au gouvernement ou à aucun de ses départements, quels ont été les directeurs ou administrateurs de cette compagnie ou corporation?

4. Existe-t-il des restrictions gouvernementales provinciales ou fédérales relativement à la vente au gouvernement de la province de dactylographes ou de machines de bureau en général?

Dans l'affirmative:

a) Depuis quand?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): 1. \$32,947.80.

2. \$532.91 représentant les engagements de dépenses contractés mais non soldés au 31 décembre 1942.

3. Président: M. Edmond Chaloult;

Secrétaire: M. Jean Chaloult;

Directeur: M. Paul Chaloult.

4. Restriction fédérale.

a) 1^{er} juin 1942.

**Sommes payées
par les ministères au Devoir**

M. Gauthier (Montréal-Laurier): Quelles sommes d'argent ont été payées par le gouvernement, par chaque département, au cours des exercices financiers 1936-1937, 1937-1938, 1938-1939 et 1939-1940:

1. Au journal *Le Devoir*?

2. À l'Imprimerie populaire, limitée, qui imprime le journal *Le Devoir*?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): (Voir la liste ci-dessous)

Département	1	2
Trésor	\$ 90.00	...
Revenu	132.96	...
Assurances	12.00	...
Auditeur	18.00	\$ 317.75
Procureur général	831.70	13,662.32
Secrétariat	44.01	...
Santé.....	12.00	2,927.68
Instruction publique.....	12.00	...
Travaux publics.....	359.24	38.16
Chasse et Pêche.....	12.00	...
Mines.....	153.80	142.00
Travail.....	883.55	12.00
Agriculture	3,614.71	23,398.95
Crédit agricole.....	...	4,263.25
Voirie	30.00	9,228.02
Terres et Forêts	19.07	399.65
Colonisation.....	30.00	687.67
Affaires municipales	27.00	29,530.49
Lieutenant-gouverneur	12.00	...
Pensions de vieillesse.....	.....	<u>87.50</u>
	\$ 6,294.04	\$84,695.44

**Sommes payées par des
organismes gouvernementaux au Devoir**

M. Gauthier (Montréal-Laurier): Quelles sommes d'argent ont été payées, par toute commission ou organisme relevant du gouvernement, au cours des quatre exercices financiers 1936-1937, 1937-1938, 1938-1939, 1939-1940:

1. À *Le Devoir*?

2. À l'Imprimerie populaire, limitée, qui imprime le journal *Le Devoir*?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): (Voir la liste ci-dessous)

1. Commission du salaire minimum.....	\$ 85.80
L'Office du crédit agricole du Québec	<u>1.50</u>
	\$ 87.30
2. L'Office du crédit agricole du Québec	\$ 11,337.69
Commission des liqueurs de Québec	<u>3,581.17</u>
	\$ 14,918.86

Projets de loi:

**Loi de
l'aide à la jeunesse**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 29 modifiant la loi de l'aide à la jeunesse.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est de mon devoir de soumettre à la Chambre une motion à l'encontre des résolutions précédant le bill. Il s'agit ici d'un bill à l'effet de créer un fonds spécial indépendant du fonds consolidé du revenu de la province. Le projet de loi actuel du secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) amende la Constitution. Je considère que cette loi est inconstitutionnelle.

En vertu de l'article 126 du pacte fédéral de 1867, tous les droits et revenus des Législatures des provinces du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick formeront chacun un fonds spécial du revenu et la Législature n'a le pouvoir que de créer ce seul fonds consolidé du revenu. Il est évident qu'il est plus facile de vérifier les comptes, que les bilans seront plus clairs et plus précis s'il n'y a qu'un fonds que s'il y en a plusieurs.

Or, le bill Perrier, à mon avis, met de côté cet article de la Constitution et accorde au gouvernement un pouvoir inconstitutionnel. En vertu de l'article 92, on ne peut mettre de côté, par une simple loi de la Législature, une disposition de la Constitution. Cette Constitution de 1867 étant une convention entre les diverses parties contractantes, seules ces parties peuvent amender le pacte. Il ne peut donc être changé par une loi de notre Législature. Les résolutions présentées à la Chambre sont illégales et inconstitutionnelles.

J'ai donc l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Matane (M. Gagnon), que l'ordre du jour, autorisant la prise en considération et l'étude en comité plénier des résolutions relatives au bill 29 modifiant la loi de l'aide à la jeunesse soit révoqué.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): C'est vrai, l'article 126 du pacte fédératif prévoit la Constitution du fonds consolidé pour les revenus de la province. Il ne doute pas, dit-il, que toute somme d'argent perçue par le biais de taxes provinciales doit aller dans ce fonds. Or, il s'agit dans le cas présent de sommes d'argent qui représentent la contribution fédérale au plan d'aide à la jeunesse et que la province veut déposer temporairement en fiducie entre les mains de Québec pour que l'argent ne soit employé qu'à cette fin. Ces sommes d'argent ne constituent pas un revenu. Ces octrois n'appartiennent pas à la province.

Donc, l'article 126 ne peut s'appliquer à ce cas et il n'y a pas d'objection à ce qu'on les place dans un fonds spécial. Et même si cet article pouvait s'appliquer, il y a un autre article du pacte fédératif, l'article 92, qui stipule bien clairement que les Législatures provinciales ont le droit de légiférer, entre autres matières, sur la modification de la Constitution de la province, sauf en ce qui concerne la fonction du lieutenant-gouverneur. D'ailleurs, ce n'est pas la première fois qu'on procède de cette façon. La même chose existe dans la loi de l'agriculture.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il ne faut pas confondre revenus et recettes. Dans le cas actuel, les argents confiés à la province par le fédéral sont des revenus d'ordre spécial qui doivent être dépensés dans un but défini, soit pour être distribués à la jeunesse, et qui doivent avoir leur équivalent du côté des dépenses. Ces recettes ou ces rentrées de fonds ne peuvent tomber dans le fonds consolidé du revenu de la province.

Il appuie sur la thèse de la souveraineté des provinces et cite des autorités.

M. Gagnon (Matane): L'article 126 de la Constitution est bien formel et n'est nullement contredit par l'article 92. Cet article 126 est conforme au bon sens qui veut qu'il n'y ait qu'un seul fonds consolidé. Si le secrétaire de la province a le droit d'avoir son fonds spécial, qui pourra empêcher les autres ministres d'avoir le leur?

Si les arguments du secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) et du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) sont vrais, tous les ministres pourront ainsi se constituer un petit fonds spécial, en dehors du fonds consolidé du revenu, ce qui compliquerait singulièrement la comptabilité de la province. Le contrôle des deniers publics deviendrait impossible.

Notre Constitution est un pacte entre les provinces, qui ne peut être amendé qu'avec le consentement unanime de ces provinces. Je mets le gouvernement en garde contre les théories actuelles suivant lesquelles la Constitution ne serait qu'un Statut que l'on peut amender n'importe quand.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'article 126 est bien clair: en vertu de la Constitution, il ne peut y avoir qu'un fonds consolidé pour les revenus de la province. Mais dans le cas actuel, les argents ainsi perçus du fédéral ne sont ni des droits, ni des revenus. Il s'agit d'une somme d'argent confiée à la province pour distribution au nom du gouvernement central afin d'aider les jeunes. Ces sommes ne sont pas des revenus au vrai sens du mot et la seule façon logique d'agir, c'est de les placer dans un fonds spécial afin qu'elles ne puissent être dépensées à d'autres fins. Cet argent peut très bien entrer dans un fonds particulier. C'est le but de la loi du secrétaire de la province.

M. Lorrain (Papineau): L'honorable premier ministre affirme faussement que ces sommes ne doivent pas être versées au fonds consolidé du revenu. Le premier ministre devrait savoir que même les argents du fédéral doivent faire partie du fonds consolidé de la province. Il ne doit y avoir qu'un fonds du revenu, dans la somme, en vertu même de la Constitution. Le gouvernement donne le spectacle d'une administration qui met de côté la Constitution.

L'amendement est mis aux voix la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Pouliot, 10.

Contre: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Guérin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, O'Connor, Perrier, Plamondon, Renault, Robidoux, 38.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors adoptée et la Chambre se forme en comité plénier.

En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose: 1. Que la loi de l'aide à la jeunesse (Statuts refondus, 1941, chapitre 68) soit modifiée en ajoutant, après l'article 3, les suivants:

"4. Toute subvention octroyée par le gouvernement du Canada, en vertu d'une convention conclue suivant l'article 1, ne sera pas versée dans le fonds consolidé du revenu de la province, mais formera un fonds spécial qui sera dépensé pour les objets convenus, sous le contrôle du lieutenant-gouverneur en conseil, comme si les deniers provenant de cette subvention avaient été votés pour ces fins par la Législature de la province.

"5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à avancer sur le fonds consolidé du revenu, pour les fins d'une convention conclue suivant l'article 1, une somme n'excédant pas le montant de la subvention payable par le gouvernement du Canada.

"Pour rembourser au fonds consolidé du revenu toute avance ainsi faite, le trésorier de la province déduit les sommes requises, à mesure qu'elles sont disponibles, du fonds spécial dans lequel la subvention payable par le gouvernement du Canada est versée, suivant les dispositions de l'article précédent."

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions aura effet à compter du 17 septembre 1937.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet Perrier est une manœuvre politique! C'est une mesure de camouflage pour masquer l'inaction du gouvernement par une fausse apparence d'activité.

L'Union nationale est venue au secours de la jeunesse, de 1938 à 1939, en faisant voter \$2,000,000 par les Chambres pour lui venir en aide. L'Union nationale a résisté aux empiétements du pouvoir central, qui voulait établir les règlements pour les programmes d'enseignement et empiéter sur un domaine qui nous est cher entre tous: le domaine éducationnel. Nous nous y sommes opposés. À l'occasion des ententes fédérales-provinciales relatives à l'aide à la jeunesse, l'Union nationale a fait reconnaître expressément par Ottawa les droits exclusifs des provinces en matière d'éducation.

Le bill constitue un mandat en blanc, car aucune somme n'y est mentionnée. Les conditions des ententes futures de paiement de ces allocations ne sont pas mentionnées non plus. Où veut-on en venir? On a le droit de se le demander avec le gouvernement de marionnettes que nous avons présentement. Est-ce qu'Ottawa veut encore empiéter sur nos droits en matière d'éducation? Quels montants sont en jeu? C'est une question sérieuse, au moment où le pouvoir central veut centraliser à Ottawa le système d'enseignement. L'opposition est prête à voter toutes les sommes d'argent nécessaires à la jeunesse, à appuyer le bill Perrier, à condition qu'un montant y soit indiqué. Elle n'est pas prête à donner un blanc-seing au gouvernement actuel. La loi que présente le secrétaire de la province est un précédent dangereux parce que c'est une violation du pacte confédératif.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le chef de l'opposition a des élans d'amour pour la jeunesse! Mais cette déclaration d'amour du chef de l'opposition à la jeunesse n'est pas sérieuse. La jeunesse sait qu'aucun gouvernement n'a plus fait pour elle que le gouvernement actuel, qui administre la province en ce moment et qui a versé des millions aux universités. Nous l'avons aidée dans le domaine universitaire, l'enseignement primaire supérieur, les écoles spécialisées, etc. La jeunesse le prouvera par son avancement dans la vie.

Les contributions de la province proviendront du fonds consolidé du revenu. Seules les contributions fédérales seront déposées en fiducie². Quand Ottawa verse de l'argent pour des fins spécifiques, il a le droit de voir à ce que cet argent soit bien dépensé pour ces fins, comme l'a si bien dit le premier ministre. Le gouvernement fédéral a le droit de savoir où vont ses argents! Le fonds spécial ne cache donc rien. La contribution fédérale dépendra des ententes qui seront signées par les deux gouvernements. Quant au montant que la province

entend dépenser pour l'aide à la jeunesse, il est mentionné dans le budget: \$356,000.

Le chef de l'opposition réclame l'initiative de la loi de l'aide à la jeunesse, mais l'aide à la jeunesse n'est pas une création de l'Union nationale; ce service résulte, au contraire, d'une initiative des autorités fédérales. Le chef de l'Union nationale a été obligé - pour la première fois de sa vie - de collaborer avec Ottawa grâce à cette loi fédérale de l'aide à la jeunesse.

L'an dernier, les ententes entre les deux gouvernements ont porté sur l'initiation au travail agricole, l'initiation au travail féminin, l'initiation aux travaux de guerre, l'école d'avionnerie de Cartierville, etc. Le gouvernement Godbout a eu des initiatives fécondes dans le domaine de l'aide aux jeunes. L'an dernier, il a fait bénéficier les jeunes d'une somme de \$118,000³ pour accélérer leurs études et alléger les sacrifices de leurs parents. Une somme de \$215,000 a été consacrée à l'école d'avionnerie. Les deux gouvernements ont dépensé, en 1942-1943, une somme globale de \$1,771,571.00⁴ pour l'aide à la jeunesse, dont \$1,200,000 représentant environ la part d'Ottawa. Ottawa supporte le plus lourd fardeau financier, mais nous restons maîtres de notre service de l'aide à la jeunesse.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que cela comprend l'achat de l'Académie de Victoriaville?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Non.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et de l'École d'avionnerie de Cartierville? Qui a construit cette école d'aviation?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): L'Union nationale, comme toujours, a commencé cette école mais ne l'a pas finie. Nous l'avons complétée.

Depuis trois ans que je suis ministre, je n'ai pas eu connaissance d'une seule tentative d'Ottawa pour empiéter de quelque façon sur les droits provinciaux en cette matière, l'enseignement et notre système éducationnel, et je défie qui que ce soit de prouver qu'une seule parcelle de nos droits en cette matière a été sacrifiée.

M. Gagnon (Matane): Loi de camouflage, et trompe-l'œil: on crée un fonds spécial sans spécifier le montant qu'on y fera entrer!

(Il relève une remarque du député de Terrebonne (l'honorable M. Perrier) qui a dit que l'aide à la jeunesse a été une initiative fédérale) Cette

loi a été adoptée en mai 1937. Or, l'Union nationale est arrivée au pouvoir en août 1936 et convoqua une session d'urgence à l'automne au cours de laquelle on vota l'argent nécessaire à la création de 30 bourses octroyées par le ministère des Mines aux étudiants du génie minier.

À cette même session, le gouvernement fit voter une loi ordonnant la tenue d'un inventaire de nos ressources nationales fait par des jeunes sous la direction de M. Esdras Minville. De plus, l'honorable représentant de Labelle (M. Paquette), alors secrétaire provincial, a fait octroyer des bourses dans le domaine médical et dans le domaine artistique. Quant à la loi fédérale, elle stipulait que seuls les jeunes nécessitant auraient droit à l'aide du gouvernement.

M. Gagnon (Matane) et M. Lorrain (Papineau): Pour avoir accès à certains cours subventionnés par le fédéral, les élèves doivent subir un examen médical militaire et obtenir un certificat d'inaptitude physique. D'autres bourses ne sont données qu'à la condition expresse que l'élève s'enrôle volontairement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis prêt à voter \$2,000,000 ou \$3,000,000 aux jeunes si le secrétaire de la province veut me donner l'assurance que tout cet argent ira aux jeunes.

M. Chaloult (Lotbinière): J'ai écouté avec un peu de scepticisme les opinions des deux partis sur cette mesure. Je crois que la vérité est dans le juste milieu entre ces opinions extrêmes. Les reproches mutuels que les chefs s'adressent constituent le vieux jeu démocratique. Les deux partis se vantent, mais ils n'ont pas tout accompli. Ils ont fait des œuvres utiles. Ils s'en vantent et se font des reproches. Les deux partis ont leurs mérites respectifs quand il s'agit de l'éducation et chacun a passé des lois qu'on doit louer.

Mais il reste beaucoup à faire et quand le gouvernement fait bien, je n'admets pas le principe de la critique systématique. Lorsqu'un gouvernement propose un projet de loi, pourquoi cette critique systématique du chef de l'opposition? Il oublie qu'il change d'attitude. Ce qu'il prêchait dans l'opposition, il l'a pratiqué quand il était au pouvoir.

Même les plus mauvais gouvernements peuvent faire de bons coups et parfois présenter de bonnes mesures.

Je ne vois pas pourquoi on s'oppose à ce bill, qui ne présente ni ne comporte rien d'extraordinaire.

L'autonomie provinciale n'y est nullement en cause. Il ne faut pas voir partout des attentats à l'autonomie provinciale. Il est vrai qu'Ottawa a tendance à vouloir tout centraliser. C'est un jeu normal et naturel pour un gouvernement central de chercher à centraliser, et tôt ou tard, le pouvoir central voudra centraliser l'enseignement.

J'invite le gouvernement de Québec à s'opposer de toutes ses forces à toute tentative en ce sens. C'est pourquoi l'autonomie doit être l'idée maîtresse de notre politique. Mais je crois que certaines déclarations du chef de l'opposition font plus de tort que de bien à la cause de l'autonomie. Les deux partis préconisent, dans l'opposition, des principes qu'ils se hâtent d'oublier quand ils sont au pouvoir.

Je ne vois pas pourquoi critiquer ce bill. Quand le gouvernement fédéral donne des subventions pour l'éducation, le gouvernement provincial a raison de placer ces sommes dans un fonds spécial. La loi est anodine, mais elle a sûrement des avantages. C'est une mesure de routine, tout à fait normale, et je vais l'appuyer. Je voterai pour les résolutions et pour la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Lotbinière fait songer à ce soldat dont ses parents étaient fiers et dont la mère disait avec attendrissement: "Regardez donc, il n'y a que lui qui ait le pas" sur 500,000,000 en parade! Tout le monde a tort sauf lui.

Le député de Lotbinière s'est dépeint lui-même quand il a dit que dans l'opposition on prend une attitude, et qu'une fois au pouvoir, on en prend une autre. Il me fait penser à ce théologien radical qui s'était attiré de ceux qui l'écoutaient cette remarque: quand vous êtes ici, nous nous demandons pourquoi nous avons besoin des lumières du Saint-Esprit.

Le député de Lotbinière affirme qu'on prend une attitude quand on est dans l'opposition et qu'on en prend une autre quand on est au pouvoir. Il oublie donc, lui, qu'il a voté huit fois pour la taxe de vente quand il était au pouvoir, et dans l'opposition, il a voté une fois contre.

M. Chaloult (Lotbinière): Je n'ai jamais voté pour la taxe de vente!

M. Duplessis (Trois-Rivières) répète la même affirmation.

M. Chaloult (Lotbinière) demande au chef de l'opposition de prendre sa parole.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les *Procès-verbaux* sont là pour le prouver.

M. Chaloult (Lotbinière): Si l'on veut s'écarter du débat pour parler de la taxe de vente...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'objection à ce que le député de Lotbinière s'écarte de nouveau!

M. Chaloult (Lotbinière): Je soulève un point d'ordre! On n'a pas le droit de s'écarter de la loi à l'étude!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Lotbinière a l'habitude de s'écarter. En disant qu'on change d'opinion de l'opposition au pouvoir, il coiffe son propre bonnet.

M. Chaloult (Lotbinière): Je demande une décision sur mon point d'ordre.

M. le président: Le chef de l'opposition répond en ce moment à une digression du député de Lotbinière et je ne peux l'empêcher de suivre celui-ci sur le terrain qu'il a choisi.

M. Chaloult (Lotbinière) en appelle de cette décision.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces champions, ces patriotes à retardement comme le député de Lotbinière sont d'une inconscience incroyable. Le député de Lotbinière a voté tour à tour en Chambre pour et contre la conscription. Au pouvoir, alors qu'il était avec les libéraux, il a voté pour la conscription en votant contre une motion de l'Union nationale la condamnant; et dans l'opposition, il a voté pour une motion semblable.

M. Chaloult (Lotbinière): Je n'ai jamais voté pour aucune motion concernant une opposition à la conscription.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ah, je comprends que le député de Lotbinière soit surpris. Il ne s'en est pas aperçu, je suppose. Mais qu'il lise les *Procès-verbaux*, il constatera que je dis l'exacte vérité. Quand le rapport Rowell-Sirois a été présenté, j'ai fait motion, pendant le débat sur l'adresse, pour que la Chambre suspende le débat et discute ce rapport dans lequel étaient soulevées de graves questions constitutionnelles qui touchaient au fondement de

nos droits. Le député de Lotbinière, qui se dit le champion de notre autonomie, qui prétend qu'il est pour le respect des droits de notre province, a voté contre!

M. Chaloult (Lotbinière) soulève des points d'ordre.

M. le président ne lui donne pas raison.

M. Chaloult (Lotbinière): Je n'ai pas voté parce que je n'étais pas en Chambre à ce moment.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est précisément ce que je lui reproche. Il a été élu pour être présent au moins lorsque des questions importantes se discutent. Quand le gouvernement actuel a présenté une loi pour céder nos revenus à Ottawa, le député de Lotbinière, alors au pouvoir, s'est esquivé pour ne pas voter. Il a préféré allumer et fumer une cigarette. À la présente session, nous avons présenté un amendement consacrant le principe de l'immunité parlementaire et le député de Lotbinière est encore sorti précipitamment pour ne pas voter. Il ne se préoccupait plus de ce qu'il avait prêché. Je le répète, il est comme le soldat qui n'avait pas le pas et qui croyait être le seul à l'avoir.

Cette conduite fait preuve d'un manque de logique indigne d'un homme intelligent. Les questions constitutionnelles, le député de Lotbinière appelle ça des chinoiseries. Cessera-t-il de prendre des poses qui font rire? N'est-il pas vrai qu'il prend, en dehors de la Chambre, des attitudes qui ne concordent pas avec les principes qu'il préconise en Chambre? Il doit faire attention à l'attitude qu'il adopte présentement. Je parle du député de Lotbinière pour la première fois, peut-être pour la dernière.

Lord Roseberry disait: "Il n'y a que les ânes qui ne changent pas d'idée". Il est permis de changer d'idée. Ceux qui trouvent que les autres ne peuvent jamais changer d'idée mais ne se font pas scrupule de changer eux-mêmes, ceux qui changent tout le temps, pour qui tous les partis et tous les hommes ne valent rien et qui disent: "Il n'y a que moi qui ai raison", ceux-là souffrent d'une maladie dont me paraît atteint le député de Lotbinière et pour laquelle je lui présente toutes mes sympathies. Son attitude, par moment, fait en sorte que ses amis doutent de sa sincérité, de sa logique et de son intelligence. On ne peut que prier pour qu'il se remette de cet état d'esprit dans lequel il a sombré.

M. Chaloult (Lotbinière): Le chef de l'opposition veut faire de l'esprit. Je lui rappelle la phrase de

l'Écriture Sainte: *Numerus stultorum infinitus est*⁵! Je lui rappellerai aussi cette maxime: "Quand on court après l'esprit, on attrape la sottise. L'esprit qu'on veut avoir gâte souvent celui qu'on a". C'est ce qui arrive trop souvent à certains membres de cette Chambre. On ne fera croire à personne que j'ai changé d'attitude. Mon passé politique peut se comparer à celui de n'importe quel député de cette Chambre.

Le chef de l'opposition dit que je n'avais pas voté sur une motion s'opposant à la conscription. Je n'étais pas en Chambre à ce moment-là et on ne peut exiger des députés qu'ils assistent à toutes les séances. Je ne peux pas toujours être sur le parquet de la Chambre. Il n'y a pas plus de cinq ou six députés qui sont plus assidus que moi aux séances⁶ et qui prennent plus fréquemment part aux débats. Je défie le chef de l'opposition de me citer un seul député qui assiste à toutes les séances, surtout quand la Chambre siège trois fois par jour!

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'en suis un. Je ne m'absente jamais, car mes électeurs ne m'ont pas envoyé ici pour aller fumer en dehors de la Chambre. Le député de Lotbinière préfère aller fumer des cigarettes plutôt que de se prononcer sur des questions importantes!

M. Chaloult (Lotbinière) (Relativement à la motion d'ajournement proposée par le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), et secondée par le député de Lotbinière (M. Chaloult) lui-même) Cette motion de 1942 fut présentée par le député de Montmorency (M. Dumoulin), et il s'agissait tout simplement de faire remettre un débat sur l'autonomie provinciale et non d'empêcher un tel débat. De plus, mon nom fut proposé comme second par le président Bissonnette parce qu'il occupait le fauteuil voisin de celui de M. Dumoulin et que, sur la motion, on avait omis d'indiquer le nom d'un second. C'est généralement la façon de procéder à l'Assemblée législative.

Le chef de l'opposition s'est abstenu de voter sur plusieurs de mes motions. S'il y a un député qui prétend que j'ai voté pour la conscription, cela fera rire toute la province, car mon attitude sur l'autonomie provinciale et la conscription est bien connue dans la province, qui la connaît trop bien pour se laisser tromper par les déclarations du chef de l'opposition. L'an dernier, j'avais promis mon appui à la motion que le gouvernement a présentée et quand l'opposition est arrivée avec une motion qui allait un peu plus loin, je n'ai pas voulu manquer à

ma parole même si j'ai ouvertement déclaré préférer la forme de la motion de l'opposition. Je suis resté loyal au gouvernement.

J'ai été député alors que le chef actuel de l'opposition était au pouvoir et je peux en parler des changements d'attitude du chef de l'opposition⁷. Ce qui importe, c'est de ne pas persévérer dans son erreur. J'ai quitté l'Union nationale parce que son chef refusait de mettre en pratique deux points essentiels de son programme, deux choses qu'il nous avait promises: l'abolition des trusts et une politique canadienne-française.

Rien de cela n'a été fait. C'est pour cela que nous l'avons suivi. Il a fait passer des lois qui avaient du bon, mais sur ces deux points, il est resté muet. Il les a fait jeter aux oubliettes. Ce n'est pas pour rien qu'un Paul Gouin, un Oscar Drouin, un Ernest Grégoire, un Philippe Hamel, un Leduc et moi-même l'avons abandonné. Il n'a pas tenu ses engagements! Quand on habite une maison de verre, on ne parle pas d'inconséquences. Une question d'idée nous séparait profondément de lui et je n'ai jamais été inconséquent.

J'ai pu changer d'étiquette politique, c'est entendu, et je pourrai encore changer d'étiquette. Les étiquettes, je m'en fous. Mais j'ai toujours parlé comme je parle. J'ai toujours gardé les mêmes principes. Ce sont les idées qui m'intéressent. Ce que je prêchais en 1936, je le prêche encore aujourd'hui. Le chef de l'opposition ne pourrait en dire autant.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Lotbinière (M. Chaloult) dit: "Quand on habite une maison de verre..." Il a été libéral...

M. Chaloult (Lotbinière): Non, je n'ai jamais été libéral.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il a été libéral, membre de l'Action libérale nationale, de l'Union nationale, du Parti national, du parti du Dr Hamel, libéral encore, et, après avoir supporté l'actuel gouvernement libéral, il est maintenant du Bloc populaire canadien, à nouveau dans l'opposition. Il y a des limites pour se tromper! Ceux qui se trompent aussi souvent ne sont pas fiables.

Le député de Lotbinière a dit tantôt qu'il a quitté mon parti parce que je ne voulais pas faire la lutte aux trusts. Il dit que nous n'avons pas tenu nos promesses et que c'est pour cela qu'il nous a lâchés. C'est curieux. Nous avons été assermentés à 1 heure de l'après-midi le 26 août 1936 et trois heures plus tard, le député de Lotbinière nous dénonçait et, à ce

moment, tout ce que nous avions fait, c'était d'avoir choisi des ministres. Il n'était probablement pas content de ne pas avoir été appelé, parce que nous n'avions pas pensé à lui. Le soir même, il assistait à une assemblée de protestation qui avait lieu au Palais Montcalm et il dénonçait le gouvernement d'Union nationale.

(Parlant de la taxe de vente) Le député de Lotbinière a voté huit fois pour la taxe de vente (il lui envoie porter les *Procès-verbaux* de la Chambre de 1940).

Alors que le gouvernement voulait empêcher la Chambre de discuter le rapport Sirois et qu'une motion d'ajournement fut proposée par le premier ministre, le député de Lotbinière vota pour l'ajournement. Il ne s'en est pas aperçu. Mais il a dû s'apercevoir de son vote. Le *Procès-verbal* de cette séance dit, parmi ceux qui ont votés pour la motion: M. Chaloult. Ça n'est évidemment pas lui. Le *Procès-verbal* dit pourtant que c'est bien lui. Que le député de Lotbinière se rende donc compte des faits.

M. Chaloult (Lotbinière): C'est une pure invention!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Lotbinière donne l'impression qu'il est aussi loin de l'intérêt public que de la vérité.

M. Chaloult (Lotbinière): Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) n'a pas le droit de parler de changements d'opinion ou de politique. Il a débuté comme conservateur et s'est ensuite allié à l'Action libérale nationale. Mon groupe a dénoncé le chef de l'Union nationale le jour de son assermentation comme premier ministre parce qu'il avait le propre témoignage du député de Trois-Rivières (M. Duplessis) qu'il n'appliquerait pas les mesures prêchées au cours de la campagne et qu'il n'avait nullement l'intention de combattre les trusts! Le chef de l'opposition dit que je l'ai dénoncé trois heures après son assermentation comme premier ministre. Il a été assermenté le matin et l'assemblée du Palais Montcalm a eu lieu le soir. Il sait fort bien, malgré ses affirmations, qu'aucune question de portefeuille n'était en cause.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ah! Non. Je n'ai pas été assermenté le matin. J'ai été assermenté dans l'après-midi, à 1 heure et demie, et l'assemblée de dénonciation a eu lieu quelques heures plus tard. Je le répète, tout ce que nous avions fait à ce moment, c'était le choix des ministres.

M. Chaloult (Lotbinière): Nous savions que le chef de l'opposition ne voulait pas combattre les trusts.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ah! Non, ce n'est pas cela. Le député de Lotbinière était mécontent du choix des ministres de l'Union nationale. Je sais même qu'un faux télégramme, signé de mon nom et venant apparemment de Trois-Rivières lui avait été envoyé et que ce faux message lui offrait un portefeuille. Il a été déçu.

M. Chaloult (Lotbinière): C'est un raconter! (Après avoir feuilleté les *Procès-verbaux*) Je ne trouve rien à l'effet que j'aurais voté pour la taxe de vente.

Quant à l'autonomie provinciale, on ne peut faire croire à personne que j'ai déjà agi de façon à amoindrir les droits de la province de Québec. Quant au débat sur la conscription, il n'y avait aucun mal à seconder la motion d'ajournement du débat. Le tort fut de ne pas avoir repris ces débats plus tard.

La position que j'ai prise sur les trusts et sur la guerre est plus nette et plus claire que celle du député de Trois-Rivières sur la question des trusts. Le chef de l'opposition devrait redouter le jeu des calembours et des mots d'esprit. L'esprit qu'on veut avoir gâte celui qu'on a. Je lui conseille d'être plus sérieux.

M. Dumoulin (Montmorency) confirme la déclaration du député de Lotbinière au sujet du choix de son nom comme proposeur de la motion d'ajournement de 1941. Il avait, dit-il, omis de demander un second, et c'est le président lui-même qui a proposé le nom de M. Chaloult, qui était son voisin de pupitre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas ma faute si pour rétablir des faits j'ai été obligé de m'occuper du député de Lotbinière. À l'avenir, je ne m'occuperai que de choses sérieuses et ne m'occuperai plus de lui.

L'honorable secrétaire de la province (M. Perrier) considère-t-il que son projet de loi est anodin, comme l'a prétendu le député de Lotbinière?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je le considère excellent.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Dépôt de documents:

Faillite de Québec Saguenay and Chibougamau Railway Company

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 28 avril 1943, pour la production de copie de toute correspondance entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société ou corporation, depuis le 8 novembre 1939 inclusivement, jusqu'au 8 avril 1943 inclusivement, relativement aux opérations, à l'actif, au passif, et à la faillite ou liquidation de la Québec Saguenay and Chibougamau Railway Company. (Document de la session no 48)

Commission d'enquête sur les questions ouvrières

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 7 mai 1943, demandant la production de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} mars 1943 inclusivement jusqu'au 4 mai 1943 inclusivement, et se rapportant aux questions ouvrières dans les comtés de Chicoutimi, Lac-Saint-Jean et Roberval et relativement aussi à la commission d'enquête décrétée par le gouvernement de la province à ce sujet. (Document de la session no 49)

Seigneuries

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 7 mai 1943, demandant la production de copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} janvier 1942 inclusivement jusqu'au 27 avril 1943 inclusivement, et concernant les seigneuries dans la province. (Document de la session no 50)

Allocations de transport pour les employés des usines Cherrier

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 14 mai 1943, demandant la production de copie de toute correspondance échangée par le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, avec le gouvernement du Canada, aucun de ses membres ou officiers, et avec toute personne, société ou corporation depuis janvier 1941 jusqu'à date, relativement aux allocations de transport et concernant les employés des usines Cherrier, particulièrement ceux qui demeurent dans les comtés de Berthier, Joliette, Montcalm et l'Assomption. (Document de la session no 51)

Commission des eaux courantes, rapport 1942

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) dépose sur le bureau de la Chambre le trente-et-unième rapport de la Commission des eaux courantes de Québec, 1942. (Document de la session no 52)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 18 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Code municipal

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 34 modifiant le Code municipal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Protection de la propriété des militaires

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 40 pour la protection de la petite propriété des militaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 40 pour la protection de la petite propriété des militaires.

Ce projet a pour but d'empêcher que nos militaires ne soient exposés à perdre leur résidence ou leur ferme parce que leur entrée en service actif les empêcherait de remplir leurs obligations envers leurs créanciers hypothécaires.

Adopté.

Questions et réponses:

Achat de yachts

M. Labbé (Mégantic): Depuis le 13 mars 1943 inclusivement jusqu'au 11 mai 1943 inclusivement, le gouvernement de la province a-t-il acheté un ou plusieurs yachts? Dans l'affirmative:

- a) Quand?
- b) Combien de yachts?
- c) Quel prix a été payé pour chaque yacht?
- d) Par l'intermédiaire de quel département ou service ce ou ces yachts ont-ils été achetés?
- e) Quelle est la force motrice de tous et chacun desdits yachts?
- f) S'agit-il de moteur à gazoline?
- g) Quelle est la vitesse de chacun desdits yachts?
- h) Combien de gazoline dépense, au mille ou à l'heure, chacun desdits yachts?
- i) À quelles fins chacun desdits yachts sera-t-il employé?
- j) Combien d'employés la province paiera-t-elle relativement auxdits yachts?

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):

a) Le 30 mars 1943;

b) Un;

c) \$1,000;

d) Département de la Chasse;

e) Engin marin Chrysler de 70 c.v.;

- f) Oui;
- g) Maximum: 20 milles;
- h) A une vitesse de 10 milles à l'heure; il fait cinq milles au gallon;
- i) Pour fins de patrouille;
- j) Ce yacht sera conduit par les gardes-pêche et les gardes-chasse en service.

Projets de loi:

Loi de l'aide à la jeunesse

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 29 modifiant la loi de l'aide à la jeunesse.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. Perrier) à la première séance d'aujourd'hui, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que la loi de l'aide à la jeunesse (Statuts refondus, 1941, chapitre 68) soit modifiée en ajoutant, après l'article 3, les suivants:

"4. Toute subvention octroyée par le gouvernement du Canada en vertu d'une convention conclue suivant l'article 1, ne sera pas versée dans le fonds consolidé du revenu de la province, mais formera un fonds spécial qui sera dépensé pour les objets convenus, sous le contrôle du lieutenant-gouverneur en conseil, comme si les deniers provenant de cette subvention avaient été votés pour ces fins par la Législature de la province.

"5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à avancer sur le fonds consolidé du revenu, pour les fins d'une convention conclue suivant l'article 1, une somme n'excédant pas le montant de la subvention payable par le gouvernement du Canada.

"Pour rembourser au fonds consolidé du revenu toute avance ainsi faite, le trésorier de la province déduit les sommes requises, à mesure qu'elles sont disponibles, du fonds spécial dans lequel la subvention payable par le gouvernement du Canada est versée, suivant les dispositions de l'article précédent."

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions aura effet à compter du 17 septembre 1937.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi la loi a-t-elle un effet rétroactif?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Pour réparer les erreurs de l'ancien régime.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) et M. Duplessis (Trois-Rivières) résument les arguments formulés à la séance de l'après-midi et continuent la discussion.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que lesdites résolutions soient maintenant agréées.

M. Élie (Yamaska) propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative déclare consentir à voter n'importe quel montant nécessaire pour assurer l'établissement durable de la jeunesse et garantir son avenir, mais elle considère que les résolutions relatives au bill 29 intitulé: Loi modifiant la loi de l'aide à la jeunesse sont inconstitutionnelles et sont un danger relativement à l'autonomie et aux droits de la province et, en particulier, aux droits de la jeunesse."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Pouliot, 10.

Contre: MM. Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Dansereau,

Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Guerin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), O'Connor, Perrier, Renault, Robidoux, Rochette, Sabourin, 40.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Lesdites résolutions sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 29 modifiant la loi de l'aide à la jeunesse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Guerin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), O'Connor, Perrier, Renault, Robidoux, Rochette, Sabourin, 40.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Pouliot, 10.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill 29 soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, comme dans le cas du vote précédent.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission du service civil

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 instituant une

commission du service civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette loi ne nécessite pas un long discours de présentation. Une Commission du service civil est réclamée depuis quelques années dans la province par quelques-uns des meilleurs éléments. Je crois qu'elle est nécessaire. Le service civil comprend aujourd'hui quelques milliers d'employés qui doivent être choisis avec le plus grand soin, si l'on veut qu'ils donnent le rendement nécessaire, et qui ont droit à une certaine protection adéquate pour pouvoir accomplir leur travail en toute quiétude d'esprit et dans la tranquillité.

Les employés civils de la province de Québec, à quelques exceptions près, peuvent être cités en exemple à beaucoup d'autres classes. Ils sont honnêtes et travailleurs et loyaux envers leurs employeurs. En toutes occasions, ils ont prouvé leur dévouement au bien public. Ils ont souscrit au quatrième emprunt de la Victoire, un montant qui dépassera \$1,000,000 - je n'ai pas encore le chiffre exact - alors que leur objectif était seulement de \$600,000. Ils ne gagnent pas de gros salaires, mais ils prêtent leur argent au gouvernement de leur pays qui les défend. Je les félicite.

Les employés civils ont donné l'exemple à ceux des autres provinces. C'est un magnifique exemple de patriotisme pratique pour toutes les classes de la population de cette province qui se sont également acquittées de leur devoir à ce chapitre. Ils ont réitéré leur bel exploit du troisième emprunt de la Victoire en surpassant à nouveau les employés civils des autres provinces, du gouvernement fédéral qu'ils ont laissés non seulement derrière eux mais loin derrière eux. J'ai éprouvé beaucoup d'émotion à signaler à toute la province cet esprit civique louable des fonctionnaires provinciaux.

Nous exigeons des employés civils du travail, de la discrétion, du dévouement; souvent même, nous leur faisons assumer de grandes responsabilités. Il est donc juste que nous leur donnions un salaire convenable et, en second lieu, que nous leur assurions la confiance dans l'avenir et la protection à laquelle ils ont droit contre les caprices des gouvernements.

Chacun sait que, dans le passé, lorsqu'un nouveau gouvernement arrivait au pouvoir, il y avait d'injustes destitutions. Et à l'heure actuelle, il faut bien admettre que les employés civils, pour des raisons qui s'apparentent peut-être à notre tempérament français, sont un peu exposés à subir le contre-coup des fluctuations politiques. À l'arrivée au pouvoir de chaque nouveau gouvernement, de bons

serviteurs sont obligés de partir. Et ce n'est pas toujours à cause des gouvernements eux-mêmes, mais à cause de certaines pressions qui se font souvent sentir en ces occasions. Ils sont remplacés par de nouveaux employés, qui manquent de l'expérience nécessaire, avec le résultat que de graves et regrettables erreurs sont souvent commises pour cette raison. Tout le monde les déplore et veut les éviter dans l'avenir.

Nos employés méritent la protection que nous voulons leur donner par cette loi. Pour que le service civil soit efficace, il faut que l'employé se sente en sécurité. Il est nécessaire, pour avoir des employés compétents et honnêtes, de les mettre à l'abri des fluctuations et des injustices de la politique. Il faut voter cette loi, car elle est présentée dans ce but exprès. Une commission est requise pour leur donner la facilité d'améliorer leur travail. Notre projet de loi est une mesure protectrice. Je comprends que, par la loi, nous ne pourrions couvrir tous les cas et spécialement ceux dont le travail n'est pas d'un caractère permanent.

Je sais qu'en certains milieux, on a craint de voir perdre les avantages du patronage politique. C'est une raison qui ne doit pas nous intéresser et nous détourner de notre but. À l'avènement d'un nouveau gouvernement, c'est toujours la vieille histoire. On enlève leur gagne-pain à des employés qui sont utiles, nécessaires très souvent, à la province. Nous n'avons pas le droit de faire planer sur la tête des employés la crainte qu'au lendemain d'une élection ils peuvent se trouver sans emploi. Une telle menace les empêche de faire un travail efficace et loyal.

D'autre part, dans d'autres milieux, on a craint qu'avec cette loi les prérogatives des députés de la Chambre perdent quelque peu de leur valeur et de leur importance si une commission est substituée à la Chambre et au gouvernement pour l'embauchage et les promotions des employés. C'est là une faiblesse de la loi fédérale. Donner à une commission le pouvoir de nommer les employés, c'est contraire à la Constitution. Je suis favorable, moi, à ce que les prérogatives des députés de choisir ceux qu'ils souhaitent voir mener à bien les affaires de la province soient pleinement conservées. Les députés doivent être responsables de l'administration au peuple qui les élit et l'une de ces responsabilités est la nomination des fonctionnaires.

C'est pourquoi nous avons basé notre législation sur un principe différent de la loi fédérale. Nous proposons donc par la loi que la Commission ne nomme pas les employés, mais elle préparera des

listes de gens qualifiés et éligibles. La Commission recommandera les candidats qu'elle croit qualifiés pour les positions vacantes, mais les députés conserveront leur prérogative de choisir ceux qu'ils désirent voir s'occuper des affaires de la province. Le gouvernement gardera la responsabilité de choisir parmi ceux qui ont passé les examens voulus et nécessaires du service provincial. Nous voulons couvrir tous les employés qu'il est possible de couvrir.

Quant aux destitutions, je crois qu'il est nécessaire qu'elles ne puissent être faites sans la recommandation de la Commission. Indépendants, au-dessus de la politique, ne pouvant être destitués que sur une adresse des deux Chambres, les membres de la Commission seront bien situés pour juger de ces choses. Ils ne pourront commettre d'injustice à l'égard des employés. Ils devront se prononcer sur les destitutions avant que celles-ci ne puissent se faire.

Voilà toute l'économie et la substance de la loi. Je sais que tous les membres de la Chambre favorisent ce principe. Cette loi assure la tranquillité de conscience aux employés, tout en sauvegardant les droits du gouvernement. Le gouvernement veut protéger les employés civils et la province elle-même contre les dangers trop fréquents des destitutions injustes; d'autre part, il veut garder aux représentants du peuple la responsabilité de choisir ceux qui seront qualifiés.

Le gouvernement ne veut pas embarrasser aucun autre gouvernement, mais empêcher que des injustices ne soient commises. Quant aux modalités de la loi, nous les étudierons. Nous voulons couvrir par la loi tous les employés qui peuvent être protégés.

La Commission aura aussi la tâche de faire des réformes, de réorganiser le service civil dans les divers départements de l'administration pour augmenter l'efficacité du travail. Elle fera une enquête sur l'état actuel du service civil, afin de déterminer si certains postes sont inutiles ou s'il se trouve des cas d'incompétence. Elle aura également le pouvoir d'établir une nouvelle classification des employés et les distribuer de sorte à ce qu'ils servent encore mieux les intérêts de la province.

Nous avons déjà commencé ce travail et, dans le seul département de l'Agriculture, nous avons pu nous priver de 100 employés jugés inutiles ou sans compétence. Cette enquête a sauvé à la province \$110,000 par année à la province, tout en obtenant plus d'efficacité dans le travail. Ces employés ont été affectés à d'autres fonctions ou mis à leur pension.

L'important, c'est d'avoir des employés bien placés, car il faut se rendre compte que des employés mal placés perdent leur temps et font perdre celui des autres. Le service en souffre. Des enquêtes dans d'autres départements entraîneraient aussi des économies.

Je voudrais redonner au service civil le bon renom que la très grande majorité des employés mérite. Je voudrais aussi avoir la possibilité de les mieux rémunérer. Si nous enlevons des employés pour demander aux autres un rendement plus efficace, il est raisonnable que nous augmentions le traitement de ces derniers. Nous leur demandons du travail, de la discrétion, du dévouement à la chose publique; il est donc juste que nous leur donnions un salaire convenable et, en second lieu, que nous leur assurions la confiance dans l'avenir, l'assurance du lendemain.

Le service civil comprend présentement 2,000 employés qui doivent être choisis avec soin pour que leur travail soit plus efficace. La nécessité d'une telle commission, c'est de permettre une amélioration de leur travail. Nous leur donnerons le traitement et la tranquillité. Nous avons étendu la pension aux employés du service extérieur. Nous leur devons maintenant à tous de les protéger, eux et leurs familles, contre les caprices de la politique. Je promets aux employés civils d'augmenter constamment leurs salaires. La question des salaires et des promotions sera envisagée dans la perspective d'assurer des salaires décents à ceux qui les méritent.

Payons-les bien. Des employés payés convenablement donnent de bons services. Traitons bien les employés civils; on est peut-être porté, parfois, à être dur pour eux. Traitons-les plutôt avec sympathie parce que ce sont de bons serviteurs de la province. Rendons-les meilleurs s'il est possible, en leur donnant la protection à laquelle ils ont droit contre les gouvernements un peu trop capricieux. Ils ont sur les épaules une tâche formidable.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas de doute que l'immense majorité des employés civils est composée d'honnêtes gens et mérite de la protection que tout homme conscient de son devoir doit recevoir de ses employeurs. Il n'y a pas de doute non plus que des réformes s'imposent, mais pas révolutionnaires. Elles doivent s'opérer dans le sens de la justice. C'est la première fois que la Législature est appelée à se prononcer sur une telle loi. Nous sommes en démocratie et son antithèse est la bureaucratie. En démocratie, il faut faire respecter le principe de la conduite des affaires du peuple par les

représentants du peuple. Notre mère patrie, la France, a payé cher pour sa bureaucratie. Ce n'étaient pas les représentants du peuple qui menaient, mais les bureaucrates.

Sous tous les partis politiques, on a récriminé contre la Commission fédérale du service civil. Pourtant, sa création avait été précédée, en 1907, de la création d'une commission royale chargée d'étudier la situation sous tous ses aspects et de faire rapport. Elle travailla pendant un an. Cette commission a recommandé la loi actuellement en vigueur, qui a pourtant suscité maintes protestations et des revendications nombreuses. On la critique encore. Après un an d'étude, si la Commission fédérale, préparée avec tant de soin par trois commissaires, n'a pas donné satisfaction et n'a pas su rallier l'unanimité de l'opinion publique, il ne faut pas attendre énormément d'une loi présentée au cours d'une session, sans préparation adéquate. Comment veut-on que la loi actuelle, présentée rapidement, sans enquête préalable, puisse être acceptée tout de suite?

Je trouve que cette loi-là est pour le moins prématurée. Avant de proposer une réforme aussi radicale, tellement antitraditionnelle, le gouvernement eût dû prendre les précautions élémentaires et nommer une commission d'enquête chargée de faire des études, des enquêtes, des recherches, de recueillir tous les renseignements nécessaires sur tout le problème du service civil et des conditions qui ont cours ici.

Nous n'avons pas de renseignements suffisants à notre disposition et le gouvernement n'est pas dans une position pour soumettre des documents démontrant que les changements sont nécessaires. Le bill constitue une injustice systématique pour des centaines d'employés provinciaux.

Le premier ministre dit qu'il veut respecter les prérogatives des députés. C'est beau sur ses lèvres, mais ce n'est pas cela qu'il y a dans la loi.

Toute loi du service civil ne sera jamais meilleure que le gouvernement qui la nomme. Je parle au point de vue objectif. Elle sera l'image du gouvernement. Au point de vue pratique, la création de cette Commission ne soulagera pas les députés de leurs obligations actuelles. Je crois que la Commission projetée aggraverait la plaie du patronage; elle aura pour effet de faire aux ministres et aux députés une vie aussi dure, et sera une cinquième roue. Le candidat qui voudra une position s'adressera à son député, celui-ci à son ministre et le ministre à la Commission. Et si la requête est rejetée, c'est toujours le député qui en aura le démerite.

Le gouvernement pourra faire des nominations, mais c'est la Commission qui contrôlera les destitutions. Quand l'Union nationale reprendra le pouvoir, elle devra accepter les orgies de patronage qui auront été faites.

En 1939, le gouvernement actuel a fait des destitutions d'employés et de pères de famille par centaines. Il les a faites dans des conditions odieuses. À la place, il a mis ses créatures. Et on nous demande, après cela, d'accepter cette Commission? Nous n'accepterons jamais une Commission qui consacre les injustices commises à l'endroit d'un grand nombre d'employés. La loi fédérale a provoqué des critiques. À plus forte raison, une loi présentée au cours d'une session offre-t-elle des dangers. C'est le gouvernement qui nommera les employés et si nous revenons au pouvoir, nous serons en face de ses créatures.

J'avertis le gouvernement que s'il fait passer sa loi, nous la rappellerons dès que nous serons revenus au pouvoir, quitte à en passer une autre qui répondra mieux aux besoins de l'heure, sans porter atteinte aux droits des représentants du peuple, une loi qui ne sapera pas les bases de la démocratie.

À mon arrivée au pouvoir, j'ai laissé en fonctions jusqu'à sa mort le registrateur et je l'ai fait remplacer par un notaire que l'administration actuelle a destitué. Je ne crains pas d'affirmer que l'Union nationale n'a pas fait les destitutions injustes dont s'est rendu coupable le gouvernement actuel. En 1936, pas un employé qui faisait son devoir n'a été destitué.

À Montréal, nous avions destitué Jargailles qui était la quintessence du banditisme politique et on l'a réinstallé. Jamais nous n'accepterons cela. Je trahirais mon mandat, je manquerais de cœur, si j'approuvais une loi qui sanctionne les destitutions malheureuses du présent gouvernement.

Il n'y a pas d'intérêt à faire de destitutions, sans cause réelle. On ne peut m'accuser d'en avoir fait par partisanerie politique.

Je ne peux concevoir qu'on ait réalisé \$110,000 d'économies au ministère de l'Agriculture, quand une réponse donnée à l'opposition, donc de l'aveu même du gouvernement, il y a quelque temps, démontre qu'en trois ans, le nombre des employés civils a augmenté de 5,260 et que les salaires eux-mêmes ont augmenté de \$1,709,000, ce qui fait, avec le boni de vie chère, une somme additionnelle de \$3,200,000. Il s'agit d'une farce monumentale!

Nous ne sommes pas capables d'accepter la loi actuelle, et je puis dire dès à présent que nous la combattons jusqu'au bout. Avant que l'opposition

l'accepte, il faudra que le gouvernement répare les injustices qu'il a commises et donne des garanties que la commission que l'on veut créer respectera les principes démocratiques, qu'il n'y aura plus d'injustices. Alors, très bien, mais pas autrement.

M. Chalout (Lotbinière): Je réclame depuis des années une Commission du fonctionnarisme et je serais mal venu de voter contre le bill. Je favoriserai le principe de la loi actuelle. Il est incontestable que la crainte constante de perdre un emploi enlève tout esprit d'initiative et décourage. Il importe, pour avoir de bons serviteurs, qu'ils aient des garanties de stabilité, qu'ils aient confiance que s'ils font leur devoir, ils conserveront leur emploi. Or, avec le régime actuel, ils sont sans cesse exposés à perdre leur position, parce qu'ils ont fait partie de telle ou telle administration. Cela est contraire aux intérêts de la province.

Le chef de l'opposition a prétendu qu'en 1939, il y avait eu des destitutions injustes. C'est possible, c'est même probable. Dans une certaine mesure, c'est peut-être inévitable. Peut-on nous assurer qu'il n'y en a pas eu en 1936?

Je suis d'opinion qu'il y a eu des destitutions injustes d'un côté comme de l'autre et que cela même justifie la présentation de la présente loi. Dans la province, depuis cinq ans, on fait campagne pour obtenir une Commission du fonctionnarisme. La loi va faire disparaître un état de choses déplorable et mettre les employés à l'abri de la partisanerie.

Il (M. Chalout) souligne tout particulièrement le travail accompli dans ce domaine par *L'Action catholique* et M. Eugène L'Heureux⁸. Il ajoute qu'il a fait lui-même sa part.

Je parle non seulement en mon nom personnel, mais j'exprime même le point de vue du Bloc populaire. Mon parti favorise le principe de la loi. Je ne comprends pas l'attitude de l'opposition. Quand la loi sera étudiée en comité plénier, il est probable que je m'opposerai à certaines clauses. Je peux même voter contre, lors de la troisième lecture si, après une lecture attentive, je n'approuve pas les modalités du projet de loi. Mais cela ne m'empêche pas de trouver le principe excellent. Ce n'est pas parce que le premier ministre a été désagréable à mon endroit que je combattrai les bonnes idées qu'il peut avoir. Je crois qu'on me reconnaîtra de l'esprit d'objectivité.

Les arguments du chef de l'opposition ne m'ont pas convaincu.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La loi créant une Commission du service civil était

attendue depuis longtemps, non seulement par les employés civils, mais par le public de la province. Personnellement, je la favorise depuis longtemps et en cela, mon attitude est conforme à la politique du Parti libéral. Pour que la province ait à son service des hommes honnêtes et compétents, il faut garantir à ces derniers la continuité de la carrière qu'ils ont embrassée. Beaucoup de belles intelligences, des jeunes gens dont le dévouement était indiscutable, ont refusé d'entrer dans le fonctionnarisme, parce qu'ils craignaient le patronage politique. Ils avaient peur d'une carrière qui pouvait prendre fin bien avant le temps où la maladie pouvait les forcer à y renoncer.

La présente loi donne des garanties que la province aura des hommes compétents parce qu'on devra passer des examens, des hommes auxquels on n'aura rien à reprocher sous le rapport de la moralité et de l'honnêteté, parce qu'il existera aussi une règle pour l'existence de la moralité et de l'honnêteté.

Nous avons un système un peu différent de celui d'Ottawa. Nous y avons puisé ce qu'il y avait de meilleur. Le temps est sûrement arrivé ici d'établir une Commission du service civil. Notre loi n'est pas encore parfaite. Mais elle va faire disparaître une lacune, qui existe depuis longtemps. C'est précisément pour éviter les désavantages que le chef de l'opposition qualifie de bureaucratie. Je comprends que le chef de l'opposition soit contre la loi, parce qu'il voudrait mettre tous ses favoris à la crèche. Mais il faut que les fonctionnaires puissent avoir l'assurance d'avoir du pain à se mettre à la bouche, au lendemain des élections.

Mon honorable ami accuse le gouvernement d'aller trop vite, de n'avoir pas procédé comme l'a fait le fédéral. Il y a une bonne raison à cela. Il n'était pas nécessaire pour le gouvernement de faire une enquête avant de présenter cette loi, parce que la province a profité du travail accompli par la commission royale nommée par Ottawa. Nous avons bénéficié de l'expérience acquise. Cela ne veut pas dire que le gouvernement actuel n'a pas nommé de gens pour étudier un projet de loi et faire des recommandations.

Le gouvernement provincial a nommé un comité qui a fait une étude approfondie de la question et suggéré la plupart des articles de la loi. Nous avons procédé en connaissance de cause. Le temps est arrivé d'établir un service civil contrôlé par une commission compétente. Nous avons pris les précautions élémentaires. Nous étudions le projet depuis plusieurs années⁹. La présente loi va combler une lacune et guérir les maux dont se plaint le chef de l'opposition.

(Il parle des destitutions sous l'Union nationale) Tous les députés ne pensent pas comme le chef de l'opposition au sujet des destitutions dans leurs comtés respectifs, dit-il. Il n'a pas la mémoire longue. Moi-même je peux dire que dans le comté de Saint-Hyacinthe, pas un employé n'a trouvé grâce devant l'Union nationale, sauf le protonotaire de la Cour supérieure. Tous les autres ont été impitoyablement mis à la porte. Les employés ont même reçu leur démission par télégramme. Le chef de l'opposition ne peut nier cela. S'il y a eu des destitutions, c'est que nous avons réinstallé ceux qu'il avait mis à la porte sans cause. C'est donc pour éviter ces calamités et empêcher la répétition de la triste histoire de 1939 que le premier ministre présente cette loi.

Un homme qui a des dispositions pour tout chambarder, afin de placer ses amis, est nécessairement contre une Commission du service civil. Le chef de l'opposition paraît sûr de prendre le pouvoir. Il en a déjà été sûr. Ce qui est sûr, c'est qu'aux dernières élections, il n'est pas revenu. Et il ne peut revenir, s'il continue à combattre une loi comme celle-là.

L'heure est arrivée de voter une loi pour protéger nos bons employés. Je ne suis pas partisan de la bureaucratie, mais je suis partisan de bons employés. Le nombre des employés depuis 1939 a été en partie augmenté par de nouveaux services comme, par exemple, le service de la taxe de vente. Il est vrai que nous avons augmenté les salaires, parce qu'il y avait lieu de faire des rajustements. Les employés doivent être assurés de leurs fonctions s'ils accomplissent leur devoir. Cette loi vient à son heure et ce ne sera pas facile de l'abolir, malgré ce qu'en dit le chef de l'opposition.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est bien facile!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas facile, car la très grande majorité de la population est en faveur d'une loi comme celle-là. Vous ne pourrez pas la rappeler parce que l'opinion publique va en exiger le maintien.

M. Gagnon (Matane): La loi est de nature à avoir de grandes et profondes répercussions dans l'administration de la province, et on devrait l'étudier à fond et la mûrir plutôt que de l'appliquer brutalement et de causer ainsi des perturbations incalculables. On n'a pas le droit d'imposer une telle loi à brûle-pourpoint. L'honorable chef de l'opposition avait raison de signaler à la Chambre le travail de la Commission d'enquête fédérale avant l'adoption de la loi du service civil à Ottawa.

En Angleterre, on a étudié pendant plus de 25 ans avant d'appliquer la loi du service civil. La loi a été votée en 1849 et elle n'a été mise entièrement en application qu'en 1870. Jamais on n'a donné à la Commission du service civil en Angleterre le droit de régir les promotions. Les promotions sont faites par un comité composé d'un nombre égal de représentants des employés civils et de représentants du gouvernement.

Il raconte (M. Gagnon) les pourparlers et les enquêtes multiples qui ont précédé la création d'une pareille commission à Ottawa. Au début, dit-il, la loi fédérale conservait le principe de la responsabilité ministérielle. Mais en 1918, sous un gouvernement d'union, on a fait une loi arbitraire décrétant que les nominations seraient faites par la Commission. Le sous-ministre a plus de pouvoirs que le ministre lui-même.

Il parle des échecs de la Commission fédérale. À Ottawa, dit-il, la Commission fédérale est le tombeau des prérogatives des Canadiens français dans le service civil. Que d'injustices nombreuses ont été commises au nom de cette loi! Les nominations sont décidées d'avance. Dans la liste des qualifications requises, on s'arrange pour que seule la personne que l'on veut nommer puisse être éligible.

Il cite plusieurs cas, entre autres celui d'un candidat canadien-français du nom de Depocas qui, après avoir été classé premier sur 400 à l'examen écrit, a été classé 13^e à l'examen oral après qu'on lui eût posé des questions insignifiantes. J'ai soumis alors, poursuit-il, le cas de M. Depocas au ministre du commerce, M. Stevens, qui l'a engagé parce que la Commission du service civil l'avait trompé sur les qualifications de M. Depocas.

Le bill en discussion est hybride, parce qu'il décrète que les députés sont compétents pour faire les nominations et incompétents pour faire les destitutions. Il n'est pas logique de permettre à la Commission de destituer les employés quand on ne lui donne pas le droit de les nommer. Avant de passer une mesure comme celle-là, il faudrait d'abord une entente entre tous les partis politiques, de façon à rédiger une loi capable de satisfaire tous les groupes d'opinions. La loi qu'on nous présente repose sur un principe fondamental qu'elle consacre, qui est à mon avis l'immovibilité des créatures politiques du gouvernement libéral qui ont remplacé en si grand nombre les employés nommés par l'Union nationale!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si le gouvernement libéral a remis tant d'employés en

place, c'est parce que le gouvernement de l'Union nationale les avait tous destitués, sans aucune formalité. Au moins, sous le régime libéral, on a donné un avis d'un mois.

M. Gagnon (Matane) parle des destitutions faites par le régime actuel et des 5,260 nouveaux employés qui ont été embauchés.

Dans le département des Mines et des Pêcheries, que j'ai dirigé de 1936 à 1939, je n'ai destitué que trois employés du service intérieur, déclare-t-il. L'un avait été nommé par l'Union nationale. Un autre était un ivrogne et il a été remplacé par sa femme.

Le bill est l'une des plus grandes hypocrisies de l'histoire de la province de Québec.

Je ne suis pas contre un organisme pour juger de la compétence de ceux qui vont entrer dans le service civil, mais qu'on répare d'abord les injustices flagrantes qu'on a commises. Il plaide également, dit-il, en faveur de redonner aux fonctionnaires des augmentations de salaire statutaires et d'accorder à tout le monde des octrois familiaux dans la province. Que le gouvernement donne des salaires convenables aux employés civils. Alors qu'une jeune fille peut gagner \$100 par mois plus \$17 de boni aux usines de Saint-Malo, des fonctionnaires, pères de plusieurs enfants, ne gagnent que \$100 par mois plus \$15 ou \$16 de boni.

Il invite les partis politiques à faire des suggestions, poursuit-il.

Jamais je ne souscrirai à cette loi. Quant aux membres de la Commission que le gouvernement nommera, s'ils partent de loin, ils peuvent prendre un bon billet de retour, car ils vont faire un citoyen de voyage!

M. Caron (Hull): Une pareille loi s'imposait depuis longtemps. Le seul reproche qu'on puisse faire à cette loi, c'est d'être venue trop tard. Il y a des années qu'on aurait dû la passer. Même si la loi fédérale est imparfaite, elle a rendu de grands services. Et le député de Matane le sait, lui qui a siégé à Ottawa et qui a donc connu les bienfaits d'une Commission du service civil. On peut maintenant se faire une carrière dans le service civil fédéral et c'est un gros point.

Le système fédéral est loin d'être parfait. Mais si nous n'avons pas un juste traitement dans le service civil fédéral, c'est peut-être parce que nous avons un peu manqué d'organisation. Des universités de langue anglaise ont des comités spécialement chargés de découvrir les vacances dans le service

civil fédéral et de préparer des candidats pour les remplir. Nous devrions faire la même chose. J'aime cent fois mieux le système d'Ottawa avec ses imperfections que le système de Québec en vertu duquel l'Union nationale a pu faire des destitutions par centaines dans tous les comtés. On envoyait des lettres le 15 pour avertir un homme qu'il était destitué depuis le 1^{er} et on refusait de lui payer son salaire.

Le député de Papineau (M. Lorrain) est le seul membre de l'Union nationale qui ait traité avec justice les fonctionnaires libéraux de son comté.

L'opposition, en déclarant qu'elle rappellera la loi si elle reprend le pouvoir, n'a autre chose en vue que de placer ses créatures. Elle se sera rendue si impopulaire en votant contre la loi qu'elle ne reviendra jamais à la tête de l'administration et qu'une convention déposera son chef actuel. Il déplore, dit-il, l'esprit non constructif des critiques de l'opposition.

Il (M. Caron) fait l'éloge du premier ministre de la province. La population a confiance en lui, affirme-t-il et elle est en faveur de cette loi qui assurera la sécurité aux employés de la province et à leurs enfants.

Le premier ministre a dit, dans un discours, que le gouvernement se réserve le droit de choisir les employés parmi la liste des éligibles choisis par la Commission du service civil. C'est légitime d'encourager ses amis d'abord. La loi doit protéger l'employé civil honnête qui ne fait pas de politique et la loi de Québec, actuellement soumise à la Chambre, c'est la loi d'Ottawa améliorée.

La loi a été soigneusement étudiée et l'opposition devrait se rappeler son rôle, qui est de faire de la critique constructive. Lors de l'étude du bill en comité, il lui sera loisible de faire des suggestions et le gouvernement aura assez de largeur de vues pour les accepter, si elles sont réellement judicieuses.

Il (M. Caron) souligne les principaux avantages de la loi et déclare que le gouvernement actuel a donné des augmentations de salaires à tous ceux qui en méritaient, sans se soucier de leurs couleurs politiques. Il reproche au député de Matane de suivre aveuglément son chef, même quand il ne pense pas comme lui.

Et la Chambre continue de siéger après minuit.

Mercredi 19 mai 1943

(Minuit)

M. Gagnon (Matane): En vertu de quel instrument de radiographie l'honorable député peut-il lire mes pensées?

M. Caron (Hull): Le député de Matane (M. Gagnon) suit ou ne suit pas son chef. S'il le suit aveuglément, il a beaucoup changé depuis le temps où je l'ai connu à Ottawa.

M. Lorrain (Papineau) propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Questions et réponses:

Allocations de vie chère

M. Lorrain (Papineau): Référant au paragraphe "C" de la réponse donnée par le trésorier de la province, en date du 4 mai 1943, relativement aux augmentations de salaires accordées et payées par le gouvernement actuel de la province:

1. À combien se chiffre le total des allocations de vie chère mentionnées audit paragraphe "C" de ladite réponse?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Du 1^{er} octobre 1941, date de l'entrée en vigueur de l'allocation, au 18 février 1943, le total des allocations de vie chère, payé à tous les fonctionnaires et employés permanents de la province y ayant droit, s'est élevé à \$1,708,992.68, à raison de \$3.50 par semaine pour ceux qui sont mariés et de \$2.50 par semaine pour les célibataires à la condition que, mariés ou célibataires, ils ne touchent pas un traitement dépassant \$2,100 par an.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à minuit vingt-cinq minutes.

NOTES

1. "Les médailles d'argent et de bronze qui constituent le prix Tessier, à la Faculté de droit, ont été gagnées cette année par MM. André et Claude-Bernard Gagnon, fils du député de Matane. Le prix Tessier est l'un des plus convoités chez les étudiants

en droit", selon *L'Action catholique* du 19 mai 1943, à la page 8.

2. *La Gazette* du 19 mai 1943, à la page 14, donne ces quelques précisions supplémentaires: "le bill autorise également le trésorier provincial à avancer de l'argent au fonds dans l'attente de paiement de la part d'Ottawa, et de se repayer avec l'argent provenant d'Ottawa."

3. \$118,128, selon *Le Canada* du 19 mai 1943, à la page 10.

4. \$1,771,561, selon *Le Soleil* du 19 mai 1943, à la page 4. De plus *La Patrie* du 19 mai 1943, à la page 12, précise que ces sommes ont été versées uniquement pour l'aide à l'École d'avionnerie de Cartierville.

5. "Le nombre des sots est infini". *Le Devoir* du 19 mai 1943, à la page 7.

6. *Le Devoir* du 19 mai 1943, à la page 7, écrit plutôt "pas plus de deux ou trois députés".

7. *La Gazette* du 19 mai 1943, à la page 14, ajoute: "De plus, ajoute le député de Lotbinière, le chef de l'opposition a fait preuve d'inconséquence entre son statut de simple élu et celui de chef du gouvernement, bien qu'il reconnaisse que certaines des réformes prônées par M. Duplessis avant 1936 ne pouvaient être réalisées."

8. Eugène l'Heureux (1893-1975), avocat et journaliste. Il fut directeur du *Progrès du Saguenay* durant 6 ans; il fut ensuite secrétaire de la rédaction pendant 7 ans, puis rédacteur en chef pendant 5 ans de *L'Action catholique*. L'Heureux fonde *L'Opinion libre* en 1944. Il publia entre autres, les ouvrages *Opinion libre* et *Ma Province et mon Pays*. Comme journaliste, il collabora à plusieurs journaux quotidiens et hebdomadaires du Québec et fut commentateur régulier à la radio. En 1960, il accède au poste de bibliothécaire adjoint de la Législature de Québec.

9. Depuis plusieurs mois, selon *L'Événement-Journal* du 19 mai 1943, à la page 4.

Première séance du mercredi 19 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Accueil
d'enfants français

M. Chalout (Lotbinière) demande à l'Orateur de rendre sa décision en délibéré depuis plusieurs jours sur sa motion relativement au projet de placer dans nos familles, sous l'égide du gouvernement provincial, des enfants sous-alimentés de la France métropolitaine.

M. l'Orateur ne peut dire encore quel sera le sort de cette motion. Il rendra sa décision le plus tôt possible.

Projets de loi:

Testament de
Kathleen McIntyre

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 concernant certaines dispositions du testament de feu Kathleen McIntyre, ci-devant épouse de Andrew C. Hersey.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence M. Beaulieu (Témiscouata)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Andrew Hersey, qui devait aller aux Indes Occidentales¹ pour une agence commerciale de la province n'est pas encore parti et il demeure à l'hôtel Mont-Royal, tout en étant payé par la province.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Il a été malade.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, malade à l'hôtel Mont-Royal!

Je m'oppose à l'adoption du bill pour changer le testament. Il s'agit d'une demande immorale et illégale. J'aimerais savoir ce qu'il y a exactement au fond de cette affaire. La vente d'un immeuble de la succession, qui se trouve à Westmount, est nulle parce qu'il a été acheté par l'exécuteur testamentaire. On procède actuellement dans le dos d'un enfant de 12 ans.

Les articles 1 et 2 ainsi que le préambule sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et qu'il l'a adopté sans l'amender.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission du service civil

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 18 mai courant, sur la motion du représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) proposant que le bill 7 instituant une Commission du service civil soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Lorrain (Papineau): J'ai écouté avec soin le premier ministre exposer son projet incomplet, inspiré plus par le souci politique que par celui de la justice. Il ressort des déclarations du premier ministre, du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) et du député de Hull (M. Caron) que le leader du gouvernement actuel voudrait, après quatre ans, racheter une de ses promesses électorales et passer, avant de partir, une autre loi de camouflage. Le gouvernement, à la veille d'être battu, a imaginé cette mesure pour laisser ses amis dans tous les postes stratégiques de l'administration.

Si le gouvernement avait été sincère, il aurait été facile, dès son arrivée au pouvoir et avant de jeter sur le pavé des milliers d'employés dont le seul tort

consistait dans leur nomination par l'Union nationale, de faire appel à la collaboration de l'opposition pour étudier attentivement cette question et donner à une commission des garanties de justice et d'impartialité, tout en respectant les prérogatives et responsabilités des députés et des partis. Mais on a chambardé, guillotiné, destitué odieusement. C'est une loi de camouflage et on aurait dû auparavant faire une enquête pour préserver les droits de la Chambre et des députés.

Aujourd'hui, après avoir fait marcher la guillotine à plein rendement et opéré des destitutions en masse, le gouvernement a bourré, surpeuplé le fonctionnarisme de ses créatures. Le parrain de cette loi disait, en 1939, que l'Union nationale avait nommé 3,000 employés de trop, qu'il y avait là gaspillage et scandale. Or, plusieurs mois après, le premier ministre actuel répondait qu'il n'avait congédié que 360 employés, mais le ministre de la Voirie avouait ensuite que plus de 500 avaient été renvoyés dans son seul département.

Récemment, la vérité a éclaté. En réponse à une question que j'ai posée, le gouvernement a même admis qu'il avait embauché 5,260 employés nouveaux depuis 1939, alors qu'on reprochait à l'ancien régime d'en avoir engagé 3,000, et, lui qui devait faire tant d'économies, il avoua qu'il avait donné des augmentations de salaires se chiffrant à \$1,500,000. Sous le régime de l'Union nationale, les bons employés ont été protégés, mais depuis 1939, un régime de terreur a été instauré dans le comté de Papineau.

Et maintenant, le gouvernement veut assurer l'immovibilité à ses créatures. C'est le seul but de la loi: garder ses amis à des postes stratégiques de l'administration. Comment le régime le plus discrédité par le peuple, à la veille d'être battu comme jamais gouvernement ne l'a été, passerait maintenant une loi pour garder à des postes stratégiques de l'administration provinciale ses amis et favoris? Allons donc! Le chef de l'opposition a déclaré avec raison qu'une commission nommée par un gouvernement ne sera jamais meilleure que le régime qui la nomme.

Pendant 40 ans, le Parti libéral a pratiqué un patronage heureux dans Québec et imposé sa doctrine du "crois ou meurs". Par contre, l'Union nationale préféra le règne de la compétence, de l'impartialité et de la justice. Et le régime propose une loi pour protéger ses cabaleurs de rangs, ses organisateurs, pour garder en place Jarguilles et ses semblables, aux dépens de l'intérêt public. Seuls les incompetents, les favoris et politiciens du régime

peuvent avoir confiance dans une loi aussi mal rédigée et aussi mal digérée!

Le gouvernement devrait retirer son projet. Qu'il retire son bill pour le mûrir davantage: ou mieux, qu'il laisse à l'Union nationale le soin de rédiger une loi impartiale, conforme aux intérêts des fonctionnaires et du public.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): L'honorable chef de l'opposition me permettra-t-il de me servir d'une expression chère à l'honorable député de Matane (M. Gagnon) pour dire que je suis surpris, étonné, stupéfait de l'attitude de l'opposition et du député de Matane sur cette question du service civil. Pourtant, le gouvernement a profité de l'expérience des autres et sa loi a été améliorée à la lumière des études des autres législations. Nous n'avons pris de la loi fédérale que ce qu'il y avait de bon. L'honorable chef de l'opposition nous a dit qu'il n'avait fait aucune destitution...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais dit cela!

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): "Je n'ai fait aucune destitution injuste", a dit le chef de l'opposition. Mais il nous a donné la vraie raison de son opposition à la loi: "Réinstallez nos amis et nous allons voter pour la loi", a-t-il dit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais je n'ai dit cela! J'ai prétendu que la loi était prématurée et sanctionnait des injustices inhumaines et odieuses commises par le régime libéral à l'endroit de ceux qui ont été nommés par l'Union nationale. J'ai dit: "Réparez les injustices"!

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Cela voulait dire la même chose. Il a ajouté: "Quand je serai au pouvoir, j'en ferai une, loi du service civil!"

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais dit cela!

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): (En souriant) Disons qu'il n'a rien dit du tout. Il est évident que les gouvernements sont obligés de faire des destitutions. S'il faut, comme le demande l'opposition, réinstaller tous ceux qui ont été destitués, nous n'aurons jamais de

Commission du service civil. Nous n'en aurions pas besoin. Il vaut mieux adopter l'attitude du député de Lotbinière (M. Chaloult): reconnaître que les deux partis ont eu des torts et, pour cette raison, instituer une commission qui assurera la stabilité aux employés civils.

Le chef de l'opposition a parlé de destitutions qui auraient été faites en 1939. Mais en 1939, des ministres du gouvernement de l'Union nationale ont ordonné à des employés de s'occuper de la lutte électorale sous peine de perdre leur emploi!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quels étaient ces ministres?

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Je vais en nommer deux parmi les plus puissants: MM. Auger et William Tremblay.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre s'attaque à des absents!

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Je mentionne ceux que je connais, dont les noms me viennent à la mémoire.

Nous avons été obligés de destituer ceux qui s'étaient occupés de politique, et nous avons donc dû replacer ceux qui avaient été destitués de 1936 à 1939, le plus souvent sans raison, par télégramme. Il y a même des employés qui ont appris leur destitution par la radio. Dans mon comté, le régistrateur, le Dr Parrot, et le percepteur du revenu ont été destitués par télégramme. Le geôlier de la prison a été démis de ses fonctions le 15 décembre, à la veille des fêtes, avec ordre de déménager le même jour car, suivant la coutume, il habitait la prison.

Ce qui s'est passé chez nous s'est fait dans tous les comtés et ce sont ces gens destitués de cette façon injuste que nous avons réinstallés. Ces destitutions étaient une injustice flagrante. C'est pour mettre fin à ces procédés révoltants pour le peuple que la loi est présentée. La Commission sera à l'avantage d'un parti comme de l'autre; mais avec elle, il ne suffira pas de dire qu'un homme est un voleur, il faudra le prouver!

Le député de Matane, sous des dehors plus doux, est un homme bien plus dangereux que son chef et il faut le suivre de plus près. Il nous a cité la loi du service civil de l'Empire. Dans ce livre, il doit être dit qu'on est obligé de respecter la vérité.

M. Gagnon (Matane): Ce n'est pas dans le livre.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Le député de Matane nous reprochait hier d'avoir augmenté les salaires des employés du greffe du palais de justice de Québec en laissant de côté ceux qui ont été nommés par l'Union nationale. Je vais lui répondre ceci: j'ai fait une enquête et j'ai découvert qu'au bureau du protonotaire à Québec, sur 10 hommes nommés par le chef de l'opposition de 1936 à 1939, j'en ai augmenté neuf. J'ai la liste ici. Le député de Matane devrait se renseigner avant de parler.

M. Gagnon (Matane): Que l'honorable procureur général (l'honorable M. Casgrain) me prête donc cette liste!

(Le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup, l'honorable M. Casgrain, envoie porter au député de Matane un document donnant les noms de ceux qui ont bénéficié d'une augmentation de salaire. Le député de Matane l'examine avec attention et la passe au chef de l'opposition qui l'examine à son tour).

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Le député de Matane nous a parlé d'Ottawa, où il a passé pour un grand homme. Il nous a dit qu'il avait fait nommer deux Canadiens français par M. Stevens. Il a déclaré, hier, que la Commission du service civil fédéral est le tombeau des droits des Canadiens français.

Il n'a pas toujours parlé de cette façon. La Chambre sera intéressée de connaître les opinions que professait mon honorable ami à Ottawa, lorsqu'il était député de Dorchester. On faisait une enquête sur le service civil à Ottawa en 1932. On parlait de réformes. Or, le 4 mai 1932, le député de Matane faisait une grande déclaration au *Citizen* d'Ottawa pour dire qu'il favorisait la nomination d'une Commission du service civil d'un seul membre de langue anglaise, pourvu que ce dernier connaisse un peu le français. Il disait que cette Commission serait acceptable pour la province de Québec².

M. Gagnon (Matane): Point d'ordre. C'est absolument contraire aux faits. Je n'ai jamais fait une telle déclaration au *Soleil*.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Je n'ai pas dit que c'était au *Soleil*, mais au *Citizen*. Cette déclaration apparaît avec une grosse manchette le 4 mai 1932, en première page du journal d'Ottawa, et je ne sache pas

que le député de Matane ne l'ait jamais niée. Il ne l'a jamais démentie.

M. Gagnon (Matane): L'honorable procureur général veut-il me prêter ce journal?

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Certainement.

(Il envoie le *Citizen* du côté de l'opposition, où MM. Duplessis et Gagnon s'empressent de le lire.)

Venant d'un député aussi éminent...

M. Gagnon (Matane): Point d'ordre! La déclaration, d'après le journal, n'a pas été faite en Chambre.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Je comprends que le chef de l'opposition proteste en m'entendant dire que le député de Matane était un député éminent. Venant d'un député éminent, la déclaration a été prise au sérieux par le *Citizen*, qui lui a donné de l'importance. Le député de Matane, à cette époque, songeait à devenir premier ministre de sa province. Il entrevoyait déjà la convention de Sherbrooke. Et il se déclarait satisfait d'une Commission du service civil fédéral avec un seul membre, un Anglais! Depuis que je lui ai montré le journal, le député de Matane ne sourit plus.

M. Gagnon (Matane): Ce journal me prête une déclaration que je n'ai jamais faite. Si je l'avais vue avant, je l'aurais dénoncée à la Chambre des communes. Je me serais levé en Chambre sur une question de privilège et j'aurais protesté comme je proteste aujourd'hui. Et qu'est-ce que cela vient faire dans le débat? Je déclare emphatiquement que je n'ai pas prononcé ces paroles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le ministre doit accepter la parole du député de Matane.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Je prends la parole du député de Matane. J'accepte sa déclaration emphatique. Il nous a parlé hier contre la loi fédérale. Mais mon bon ami, qui était député de Dorchester à Ottawa, avait de l'influence à Ottawa. Il a même été national, donc au mieux avec le cabinet Bennett. Pourquoi n'a-t-il pas profité de ce fait et demandé le rappel de la loi fédérale du service civil? Pourquoi n'a-t-il pas fait amender cette loi fédérale de 1931?

M. Gagnon (Matane): J'ai proposé, en 1932³, une loi tendant à modifier la Commission du service civil.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Oui, mais en 1932, le député de Matane était un néophyte. Il a évolué et puis il faisait sa déclaration en faveur d'une commission à un seul homme. Mais de 1932 à 1935, le député de Matane n'a pas fait une grosse lutte à Ottawa, en tout cas, pour faire rappeler la loi fédérale, qui est encore dans les Statuts fédéraux comme celle-ci restera dans ceux de la province de Québec, en dépit des menaces de nos amis d'en face.

De 1936 à 1939, les fonctionnaires, ceux qui n'ont pas été destitués, ont vécu dans la terreur. Ils n'avaient même pas le droit de lire le journal de leur choix. Nous voulons empêcher que pareille situation ne se répète. Le gouvernement n'a pas en vue que la protection des employés de la province, le repos de leur esprit. Il veut donner un élément de sécurité nécessaire, leur permettre de se faire une carrière dans le service civil et il ne veut plus que les angoisses et les inquiétudes dont ils ont été victimes de 1936 à 1939 soient de nouveau leur lot.

La loi Godbout permettra aux hommes de talent de se faire une carrière dans le fonctionnarisme sans craindre les fourches caudines des politiciens. Le premier ministre de la province, chef du Parti libéral, a rempli sa promesse à ce sujet comme il a rempli les autres et j'ai espoir que cette loi sera acceptée par l'opposition. Je suis même convaincu que lorsque cette loi entrera en vigueur, l'honorable député de Matane lui-même l'approuvera. Le bill n'est pas prématuré, car nous avons étudié la question pendant des années et nous avons profité de l'expérience des autres qui ont établi de telles commissions.

M. Élie (Yamaska) propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), que la motion en discussion soit amendée en bifant le mot "maintenant" et en le remplaçant par les mots "dans six mois".

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite l'honorable député de Yamaska de son amendement. Le projet de loi du gouvernement n'offre aucune garantie d'impartialité. Le gouvernement n'est pas plus intelligent que le gouvernement Laurier, qui a cru bon d'ordonner la tenue d'une enquête, en 1907, avant de présenter une loi du service civil au Parlement.

Le procureur général (l'honorable M. Casgrain) avait reproché à l'Union nationale des destitutions nombreuses et injustes. Mais mon gouvernement a traité avec justice les employés compétents. Pour parler des sous-ministres seulement, j'ai promu M. Avila Bédard au poste de sous-ministre, et j'ai maintenu en fonction les autres sous-ministres: MM. Richard, Désilets, Vallée, Lemieux, Bergeron, etc. D'une façon générale, l'Union nationale n'est pas intervenue pour déplacer injustement les employés civils.

Le gouvernement procède avec trop de précipitation. Il a fait faire une étude, avant de rédiger sa loi, par M. Jean-François Pouliot, député de Témiscouata. M. Pouliot a fait un rapport qui est très volumineux, m'a dit le premier ministre. Nous aurions aimé à le lire. Les lois humaines sont toujours susceptibles d'amélioration. Je suis d'avis que la Commission va faire plus de dommage que de bien, qu'elle va provoquer des tracasseries nombreuses et les employés devraient être protégés contre cela.

Il est injuste pour le gouvernement d'exiger que l'opposition favorise l'établissement d'une Commission qui sanctionnera le traitement injuste infligé à de nombreux fonctionnaires. La loi nuira aux employés, à mon avis, parce qu'elle n'est pas suffisamment étudiée et que le gouvernement veut en presser l'adoption.

La Commission fera plus de tort que de bien; les employés doivent être protégés contre elle. L'opposition est prête à collaborer avec le gouvernement pour l'élaboration de toute loi qui offrira des garanties d'impartialité et d'efficacité, qui respectera les principes démocratiques, la liberté de penser et de parole des députés, mais pas en faveur d'un projet mal mûri, dommageable aux employés civils et à la province. La mesure actuelle sera dommageable aux employés civils et préjudiciable à la cause que le gouvernement veut servir. La majorité du peuple s'oppose au bill tel que présenté, qui sera une arme politique redoutable. La Commission, telle que proposée par le bill actuel, constituerait un pas en arrière dans les réformes que le gouvernement souhaite réaliser.

M. Chaloult (Lotbinière): On est témoin d'un nouvel exemple de l'inconséquence et de l'illogisme de l'opposition. En deuxième lecture, seul le principe du bill est en jeu. Or, tout le monde est en faveur du principe de la loi. Hier, des membres de l'opposition ont approuvé le principe d'une Commission du fonctionnarisme et ils sont contre la deuxième lecture!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Jamais nous n'avons approuvé le principe de la loi.

M. Chaloult: L'opposition veut tuer la loi. C'est illogique. On nous a dit que l'Union nationale, en arrivant au pouvoir, présenterait une loi du service civil. C'est donc qu'elle approuve le principe d'une telle mesure.

M. Duplessis (Trois-Rivières) nie encore.

M. Chaloult (Lotbinière): Le projet de loi est urgent pour mettre fin aux abus et aux destitutions injustes qui ont été commis de part et d'autre. Aucun député ne peut s'opposer au principe de la loi. Ce serait donc ridicule de renvoyer le projet de loi à six mois. L'argument principal contre la loi est qu'elle entraînera la perte du patronage pour les députés pour le confier aux soins d'une commission spéciale. Je m'en réjouis, quant à moi.

M. Gagnon (Matane): D'après l'opposition, le principe du bill consacre l'immovibilité des créatures du gouvernement. Nous avons dit bien clairement que nous nous opposons au principe de ce projet, visant à créer une Commission qui laissera en fonction ceux qui se prélassent dans les emplois injustement enlevés à d'autres. L'amendement du député de Yamaska permettra à toute la Chambre d'étudier davantage la situation.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je suis très heureux de l'occasion qui vient d'être fournie au chef de l'opposition et à son premier lieutenant de se prononcer clairement et catégoriquement contre le principe de cette loi. Mais le chef de l'opposition se méprend dans son appréciation de l'opinion publique. La population de la province sait que s'il est pénible pour des employés de perdre leur emploi, le coût extraordinaire qu'entraînent les changements dans le personnel retombe toujours sur les contribuables. C'est lui, le peuple, qui paie pour les erreurs d'employés incompetents ou inexpérimentés qui ne devraient pas, quelquefois, occuper les fonctions qu'on a enlevées à d'autres pour leur confier.

Tous les gouvernements ont fait des erreurs en prenant les rênes du pouvoir. De bons employés ont été congédiés et remplacés par d'autres sans expérience. L'erreur fondamentale du gouvernement qui est coupable de l'injustice vient de l'absence d'une Commission du service civil. Tout le peuple de la province réclame la loi que nous avons présentée.

Le chef de l'opposition a démontré qu'il avait une mauvaise cause à défendre, qu'il n'a rien à reprocher à ce projet. Il est bon avocat; il a de la facilité à trouver des arguments; il n'en a pas trouvés. Il a tout simplement dit: "La loi n'est pas assez étudiée". À l'entendre, il faudrait, avant de présenter cette loi, recommencer toutes les enquêtes sur le service civil qui ont été tenues en Angleterre, au Canada, aux États-Unis.

Mon gouvernement a étudié toutes les autres lois du service civil, il les a corrigées et présente à la province la meilleure loi qui soit, une loi qui, sans être parfaite, répond aux besoins actuels. Notre loi n'est pas encore parfaite, mais je crois que le principe est parfait.

Il souligne la décision du gouvernement de fonder sa loi sur un principe contraire à celui de la loi fédérale, en laissant à l'administration la nomination des employés. De la sorte, dit-il, les prérogatives des représentants du peuple sont sauvegardées.

L'honorable chef de l'opposition a dit encore: "Le gouvernement veut pousser cette loi avec hâte". Cette loi a été l'une des premières inscrites en *Feuilleton*, justement parce que je voulais fournir à tous les députés l'occasion de l'étudier attentivement. Je voudrais que cette loi fût le reflet de l'opinion de tous les députés, et en particulier des députés de l'opposition.

Au cours de ce débat, j'ai voulu éviter de donner une teinte partisane à mes paroles, afin que, même si les arrières-petits-fils des bloquistes arrivaient eux-mêmes au pouvoir un jour, ils n'aient pas à me reprocher d'avoir fait de la politique en présentant cette loi.

Et il me semble qu'un projet de cette nature devrait rallier l'unanimité de toute la Chambre. Je n'ai même pas voulu dire si l'opposition avait commis plus d'erreurs que nous. L'honorable chef de l'opposition a parlé de la liberté de parole des députés. Je ne vois pas en quoi les privilèges des députés sont touchés.

Nous avons mis un soin tout particulier à les protéger. Toute la population et toute la presse de tous les groupes de la province réclament depuis plusieurs années la nomination d'une Commission du fonctionnarisme provincial, qui sera un moyen efficace de protéger et les employés et l'administration elle-même.

Le moyen de protéger les fonctionnaires eux-mêmes est de voter cette loi. Cette mesure ne changera rien quant aux fonctionnaires et à leur statut dans l'administration. Elle vise uniquement à protéger les hommes contre les destitutions en bloc.

La Commission superviserait les nominations de candidats pour des emplois dans le service civil, mais la décision finale reviendrait au gouvernement et aux membres de la Législature.

L'honorable chef de l'opposition a dit: "Je rappellerai cette loi si jamais je suis reporté au pouvoir". Eh bien, je suis obligé de lui répondre que malgré ses promesses, jamais il ne pourra rappeler cette loi, si jamais il revient au pouvoir, parce qu'elle est logique, nécessaire et s'impose, en ce moment, parce que, aussi, le peuple ne le permettrait pas.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, 12.

Contre: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Dubreuil, Duffy, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Guerin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Perrier, Plamondon, Renault, Robidoux, Rochette, Sabourin, 37.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Dubreuil, Duffy, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Guerin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Perrier, Plamondon, Renault, Robidoux, Rochette, Sabourin, 37.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, 12.

Ainsi, la motion principale est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Dépôt de documents:**Achat de peinture pour
travaux publics et de voirie**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 14 avril 1943, pour la production de copie d'un état en réponse à la question suivante:

Le gouvernement de la province, relativement au département de la Voirie et au département des Travaux publics, a-t-il acheté de la peinture à partir du 1er janvier 1941 jusqu'au 31 mars 1943?

Dans l'affirmative:

- a) À quelle date?
- b) Quelle est la quantité totale?
- c) De qui cette peinture a-t-elle été achetée?
- d) Par qui cette peinture a-t-elle été achetée?
- e) À quel prix cette peinture a-t-elle été payée dans chaque cas? (Document de la session no 53)

**Pensions et allocations
des employés du gouvernement**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 28 avril 1943, demandant la production de copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 12 avril 1943 inclusivement, et se rapportant aux pensions ou allocations accordées aux employés du gouvernement de la province de Québec. (Document de la session no 54)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 19 mai 1943**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Commission du service civil**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 7 instituant une commission du service civil.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Le comité étudie l'article 1 du projet de loi.

L'article 1 du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Le comité étudie l'alinéa 1° de l'article 2 de la section I du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi.

L'alinéa 1° est adopté.

Le comité étudie l'alinéa 2° de l'article 2 de la section I du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi et dans tous ses règlements d'exécution, à moins que le contexte ne s'y oppose:

"2° "chef" désigne le ministre de la couronne qui préside un département, ainsi que l'Orateur du Conseil législatif, celui de l'Assemblée législative et le surintendant de l'instruction publique;"

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vois que le surintendant de l'Instruction publique est mis au rang des ministres dans la loi. Pourquoi le placer sur le même pied que les ministres?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est parce qu'il a deux sous-ministres sous ses ordres. Il a de vastes attributions et les secrétaires français et anglais de l'Instruction publique, les présidents des deux comités qui sont sous sa direction, remplissent un rôle analogue à celui de sous-ministre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je croyais que MM. Filteau et Percival dépendaient du secrétaire provincial. Je vois que le ministre ne compte pas pour beaucoup. Il me semble que le ministre devrait compter pour beaucoup plus que cela.

Je comprends qu'au sens de la loi, on donne à M. Victor Doré le même titre qu'un ministre. On le met donc sur un pied d'égalité avec un ministre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): (En souriant) Il compte pour beaucoup dans l'affection⁴ du chef de l'opposition.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je note que le ministre veut encore se vanter.

L'Union nationale a gardé en fonction l'ancien surintendant, M. Cyrille Delage, dont le salaire fut augmenté de \$6,000 à \$7,000 par l'Union nationale. Le régime actuel l'a remplacé par M. Victor Doré, dont il a porté le salaire à \$10,000, sans compter \$2,000 pour ses frais de voyage. Et en plus, on le rend égal à un ministre, tout en étant payé plus cher qu'un ministre.

L'Union nationale a maintenu à leurs fonctions les anciens députés libéraux qui avaient été nommés à des postes administratifs: M. Lauréat Lapiere, l'honorable Jules Allard, le notaire Mercier, M. Bernard, ancien député de Rouville et d'autres à leur emploi.

Encore une fois, je m'étonne que l'on donne rang de ministre au surintendant de l'Instruction publique. Dans le gouvernement actuel, il y a trop de chefs. C'est la tête qui manque.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Au temps de l'Union nationale, il n'y avait que des pieds.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il n'y a rien de changé. La loi de l'instruction publique désigne comme ministre celui qui a la direction d'un département et le surintendant de l'instruction publique est dans ce cas. Le chef de l'opposition vient de dire que l'Union nationale a maintenu à leurs fonctions les anciens députés libéraux devenus fonctionnaires. Cela veut dire que les anciens députés libéraux se sont tellement imposés à son attention qu'il n'a pu les déplacer. C'étaient des bons hommes. C'est un excellent témoignage à l'ancienne députation libérale.

L'alinéa 2° est adopté.

Les alinéas 3° à 5° de l'article 2 de la section I du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'alinéa 6° de la section I du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi et dans tous ses règlements d'exécution, à moins que le contexte ne s'y oppose:

"6° "fonctionnaire" désigne les officiers, commis et messagers du service civil, mais ne comprend pas les sous-chefs ni les ouvriers;"

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose un amendement pour exclure de l'application de la loi les substituts du procureur général, afin qu'ils ne soient pas considérés comme fonctionnaires au terme de la loi.

M. Gagnon (Matane): Pourquoi pas exempter les employés sessionnels?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La loi permet de faire une nomination pour six mois. Mais on ne pourra renouveler une telle nomination pour plus de six mois sans l'autorisation de la Commission.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec la loi en discussion, le gouvernement pourra nommer les employés permanents qu'il voudra. Le gouvernement prévoit le désastre qui s'en vient. On veut par la loi établir une bureaucratie libérale pour tenter d'embarrasser le prochain gouvernement de l'Union nationale!

Cet alinéa est amendé et se lit alors comme suit:

"2. Dans la présente loi et dans tous ses règlements d'exécution, à moins que le contexte ne s'y oppose

"6° "fonctionnaire" désigne les officiers, commis et messagers du service civil, mais ne comprend pas les substituts du procureur général, les sous-chefs ni les ouvriers;"

L'amendement est adopté.

L'alinéa 6°, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'alinéa 7° de la section I du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi et dans tous ses règlements d'exécution, à moins que le contexte ne s'y oppose:

"7° "ouvriers" comprend les gardiens, journaliers, femmes de peine et autres personnes exécutant un travail manuel;"

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi ne pas exempter aussi les ouvriers de la loi⁵?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): On ne peut établir toutes les distinctions. Des ouvriers ont un emploi dont le caractère est permanent et d'autres ne travaillent que transitoirement. On constatera plus loin que nous protégeons les ouvriers. Nous laissons à la Commission le soin de déterminer, par des règlements qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, les catégories d'ouvriers qui bénéficieront de la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières) le questionne à propos des pages.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les pages des deux Chambres pourraient bénéficier de la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a passé une loi de fréquentation scolaire obligatoire et il paie maintenant les pages pour les empêcher d'aller à l'école!

L'alinéa 7^o est adopté.

L'alinéa 8^o est adopté.

L'article 2 de la section I du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, tel qu'amendé, est adopté

Le comité étudie l'article 3 de la section I du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi.

Les alinéas 1^o et 2^o sont adoptés.

Le comité étudie l'alinéa 3^o de l'article 3 de la section I du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"3. Font partie du service civil au sens de la présente loi:

"3^o les fonctionnaires et employés de la Législature ou de l'une des Chambres;"

M. Gagnon (Matane): Cette disposition porte atteinte aux prérogatives de la Législature. Les employés des deux Chambres ne devraient pas tomber sous la présente loi. C'est le privilège des deux Chambres de choisir elles-mêmes leurs employés. D'ailleurs, la loi fédérale consacre ce principe. Ces employés devraient être soustraits aux dispositions d'une loi du service civil.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Notre loi ne change en rien ce qui concerne la nomination

de ces employés. Les employés nommés par les Orateurs des deux Chambres continueront de l'être.

L'alinéa 3^o est adopté.

Le comité étudie l'alinéa 4^o de l'article 3 de la section I du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"3. Font partie du service civil au sens de la présente loi:

"4^o les aides-de-camp et autres employés du bureau du lieutenant-gouverneur;

M. Duplessis (Trois-Rivières): Spencer Wood est devenu le lieu de villégiature des ministres, bien que le Parti libéral ait promis de l'abolir depuis 25 ans. Le lieutenant-gouverneur aura-t-il le droit de choisir ses aides de camp?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Rien n'est changé à ce sujet.

M. Gagnon (Matane): Cela est inconcevable. Maintenant, le lieutenant-gouverneur devra s'adresser à la Commission, s'il veut se débarrasser de son aide de camp. Il devra se soumettre aux décisions du gouvernement et aura les mains liées. Les employés du roi devraient être laissés aux prérogatives royales.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je ne pense pas qu'aucun gouvernement voudrait imposer à un lieutenant-gouverneur des aides de camp ou des employés sur la loyauté desquels il pourrait avoir des doutes.

M. Gagnon (Matane) trouve indécent que le lieutenant-gouverneur ne puisse même renvoyer sa sténographe sans passer par la Commission. Quelle est la raison, demande-t-il, qui pousse le gouvernement à inclure ces employés dans le service civil?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les deux lieutenants-gouverneurs que j'ai connus, depuis que je suis ici, ne pensent pas comme le député de Matane.

Ils m'ont demandé de faire tomber sous la loi des pensions ces employés et ils ont réclamé une loi protégeant ces employés des coups de la politique. Il n'y a pas de raison de priver ces employés des bénéfices de la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les messagers ont souvent un rôle très important à remplir. Il faut

que ce soient des hommes de confiance. Ils devraient être nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il n'y a rien de changé. Les employés permanents sont toujours nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. L'autre groupe, ce sont les employés temporaires. Ils sont nommés par le chef du département.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): La loi permettra aux cantonniers de faire partie du service civil. Le gouvernement s'organise pour avoir des créatures de son choix dans chaque village, dans chaque rang! Le gouvernement veut-il organiser un réseau de petits organisateurs politiques dans chaque comté, dans les paroisses, pour tirer les ficelles?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je l'ai dit: nous laissons à la Commission le soin de décider quelles catégories d'ouvriers tomberont sous le coup de la loi. Mais la Commission ferait une erreur en plaçant les cantonniers dans le service civil. À tout événement, c'est la Commission qui décidera quel groupe d'ouvriers doit être inclus dans la loi. La ligne de démarcation à faire est difficile, et il vaut mieux, je crois, que des hommes indépendants comme les commissaires s'en chargent. Quant à ceux qui font de la politique, la Commission aura le droit de les destituer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Au moment où on nous propose une loi qui consacre la permanence des employés des deux Chambres, le gouvernement pourrait-il dire s'il va, conformément à sa promesse, abolir le Conseil législatif?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement n'est pas prêt à se prononcer sur cette question. D'ailleurs, le président du comité ne le permettrait pas et je ne veux pas encourir ses foudres.

L'alinéa 4^o est adopté.

Le comité étudie l'alinéa 5^o de l'article 3 de la section I du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"3. Font partie du service civil au sens de la présente loi:

"5^o les régistres et les officiers de justice recevant un salaire fixe, ainsi que les employés sous leurs ordres;"

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève la question des nouveaux employés engagés par le

gouvernement actuel. Le trésorier, dit-il, a répondu que 5,260 nouveaux employés avaient été nommés.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il ne faut pas entendre par là que le gouvernement a augmenté le personnel du service civil provincial de 5,260 employés. Il faut tenir compte des destitutions de l'Union nationale, du nombre des employés qui partent pour entrer dans les forces armées, les services civils fédéraux ou les usines de guerre: il en part environ 7 ou 8⁷ par semaine, à l'heure actuelle. Il faut les remplacer. Il faut prendre en considération, aussi, qu'il se crée des services nouveaux et, surtout, qu'il arrive quelquefois qu'il faille engager des employés temporaires. Il y a des périodes où le nombre des employés peut varier considérablement. Ainsi, quand éclatent des feux de forêts, il faut beaucoup d'employés supplémentaires. Ainsi donc, il est difficile de donner un chiffre juste sur les nouveaux employés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a dit lui-même que l'Union nationale a destitué 304 fonctionnaires.

M. Paquette (Labelle): Combien d'employés tomberont sous le coup de la loi actuelle?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Entre 11,000 et 12,000 seront ainsi protégés. Le nombre d'employés est sensiblement le même que sous l'Union nationale, sauf les départements nouveaux et les départements qui se sont développés.

L'alinéa 5^o est adopté.

Le comité étudie l'alinéa 6^o de l'article 3 de la section I du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"3. Font partie du service civil au sens de la présente loi:

"6^o les membres de la Sûreté provinciale de Québec et de la Police des liqueurs;"

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait une sortie au sujet de Jargailles et sa gang. Jargailles, dit-il, était derrière les escroqueries qui se sont passées à Montréal. C'est par son organisation que les bookmakers⁸ et les opérateurs d'autres rackets étaient rejoints par téléphone et indiquaient aux policiers où faire des visites et d'avoir seulement quelques individus insignifiants dans la place au moment des visites de la police. Naturellement, ces

pratiques impliquaient un système de profits illégaux. M. Jargailles est un organisateur de "télégraphes" pendant les campagnes électorales. C'est un protecteur des maisons de jeu et le représentant des "bookies" américains dans la métropole!

Le procureur général (l'honorable M. Casgrain) a reçu des rapports à cet effet à son bureau. Nous ne pouvons pas accepter une loi qui protège un homme comme Jargailles.

J'ai congédié Jargailles quand il est arrivé au pouvoir en 1936, et ce gouvernement l'a repris en 1939 et a augmenté son salaire! Maintenant, il continue ses activités d'autrefois.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Pourquoi le chef de l'opposition ne l'a-t-il pas fait arrêter quand il était procureur général?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si des échevins de Montréal se sentent visés quand je parle des protecteurs des barbottes, ce n'est pas ma faute. J'ai destitué Jargailles et certains dossiers ne sont parvenus à ma connaissance que récemment. Je dis qu'il existe un système de protection pour les escroqueries et que ce système a pour chef Jargailles.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Aux mêmes attaques, les mêmes réponses. D'abord, M. Jargailles n'a pas été destitué, mais il a démissionné lui-même lorsque le gouvernement de l'Union nationale fut élu. C'est un honnête homme, mais il est facile pour le chef de l'opposition de souiller ici la réputation d'un homme qui ne peut se défendre.

Le premier rapport contre le détective Jargailles date de 1934-1935 et, si Jargailles était un voleur comme le prétend le chef de l'Union nationale, pourquoi ne l'a-t-il pas puni? Je n'ai aucun rapport à cet effet de la part du chef de l'opposition. J'ai fait chercher, à mon département, le rapport de 1938 dont le chef de l'opposition avait parlé dans un débat précédent. Le rapport est introuvable. Il n'est pas dans les filières du département.

Peut-être que le député de Trois-Rivières l'a apporté avec lui avec d'autres documents personnels quand il a quitté ses fonctions. C'est fort probable. Cependant, je n'ai aucun rapport spécial sur M. Jargailles. Si le chef de l'opposition sait où est ce rapport, qu'il me le fasse parvenir. S'il a d'autres preuves à apporter contre M. Jargailles ou d'autres membres de la Sûreté provinciale, qu'il me les transmette.

Si le chef de l'opposition peut apporter des preuves de ce qu'il avance et si réellement ces documents prouvent que M. Jargailles est une canaille et un voleur, je ferai en sorte que justice soit rendue à ceux qui le méritent. Je ferai mon devoir ou je démissionnerai. Je serai plus courageux que n'a été le chef de l'opposition quand il était procureur général et je ferai arrêter le coupable.

Aussi longtemps qu'il se contentera de porter de vagues accusations contre cet homme, comme il a fait contre un bon nombre d'honnêtes gens de la province, je ne bougerai pas. Un accusateur consciencieux apporte toujours la preuve des accusations qu'il porte contre un officier public.

C'est facile de salir des réputations en se servant de son immunité parlementaire et de crier partout que les gens sont des voleurs; mais ce serait plus courageux d'apporter des preuves. Et c'est justement pourquoi le chef de l'opposition est contre la Commission du service civil. Il sait que, devant la Commission, il serait incapable de prouver toutes les accusations qu'il lance contre les fonctionnaires de l'administration et qu'on ne pourra plus mettre un employé à la porte sous prétexte qu'un homme aura dit sur un "husting" que c'est un voleur. Il faudra le prouver.

L'honorable chef de l'opposition a eu des policiers sous ses ordres quand il était procureur général. Il n'a pas dû être satisfait de tous. Y avait-il moins d'arrestations sous son régime qu'il n'y en a présentement? Je lui donnerai des chiffres un jour. L'honorable chef de l'opposition a voulu salir bien du monde et c'est lui qui a attrapé les coups. Dans une élection de Saint-Louis, sous l'Union nationale, deux policiers ont refusé d'arrêter des télégraphes!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je l'ai dit ailleurs publiquement. Je l'ai dit à Jargailles lui-même, à Trois-Rivières.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Je n'ai aucune attache à Jargailles, ni de près ni de loin. Mais encore une fois, je dis au chef de l'opposition que s'il a des accusations sérieuses à porter, qu'il les porte. S'il a des preuves de ce qu'il affirme contre Jargailles, je mettrai ce dernier à la porte! Je ferai mon devoir ou je m'en irai.

Il y aurait des rackets dans une grande ville comme Montréal? Il y aurait des canailles? Dans une ville de cette taille, cela est possible. Mon honorable ami a été satisfait des services de M. Aubé et du Colonel Piuze quand ils étaient en fonction. Non, on

essaie de jeter de la poudre aux yeux et le chef de l'opposition a tort de procéder de cette façon. C'est lui qui, en définitive, attrapera les coups. Le chef de l'opposition voulait duper tout le monde et c'est une des raisons pour lesquelles il a été défait en 1939.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela ne règle pas le cas de Jargailles.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Non, mais cela règle le cas du chef de l'opposition.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le procureur général adopte une attitude curieuse. Il a toute la police à sa disposition et il demande à l'opposition de lui fournir des renseignements sur ce que toute la province sait: que M. Jargailles est un brigand. C'est lui qui doit faire les enquêtes nécessaires, et non pas l'opposition!

Que le procureur général le demande à un des avocats du bureau du procureur général, M. Charles-Édouard Cantin, ancien député libéral. Il le sait lui. D'après les dossiers du bureau, il a fait des rapports sur les activités de Jargailles depuis aussi loin que 1935.

Il y a quelque temps, un capitaine de la police provinciale est entré en compétition avec Jargailles pour encaisser de l'argent à partir des escroqueries. On lui a tendu un piège et il a été forcé de démissionner. Cela s'est passé en 1934. Cantin a fait un rapport à ce sujet et le procureur général (l'honorable M. Casgrain) a donc eu l'information.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ne vaudrait-il pas mieux attendre un moment opportun pour vider cette question et revenir au bill?

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut, dit-il, répondre au procureur général.

Il fait l'éloge de son œuvre comme procureur général et comme premier ministre. Il parle de ce qu'il a fait pour réorganiser le bureau de la police provinciale en 1936. Il a fait, dit-il, tout ce qui était possible en trois ans. Jargailles était de connivence avec Moe Annenberg qui a été condamné à la prison aux États-Unis. Le juge qui l'a condamné a fait l'éloge du travail accompli par la police provinciale de l'Union nationale quand elle a éloigné Annenberg de Montréal. Quand je suis arrivé au pouvoir, j'ai fait arrêter le chef de la police de la Commission des liqueurs, qui a été trouvé coupable de vol, et je l'ai congédié.

Il y a eu des tentatives répétées de minimiser les conséquences de la commission des comptes publics, mais le résultat a été que des milliers de dollars ont été remboursés. Des amis du gouvernement ont été forcés de remettre de l'argent et le pillage a été enrayé. Des amis du gouvernement ont dépouillé les colons de leurs subventions et même des députés ont mis de l'argent dans leurs poches, alors que cet argent aurait dû aller à ceux pour qui il avait été voté. J'ai fait arrêter des gens et remis \$15,000,000⁹ de dollars dans les coffres de la province à la suite de l'enquête des comptes publics.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La discussion ne finira jamais si on la prolonge à ce niveau.

M. Duplessis (Trois-Rivières) répète ce qu'il a dit au sujet de l'honnêteté de Jargailles et qu'il l'a congédié.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Vous n'avez jamais destitué Jargailles. Il a démissionné!

S'il sait que Jargailles est un voleur, alors, il s'est fait son complice en ne le faisant pas arrêter. Il manque à son devoir en n'apportant pas de preuves. S'il est capable d'établir ce qu'il dit, de prouver que Jargailles est un bandit, Jargailles sera mis dehors et arrêté. Il ira derrière les barreaux d'une prison, comme un criminel.

Le chef de l'opposition s'est promené dans la province durant cinq ans¹⁰ et il a essayé de salir des réputations en lançant de la boue à tout le monde et en calomniant tous ceux qui différaient d'opinion avec lui en politique. En 1936, il est arrivé au pouvoir grâce à ces méthodes. Pendant trois ans, il a été procureur général et premier ministre. L'Union nationale a accusé tous les principaux serviteurs de la province d'être des voleurs et ne les a pas fait arrêter. Pour lui, tous les hauts fonctionnaires du gouvernement sont des brigands et des voleurs. Il préfère se promener et salir des réputations tant qu'il peut.

Or, c'est la sienne qu'il ternit. Il peut être assuré qu'il établit pour lui-même la réputation qu'il ne mesure pas ses paroles. Ce n'est pas digne d'un député de profiter de son immunité parlementaire pour attaquer des gens qui ne sont pas ici pour se défendre! Jargailles a droit à sa réputation.

Si Jargailles était un tant soit peu coupable de ces accusations, c'était le devoir du député de Trois-Rivières de prendre des mesures contre lui, de le faire arrêter et condamner par un tribunal compétent. Il n'a rien fait de cela. Il a permis à M. Jargailles de

démissionner et n'a rien fait pour qu'il soit puni. Le peuple a fini par connaître le député de Trois-Rivières et, en 1939, dégoûté par ses méthodes, l'a renvoyé à l'opposition.

S'il est voleur, vous avez raison de le dénoncer et le procureur général (l'honorable M. Casgrain) et moi ferons notre devoir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons mis des malfaiteurs dehors, sous l'Union nationale. J'ai fait arrêter l'ancien chef Lorrain et d'autres!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition utilise des méthodes contraires aux intérêts de la Législature, ici et à l'étranger. Si des étrangers avaient à juger nos fonctionnaires et nos hommes publics d'après ce que le chef de l'opposition a dit durant la dernière décennie, ils auraient une piètre opinion du Québec canadien-français. Heureusement, ils ont appris à le connaître et à ne pas prendre trop sérieusement ses excès de langage, indignes de sa position.

Il n'est pas digne d'un député d'accuser sans cesse des gens qui ne peuvent pas leur répondre. Cessons cette manière d'agir et nous aurons meilleure réputation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je constate que le procureur général et le premier ministre attachent leur char à celui de Jarguilles avec enthousiasme. Ils ne savent pas ce que tout le monde à Montréal sait. Les reproches que j'ai formulés à propos de M. Jarguilles sont de notoriété publique. Jarguilles protège "bookies" et les "rackets" et il est un organisateur de télégraphes en temps d'élections. Au bureau du procureur général, il existe des preuves que Jarguilles a amassé une fortune de \$70,000. Il ne doute pas de l'intégrité personnelle du procureur général, dit-il, mais il doute de son pouvoir et de sa capacité à se débarrasser des obstacles qui l'empêchent d'agir. Pour ce qui est de mesurer mes paroles, la-dessus, je n'ai pas de leçons à prendre du premier ministre qui, récemment, en répondant au député de Lotbinière (M. Chaloult), parlait de bedaines et de jupes.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Reprocher à quelqu'un de se mettre sous les jupes du clergé, ce n'est rien d'immoral. L'expression est employée au figuré. Quant au mot "bedaine", il est utilisé couramment dans le Bas-du-Fleuve pour désigner des gens comme la majorité de ceux qui appuient le député de Lotbinière.

Pourquoi pas attendre l'étude des crédits de l'administration de la Justice pour discuter tout cela et revenir à l'étude de la loi?

M. le président essaie de ramener le député de Trois-Rivières au projet de loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les policiers faisaient partie des fonctionnaires mentionnés dans le bill. C'est pourquoi on lui a demandé de donner une permanence à la fonction de Jarguilles, ce qu'il n'a jamais fait.

L'opposition n'est pas obligée de faire le travail du gouvernement. Et c'est le procureur général qui a commencé.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Ah! Non! Mais je ne permettrai pas que l'on attaque sans raison les officiers de mon ministère et je répète que si on a des accusations à porter, je ferai mon devoir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a déjà prononcé en Gaspésie des paroles contre ses adversaires politiques qu'il n'oserait pas répéter en face du chef de l'opposition. Il semble les avoir oubliées.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Jamais, ni directement ni indirectement, je n'ai laissé planer sur le compte de mes adversaires des choses que je ne voudrais pas leur dire en face. Jamais je n'ai prononcé une parole attaquant le caractère d'un adversaire.

M. Lorrain (Papineau): Le premier ministre a oublié qu'il a prononcé des paroles bien graves. Il a employé des expressions violentes, il a, par exemple, appelé M. Paul Gouin "l'éternel cocu de la politique"¹¹.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) nie avoir jamais fait pareille déclaration.

Un député: C'est ce qui a été rapporté dans *Le Canada*.

M. Gagnon (Matane): Il a même traité ses adversaires de voleurs et de bandits!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je n'ai jamais dit cela! Je n'ai jamais prononcé de telles paroles à l'égard des députés qui siègent en face de

nous. J'ai pu attaquer avec violence certaines méthodes d'administration, mais je n'ai jamais rien dit contre la réputation morale de mes adversaires politiques.

M. Gagnon (Matane): C'est ce qui a été rapporté dans *Le Soleil*.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre est allé très loin en attaquant ses adversaires dans le comté de L'Islet et en général on n'a jamais eu de politicien plus insinuant dans la province que le premier ministre.

Quand il n'y a pas de journalistes, le premier ministre prononce des paroles diaboliques. Ses poses angéliques, ses airs de Sainte-Nitouche cachent souvent une âme violente et des rancœurs diaboliques. Le premier ministre aime Jargailles. Laissons-le donc avec lui. S'il voulait insulter le premier ministre, dit-il, il dirait qu'il est digne de Jargailles. Que le premier ministre soit prudent sinon ses activités seront identifiées avec celles de Jargailles, et cela me ferait de la peine. Dans la vie publique, la parole peut dépasser la pensée, mais on ne doit pas poser.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ah! Je ne pose pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, mais le premier ministre a eu de violentes paroles.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Qui aime bien châtie bien.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et il prononce ces paroles sur un ton très doux. Je répète que les policiers ne devraient pas être protégés par cette loi.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je suis heureux que le chef de l'opposition revienne enfin.

L'alinéa 6° est adopté.

Le comité étudie l'alinéa 7° de l'article 3 de la section I du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"3. Font partie du service civil au sens de la présente loi:

"7° les fonctionnaires et employés (non les membres)

"a) de la Commission municipale de Québec;

"b) de la Commission des accidents du travail de Québec;

"c) de l'Office du crédit agricole du Québec;

"d) de la Régie des services publics;

"e) de la Commission du salaire minimum;

"f) du Conseil supérieur du travail;

"g) de l'Office du drainage;

"h) de la Commission des eaux courantes de Québec;

"i) de la Commission des pensions de vieillesse de Québec;

"j) de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec;

"k) de la Commission des liqueurs de Québec;

"l) de la Commission du service civil;"

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait une revue des diverses commissions et parle du traitement qu'ont reçu les commissaires lorsque l'Union nationale a pris le pouvoir. Le gouvernement, dit-il, n'a rien à me reprocher sous ce rapport. Le présent gouvernement n'a pas eu la même générosité en prenant le pouvoir et il a tout chambardé.

Je crois que les registrateurs, les membres de la police provinciale, les policiers des liqueurs, les employés des commissions, offices et régies du gouvernement, ne devraient pas être au même rang que les fonctionnaires protégés par la loi. Je suis de ceux qui pensent qu'il faut des réformes, mais la présente loi n'est pas une réforme. Elle deviendra une source de difficultés.

Il suggère alors au gouvernement de procéder par étapes et de commencer par nommer un bureau d'examineurs impartiaux. La loi actuelle, poursuit-il, va faire plus de mal que de bien aux employés civils.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je ne comprends pas l'attitude de l'opposition. Elle a commencé par reprocher au gouvernement de ne pas inclure les ouvriers et elle s'oppose maintenant à l'inclusion des registrateurs, des membres de la police et des diverses commissions. Que le chef de l'opposition cesse de penser à Jargailles - quand il y pense, il voit rouge - et il se convaincra que ce sont les membres de la police qui ont le plus besoin de protection. La Sûreté provinciale fait partie du service civil et il est juste qu'elle soit protégée par cette loi. Les policiers, en tant que gardiens de la l'ordre, sont les premiers qu'il faut protéger contre les hasards et les caprices des changements de gouvernement. Parce que le chef de l'opposition n'aime pas un policier, faut-il punir tous les autres? Il importe de protéger les policiers, car comment pourront-ils travailler s'ils ne se sentent pas en

sûreté? Si des policiers ne font pas leur devoir, qu'on les fiche dehors, sans s'attaquer à tout un groupe.

L'honorable chef de l'opposition a demandé que la loi ne protège pas les employés des commissions. Les commissaires eux-mêmes ne sont pas protégés par la loi parce qu'ils sont en quelque sorte les collaborateurs du gouvernement, mais leurs employés le sont et c'est justice. Ils ont le droit d'être protégés comme les autres.

Il fait remarquer que les employés de l'Office de drainage ont également le droit de faire partie du service civil que les autres employés de l'Agriculture. Il déclare qu'à cette session il sera procédé à la création d'une Commission des liqueurs de deux membres.

M. Paquette (Labelle) pose une question au premier ministre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La Chambre agricole n'a pas d'employés.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande que les employés de session soient soustraits au bill pour que les députés puissent conserver leur prérogative de choisir ceux qu'ils veulent à leur service.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Rien ne sera changé dans la nomination des employés permanents. La Commission fera les recommandations nécessaires, mais les nominations seront faites en réalité par le cabinet provincial. Les employés temporaires continueront d'être nommés par les chefs de départements.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'enquiert au sujet du Conseil supérieur du travail.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il a des employés, puisqu'il s'agit d'un organisme qui ne se réunit à peu près jamais.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les employés du Conseil supérieur du travail seront protégés comme les autres fonctionnaires par la loi créant une commission du service civil, mais les membres du Conseil supérieur ne font rien car ils ne se réunissent qu'une fois par année.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Le chef de l'opposition a mal choisi son temps pour engager un débat sur le Conseil supérieur du travail. Cette critique est injuste et malvenue. Le

Conseil a tenu hier une importante session. Il a siégé, il a reçu des études et des rapports extrêmement importants. Ces rapports indiquent qu'on a fait un travail très considérable. On a fait une étude objective de toutes les lois sociales de la province et du pays, etc. Le Conseil a fait un travail qui sera utile, maintenant et après la guerre, non seulement à la province mais à tout le pays.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme il est 6 heures, il consent, dit-il, à accepter l'alinéa 7°, à condition qu'on lui permette de reprendre le débat sur le Conseil supérieur.

L'alinéa 7° est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le Président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 19 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Conseil supérieur du travail

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) dépose sur le bureau de la Chambre les documents qui ont été soumis au Conseil supérieur du travail¹².

C'est la synthèse objective de toutes les lois qui touchent aux relations patronales et ouvrières. Elle touche aussi à la sécurité sociale dans le domaine fédéral et le domaine provincial.

Tous ces rapports ont été distribués aux membres de Conseil supérieur qui en ont pris connaissance au cours de leur séance d'hier, et ont maintenant en leur possession la base de tous leurs travaux.

Projets de loi:

Commission du service civil

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 7 instituant une commission du service civil.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Le comité reprend l'étude de l'alinéa 6^o de l'article 3 de la section I du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"3. Font partie du service civil au sens de la présente loi:

"6^o les membres de la Sûreté provinciale de Québec et de la Police des liqueurs;"¹³

M. Gagnon (Matane): Pourquoi placer la Sûreté provinciale dans le service civil? La police doit être assimilée à une armée et il est ridicule de faire régir les promotions et les grades des policiers par une commission composée de civils.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La Gendarmerie Royale, à Ottawa, fait partie du service civil. Le commissaire de la Gendarmerie royale est sous la juridiction de la Commission du service civil et ses subalternes aussi.

M. Gagnon (Matane): À Ottawa, les membres de la Gendarmerie royale ne font pas partie du service civil et ne tombent pas sous la juridiction de la Commission.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Va-t-on finir par avoir le rapport de M. Jean-François Pouliot sur le service civil?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Oui, je vais le produire dans quelques minutes. Je vais faire donner instructions de le faire tenir au chef de l'opposition.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): (La loi fédérale en main) Je viens de prendre connaissance de la loi du service civil fédéral et je crois que l'honorable premier ministre a parfaitement raison de dire que les membres de la Gendarmerie royale sont membres du service civil. Ces policiers ne sont pas nommément exclus de la loi. Il y a une seule exception pour les membres des commissions fédérales.

M. Gagnon (Matane): La police fédérale ne fait pas partie du service civil.

Des députés discutent la loi fédérale pendant quelque temps.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle est l'opinion de M. Jean-François Pouliot sur cette question?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. Pouliot croit, entre autres choses, que les nominations doivent être faites par le gouvernement canadien et non par la Commission. Actuellement, la Commission d'Ottawa, à cause de cela, a une trop forte emprise sur le service civil canadien et la province de Québec ne devrait pas s'embarquer dans la même ornière.

C'est précisément ce que nous avons fait. D'ailleurs, notre loi est basée largement sur les recommandations de M. Pouliot. À Québec, on ne veut pas donner à la Commission du service civil autant de responsabilités qu'en a celle d'Ottawa. La Commission de Québec aura le contrôle sur la qualification des employés.

Nous voulons protéger les employés civils autant contre les entreprises des gouvernements, tant libéral que conservateur. Nous croyons qu'ils doivent être protégés contre les politiciens qui ont toujours intérêt à présenter les choses sous un faux jour afin de faire plaisir à des amis.

Les politiciens font souvent commettre des erreurs aux chefs des gouvernements et à leurs ministres. Je suis convaincu que tous, dans la province, réclament une commission du service civil.

L'alinéa 6^o est adopté.

Le comité reprend l'étude de l'alinéa 7^o de l'article 3 de la section I du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"3. Font partie du service civil au sens de la présente loi:

"7° les fonctionnaires et employés (non les membres)

"a) de la Commission municipale de Québec;

"b) de la Commission des accidents du travail de Québec;

"c) de l'Office du crédit agricole du Québec;

"d) de la Régie des services publics;

"e) de la Commission du salaire minimum;

"f) du Conseil supérieur du travail;

"g) de l'Office du drainage;

"h) de la Commission des eaux courantes de Québec;

"i) de la Commission des pensions de vieillesse de Québec;

"j) de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec;

"k) de la Commission des liqueurs de Québec;

"l) de la Commission du service civil;"

M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste une fois de plus pour qu'on lui fournisse le rapport de l'enquête faite sur le service civil fédéral après une longue étude par M. Jean-François Pouliot.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il s'en vient; vous allez l'avoir bientôt, dans un quart d'heure.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il doit venir de loin, car il y a deux mois que je le demande.

Un député de l'opposition pose une question.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les membres des commissions, de même que les sous-ministres ne tombent pas sous l'empire de la loi parce qu'ils sont des collaborateurs intimes de l'administration. Seuls les employés sont affectés.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Plusieurs fonctionnaires ne reçoivent qu'un salaire de famine et ils sont trois lorsqu'il devrait n'y en avoir qu'un seul. Pour avoir des fonctionnaires compétents, il faudrait leur payer autre chose que des salaires de famine!

Il n'y a que les amis du gouvernement qui seront protégés par la loi. Le gouvernement pourra continuer à nommer des créatures politiques, car rien ne l'oblige à choisir le candidat qui sera arrivé premier à l'examen. Il a le choix entre plusieurs

candidats éligibles. Depuis 40 ans, c'est toujours le Parti libéral qui nomme les employés, le résultat, c'est que 80 % des fonctionnaires sont des libéraux. En somme, il n'y aura pas grand-chose de changé avec ce qui se passe actuellement. C'est pour perpétuer cet état de choses que la loi est présentée. Je m'oppose à ce qu'on organise à la veille d'une élection un système de protection pour les créatures du gouvernement actuel.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande aux députés de l'opposition de ménager le temps de la Chambre et de ne pas discuter le principe du bill à chaque article. Il ne s'agit plus de discuter le principe du bill, dit-il, mais d'étudier les paragraphes 7 et 8.

Trois députés de l'opposition parlent sur le point d'ordre et prétendent que l'on veut empêcher le député de Saint-Jean-Napierville de parler.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai tout simplement demandé que l'on procède régulièrement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les députés ont le droit de discuter les conséquences de la loi.

Je n'ai toujours pas reçu mon rapport, et le premier ministre me l'avait promis dans un quart d'heure!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le voici!

(Il l'envoie porter au député de Trois-Rivières par un messenger).

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) veut continuer son discours sur le même ton.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'avertis l'opposition que, si elle continue sur ce ton, si elle veut éterniser le débat, nous allons veiller tard. Les députés devront reprendre durant la nuit le temps perdu durant le jour. Voici une bonne loi que la très grande majorité des citoyens de cette province approuve. Nous allons la passer. S'il le faut, nous veillerons, car il ne faut tout de même pas que la session se prolonge. Nous ne sommes pas pour siéger ici jusqu'au mois de septembre!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le premier ministre ne s' imagine pas de nous effrayer avec ses menaces. Elles ne font pas peur à l'opposition. S'il faut veiller, les députés de l'opposition seront de la partie. Le premier ministre a de l'audace. Ce n'est

pas l'opposition qui retarde les débats. Qui a retardé? Mais c'est lui, le premier ministre, puisqu'il n'a commencé la session qu'à la fin de février!

Nous connaissons le courage du gouvernement qui a peur d'affronter les bulletins de vote et qui demande aux jeunes d'affronter les balles. L'opposition fait tout son possible pour hâter l'expédition des affaires. Le premier ministre fait bien de regarder l'horloge, car ses heures sont comptées.

(Les points d'ordre succèdent aux points d'ordre.)

M. le président: Nous sommes au paragraphe 7^o et le député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) ne peut discuter le principe du bill.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) continue ses remarques et parle de ce qui s'est passé dans son comté.

M. le président l'interrompt de nouveau. Il menace de s'en aller si on veut continuer de faire des farces du côté de l'opposition.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Alors je parlerai sur chaque article. Je prononcerai plus tard le discours que j'avais à faire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Herse est grassement payé par la province et au lieu de nous représenter aux Indes anglaises, il reste au Mont-Royal. Et on nous demande de rendre inamovible le personnel d'un chef qui ne fait aucun travail!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition est absolument injuste à l'égard de M. Hersey. S'il n'est pas parti pour les Indes anglaises, c'est parce qu'il a été malade plusieurs mois dans un hôpital, après avoir rendu d'inappréciables services à la province de Québec. Il a été, aux Indes, un agent d'une extrême valeur et y a développé un marché d'un intérêt spécial pour nous.

L'alinéa 7^o est adopté.

L'alinéa 8^o est adopté.

L'article 3 de la section I du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté

Le comité étudie l'article 4 de la section II du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"4. Un organisme formé d'au plus trois membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil est établi sous le nom de "Commission du service civil de la province de Québec"

M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Gagnon (Matane) posent des questions.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement avait l'intention de nommer trois membres. Il y en aura un de la minorité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle minorité?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La plus nombreuse, la minorité anglaise. Et nous avons même l'intention de nommer un représentant de la minorité politique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a peur de revenir devant le peuple. Il sera difficile de déterminer la minorité politique sans une élection.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ça peut venir plus vite que vous pensez! Mais pas besoin d'élection pour cela. Avec l'attitude que l'opposition prend sur ce bill, ce ne sera pas difficile à démontrer.

J'ai même dit au chef de l'opposition que j'avais l'intention de lui demander de recommander quelqu'un comme membre de la commission.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre ne m'a jamais formulé une telle demande.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) a, affirme-t-il, bel et bien fait cette requête au chef de la gauche, dans le bureau du premier ministre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et l'honorable M. Godbout (L'Islet) ne veulent pas admettre que la mémoire pouvait faire défaut.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si la loi imparfaite et non mûrie qu'on nous présente doit passer et s'il faut nécessairement en venir à nommer trois commissaires, je crois que pour assurer l'impartialité de la Commission, il importerait que les groupes intéressés discutent ensemble le choix de leur représentant et s'entendent sur la nomination des trois commissaires. Il faudrait les nommer tous les trois après consultation entre les chefs. Cela vaudrait mieux qu'un choix arbitraire. Si j'en nomme un et le gouvernement un ou deux, cela ne veut pas dire que

la Commission sera impartiale et indépendante. Les commissaires devraient être des inconnus en politique.

Le premier ministre a-t-il des candidats en vue?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les commissaires ne sont pas encore choisis.

M. Duplessis (Trois-Rivières) cite quelques noms déjà mentionnés par dame Rumeur. Il a été question, déclare-t-il, de l'honorable Oscar Drouin, le notaire Charles Delagrave, M. André Dolbec. Le premier ministre, poursuit-il, choisira-t-il un ministre ou un député?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous n'avons pas encore pensé au choix que nous ferons. C'est notre intention de nommer les meilleurs hommes possibles, des hommes au-dessus de tout soupçon et éclairés sur la question.

L'article 4 de la section II du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

L'article 5 de la section II du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Le comité étudie l'article 6 de la section II du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"6. Chaque membre de la Commission exerce ses fonctions durant bonne conduite, mais lorsqu'il atteint l'âge de soixante-cinq ans, ses fonctions cessent et, pour fins de pension, il est réputé avoir donné sa démission."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Un homme est encore jeune à 65 ans. Ce n'est pas flatteur pour Sir Wilfrid Laurier, pour le père politique du premier ministre, M. Taschereau, pour le juge en chef de la Cour suprême, Sir Lyman Duff. Ce n'est pas l'âge qui donne la qualification d'un homme. On ne devrait pas fixer de limite d'âge.

Mais la loi des pensions de vieillesse fixe à 70 ans l'âge de l'éligibilité à la pension. Le gouvernement aurait été mieux avisé de fixer à 65 ans la limite d'âge pour obtenir la pension de vieillesse. Ottawa devrait réduire l'âge des pensionnaires.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La loi fédérale fixe également la limite d'âge à 65 ans. Étant donné les attributions des commissaires, avec

le travail absorbant qu'ils auront à exécuter, je crois qu'il ne serait pas bon qu'ils restent en fonction plus longtemps. On a jugé que c'était préférable.

Le chef de l'opposition a parlé de la réduction de l'âge des pensionnaires. Nous nous accordons parfaitement sur ce point, car je puis lui annoncer, et je suis heureux d'en informer la Chambre, que nous sommes justement en instance, auprès d'Ottawa, pour obtenir que l'âge des vieux et des vieilles ayant droit à la pension soit réduit de 70 à 65 ans.

L'article 6 de la section II du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Les articles 7 à 59 du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 60 de la section X du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"60. Nul sous-chef ou fonctionnaire ne doit se livrer à un travail de partisan dans une élection fédérale ou provinciale.

"Quiconque enfreint le présent article est passible de destitution en la manière prévue par la présente loi."¹⁴

M. Gagnon (Matane): Ce texte signifie clairement qu'en dehors des périodes électorales, les fonctionnaires pourront faire de la politique sans être inquiétés ou destitués.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'admets que les employés civils ne doivent pas faire de politique. Il y a deux catégories de gens qui, selon moi, ne doivent pas faire de politique: celle des fonctionnaires et une autre que je ne veux pas nommer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les bedaines?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Mais c'est durant les périodes électorales que, normalement, un employé peut faire de la politique. Il serait dangereux d'aller trop loin et d'étendre le terme jusqu'aux périodes en dehors des élections. Nous avons même pensé à interdire aux fonctionnaires de faire de la politique municipale. Mais certains sont maires de leurs municipalités, ce qui ne les empêche pas d'être de bons serviteurs de la province. Il faut donc y aller avec prudence. Les employés civils auront le droit de s'occuper des élections municipales. Un gouvernement qui ne serait pas aussi bien disposé

que le gouvernement actuel pourrait abuser de cette disposition. Il est sûr, cependant, que ce ne pourra être un gouvernement de l'Union nationale. Ils en ont pour longtemps dans l'opposition.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Faites des élections, vous allez voir!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les élections viendront beaucoup plus tôt que certains députés de l'opposition, que les deux chefs de l'opposition ne le désirent. Nous les ferons quand ce sera le temps. J'en ai parlé en différents milieux, et on m'a dit que le gouvernement avait bien administré jusqu'ici et qu'il n'était pas nécessaire de faire des élections maintenant. Le peuple ne désire nullement un changement, car il nous témoigne chaque jour son approbation. Mais nous n'irons pas jusqu'au bout de notre terme et le chef de l'opposition fait mieux d'y penser et de se préparer maintenant.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout de suite, s'il est possible, car nous avons hâte. Avec sa loi actuelle, le premier ministre admet que les fonctionnaires pourront s'occuper d'élections et même organiser des télégraphes.

M. Gagnon (Matane) s'étonne que les membres de la Commission d'embellissement de Québec et de la Commission de Saint-Sulpice, présidées toutes deux, dit-il, par des organisateurs politiques, ne tombent pas sous le coup de la loi, pas plus que leurs employés. Ceux-là, ajoute-t-il, pourront évidemment faire de la politique.

L'article 60 de la section X du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Les articles 61 à 65 du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 66 de la section XIII du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"66. Toute personne peut être nommée par un ministre de la couronne pour être son secrétaire particulier."

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose un amendement incluant aussi le chef de l'opposition. C'est dire que celui-ci pourra nommer son secrétaire. Il reconnaît l'importance de la position de chef de l'opposition et, déclare-t-il, le

secrétaire du chef de l'opposition recevra le même salaire qu'un secrétaire de ministre.

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"66. Toute personne peut être nommée par un ministre de la couronne ou par le chef de l'opposition pour être son secrétaire particulier."

L'amendement est adopté.

L'article 66 de la section XIII du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, tel qu'amendé, est adopté.

Les articles 67 à 70 du chapitre 11, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et qu'il l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu.

Il est ordonné que l'examen du bill amendé soit remis à la prochaine séance.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, du consentement unanime, que lorsque la Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à cet après-midi, à trois heures.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

NOTES

1. M. Andrew Hersey est agent du gouvernement aux Indes occidentales anglaises. *La Patrie* du

20 mai 1943, à la page 22, précise qu'il s'agit des Antilles.

2. "Vous allez voir la nomination d'une commission à un seul membre. Il n'y a pas grand-chose à gagner en nommant deux commissaires au lieu de trois, et je suis sûr que les Canadiens français seront satisfaits avec une commission d'un seul membre, du moment que cet homme connaisse un peu la langue française." déclarait le député de Matane (M. Gagnon) au *Ottawa Citizen* du 4 mai 1932, à la page 1. Il était question de la réorganisation de la Commission du service civil fédérale et notamment du remplacement des trois commissaires en poste.

3. 1931, selon *Le Soleil* du 20 mai 1943, à la page 8.

4. *Le Canada* du 20 mai 1943, à la page 11, écrit plutôt "dans l'affliction du chef de l'opposition".

5. *L'Événement-Journal* du 20 mai 1943, à la page 4, écrit tout à fait le contraire: "Pourquoi en exempter les ouvriers?", fait-il dire au député de Matane (M. Gagnon).

6. *Le Soleil* du 20 mai 1943, à la page 3, parle ici de Spencer Wood, mais ça semble plutôt être une erreur du journaliste.

7. 7 à 10, selon *Le Soleil* du 20 mai 1943, à la page 3.

8. "preneurs aux livres", selon *La Tribune* du 20 mai 1943, à la page 1.

9. \$20,000,000, selon *Le Devoir* du 20 mai 1943, à la page 6.

10. Huit ou dix ans, selon *The Montreal Daily Star* du 20 mai 1943, à la page 5.

11. Allusion à l'alliance de l'Action libérale nationale et de l'Union nationale de 1936.

12. *Le Canada* du 20 mai 1943, à la page 12, donne la liste de ces documents: rapport général sur les lois ouvrières et les lois de sécurité sociale de la province de Québec, rapport sur la loi des conventions collectives, rapport du comité d'enquête sur les allocations familiales, résolutions relatives aux allocations familiales, règlements des tribunaux de travail.

13. C'est *L'Action catholique*, à la page 7, qui indique que l'on reprend l'étude du bill 7 à l'alinéa 6 de l'article 3.

14. Il est alors minuit, selon *Le Canada* du 20 mai 1943, à la page 11, qui écrit "À minuit, il ne restait plus que 10 articles de la loi sur les 70 à adopter et le travail continuait avec entrain sur la direction de M. Godbout."

Première séance du jeudi 20 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Ponts

M. Chalout (Lotbinière): Au cours des exercices financiers 1935-1936, 1936-1937, 1937-1938, 1938-1939, combien de contrats de construction ou de réparation de ponts ont-ils été accordés sans soumission?

À qui ces contrats ont-ils été donnés?

Pour quelle somme dans chaque cas?

L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):

En autant que le ministre des Travaux publics est concerné:

a) Le service des ponts, branche de la construction, n'a accordé aucun contrat sans soumission au cours des années mentionnées à la question;

b) Le service des ponts, branche de l'entretien, qui exécute des travaux urgents et pour des montants peu élevés, a accordé des contrats sans soumission. Toutefois, au cours des années mentionnées à la question, cette branche a suivi la procédure ordinairement adoptée au sujet de telles réparations et aucun travail n'a été commencé avant qu'un prix soit établi avec l'entrepreneur.

Ci-après la liste des contrats accordés sans soumission:

<i>Nom du contracteur</i>	<i>Adresse</i>	<i>Montant du contrat</i>
1935-36		
P. Baillargeon.....	62, Blvd. Union, Saint-Lambert.....	\$ 141.35
P. Baillargeon.....	62, Blvd. Union, Saint-Lambert.....	315.00
P. Baillargeon.....	62, Blvd. Union, Saint-Lambert.....	68.00
P. Baillargeon.....	62, Blvd. Union, Saint-Lambert.....	57.00
P. Baillargeon.....	62, Blvd. Union, Saint-Lambert.....	42.50
P. Baillargeon.....	62, Blvd. Union, Saint-Lambert.....	84.00
Armand Sicotte	1906, rue Van-Horn, Montréal.....	360.00
P. Baillargeon.....	62, Blvd. Union, Saint-Lambert.....	32.00
Gauthier & Julien.....	Portneuf-Station, comté Portneuf.....	200.00
P. Baillargeon.....	62, Blvd. Union, Saint-Lambert.....	825.00
Armand Sicotte	1906, rue Van-Horn, Montréal.....	1,700.00
P. Baillargeon.....	62, Blvd. Union, Saint-Lambert.....	546.88
MacKinnon Steel Corp.	Sherbrooke, P. Q.	825.00
Gauthier & Julien.....	Portneuf-Station, comté Portneuf.....	25.00
Gauthier & Julien.....	Portneuf-Station, comté Portneuf.....	25.00
Gauthier & Julien.....	Portneuf-Station, comté Portneuf.....	35.00
P. Baillargeon.....	62, Blvd. Union, Saint-Lambert.....	125.00
Dominion Welding Engineering.....	Montréal	227.00
Dominion Welding Engineering.....	Montréal	95.00
Dominion Welding Engineering.....	Montréal	49.50
Dominion Welding Engineering.....	Montréal	50.00
Dominion Welding Engineering.....	Montréal	350.00
Dominion Bridge Co., Ltd	Montréal	525.00
La Cie Ingénieurs-Entrepreneurs.....	Montréal	772.77

<i>Nom du contracteur</i>	<i>Adresse</i>	<i>Montant du contrat</i>
1936-37		
Armand Sicotte	1906, rue Van-Horn, Montréal.....	\$ 295.63
Dominion Bridge Co., Ltd	Montréal	290.00
1937-38		
Dominion Bridge Co., Ltd	Montréal	379.20
Gauthier & Julien	Portneuf-Station, comté Portneuf.....	850.00
MacKinnon Steel Corp.	Sherbrooke, P. Q.	220.55
1938-39		
Victor Francoeur	Sainte-Anne-de-Bellevue	50.00
Dominion Welding Engineering	Montréal	392.97
Dominion Bridge Co., Ltd	Montréal	265.00
MacKinnon Steel Corp.	Sherbrooke, P. Q.	809.20
Armand Sicotte	1906, rue Van-Horn, Montréal.....	379.68
Gauthier & Julien	Portneuf-Station, comté Portneuf.....	1,000.00
Gauthier & Julien	Portneuf-Station, comté Portneuf.....	50.00
Dominion Bridge Co., Ltd	Montréal	10,315.00
Dominion Bridge Co., Ltd	Montréal	69.52
Gauthier & Julien	Portneuf-Station, comté Portneuf.....	25.00
Gauthier & Julien	Portneuf-Station, comté Portneuf.....	225.00
Dominion Bridge Co., Ltd	Montréal	557.00
MacKinnon Steel Corp.	Sherbrooke, P. Q.	60.00

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

En autant que le ministère de la Voirie est concerné:

<i>Date du contrat</i>	<i>Entrepreneur</i>	<i>Municipalité</i>	<i>Montant du contrat</i>
12 janv. 1938	Local Construction Montréal	Yamamiche, paroisse	\$ 28,209.00
4 fév. 1938	Union des Carrières & Pavage, Ltée, Québec	L' Ancienne-Lorette	17,325.50
10 fév. 1938	Standard Construction Co., Québec.....	Beauport et Giffard	23,187.50
1 ^{er} mars 1938	Standard Construction Co., Québec.....	Beauport et Giffard	19,805.42
10 fév. 1938	Cie de Construction Piedmont, Ltée, Montréal	Dunham (Missisquoi)	19,053.30
8 fév. 1938	Standard Construction Co., Québec.....	Giffard.....	13,418.05
30 sept. 1938	Highway Paving Co., Montréal	Sainte-Agathe-des-Monts	18,043.30
14 oct. 1938	Highway Paving Co., Montréal	Sainte-Agathe-des-Monts	16,279.60
23 nov. 1938	Highway Paving Co., Montréal	Ivry-sur-le-Lac	13,460.45
28 sept. 1938	Armand Sicotte, Outremont	Varennnes, paroisse	14,934.45

<i>Date du contrat</i>	<i>Entrepreneur</i>	<i>Municipalité</i>	<i>Montant du contrat</i>
28 nov. 1938	Standard Construction Co., Québec.....	Giffard (Saint-Michel- Archange.....	\$ 3,200.00
23 nov. 1938	Highway Paving Co., Montréal.....	Ivry-sur-le-Lac.....	10,027.00
1 ^{er} juin 1939	Massicotte & Trudel, Senneterre.....	Comté de Pontiac (partie non organisée).....	139,188.94
1 ^{er} juin 1939	Massicotte & Trudel, Senneterre.....	Comté de Pontiac (partie non organisée).....	93,284.35
28 juin 1939	Armand Sicotte, Outremont.....	Longueuil, paroisse.....	20,087.00
29 juin 1939	Armand Sicotte, Outremont.....	Boucherville, paroisse.....	20,158.90

Projets de loi:

Commission du service civil

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 7 instituant une commission du service civil.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose: Qu'il sera payé, sur le fonds consolidé du revenu, un traitement annuel de sept mille dollars au président et de six mille dollars à tout autre membre de la Commission du service civil de la province de Québec, instituée en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons longuement discuté le bill dont les présentes résolutions font partie. Nous croyons que le projet est prématuré,

mal conçu, mal digéré, mal pensé et mal présenté, qu'il n'atteindra pas les fins que le gouvernement veut servir, qu'il favorisera le patronage politique comme le pratique le gouvernement, c'est-à-dire aux dépens de la justice et qu'il aura pour effet de consacrer les destitutions odieuses dont le régime actuel s'est rendu coupable à son arrivée au pouvoir. Bref, le bill est intempestif et inopportun.

Je demanderais au premier ministre s'il a des noms à suggérer pour faire partie de la Commission comme commissaires?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Non, je n'ai pas de noms.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends, parce que nous avons un gouvernement sans nom. Mais il serait bien important, avant que l'on soit appelé à voter des salaires, de savoir si le gouvernement a des gens compétents en vue. Nous ne pouvons savoir s'ils sont qualifiés pour la position. L'approbation des salaires des commissaires comporte l'approbation de la loi elle-même et je m'opposerai aux résolutions. Le gouvernement ne veut-il pas plutôt, à la veille des élections qu'il ne voulait pas faire et que le peuple le force à faire, se créer une réserve de créatures politiques qui pourront travailler pour lui avant les prochaines élections et paralyser l'administration qui lui succédera?

Le premier ministre s'y connaît en fait de créatures ministérielles! De l'aveu même du gouvernement, 5,260 nouveaux employés ont été engagés depuis 1939; cela représente environ 50 % des 12,000 employés de la province. Avec ce

nombre, on peut avoir une idée des destitutions qui ont été faites! L'administration se cramponne au pouvoir en dépit de la réprobation populaire!

Nous croyons qu'un employé civil qui fait son devoir, qui est honnête et loyal, doit garder sa position. Nous croyons qu'il doit garder ses opinions politiques et qu'il a droit de voter pour le candidat de son choix. Mais il ne faut pas confondre la liberté de penser avec la licence. Toujours, nous avons respecté la liberté de penser. J'ai demandé à l'honorable premier ministre s'il avait choisi les membres de la Commission. Il m'a dit que non. Cela prouve que la loi est prématurée. C'est une autre loi pré-électorale que le gouvernement laissera mourir dans les Statuts. Le peuple connaît bien la politique du gouvernement. Le peuple ne l'approuvera pas. Si le premier ministre ne me croit pas, qu'il déclenche des élections et il verra bien!

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Le chef de l'opposition n'est pas convaincu de ce qu'il dit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le procureur général (l'honorable M. Casgrain) aura beaucoup de difficulté à se faire réélire.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Le chef de l'opposition est venu deux fois dans mon comté et il n'a pas réussi à me battre!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Des élections générales provinciales, nous en aurons bientôt. Et je puis affirmer que le premier ministre et le procureur général seront écrasés dans leurs propres comtés!

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Vous êtes déjà venu dans mon comté! Le chef de l'opposition a essayé de m'écraser et il n'a pas réussi! J'ai quand même été élu, et ceci même en 1936!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le procureur général doit se rappeler qu'il a été élu, en 1936, par une majorité de 90 voix seulement. Il n'a eu que 51 voix de majorité en 1927.

Aux prochaines élections, les libéraux ne pourront même pas obtenir le résultat qu'ils ont eu en 1936, alors que tous les membres de l'opposition libérale n'avaient pas plus de 400 voix de majorité, en tout. Ça va être pire encore aux prochaines élections!

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Combien l'opposition en avait-elle en 1923, en 1927 ou en 1931?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) ne devrait jamais poser une telle question. Je croyais qu'il se rappelait encore qu'en 1923, il a perdu son dépôt comme candidat indépendant dans Laurier!

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Ce n'était pas mon dépôt mais celui de mes amis!

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est encore pire: laisser ses amis se battre pour soi!

Ce que les employés civils veulent, ce n'est pas une loi comme celle que le gouvernement présente. Ils n'en sont pas d'ailleurs satisfaits. Ce qu'ils veulent, c'est de ne pas être à la merci des autorités fédérales, car ils n'aiment pas à se faire mener par Ottawa. Ils veulent des mesures qui amélioreront véritablement leur situation: une loi de pension équitable dont les fonds ne sont pas versés dans le fonds général; un système de protection raisonnable que les commissaires nommés par le gouvernement ne pourront pas leur assurer; un système de promotions rationnel et juste et de meilleures conditions de travail. Ils veulent un gouvernement qui se tienne debout, qui paie de meilleurs salaires et qui n'effectue pas de destitutions odieuses. On ne devrait pas non plus les forcer à souscrire à des emprunts quand ils n'ont pas d'argent suffisamment pour leurs familles.

L'opposition est prête à collaborer avec le gouvernement pour l'adoption de toute mesure démocratique, juste et raisonnable.

Je demande au gouvernement de retirer son projet de loi.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition se pose des questions sur le but que le gouvernement a en vue. Le but de la loi est bien clair: c'est, en premier lieu, de donner aux employés civils la garantie de la valeur qu'assure la passation par les candidats d'examen devant des personnes indépendantes de la politique et, en second lieu, de leur donner la stabilité à laquelle ils ont droit. L'honorable chef de l'opposition ne peut changer la signification de cette bonne loi: améliorer le service et assurer la sécurité aux fonctionnaires.

Je suis prêt à admettre les erreurs du Parti libéral dans les congédiements et je suis sûr que le chef de l'opposition, sans les admettre, en regrette

plusieurs de l'Union nationale, car il en fut aussi fait au temps de l'Union nationale. Après chaque élection, il se commet toujours des injustices et c'est ce que nous voulons éviter à l'avenir avec notre loi. Désormais, les erreurs et les injustices ne seront plus possibles.

Le chef de l'opposition prétend que ce que veulent les employés civils, ce n'est pas une loi comme celle-là, mais une autre loi de pensions. Je n'ai pas à discuter ici la loi des pensions. Je dirai simplement qu'elle a fait un bien immense. Les employés civils reconnaissent qu'ils doivent une immense dette de reconnaissance au gouvernement pour la loi de pension qu'il leur a donnée, et qu'ils croient bien plus généreuse que celle à laquelle ils s'attendaient. Nous l'avons en plus étendue au service extérieur, mais nous avons respecté le contrat passé avec le service intérieur.

La loi du service civil, ce sont encore les employés du service civil qui la réclament pour rendre leurs positions stables. Les employés ont toujours été les victimes des changements de gouvernements dans le Québec. C'est à eux qu'elle profitera tout d'abord, puis à la province tout entière. Le seul bénéfice que le gouvernement pourra en retirer, ce sera d'avoir passé une bonne loi et d'avoir assuré l'avenir de ses bons et loyaux serviteurs. Elle nous obligera, avant de nommer un employé, à nous en tenir à la décision de la Commission. Cette Commission permettra à la province de faire des économies, en plus d'améliorer le service civil existant. Il en résultera une administration plus efficace des affaires de la province.

Quant au choix des membres de la Commission, on ne peut s'étonner qu'il ne soit pas fait. Le chef de l'opposition veut savoir tout de suite qui nous allons nommer, mais jamais l'on n'a procédé autrement dans la création d'une commission. On commence par fixer les cadres, puis on les remplit. Nous chercherons ensuite, pour nommer nos commissaires, les hommes qui offriront les meilleures garanties d'efficacité et d'impartialité dans le travail.

Les commissaires seront des hommes de première valeur, car ils auront une tâche extrêmement importante à accomplir. L'une des tâches des commissaires sera de réorganiser les cadres des services administratifs en vue des conditions présentes. Ils devront voir à rendre le travail plus efficace avec un moins grand nombre d'employés. Il y a moyen de faire le travail de la province avec moins d'employés. Ces commissaires devront aller dans les divers départements pour réorganiser l'administration s'il y a lieu. La bonne

réputation du service civil en bénéficiera. Les employés civils sont bons. Ils sont excellents mais ils se nuisent parfois et le travail d'ensemble en souffre. Quoique pas plus de 5 % d'entre eux nuisent au travail et à la réputation de l'ensemble, parce qu'ils ne sont pas à la place qu'ils devraient occuper ou parce qu'ils comptent un peu trop sur leurs compagnons pour l'accomplissement de leur tâche.

Le député de Trois-Rivières donne une interprétation fantaisiste à une réponse du gouvernement, au sujet des nouveaux employés civils. Cinq mille deux cent soixante nouveaux employés, cela peut sembler extraordinaire, si l'on interprète la situation comme le fait le chef de l'opposition. Mais son idée là-dessus ne concorde pas avec la réalité. Ce qui est vrai, c'est que pour un même travail, le nombre d'employés diminue constamment. Il faut considérer que le gouvernement a dû remplacer des employés destitués par l'Union nationale ou qui ont quitté leurs fonctions pour aller travailler dans les services fédéraux, les usines de guerre ou dans l'armée; il faut tenir compte, aussi, des employés temporaires de plusieurs départements. Il y en a un lot.

Depuis trois ans, grâce à une excellente administration financière, le gouvernement a commencé à augmenter les salaires de tous les employés civils. Nous avons soumis ces augmentations de salaire non seulement au cabinet mais, avant, à un comité d'employés civils supérieurs qui a été chargé de déterminer quels sont les salaires équitables suivant les fonctions. Ils se sont occupé de balancer cette liste en regard des obligations et du travail de chacun. Dans certains départements, pour des travaux équivalents, on payait une fois et quart ou une fois et demie de plus.

Pour que les augmentations soient justes, nous ne tenons pas compte du boni de vie chère que nous avons organisé d'après le principe des allocations familiales. En prenant ces précautions, nous avons réussi à augmenter les salaires et nous avons, en plus, payé le boni de vie chère à tous nos employés qui reçoivent moins de \$2,500¹. Comme il convient, nous payons des bonis plus élevés aux employés qui sont mariés qu'aux célibataires. Le boni de vie chère pourrait aussi être augmenté à cause du coût de la vie.

Le chef de l'opposition fait bien de penser aux élections. Qu'il se tienne prêt, il y aura des élections un bon jour. Elles peuvent arriver comme un voleur dans la nuit et le gouvernement retournera au pouvoir avec une majorité plus forte que jamais.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre, en parlant de voleur, veut faire allusion au gouvernement...

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition se croit bon juge de l'opinion publique. Je lui rappelle qu'il a mal jugé en 1939, lorsqu'il tint des élections générales après n'avoir été que trois ans au pouvoir. Si le chef de l'opposition avait mieux pensé aux élections de 1936 à 1939, s'il avait su penser à ce que l'électorat veut, il serait peut-être encore ici. Je suis convaincu qu'il n'aurait pas perdu le pouvoir, car il est intelligent, mais il a mal apprécié les désirs de notre population. S'il avait fait comme nous avons fait, pas plus, pas mieux, il serait encore de ce côté-ci de la Chambre. Il a pensé qu'en faisant du bruit, il se ferait réélire.

Nous, nous n'avons pas dépensé à tort et à travers. Nous n'avons pas fait de bruit, mais avons accompli beaucoup de travail dans tous les domaines pour préparer l'avenir de notre province. Nous serons maintenus au pouvoir. Et les élections viendront beaucoup plus tôt que ne le voudrait le chef de l'opposition...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Des élections, nous en réclamons pour tout de suite...

M. Gagnon (Matane) sourit.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député de Matane est déjà dans la béatitude en pensant comme cela aurait été beau si l'Union nationale avait fait comme nous avons fait. Malheureusement pour lui, l'occasion ne se représentera plus. J'ai pensé pendant un certain temps qu'il avait une chance de remplacer le chef actuel de l'opposition et de jouer un grand rôle mais, depuis le début de la session, il a vu ses chances diminuer constamment. Aujourd'hui, ses illusions et ses chances sont tombées à terre.

L'occasion que l'Union nationale a déjà eue ne reviendra plus, du moins pour les membres actuels de l'opposition. Les élections, elles, viendront plus tôt que ne le veut le chef de l'opposition. Et quand elles viendront, le peuple de cette province ne manquera pas de dire à l'Union nationale qu'il est satisfait du gouvernement libéral et qu'il veut nous garder. Il manifestera alors son intention de replacer à la tête de l'administration des hommes qui, sans faire de miracle, ont rétabli l'équilibre des finances, ce qui nous permet de passer une loi comme celle-ci, de rétablir la confiance entre les patrons et les ouvriers et l'harmonie entre toutes les classes de notre société. C'est cela qui nous a permis d'édifier des œuvres et de donner à la province une impulsion dans la voie droite, dans la voie du progrès. Nous avons travaillé à édifier l'avenir.

L'Union nationale a laissé croire au peuple que le gouvernement pouvait tout faire. Nous ne sommes pas un gouvernement de dictateurs, mais un gouvernement composé d'hommes qui ont l'œil ouvert sur les besoins de tout le monde et sur les problèmes de l'avenir. Mon gouvernement a prêché la coopération entre toutes les classes et a donné l'exemple de la coopération en montrant au peuple que le gouvernement ne doit pas tout faire. C'est chacune des classes de la société qui par son travail rétablira chez nous la prospérité de l'ensemble.

Le peuple dira que le gouvernement n'a pas fait de miracles - nous n'avons pas la prétention de faire des miracles - mais qu'il a rétabli les finances et qu'il a fait de bonnes lois. Nous avons un gouvernement qui a les yeux ouverts sur le progrès. C'est extraordinaire ce qu'on peut réaliser en ajoutant des bonnes œuvres aux bonnes œuvres, en enlevant chaque jour du champ public les mauvaises herbes que l'on y a fait pousser durant trois ans. En réparant le mal fait à la province pendant les trois ans de l'Union nationale, en coordonnant les bonnes volontés, nous avons recherché le bien commun, comme dans cette loi, dont le but est d'assurer le bien-être de la population en général et des serviteurs de la province en particulier. Le pas que nous faisons aujourd'hui est un des pas les plus marquants vers la stabilité, la sécurité sociale et le bonheur de tous ceux qui dépendent de nous.

M. Chalout (Lotbinière): On nous a dit qu'environ 5,000 employés avaient été nommés depuis 1939 par la présente administration, sur 12,000. C'est possible. Mais il importe de savoir si l'on n'a nommé que des libéraux. Je ne le crois pas car du temps où j'ai administré le patronage dans le comté de Lotbinière - on me l'a maintenant enlevé et je n'en ai aucun regret - j'ai souvent recommandé et fait accepter à des postes de fonctionnaires des gens qui n'étaient pas libéraux. Je ne me suis pas soucié de leur couleur politique. Pourtant, ces gens ont été nommés et maintenus en fonction. Plusieurs députés ont dû faire comme moi. Il est bien plus important de savoir si ces gens étaient compétents et ont bien servi leur province. L'étiquette politique ne compte pour rien là-dedans, pourvu que nous placions des gens compétents et honnêtes.

Au surplus, j'ai remarqué que la grande majorité des fonctionnaires abandonnait leurs étiquettes politiques. Leur souci prédominant, sinon unique, est de servir la province par laquelle ils sont payés. Je ne comprends pas pourquoi l'opposition s'oppose à cette loi, à moins que ce ne soit par

intérêt. Comme l'opposition veut servir l'intérêt public, elle ne doit pas s'opposer à ce que la province soit servie par de bons fonctionnaires.

On parle d'élections. Le premier ministre nous a laissé entendre qu'il y en aura prochainement. À la bonne heure! Tout en sera heureux. Mais il me paraît étrange que des élections soient décrétées d'après le bon vouloir d'un premier ministre et du gouvernement au moment où il croit que c'est l'intérêt de son parti de le faire. C'est arbitraire et antidémocratique. Le fait de toujours choisir la date qui convient le mieux à un parti, c'est contraire aux intérêts du peuple.

De plus, il y a un grave inconvénient à toujours laisser entendre qu'il y aura des élections, puis à en retarder la date. Cela cause du trouble au sein de la population. Il n'y a pas moyen de préparer convenablement des élections lorsque des rumeurs d'élections naissent et meurent à tout moment. Il vaut mieux faire des élections à date fixe. Lorsque le Bloc populaire sera au pouvoir, et ça ne saurait tarder, il proposera une loi pour la mise en vigueur des élections à date fixe, car l'incertitude et les bruits au sujet des élections paralysent les affaires. Et les élections n'auront pas lieu avant ni après cette date.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre nous a dit qu'il avait trop de fonctionnaires et, par contre, il a dit que la loi avait pour objet de les garder en fonction. Voilà de la belle logique. C'eût été véritablement un miracle si le premier ministre avait prononcé un discours sans verser dans le sophisme. Il a fait un raisonnement sophistiqué en disant qu'il avait réduit le nombre des loyers que la province est obligée de payer. Pour chaque loyer abandonné, le gouvernement a acheté une maison. Il a copié en cela la politique de l'Union nationale qui a réduit le nombre des loyers parce qu'il était plus avantageux d'acheter une maison que de faire payer plusieurs fois cette maison par les loyers.

(Relevant une remarque du premier ministre au sujet du député de Matane) Si le gouvernement s'occupait moins des affaires des autres et plus de ses affaires, il ferait plus de bien qu'il en a fait depuis quatre ans.

Ses convictions, dit-il, au sujet du député de Matane étaient à terre. C'est bien cela. Toutes ses convictions sont à terre et comme conséquence, les droits de la province sont à terre. Il a ajouté que j'avais mal interprété la mentalité de l'électorat. Pourtant, en 1939, nous avons donné l'alarme et prévenu le peuple des trahisons qui l'attendaient. Le gouvernement fédéral était en train de prendre le

contrôle de la plupart des droits de la province. Depuis ce temps-là, les événements nous donnent chaque jour raison. Le peuple a chanté en 1939. Il déchante aujourd'hui.

En 1939, on a fait la lutte contre l'Union nationale, les tories, les capitalistes et les libéraux en s'accompagnant de fanfare, de tambours, et de petits picolos soi-disant indépendants. Nous, nous n'avons pas laissé de sièges vacants, l'on faisait des élections immédiatement. Aujourd'hui, nous avons ici sept sièges vacants. Nous, nous avons eu le courage d'aller devant le peuple, mais le premier ministre ne l'a pas. Que le premier ministre fasse donc des élections tout de suite. Nous l'attendons de pied ferme! Et s'il n'en fait pas, le peuple va le forcer à en faire.

On sait que nous avons affaire à un gouvernement d'indécis. L'automne dernier, le gouvernement a pensé venir devant le peuple, puis il a hésité. Il a acheté 32,000 crayons de mine en prévision des élections. C'était la seule mine qu'avait le gouvernement! Après avoir délibéré, il a décidé quelques mois plus tard de ne pas faire d'élections. Dernièrement, il y a pensé encore et a expédié des colis de bulletins de vote et de documents électoraux. Il a hésité encore une fois et a remis les élections. C'est un gouvernement d'hésitations et de tergiversations. Mais le peuple va le forcer à tenir des élections et le gouvernement actuel sera emporté par la vague de l'indignation populaire!

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que ladite résolution soit maintenant lue.

Adopté, après division.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour hâter le travail de la Chambre, je consens à ce que le vote soit pris immédiatement sur l'adoption finale des résolutions.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Robidoux, Rochette, Sabourin, 44.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Talbot, 14.

Ainsi, la motion est adoptée.

La résolution est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande que le bill 7 amendé soit maintenant agréé.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Robidoux, Rochette, Sabourin, 44.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Talbot, 14.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill amendé est, en conséquence, agréé.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill 7 instituant une commission du service civil soit maintenant lu une troisième fois.

M. Chaloult (Lotbinière): S'il a approuvé entièrement le principe du projet de loi, note-t-il, il ne peut approuver toutes les clauses sans réserve.

Ainsi, la clause qui laisse au gouvernement le soin de nommer les fonctionnaires m'inquiète particulièrement. Il pourra se glisser des abus. Mais j'admets que la rédaction d'un projet comme celui-ci est difficile et, sans accepter la loi en totalité et avec enthousiasme, je suis prêt à en faire un loyal essai en donnant au gouvernement le bénéfice du doute. Je voterai donc pour la troisième lecture. Mais je parle ici en mon personnel et non pas au nom de mon parti.

Adopté après division, comme dans le cas du vote précédent.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi sur les tourbières

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution additionnelle relative au bill 22 modifiant la loi de la prime sur la tourbe.

Adopté.

Emprunts des commissions scolaires de Montréal

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 concernant les emprunts des commissions scolaires de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

D'après la loi qui la régit actuellement, la Commission scolaire de Montréal ne peut utiliser, pour le renouvellement partiel d'un emprunt, la somme déjà accumulée au fonds d'amortissement. Elle doit emprunter tout le montant et garder, entre les mains du directeur des finances de la ville de Montréal, le fonds d'amortissement pendant toute la durée de l'emprunt. Par conséquent, même lorsqu'une partie importante de la somme empruntée est déposée au fonds d'amortissement, on se trouve obligé de faire les frais d'une émission pour le plein montant. Le projet de loi permet d'utiliser à l'échéance de chacun des termes successifs le montant accumulé sur fonds d'amortissement, de telle sorte que l'on ne soit obligé de renouveler que pour la différence.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai aucune objection au principe de ce bill. Mais je déplore le

fait que le gouvernement ne prenne pas des mesures plus efficaces pour aider les commissions scolaires. Le gouvernement, qui à son arrivée au pouvoir a promis de régler définitivement les problèmes financiers des commissions scolaires de Montréal, n'a rien fait pour réaliser ses promesses. Le député de Terrebonne, depuis qu'il est ministre, a beaucoup trop parlé de ce qu'il entendait faire pour soulager la position financière difficile des commissions scolaires et n'a rien fait d'autre qu'ajouter à leur fardeau, par exemple en abolissant les frais de scolarité et en leur confiant plus d'élèves sous la loi de fréquentation obligatoire. Le gouvernement devrait faire quelque chose immédiatement parce que, si la Législature a adopté le bill de l'instruction obligatoire, la situation des commissions scolaires ne fera qu'empirer.

La Commission scolaire de Montréal est dans une impasse et ce bill n'est pas même un cataplasme sur une jambe de bois. Ce n'est pas ça qui va aider les élèves qui n'ont pas d'argent pour aller à l'école. Ce n'est pas ça qui va garantir un meilleur salaire aux professeurs. Il vaudrait mieux que le gouvernement aidât financièrement les commissions scolaires dans l'embarras, lui qui prétend regorger d'argent dans ses coffres. Il serait plus pratique d'assurer au personnel enseignant des salaires suffisants pour lui assurer la sécurité et la tranquillité d'esprit. Comment un instituteur peut-il consacrer le meilleur de lui-même à l'éducation lorsqu'il doit s'inquiéter de problèmes financiers une fois arrivé à la maison? Les belles paroles du ministre n'y feront rien.

En accumulant les lois, le gouvernement ne fait que compliquer le problème. À ceux qui ont faim, il donne des Statuts. Au lieu d'épaissir les Statuts de lois inutiles, on ferait mieux d'engraisser le budget des commissions scolaires pour leur permettre de rencontrer leurs obligations financières. Le gouvernement actuel perçoit \$30,000,000 de taxes de plus que l'Union nationale, il a ajouté un autre \$20,000,000 en nouvelles taxes, tiré un autre \$10,000,000 en revenus provenant d'anciennes taxes, et il n'a pas à dépenser \$30,000,000 pour le chômage. Cela fait donc \$60,000,000 de plus que mon gouvernement n'en perçut annuellement de 1936 à 1939 et, malgré tout, il ne donne pas un sou aux commissions scolaires.

Pour la grande cause de l'instruction publique, il ne veut pas dépenser un sou. Tout ce que le gouvernement donne aux commissions scolaires, ce sont des Statuts! Au lieu d'obérer les charges des commissions scolaires par sa loi de la scolarité

obligatoire, il devrait pourvoir à l'allègement de leur fardeau financier.

L'honorable secrétaire de la province est un charmant homme mais je ne pense pas que cette loi corresponde aux besoins de l'heure. Je serais heureux de coopérer avec lui s'il nous présentait une loi efficace et équitable, réglant véritablement les problèmes financiers des commissions scolaires de Montréal, qui sont en déficit. L'opposition est prête à lever toutes les réglementations pour faire passer le bill. Mais avec le secrétaire de la province, cela se résume à additionner les Statuts, parfois pour allouer plus d'emprunts, et en conséquence plus de déficits, mais rien de bien concret. Si le gouvernement a tout l'argent qu'il prétend avoir, ce serait bien insensible de sa part de laisser souffrir ainsi les commissions scolaires. Il ne veut pas croire, dit-il, que le gouvernement soit insensible, et suggère qu'avant de mourir - mourir politiquement, bien sûr - le secrétaire de la province, soumette une législation efficace et règle le problème de l'éducation, pour ce qui concerne les finances.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne):

L'honorable chef de l'opposition m'offre sa coopération à chacune des lois que je présente, mais il s'arrange toujours pour ne pas me la donner. Il (l'honorable M. Perrier) promet d'arriver avec une autre loi importante sur l'éducation, la semaine prochaine, que l'opposition sera sans doute bien obligée d'appuyer. Les commissions, poursuit-il, ont réclamé cette loi tout simplement pour des fins administratives. La loi à l'étude permettra aux commissions des opérations utiles et nécessaires. Mon honorable ami a parlé de déficit... Je suis prêt à ériger une statue au chef de l'opposition comme ayant été le plus grand parleur et le plus petit faiseur!

La loi actuelle a été demandée par la Commission scolaire de Montréal. J'admets qu'elle n'a rien de révolutionnaire. Mais le gouvernement ne se limite pas à faire des lois. Le gouvernement n'est pas indifférent aux problèmes des commissions scolaires. Il aide les commissions scolaires d'une manière tellement efficace que l'an dernier, pour la première fois depuis bien des années, la Commission des écoles catholiques de Montréal termina son année avec un surplus de \$10,000,00.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement fut généreux grâce à l'aide de la ville de Montréal!

L'honorable M. Perrier (Terrebonne):

L'honorable chef de l'opposition devrait dire grâce à

l'aide du gouvernement, car le gouvernement a doublé la contribution municipale. Nous avons demandé à la ville de Montréal de verser \$700,000 l'an dernier mais, en outre, nous avons versé à la Commission scolaire de Montréal \$1,500,000 en octrois. La Commission des écoles protestantes a reçu un montant proportionnel. Et ce que nous avons fait pour Montréal, nous l'avons fait également pour Québec, Trois-Rivières, Verdun, Chicoutimi et ailleurs. Nous avons distribué ainsi \$3,000,000 pour aider les commissions scolaires.

Ces actes concrets sont indiscutables et valent mieux que des paroles. L'abolition de la rétribution scolaire mensuelle, prévue par la loi de la scolarité obligatoire, fera peut-être perdre \$35,000 à la Commission des écoles catholiques de Montréal, mais ce montant est largement couvert par les contributions accordées. Et la loi assurera l'instruction à 10,000 enfants de Montréal qui ne vont pas à l'école.

Le budget de l'éducation, qui était de \$8,000,000 sous l'Union nationale, est maintenant de \$16,000,000. Depuis trois ans, nous l'avons donc doublé. Que l'honorable chef de l'opposition ne s'inquiète pas. Les commissions scolaires ne sont pas inquiètes au sujet de leurs problèmes financiers, parce qu'elles savent qu'elles peuvent compter sur le gouvernement, qui les traitera équitablement et même généreusement, même si l'instruction obligatoire les oblige à des dépenses additionnelles. Au fond, le chef de l'opposition reconnaît le travail que fait le gouvernement, mais il préfère se faire du capital politique.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 28 sans l'amender.

M. l'Orateur: Troisième lecture?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Prochaine séance.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Tout de suite!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien, tout de suite. L'honorable secrétaire de la province (M. Perrier) va voir que nous coopérons avec lui.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) critique la mesure et fait enregistrer la dissidence des députés de l'Union nationale².

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 104 modifiant la charte de la cité de Salaberry de Valleyfield, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en ajoutant, dans la sixième ligne du troisième alinéa de l'article "90a", après le mot "distribution", le mot "séparées".

2. L'article 6 est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne de l'article "128a", le mot "l'arrivé", par le mot "l'arrivée".

Aussi, le bill 106 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

L'article 2 est modifié en biffant, dans les lignes 7 et 8, les mots suivants:

"(et reproduit comme annexe de la présente loi,);

Et l'annexe est biffée.

Aussi, le bill 109 modifiant la charte de la cité de Verdun, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 10 est modifié en remplaçant le deuxième paragraphe par ce qui suit:

"Le coût de ces travaux et l'emprunt fait pour le paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas pour la préparation du règlement, et la négociation de l'emprunt, seront défrayés au moyen d'une cotisation spéciale sur les propriétaires riverains, en proportion de l'étendue de front de leur

propriété, dès qu'une subdivision de la partie du susdit lot, comprise entre les rues Bannantyne et le boulevard LaSalle, sera enregistrée; (dans le cas d'une subdivision partielle seulement de cette partie du susdit lot, la cotisation ne sera exigible que pour la partie ainsi subdivisée;) les susdits propriétaires riverains devront alors payer la susdite cotisation conformément aux règlements de la cité et aux termes de l'article 583 de la loi des cités et villes (Statuts refondus 1941, chapitre 233) et avec intérêt à compter de cette date seulement. La cité de Verdun devra se conformer pour le terme de cet emprunt, sa négociation, et les autres formalités aux dispositions de sa charte."

2. L'article 11 est modifié en remplaçant, dans les première, deuxième et troisième lignes du dernier alinéa, les mots:

"Le coût de ces travaux à la cité sera établi par résolution du conseil de la cité de Verdun et défrayé",

par les mots suivants:

"La partie du coût de ces travaux, payée par la cité, sera établie par résolution du conseil de la cité de Verdun et défrayée".

3. L'article 12 est modifié en ajoutant, après les mots "dix ans", dans la deuxième ligne du dernier alinéa de l'article "4", les mots suivants: "à compter du 1^{er} janvier 1934".

4. L'article 13 est modifié en ajoutant, après les mots "dix ans", dans la deuxième ligne du dernier alinéa de l'article "5", les mots suivants:

"À compter du 1^{er} janvier 1934".

Aussi, le bill 111 modifiant la charte de la cité de Sorel", avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 5 est modifié en biffant, dans les lignes 2 et 3, les mots suivants:

"(reproduit comme annexe du présent bill 111)".

2. L'article 6 est modifié:

a. en en remplaçant le sous-paragraphe i) du paragraphe 1 de l'article 526a par le suivant:

"i) "Territoire" signifie le territoire de la cité de Sorel, de la ville de Saint-Joseph de Sorel, et celui de la paroisse de Saint-Joseph;"

b. en en remplaçant le sous-paragraphe k) du paragraphe 1 de l'article 526a par le suivant:

"k) "Municipalités" signifie la ville de Saint-Joseph de Sorel et la paroisse de Saint-Joseph;"

c. en remplaçant, dans la dixième ligne du paragraphe 7 de l'article 526a, les mots "la municipalité" par les mots "les municipalités";

d. en remplaçant, dans la treizième ligne de la page huit du paragraphe 9 de l'article 526a, les mots "la municipalité" par les mots "les municipalités";

e. en en remplaçant le premier alinéa du paragraphe 22 de l'article 526a par le suivant:

"22. Le revenu annuel perçu par la cité de Sorel et provenant de ladite taxe sera, après déduction des dépenses encourues par la cité pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois par la cité de Sorel entre elle et les corporations municipales mentionnées au sous-paragraphe i) du paragraphe 1 du présent article, en proportion de leur population respective, telle qu'établie par le dernier recensement fédéral alors publié."

f. en remplaçant, dans la deuxième ligne de la page 12 du paragraphe 23 de l'article 526a, les mots "la municipalité" par les mots "les municipalités";

Et l'annexe est biffée.

Aussi, le bill 3 modifiant le Code de procédure civile, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 12 comme article 13:

"13. L'article 1131, dudit Code, remplacé par l'article 16 de la loi 10 George V, chapitre 79, est abrogé."

2. Les articles 13, 14, 15, 16 et 17 deviennent respectivement articles 14, 15, 16, 17 et 18.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 120 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun, avec les amendements suivants qu'il prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en ajoutant, dans la deuxième ligne, après les mots "est autorisée à", les mots suivants: "emprunter et".

2. L'article 2 est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "financer" par le mot "emprunter".

Projets de loi:

Charte de Salaberry de Valleyfield

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 104 modifiant la charte de la cité de Salaberry de Valleyfield.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 109 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Les amendements sont lus.

M. l'Orateur demande que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Code de procédure civile

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 3 modifiant le Code de procédure civile.

Les amendements sont lus.

M. l'Orateur demande que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Montréal-Est

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 106 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est.

Les amendements sont lus.

M. l'Orateur demande que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Sorel

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 111 modifiant la charte de la cité de Sorel.

Les amendements sont lus.

M. l'Orateur demande que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission des écoles catholiques de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 120 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Les amendements sont lus.

M. l'Orateur demande que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

2 Loi modifiant certaines dispositions du Code civil relatives à l'enregistrement;

3 Loi modifiant le Code de procédure civile;

10 Loi ratifiant une convention concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais;

20 Loi modifiant la loi des écoles professionnelles;

24 Loi modifiant la loi pour l'embellissement de la cité de Québec;

103 Loi pour régulariser le mode de taxation des commissaires et des syndics d'écoles de la municipalité de la ville de LaPrairie;

104 Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry de Valleyfield;

106 Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est;

109 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

110 Loi constituant en corporation les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de La Tuque;

111 Loi modifiant la charte de la cité de Sorel;

120 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun;

125 Loi autorisant la Corporation des opticiens d'ordonnances de la province de Québec à admettre Georges-Armand Dugal au nombre de ses membres, après examen;

126 Loi autorisant la Corporation des opticiens d'ordonnances de la province de Québec à admettre J.-Alphonse Martin au nombre de ses membres après examen;

127 Loi érigeant la commission scolaire de la paroisse Saint-Maurice-de-Bois-Filion.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 20 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi sur les tourbières

L'ordre du jour, appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 22 modifiant la loi de la prime sur la tourbe.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, du consentement unanime, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose: 1. Que la loi de la prime sur la tourbe (5 George VI, chapitre 36) soit modifiée en insérant, après l'article 2, le suivant:

"2a. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à payer annuellement, pendant une période de quatre ans, à compter du 1^{er} avril 1943, une prime sur le produit marchand de toute entreprise de préparation et de mise en vente de la tourbe dont les opérations auront été inaugurées entre le 31 mars 1942 et le 1^{er} avril 1944.

"Il peut, à cette fin, faire tout règlement concernant le montant de la prime à accorder, les renseignements à fournir et les conditions à remplir pour l'obtenir."

Cette industrie de la tourbe devient très intéressante pour la province de Québec. Elle produit pour l'exportation et elle commence à fournir de la tourbe à la population de Québec. On finira par en faire un combustible intéressant. Une machine a été inventée pour macérer la tourbe et la préparer de telle sorte qu'elle puisse servir comme combustible. Une machine d'expérimentation a été placée à Saint-Charles de Bellechasse, où l'on peut apprendre à la manœuvrer. Une tonne et tiers de tourbe ainsi préparée donne, en calories, le même rendement qu'une tonne de charbon.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Qui a inventé cette machine? Un Américain ou un Anglais?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): L'inventeur est M. Henri Girard, chef du service de la tourbe au ministère des Mines.

Le directeur du combustible à Ottawa s'est intéressé à cette découverte et le gouvernement

fédéral a décidé de payer 50 % du coût de ces machines pourvu que l'exploitant paye l'autre 50 %.

Les machines sont fabriquées à la manufacture Desjardins de Saint-André. Une machine peut préparer 1,000 tonnes de combustible par année. Le gouvernement fédéral s'est engagé à payer les octrois nécessaires pour la mise en marché de 40 de ces machines.

Le gouvernement provincial ne fera qu'avancer l'argent nécessaire à la fabrication des macérateurs et il sera remboursé ensuite par le fédéral et les exploitants. De plus, le gouvernement provincial continuera de payer un octroi d'un dollar pour chaque tonne de tourbe mise sur le marché.

J'ai rencontré M. Stewart, contrôleur du combustible à Ottawa, et il a été décidé que le gouvernement fédéral aiderait à l'exploitation des tourbières du Québec au point de vue combustible. Ottawa fournira \$15,000 et paiera une prime de \$1 par tonne aux producteurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'il n'y a pas une tourbière à Rivière-du-Loup qui a obtenu des octrois du gouvernement³?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Oui. Des octrois d'un total de \$30,000 ont été versés à date.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le procureur général (l'honorable M. Casgrain), qui est député du comté, est-il intéressé?

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Non. Le président de la compagnie de la tourbière de Rivière-du-Loup est mon ancien adversaire, candidat de l'Union nationale. Tous les actionnaires sont des Canadiens français. Les octrois ont été donnés pour aider à la tourbière de Rivière-du-Loup qui a une forte concurrence à l'Isle-Verte dont les intérêts sont la propriété d'étrangers.

Je suis heureux que l'industrie de la tourbe ait pris naissance dans mon comté à l'Isle-Verte, et qu'une compagnie ait été formée par les nôtres à Rivière-du-Loup. Le seul intérêt que j'y aie, c'est d'aider mes concitoyens qui réussissent dans cette entreprise qui est aujourd'hui un actif précieux pour toute la province et j'en suis fier.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): La tourbière de Rivière-du-Loup reçoit exactement les mêmes octrois que les autres.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi gaspiller de l'argent si le marché pour la tourbe est illimité aux États-Unis? La machine dont le ministre a parlé est-elle patentée? Non!

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): (En souriant) Vous pouvez la copier!

M. Gagnon (Matane): Les compagnies de tourbe n'ont pas besoin d'octrois, car la concurrence est nulle et le marché est illimité aux États-Unis. Les octrois sont donc inutiles.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): L'honorable député de Matane a tort de parler ainsi. Grâce aux quelques milliers de dollars votés en 1940 par la Chambre, nous avons augmenté cette industrie.

Cette industrie nouvelle utilise un produit qui était jusqu'ici absolument sans valeur. Lorsqu'en 1940 le gouvernement a commencé à encourager la production de la tourbe, il n'y avait qu'une tourbière en opération dans la province, à l'Isle-Verte. Nous avions demandé à la Chambre de voter une somme de \$12,500 par année pour deux ans, afin de donner une prime de \$1 par tonne pour encourager cette industrie. Aujourd'hui, il y a six tourbières dans la province.

En 1941, la province a produit 7,265 tonnes de tourbe. La valeur de cette tourbe vendue fut de \$173,639. En 1942, elle a produit 12,600 tonnes, d'une valeur de \$368,000 et ce chiffre sera considérablement dépassé en 1943. Malgré cela, on sera à peine capable de répondre au quart des demandes. Le marché est illimité. La demande vient surtout des États-Unis qui, avant la guerre, achetaient de l'Allemagne la tourbe dont ils avaient besoin. Cette année, nous n'avons pas pu remplir 25 % des commandes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi a l'air d'être faite pour la Rivière-du-Loup...

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Nous sommes fiers, je le répète, de la création de cette industrie nouvelle.

Le chef de l'opposition aime sa ville lui aussi. Il n'a pas ménagé les octrois à Trois-Rivières, mais cela a coûté cher à la province! Il vaut bien la peine de parler d'un petit montant de \$10,000 par année quand le chef de l'Union nationale a dépensé, à Trois-Rivières, \$313,000 pour le stade, \$143,000 pour le colisée, \$190,000 pour la piscine et \$193,000 pour les écuries.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces travaux ont été organisés pour donner du pain aux chômeurs négligés par le gouvernement d'Ottawa.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose: 2. Que l'article 3 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"3. Les dépenses encourues pour la mise à exécution de la présente loi ne doivent pas excéder la somme de quinze mille dollars par année et elles sont payées sur le fonds consolidé du revenu de la province."

Adopté.

3. Que la loi de la prime sur la tourbe (5 George VI, chapitre 36) soit modifiée en insérant, après l'article 3, le suivant:

"3a. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à dépenser, au cours de l'année financière 1942-43, pour favoriser la production de la tourbe combustible, une somme ne devant pas excéder vingt mille dollars payable sur le fonds consolidé du revenu, en outre de la somme prévue à l'article 3.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à cette fin, autoriser toute convention jugée utile avec le gouvernement du Canada ou toute autre personne."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

Il est ordonné que l'examen de ces résolutions soit remis à la prochaine séance.

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-huit mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'il y a eu beaucoup de destitutions au secrétariat?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Deux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quels sont ces deux employés?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): L'honorable chef de l'opposition ne devrait pas insister pour avoir leurs noms.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'insiste.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Un messenger a été destitué pour activités politiques exagérées; un autre a été destitué parce qu'il dessinait.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il dessinait quoi?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Des croix gammées.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui l'avait recommandé?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le député de Lotbinière (M. Chaloult).

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a engagé un homme qui dessinait des croix d'Hitler?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Nous ne lui connaissions pas ce talent-là.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Lotbinière est pourtant un patriote.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je ne sais pas si le député est un patriote, mais l'employé ne l'était pas.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "*Gazette Officielle*", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Musées et archives - monuments historiques ou artistiques", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien avez-vous d'employés au Musée provincial de Québec?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): 15, et aux archives, 22.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quels sont les fonctionnaires du Musée?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Il y a un conservateur et comme un conservateur a toujours besoin d'un assistant, il y a un assistant et 13 autres employés.

M. Paquette (Labelle): Je suggère au ministre d'agrandir le Musée de la province à Québec, car l'immeuble est trop petit pour les archives.

On a dépensé \$1,100,000 pour la construction de cet édifice et on a visé plus à l'architecture qu'à l'espace. Il existe là une lacune. Il est regrettable qu'on ait beaucoup plus pensé à l'extérieur qu'à l'intérieur du musée, en ce sens que lorsqu'on entre dans cet imposant édifice, on réalise que les salles d'exposition sont plutôt exiguës.

Il y a plusieurs magnifiques collections de valeur qui auraient leur place dans ces salles et qui gisent dans les caves, faute d'espace en haut pour les exposer à la vue du public. Les caves elles-mêmes ne suffisent plus.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je remercie l'honorable député de Labelle de sa patriotique suggestion.

Il reconnaît, dit-il, que le département des archives et les salles d'exposition n'offrent pas l'espace nécessaire. Le Musée est une institution dont toute la province doit être fière. Il est incontestable que le département des archives et les salles d'exposition, dans le musée, sont trop exiguës. Malheureusement, il est impossible, en ce moment, de songer à les agrandir. Mais je puis dire que, dès que les circonstances le permettront, les désirs du député de Labelle pour l'agrandissement du musée se réaliseront et le gouvernement fera les agrandissements qui s'imposent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Musée, construit de travers et incongrûment placé à proximité de la prison, comme monument d'architecture, est une horreur artistique. Sa construction a donné lieu à un gaspillage inconcevable, puisqu'il a coûté \$1,100,000!

M. Gagnon (Matane): Le Musée est une horreur comme construction. Si le ministre veut l'agrandir, il ferait mieux de construire ailleurs un nouveau musée plus artistique, plus spacieux, plus digne de porter le nom de musée, après un concours entre architectes où l'on couronnerait l'auteur du meilleur projet. Le ministre ferait mieux d'utiliser la construction actuelle pour des services administratifs ou une autre fin. J'ai remarqué qu'on avait relégué dans la cave du Musée des tableaux sous prétexte qu'ils sont trop osés. On devrait se rappeler qu'au musée du Vatican on trouve des tableaux des plus osés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École polytechnique, Montréal", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université McGill, Montréal", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université Laval, Québec", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université de Montréal", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bishop's College, Lennoxville", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses pour cours additionnels", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million sept cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles techniques ou professionnelles (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Paquette (Labelle) provoque un grand débat sur le gazogène. Il attire l'attention du ministre sur l'importance de développer le gazogène pour notre effort de guerre, pour la colonisation et, surtout, pour l'économie du transport. Il insiste sur la nécessité de trouver une solution au problème du transport.

Il rappelle ce que l'Union nationale avait fait pour développer le gazogène et les expériences faites par M. Alain, à Trois-Rivières. Où en sont rendus les travaux faits sur l'utilisation du gazogène par M. Alain, demande-t-il?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le gouvernement a fourni à M. Alain toutes les facilités possibles et nécessaires pour continuer ses expériences.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le charbon de bois ne peut jouer un grand rôle comme force motrice.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Tous les autobus de Rome ont des installations au gazogène. Il suggère qu'on l'utilise sur les barges de pêche, ce qui réduirait de 50 % les frais de combustible.

M. Paquette (Labelle): Dans le domaine du gazogène, la période d'expérimentation est finie. En France, où j'ai vécu pendant quatre ans et demi, 40 % des camions fonctionnent au gazogène. Dans notre province, immensément riche en forêts, il n'y a pas de raison pour qu'on n'en vienne pas aux réalisations pratiques. C'est le temps, pendant la guerre, de faire quelque chose dans ce sens-là. Il faut savoir profiter de la crise. Au point de vue de l'effort de guerre, de la colonisation, de l'économie du transport, le gazogène peut jouer un grand rôle.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) réplique que nous avons déjà plusieurs camions qui marchent au gazogène et M. Alain poursuit son travail. Le gouvernement lui facilite la tâche dans toute la mesure du possible.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à minuit.

NOTES

1. \$2,000, selon *Le Soleil* du 21 mai 1943, à la page 3.

2. Les *Journaux de l'Assemblée législative* du 20 mai 1943, à la page 316 ne mentionnent pas que le bill ait été adopté sur division.

3. Selon *L'Action catholique* du 21 mai 1943, à la page 11, il s'agit de la tourbière de Saint-Antonin.

Séance du vendredi 21 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:**Andrew Hersey**

M. Lorrain (Papineau): 1. M. Andrew Hersey est-il à l'emploi du gouvernement de la province?

Dans l'affirmative:

a) Depuis quand?

b) Où réside-t-il?

c) Quelles ont été et quelles sont ses fonctions depuis qu'il est à l'emploi du gouvernement?

d) Quel est le salaire que le gouvernement lui paye?

e) Depuis qu'il est à l'emploi du gouvernement de la province, combien a été payé à ou quant à ce monsieur, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): 1. Oui.

a) Depuis le 12 juillet 1940;

b) Montréal et Port d'Espagne, Trinidad;

c) Il a été à l'emploi du gouvernement, du 12 juillet 1940 jusqu'au 1^{er} janvier 1943, pour faire des enquêtes sur les possibilités économiques concernant le commerce entre la province de Québec et les Indes occidentales anglaises, et le 1^{er} janvier 1943, il a été nommé agent général de la province de Québec aux Indes occidentales anglaises, fonctions qu'il occupe encore;

d) \$3,000.00 depuis le 1^{er} janvier 1943; (Voir tableau ci-dessous)

<i>Années</i>	<i>Salaire</i>	<i>Dép. de voyage</i>	<i>Alloc. de subs. en voyage et fr. de représ.</i>	<i>Dép. bureau publicité</i>	<i>Total</i>
1939-1940	\$ 2,100.00	Voir note I	Voir note I	.....	\$ 2,100.00
1940-1941	2,100.00	\$ 1,246.17	.....	\$ 388.06	3,734.75
1941-1942	1,975.00	1,777.52	.....	481.71	4,234.23
1942-1943	2,700.00	2,176.49	\$ 1,350.00	391.96	6,618.00
1943-1944 au 15 mai	375.00	.....	225.00	.....	<u>600.00</u>
					x 16,687.41
					<u>1,000.00</u>
					<u>\$ 17,687.41</u>

Note I: Un montant de \$1,000 a été contribué par le ministère de l'Agriculture pour les frais d'enquête de première année.

Note II: Un montant de \$1,500.00 n'a pas été inclus dans ce tableau, parce qu'il n'a pas été dépensé, la maladie de M. Hersey ayant empêché son départ en janvier dernier.

Projets de loi:**Pères Bénédictins
de Saint-Benoît-du-Lac**

M. Robinson (Brome) propose que, vu que le bill 128 modifiant la charte des pères Bénédictins

de Saint-Benoît-du-Lac a pour objet de favoriser la propagation du culte religieux et l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, tous les droits ordinaires et extraordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Code municipal

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La semaine dernière, on a passé une loi qui enlevait encore des pouvoirs au ministre des Affaires municipales et cet amendement au Code municipal est une fiche de consolation qu'on lui donne.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Gauthier (Montréal-Laurier)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie le deuxième alinéa de l'article 2 qui se lit comme suit:

"e. L'approbation de la Régie des services publics peut être substituée aux formalités requises par le présent paragraphe 3 dans le cas d'un règlement ayant pour objet de modifier le taux de la compensation pour l'eau ou pour le service d'égout, si ce règlement en ordonne ainsi."

M. Gagnon (Matane): Par cet article, on enlève aux propriétaires le droit de se prononcer sur des règlements. La loi foule aux pieds les droits des électeurs.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Les droits du peuple ne sont nullement foulés aux pieds, comme le prétend le député de Matane. Ces électeurs sont représentés par leurs conseils municipaux et ces derniers ne sont pas tenus d'aller devant la Régie des services publics. Ils gardent toute leur liberté, donc il n'y a pas de droits lésés. Le seul changement que l'on apporte, c'est qu'une municipalité aura le pouvoir de faire approuver un règlement par la Régie au lieu de tenir un référendum, ce qui entraîne des frais plus élevés.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. L'article 689a dudit Code, édicté par l'article 1 de la loi 19 George V, chapitre 93, est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"Le fait que les taxes ont été payées par un tiers et que ce dernier est subrogé aux privilèges de la municipalité doit être noté dans les livres de la corporation et mentionné dans tout état fourni par un officier du conseil concernant les taxes dues par une personne ou grevant un immeuble. L'omission de cette mention rend la corporation responsable du préjudice en résultant pour une tierce personne sauf recours par la corporation contre l'officier en défaut."

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au gouvernement de se porter au secours des petits propriétaires qui sont aux prises avec des difficultés quasi insurmontables.

Pendant la période de prospérité actuelle, qui est plus apparente que réelle, une situation grave se produit: il y a beaucoup de propriétés concentrées dans les mains de pouvoirs financiers voraces, des gens qui font présentement beaucoup d'argent par suite de la guerre, et une telle concentration a des effets pernicieux au plan social parce qu'elle enlève les propriétés aux petits propriétaires. Cela signifie aussi que les locataires sont dans une situation encore pire quand ils doivent fixer des conditions avec d'importantes organisations financières qui ne comprennent pas leur position.

Avec les petits propriétaires, qui sont pour la plupart des gens de peu de moyens qui ont grimpé un à un les échelons de leur industrie pour accumuler des biens immobiliers, il est possible pour les locataires de discuter de leurs problèmes, car ces petits propriétaires comprennent la situation des locataires. Mais ces derniers ne sont pas dans la même position avec les importantes organisations financières, ce qui conduit à une situation dangereuse. Il faut craindre sérieusement une tendance à la centralisation.

Le ministre devrait être en mesure de nous soumettre des statistiques qui démontreront que la concentration de la propriété entre les mains d'un petit nombre est de plus en plus considérable. Cela dépend de l'instabilité de la législation; il y a un manque de stabilité quand on adopte des lois et quand on les laisse devenir caduques.

Le gouvernement devrait étendre le moratoire et agir¹!

M. Gagnon (Matane): Le ministre devrait informer la Chambre de ce que le gouvernement a l'intention de faire quant au moratoire.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Cette question est à l'étude, en ce moment. La session n'est pas encore terminée, et le gouvernement décidera bientôt s'il présentera une nouvelle loi du moratoire, cette année. Le gouvernement compte résoudre ce problème des petits propriétaires par une mesure appropriée.

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie le deuxième alinéa de l'article 6 qui se lit comme suit:

"Ces droits ou taxes peuvent être plus élevés pour les personnes qui ne résident pas depuis douze mois dans la municipalité que pour celles qui y résident depuis douze mois au moins, pourvu que les droits et taxes imposés aux personnes qui ne résident pas dans la municipalité ou qui y résident depuis moins de douze mois, n'excèdent pas les autres d'au-delà de cinquante pour cent."

M. Gagnon (Matane): La clause est ambiguë, et on voit que certains ministres n'ont pas étudié leur législation avant de la présenter. Il a l'impression, dit-il, qu'on a perdu une belle occasion quand la Chambre n'a pas ajouté de clause au bill sur l'éducation obligatoire pour obliger les ministres à étudier leurs bills avant de les présenter.

L'article est 6 adopté.

Les articles 7 à 10 sont adoptés².

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et l'a adopté sans l'amender.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million sept cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles techniques ou professionnelles (Secrétariat de la province), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) demande au ministre de distribuer gratuitement parmi les pêcheurs le *Manuel du pêcheur*, du commandant Beaugé, de l'École des pêcheries de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Ce manuel de vulgarisation peut aider au développement des pêcheries, ajoute-t-il. Le gouvernement devrait en acheter.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) a promis qu'il soumettrait cette requête à son collègue, l'honorable Valmore Bienvenue, ministre de la Chasse et des Pêcheries.

M. Bourque (Sherbrooke): L'Union nationale avait entrepris des démarches, en 1938, pour l'établissement d'une École de filature à Sherbrooke. Le gouvernement actuel a-t-il fait des démarches pour donner suite à ce projet?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le gouvernement actuel a soumis au Conseil de l'enseignement technique la question des cours d'enseignement textile et de faire une enquête. Ce Conseil a présenté un très intéressant rapport. Je ne peux dire s'il se construira bientôt des écoles de filature, car j'attache moins d'importance aux bâtisses qu'à l'enseignement, mais une chose que je peux affirmer, c'est qu'à partir de septembre prochain, il se donnera des cours d'enseignement textile. Le gouvernement va donner des cours aux jeunes qui souhaitent travailler dans l'industrie

textile. Il parrainera ces cours dans diverses parties de la province. C'est notre intention de former des ouvriers qualifiés pour l'industrie textile.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement du solfège dans la province", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante-six mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "L'aide à la jeunesse", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi, à onze heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

ou au vendeur d'immeuble avec faculté de réméré d'obtenir un délai ou une extension de terme s'étendant jusqu'au 1^{er} juillet 1943 (article 8). Noter que cette loi fut modifiée par la loi modifiant la loi du moratoire (6 George VI, chapitre 66) sans toutefois affecter l'article 8.

2. *L'Événement-Journal* du 22 mai 1943, à la page 3, précise que la discussion sur ce bill a duré au-delà d'une heure.

NOTES

1. On fait référence ici à la loi du moratoire (Statuts refondus, 1941, chapitre 336) qui permet au débiteur

Première séance du mardi 25 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

**Sommes payées
au personnel agronome**

M. Élie (Yamaska): Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 14 avril 1943 inclusivement:

1. Quelle est la somme totale payée par le gouvernement de la province aux agronomes, aux sous-agronomes ou aux techniciens agricoles employés par le gouvernement de la province à quelque titre que ce soit?

2. De ladite somme totale combien a été payé pour dépenses, frais de voyage ou autres?

3. À combien se chiffre le total des obligations ou engagements contractés par le gouvernement de la province à ce sujet?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Pour les ministères de l'Agriculture et de la Colonisation, et l'Office du crédit agricole:

1. \$5,887,129.59, allocations de vie chère exclues.

2. \$1,887,436.29.

3. Rien.

**Canadian Printing Co.
et Canadian Advertising Co.**

M. Chaloult (Lotbinière): Quelles sommes ont été payées par le gouvernement, année par année, au cours des trois derniers exercices financiers:

a) À la Canadian Printing Company?

b) À la Canadian Advertising Company?

Des soumissions ont-elles été demandées pour chacun des contrats accordés?

Si oui, quels en sont les montants et qui était le plus bas soumissionnaire dans chaque cas?

Quels sont les noms du président et du gérant général de chacune de ces compagnies?

L'un des titulaires de ces deux fonctions est-il inscrit au ministère provincial de l'Agriculture à titre d'éleveur d'animaux de race?

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

a) À la Compagnie d'Imprimerie et de Lithographie Canadienne:

Année fiscale	1940-41	\$ 21,755.31
---------------------	---------	--------------

Année fiscale	1941-42	54,678.78
---------------------	---------	-----------

Année fiscale	1942-43	31,175.97
---------------------	---------	-----------

b) À l'Agence Canadienne de Publicité:

Année fiscale	1940-41	41,578.74
---------------------	---------	-----------

Année fiscale	1941-42	104,760.74
---------------------	---------	------------

Année fiscale	1942-43	96,260.86
---------------------	---------	-----------

Les contrats ont été accordés au tarif régulier des agences de publicité.

Compagnie d'Imprimerie et de Lithographie Canadienne:

Président.....	Arthur Fontaine
----------------	-----------------

Sec.-trés.....	Hector Fontaine
----------------	-----------------

Agence Canadienne de Publicité :

Président.....	Hector Fontaine
----------------	-----------------

Sec.-trés.....	Paul Fontaine
----------------	---------------

Les éleveurs d'animaux de race ne sont pas inscrits au ministère provincial de l'Agriculture.

**Doctorat honoraire
décerné à M. Godbout**

M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le premier ministre de l'honneur que vient de lui conférer son *Alma Mater*, l'Université du Massachussetts, en lui décernant un doctorat honoraire.

Il félicite le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson), qui recevra bientôt le parchemin de docteur en droit, *honoris causa*, de l'Université McGill.

Après les prochaines élections, ajoute-t-il avec ironie, les deux nouveaux docteurs auront tous les loisirs voulus pour étudier les droits de la province et ainsi participer, par leurs travaux, à l'avancement des sciences.

Il complimente également, dit-il, son collègue, l'honorable Onésime Gagnon, qui vient d'être nommé professeur titulaire de droit municipal et scolaire à la Faculté de droit de l'Université Laval.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'honneur qui m'échoit rejaillit sur toute la Chambre à cause des excellentes lois que nous avons passées depuis trois ans et à l'adoption desquelles ont contribué tous mes collègues et les députés de l'opposition par leurs critiques appropriées. C'est sans doute pour cela que le State College m'a conféré cet honneur. Ce qui prouve que la Législature, de 1939 à 1943, je pense bien, aura été l'une des meilleures depuis la Confédération.

Il s'associe au chef de l'opposition pour féliciter MM. Mathewson et Gagnon.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) remercie cordialement la Chambre. L'honneur conféré au premier ministre est un hommage de la Nouvelle-Angleterre à la Nouvelle-France, déclare-t-il.

M. Gagnon (Matane) remercie cordialement la Chambre. (Pour taquiner) Il propose au premier ministre et au député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce de faire bénéficier la jeunesse de leurs talents après les prochaines élections.

Anniversaire du député de Montréal-Saint-Jacques (M. Jodoin)

Les membres de la Chambre félicitent le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Jodoin) à l'occasion de son trentième anniversaire de naissance.

Projets de loi:

Crédit aux pêcheries maritimes

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 38 pour assurer aux pêcheries maritimes le crédit nécessaire.

Adopté.

Protection de la propriété des militaires

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 pour la protection de la petite propriété des militaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet a pour but d'empêcher que nos militaires ne soient exposés à perdre leur maison ou leur ferme, parce que leur entrée en service actif les empêcherait de remplir leurs obligations envers leurs créanciers hypothécaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je considère que ce projet de loi est tardif, incomplet et même injuste envers le militaire. L'opposition approuve le but que le gouvernement poursuit et le principe que l'on veut mettre en application, mais elle regrette que l'on n'aille pas plus loin. Ce n'est que l'amorce d'un principe qui doit être poursuivi. Comme projet de loi, ce n'est pas nouveau. Ailleurs on a pris depuis longtemps des mesures pour que le soldat qui remplit des tâches essentielles n'ait pas constamment le cœur et l'esprit rongés par l'angoisse et l'inquiétude quant à ce qu'il advient avec sa famille.

Le Congrès américain a fait adopter une loi semblable dès 1812, à l'initiative du Congressman Sparkman, en Alabama. Québec est la sixième province canadienne à déposer un tel projet de loi. Il arrive bien tard, si l'on considère que nous sommes en guerre depuis septembre 1939 et ceux qui se battent outre-mer doivent être mieux protégés contre leurs créanciers.

Il fait référence, dit-il, à Papineau Mathieu, K.C., de Montréal, qui, après s'être penché sur la question, a soulevé le fait que lorsqu'un individu s'enrôle dans les forces armées, il jure obéissance à Sa Majesté le roi et s'en va où on a décidé de l'envoyer; une fois à l'étranger, il reçoit ordre de Sa Majesté le roi lui demandant de comparaître en cour et se défendre contre un jugement porté contre lui. On lui demande d'être en deux endroits en même temps.

Je suis d'avis que la province eût dû prendre les mêmes moyens que l'Île-du-Prince-Édouard dans sa loi pour protéger les biens des militaires. Avec la loi actuelle, le gouvernement impose au militaire l'obligation de se présenter devant le juge, de commencer les procédures en sursis, tandis que la loi de l'Île-du-Prince-Édouard, la loi la plus généreuse au pays et plus juste que celle que propose Québec, stipule qu'aucune procédure ne peut être commencée ou continuée, relativement à la saisie des immeubles, meubles, salaires ou biens de tous genres, sans la permission du juge. Il cite la loi de l'Île-du-Prince-Édouard: "Toute demande de permission adressée à un juge doit être laissée à l'entière appréciation de celui-ci. Un juge peut en tout temps revenir sur sa décision à la lumière de faits nouveaux ou d'un changement de circonstances; cependant, aucune décision ne pourra faire l'objet d'un réexamen par un

autre juge tant que le premier demeurera en fonctions, ne se sera pas absenté ou n'aura pas été disqualifié de sa pratique", faisant remarquer, ajoutait-il, qu'elle fut présentée devant l'honorable Thane Campbell, aujourd'hui juge en chef de cette province.

Cette loi protège le soldat dès qu'il est libéré de ses fonctions et pas seulement pour une période d'un an à partir de la fin de la guerre. La loi de l'Île-du-Prince-Édouard place le fardeau de la preuve sur le créancier tandis que, dans le projet du ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin), c'est le militaire lui-même qui devra prendre l'initiative des procédures pour se protéger. Le fardeau de la preuve devrait incomber au créancier résidant au pays et non au débiteur en service outre-mer.

Il insiste, dit-il, sur la sagesse de protéger le militaire contre les jugements par défaut, comme cela se fait à l'Île-du-Prince-Édouard. Le créancier est ici et il peut se protéger, alors que c'est impossible pour le militaire, qui se trouve en Europe, en Afrique ou en Asie. Et il arrive souvent que les jugements soient rendus par défaut, soit par le biais d'un avis dans un journal ou signifiés au domicile où le soldat résidait avant de s'enrôler. C'est une procédure qui s'effectue dans le dos d'un homme qui est en train de combattre l'ennemi. C'est injuste et insensé.

La loi n'est pas adaptée à la situation. La loi devrait rendre justice aux soldats outre-mer en établissant un principe qui s'appliquera à toutes les difficultés qui peuvent survenir, c'est-à-dire en empêchant les procédures en expropriation, l'exécution des jugements par défaut, la saisie des meubles, des salaires, tout autant que des immeubles. Mais c'est surtout contre les jugements par défaut qu'il doit être protégé.

Nous sommes en accord avec le principe, mais nous n'approuvons pas la loi dans sa forme. Nous approuvons l'objectif, mais n'approuvons pas les injustices que la loi laisse en plan.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): L'opposition trouve que le gouvernement ne va pas assez loin, quand elle approuve une de ses lois. L'honorable chef de l'opposition va aux extrêmes. Le gouvernement, dans la préparation de ce projet de loi, a suivi la même ligne de conduite que dans la loi du moratoire pour les propriétaires en général. Après une étude des autres législations de ce genre, il a accepté la loi qui convient le mieux à l'esprit et à la mentalité de la province de Québec. De manière générale, le projet de loi a été approuvé tel quel par les parties concernées.

Si nous protégeons le débiteur quant à ce qui concerne ses propriétés, nous présumons que sa

famille et ses dépendants auront des revenus suffisants pour faire face aux autres obligations. Les allocations accordées à la famille permettent généralement de faire face aux obligations de ce genre. Si nous passons une loi pour établir un moratoire sur les ventes à tempérament, l'exécution des jugements, la saisie des salaires, etc., nous tuons le crédit du soldat.

M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste pour que le gouvernement élargisse les dispositions de cette loi.

La mesure ne protège que les soldats qui sont propriétaires et c'est le petit nombre comparé à tous ceux qui ont besoin d'assistance ou d'un sursis qui leur permettrait d'honorer leurs obligations concernant l'achat à tempérament de meubles ou d'autres biens mobiliers. Elle met donc de côté ceux qui pourront subir des difficultés avec leurs meubles, leurs salaires, leurs biens en général. Si le gouvernement ne veut pas remplir tout son devoir, qu'il en prenne la responsabilité.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

L'article 1 est adopté.

M. le président: Le comité étudie l'article deux qui se lit comme suit:

"2. Tout militaire peut obtenir le délai prévu par la présente loi, sur simple requête présentée en Chambre à un juge de la Cour supérieure, s'il établit, à la satisfaction du juge, que son service le rend entièrement ou partiellement incapable de remplir ses obligations."

M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche au député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin) d'avoir donné une teinte politique à la discussion en parlant de l'attitude de l'opposition vis-à-vis la loi du gouvernement. Ce n'est pas une question politique, dit-il, c'est au-delà de la politique, et il laissera au gouvernement le soin de présenter des amendements et d'en garder tout le mérite.

Il proteste, dit-il, contre l'affirmation du ministre qui prétend que le projet de loi est conforme à la mentalité de la province. C'est faux, car nulle part dans le monde peut-on trouver un peuple aussi empreint de justice que ne l'est le peuple de Québec, et ce projet de loi est souverainement injuste du point de vue de ce qu'il ne fait pas.

Au lieu de donner le droit à un militaire de demander un sursis, tel que le veut cette loi, nous devrions obliger le créancier à demander la permission de prendre des procédures. Il vaudrait mieux soumettre l'affaire à un juge, parce que ses pouvoirs sont étendus, qu'il donne des garanties d'impartialité et de compétence.

L'article est adopté.

Le comité étudie les articles 3 à 5.

Les articles sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. Pour donner lieu à l'application de la présente loi, l'immeuble visé à l'article précédent doit être compris dans l'une des trois catégories suivantes, savoir:

"a) une maison d'habitation pour une ou deux familles dans laquelle le militaire est domicilié;

"b) un local dans lequel le militaire, avant son entrée en service actif, faisant affaire comme marchand en détail ou artisan et qui contient, en outre, un ou deux logements dans l'un desquels il est domicilié, ou

"c) une terre en culture sur laquelle il était domicilié et qui est exclusivement utilisée comme exploitation agricole."

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): La loi protège le soldat quant à ses biens immobiliers. Mais sa solde est insaisissable. S'il est marié, sa femme et ses enfants reçoivent des allocations qui sont également insaisissables.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans le cas d'un militaire qui a acheté des meubles à tempérament, le vendeur pourrait saisir les meubles pendant que le militaire est outre-mer sous prétexte qu'aucun versement n'a été effectué. Si quelqu'un saisit les meubles payables par versements, il n'y a rien dans la loi pour protéger le militaire, même si un bon acompte a été versé. C'est injuste et donc non conforme à la mentalité de notre province.

On a beau sauver la maison, mais une maison sans meubles, ça ne sert pas à grand-chose. Plusieurs autres types de dettes ne sont pas représentés par hypothèques. Si l'on s'apprête à accorder une protection dans le cas d'une réclamation privilégiée, c'est-à-dire dans le cas où il y a une hypothèque, raison de plus pour l'accorder dans le cas où la dette n'est pas une dette privilégiée.

J'ai donné l'exemple de la plus petite province, la moins peuplée, mais aussi celle qui est la plus compréhensive. Le gouvernement devrait étudier tous les exemples et prendre le meilleur, non le pire. Il y a un principe qui dit qu'une personne ne doit pas être condamnée avant d'être entendue, et pourtant on retrouve des jugements par défaut exécutés pendant qu'un individu est en service outre-mer. Aux États-Unis, il existe une protection et les vendeurs ne s'en plaignent pas. Ils ont même félicité le Congrès et le Congressman Sparkman pour sa loi.

Nous sommes en comité et le gouvernement a le temps de faire les modifications nécessaires. Je ne veux pas rédiger les amendements pour que le gouvernement aille ensuite dire que nous tentons de nous faire du capital politique. Je fais ces suggestions en toute bonne foi. Nous ne devrions pas permettre que des jugements par défauts soient exécutés contre des militaires en service. Il faut protéger leurs biens mobiliers, les protéger de la manière la plus complète et ne pas leur abandonner la responsabilité de réclamer des sursis, même lorsqu'une protection est accordée.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) croit, dit-il, que son projet de loi protège également le soldat qui est libéré de ses fonctions avant la fin de la guerre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre a négligé de s'occuper d'une situation qui pourrait très bien se produire. Un militaire en service outre-mer possède une maison dans la province et son épouse s'en est allée vivre avec ses proches en Ontario ou ailleurs au Canada, à l'extérieur de la province. En vertu des procédures du Code civil, cela voudrait dire que l'épouse doit s'occuper de la sécurité en faisant appel à cette loi à Québec. Elle n'est pas domiciliée à Québec, et donc le Code s'appliquerait, et c'est elle qui doit fournir la sécurité, comme dans les cas où des étrangers engagent des poursuites. La loi a été rédigée à la hâte, c'est évident.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) n'est pas d'accord et soutient que le domicile serait toujours dans la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste sur son interprétation de la loi. Il y a, dit-il, plusieurs de ces cas où des familles de nos militaires résident à l'extérieur de la province avec leurs parents pendant la durée du service de leurs maris.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Il y a, admet-il, probablement une question de point de vue dans ce que dit le député de Trois-Rivières.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait référence à une loi de la Nouvelle-Zélande qui protège les militaires en maintenant leur police d'assurance. Il admet que c'est probablement plus un cas pour Ottawa, dit-il, mais la Législature devrait faire tout ce qui est en son possible pour que les militaires en service outre-mer soient protégés.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Il s'agit d'une loi spéciale et l'effet sur le crédit devra être pris en considération.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y aura aucune injustice pour les créanciers. Ils ne perdront rien. L'affaire sera suspendue. Il fait confiance aux juges, ajoute-t-il, et c'est le juge qui décidera. Les juges ne sont pas fous.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Si nous acceptons toutes les suggestions du chef de l'opposition, nous tuons le crédit du militaire dans la province de Québec. Voulons-nous tuer le crédit du militaire? Il reçoit une paie, et son épouse reçoit des prestations. Les membres des forces armées et leurs familles reçoivent des allocations qui leur permettent de pourvoir à leurs dépenses courantes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les créanciers ne perdront rien, insiste-t-il. Le ministre n'a-t-il aucune confiance en nos juges? Le juge examinera la question sous les deux angles. S'il se rend compte qu'il est impossible pour le militaire de venir se défendre lui-même, il accordera un sursis. C'est tout. J'ai confiance en nos cours.

Un juge pourrait modifier son jugement. Ses pouvoirs seront très larges et son jugement sera garant d'impartialité. Ce bill ne donne pas pleine justice. Une épouse reçoit des prestations pour elle et ses enfants, mais il pourrait survenir des maladies, des accidents, et un juge prendrait tout cela en considération. Les dettes ne sont pas annulées. Il y a possibilité de suspension. Les créanciers sont protégés. Que le gouvernement prenne ses responsabilités.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Pour l'essentiel, notre loi est semblable à celle de l'Ontario, et la situation de cette province est du reste assez comparable à la nôtre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Québec n'a pas besoin d'intimider l'Ontario ou quelque autre province que ce soit. D'ailleurs, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis font plus que le gouvernement ne fait par le biais de cette loi.

J'ai donné l'exemple de l'Île-du-Prince-Édouard et des États-Unis. Ce n'est pas une question politique, mais de justice. Les militaires qui sont également propriétaires de biens ne sont pas nombreux, mais beaucoup d'entre eux ont acheté à tempérament.

L'article 6 est adopté.

Les articles 7 à 16 sont adoptés.

L'étude de l'article 17 est suspendue.

Les articles 18 et 19 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération d'un projet de résolution relative au bill 40 pour la protection de la petite propriété des militaires.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose: Qu'aucun droit, taxe ou honoraire ne sera perçu par le protonotaire sur une requête faite en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution.

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut faire ajouter le mot *shérif* au mot *protonotaire*.

Il réitère que la loi ne va pas assez loin.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) rejette la suggestion.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

Il est ordonné que l'examen de cette résolution soit remis à la prochaine séance.

Loi sur les tourbières

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que les résolutions et la résolution additionnelle relatives au bill 22 modifiant la loi de la prime sur la tourbe soient maintenant agréées.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition considère inutile, actuellement, l'octroi d'une subvention pour aider cette industrie, étant donné que le marché est illimité.

Adopté après division.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 22.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Communications dans divers comtés

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 14 avril 1943, demandant la production de copie de toute correspondance entre le gouvernement

de la province, aucun de ses membres ou officiers, toute personne, société ou corporation, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 1^{er} janvier 1942 inclusivement jusqu'au 31 mars 1943 inclusivement, relativement aux facilités, difficultés et moyens de communications dans les comtés de Roberval, Lac-Saint-Jean, Chicoutimi, Charlevoix-Saguenay, Matane, Matapédia, Bonaventure, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et les Îles-de-la-Madeleine. (Document de la session no 55)

Cession, location et concession de biens forestiers

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 14 mai 1943, demandant la production de copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 18 février 1943 inclusivement, relativement à l'échange, à la cession, à la location ou à la concession de biens forestiers appartenant à la province. (Document de la session no 56)

Surintendant de l'instruction publique, rapport 1941-1942

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1941-1942. (Document de la session no 57)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 25 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Loi des
cités et villes**

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 37 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi instituant le
Conseil supérieur du travail**

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 44 modifiant la loi instituant le Conseil supérieur du travail.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Loi de
l'aide à la jeunesse**

M. Barrette (Joliette): Relativement à l'octroi de \$1,000,000 autorisé par le chapitre 5, 2 George VI, de l'aide à la jeunesse:

1. Combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé depuis le 17 septembre 1937 jusqu'au 8 novembre 1939?

2. Combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 1^{er} février 1943 inclusivement?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne):

Ministère des Affaires	
1. municipales.....	\$768,459.88
Ministère des Affaires	
2. municipales.....	\$140,852.46
Secrétariat de la	
province.....	<u>888,113.33</u>
	<u>\$1,028,965.79</u>

**Loi de l'aide
à la jeunesse, modifiée**

M. Barrette (Joliette): Relativement au chapitre 5, 3 George VI, modifiant la loi de l'aide à la jeunesse en doublant l'octroi d'un million de dollars;

1. Combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé depuis le 30 mars 1939 jusqu'au 8 novembre 1939?

2. Combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 17 mai 1943 inclusivement?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne):

Ministère des Affaires	
1. municipales.....	\$103,320.22
Ministère des Affaires	
2. municipales.....	\$140,852.46
Secrétariat de la	
province.....	<u>978,750.45</u>
	<u>\$1,119,602.91</u>

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 17 concernant l'établissement, à Québec, d'une école de génie électrique;
- bill 25 modifiant la loi concernant les électriciens et les installations électriques;
- bill 33 modifiant la loi concernant les mécaniciens en tuyauterie;
- bill 35 modifiant la loi concernant l'organisation municipale des villages miniers;
- bill 36 concernant les emprunts des corporations municipales régies par des lois spéciales;
- bill 8 concernant l'Office du tourisme et de la publicité.

Projets de loi:**Loi de
l'instruction publique**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 32 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté.

Protection de la propriété des militaires

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la résolution relative au bill 40 pour la protection de la petite propriété des militaires soit maintenant agréée.

Adopté.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 40.

Adopté.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 40 pour la protection de la petite propriété des militaires.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

M. le président: Le comité étudie l'article 17 qui se lit comme suit:

"17. Aucun droit, taxe ou honoraire n'est perçu par le protonotaire sur une requête faite en vertu de la présente loi."

L'article 17 est adopté.

L'article 20 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et l'a adopté sans l'amender.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bourque (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Labelle (M. Paquette), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"Le bill 40 intitulé: Loi pour la protection de la petite propriété des militaires soit renvoyé au comité plénier de la Chambre, avec instruction de l'amender de manière à rendre pleine et entière justice à toute personne en service dans les forces armées de terre, de mer ou de l'air canadiennes,

particulièrement et sans restrictions, en ce qui concerne les procédures ou jugements par défaut et relativement aux ventes à tempérament."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauhamois), 11.

Contre: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Duval, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Guerin, Guibord, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Lapointe, Mathewson, Nadon, Perrier, Plamondon, Robidoux, Rochette, 37.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition a dit qu'elle acceptait le principe du projet et nous acceptons la mesure parce qu'elle contient au moins une reconnaissance partielle d'un droit si elle n'assure pas pleine justice aux militaires. Nous ne nous opposerons pas à la troisième lecture.

La motion principale est alors adoptée et le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Crédits provisoires, 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Qu'un crédit

n'excédant pas \$9,265,805.83, soit un sixième du montant de chacun des différents articles du budget des dépenses présenté à la Chambre, le 25 mars 1943, soit ouvert, à titre d'avance, à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité est lue et agréée.

Voies et moyens:

Crédits provisoires 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés, à titre d'avance, à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1944, il soit permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de cette province, une somme n'excédant pas \$9,265,805.83.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes rendus au 25 mai et la session n'est pas encore terminée. Il y a négligence de la part du gouvernement. La session a débuté très en retard d'abord, pour favoriser, d'après le premier ministre, la préparation du travail sessionnel. Mais la législation n'est pas encore toute prête. Le gouvernement n'a pas profité de ce délai pour préparer la législation en temps. Il nous arrive, chaque jour, encore des lois nouvelles, alors que la session dure depuis longtemps. Le gouvernement n'a pas le sens de ses responsabilités. On nous amène

des projets de loi à la dernière minute, pour tenter de les faire passer à la vapeur! Il accuse, dit-il, l'administration actuelle de négligence, d'incurie et de routine préjudiciable à la province.

Nous sommes devant un régime agonisant, qui sera très prochainement envoyé aux oubliettes. Il aura alors le châtiment qu'il mérite. Le gouvernement ne rendra pas l'âme parce que c'est un gouvernement sans âme. Si le budget n'est pas voté, ce sont les employés publics qui en souffriront. Et comme nous ne voulons pas faire souffrir les pauvres fonctionnaires, mais bientôt, plutôt, leur venir en aide, et afin de ne pas causer de l'embarras à l'administration de la province, car il est certainement important que le gouvernement ait l'argent nécessaire pour payer les salaires de ses employés et les comptes en souffrance, nous allons consentir à ce que les règlements soient suspendus afin que ce bill de subsides subisse séance tenante ses trois lectures. Mais je proteste contre la conduite répréhensible du gouvernement.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à la prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution du comité est lue et agréée.

Projets de loi:

Loi des subsides No 3, 1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 47 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1944 et pour d'autres fins du service public.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Crédit aux pêcheries maritimes

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 38 pour assurer aux pêcheries maritimes le crédit nécessaire.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse) propose: Que la loi du département des Pêcheries maritimes (Statuts refondus, 1941, chapitre 200, remplacé par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 55) soit modifiée en y ajoutant les articles suivants:

"11. Un fonds annuel de soixante-quinze mille dollars est créé depuis le premier avril 1943 et le lieutenant-gouverneur en conseil peut affecter ce fonds à des garanties à des sociétés coopératives de pêcheurs ou à des fédérations de coopératives de pêche.

"12. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les modalités, conditions et délais de remboursement de ces garanties et peut adopter les mesures de surveillance et d'administration qu'il juge nécessaires pour s'assurer que ces garanties seront utilisées aux fins pour lesquelles elles sont accordées.

"13. Un fonds annuel de cinq mille dollars est créé et le lieutenant-gouverneur en conseil peut

affecter ce fonds au paiement d'une partie de l'intérêt sur des prêts consentis par des caisses populaires à des pêcheurs et au paiement de primes d'assurance sur la vie des pêcheurs qui ont contracté ces prêts.

"14. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les conditions auxquelles les prêts devront être consentis pour bénéficier des dispositions de l'article précédent et il peut autoriser le ministre des Pêcheries maritimes à faire, avec des caisses populaires ou des unions ou fédérations de caisses populaires, des conventions à cette fin.

"15. Les dépenses occasionnées par l'application des articles 11 à 14 de la présente loi sont payées sur le fonds consolidé du revenu."

Le projet de loi permettra au ministère des Pêcheries maritimes de donner des garanties aux coopératives de pêcheurs ou à des fédérations de coopératives de pêches, comme celle des Pêcheurs-Unis, pour qu'elles soient en mesure d'obtenir le crédit qui leur est indispensable afin de garantir leurs opérations annuelles. Ces garanties seront accordées jusqu'à concurrence d'un montant annuel de \$75,000 à compter du 1^{er} avril 1943.

En second lieu, le ministre pourra, en vertu du projet de loi, accorder aux pêcheurs les avantages voulus pour qu'ils puissent obtenir des caisses populaires les prêts dont ils ont besoin. Les prêts sont recommandés par un comité et aident les pêcheurs à s'acheter des barques. Ainsi, si un pêcheur a besoin d'une barque ou de certains agrès de pêche, il peut emprunter un certain montant, disons \$500, à une caisse populaire. Comme les caisses prêtent à 6 %, le pêcheur paiera un intérêt de 2 % sur son prêt, tandis que le ministère des Pêcheries paiera le double, soit 4 %. Un fonds annuel de \$5,000 est créé à cette fin ainsi qu'au paiement des primes d'assurance sur la vie des pêcheurs qui ont contracté ces prêts, pour assurer le remboursement du prêt en cas de décès de l'emprunteur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien coûte une barque? On accordera des prêts jusqu'à concurrence de quel montant?

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Jusqu'à concurrence de la pleine valeur de la barque de pêche, qui varie d'ordinaire entre \$500 et \$1,000.

M. Gagnon (Matane): Les initiatives que j'ai prises ainsi que le gouvernement de l'Union nationale témoignent hautement de notre intérêt à la classe des ouvriers de la mer. Les coopératives de

pêcheurs se sont fédérées en 1939 grâce aux efforts énergiques de l'Union nationale et à une loi que j'ai eu l'honneur de présenter. En 1937, lorsque l'Union nationale a fondé l'École des pêcheries, le gouvernement d'alors a mis comme condition que cette nouvelle institution devait assumer la direction des coopératives de pêcheurs et voir à ce que ces organismes soient soustraits à la politique.

Les coopératives de pêcheurs ont toujours voulu être libres de toute ingérence gouvernementale et elles ont raison. J'ai envoyé un propagandiste à l'Université d'Antigonish pour étudier le fonctionnement des coopératives de pêcheurs dans cette province et adapter leur système aux coopératives nouvellement créées dans notre province. Et, en 1939, elles étaient groupées en fédération afin d'être protégées contre l'ingérence politique. Depuis leur fédération, les pêcheurs connaissent des succès extraordinaires. La politique est bannie de leurs activités. L'honorable député de Gaspé-Nord (l'honorable M. Casgrain), qui est ministre aujourd'hui, accompagnant un jour une délégation des pêcheurs auprès du ministre des Pêcheries, a confirmé ce que je dis en déclarant: "Les Pêcheurs-Unis ne demandent rien au gouvernement."

Mais j'ai peur que cette loi ne permette que la politique s'infiltre dans leurs activités, car le projet de loi du ministre des Pêcheries (l'honorable M. Bienvenue) subordonne maintenant ces coopératives de pêcheurs au contrôle du ministre, ce que je trouve répréhensible. Effectivement, il y est dit que le lieutenant-gouverneur en conseil établit les conditions des garanties et des prêts. Tout est laissé à l'initiative du gouvernement. C'est une loi de camouflage!

De plus, je considère que le montant de \$75,000 que l'on propose comme garantie, en vertu de cette loi, n'est pas suffisant. Le gouvernement, l'an dernier, consentit un octroi de \$50,000 pour construire un entrepôt pour les pêcheurs, à Montréal, de sorte qu'il ne restera que \$25,000 pour garantir les prêts aux pêcheurs, montant qui peut être absorbé par 25 pêcheurs désirant se construire des barques de pêche au coût de \$1,000 chacune.

Je ne doute pas de la bonne foi du ministre et je suis en faveur des crédits aux pêcheurs, mais pas sous le contrôle absolu du ministre. Le contrôle du gouvernement sur les prêts qui seront accordés peut prêter à toutes sortes d'abus, surtout à la veille d'une élection. Je veux éviter des ennuis au ministre et aux pêcheurs. L'opposition est prête à voter n'importe quelle somme d'argent pour aider les pêcheurs, pourvu que l'administration de ce fonds soit laissée à

un organisme indépendant, comme pour l'Office du prêt agricole, et que l'on garantisse ainsi l'indépendance des coopératives de pêcheurs.

Cette commission consentirait les prêts et ferait disparaître tout danger d'ingérence politique. On pourrait facilement trouver, pour administrer le fonds, des gens compétents qui consentiraient à donner gratuitement leurs services. Cette commission devrait être formée de représentants des coopératives et de représentants des caisses populaires. Sous ces réserves, nous n'avons pas d'objection au principe du bill.

Le meilleur moyen pratique d'activer la production du poisson pour nourrir la population canadienne et nos troupes, par suite du rationnement de la viande, et d'aider les pêcheurs, c'est de leur donner un crédit suffisant et les faire exempter ainsi que leurs fils du service militaire.

M. Barrette (Joliette) fait l'éloge du député de Matane et de son œuvre dans ce domaine des pêcheries quand il était membre du gouvernement de l'Union nationale. Il le remercie de l'aide qu'il a accordée aux pêcheurs. Le député de Matane (M. Gagnon), dit-il, est bien qualifié pour plaider la cause des pêcheurs et parler au nom de cette classe de citoyens. Il s'est intéressé à eux de nombreuses façons, notamment pour la fondation de l'École des pêcheries de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Cette école a évidemment beaucoup de mérite, mais on ignore que, malgré les bonnes dispositions des fondateurs de cette école et malgré la compétence des élèves qui en sont sortis, les finissants de cette institution n'ont pas été capables de trouver de l'emploi auprès des pêcheurs qui préfèrent avoir affaire aux profanes plutôt qu'à des élèves diplômés. Les pêcheurs ne sont pas enclins à confier leurs affaires à des techniciens, et ceux qui ont des positions gouvernementales ne sont pas disposés à céder leurs places aux diplômés de l'école.

Pourquoi le député de Matane s'objecte-t-il à ce que le lieutenant-gouverneur en son conseil établisse les conditions des garanties et des prêts? Il est juste que le gouvernement qui va payer 4 % sur 6 % de l'intérêt chargé par les caisses populaires aux pêcheurs garde une sorte de contrôle sur les garanties. C'est parce que, chargé de l'administration des deniers du peuple, il doit voir à ce que cet argent soit dépensé à bon escient. Ce n'est là, en somme, qu'un principe de saine administration publique. D'ailleurs, le même contrôle existe dans la loi votée

par l'Union nationale pour garantir les prêts effectués par les coopératives agricoles. Mon département viendra en aide à tous ceux qui en auront besoin, peu important leurs affiliations politiques.

"La somme est insuffisante", dit le député de Matane (M. Gagnon). Mais il s'agit de garanties et non d'octrois! Il ne s'agit pas de payer mais de donner une garantie aux caisses populaires qui n'exigent pas plus que \$75,000. Ces \$75,000, ils ne vont pas aux pêcheurs eux-mêmes mais aux coopératives. La somme suffira, puisqu'elle correspond aux demandes qui nous ont été faites. C'est le montant qu'ont suggéré les Pêcheurs-Unis. Un montant de \$50,000 servira à garantir un prêt effectué l'an dernier pour la construction d'un entrepôt à Montréal, tandis que le reste, soit \$25,000, représente les besoins courants des coopératives.

Quant aux prêts effectués par les pêcheurs aux caisses populaires, et sur lesquels le gouvernement paiera 4 % d'intérêt, le gouvernement pourra les garantir jusqu'à concurrence de \$75,000, mais les caisses populaires pourront prêter beaucoup plus que cela, car elles n'exigent pas la garantie gouvernementale pour tous les prêts, ni pour le plein montant des prêts.

En ce qui concerne les exemptions du service militaire des pêcheurs et fils de pêcheurs, je suis heureux de dire que je me suis beaucoup occupé de la question. Je me suis adressé au tribunal d'exemption présidé par l'honorable juge H.-A. Fortier et j'ai obtenu l'assurance que les pêcheurs *bona fide* obtiendront un sursis. Les pêcheurs et fils de pêcheurs obtiennent facilement des ajournements et des congés. Évidemment, si un fils de pêcheur profite d'un sursis pour aller travailler dans une usine de guerre, il ne peut faire renouveler ce sursis.

M. Bourque (Sherbrooke): Comme les cultivateurs?

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Oui. Ils obtiennent des congés qui sont renouvelés tous les trois ou six mois, ce qui équivaut à une exemption.

M. Duplessis (Trois-Rivières) questionne le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Bienvenue).

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Les Pêcheurs-Unis comptent 2,500 membres et possèdent 14 syndicats.

Il fait l'éloge des pêcheurs unis.

Mon prédécesseur¹ leur a donné une lettre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de quelle loi?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Nous leur avons donné une lettre de garantie pour \$48,500, afin qu'ils puissent construire leur entrepôt à Montréal, pour la distribution du poisson. Cette lettre promettait l'aide de la Législature et c'est le but de la loi présente. Cette garantie est donc couverte par le projet de loi.

L'honorable chef de l'opposition est-il contre cette aide aux pêcheurs?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): (En souriant) L'honorable chef de l'opposition est-il pour la conversion des pêcheurs?

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Alors l'honorable chef de l'opposition n'a pas de reproches à nous faire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je reproche au ministre de n'avoir pas fait autant que le député de Matane qui, lorsqu'il était ministre, a fait vendre des quantités de poisson, des quantités d'anguilles!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (En souriant) Si l'honorable député de Matane avait été premier ministre de 1936 à 1939, cela aurait peut-être mieux marché.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (En souriant) Mieux qu'aujourd'hui!

M. Gagnon (Matane): Nous ne sommes pas contre les prêts individuels, les prêts collectifs et les garanties. Nous approuvons l'aide aux pêcheurs. En passant, je conseille au ministre de ne pas se laisser empoisonner contre l'École supérieure des pêcheries de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, par certains officiers de son département qui ne sont pas sympathiques à cette école.

Le ministre a laissé entendre qu'elle ne fournit pas de techniciens compétents. Il y a des ennemis invétérés de cette école au département des Pêcheries. Je crains que l'opinion du ministre ait été empoisonnée. Je lui conseille d'aller visiter l'École et de se renseigner sur ce qu'elle fait: il ne pourra plus avoir de doutes sur son efficacité. Le ministre fédéral des Pêcheries s'est même rendu compte qu'elle joue un rôle essentiel.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):

On ne m'a jamais prévenu ou tenté de me circonvenir contre cette École. Je suis convaincu que c'est une excellente maison d'enseignement, mais entre admirer une œuvre et approuver tous ses résultats, il y a une marge. On peut l'admirer tout en reconnaissant que ses finissants peuvent avoir des difficultés à se placer. J'ai voulu simplement laisser entendre qu'il est difficile à l'industrie de la pêche d'absorber chaque année les finissants de l'École de Sainte-Anne.

Pour montrer l'injustice de sa critique, je citerai au député de Matane une loi votée par l'Union nationale en 1939 pour assurer des garanties aux coopératives agricoles. Mon projet de loi est modelé, dans ses grandes lignes, sur cette loi de l'Union nationale qui a pour titre "Loi pour aider les coopératives agricoles". Les termes de la loi sont les mêmes que ceux du projet que nous présentons.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre admet qu'il a copié une loi de l'Union nationale!

L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):

Et vous la critiquez depuis une heure! Mais nous faisons mieux. L'Union nationale se décidait à aider les coopératives agricoles, quelques mois avant les élections. Nous augmentons notre aide aux coopératives de pêcheurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi de l'Union nationale s'appliquait à toutes les coopératives agricoles et nous ne pouvions poser des conditions spéciales.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Les procédures pour obtenir de l'aide seront ennuyeuses et causeront nécessairement des retards préjudiciables aux pêcheurs. De plus, ceux qui ne sont pas partisans du gouvernement devront être mis de côté.

Je n'ai pas d'objection à ce qu'on aide les Pêcheurs-Unis, mais je ne veux pas qu'on oublie les 1,100 pêcheurs madelinois (sic) qui ont, eux aussi, besoin d'un prêt maritime, mais qui ne pourront en profiter parce que le montant n'est pas suffisant pour atteindre tous les pêcheurs. Aux Îles-de-la-Madeleine, nous avons des coopératives de pêcheurs qui vont très bien. Je demande que ces coopératives aient leur part et que tout n'aille pas aux Pêcheurs-Unis de la Gaspésie et de la Côte-Nord. Ceux des Îles-de-la-Madeleine sont plus jeunes que les autres dans l'industrie de la pêche, puisque nos pêcheries viennent d'être remises à la province. Nos pêcheurs ont même besoin d'une plus grande protection. Le

père doit toujours être plus généreux pour les plus jeunes dans une famille.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):

Le père et la "mer" sont bien disposés.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Un grand nombre de jeunes gens de mon comté ont maintenant complété leur entraînement militaire, mais se voient refuser généralement un congé; sur 40 demandes, trois seulement ont été acceptées. On devrait être plus généreux pour les pêcheurs. Un jeune homme de mon comté a fait tout son entraînement et est maintenant cuisinier à Lauzon. La milice ne veut pas lui donner de congé. Il serait pourtant plus utile sur une barque de pêche que dans une cuisine militaire.

J'attire l'attention du ministre sur le fait que l'on nous demande 200,000,000 de livres de poissons et que nous n'en n'avons produit que 110,000,000 l'an dernier². Aux États-Unis, la pêche est considérée comme une industrie essentielle. Je ne pense pas que ce principe soit admis au Canada. C'est le temps d'aider les pêcheurs, car ils font de l'argent. On fait une pêche spéciale aux Îles-de-la-Madeleine. Nos pêcheurs ont besoin de barques et d'agrès de pêche pour répondre à la demande. Le manque de barques provient de ce que l'on ne peut pas obtenir de priorité pour les agrès.

Il (M. Langlais) veut qu'on développe les pêcheries non pas à 100 %, mais à 150 %. Il prévoit, se basant sur les calculs des experts, que nous aurons cette année un énorme déficit de production. Il sera plus que jamais nécessaire, ajoute-t-il, de fournir aux pêcheries le moyen de se développer. Si on ne pêche pas, nous n'aurons pas de poisson et le gouvernement fédéral vient de décréter une journée maigre de plus par semaine. Le poisson est une excellente nourriture et il n'y a aucune objection à ce qu'on en consomme davantage. Mais il faut en avoir. L'une des causes de la baisse dans la production sera le manque de main-d'œuvre et la pénurie de l'outillage. Les pêcheurs n'ont pas les priorités nécessaires pour leurs barques et pour leur outillage.

Je suis donc en faveur de la loi qui va nous permettre d'aider les pêcheurs, mais la loi pourrait aller encore plus loin.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):

Si on manque de priorités dans la province d'Ontario, on n'en manque pas dans le Québec.

M. Lorrain (Papineau): Les experts en diététique d'Ottawa ont envoyé aux cuisinières un

dépliant pour leur expliquer comment apprêter leur poisson et dans lequel ils leur donnent aussi le conseil suivant: Pour dissiper les odeurs désagréables de la préparation et de la cuisson du poisson...

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):
Quand le poisson est frais, il sent toujours bon.

M. Lorrain (Papineau): On leur conseille de faire brûler sur le poêle du sucre ou du café. Comment! En temps de rationnement? Deux articles rationnés? C'est renversant!

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):
Suivant les informations que je viens d'obtenir, les pêcheurs de la province de Québec ne manqueront pas de matériaux pour leurs barques cette année.

Quant aux prêts à consentir, il s'agira tout simplement d'une convention entre le pêcheur et la caisse de sa localité. Le gouvernement n'aura rien à y voir. La loi n'a pour but que d'aider les pêcheurs.

L'honorable député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), je veux le rassurer, verra dans la loi que ce n'est pas le gouvernement qui accorde les prêts; ce sont les coopératives.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Je ne vois pas comment on ferait une loi pour Québec et une loi pour les autres provinces...

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Une partie de la population du Saguenay³ est menacée de crever de faim et, pour lui venir en aide, on a suspendu en sa faveur l'application des lois de la chasse et de la pêche.

On conseille aux gens de manger des oiseaux migrateurs. Cela revient à dire aux gens: mangez du gibier et du poisson et si vous n'en trouvez pas, tant pis. Mais ce qui est plus grave, c'est qu'on n'a pas de cartouches pour...

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):
Régions le cas des pêcheurs et nous verrons ensuite au sort des chasseurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La remarque du député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) est très pertinente. Les gens du Saguenay sont des pêcheurs! Je trouve drôle qu'on crève de faim là-bas, en 1943, et j'attribue cet état de choses au fait que le gouvernement n'a pas donné les communications nécessaires à cette région.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):
Oui, mais ils ne tuent pas le poisson avec des fusils!

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 25 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Association des gardes-malades

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 modifiant la charte de l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 112 sans après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Crédit aux pêcheries maritimes

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolution relative au bill 38 pour assurer aux pêcheries maritimes le crédit nécessaire.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Bienvenue) à la séance précédente, et dont le texte se lit comme suit:

Que la loi du département des Pêcheries maritimes (Statuts refondus, 1941, chapitre 200, remplacé par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 55) soit modifiée en y ajoutant les articles suivants:

"11. Un fonds annuel de soixante-quinze mille dollars est créé depuis le premier avril 1943 et le lieutenant-gouverneur en conseil peut affecter ce fonds à des garanties à des sociétés coopératives de pêcheurs ou à des fédérations de coopératives de pêche.

"12. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les modalités, conditions et délais de remboursement de ces garanties et peut adopter les mesures de surveillance et d'administration qu'il juge nécessaires pour s'assurer que ces garanties seront utilisées aux fins pour lesquelles elles sont accordées.

"13. Un fonds annuel de cinq mille dollars est créé et le lieutenant-gouverneur en conseil peut affecter ce fonds au paiement d'une partie de l'intérêt sur des prêts consentis par des caisses populaires à des pêcheurs et au paiement de primes d'assurance sur la vie des pêcheurs qui ont contracté ces prêts.

"14. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les conditions auxquelles les prêts devront être consentis pour bénéficier des dispositions de l'article précédent et il peut autoriser le ministre des Pêcheries maritimes à faire, avec des caisses populaires ou des unions ou fédérations de caisses populaires, des conventions à cette fin.

"15. Les dépenses occasionnées par l'application des articles 11 à 14 de la présente loi sont payées sur le fonds consolidé du revenu."

M. Gagnon (Matane): L'opposition ne s'objecte pas au principe du prêt aux pêcheurs. L'Union nationale est prête à voter en faveur de tout système de prêt maritime indépendant de la politique, mais trouve que l'on ne prend pas les précautions nécessaires. La loi n'accorde pas assez d'argent aux pêcheurs.

Il faudra aider les 2,200 pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine qui sont maintenant sous la juridiction provinciale et le montant de \$75,000 demandé est insuffisant. J'estime que si le ministre n'a pas reçu plus de demandes d'aide des pêcheurs, c'est parce que ceux-ci ignoraient que le gouvernement présenterait cette loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À quoi vont servir les \$5,000?

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Le fonds annuel de \$5,000 qui sera créé servira à deux fins: payer le 4 % sur les prêts aux pêcheurs accordés par les caisses populaires - 2 % devant être payé par les pêcheurs eux-mêmes - et, en second lieu, payer la prime d'assurance sur la vie des pêcheurs pendant la durée du prêt. Les caisses populaires s'occuperont elles-mêmes de faire assurer le pêcheur. La période de remboursement sera de quatre ans, quand il s'agira d'un prêt pour une embarcation, et de un an, quand il s'agira d'un prêt pour les agrès de pêche.

En 1941, en Gaspésie seulement, les prêts des caisses populaires se sont élevés à \$15,941. La loi est si favorable aux pêcheurs qui sont très satisfaits, que nous devrions nous dépêcher de l'adopter pour qu'ils en bénéficient.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi se dépêcher? Il y a quatre ans que le gouvernement est au pouvoir...

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Pardon, trois et demi ce soir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel sera le montant de la prime d'assurance?

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Dix sous par \$100 par mois, pour une police couvrant la valeur du prêt.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dix cents par \$100 par mois? C'est le prix d'une police d'assurance pour les enfants à la Metropolitan! Le ministre n'est pas sérieux de dire qu'on assurera les pêcheurs pour 10 sous! C'est ridicule d'assurer ainsi la vie des pêcheurs!

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Si le ministre n'est pas sérieux, les caisses populaires le sont!

Le chef de l'opposition s'imagine que tous les pêcheurs empruntent. Sur les milliers de pêcheurs de la province de Québec, seulement 390 pêcheurs de la Gaspésie ont emprunté, en 1941⁴. Ce qui explique pourquoi le gouvernement demande seulement \$75,000 pour assurer une garantie aux caisses populaires qui font le service des prêts aux pêcheurs. Il ne faut pas s'attendre à ce que tous les pêcheurs vont emprunter! De plus, ce sont les pêcheurs qui ont organisé ce système et l'opposition a mauvaise grâce de tant le critiquer.

Le cas des pêcheries des Îles-de-la-Madeleine illustre le souci du gouvernement de maintenir l'autonomie de la province. Le gouvernement vient de se faire rétrocéder par Ottawa la juridiction sur les pêcheries de ces îles. Nous avons maintenant juridiction complète sur nos pêcheries.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Allons donc! C'est encore le gouvernement fédéral qui fixe les saisons de pêche! La province de Québec a eu un cadeau de Grecs lorsque le gouvernement fédéral lui a remis les pêcheries des Îles-de-la-Madeleine. Dans l'arrêt ministériel passé par Ottawa à cette fin, on lit que la transaction est faite pour épargner de l'argent au Trésor fédéral.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): C'est un bel exemple que le gouvernement de Québec reprenne ce qui lui appartient à Ottawa. Le changement ne fait que consacrer l'autonomie de la province dans un domaine important. La province de Québec est maintenant maîtresse de toutes ses pêcheries.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'assurance couvre les pertes causées par les sous-marins?

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): C'est le député de Matane (M. Gagnon) qui peut répondre à cela!

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Je trouve insensé que l'on exige des pêcheurs

6 % d'intérêt, une garantie sur la barque de pêche, une garantie du gouvernement et, en plus, une police d'assurance sur la vie. Avec la loi actuelle, si une compagnie d'assurance refuse d'assurer un pêcheur à cause de son mauvais état de santé, ce pêcheur sera dans l'impossibilité d'obtenir un prêt de \$500. Les pêcheurs qui ne sont pas assurables à cause de leur état de santé ne pourront donc pas emprunter? Pourquoi exiger une assurance sur la vie des pêcheurs? Cette disposition est ridicule!

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Que le député de Saint-Jean-Napierville aille dire cela en Gaspésie: il verra comment il sera reçu! L'assurance couvre le risque du pêcheur et la barque. Ce sont les caisses populaires de la Gaspésie, organisées par les pêcheurs, qui nous ont demandé cela et le gouvernement respecte leur point de vue. La garantie du gouvernement est autre chose et elle va aux coopératives. Elle n'est donnée que pour les emprunts faits par ces coopératives. Quant aux emprunts contractés par les pêcheurs, le gouvernement ne fait que payer 4 % de l'intérêt.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes prêts à y aller dans la Gaspésie, si le gouvernement veut faire une élection dans Bonaventure, et à y rencontrer tous les ministres pour répéter ce que nous avons dit en Chambre!

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Dans le comté de Saguenay, il y a très peu de caisses populaires. On pourrait y suppléer par un système de réescompte comme dans le crédit maritime français.

M. Gagnon (Matane): Les pêcheurs demandent un pain et on leur donne une croûte! Ce n'est plus le prêt maritime annoncé à grand renfort de manchettes par les feuilles ministérielles, mais une simple garantie du gouvernement. On devrait favoriser aussi les prêts aux individus et non pas seulement par l'intermédiaire des coopératives. C'est une loi de camouflage qui pourra servir au patronage politique, puisque le gouvernement se réserve le droit de déterminer les modalités, les conditions et les délais de remboursement du fonds de \$75,000 garanti aux coopératives de pêcheurs ainsi que les conditions des prêts.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Cela vaut souvent mieux qu'un discours!

M. Gagnon (Matane): Que le gouvernement ouvre un comté!

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Il s'agit ce soir d'ouvrir un crédit!

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi qui s'intitule: "Loi pour assurer aux pêcheurs maritimes le crédit nécessaire" laisse entendre que les pêcheurs n'ont pas de crédit. Je trouve la chose injuste et insultante pour les pêcheurs!

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Le chef de l'opposition a l'habitude de répondre facilement. Je vais lui poser une question. Comment l'Union nationale a-t-elle appelé sa loi du crédit agricole?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Elle s'appelait "Loi créant l'Office du prêt agricole".

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): (Un livre de Statuts en main) Eh! J'ai ici le Statut et je lis ce qui suit: "La présente loi porte le nom de loi du crédit agricole." Le chef de l'opposition se trompe. Sa loi portait comme titre: "Loi établissant le crédit agricole provincial".

Ce devait être bien insultant, alors, pour les cultivateurs. Et comme pour les insulter davantage, on a répété le nom de la loi à chaque page! Le chef de l'opposition a-t-il voulu les insulter? C'est pour cela qu'il a été battu en 1939.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Grâce à cette loi, nous avons donné \$35,000,000 aux cultivateurs et nous en avons sauvé des milliers de la banqueroute. Son nom est gravé en lettres d'or dans le cœur des cultivateurs!

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Si elle est gravée en lettres d'or, comment se fait-il que le chef de l'opposition ne se souvenait même pas de son nom?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce ne sont pas les noms qui comptent pour nous, ce sont les réalisations!

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Où est le nom du Parti conservateur?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi le ministre n'appelle-t-il pas sa loi: "Loi pour assurer les facilités de crédit aux pêcheurs"?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, mais que le ministre change sa loi s'il ne veut pas en changer le nom.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): La mer commence à être houleuse.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement devrait voir si les compagnies d'assurance sont responsables.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Si le gouvernement s'ingérait dans les affaires des caisses populaires, le chef de l'opposition craindrait encore et dirait que le gouvernement veut contrôler les assurances. Comme nous nous occupons de nos affaires, il n'est pas content.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le montant de \$80,000 prévu dans cette loi est-il inscrit dans le budget?

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Non. La loi que nous passons autorise le gouvernement à faire la dépense.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre ne se rappelle pas que le trésorier a fait voter une loi qui stipule que toutes les dépenses doivent être inscrites dans le budget?

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Je connais le chef de l'opposition. Si je lui avais dit que le montant a été prévu dans le budget, il m'aurait demandé: "Pourquoi la loi?"

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelles seront les compagnies qui assureront les pêcheurs?

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Les caisses populaires décideront.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a le devoir de s'assurer de la solvabilité de ces compagnies.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Ce sont les caisses populaires qui s'en chargent. Nous nous sommes inspirés de la loi du crédit agricole de l'Union nationale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi la loi donne-t-elle au lieutenant-gouverneur le droit d'établir les conditions auxquelles les prêts seront consentis aux pêcheurs?

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Le chef de l'opposition a tort puisque la loi suit

presque mot à mot le texte d'une loi de l'Union nationale. C'est le texte de la loi des coopératives agricoles votée par l'Union nationale en 1939.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors je vais dire ceci: le gouvernement devrait imiter l'Union nationale plus souvent en s'inspirant non seulement des titres mais de l'esprit des législations votées sous ce régime. Le gouvernement eût été mieux de suivre l'exemple de l'Union nationale et de donner quelque chose. La loi actuelle ne donne et ne prête rien.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si nous avons suivi l'exemple de l'Union nationale, nous serions en banqueroute!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Banqueroute! Comment, c'est le chef d'un parti dont les amis d'Ottawa conduisent le pays à la banqueroute qui parle comme cela?

Le premier ministre ose parler de banqueroute quand, par son manque de courage et d'énergie, il a permis à Ottawa de dépenser sans compter, d'écraser le peuple sous le fardeau des taxes, de faire des cadeaux de \$2,000,000,000 à des gens archimillionnaires, de préconiser un effort jusqu'à la dernière goutte et au dernier centin! Les libéraux d'Ottawa sont en frais de mener le pays à la ruine par des cadeaux de deux milliards à des gens plus riches que nous.

Jamais le gouvernement d'Ottawa n'aurait osé faire cela s'il n'avait été certain de l'approbation du gouvernement de Québec! Banqueroute de courage, de réalisations du gouvernement, peut-être!

Voix à droite: À l'ordre!

M. Duplessis (Trois-Rivières) continue à parler et cherche à dominer le bruit des voix.

M. le président: À l'ordre! J'ai laissé le chef de l'opposition parler assez longtemps. Il est temps de revenir aux résolutions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le premier ministre qui a parlé de banqueroute.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je n'ai pas d'objection à ce que le chef de l'opposition continue de parler, mais je me réserve le droit de lui répondre!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le premier ministre veut répondre et discuter cette question en homme courageux, qu'il vienne devant le peuple! Ici,

nous sommes en minorité en Chambre et ces gens-là font les braves en tâchant de nous intimider parce qu'ils sont trois fois plus nombreux que nous. Si le gouvernement veut voir une belle banqueroute, qu'il fasse des élections. Il ne verra pas même un vestige, un soupçon du régime d'aujourd'hui.

M. le président: J'ai donné au chef de l'opposition toute la liberté voulue pour répondre à la remarque du premier ministre. Que l'on revienne aux résolutions.

La résolution est adoptée⁵.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste pour qu'elle ne soit adoptée qu'à la prochaine séance.

Il est ordonné que l'examen de cette résolution soit remis à la prochaine séance.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. Godbout (L'Islet) appelle l'étude de la loi de l'instruction publique.

M. Duplessis (Trois-Rivières), comme le bill a été distribué au cours de la journée, demande un peu de répit pour l'étudier.

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Bourque (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle est d'opinion que c'est le devoir du gouvernement de la province de s'opposer efficacement et effectivement aux entraves et aux restrictions imposées, depuis l'automne dernier, par les autorités fédérales, à l'industrie du papier dans la province, et elle considère que ces entraves et restrictions sont injustes, contraires aux droits et aux intérêts de la province et des ouvriers, en particulier, et qu'elles sont de nature à augmenter les difficultés des problèmes d'après-guerre, en même temps qu'elles constituent un encouragement à la violation de la loi fondamentale du dimanche."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, 10.

Contre: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Duval, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Guerin, Guibord, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Rajotte, Renault, Robidoux, 35.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Des députés de l'opposition posent des questions.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse) répond à ces questions.

La résolution est adoptée.

Et la Chambre continue de siéger après minuit.

Mercredi 26 mai 1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inspection et surveillance", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entrepôts, neigères et hangars de classification", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Assistance aux pêcheurs et aux établissements industriels", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pêcheries des Îles-de-la-Madeleine", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pisciculture (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Amélioration des conditions de chasse et de pêche", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission sur réception de droit régulier sur fourrure", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-et-un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Parcs nationaux", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

2. Dans *Le Soleil* du 26 mai 1943, à la page 7, on fait dire au député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) qu'il y a "un marché pour 227,000,000 de livres de poissons et que les pêcheurs n'en fournissent que 127,000,000, laissant un déficit de 100,000,000 de livres entre la demande et la production."

3. *Le Soleil* du 26 mai 1943, à la page 7, prétend que le député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) et le chef de l'opposition parlent de la situation faite aux gens de la Côte-Nord plutôt que du Saguenay.

4. *Le Canada* du 26 mai 1943, à la page 11, écrit plutôt: "En 1942, il n'y en a que 393 qui ont emprunté."

5. Il est 11 h 15 et la discussion a duré 2 heures, selon ce qu'indique *L'Événement-Journal* du 26 mai 1943, à la page 4.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à minuit vingt-cinq minutes.

NOTES

1. L'honorable député de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette).

Première séance du mercredi 26 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Crédit aux
pêcheries maritimes**

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse) propose que la résolution relative au bill 38 pour assurer aux pêcheries maritimes le crédit nécessaire soit maintenant agréée.

M. Gagnon (Matane) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec consent à voter n'importe quel montant nécessaire pour assurer le progrès, la prospérité et l'avenir des coopératives de pêcheurs et des pêcheurs eux-mêmes, mais elle considère que la résolution relative au bill 38 intitulé: Loi pour assurer aux pêcheries maritimes le crédit nécessaire, est insuffisante, incomplète et n'offre pas les garanties d'impartialité et de justice qui doivent exister à ce sujet."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 9.

Contre: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Marler, O'Connor, Plamondon, Rajotte, Robidoux, Rochette, Sabourin, 33.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

M. Gagnon (Matane): L'Union nationale ne trouve pas suffisant le montant de \$25,000 mis à la disposition des coopératives pour garantir leurs prêts cette année. Avec ce bill, les pêcheurs ne reçoivent pas un pain blanc, mais une croûte! L'opposition est prête à voter toutes les sommes d'argent nécessaires pour venir en aide aux pêcheurs. Comme nous ne voulons tout de même pas leur enlever cette croûte, nous ne nous opposerons pas à la troisième lecture des résolutions

(Applaudissements à droite)

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bégin, Bienvenue, Biron, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bourque, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau Dansereau, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Duplessis, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Matane), Gauthier, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Jodoin, Joyal, Langlais, Lapointe, Lorrain, Marler, O'Connor, Perrier, Plamondon, Rajotte, Robidoux, Rochette, Sabourin, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 41.

Contre: 0.

(Applaudissements à droite)

Ainsi, la motion principale est adoptée. La résolution relative au bill 38 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 38 pour assurer aux pêcheries maritimes le crédit nécessaire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse) est content que la seconde lecture se fasse à la prochaine séance.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Procédons à la deuxième lecture du bill immédiatement et puis demandons la troisième lecture. Nous trouvons la loi incomplète et dénuée de garanties de justice et d'impartialité. Mais comme un peu vaut mieux que rien du tout, qu'il vaut mieux accorder une justice partielle que pas de justice du tout aux pêcheurs, nous allons consentir, sous réserve de nos objections, à la deuxième lecture. À la troisième lecture, nous présenterons un nouvel amendement et, s'il est défait, nous voterons pour la troisième lecture.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"Le bill 38 intitulé: Loi pour assurer aux pêcheries maritimes le crédit nécessaire soit retourné au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender de façon à rendre pleine et entière justice aux coopératives de pêcheurs et aux pêcheurs eux-mêmes et afin que la distribution des octrois et des subsides à ce sujet offre toutes les garanties d'impartialité et de justice."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 11.

Contre: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Marler, O'Connor, Perrier, Plamondon, Rajotte, Robidoux, Rochette, Sabourin, 34.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans peu de temps, un autre gouvernement en fonction complètera la législation.

La motion principale est mise aux voix et adoptée.

Le bill 38 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'instruction publique

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 32 modifiant la loi de l'instruction publique.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)¹

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose:

1. Que les articles 519 à 521 de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59) soient remplacés par les suivants:

"519. Toute personne du sexe masculin qui a atteint l'âge de soixante ans et qui a été employée comme fonctionnaire de l'enseignement primaire durant vingt années ou plus a droit à une pension annuelle fixée d'après le nombre d'années qu'elle a passées dans l'enseignement et pour lesquelles elle a payé la retenue.

"Toutefois, ce fonctionnaire a la faculté d'abandonner l'enseignement à cinquante-quatre ans, mais il ne peut commencer à recevoir sa pension qu'à l'âge de soixante ans.

"520. Toute personne du sexe féminin qui a atteint l'âge de cinquante-six ans et qui a été employée comme fonctionnaire de l'enseignement primaire durant vingt années ou plus a droit à une pension annuelle fixée d'après le nombre d'années qu'elle a passées dans l'enseignement et pour lesquelles elle a payé la retenue.

"Toutefois, ce fonctionnaire a la faculté d'abandonner l'enseignement à cinquante ans, mais il ne peut commencer à recevoir le montant de sa pension qu'à l'âge de cinquante-six ans.

"521. La pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire est fixée à la somme obtenue en multipliant les deux centièmes du traitement moyen des dix années pendant lesquelles ils ont eu le plus fort traitement, par le nombre de leurs années d'enseignement jusqu'à concurrence de trente-cinq.

"Après le premier juillet 1943, la pension de tout fonctionnaire de l'enseignement primaire à la retraite ne doit pas être inférieure à la somme de deux cent quarante dollars augmentée de cinq dollars par année d'enseignement au-delà de vingt, jusqu'à concurrence de trois cents dollars."

2. Que l'article 524 de ladite loi soit modifié en remplaçant dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, les mots "est obligé de se retirer de l'enseignement, pour une des causes sus-mentionnées" par les mots "se retire de l'enseignement".

3. Que l'article 528 de ladite loi soit modifié en retranchant, dans les septième, huitième et neuvième lignes du deuxième alinéa, les mots "à l'expiration d'une année à partir du mois de janvier qui suivra l'envoi de cet avis."

4. Que les articles 534 à 537 de ladite loi soient remplacés par les suivants:

"534. La veuve d'un fonctionnaire de l'enseignement primaire reçoit sa vie durant et tant qu'elle garde viduité la moitié de la pension que son mari recevait ou aurait eu droit de recevoir s'il avait été à la retraite.

"535. Cette demi-pension n'est pas due si le fonctionnaire s'est marié après avoir atteint l'âge de soixante ans ou alors qu'il était à la retraite.

"536. Dans le cas où un fonctionnaire de l'enseignement primaire s'est marié avant le premier juillet 1943, les années d'enseignement depuis son mariage jusqu'à ladite date ne sont pas comptées pour les fins de la demi-pension, à moins que ce fonctionnaire n'ait versé au fonds de pension, en sus de la retenue au taux alors payable par lui, une somme égale à la moitié de cette retenue.

"Dans le cas où un tel fonctionnaire est décédé ou a abandonné l'enseignement moins de six ans après le premier juillet 1943, la demi-pension n'est pas due si ce fonctionnaire n'a pas payé la retenue additionnelle ci-dessus mentionnée pendant un nombre d'années au moins égal à la différence entre cette période de six ans et le nombre de ses années d'enseignement subséquentes au premier juillet 1943.

"537. Le fonctionnaire de l'enseignement primaire qui n'a pas payé, en temps voulu, la retenue additionnelle prévue à l'article précédent peut faire compter toutes ses années d'enseignement pour fins de la demi-pension en donnant, avant le premier juillet 1944, un avis écrit au secrétaire de la commission administrative du fonds de pension et en payant le montant de ladite retenue additionnelle en pas plus de dix versements annuels, avec intérêt au

taux de quatre pour cent à compter du premier juillet 1943."

5. Que l'article 541 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"541. Le fonds de pension de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire provient d'une retenue annuelle de cinq pour cent dans le cas de personnes du sexe masculin, de trois pour cent dans le cas de personnes du sexe féminin sur le traitement de chaque fonctionnaire de l'enseignement primaire, ainsi que sur celui de toute personne laïque qui enseigne sans diplôme dans les écoles de commissaires ou de syndics.

"Les professeurs de musique, de dessin et autres spécialités, munis d'un diplôme reconnu par le comité catholique romain ou le comité protestant du Conseil de l'instruction publique, employés d'une façon continue dans les écoles de commissaires ou de syndics et non régis par les dispositions de l'alinéa précédent, peuvent payer au fonds de pension de l'enseignement primaire la retenue exigible des fonctionnaires de l'enseignement primaire et dans le cas d'un tel paiement, les dispositions de la VIII^e partie de la présente loi s'appliquent à eux.

"Les dispositions de l'alinéa précédent sont censées être en vigueur depuis l'établissement dudit fonds de pension, et à compter du premier juillet 1943, les personnes visées audit alinéa sont tenues de payer au fonds de pension la retenue y mentionnée à moins qu'à ladite date elles n'aient atteint l'âge de quarante ans."

6. Que les articles 551 et 552 de ladite loi soient remplacés par les suivants:

"551. Un fonctionnaire de l'enseignement primaire ou toute personne munie d'un brevet de capacité qui ouvre une école indépendante ou y accepte du service, avec l'autorisation du surintendant à qui il doit en faire la demande, a droit à la pension s'il paie régulièrement la retenue sur son traitement."

"552. Un fonctionnaire de l'enseignement primaire ou une personne munie d'un brevet de capacité qui, avant le premier juillet 1943, a enseigné dans une école indépendante sans payer la retenue, peut faire compter, pour fins de pension, cinq années au plus pendant lesquelles il a ainsi enseigné, en payant, avant le premier juillet 1945, la retenue pour ces années."

7. Que les résolutions ci-dessus s'appliqueront à tous les fonctionnaires de l'enseignement primaire qui, le premier juillet 1943 ou subséquentement, seront dans l'enseignement ou auront droit à une

pension, ainsi qu'aux veuves de ces fonctionnaires qui, à ladite date ou subséquemment, auront droit à une demi-pension.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Ce projet apporte une amélioration substantielle au sort des instituteurs et institutrices, ces braves serviteurs de la société, quant à leur fonds de pension, et il rétablit le fonds de pension sur des bases solides. En vertu de l'ancienne loi, jusqu'en 1940, il y avait un plafonnement de la pension des instituteurs à \$1,200. Nous l'avons élevée à \$1,500. La loi à l'étude fait disparaître totalement le plafonnement de \$1,500 pour la pension, ce qui veut dire que les instituteurs recevront une pension suivant le barème des contributions qu'ils auront versées.

Les instituteurs vont aussi bénéficier du fait que la méthode de calcul de base a changé et que la pension sera basée sur la moyenne des 10 années de travail les mieux payées. La contribution des instituteurs est portée de 4½ % à 5 %, mais celle des institutrices reste de 3 %.

On a ajouté une disposition pour aider les instituteurs qui veulent donner une pension à leur veuve en échelonnant les paiements sur une période de 10 ans. Ce qui permettra à un instituteur qui reçoit \$3,000 de traitement, par exemple, de toucher une pension égale à 70 % de son traitement, soit \$2,100. Pour les institutrices rurales, le minimum, qui est actuellement de \$200 à \$275, est élevé par la loi de \$240 à \$300.

Nous corrigeons une injustice dont souffraient les instituteurs et les institutrices, qui ne pouvaient recevoir la pension à laquelle ils ont droit à cause du plafonnement. Le gouvernement a voulu faire sa part. Sa contribution au fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire, l'an dernier, a été de \$165,000; en vertu de cette loi, nous y ajouterons \$100,000 au bénéfice des instituteurs et des institutrices, soit, pour cette année, \$265,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a trop tardé à rendre justice aux instituteurs et institutrices. Il proteste, dit-il, contre la présentation de cette mesure aux derniers jours de la session.

Qui paie les déficits du fonds de pension?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): C'est le gouvernement, en vertu de la loi du fonds de pension qui date de 1880.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La question essentielle à considérer d'abord, c'est la base du

fonds de pension. Or le gouvernement, au lieu d'apporter un stimulant aux professeurs, ne fait rien pour augmenter les salaires des instituteurs et institutrices sur lesquels la pension est basée. Ainsi, il n'améliore pas la base du fonds de pension, de façon à leur permettre d'exercer leurs si importantes fonctions en toute quiétude d'esprit. En pratique, ce projet de loi impose donc une charge additionnelle aux instituteurs en augmentant le taux de leur contribution, malgré que les salaires ne soient pas augmentés. En vertu de la loi actuelle, la contribution n'est pas augmentée de 4½ %, mais de 3 % à 5 %. C'est à vrai dire une augmentation de taxe.

Je ne vois pas pourquoi on fait une différence entre l'échelle qui s'applique aux instituteurs et celle qui est fixée pour les institutrices, qui remplissent la même mission. Le gouvernement ne devrait pas, non plus, porter de 56 à 60 ans l'âge auquel un instituteur ou une institutrice peut retirer sa pension. L'enseignement est une tâche ingrate qui use vite les forces. Ainsi donc, instituteurs et institutrices devront verser au fonds de pension, pendant quatre ans de plus, une contribution à un taux plus élevé. Ce n'est pas une réforme avantageuse.

Je ne veux faire aucune considération d'un caractère politique sur une loi de cette nature. Je veux contribuer, plutôt, à l'amélioration du sort de nos professeurs, envers lesquels on ne sera jamais assez reconnaissant. Il importe de ne pas ménager quand il s'agit des progrès de la carrière de l'enseignement et du bonheur des instituteurs et des institutrices, car toutes ces dépenses constituent le meilleur placement. L'opposition est prête à collaborer à l'adoption de toute mesure efficace susceptible de venir en aide à ceux qui s'engagent dans la carrière si essentielle de l'enseignement.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): L'opposition veut tout simplement, par une critique mitigée, masquer l'inaction de son gouvernement durant ses trois années au pouvoir.

Le gouvernement a tout fait pour aider les instituteurs. Il a commencé par fournir une somme considérable pour empêcher la faillite du fonds de pension. Le fonds de pension a failli crouler à une couple de reprises parce qu'il n'était pas organisé suivant des données scientifiques, mais sur une base d'équité. Cependant, le gouvernement a su maintenir.

C'est en 1940, rappelle-t-il, que l'on a établi un minimum de \$200 pour la pension et un maximum de \$1,500.

Depuis quelques années, les divers groupes d'instituteurs et d'institutrices, les pensionnaires et la

Commission administrative du fonds de pension nous ont demandé à plusieurs reprises des amendements afin d'améliorer leur sort. Le projet de loi que nous présentons, aujourd'hui, va beaucoup plus loin que ce que les professeurs nous ont demandé.

La pension doit être proportionnelle aux sacrifices, c'est-à-dire aux contributions versées. Mais malheureusement, il est vrai que, dans notre province, les salaires du personnel enseignant ont toujours été beaucoup trop bas et le sont encore. Il était difficile pour ces gens de verser une plus grande contribution. Mais ce n'est pas la faute du gouvernement.

Il est injuste de dire que nous n'avons rien fait pour augmenter les salaires des instituteurs. Les salaires des instituteurs concernent les commissions scolaires et la seule façon dont le gouvernement peut contribuer à leur augmentation est de donner des subventions aux commissions scolaires qui veulent accorder des hausses de salaires.

Le gouvernement s'est occupé de cette question. Il a fait beaucoup de choses en ce sens et voulait faire plus, mais il ne pouvait empiéter sur l'autonomie des commissions scolaires en imposant des salaires. Il ne pouvait que faire sa part. En ces deux dernières années, le gouvernement a donné des octrois substantiels aux commissions scolaires de Québec, de Chicoutimi, de Trois-Rivières et de Montréal pour corriger cette situation désastreuse.

Dans ces grandes villes, le gouvernement a demandé de fournir une copie du barème des salaires. Il a exigé d'elles, cependant, mais sans intervenir dans leur administration, que ce barème soit amélioré et aujourd'hui, les instituteurs et institutrices à l'emploi de ces commissions savent que si leur barème a été révisé, s'ils ont de meilleurs salaires, ils le doivent au gouvernement.

Dans les municipalités rurales où il importe d'avoir des professeurs masculins pour les garçons de 11 à 14 ans, les subventions accordées l'an dernier aux commissions rurales pour le paiement des salaires des instituteurs ont représenté jusqu'à 70 % du salaire. Nous avons dit aux commissions scolaires: "Si vous engagez des instituteurs pour vos écoles de garçons, vous recevrez une subvention spéciale." Comme conséquence, le nombre des instituteurs ruraux a augmenté de 150 à 360².

Le gouvernement a aussi incité les commissions scolaires rurales à payer un salaire minimum de \$400 aux institutrices rurales. Et sans qu'il n'ait eu à recourir à des mesures coercitives, grâce seulement à des subventions spéciales, 87 %

des commissions scolaires, l'an dernier, ont porté à \$400 le salaire minimum des institutrices. Les subventions aux commissions scolaires sont passées, l'an dernier, de \$1,100,000 à \$1,700,000, soit une augmentation de \$600,000 pour les aider à payer les salaires du personnel enseignant.

Aucun gouvernement n'a fait autant que l'administration actuelle pour augmenter les salaires des instituteurs et des institutrices. Les dispositions de la loi dépassent de beaucoup les demandes qui nous ont été faites par les instituteurs et les institutrices. Je ne veux pas prononcer de grands discours pour faire adopter cette loi destinée à rendre justice à ceux qui sont chargés d'instruire nos petits enfants.

Je dirai tout simplement que le temps est venu de donner à nos sentiments de gratitude envers les instituteurs et institutrices une forme tangible. Le gouvernement apprécie à sa juste valeur les services rendus à la communauté par les instituteurs. Par cette loi, qui est un acte de justice et de reconnaissance, le gouvernement veut encore poser un geste qui stimulera les éducateurs. La carrière de l'enseignement, qui est l'une des plus nobles, deviendra aussi l'une des plus attrayantes.

M. Paquette (Labelle): C'est précisément parce que nous avons des sentiments de gratitude très vive pour le personnel enseignant que nous devons apporter beaucoup de bienveillance et de désintéressement dans l'étude des problèmes qui ont pour but d'améliorer sa situation. Je suis d'avis que le minimum de \$240 pour la pension ne répondra pas aux désirs des fonctionnaires et des pensionnaires de l'enseignement. À cause de la prolongation de l'âge pour la mise à la retraite, c'est une véritable pension de vieillesse que la nouvelle loi leur accorde, avec la différence que la pension de vieillesse n'est donnée qu'à 70 ans tandis que l'instituteur pourra avoir la sienne à 60 ans et l'institutrice à 56 ans. Je n'ai pas d'objection à ce que l'on fasse sauter le plafond de la pension aux instituteurs, mais il importe plus d'augmenter le minimum que de hausser la pension des salariés des classes plus élevées.

Ce qui m'intéresse, c'est le cas de l'institutrice rurale qui, après avoir remplacé les parents, après avoir renoncé à la vie conjugale, après s'être dépensée sans compter pour la cause de l'enseignement, à des salaires de \$200 et \$300, et qui n'a pu mettre d'argent de côté, soit obligée d'attendre à 56 ans pour retirer sa pension, si pour une raison ou une autre, elle a dû abandonner l'enseignement à 50 ans, comme la loi le lui permet, elle n'aura qu'une pension de \$240. De plus, cette institutrice devra continuer à contribuer au

fonds de pension jusqu'à l'âge où elle pourra retirer cette pension et souvent n'aura pas l'argent pour payer la contribution. Le minimum de pension de l'institutrice devrait être d'au moins \$300.

De l'argent, il y en a. Il s'agit de savoir l'appliquer à des tâches utiles. La mesure des choses a été perdue partout. Un boxeur, un lanceur de balle ont plus de prestige qu'un homme qui a fait d'importantes découvertes scientifiques. Gardons donc le sens des proportions!

Il fait, dit-il, un appel pressant au ministre pour qu'il augmente le minimum de la pension. Il n'arrive pas souvent que je me jette aux genoux du secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier). Pour la circonstance, je fais appel à son bon cœur et à sa générosité. C'est mon appel le plus fervent. Qu'il trouve des fonds supplémentaires pour qu'aucune de nos institutrices, aucun de nos instituteurs ne soit dans la détresse!

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je suis profondément ému, mais je ne voudrais pas laisser l'honorable député de Labelle à mes genoux trop longtemps et je vais lui donner, sur un ton paternel, des explications.

Dans le cas de ceux qui reçoivent des salaires convenables, il n'y a aucune injustice à leur dire: "Vous avez payé pour, vous avez droit à votre pension." C'est plus embarrassant dans le cas des institutrices, qui ont toujours eu des salaires trop bas. En vertu du principe du fonds de pension, leur minimum devrait être de \$120 ou \$130. Quand on fixe le minimum à \$240, on n'assimile³ pas cette pension à la pension de vieillesse.

Je promets que le gouvernement fera l'impossible pour se montrer généreux.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Travaux de la Chambre

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il court toutes sortes de rumeurs au sujet de la session et de la législation. Le gouvernement a-t-il d'autres législations

à soumettre aux Chambres d'ici la fin de la session, notamment une loi de redistribution des comtés?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement a encore quatre ou cinq projets de loi à présenter, dont l'un concerne la redistribution des collèges électoraux. Ce ne sera pas un bill compliqué. Il a tout simplement pour but de corriger des anomalies qui ont échappé à l'attention des législateurs, lorsqu'ils ont procédé au remaniement de la carte électorale à la session de 1939.

L'Assemblée législative s'ajournera demain, vendredi, pour plus d'une semaine, et les Chambres ne siégeront pas la semaine prochaine, à cause de la fête du Roi, fête légale annoncée par le gouvernement fédéral, et de la fête de l'Ascension.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 26 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 6 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi du drainage

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 41 modifiant la loi du drainage.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des syndicats coopératifs de Québec

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 42 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Brown Corporation

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis présenter le bill 46 concernant un échange de concessions forestières avec Brown Corporation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 6 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

Brown Corporation

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 46 concernant un échange de concessions forestières avec Brown Corporation.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 116 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine, avec les amendements suivants, qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté comme article 2:

"526a. 1. L'article 526a inséré, pour la cité des Trois-Rivières, dans la loi des cités et villes par la loi 6 George VI, chapitre, 76, article 2, et s'appliquant à la cité du Cap-de-la-Madeleine, est modifié en remplaçant le paragraphe 22 par le suivant:

"22. Le revenu annuel perçu par la cité, provenant de ladite taxe, sera, après déduction des dépenses encourues par la cité pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois par la cité entre elle et la municipalité (sur la base et en proportion de leur population respective d'après le dernier recensement officiel de la puissance du Canada".

2. L'article 2 devient article 3.

Aussi le bill 118 modifiant la charte de la ville LaSalle, avec les amendements suivants, qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 3 est modifié:

a. en remplaçant, dans le 1^{er} paragraphe de l'article 3, les mots "Le suivant", par les mots "Les suivants".

b. en biffant, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe "2^o", les mots suivants:

"(et à couper tout arbre)";

c. en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe "2^o", le mot "(pourraient)", par le mot "(pourrait)";

d. en biffant, dans la onzième ligne du paragraphe "2^o", les mots "(dans tous les cas)";

e. en ajoutant, après le paragraphe "2^o" de l'article 3, ce qui suit:

"2. A. Pour autoriser l'inspecteur des bâtiments à couper tout arbre qui pourrait mettre la vie de quelque personne en danger, après avis de sept jours francs donné par lettre recommandée à la dernière adresse connue du propriétaire de tel arbre, si tel propriétaire ne fait pas les travaux nécessaires pour faire cesser ce danger pendant le délai susmentionné."

2. L'article 4 est biffé.

Projets de loi:

Cap-de-la-Madeleine

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 116 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative refuse d'accepter les amendements qu'il a apportés au bill 116 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine, et ce, pour les raisons suivantes:

a) parce que ces amendements sont à l'encontre d'une convention intervenue entre les parties:

b) parce que ces amendements portent préjudice à la cité de Trois-Rivières en lui imposant des obligations que sa situation financière ne lui permet pas d'assumer pour le moment;

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'approuve cette décision.

Adopté.

Charte de LaSalle

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 118 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Lesdits amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 21 concernant la fréquentation scolaire obligatoire.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

Ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 47 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1944 et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 102 concernant certaines dispositions du testament de feu Kathleen McIntyre, ci-devant épouse de Andrew C. Hersey;

- bill 176 modifiant la loi des constituts ou du régime de tenure dans certains districts électoraux.

Loi de l'instruction publique

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 32 modifiant la loi de l'instruction publique.

En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. Perrier) à la séance précédente, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que les articles 519 à 521 de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59) soient remplacés par les suivants:

"519. Toute personne du sexe masculin qui a atteint l'âge de soixante ans et qui a été employée comme fonctionnaire de l'enseignement primaire durant vingt années ou plus a droit à une pension annuelle fixée d'après le nombre d'années qu'elle a passées dans l'enseignement et pour lesquelles elle a payé la retenue.

"Toutefois, ce fonctionnaire a la faculté d'abandonner l'enseignement à cinquante-quatre ans, mais il ne peut commencer à recevoir sa pension qu'à l'âge de soixante ans.

"520. Toute personne du sexe féminin qui a atteint l'âge de cinquante-six ans et qui a été employée comme fonctionnaire de l'enseignement primaire durant vingt années ou plus a droit à une pension annuelle fixée d'après le nombre d'années qu'elle a passées dans l'enseignement et pour lesquelles elle a payé la retenue.

"Toutefois, ce fonctionnaire a la faculté d'abandonner l'enseignement à cinquante ans, mais il ne peut commencer à recevoir le montant de sa pension qu'à l'âge de cinquante-six ans.

"521. La pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire est fixée à la somme obtenue en multipliant les deux centièmes du traitement moyen des dix années pendant lesquelles ils ont eu le

plus fort traitement, par le nombre de leurs années d'enseignement jusqu'à concurrence de trente-cinq.

"Après le premier juillet 1943, la pension de tout fonctionnaire de l'enseignement primaire à la retraite ne doit pas être inférieure à la somme de deux cent quarante dollars augmentée de cinq dollars par année d'enseignement au-delà de vingt, jusqu'à concurrence de trois cents dollars."

2. Que l'article 524 de ladite loi soit modifié en remplaçant dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, les mots "est obligé de se retirer de l'enseignement, pour une des causes sus-mentionnées" par les mots "se retire de l'enseignement".

3. Que l'article 528 de ladite loi soit modifié en retranchant, dans les septième, huitième et neuvième lignes du deuxième alinéa, les mots "à l'expiration d'une année à partir du mois de janvier qui suivra l'envoi de cet avis."

4. Que les articles 534 à 537 de ladite loi soient remplacés par les suivants:

"534. La veuve d'un fonctionnaire de l'enseignement primaire reçoit sa vie durant et tant qu'elle garde viduité la moitié de la pension que son mari recevait ou aurait eu droit de recevoir s'il avait été à la retraite.

"535. Cette demi-pension n'est pas due si le fonctionnaire s'est marié après avoir atteint l'âge de soixante ans ou alors qu'il était à la retraite.

"536. Dans le cas où un fonctionnaire de l'enseignement primaire s'est marié avant le premier juillet 1943, les années d'enseignement depuis son mariage jusqu'à ladite date ne sont pas comptées pour les fins de la demi-pension, à moins que ce fonctionnaire n'ait versé au fonds de pension, en sus de la retenue au taux alors payable par lui, une somme égale à la moitié de cette retenue.

"Dans le cas où un tel fonctionnaire est décédé ou a abandonné l'enseignement moins de six ans après le premier juillet 1943, la demi-pension n'est pas due si ce fonctionnaire n'a pas payé la retenue additionnelle ci-dessus mentionnée pendant un nombre d'années au moins égal à la différence entre cette période de six ans et le nombre de ses années d'enseignement subséquentes au premier juillet 1943.

"537. Le fonctionnaire de l'enseignement primaire qui n'a pas payé, en temps voulu, la retenue additionnelle prévue à l'article précédent peut faire compter toutes ses années d'enseignement pour fins de la demi-pension en donnant, avant le premier juillet 1944, un avis écrit au secrétaire de la commission administrative du fonds de pension et en

payant le montant de ladite retenue additionnelle en pas plus de dix versements annuels, avec intérêt au taux de quatre pour cent à compter du premier juillet 1943."

5. Que l'article 541 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"541. Le fonds de pension de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire provient d'une retenue annuelle de cinq pour cent dans le cas de personnes du sexe masculin, de trois pour cent dans le cas de personnes du sexe féminin sur le traitement de chaque fonctionnaire de l'enseignement primaire, ainsi que sur celui de toute personne laïque qui enseigne sans diplôme dans les écoles de commissaires ou de syndics.

"Les professeurs de musique, de dessin et autres spécialités, munis d'un diplôme reconnu par le comité catholique romain ou le comité protestant du Conseil de l'instruction publique, employés d'une façon continue dans les écoles de commissaires ou de syndics et non régis par les dispositions de l'alinéa précédent, peuvent payer au fonds de pension de l'enseignement primaire la retenue exigible des fonctionnaires de l'enseignement primaire et dans le cas d'un tel paiement, les dispositions de la VIII^e partie de la présente loi s'appliquent à eux.

"Les dispositions de l'alinéa précédent sont censées être en vigueur depuis l'établissement dudit fonds de pension, et à compter du premier juillet 1943, les personnes visées audit alinéa sont tenues de payer au fonds de pension la retenue y mentionnée à moins qu'à ladite date elles n'aient atteint l'âge de quarante ans."

6. Que les articles 551 et 552 de ladite loi soient remplacés par les suivants:

"551. Un fonctionnaire de l'enseignement primaire ou toute personne munie d'un brevet de capacité qui ouvre une école indépendante ou y accepte du service, avec l'autorisation du surintendant à qui il doit en faire la demande, a droit à la pension s'il paie régulièrement la retenue sur son traitement."

"552. Un fonctionnaire de l'enseignement primaire ou une personne munie d'un brevet de capacité qui, avant le premier juillet 1943, a enseigné dans une école indépendante sans payer la retenue, peut faire compter, pour fins de pension, cinq années au plus pendant lesquelles il a ainsi enseigné, en payant, avant le premier juillet 1945, la retenue pour ces années."

7. Que les résolutions ci-dessus s'appliquent à tous les fonctionnaires de l'enseignement primaire

qui, le premier juillet 1943 ou subséquemment, seront dans l'enseignement ou auront droit à une pension, ainsi qu'aux veuves de ces fonctionnaires qui, à ladite date ou subséquemment, auront droit à une demi-pension.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On doit étudier le présent projet de loi en dehors des cadres politiques, étant donné qu'il s'agit d'une question d'éducation. Je regrette que le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) ait senti le besoin d'introduire de la partisanerie politique en exposant son projet de loi, et je veux rétablir les faits. Aucun parti n'a fait plus que l'Union nationale dans le domaine de l'éducation et pour améliorer le sort des éducateurs: fondation d'écoles de mines, d'agriculture, de pêcheries, multiples octrois, augmentation du salaire des institutrices à \$300...

Je regrette que le bill ait été amené devant la Chambre à la dernière minute, à la fin d'une session de quatre mois, et quelques heures seulement après sa distribution.

Le gouvernement, qui prétend avoir à sa disposition tellement de millions, peut faire mieux que ce bill. La loi nouvelle ne va pas à la source du mal mais traite seulement un symptôme. Ce n'est pas une amélioration considérable et ça n'a pas donné à la profession d'enseignant tout ce à quoi elle avait droit de la part du gouvernement.

En vertu de la présente loi, le gouvernement ne se trouve pas à payer un sous de plus. Cette loi prend comme base les salaires, et comme on ne touche pas aux salaires, on n'améliore guère la situation. On devrait commencer par augmenter les salaires des professeurs pour qu'il n'y ait pas d'anxiété avant de changer la base du fonds de pension. Mais les charges sont augmentées alors que les salaires restent stationnaires. Tout en conservant leurs mêmes salaires, les professeurs devront contribuer 2 % de plus au fonds de pension, et cela pendant quatre ans de plus parce que l'âge de la mise à la retraite a été prolongé de quatre ans. En outre, comme tous les autres citoyens, ils doivent faire face à l'augmentation du coût de la vie et aux taxes de toutes sortes. Cela ne me semble pas juste.

Je ne doute pas du désir du gouvernement de faire quelque chose en faveur du personnel enseignant, mais la loi est un palliatif et non un remède. Je considère que l'augmentation des charges est de nature à décourager. Le gouvernement ne paie pas un cent de plus et la part du lion sera en grande partie payée par les professeurs. Je m'étonne également que le gouvernement étende de quatre ans

la durée des paiements et réduise de quatre ans l'âge où un éducateur peut se retirer de l'enseignement. Le professorat est un travail épuisant et souvent ingrat.

Il critique aussi, dit-il, la disposition de la loi qui limite à \$240 le minimum de la pension. Il est vrai que la loi fait disparaître le plafond, mais il y aurait lieu de ne pas faire monter le plafond trop haut et d'empêcher que le plancher ne descende trop bas. Il y aurait lieu plutôt de rendre le plancher plus solide. Je suggère donc au secrétaire de la province d'amender sa loi de façon à assurer d'abord des salaires plus élevés et raisonnables aux instituteurs par des octrois qui permettraient aux commissions scolaires de compléter les sommes nécessaires pour verser un traitement raisonnable à leur personnel enseignant et à faire contribuer les enseignants au fonds de pension selon leurs moyens.

Il n'y a aucune politique dans cette affaire. Il est prêt, poursuit-il, à aider le gouvernement à toutes les étapes nécessaires à l'amélioration du bill, et il n'est pas encore trop tard pour le faire. C'est vrai que le bill est une amélioration, mais seulement une pâle copie de ce à quoi les instituteurs sont en droit de s'attendre. L'argent dépensé en éducation, rappelle-t-il au secrétaire de la province, n'est pas une dépense ordinaire, mais plutôt un placement de premier ordre qui rapporterait des dividendes élevés. Ce placement éducationnel serait le meilleur que le gouvernement pourrait faire.

Le gouvernement est dans la position aujourd'hui qu'il n'a pas à dépenser \$20,000,000 par année pour le chômage, comme c'était le cas sous l'Union nationale. En plus, il reçoit un montant additionnel de \$32,000,000 en taxes, ce qui fait un total de \$52,000,000 par année. Par conséquent, il devrait être capable de s'attaquer à la racine du problème en éducation et pas seulement se contenter d'un palliatif.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) apprécie, dit-il, l'opinion du chef de l'opposition.

L'Union nationale n'a rien fait pour améliorer le sort de ces braves serviteurs du public. Le Parti libéral, malgré sa bonne volonté, ne peut pas augmenter les salaires. Le gouvernement ne peut faire plus quant à l'augmentation des salaires que ce qu'il a déjà fait et qu'il a l'intention de faire. Tout ce qu'il peut faire, c'est d'augmenter les octrois, car c'est grâce à ces octrois que les commissions scolaires peuvent payer des salaires plus élevés. Le gouvernement s'est surtout occupé des petits salariés.

Les meilleures conditions de pension reflètent les meilleures conditions salariales. C'est vrai qu'il y a une augmentation de 3 % à 5 % dans les contributions

des instituteurs, mais c'est le même taux que dans le service civil et les instituteurs les moins bien payés, des femmes, pour la plupart, sont sujets au même taux de 3 % tandis que le montant minimum alloué aux instituteurs qui gagnent le moins a été augmenté à \$300. Cela signifie qu'au terme de sa carrière, un instituteur obtient 70 % de son salaire calculé sur les 10 meilleures années, et cette fin de carrière survient à 60 ans pour les hommes et 56 ans pour les femmes.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

Dépôt de documents:

Ministère du Travail, rapport 1941-1942

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre du Travail de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1942. (Document de la session no 58)

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

8 Loi concernant l'Office du tourisme et de la publicité;

17 Loi concernant l'établissement, à Québec, d'une école de génie électrique;

21 Loi concernant la fréquentation scolaire obligatoire;

25 Loi modifiant la loi concernant les électriciens et les installations électriques;

33 Loi modifiant la loi concernant les mécaniciens en tuyauterie;

35 Loi modifiant la loi concernant l'organisation municipale des villages miniers;

36 Loi concernant les emprunts des corporations municipales régies par des lois spéciales;

102 Loi concernant certaines dispositions du testament de feu Kathleen McIntyre, ci-devant épouse de Andrew C. Hersey;

176 Loi modifiant la loi des constitués ou du régime de tenure dans certains districts électoraux.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

47 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1944 et pour d'autres fins du service public.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Projets de loi:

Loi de l'instruction publique

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 32 modifiant la loi de l'instruction publique.

En comité:

Présidence de M. Caron (Hull).

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. Perrier) à la séance précédente

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais quel est le montant du fonds de pension?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le gouvernement surveille attentivement le mouvement de ce fonds et il y verse les sommes nécessaires. L'an dernier, la province a payé \$160,000. Les instituteurs et institutrices ont contribué \$150,000 et le gouvernement de la province \$292,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les instituteurs n'ont souscrit, l'an dernier, que \$150,000, dit le ministre. Je le mets en garde. Ils ont souscrit plus que cela. Et pour ce qui est du gouvernement, s'il a souscrit \$292,000, il a donc souscrit \$142,000 de plus de ce qui était mentionné dans le budget, parce que ces \$142,000 ne sont pas mentionnés dans le budget. Le gouvernement a-t-il acheté des obligations ou des débentures avec les argents du fonds de pension?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je ne puis préciser. C'est le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) qui s'occupe de la partie des achats de débentures. Mais je crois que cela a été fait.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit ici d'une loi importante. Il est juste de pouvoir savoir du ministre si la loi a été observée. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) doit être conscient de ses obligations. Mais j'aimerais bien à savoir comment les instituteurs et les institutrices ont souscrit, l'an dernier, au fonds de pension?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Les dépenses du fonds de pension ont été de \$615,000, en 1942. Les retenues ont été de \$643,000, soit \$351,000 de retenues sur les salaires, \$150,000 provenant du budget et \$142,000 du fonds consolidé de la province. Avec la nouvelle loi, les contributions des employés se chiffreront, l'an prochain, à environ \$400,000, tandis que le gouvernement paiera aussi environ \$400,000⁴, soit \$100,000 de plus que l'an dernier.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais comment se fait-il que le secrétaire de la province a déclaré il y a quelques minutes que les instituteurs n'avaient contribué, l'an dernier, que \$150,000, alors qu'ils ont de fait contribué \$350,000? La loi n'est pas une amélioration, étant donné les obligations des instituteurs et des institutrices.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le gouvernement veut modeler sa loi de pension des instituteurs sur le modèle de celle des employés civils, chacun contribuant en proportion de son salaire et recevant une pension dans la même proportion.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Le système proposé est injuste pour les instituteurs et institutrices qui, estime-t-il, ne reçoivent que de petits salaires parce que la pension est basée sur le salaire des dix dernières années. Le pourcentage est mal calculé. Les instituteurs et institutrices ne devraient pas être appelés à payer pour le fonds de pension. Le minimum de la pension, \$240 par année, est trop bas.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le fonds de pension est basé sur les contributions des instituteurs. Il n'y a pas d'uniformité possible à cause de cela. Le minimum de la pension payée aux institutrices est porté à \$240 par année, plus \$5 par année d'enseignement au-dessus de 20 ans d'enseignement, jusqu'à concurrence de \$300. Par conséquent, une institutrice pourra n'avoir gagné que \$150 par année en salaire et retirer quand même une pension de \$300 par année. Une institutrice qui n'avait droit qu'à \$150 de pension aura désormais \$240 par année. Ce projet de loi a pour objet de rendre justice à tout le monde, et spécialement aux humbles, aux professeurs qui retirent un petit salaire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi présentée est mauvaise pour les raisons suivantes:

1. parce qu'elle n'augmente pas les salaires;
2. parce qu'elle augmente les contributions au fonds de pension, qui devraient, au contraire, être diminuées;
3. parce qu'elle prolonge l'âge de la mise à la retraite qui devrait, au moins, rester stationnaire;
4. parce qu'elle permet de placer au fonds consolidé du revenu, pour servir probablement à la construction de routes, de l'argent qui devrait rester au fonds de pension. Le gouvernement devrait augmenter le salaire des institutrices.

Il offre, dit-il, de mettre de côté les règlements de la Chambre pour adopter cet amendement rapidement.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le chef de l'opposition reproche au gouvernement de ne pas faire ce qu'il n'a pas le droit de faire. Le gouvernement respecte l'autonomie des commissions scolaires. Il ne peut augmenter lui-même les salaires. Tout ce qu'il peut faire, c'est d'accorder des subventions aux commissions scolaires des grandes villes et des paroisses rurales, ce qui leur permettra d'améliorer le barème des salaires, et c'est ce qu'il a fait, ajoute-t-il, en répétant les chiffres qu'il a déjà donnés.

Le gouvernement verse des subventions très généreuses aux commissions scolaires qui versent des salaires raisonnables. L'an dernier, il a ainsi versé \$600,000 en octrois pour permettre de porter les salaires des institutrices rurales de \$300 à \$400 par année. Il a donné \$3,000,000 en octrois aux commissions scolaires des grandes villes pour leur permettre de mieux payer les instituteurs, tout en réglant leurs difficultés financières.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les cultivateurs et les ouvriers n'ont pas les moyens de payer plus cher et d'augmenter les salaires des instituteurs et institutrices; c'est donc le gouvernement qui doit s'en charger. Il devrait compléter lui-même les salaires. Dans les villes, les ouvriers ont aussi des charges trop considérables. On devrait donner plus d'argent aux commissions scolaires, car elles n'ont pas les moyens de payer des salaires plus élevés à leurs employés.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

Il est ordonné que l'examen de ces résolutions soit remis à la prochaine séance.

Loi sur les tourbières

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 modifiant la loi de la prime sur la tourbe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Potvin (Roberval)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:
"2. L'article 3 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"3. Les dépenses encourues pour la mise à exécution de la présente loi ne doivent pas excéder la somme de quinze mille dollars par année et elles sont payées sur le fonds consolidé du revenu de la province."

Cet article est amendé et le paragraphe suivant est ajouté:

"3a. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à dépenser, au cours de l'année financière 1942-43, pour favoriser la production de la tourbe combustible, une somme ne devant pas excéder vingt mille dollars payable sur le fonds consolidé du revenu, en outre de la somme prévue à l'article 3.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à cette fin, autoriser toute convention jugée utile avec le gouvernement du Canada ou toute autre personne."

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

L'article 3 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et l'a adopté avec une résolution additionnelle.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:**Budget des dépenses
1943-1944**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle déclare que les ressources naturelles de notre province doivent toujours être utilisées et mises en valeur de manière à faciliter et assurer l'établissement durable de notre jeunesse."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain) Paquette, Talbot, 14.

Contre: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dumoulin, Duval, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Gosselin, Goulet, Groulx, Guérin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Marler, Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Robidoux, Rochette, Sabourin, 42.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent cinquante-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles

normales (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Dépôt de documents:**Contrats de construction
et de réparation d'édifices publics**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 14 avril 1943, demandant la production de copie d'un état montrant:

Combien ont coûté, au cours de chacun des exercices financiers 1935-36, 1936-37, 1937-38, 1938-39, 1939-40, les constructions et réparations d'édifices publics du gouvernement, pour chaque immeuble séparément?

À qui des contrats ont-ils été accordés pour ces constructions et réparations? Pour quelles sommes dans chaque cas?

Des contrats ont-ils été donnés sans soumissions?

Si oui, à qui et pour quelles sommes?

À qui ont été confiés, dans chaque cas, les travaux de plomberie et de chauffage?

Quelle a été, dans chaque cas, la nature des travaux de réparations ou de changements? (Document de la session no 59)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 26 mai 1943**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Loi de
l'instruction publique**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que les résolutions relatives au bill 32 modifiant la loi de l'instruction publique soient maintenant agréées.

M. Talbot (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec est d'opinion que les résolutions relatives au bill 32 intitulé: Loi modifiant la loi de l'instruction publique, ne rendent qu'une justice partielle aux intéressés et elle recommande au gouvernement d'adopter, sans délai, les mesures appropriées et efficaces pour que les instituteurs et les institutrices de la province reçoivent pleine et entière justice."

M. Chaloult (Lotbinière): N'étant pas à la Chambre lors de la discussion des résolutions cet après-midi, je crois devoir m'abstenir de voter, car je n'ai pas eu le temps d'étudier la portée du bill.

(Il sort de la Chambre, comme le Règlement l'y oblige, au moment de l'enregistrement des voix).

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Talbot, 11.

Contre: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Duval, Fortin, Francoeur (Lévis), Gosselin, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Marler, O'Connor, Perrier, Plamondon, Rajotte, Renault, Robidoux, Rochette, Sabourin, 33.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme les résolutions donnent justice partielle aux instituteurs et aux institutrices, et en vertu du principe qu'un petit pain vaut mieux que rien, nous acceptons les résolutions.

La motion principale est alors adoptée.

Les résolutions relatives au bill 32 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 32 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi instituant
le Conseil supérieur du travail**

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 modifiant la loi instituant le Conseil supérieur du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne m'oppose pas au Conseil supérieur du travail. Je trouve que le principe est excellent. Mais je dénonce l'application du principe.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Le comité étudie l'article 1 de la loi qui se lit comme suit:

"1. L'article 8 de la loi instituant le Conseil supérieur du travail (Statuts refondus, 1941, chapitre 159) est modifié en remplaçant les deux premiers alinéas par les suivants:

"8. Le Conseil supérieur forme une Commission permanente de neuf membres qui prépare ses travaux et sert de lien entre le Conseil et le ministre du travail.

"Cette Commission permanente est formée du président, des deux vices-présidents et de six

autres membres du Conseil; ces derniers sont élus par le Conseil supérieur et comprennent deux représentants du groupe ouvrier, deux représentants du groupe patronal et deux représentants du groupe des économistes et sociologues."

M. Gagnon (Matane) questionne le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette).

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Le Conseil supérieur du travail compte 30 membres et il se réunit une couple de fois par année. Il rend hommage, dit-il, au travail admirable, effectif et bénévole ainsi qu'à l'inlassable dévouement des trente membres du Conseil supérieur du travail qui se réunit deux fois par année et de la Commission permanente.

La Commission permanente, qui a accompli l'an dernier un travail très considérable, est la cheville ouvrière du Conseil supérieur et il importe que le président et ses deux vice-présidents en fassent partie. Ce sont présentement M. Anatole Désy, ainsi que MM. Blair Gordon et Jack Latter.

M. Gagnon (Matane) reproche au gouvernement de n'avoir nommé les membres du Conseil supérieur du travail que deux ans après avoir fait passer la loi.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Le gouvernement a voulu être prudent et choisir les meilleurs hommes. Depuis un an, le Conseil supérieur a fait de l'excellent travail.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Conseil supérieur du travail était nécessaire ou ne l'était pas. Il fut créé en 1940, mais le gouvernement attendit deux ans pour en nommer les membres, malgré les promesses faites aux ouvriers, parce qu'il était rumeur d'élections en 1942. Cette année, il est encore question d'élections et le gouvernement veut de nouveau jeter de la poudre aux yeux. C'était encore une mesure dans le but de camoufler l'inactivité du gouvernement au plan des réformes du travail.

La loi du Conseil supérieur du travail était superflue parce qu'elle ne faisait que répéter une loi qui existait déjà dans nos Statuts depuis 1909. C'est le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) qui a la haute main sur le Conseil. Quant à l'Union nationale, elle n'a pas fait de pathos. Elle a eu recours aux experts aussi souvent que cela était nécessaire et elle a accompli des œuvres dans le domaine social.

C'est là encore une demande d'Ottawa! Il accumule des reproches sur la tête du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette), en disant qu'il ne connaît pas la situation ouvrière, que le cabinet devrait compter un représentant des ouvriers comme ministre du Travail et non un avocat, que le ministre ne fait rien pour empêcher Ottawa de saboter notre législation ouvrière, dit-il. Il devrait employer tout son temps à empêcher Ottawa d'empiéter sur les droits de la province de Québec, ajoute-t-il.

Le ministre n'est pas assez compétent pour s'occuper des problèmes du travail du Québec. Nos ouvriers sont insultés par un ministre d'Ottawa, on leur refuse justice, et Québec ne fait rien. Qu'est-ce que le ministre fait pour empêcher les accaparements d'Ottawa? Rien. Il n'est que le messenger d'Ottawa. Il se contente de recevoir les messages du gouvernement fédéral et de les transmettre à son chef. Il devrait plutôt se dresser contre Ottawa, mettre un terme aux empiètements du pouvoir fédéral et lui dire que nous voulons être maîtres chez nous.

Et le Conseil du travail n'a formulé aucune revendication pour l'autonomie de la province de Québec en matière de législation sociale. Ottawa règle les salaires et les conditions de travail de nos ouvriers et laisse subsister des divergences de traitement d'une province à l'autre. Les travailleurs de cette province ne reçoivent pas les mêmes salaires que les travailleurs des autres provinces pour le même travail.

Pour accomplir sa mission, la province devrait commencer par être maîtresse chez elle. Que sert d'établir des chartes de l'Atlantique si les droits de la province ne sont pas respectés? Mais que l'on tienne donc des élections afin que les électeurs fassent savoir au gouvernement que Québec veut être gouverné par Québec et non par Ottawa!

Les ministres du cabinet et le gouvernement tout entier sont des mineurs, au point de vue courage, et ils auraient besoin d'un tuteur, d'un curateur et d'un administrateur pour leur indiquer leurs devoirs et leur apprendre à revendiquer nos droits.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je ne m'attendais ni aux fleurs ni aux compliments, mais je ne prévoyais pas cette sortie du chef de l'opposition, complètement en dehors du bill. Il parle de tout sans jamais dire un mot du bill.

Le chef de l'opposition dit que je n'ai pas les qualités de ministre du Travail. De mon siège de député, ici, je puis dire à cette Chambre et en pleine face au chef de l'opposition qu'il y a 25 ans que je suis associé intimement avec les associations

ouvrières, que je possède le respect et la confiance de tous les ouvriers. Je crois que je puis m'occuper de tout problème qui peut surgir. Ayant eu à m'occuper des relations entre employeurs et employés, je puis également me vanter de posséder aussi le respect des patrons. J'ai toujours bénéficié de la collaboration active de ces deux classes, depuis 25 ans, parce que j'ai été le champion des droits de ces deux groupements. Je les remercie pour cette collaboration.

Le chef de l'opposition s'est brûlé, en moins de trois ans, en essayant de régler ces questions ouvrières. Après avoir reçu l'héritage des lois ouvrières libérales, il s'est employé, pendant trois ans, à fouler aux pieds toutes ces lois sociales ainsi que les droits des ouvriers. Il a fait passer ces deux bills odieux 19 et 20, véritable invention pour donner du travail aux favoris du régime et mettre le pied sur la gorge des ouvriers pour les étouffer. Des millions et des millions ont ainsi été perdus pour les ouvriers à cause de ces deux bills. À Montréal seulement, avec les travaux du stade, du Jardin botanique et du pont de Charlemagne, on a volé \$2,000,000 dans les enveloppes de paie des ouvriers!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le ministre sait qu'on a volé les ouvriers, son devoir est de faire arrêter les voleurs.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Que le chef de l'opposition parle donc de son ancien ministre du Travail, qui était flanqué d'un barbier pour mieux raser les ouvriers de la province. Si l'Union nationale n'était pas tombée en 1939, c'en était fait des conventions collectives de travail et de toutes nos lois sociales.

De 1936 à 1939, on a saboté les lois ouvrières et tous les contrats collectifs de cette province. Les amis du gouvernement arrivaient auprès du conseil des ministres et s'ils avaient assez d'influence, ils sortaient leur région de l'application des contrats collectifs. De 1936 à 1939, le régime de l'Union nationale a fait 78 interventions pour soustraire des régions à la juridiction de la loi des conventions collectives et si on avait continué à cette allure, pas une seule convention n'aurait trouvé grâce, et rien ne serait resté de la législation sociale et ouvrière qui avait été adoptée précédemment.

Quand les ouvriers ont besoin de moi, ils me trouvent. Si j'ai été absent de la Chambre deux jours la semaine dernière, c'était pour régler un conflit ouvrier dans le comté du chef de l'opposition.

La loi de 1909, dont a parlé le chef de l'opposition, n'est qu'une loi d'enquête, une loi

d'occasion. Celle qui crée le Conseil supérieur du travail établit un organisme qui prend de la valeur par sa permanence. Le gouvernement a présenté la loi du Conseil supérieur du travail après avoir étudié les lois analogues qui ont présidé à la création des divers conseils supérieurs du travail qui existent dans plusieurs autres pays. Le Conseil du travail est un organisme fort important. Il fait du travail effectif, de la belle besogne.

Le Conseil réunit autour de la table de conférence des hommes qui devraient se respecter les uns les autres et il voit à ce que la paix sociale règne dans la province. Depuis un an, il a fait d'excellentes recommandations au gouvernement dont la principale, à sa dernière réunion, fut l'institution des allocations familiales dans la province. Cette loi est venue à son heure. Depuis un an, le Conseil a renfloué les lois sociales sabordées par l'Union nationale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre n'a pas dit un mot des droits de la province, dans son discours. Il n'a pas répondu à mes accusations concernant le contrôle du gouvernement fédéral dans la province. Il n'a pas parlé des ouvriers qui reçoivent des salaires inférieurs à ceux d'Ontario. Cela ne l'intéresse pas! Il s'est vanté. Peu importe qu'il se pense un grand homme. Ce que le peuple veut c'est du travail, c'est plus d'action dans le domaine de l'autonomie, qui nous donne le droit d'être maîtres chez nous.

Il relève (avec ironie) l'affirmation du ministre à l'effet que l'Union nationale a hérité des lois sociales du régime libéral. Comment, dit-il? Un héritage social du régime Taschereau! Les libéraux n'ont pas adopté de programme social quand ils étaient au pouvoir. Il (M. Duplessis) parle des pensions de vieillesse refusées aux vieux et aux vieilles de la province, alors que Québec payait 30 % du coût des pensions dans les autres provinces. À l'avènement de l'Union nationale, dit-il, il n'y avait, dans la province, ni pension pour les vieux, ni pension pour les mères nécessiteuses, les veuves et les orphelins, ni pension pour les aveugles. C'est l'Union nationale qui a doté la province de ces réformes. Il parle des multiples travaux donnés aux chômeurs. L'héritage du régime Taschereau, n'était qu'un héritage de misère et de détresse.

Il y eut autant de conventions collectives sous mon administration que sous la présente administration, et s'il y eut des détournements de fonds dans les travaux de chômage au Jardin botanique et à l'île Sainte-Hélène, c'est le devoir du

gouvernement de punir les coupables. Cela fait quatre ans que les députés libéraux lancent des accusations quant aux irrégularités et aux vols dont on parle si souvent contre des absents qui les valent, et ils n'ont pas le courage de les porter à la face des intéressés. Qu'on fasse arrêter les coupables!

Il loue, dit-il, l'exécution des travaux du Jardin botanique, qui a été depuis une mine d'enseignement et un monument élevé à la gloire d'un grand savant canadien-français, le frère Marie-Victorin. Il loue aussi l'exécution du pont Charlemagne, qui, dit-il, répondait à un besoin et a coûté \$1,100,000 de moins que le pont Mercier, à Caughnawaga, qui est un tiers moins long et moins large que l'autre, et qui fut construit sous le régime Taschereau.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)⁵:

Le chef de l'opposition a été évidemment piqué par quelque chose, puisqu'il recommence sa rengaine que rien n'a été fait dans le domaine social sous le régime libéral. Il en veut toujours au Parti libéral. Mais il ne réussira pas, en répétant ces vieilles rengaines, à faire croire que le Parti libéral n'a rien fait dans le domaine des lois sociales.

C'est le Parti libéral qui a donné la pension aux vieillards de la province en adoptant une loi à cet effet, et ce, contre la volonté du chef de l'opposition. Le chef de l'opposition était alors de complicité avec les libéraux stationnaires contre les libéraux réactionnaires. L'ancien député de Hull, M. Aimé Guertin, a fait distribuer dans le temps une circulaire pour accuser, avec raison, le chef de l'opposition d'avoir pactisé et conspiré avec les adversaires à cette mesure de pension pour l'empêcher de passer en Chambre ou pour en retarder l'adoption.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui était alors au pouvoir?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est vrai, vous n'étiez pas au pouvoir.

Le chef de l'opposition a été l'un des principaux artisans du retard apporté à la mise en vigueur de cette réforme. Non seulement M. Guertin mais un autre de ses anciens députés, M. Barré, de Rouville, a aussi porté les mêmes accusations contre lui. C'est moi, le modeste député de Saint-Hyacinthe et d'autres députés qui ont réussi à faire adopter la loi de pensions de vieillesse par l'Assemblée législative, et ce que j'affirme est la vérité vraie. Le chef de l'opposition est bien mal venu de dire, aujourd'hui,

que l'Union nationale a donné la pension aux vieillards.

C'est aussi le Parti libéral qui a fait voter la loi de la pension aux aveugles. C'est encore moi qui l'ai fait passer, à la demande de M. Layton. C'est ce que constatent les Statuts, malgré les vantardises du chef de l'opposition.

Quant à la loi pour aider les mères nécessiteuses, le chef de l'opposition nous demanda dans le temps de la voter vite, ça pressait, mais bien des mois ont passé avant qu'il ne la mette en force. L'Union nationale n'a commencé à verser les pensions aux veuves et aux orphelins qu'à la veille des élections. Je l'ai accusé dans le temps d'avoir, par ce retard, privé les mères nécessiteuses et les orphelins d'un montant de \$5,000,000 et il ne m'a jamais contredit.

Il a retardé le paiement d'un montant de \$5,000,000 aux orphelins et aux mères nécessiteuses jusqu'à la veille des élections et maintenant il a le front de dire que l'Union nationale est responsable de toutes les lois sociales! Le Parti libéral n'a rien fait dans le domaine social? Mais qui donc a fait passer la première loi des compensations des accidents du travail jamais votée sur le continent américain? C'est le Parti libéral, en 1909.

Qui donc nous a donné la loi de l'Assistance publique, qui fait payer les riches pour les pauvres qui en bénéficient jusqu'à concurrence de plus de \$12,000,000 par année, sinon les libéraux? Qui a décrété la taxe sur les amusements pour aider ceux qui souffrent? Qui a donné à la province un système complet d'unités sanitaires? Toujours les libéraux. Et on dira ensuite que le Parti libéral n'a rien fait en cette province.

L'Union nationale se vante d'avoir favorisé le progrès social en donnant le Jardin botanique. Sans contester la science du frère Marie-Victorin, ce monument a coûté plus de \$8,000,000 et a surtout servi à enrichir à millions des favoris de l'Union nationale, des cultivateurs de la carotte publique. Les entrepreneurs se sont enrichis.

Il est temps de faire disparaître une légende au sujet de la construction du pont de Charlemagne qui n'a pas coûté exactement ce que le chef de l'opposition prétend, \$2,100,000. Il a coûté en proportion plus cher que le pont Mercier. Le coût du pont proprement dit, d'une longueur de 2,850 pieds, au lieu de \$2,100,000 admis par le chef de l'opposition, a coûté \$2,245,444.84, plus \$469,022.27 pour les approches et \$100,568.15 pour les expropriations, soit un grand total de \$2,815,035.66. Le pont de Caughnawaga, le pont Mercier, d'une

longueur de 4,468 pieds, a coûté \$3,208,907.00, bien qu'il ait été plus difficile de construction parce qu'édifié sur le fleuve, non sur une rivière. Il faut tenir compte de la longueur des ponts avant de faire des comparaisons; celui de Mercier a coûté beaucoup moins que celui de Charlemagne, valeur pour valeur.

Et ces mesures nous ont été fournies par des ingénieurs et non par des orateurs de l'Union nationale. Les ponts, cela ne s'étire pas comme une bande de caoutchouc⁶!

L'Union nationale a réussi à ruiner la province en trois ans. Elle a déclenché des élections en 1939, non pas pour protester contre la guerre ni pour défendre l'autonomie de la province, mais parce qu'elle ne pouvait plus emprunter un cent. Le chef de l'opposition n'avait plus un sou en caisse pour payer les comptes du gouvernement. Il aurait été obligé de convoquer les Chambres pour imposer des taxes directes. Les 22,000 chèques...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Je sais ce que va dire le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard). Il va prétendre que nous n'avions pas d'argent pour les payer, ces chèques. C'est faux, archi faux et je le défie de le prouver.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les 22,000 chèques ne pouvaient être honorés faute de fonds. C'est facile à prouver et les banques ne vous ont avancé l'argent que pour éviter une révolution populaire dans la province. Votre gouvernement n'avait plus d'argent un mois avant les élections.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est archi faux et vous le savez!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous commencez à rire jaune. Prouvez donc le contraire. Vous dites que le peuple va nous forcer à faire des élections. C'est toujours le même camouflage. Le chef de l'opposition ne veut pas du tout des élections. Ce n'est pas le temps, en pleine guerre, de faire des élections. Le chef de l'opposition, lui, sait bien choisir son moment. Il l'a si bien choisi en 1939. Nous aurons des élections quand l'intérêt de la province le réclamera. Je n'en veux pas dire plus long.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est l'opposition qui a forcé le gouvernement Taschereau à voter la loi des pensions de vieillesse; aucune pension n'a été payée avant l'arrivée de l'Union nationale au

pouvoir. Il en est de même pour la pension aux aveugles; pour ce qui est des allocations aux mères nécessiteuses, la loi a été votée et appliquée sous l'Union nationale. L'Union nationale a dépensé pour donner du pain et n'a pas dépensé le dixième du premier des cadeaux des libéraux d'Ottawa.

Quant aux accusations de gaspillage, c'est vrai que nous avons dépensé de l'argent, mais mon parti n'a pas dépensé la centième partie des \$2,000,000,000 que les libéraux d'Ottawa ont donné en cadeau à l'Angleterre.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Allez donc à Ottawa défendre la province de Québec!

M. Duplessis (Trois-Rivières): En fait de banqueroute, je n'en connais pas de plus désastreuse que celle des chefs libéraux, à Ottawa, qui sont en train de ruiner le pays avec leurs cadeaux qui n'ont pas de bon sens, leurs dépenses exagérées et leurs taxes extravagantes. C'est la seule banqueroute dont il faille parler. Et si on gaspille tant à Ottawa, c'est parce qu'on se sent appuyé par Québec.

Il est ridicule de dire qu'il a retardé le bill sur les pensions de vieillesse, dit-il.

Il y a eu \$1,100,000 de coulage dans le contrat du pont Mercier.

Ceux qui parlent d'élections n'ont pas même le courage d'en faire. Si le gouvernement a tant de courage, qu'il fasse donc des élections partielles. Il y a sept sièges vacants en Chambre. Si le gouvernement ne fait pas ces élections, c'est parce qu'il se sent battu.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et l'a adopté sans l'amender.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division⁷.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas l'âge qui indique la capacité d'un homme et le bill a pour but de créer des vacances pour les amis du gouvernement.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 6.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Beaulieu (Témiscouata)

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) propose: que l'article 237 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) soit remplacé par le suivant:

"237. Tout juge des sessions qui a atteint l'âge de soixante-quinze ans est forcément mis à la retraite; et à tout juge des sessions qui est ainsi mis à la retraite ou qui, ayant atteint l'âge de soixante-cinq ans, donne sa démission ou est mis à sa retraite et, dans ce dernier cas, a rempli la charge de juge des sessions durant une période de vingt-cinq ans ou plus, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes sous le grand sceau, accorder une pension égale au traitement attaché à la charge qu'il remplissait à l'époque de sa mise à la retraite ou de sa démission."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement ferait mieux d'augmenter les pensions sociales que les pensions judiciaires.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

Il est ordonné que l'examen de cette résolution soit remis à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à minuit.

NOTES

1. *Le Soleil* du 27 mai 1943, à la page 5, prétend que c'est le député de Montréal-Laurier (M. Gauthier) qui assumait la présidence.

2. *L'Événement-Journal* du 27 mai 1943, à la page 4, avance plutôt le chiffre de 300 instituteurs.

3. *L'Événement-Journal* du 27 mai 1943, à la page 4, écrit "Quand on fixe le minimum à \$240, on s'assimile par cette pension à la pension de vieillesse."

4. *La Patrie* du 27 mai 1943, à la page 12, écrit \$450,000.

5. Il dirige les travaux en l'absence de M. Godbout, précise *Le Devoir* du 27 mai 1943, à la page 2. *La Patrie* du même jour, à la page 12, ajoute que M. Godbout n'assistait pas aux séances de l'après-midi et du soir.

6. *Le Chronicle* du 27 mai 1943, à la page 3, écrit, à propos des ponts mais sans préciser qui s'est exprimé ainsi: "Le débat a pris une tournure humoristique quand les accusations ont commencé à parler de ponts qui avaient été construits au milieu de champs

ou sans aucune route pour y aller." Mais il s'agit du seul journal qui fait ainsi référence à l'absence de route menant aux ponts.

7. Il est alors 11 h 45, selon *La Patrie* du 27 mai 1943, à la page 12.

Première séance du jeudi 27 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions des députés:

Canadiens français
dans l'administration fédérale

M. Barrette (Joliette) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour appelant la motion de M. Barrette, en date du 12 mai 1943, laquelle motion est ainsi conçue:

Que l'Assemblée législative de la province exprime l'opinion que, depuis longtemps, sous tous les gouvernements fédéraux, les Canadiens français ont été privés de nombre de positions et d'emplois relevant du gouvernement fédéral, et qui auraient dû leur être accordés en justice et en droit;

En conséquence, que l'Assemblée législative de la province de Québec formule le vœu que les Canadiens français reçoivent, des autorités fédérales, un traitement juste, proportionné à leur nombre, conforme à leurs droits et à leur indispensable et féconde contribution à la Confédération canadienne et au progrès du pays;

Que le greffier de l'Assemblée législative communique sans délai la résolution ci-dessus au très honorable W. L. Mackenzie King, premier ministre du Canada.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette motion, alléguant qu'elle contrevient à la règle spéciale de cette Chambre, adoptée le 11 mai 1943, qui a décrété que l'ordre des travaux doit être celui établi par l'article 115 paragraphe 1^o, c'est-à-dire que les mesures du gouvernement ont préséance.

Or, on veut actuellement donner préséance à une question qui est à la fin de l'ordre du jour. L'étude de cette motion ferait perdre le temps de la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre a tort de parler de perte de temps quand il s'agit de

défendre les droits des Canadiens français. Il y a une question urgente à discuter. Il s'agit de demander la répression d'abus qui existent depuis plusieurs années. Le gouvernement a fait étudier des lois, qui avaient été inscrites au *Feuilleton*, le 25 mai, et nous n'aurions pas le droit de faire étudier une motion inscrite le 12 du mois?

L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):

Si les abus dont parle le chef de l'opposition datent de plusieurs années, pourquoi ne les a-t-il pas fait disparaître, quand il était premier ministre, de 1936 à 1939?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne regarde pas le point d'ordre soulevé par le député de Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):

Si ça pressait tant de réprimer ces abus, pourquoi le député de Joliette a-t-il attendu la fin de la session pour présenter sa motion?

M. Lorrain (Papineau), L'honorable M. Perrier (Terrebonne) et M. Gagnon (Matane) ajoutent quelques mots.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre, se basant sur la règle spéciale adoptée le 11 mai courant et les articles 115, paragraphe 1^o, et 219 du Règlement de la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Goulet, Groulx, Guérin, Hamel, Hartt, Joyal, Lapointe, Marler, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Potvin, Rajotte, Robidoux, Rochette, 38.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Projets de loi:

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) propose que la résolution relative au bill 6 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant agréée.

Adopté, après division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée à un comité plénier chargé d'étudier le bill 6.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 6 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Beaulieu (Témiscouata)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 237 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"237. Tout juge des sessions qui a atteint l'âge de soixante-quinze ans est forcément mis à la retraite; et à tout juge des sessions qui est ainsi mis à la retraite ou qui, ayant atteint l'âge de soixante-cinq ans, donne sa démission ou est mis à sa retraite et, dans ce dernier cas, a rempli la charge de juge des sessions durant une période de vingt-cinq ans ou plus, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes sous le grand sceau, accorder une pension égale au traitement attaché à la charge qu'il remplissait à l'époque de sa mise à la retraite ou de sa démission."

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi consacre un principe dangereux et contraire à l'inamovibilité des juges. Il arrive souvent qu'un homme de 75 ans vaut mieux qu'un homme de 30 ans, et ce n'est pas l'âge qui donne la capacité d'un homme.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Le même principe existait sous l'Union nationale. Nous ne faisons que réduire l'âge de 80 à 75 ans.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On veut créer des vacances pour les ministres qui ont peur de se montrer devant le peuple.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Je n'ai pas l'intention de profiter des amendements. Aucune considération politique n'est entrée dans la préparation du bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait des comparaisons entre une pension de \$6,000 pour les juges en retraite et une pension de \$200 pour les vieux et les vieilles. Il demande au gouvernement, dit-il, de songer davantage à ceux qui ont le plus besoin de protection.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Aucun principe n'est en jeu. La loi était la même sous l'Union nationale, sauf que la limite d'âge est réduite de cinq ans.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On crée une nouvelle pension, puisqu'on dit à un juge encore capable de travailler et désireux de travailler: "Maintenant que tu as 75 ans, tu ne travailleras plus et nous te donnerons \$6,000.

L'article 3 est adopté.

L'article 4 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et l'a adopté sans l'amender.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette mesure ne constitue qu'un semblant de palliatif.

J'ai reçu un télégramme m'informant que la majorité des instituteurs s'oppose à ce que l'âge de retraite des instituteurs soit porté de 56 à 60 ans et à ce que la contribution des instituteurs soit élevée de 3 % à 5 %. Les signataires disent que ces changements ne favorisent qu'un petit nombre d'instituteurs qui gagnent de hauts salaires et affirment, d'une façon générale, qu'ils sont pris par surprise, n'ayant pas été consultés sur ces modifications.

Je ne puis donner mon appui à ces changements.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Mon projet de loi ne comporte aucun privilège pour ceux qui retirent de plus gros salaires.

Nous posons un acte de justice à l'endroit de ceux qui ont des salaires convenables, en leur accordant une pension conforme aux règles de justice et aux sacrifices qu'ils se sont imposés. La pension des instituteurs sera payée au *pro rata* de leurs années de services. Il insiste, dit-il, sur le fait que la pension minimum a été augmentée de \$240 à \$300, à raison de \$5 par année pour chaque année de service d'enseignement à partir de la vingtième année de service jusqu'à concurrence de \$300. Autrement dit, un instituteur qui a accumulé 36 ans de service aura droit à une pension d'au moins \$300 et celui qui a 20 ans de service, au moins \$240.

En vertu de notre projet de loi, même si une institutrice ne gagnait pendant de nombreuses années qu'un salaire moyen de \$150 ou \$200 par année, elle aura droit à une pension de \$240 à \$300 par année, donc plus élevée que son salaire. Je répète que 87 % des commissions scolaires paient maintenant un minimum de \$400 aux institutrices grâce aux subventions de \$1,700,000 du gouvernement. Plusieurs instituteurs recevront plus de pension que ce qu'ils auront payé durant leurs années d'enseignement.

J'ai reçu moi-même un télégramme semblable à celui dont a parlé l'honorable chef de l'opposition. Mon honorable ami se contredit, car tout à l'heure, il s'opposait à ce que l'âge de retraite des juges de sessions soit réduit à 75 ans, tandis que nous fixons à 60 ans l'âge de retraite des instituteurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le ministre ne peut référer à un débat antérieur.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je m'excuse d'avoir signalé la contradiction de l'honorable chef de l'opposition.

Mon honorable ami peut-il me citer un seul cas d'instituteur qui soit anxieux de se retirer à 56 ans? Au contraire, les instituteurs désirent continuer leur carrière d'enseignement le plus longtemps possible. On a constaté la chose lorsque la Commission des écoles de Montréal a voté une résolution à l'effet d'obliger les professeurs à se retirer à l'âge de 65 ans; il y a eu protestations unanimes¹. Mais, même si un instituteur se retire à 45 ans, du moment qu'il a 20 ans de services, il aura sa pension au *pro rata* de ses années de services. Et si un enseignant est malade, il peut se retirer avant 60 ans. Nous conservons cette disposition.

Quant à la contribution, elle est augmentée de 3 % à 5 % dans le cas des célibataires seulement! Voulant donner aux instituteurs les avantages d'une pension comparable à celle des autres fonctionnaires, le gouvernement a dû exiger une contribution équivalente. Et puisque le gouvernement augmente les avantages dont bénéficieront les professeurs célibataires, il est juste qu'ils contribuent davantage au fonds de pension. Mais tous les instituteurs n'ont pas le caractère de l'honorable chef de l'opposition et ils désirent fonder un foyer. Or, en ce qui concerne les hommes mariés, ils paient déjà une contribution de 4½ % de leur salaire afin, en cas de mortalité, d'assurer une meilleure pension à leurs veuves. L'augmentation, dans leur cas, n'est donc que de ½ de 1 %.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est facultatif.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Oui, mais 90 % des hommes mariés versent 4½ % au fonds de pension. Ils paient le 1½ % supplémentaire requis pour la demi-pension de leur veuve. À l'avenir, ils devront payer 5 %, c'est vrai, mais ils n'auront pas à payer le 1½ % pour la demi-pension. Il est vrai que ceux qui n'ont pas payé le 1½ % par le

passé aurait à combler le retard, mais ils auront 10 ans pour ce faire. Il vaut la peine de citer les articles du projet de loi qui couvrent cette question:

"La veuve d'un fonctionnaire de l'enseignement primaire reçoit sa vie durant et tant qu'elle garde viduité la moitié de la pension que son mari recevait ou aurait eu droit de recevoir s'il avait été à la retraite.

Dans le cas où un fonctionnaire de l'enseignement primaire s'est marié avant le premier juillet 1943, les années d'enseignement depuis son mariage jusqu'à ladite date ne sont pas comptées pour les fins de la demi-pension, à moins que ce fonctionnaire n'ait versé au fonds de pension, en sus de la retenue au taux alors payable par lui, une somme égale à la moitié de cette retenue.

Dans le cas où un tel fonctionnaire est décédé ou a abandonné l'enseignement moins de six ans après le premier juillet 1943, la demi-pension n'est pas due si ce fonctionnaire n'a pas payé la retenue additionnelle ci-dessus mentionnée pendant un nombre d'années au moins égal à la différence entre cette période de six ans et le nombre de ses années d'enseignement subséquentes au premier juillet 1943.

Le fonctionnaire de l'enseignement primaire qui n'a pas payé, en temps voulu, la retenue additionnelle prévue à l'article précédent peut faire compter toutes ses années d'enseignement pour fins de la demi-pension en donnant, avant le premier juillet 1944, un avis écrit au secrétaire de la commission administrative du fonds de pension et en payant le montant de ladite retenue additionnelle en pas plus de dix versements annuels, avec intérêt au taux de quatre pour cent à compter du premier juillet 1943."

Je prends note du télégramme qui nous été adressé. Ce ne sont pas les points de vue et intérêts particuliers de tel ou tel groupe d'instituteurs qui nous ont inspirés ou qui me feront changer d'idée. J'ai étudié la question à fond et je crois que la loi est juste. Nous donnons à la masse des instituteurs et institutrices une amélioration considérable.

M. Gagnon (Matane): Le ministre, qui a été membre du Conseil de l'instruction publique et a pu apprécier le travail admirable des instituteurs et institutrices, aurait dû leur exprimer sa reconnaissance d'une façon plus généreuse. La loi ne rend pas justice aux fonctionnaires de l'enseignement.

Il (M. Gagnon) invoque le télégramme de Montréal et affirme que le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) eût dû soumettre sa loi au

corps complet des instituteurs et institutrices avant de la présenter en Chambre. Il est encore temps pour le gouvernement de changer d'idée, dit-il, et de donner aux instituteurs et institutrices le traitement qu'ils méritent, surtout en leur donnant de meilleurs salaires.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 32 sans l'amender.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 29 modifiant la loi de l'aide à la jeunesse.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 27 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Corvette "Ville de Québec"

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Avant que l'on ne procède à autre chose, j'ai une

bonne nouvelle à annoncer à la Chambre. On m'informe que la corvette "Ville de Québec" vient d'entrer dans le port qui porte son nom. Cette corvette est celle qui, un jour, a coulé, dans des circonstances dramatiques et glorieuses, un sous-marin allemand. Elle est commandée par le capitaine Robert-E. Coleman, de Montréal, et compte 14 Canadiens français parmi les membres de son équipage, à qui nous voulons souhaiter une cordiale bienvenue dans leur vieille province.

Je me lève pour féliciter ces marins de la belle victoire qu'ils ont remportée et de la protection qu'ils ont donnée à l'un des plus importants convois alliés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il me fait plaisir de souhaiter au nom de l'opposition la plus cordiale bienvenue aux membres de l'équipage de cette corvette, qui vient de couler un sous-marin allemand. Nous regrettons que son activité l'ait tenue éloignée des rives du Saint-Laurent et des côtes gaspésiennes, où elle aurait pu couler les sous-marins allemands qui ont causé tant de désastres et de ravages dans le parage de nos eaux.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une troisième fois.

M. Barrette (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Morin), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"Le bill 32 intitulé: Loi modifiant la loi de l'instruction publique soit renvoyé au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender de manière à faire disparaître les injustices qu'il contient et afin de rendre pleine et entière justice aux instituteurs et aux institutrices de la province."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

Contre: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté),

Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Desmarais, Dubreuil, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Guibord, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Marler, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Robidoux, Rochette, Sabourin, 39.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère que la troisième lecture enregistre la même division, mais inversée.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) rejette l'idée. Il réclame le vote sur le bill lui-même.

La motion principale est mise aux voix.

La droite proteste lorsque les oppositionnistes se lèvent pour voter contre.

Des députés font leur entrée à la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) et **L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** font leur entrée à la Chambre².

Les députés de la droite applaudissent en tapant du plat de la main sur le couvercle de leur pupitre.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Guibord, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Robidoux, Rochette, Sabourin, 47.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Brown Corporation

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 46 concernant un échange de concessions forestières avec Brown Corporation.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Delagrave. (Québec-Ouest)

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) propose: Que, par dérogation à l'article 98 de la loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1941, chapitre 93), le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à accorder à Brown Corporation des permis de coupe renouvelables sur les terres de la couronne décrites à l'annexe I de la loi qui accompagne la présente résolution, en retour des terres concédées par semblables permis et des autres propriétés décrites à l'annexe II de ladite loi. Les permis ainsi accordés auront le même effet que s'ils résultaient d'une vente à l'enchère faite en vertu dudit article 98.

En vertu de l'échange que propose le bill, la Brown Corporation cède à la province les concessions forestières qu'elle possède dans les bassins des rivières Madeleine, Mont-Louis et Mont Saint-Pierre, dans Gaspé-nord qui ont une étendue de 439 milles carrés et ne sont pas exploitées du tout depuis 1931. On a représenté à la province que la non-exploitation de ces concessions est préjudiciable à l'économie de la région, qu'on pourrait les développer avec avantage pour la population par l'établissement de colonies et de réserves forestières.

La compagnie est disposée à échanger un contre un. En d'autres termes, la province cède autant

qu'elle reçoit. Il s'agit de continuer la politique établie par l'Union nationale et qui paraît donner satisfaction à toute la population de la Gaspésie. La province reçoit 439 milles carrés et 254,000,000 de pieds cubes de forêts gaspésiennes de bois résineux, et elle cède 440 milles carrés et 259,000,000 de pieds cubes de forêts de la Côte-Nord. Les concessions que la province cède à la Brown Corporation sont situées dans le bassin des rivières Papinachois, Laliberté et Boucher, non loin de la rivière Bersimis, dans le Saguenay.

La propriété que la province reçoit comprend des forces hydrauliques et une usine de distribution qui ont été payées, en 1902, \$22,500 et que la province acquiert pour la valeur de \$23,000, que le gouvernement paie par une concession de 48 milles carrés de forêts sur la Côte-Nord. Nous avons l'intention d'utiliser les concessions rétrocédées à la création de colonies forestières.

La Chambre se ralliera sans doute à ce sujet de loi car il est destiné à aider une population digne de la plus grande sollicitude du gouvernement et de la Législature. Cette transaction va apporter du soulagement à la population de la Gaspésie. Je crois que l'échange sera à son avantage, à tous les points de vue.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En toute justice, je dois dire au ministre qu'il a été soucieux de son devoir. Il m'a envoyé un rapport écrit et une carte géographique de la région concernant cette transaction.

Mais ce bill si important arrive tard dans la session. La Gaspésie est le coin le plus vieux d'Amérique et le plus négligé par le gouvernement. À l'avènement de l'Union nationale, tout y était à l'abandon; la Gaspésie n'avait pas de chemins, pas de parcs, les moulins de Chandler étaient fermés. En trois ans, l'Union nationale a changé tout cela. C'est l'Union nationale qui a redonné confiance à la population par des mesures appropriées et par la mise en vigueur d'une politique propre à assurer les principales ressources de la région, dont elle a fait l'inventaire: l'agriculture, la colonisation et les pêcheries.

Les pêcheries et l'agriculture ne peuvent pas suffire à la subsistance de la population et le gouvernement de l'Union nationale a trouvé, comme moyen d'aider, l'organisation des colonies forestières, dont celle de la rivière Madeleine, qui fut fondée grâce à l'échange de concessions entre la Brown Corporation et l'Union nationale, et qui a rendu de grands services à toute la population.

Les compagnies de bois qui ont des limites en Gaspésie, comme la Howard Smith Coy, la Consolidated Paper, la Hamermills Paper, la Canadian International Paper et autres, n'ont pas rempli leur devoir à l'égard de la population et ont contribué à aggraver la détresse de la population gaspésienne en laissant inexploité un domaine forestier très riche, en ne payant pas de salaires et en laissant la mouche à scie causer des dommages considérables aux forêts.

La compagnie Brown est prospère mais elle souffre du pyramidage financier de sa "holding company". L'échange de concessions un contre un que propose le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) est un marché désavantageux pour la province. On donne à la compagnie, en retour des forêts qu'elle abandonne en Gaspésie, des concessions forestières de la région de Bersimis qui comptent parmi les plus riches de la province, et on reçoit en échange des forêts qui n'ont aucunement la même valeur et ont été ravagées, notamment, par la mouche à scie.

Le bill du ministre des Terres et Forêts dit également qu'il est dans l'intérêt public de faire entrer dans le domaine de la couronne les forces hydrauliques qui se trouvent sur les concessions, avec quelques propriétés accessoires, de façon à en permettre une exploitation rationnelle au bénéfice des habitants de la région. Je voudrais en connaître la valeur.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Le pouvoir d'eau auquel on fait allusion a un potentiel actuel de 1,500 à 1,700 chevaux-vapeur permanents; il pourrait être porté à 2,700 et 3,000 chevaux-vapeur, avec les aménagements nécessaires.

Il peut y avoir, à l'heure actuelle, un potentiel de 5,000 chevaux-vapeur disponibles; mais ce ne sont pas des chevaux-vapeur permanents. Le potentiel des forces hydrauliques servira à l'éclairage électrique des villages gaspésiens, qui en sont privés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'est-ce que le gouvernement a l'intention de faire avec ce pouvoir?

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): C'est notre intention de développer ce pouvoir pour la consommation locale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre peut-il nous dire si son projet a quelque chose de plus brillant que celui qui veut l'acheter?

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Je comprends l'allusion du chef de l'opposition, mais je puis lui dire que ce pouvoir ne sera jamais à vendre, ni à un monsieur qui s'appelle M. Brillant³, ni à un autre.

L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord): Je remercie l'honorable chef de l'opposition et l'honorable député de Matane de me permettre de parler de cet échange de concessions. Le barrage compris dans la partie cédée à la province et établi par la compagnie de bois a été endommagé, il y a deux ans, par la plus grosse inondation jamais vue. L'inondation a détruit le moulin de la Brown et l'usine électrique qui desservait la région.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que l'on veut ériger, en ce moment, un barrage électoral pour empêcher une inondation de votes! Le gouvernement aurait dû forcer la Brown à reconstruire son usine. Au lieu de construire un barrage, on passe une loi. Ces lois-là, on connaît ça. On a veillé toute une nuit pour passer celle de la Beauharnois et rien n'a encore été fait.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Le gouvernement va payer \$23,000 ce qui a été vendu \$22,000 en 1902, alors que tout se donnait pour une chanson et qu'on aura en plus les aménagements qui restent!

M. Gagnon (Matane): Je suis d'avis que cette transaction se présente dans des conditions qui éveillent justement des soupçons. La compagnie Brown a toujours voulu se débarrasser de ses forêts de la Gaspésie parce qu'elles sont ruinées par la mouche à scie.

Il (M. Gagnon) taquine le député de Gaspé-nord (l'honorable M. Casgrain) et se demande s'il n'est pas le véritable promoteur du projet.

Le ministre des Terres et Forêts est peut-être de bonne foi, dit-il, mais il se peut qu'il ait été induit en erreur. En tout cas, il s'expose à la critique en présentant ce projet de loi compliqué à la dernière minute.

Pourquoi attendre à la dernière minute pour présenter un pareil projet? L'opposition n'a pas les moyens de contrôler les faits et de se rendre compte de la valeur des propriétés échangées. Je suis en faveur que le gouvernement reprenne possession des chutes de la rivière Madeleine, les plus importantes de la Gaspésie, mais je ne veux pas que ce soit pour les céder ensuite à des intérêts privés, mais pour les développer à l'avantage de la région.

M. Jules Brillant, propriétaire de la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent, a des intérêts considérables dans la région; on dit même qu'il projette d'établir une ligne de transmission entre Sainte-Félicité, comté de Matane, jusqu'à Sainte-Anne-des-Monts. Certes, je suis en faveur de l'électrification de la Gaspésie, mais encore faut-il que les intérêts des contribuables soient bien protégés. Je n'en veux aucunement à M. Brillant, auquel je rends hommage en tant que l'un des plus grands hommes d'affaires canadiens-français.

Ce n'est pas parce que M. Brillant est libéral et ami du premier ministre qu'il ne faille pas le traiter avec justice, mais on peut être aimable pour lui sans lui donner nos chutes. Je demande qu'on protège d'abord les intérêts du peuple. Si mon honorable ami de Gaspé-Nord veut exploiter les pouvoirs de la Gaspésie non au profit des actionnaires heureux d'une industrie heureuse, mais au profit de la population, j'en suis!

L'honorable député de Gaspé-Nord est un ami des marchands de bois. À la veille des élections, il va dire aux colons que le gouvernement a obtenu les limites de la Brown pour établir des colonies forestières, mais après les élections, les colons s'aperçoivent que Mont-Louis Seignory, Marsouis Lumber et Richardson auront pris possession des lots pour établir des scieries.

L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):

L'Union nationale a, certes, fait une bonne chose en procédant à un inventaire des ressources naturelles de la Gaspésie. J'ai étudié avec soin cet inventaire pour voir de quelle façon les richesses naturelles gaspésiennes pourraient être exploitées dans l'intérêt de la population. Et j'ai fait enquête moi-même. Je dois dire ici que l'inventaire a été fait sous la direction de M. Esdras Minville, Gaspésien de naissance, directeur de l'École des hautes études commerciales de Montréal.

Mes enquêtes personnelles m'ont permis de constater que le travail de M. Esdras Mainville a été bien fait. Après avoir bien étudié la question, j'ai constaté que la compagnie Brown laissait des ressources naturelles importantes dans ses limites inexploitées. Ce sont celles que comporte l'échange.

La population de la Gaspésie, ne pouvant vivre exclusivement de la pêche et du tourisme, avait besoin d'un autre gagne-pain. Mais la topographie du pays se prête mal à l'établissement de petites industries et à la colonisation de même qu'à l'agriculture. Dans Gaspé-nord, par exemple, le terrain est si accidenté qu'à part une ou deux

paroisses, on ne peut songer à faire de la colonisation selon la formule traditionnelle en vigueur dans les autres comtés. Il faut y établir une industrie stable et cette industrie, c'est celle de la forêt.

M. Esdras Minville, M. Omer Lussier et le curé Alexis Bujold ont trouvé une formule nouvelle de colonisation extrêmement intéressante. Elle consiste à donner au colon un terrain où il peut cultiver les choses nécessaires à ses besoins et à lui donner également, à proximité de sa propriété, une part dans une exploitation forestière en coopération avec d'autres colons.

Le ministère des Terres et Forêts surveille l'exploitation forestière pour qu'elle soit faite suivant les meilleures données. Les concessions que le gouvernement recevra dans l'échange prévu par la loi sont bien choisies pour le genre de colonisation suivant la nouvelle formule. Une scierie pourra y être établie qui sera exploitée au bénéfice des colons unis dans la coopérative. Je comprends que l'opposition approuve ce projet.

Il (M. Casgrain) reproche au député de Matane d'avoir fait des insinuations à son sujet, quand il a parlé des marchands de bois.

L'honorable député de Matane a parlé d'électrification rurale en Gaspésie, poursuit-il, de Sainte-Félicité à Sainte-Anne-des-Monts. Le projet a été jugé trop coûteux.

M. Gagnon (Matane): C'est ce que nous avons dit.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Vous avez dit beaucoup de choses, mais vous n'avez rien fait!

L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):

Les syndicats coopératifs forestiers ne constituent pas une panacée universelle, mais ils aident grandement la population. Le gouvernement, par sa Commission des eaux courantes, a fait enquête sur les possibilités de la rivière Sainte-Anne.

Cette enquête a été faite par des ingénieurs du département des Terres et Forêts, aux fins de savoir s'il y aurait (sic) possibilité de développer les forces hydrauliques de la chute de la rivière Sainte-Anne-des-Monts.

Les ingénieurs ont constaté qu'un barrage à cet endroit et les lignes de transmission rendraient prohibitif le coût de l'entreprise. On a cherché ailleurs, d'autres chutes ont été examinées, mais sans plus de succès. Elles ont été trouvées d'une puissance insuffisante.

Nous aurions voulu permettre aux municipalités d'utiliser un pouvoir à elles de façon à être complètement indépendantes des compagnies. Le seul moyen pratique que l'on a trouvé de rendre possible l'électrification rurale de la Gaspésie a été celui de prendre le pouvoir de la compagnie du Bas-Saint-Laurent, à Sainte-Félicité, où la ligne de transmission prend fin, et de construire une ligne de transmission.

Les municipalités de Sainte-Anne-des-Monts et de Cap-Chat, fortes de l'appui du gouvernement pour la construction de leurs lignes de transmission, ont obtenu un prix. Elles paieront l'électricité en bloc, et ce sont elles qui se chargeront de fournir l'électricité à tous ceux qui en feront la demande. Elles la revendront aux consommateurs de façon à payer, avec l'aide du gouvernement, le coût du réseau.

J'aurais préféré, personnellement, que les municipalités restent indépendantes d'une compagnie, mais il n'y a pas eu moyen de faire autrement. Ce sont les curés, les maires et les contribuables de ces municipalités qui ont conduit leur enquête, dirigé les négociations et pris une décision.

On a insinué tantôt que le gouvernement achetait ce pouvoir de rivière Madeleine pour le revendre à des intérêts privés. Je dois dire que tant que je serai membre du gouvernement, et j'espère que c'est pour longtemps, le pouvoir de la rivière Madeleine, le plus beau de la Gaspésie, restera la propriété de la province. C'est le principal pouvoir d'eau de la Gaspésie et nous allons l'exploiter au profit de la population gaspésienne.

M. Gagnon (Matane): Je suis content de ces déclarations du ministre. J'espère que les actes seront dans le même sens que les déclarations. Pourquoi on n'utiliserait pas le pouvoir d'eau de la rivière Madeleine pour procurer de l'électricité à toute la région?

L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord): La population n'est pas suffisamment dense pour défrayer le coût des lignes de transmission. Le gouvernement, grâce à cette loi d'échange, va établir des colonies forestières partout où la population en demandera, car c'est la formule économique qui convient à la Gaspésie.

M. Gagnon (Matane): Le ministre a très bien parlé. J'espère qu'il mettra en pratique tout ce qu'il a dit. Je suis certain qu'il a parlé en s'inspirant de son grand-père qui a été premier ministre de notre province. Il s'est inspiré de M. Minville aussi.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est M. Minville qui s'est inspiré du ministre.

M. Gagnon (Matane): Je suis heureux que le ministre ait reconnu une partie de ce que l'Union nationale a accompli en Gaspésie. Il lui demande, dit-il, de continuer dans cette voie et de réclamer auprès de ses collègues du ministère le parachèvement de la route de Sainte-Anne-des-Monts. Il ne reste plus que 10 milles à faire pour établir les communications entre la Baie-des-Chaleurs et la rive du Saint-Laurent. Si cette route commencée par l'Union nationale avait été achevée, des industries intéressantes s'y seraient développées et le pouvoir de la rivière Sainte-Anne aurait pu être exploité avec profit.

Sur la carte que nous a envoyée aimablement le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel), on voit le parc national de la Gaspésie. Je demande à l'honorable ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Bienvenue) d'attacher son nom au développement de ce parc, situé en l'un des endroits les plus pittoresques du continent.

Je me permets d'attirer l'attention du gouvernement sur le fait que dans la paroisse de Saint-Paulin, comté de Matane, certains colons ont été forcés de quitter les rangs 8, 9 et 10 pour faire place à la compagnie Richardson.

Il y a, dans le canton de Lemieux, d'importantes mines de plomb et de zinc qui pourraient être exploitées avec profit.

Le gouvernement a-t-il réellement l'intention de contribuer à l'érection de la ligne de transmission entre Sainte-Félicité et Sainte-Anne-des-Monts?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement a promis de contribuer à l'électrification rurale des municipalités de la Gaspésie et il va tenir sa promesse.

M. Gagnon (Matane): Je ne me fie pas aux promesses du premier ministre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) résume ses arguments en disant que le projet de loi est dangereux et inopportun, et il soutient que la Brown Corporation acquiert les concessions forestières de Bersimis dans un but de spéculation.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Pas un seul colon n'a été déplacé dans la paroisse de Saint-Paulin, d'après une information que je viens d'obtenir.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) donne quelques nouvelles explications.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité adopté une résolution, laquelle est lue.

Il est ordonné que l'examen de cette résolution soit remis à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 27 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Décisions de l'Orateur:

Accueil d'enfants français

M. Chaloult (Lotbinière) demande à l'Orateur de rendre sa décision sur la motion qu'il a fait inscrire à l'ordre du jour, le 10 mai, relative à l'hospitalité que la province de Québec pourrait donner aux enfants sous-alimentés de la France métropolitaine.

M. l'Orateur: Lors de la séance du 5 mai 1943, l'ordre du jour a appelé une motion de l'honorable député de Lotbinière (M. Chaloult), qui se lit comme suit:

Que cette Chambre exprime le vœu:

Que le gouvernement canadien soit prié d'entreprendre les démarches nécessaires auprès des

autorités de la Croix-Rouge internationale et des autorités françaises pour que, par l'intermédiaire de l'Espagne ou du Portugal, plusieurs milliers d'enfants sous-alimentés de la France métropolitaine soient amenés dans la province de Québec, sous l'égide du gouvernement provincial, et placés dans des familles de chez nous pendant la durée de la guerre.

L'honorable premier ministre a alors soulevé, à l'encontre de cette motion, un point d'ordre et de règlement, alléguant qu'elle était irrégulière et, plus spécialement, qu'elle mettait en jeu une question d'intérêt international sur laquelle la Chambre n'avait pas de données suffisantes pour faire un débat et qui n'est pas de la compétence de cette Chambre.

Après avoir soigneusement étudié la motion et le point d'ordre et de règlement soulevé par l'honorable premier ministre, j'en suis venu à la conclusion que le point d'ordre et de règlement est bien fondé.

Me basant sur les dispositions de l'article 143 du Règlement et de l'article 365 des règles parlementaires de Beauchesne, j'ordonne au greffier de rayer cette motion du *Feuilleton*.

M. Chaloult (Lotbinière) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur. Puisqu'il faut cinq députés pour un vote, il demande que quatre autres députés lui donnent la chance d'obtenir l'avis de la Chambre sur la décision.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition appuie le point de vue du député de Lotbinière (M. Chaloult). Les personnes ne sont pas en cause sur cette question d'ordre, mais comme nous croyons que la motion devrait être discutée et que la décision de l'Orateur est erronée, nous voterons contre la décision de l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?", est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Delagrave, Dubreuil, Duffy, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Godbout, Gosselin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, O'Connor, Perrier, Plamondon, Rajotte, Rochette, 29.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Talbot, 11.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Projets de loi:

Code municipal

M. Bégin (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 178 modifiant le Code municipal.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement présentera bientôt un projet pour faire plusieurs modifications au Code municipal qui rencontrera d'une façon beaucoup plus parfaite les vues des caisses populaires et des syndicats coopératifs. Ce projet couvrira les dispositions de la loi Bégin. Le député de Dorchester réalisera alors pourquoi je n'ai pas appelé son bill.

M. Chaloult (Lotbinière) appuie le député de Dorchester. C'est le droit strict des députés de présenter des projets de loi.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'y a pas de raison de passer outre à l'ordre de la Chambre qui donne préséance aux affaires du gouvernement le jeudi.

M. Caron (Hull) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette motion, alléguant qu'elle est irrégulière parce qu'elle enfreint la règle spéciale votée par cette Chambre, le 11 mai 1943, qui a donné priorité aux motions et ordres inscrits au nom du gouvernement tous les jours de la semaine, leur appliquant les dispositions du paragraphe 1^o de l'article 115 du Règlement, et parce que cette motion n'est pas autorisée par le paragraphe 2 de l'article 219 du Règlement de l'Assemblée législative. Cette motion ne pourrait être acceptée que si la Chambre était unanime étant donné que les mesures du gouvernement ont maintenant priorité sur celles des députés à toutes les séances.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse) soutient aussi, dit-il, que les affaires ministérielles ont préséance.

M. Duplessis (Trois-Rivières), M. Gagnon (Matane) et M. Lorrain (Papineau) plaident le droit des députés de présenter leurs mesures, citant plusieurs articles du Règlement de la Chambre en appui à leurs prétentions.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si je n'appelle pas le bill du député de Dorchester, c'est parce que je suis très intéressé au succès des caisses populaires. L'opposition s'en rendra bientôt compte.

M. Bégin (Dorchester): Le ministre (l'honorable M. Drouin) et le sous-ministre des Affaires municipales ont accepté avec enthousiasme le principe de mon projet de loi.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre, étant d'opinion que la motion proposée est contraire à la règle spéciale votée par cette Chambre le 11 mai 1943, au paragraphe 1^o de l'article 115 et au paragraphe 2 de l'article 219 du Règlement de cette Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Dubreuil, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, 36.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Talbot, 11.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Motions des députés:

Parité pour les ouvriers du Québec

M. Chaloult (Lotbinière) se lève pour prendre la parole.

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) lui demande s'il a un second.

M. Chaloult (Lotbinière): Ma motion n'est pas en discussion. Pour le moment, je n'ai pas besoin de second.

L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord): Pensez-vous d'en avoir un?

M. Chaloult (Lotbinière): On verra tout à l'heure?

Je ne veux pas faire de démagogie et il n'est pas bon d'exciter les passions populaires. Il y a cependant des abus tellement visibles et tenaces que j'ai cru de mon devoir d'intervenir. À maintes reprises, j'ai eu l'occasion de réclamer pour nos ouvriers un traitement égal à celui des ouvriers du reste du pays.

Je considère qu'il est injuste que les nôtres reçoivent un salaire inférieur pour un travail égal. En dehors du pays, on invoque précisément l'argument qu'il est avantageux d'établir des industries dans notre province parce que la main-d'œuvre y est moins chère et meilleure qu'ailleurs.

Au National War Labor Board, on m'a refusé des renseignements, mais les collègues des mêmes unions, dans la ville de Toronto, m'ont fourni des chiffres. Dans le domaine de la construction maritime d'abord, aides-employés, \$0.50 à Toronto et \$0.45 ici; apprentis, \$0.70 à Toronto et \$0.57 ici; employés ordinaires, \$0.90 à Toronto et \$0.70 ici. En outre, à Toronto, on paie l'ouvrier pour le temps qu'il prend à se rendre à l'usine, tandis qu'ici, si l'autobus est en retard et que l'ouvrier arrive à l'usine cinq minutes en retard, on lui retient une heure sur sa paie. C'est en vain que nos ouvriers ont soumis leurs griefs au Conseil régional du travail en temps de guerre du Québec.

J'ai parlé de la construction maritime, mais la situation est analogue dans un grand nombre d'autres domaines. Le premier ministre a déjà déclaré que si des salaires étaient inférieurs, ici, d'autres étaient supérieurs. Si cela est vrai pour des cas exceptionnels, 95 % des ouvriers ont un traitement inférieur.

Le chef de la C.C.F., M. Coldwell, a dit en Chambre, d'après le *Hansard* du 12 avril 1943, qu'il a consulté un tableau comparatif des salaires dans l'Ontario et le Québec et en est venu à la conclusion que les échelles de salaires sont moindres dans notre province afin d'inciter les industries à s'y établir. Il faudrait adopter un code du travail applicable à tout

le pays pour faire disparaître les inégalités qui fomentent le mécontentement et le malaise.

Que l'on commence donc à rendre justice à nos ouvriers et on pourra obtenir un concours plus généreux aux mesures du gouvernement.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le député de Lotbinière (M. Chaloult) est-il en faveur d'accorder au fédéral le droit de fixer un salaire uniforme dans tout le pays?

M. Chaloult (Lotbinière): Évidemment non! Je suis pour l'autonomie provinciale.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Alors la motion de l'honorable député n'est pas conforme à la déclaration qu'il fait en ce moment.

M. Duplessis (Trois-Rivières) se dit du même avis.

M. Chaloult (Lotbinière): Je ne veux pas faire de démagogie mais exposer des faits!

Aux États-Unis, on dit que les ouvriers de la province de Québec sont les meilleurs du Canada, mais que leurs salaires sont inférieurs aux salaires des ouvriers des autres provinces. Il n'y a pas de raison pour cela, à moins que l'on ne veuille faire passer officiellement les Canadiens français pour des citoyens de second ordre.

Un autre député C.C.F., M. Mann, dit que les gages sont abominablement bas dans Québec et qu'il n'y a pas à s'étonner si les Canadiens français s'opposent à la participation à ce qu'ils croient être une guerre britannique.

Je n'aurais jamais osé prononcer de telles paroles. Mais c'est un Anglais qui parle.

Il (M. Chaloult) cite des déclarations de M. B. Ledoux, de M. Leclerc, député libéral de Shefford à Ottawa et de *L'Action catholique*.

À tous les jours, poursuit-il, on entend les gens se plaindre des salaires qui sont payés dans la province de Québec. C'est le devoir du gouvernement provincial d'intervenir auprès des autorités fédérales pour que nos ouvriers reçoivent un meilleur traitement.

Nous remplissons nos devoirs aussi bien que tout autre peuple, nous avons droit qu'on nous traite justement. Si le gouvernement de Québec n'intervient pas auprès de celui d'Ottawa, il devra porter lui-même toute la responsabilité de la situation actuelle. Ce sont ceux qui réclament l'égalité de traitement qui favorisent davantage l'unité nationale.

J'ai confiance en l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Rochette). Il nous a dit hier qu'il est dévoué aux intérêts des ouvriers. Je crois à sa parole. Nos ouvriers sont intelligents et ils ne veulent pas avoir des traitements inférieurs à ceux de leurs confrères des autres provinces.

Il propose que cette Chambre prie le gouvernement fédéral d'accorder, conformément à l'esprit de la Constitution, aux ouvriers et ouvrières de la province de Québec qui supportent les mêmes charges et les mêmes sacrifices que les autres, des conditions de travail identiques et des salaires égaux à ceux de toutes les provinces canadiennes.

(Il cherche du regard un secondéur)

M. Sauvé (Beauharnois) accepte de secondé la motion Chaloult.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On aurait pu soulever une question d'ordre lorsque la motion a été appelée. Au début du mois, le député de Beauharnois (M. Sauvé) a proposé une motion réclamant de meilleurs salaires pour les ouvriers de la province. Le 23 mai, la Chambre s'est prononcée sur cette motion qui couvre le cas en discussion. Seuls les membres de l'opposition ont voté pour.

J'estime que la motion Chaloult traduit imparfaitement les vues de la population parce qu'elle implique que c'est le gouvernement fédéral qui doit fixer tous les salaires. Il est hors de doute que les salaires sont inférieurs dans la province de Québec et, à maintes reprises, l'opposition a réclamé justice pour les ouvriers.

Mais la motion s'adresse à Ottawa et elle équivaut à un abandon de nos droits, le droit de contrôler les salaires et les conditions de travail dans Québec, parce que les salaires des ouvriers dans la province doivent être fixés par la province. De plus, elle ne dit pas ce que veut dire le député de Lotbinière.

Dans Québec, les salaires des bûcherons et des travailleurs dans plusieurs autres cas sont plus élevés qu'en Ontario et au Nouveau-Brunswick. En demandant à Ottawa de donner à nos ouvriers des salaires égaux à ceux des ouvriers des autres provinces, cela peut inciter les employeurs à réduire les salaires qui sont plus élevés ici, afin d'uniformiser les salaires. Pour les travailleurs de Québec, accepter une telle motion revient à accepter une réduction de salaire et des conditions moins avantageuses que partout ailleurs. Ce qu'il faut, ici, c'est une intervention du gouvernement, soit par une nouvelle loi ou une loi déjà existante, afin de fixer

des salaires raisonnables pour tous les travailleurs et les protéger contre l'exploitation. On aurait dû présenter une motion demandant à Ottawa de régler la question des salaires dans les usines de guerre et à Québec de s'occuper des autres salaires.

Je ne veux pas qu'on donne à Ottawa l'impression qu'on renonce à nos droits pour la fixation des salaires et que Québec abandonne ses droits.

M. Beaulieu (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Caron), que le débat soit maintenant ajourné.

M. Chaloult (Lotbinière): Je proteste contre cette façon de procéder, surtout quand elle est systématique. C'est injuste pour le proposeur d'une motion qui ne peut répondre tout de suite à ceux qui viennent de parler. Le public reste sous l'impression causée par les paroles du dernier orateur et la question n'est plus d'actualité quand le débat est repris, un ou deux mois plus tard.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis heureux de constater combien j'avais raison en 1941 de m'opposer à la motion d'ajournement du débat sur le rapport Rowell-Sirois, motion secondée par le député de Lotbinière.

M. Chaloult (Lotbinière): Je n'ai pas secondé la motion, mais c'est l'Orateur qui a choisi mon nom comme secondéur sur la motion; mon pupitre était voisin de celui du député de Montmorency (M. Dumoulin), qui était le proposeur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Lotbinière (M. Chaloult) n'a pas seulement secondé la motion. Il a aussi voté pour l'ajournement. Comme je suis conséquent avec moi-même et que je ne change pas d'idée, moi, je vais voter contre la motion d'ajournement.

M. Chaloult (Lotbinière): J'ai fait remarquer qu'il y avait des cas exceptionnels.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave,

Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Sabourin, 41.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le débat est, en conséquence, ajourné.

Brown Corporation

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) propose que la résolution relative au bill 46 concernant un échange de concessions forestières avec Brown Corporation soit maintenant agréée.

M. Gagnon (Matane) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec se déclare favorable à l'adoption de tous les moyens raisonnables et justes qui auraient pour effet d'assurer l'utilisation et le développement des pouvoirs d'eau et des forêts de la Gaspésie pour le bénéfice et au profit de la population de la Gaspésie, mais elle est d'avis que la résolution relative au bill 46 intitulé: Loi concernant un échange de concessions forestières avec Brown Corporation, néglige de pourvoir à la sauvegarde des intérêts de la province et, particulièrement, à la sauvegarde des intérêts et des droits de la Gaspésie et de sa population."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

Contre: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel,

Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, O'Connor, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Sabourin, 39.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, O'Connor, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Sabourin, 39.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 46 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 concernant un échange de concessions forestières avec Brown Corporation soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement donne de belles concessions en échange de concessions de Brown qui sont infestées de mouches à scie. L'aménagement des forces hydrauliques a été endommagé par une inondation.

On veut mettre de côté les précautions ordinaires prévues par la loi des terres et forêts, qui stipule que l'on doit faire une mise à l'enchère après un avis préalable dans la *Gazette officielle* et un délai de 30 jours. Je suis persuadé que la Brown Corporation, n'ayant pas d'usine à Bersimis, revendra ces concessions forestières soit à l'Anglo Canadian Pulp, soit à la Quebec North Shore. Elle acquiert dans un but de spéculation. Nous sommes prêts à donner à la population les avantages d'un développement forestier et d'un développement hydraulique, mais en l'entourant de toutes les garanties.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté),

Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, O'Connor, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Sabourin, 39.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 46 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Delagrave. (Québec-Ouest)

M. Gagnon (Matane): Je veux attirer l'attention de ministre sur le fait qu'aucun développement n'est possible sur la rivière Madeleine aussi longtemps que M. Frank Ross, qui y a des droits de pêche au saumon, n'y consentira pas. J'ai vu M. Ross lorsque j'étais ministre. Il avait l'air bien disposé, mais il a des droits légitimes et ne cédera pas.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Le cas de M. Ross a été étudié. Il n'est pas et ne sera pas une entrave à notre projet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre constatera que lorsqu'il nous envoie des rapports et des plans, l'étude d'une loi est accélérée⁴.

Les articles 1 à 3, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et l'a adopté sans l'amender.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Labbé (Mégantic) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"Le bill 46 concernant un échange de concessions forestières avec Brown Corporation soit renvoyé au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender de manière à ce que les pouvoirs d'eau et les forêts de la Gaspésie soient utilisés et développés pour le bénéfice de la population de la Gaspésie et de manière à sauvegarder les intérêts de la province."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

Contre: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, O'Connor, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Sabourin, 39.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, O'Connor, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Sabourin, 39.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie,

Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 46 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 7 instituant une commission du service civil;
- bill 28 concernant les emprunts des commissions scolaires de Montréal.

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lorrain (Papineau) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle condamne la négligence désastreuse du gouvernement de la province qui est, en grande partie, responsable des feux qui ont ravagé les forêts de la province en 1941 et ont occasionné des millions de dommages aux ouvriers et à l'industrie de la province, en outre de causer des dommages pour un montant de plus de \$6,257,000.00, tel qu'il appert à la réponse du gouvernement, en date du 23 mars 1943."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

Contre: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, O'Connor, Perrier, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Sabourin, 38.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent cinquante-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles normales (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 45.

NOTES

1. À ce propos, on peut plutôt lire dans la *Gazette* du 28 février 1943, à la page 13, la phrase suivante: "(...) la Commission des écoles catholiques de Montréal a récemment augmenté l'âge à 60 ans sans soulever le moindre mécontentement."

2. *Le Devoir* du 28 mai 1943, à la page 4, souligne que "le premier ministre n'a pas paru à la Chambre au cours de la journée d'hier". Ce qui n'est pas tout à fait exact puisqu'il y était lors de la première séance de la journée. Voir séance du 26 mai, note 5.

3. *Le Soleil* du 27 mai 1943, à la page 9, précise qu'il s'agit d'un industriel bien connu de la région du Bas-Saint-Laurent.

4. Référence à un incident survenu plus tôt dans la session.

Séance du vendredi 28 mai 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi du drainage

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 modifiant la loi du drainage soit maintenant lu une deuxième fois.

L'amendement que nous proposons vise tout particulièrement les chemins de fer, la Voirie et même les Travaux publics.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi est inconstitutionnelle parce qu'elle empiète sur l'autonomie des conseils municipaux. L'Office du drainage est seulement un autre organisme créé par le gouvernement libéral qui a supprimé l'autorité des cours ordinaires. C'est une tendance qui veut imiter l'exemple des États-Unis, mais qui n'est pas conforme à la mentalité de cette province.

L'Office est investi de pouvoirs judiciaires qui doivent, selon moi, être exercés dans ces matières importantes par la Cour supérieure, car il rend des ordonnances relevant d'un juge de cette cour pour décréter le creusage d'un cours d'eau ou la construction d'un pont.

La Constitution du pays fait en sorte que les provinces créent les districts judiciaires et qu'Ottawa nomme les juges, un système qui a fait ses preuves quant à l'impartialité. Les affaires de moindre importance peuvent être traitées par les cours provinciales, mais pas celles qui impliquent des montants de plus de \$100. La Cour supérieure est la cour de droit coutumier de la province et, quand un bureau comme l'Office du drainage est créé et qu'il s'approprie les pouvoirs qui appartiennent aux cours, ceci est clairement inconstitutionnel.

Je veux que les droits de la province soient respectés, mais je crois aussi au respect des droits fédéraux, spécialement dans l'administration de la justice. Le fait de retirer ces affaires des cours signifie s'attaquer aux professionnels dans leur

travail normal à la cour. L'Office du drainage rend des décisions quant aux coûts et on lui donne le pouvoir de s'occuper des indemnités, ce qui relève clairement de la juridiction des cours. Comme la création de l'Office du drainage est inconstitutionnelle, l'opposition ne peut l'approuver ni aucun de ses subsidiaires, comme l'amendement proposé.

L'Office se substitue aux conseils municipaux quand il s'agit de décréter le creusage d'un cours d'eau qui traverse un chemin ou une terre et nécessite la construction d'un pont. Il leur enlève leurs droits sur des ponts, des cours d'eau, des bouts de chemin. Et, comme ils sont des délégués du gouvernement, cet Office traite avec eux tel que le gouvernement l'ordonne. Il existe trop de commissions dans la province. L'Office du drainage vient à l'encontre des principes de l'expropriation contenus dans le Code civil.

Bref, j'estime inopportune et dangereuse la loi créant l'Office du drainage, parce qu'elle empiète sur l'autorité judiciaire telle que stipulée dans la Constitution, viole l'autonomie municipale et ouvre la porte aux abus du patronage politique. Et pour ces raisons, elle a tendance à diminuer l'importance des professions et de décourager les professionnels, car elle les prive de leurs droits et privilèges. L'Office du drainage conduit même à l'étatisation des professions et de l'intelligence en s'appropriant des fonctions qui appartiennent aux professionnels.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La loi créant l'Office du drainage était nécessaire et urgente dans l'intérêt de la province et cet organisme a donné, depuis sa fondation, d'excellents résultats. L'honorable chef de l'opposition est dans l'erreur en disant que l'Office a des pouvoirs judiciaires. L'Office n'est pas investi de fonctions judiciaires. Ce sont plutôt des fonctions administratives que lui confère la loi.

Quant aux conseils municipaux, ce sont des créatures du gouvernement, à qui ils doivent leur existence, et quand il arrive que certaines fonctions exercées par ces conseils peuvent être remplies d'une façon plus efficace et avantageuse par des organismes particuliers, c'est le devoir du gouvernement d'agir en conséquence et de faire les changements qui s'imposent.

Les terres de la province doivent être drainées et on a créé l'Office du drainage pour empêcher des procès longs, coûteux et inutiles entre individus et

municipalités. Et même alors, les sujets de discorde ne sont pas définitivement réglés. Il est arrivé que des cultivateurs ont dû dépenser des centaines de mille dollars en frais légaux avant que ne commencent les travaux de creusage d'un cours d'eau. Tout cela parce qu'il n'existait pas de loi pour coordonner les efforts de chacun. De forts montants ont donc été dépensés inutilement parce qu'il n'y avait pas de coordination des travaux et que les fins du bien commun n'étaient pas toujours efficacement servies.

C'était le devoir de l'État d'intervenir et de remédier à la situation, et c'est pourquoi on a créé l'Office du drainage, qui a empêché les cultivateurs de déboursier des frais inutiles et leur sauve des centaines de milliers de dollars. De plus, cet Office a fait en sorte que des hommes compétents et impartiaux prennent en main la tâche d'assurer un système de drainage des terres logique et efficace, si important pour notre agriculture. Je le répète cet Office a donné d'excellents résultats.

La loi à l'étude est très simple, comme je l'ai dit. L'amendement proposé a seulement pour but de clarifier une section de la loi. Il a pour but particulier de préciser que les chemins de fer et le département de la Voirie, que le projet concerne plus particulièrement, n'auront pas droit à une allocation lorsque, en vertu de la loi générale ou d'une loi spéciale, ils sont tenus de faire des travaux de drainage.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a admis qu'il y a eu des cas qui ont été enlevés à la cour et remis à un bureau nommé par le gouvernement. Ce dernier n'a pas le droit de promulguer une telle loi.

M. Gagnon (Matane): En vertu d'un principe élémentaire, un député a le droit de se mettre au courant des travaux qui peuvent s'exécuter dans son comté. Or, je me suis moi-même informé auprès du président de l'Office du drainage, en 1943¹, des projets de cours d'eau préparés pour mon comté. Le président a paru embarrassé de cette demande et m'a laissé entendre qu'il ne pouvait me le dire. On n'avait pas le droit de me refuser ces renseignements. Je demande au premier ministre, qui est aussi ministre de l'Agriculture, de me dire si des ordres avaient été donnés pour empêcher les députés d'avoir les informations nécessaires!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ni de ma part ni de celle d'aucun officier supérieur du département, le président de l'Office du drainage n'a

reçu l'ordre de taire des renseignements qu'il pouvait donner.

Le député de Matane peut être assuré que c'est ma mentalité, à moi, que les députés sachent tout ce qui se passe dans les départements. Mais il y a aussi une question de discipline à considérer. Quand il s'agit de travaux à propos desquels aucune décision n'a été prise, je crois qu'il n'est pas convenable qu'un officier donne des renseignements. La somme allouée à ces travaux provient pour une large part de subventions fédérales et, jusqu'à ce qu'on sache ce qui va arriver, on ne peut élaborer de plans quant aux travaux qui doivent être faits. Quand la décision a été prise, les députés ont parfaitement le droit d'être mis au courant, mais pas avant.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 41 sans l'amender.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Paquette (Labelle) propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle exprime l'opinion:

"a) que des auditeurs ou vérificateurs, offrant toutes les garanties de compétence et d'impartialité,

devraient être nommés immédiatement pour faire une audition complète, fidèle et impartiale de la situation financière de la province et afin de clarifier, simplifier et améliorer la comptabilité et la tenue des livres de la province;

"b) que les dépenses capitales de la province devraient être déterminées, non pas par la loi, mais par les principes reconnus en comptabilité d'affaires;

"c) que l'année fiscale de la Commission des liqueurs de Québec devrait correspondre exactement à l'année fiscale de la province."

M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite les proposeur et second de la motion. Une audition complète est le seul moyen, affirme-t-il, de connaître la situation financière exacte de la province, surtout si elle est faite par des vérificateurs impartiaux. Si le gouvernement n'a rien à se reprocher, il ne devrait pas redouter la vérification que nous demandons. Une telle audition ferait en sorte d'empêcher le gouvernement de faire de fausses déclarations au public. On a besoin d'un système d'entreprise. Aucun vérificateur qualifié n'approuve le fait que le gouvernement dépose un budget qui ne montre que la moitié des dépenses qui sont à faire et qu'il s'attende à ce que les municipalités en paient l'autre moitié pour arriver aux dépenses totales.

Chaque année, une somme de \$10,000,000 à \$12,000,000 n'apparaît pas dans la colonne des dépenses. Le gouvernement déduit des dépenses certains revenus hypothétiques et ne fait entrer que la différence dans l'état des déboursés. De sorte que le budget nous présente une situation qui n'est pas du tout conforme aux faits. À l'heure actuelle, il y a des millions de piastres qui ne figurent pas dans le budget parce que le gouvernement veut présenter un bilan qui correspond à son désir de présenter des surplus et n'est pas conforme aux faits. Il est temps de revenir aux saines méthodes d'affaires.

Le gouvernement prétend avoir payé les dettes de l'Union nationale mais ces dettes avaient été contractées par le régime qui a précédé le nôtre. Le gouvernement a présenté les faits de façon à faire croire qu'il s'agissait de dettes de l'Union nationale. Le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) donne des réponses incomplètes et inexactes aux questions de l'opposition. À la session de 1941, l'opposition lui avait demandé quelles sommes d'argent avaient été déboursées relativement à des réclamations ou des comptes antérieurs au 25 août 1936, c'est-à-dire avant que l'Union nationale ne prenne le pouvoir. L'opposition voulait savoir ce que le gouvernement avait dépensé pour payer les

dettes du régime Taschereau, alors qu'il se vantait de payer les dettes de l'Union nationale. Le trésorier de la province a répondu en donnant un montant de \$167,291, et c'était une réponse absolument inexacte.

Le 9 mars dernier, l'opposition avait posé une question du même genre et le trésorier de la province a répondu qu'un seul département de l'administration avait déboursé \$2,907,106.27 pour régler des comptes du régime Taschereau. Cette fois-ci, le trésorier de la province a été obligé d'admettre la vérité.

On constate donc qu'il y a un écart de près de \$3,000,000 entre ce qu'il répondait, il y a deux ans, et ce qu'il admet, aujourd'hui. Et cela, pour un seul département. On se fait une idée des millions que le gouvernement a dû dépenser, dans tous les départements, pour payer les dettes du régime Taschereau, en laissant croire à la population qu'il payait les dettes de l'Union nationale!

Il répudie, dit-il, l'assertion que l'Union nationale a dû faire des élections en 1939, parce qu'elle ne pouvait trouver de l'argent. Sous l'Union nationale, soutient-il, les finances étaient tellement saines que mon gouvernement a emprunté, en août 1939, un montant de \$30,000,000 sur le marché américain, le plus grand marché du monde, à des conditions meilleures que celles que le gouvernement actuel n'a jamais obtenues. L'emprunt a été consenti sur la seule parole du premier ministre d'alors et souscrit en une demi-heure. La Commission des valeurs mobilières américaine, qui devait vérifier tous les prêts étrangers, a rendu, en cette circonstance, un magnifique témoignage au crédit de la province de Québec.

L'approbation de ce prêt a démenti toutes les déclarations du trésorier provincial. Que l'on fasse une enquête et l'on verra que ce jugement des plus grands financiers du monde sera corroboré. Trois semaines après l'avènement du régime actuel au pouvoir, le trésorier de la province était obligé d'admettre, à son tour, que le crédit de la province était excellent.

À son arrivée au pouvoir, l'Union nationale a dû trouver \$51,000,000 pour payer les dettes du gouvernement Taschereau. En 1939, on recevait encore des réclamations qui dataient de 1930 et 1931! Aujourd'hui, le gouvernement veut imputer ces dettes à l'Union nationale!

Une audition impartiale clarifiera la situation et confirmera le jugement déjà porté sur l'excellence du crédit de la province, sous l'Union nationale. Mon gouvernement a fait entrer \$20,000,000 dans les coffres de la province, sans augmenter les taxes.

Il est important que l'année financière de la Commission des liqueurs coïncide avec celle de la province. La différence dans les dates permet au gouvernement de faire entrer dans l'état des revenus de la province des profits fictifs de la Commission des liqueurs. Une année, la Commission a été forcée d'emprunter de l'argent pour soutenir la position du gouvernement. Il (M. Duplessis) énumère de nouveau les œuvres de l'Union nationale.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): L'opposition a exprimé deux bonnes idées dans sa motion, mais elle a oublié de dire que le gouvernement avait réalisé ces idées depuis longtemps.

Ce changement dans l'année financière de la Commission a déjà été fait et elle se termine maintenant le 31 mars comme celle de la province. Ceci est souligné dans le 20^e rapport annuel de la Commission déposé à la dernière session et qui porte seulement sur 11 mois et se termine le 31 mars 1941. Le rapport pour l'année qui se termine le 31 mars 1942 n'a pas encore été déposé, mais le sera bientôt.

Si la province pouvait payer ses comptes avec des mots, elle aurait de bien plus gros surplus que ceux du gouvernement actuel. Le chef de l'opposition semble avoir oublié qu'il y a déjà trois ans que le gouvernement Godbout a fait faire ce qu'il demande à grands cris. La vérification des livres par des comptables-experts, absolument indépendants, est la première chose que j'ai demandée au gouvernement. J'ai eu recours au plus grand expert que j'ai pu trouver et s'il m'avait été possible d'en avoir un meilleur, je l'aurais pris. Un des meilleurs comptables du Canada, un expert reconnu en matière d'administration publique, M. James-C. Thompson a été chargé de faire l'audition complète des livres de la province. Il s'est associé M. Rosaire Courtois. Un rapport élaboré a été produit.

Les chiffres sont encore plus éloquentes que le chef de l'opposition. Ils racontent une histoire que même le chef de l'opposition ne peut nier. Une copie de ce rapport a été transmise au chef de l'opposition et ce dernier, évidemment, fait preuve d'un manque de mémoire déconcertant.

Avant d'arriver au pouvoir, en 1935 et 1936, le chef de l'opposition disait: "Nous aurons une saine politique financière. Nous allons économiser! Nous pouvons faire 20 % d'économies dans les dépenses publiques en abolissant les sinécures."

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Continuez, c'est très amusant.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le chef de l'opposition a fait montre d'une grande habileté en jouant avec les chiffres, mais placé devant les faits, il n'a pas pu démontrer que les accusations portées contre son administration en 1939 n'étaient pas vraies. La province a vu, de 1936 à 1939, ce que le chef de l'opposition concevait comme une saine politique financière. Les revenus ont augmenté de \$46,000,000 à \$60,000,000.

Il cite des rapports de journaux.

Le chef de l'opposition, déclare-t-il, disait encore en 1936: "Nous abolirons les péages sur les ponts!" Tout cela, c'étaient des mots, des mots. Au pouvoir, il a nommé une commission pour réviser la taxation, bien qu'il eût promis de réduire le nombre des commissions. D'où est provenu tout cet argent si l'Union nationale n'a pas augmenté les taxes, demande-t-il?

Un des membres de la commission a démissionné, ajoute-t-il.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il a démissionné parce qu'il ne s'entendait pas avec le gouvernement. Il est parti et le gouvernement est resté.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Pas longtemps!

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La province vit selon ses moyens, au contraire de l'Union nationale qui a réussi à augmenter, en trois ans, la dette d'une manière qui n'a pas son précédent.

M. Paquette (Labelle) demande s'il est vrai que la dette de la province a augmenté avec ce gouvernement au pouvoir.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La première année, le gouvernement a été obligé d'accepter la situation et d'emprunter parce que le déficit était de \$52,000,000. L'année suivante, le déficit a été réduit à \$15,000,000 et, depuis ce jour, le gouvernement a équilibré son budget et fonctionnait sur une base de retenue à la source.

En 1936, la dette consolidée nette de Québec était de \$143,000,000. À la fin de 1939, elle était montée à \$264,000,000. Les changements ont été moins considérables en ce qui regarde la dette flottante. Une vérification honnête et complète des finances de la province, faite après l'arrivée du

gouvernement actuel en 1939, a montré hors de tout doute que la dette globale du Québec, comprenant tous les engagements pris, la dette flottante et les obligations, était de \$209,000,000 en 1936 et de \$420,000,000 en 1939. Cette vérification a aussi démontré que l'administration de Duplessis avait accumulé des déficits considérables d'année en année.

En résumé, l'Union nationale touchait un million et en dépensait deux par semaine. Ses déficits sont passés de \$25,000,000, en 1937, à \$50,000,000 en 1938 et à \$62,000,000 en 1939. Ces messieurs-là veulent maintenant poser aux grands financiers! Ces chiffres nous justifient de dire que, pendant trois ans, le gouvernement du chef de l'opposition a imposé à la province plus de dettes que tous les autres gouvernements qui l'ont précédé depuis la Confédération. La grande erreur du chef de l'opposition a été de ne pas tenir compte des moyens de la province et de l'endetter sans compter. L'administration actuelle a eu la tâche de refinancer.

Il (M. Mathewson) fait une revue des promesses du chef de l'opposition, pendant la campagne de 1936: diminution des dépenses, réforme du Conseil législatif, abolition du département des Affaires municipales, répartition plus équitable des taxes, strictes mesures d'économie, réduction de 20 % du budget par la simple abolition des sinécures, abolition des taux de péages sur les ponts.

Le chef de l'opposition et ses ministres avaient cette fausse conviction qu'un gouvernement peut emprunter indéfiniment sans avoir à rembourser sa dette. Ils ont aussi fait l'erreur de contracter des emprunts à court terme au lieu d'emprunts à long terme, encourageant ainsi des conditions difficiles. Le budget de l'Union nationale est monté à \$110,000,000 par année pendant trois ans et le gouvernement actuel a réussi à le diminuer de \$20,000,000, à \$90,000,000. Malgré cela, le gouvernement actuel paie les dettes de la province à un taux de \$100,000 par semaine, \$5,000,000 en chiffres ronds par année, et c'est l'intention du gouvernement de continuer et d'augmenter ce montant.

M. Lorrain (Papineau) s'occupera de cela, dit-il, quand le budget du trésorier de la province sera discuté, mais ce que vient de dire le trésorier de la province n'est pas conforme aux faits puisque, avec \$35,000,000 de taxes nouvelles, la province s'endette tous les jours.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Talbot, 10.

Contre: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté) Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, Perrier, Potvin, Rajotte, Renault, Sabourin, 29.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Dépôt de documents:

Emprunts du gouvernement

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 7 mai 1943, demandant la production de copie de tous actes ou toutes conventions, ainsi que de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province,

depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 4 mai 1943 inclusivement, et se rapportant à tous les emprunts contractés par le gouvernement de la province, soit par émissions de débentures, soit par billets promissaires ou bons du Trésor, soit par chèques sans provision ou de toutes autres façons. (Document de la session no 60)

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, du consentement unanime, que lorsque la Chambre s'ajournera, elle soit ajournée au mardi 8 juin, à onze heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

NOTE

1. *La Gazette* du 29 mai 1943, à la page 20, mentionne plutôt le mois d'août 1942.

Première séance du mardi 8 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Division
territoriale

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 43 relatif à la division territoriale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends qu'il s'agit d'un bill pour la redistribution territoriale des comtés. Dans ce cas, il faudrait le référer à un comité spécial. Ottawa a toujours fait cela. Québec a toujours fait cela.

Le premier ministre m'a dit tout à l'heure qu'il s'agit simplement de corrections, surtout au point de vue de l'enregistrement. Je n'ai pas vu le bill et je n'en suis pas très sûr.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le bill est tellement simple que le chef de l'opposition ne s'opposera certainement pas à la première lecture. Il y a des corrections à faire sur des lois que nous avons faites, sur des lois que l'Union nationale a faites et même sur des lois que l'ancien régime libéral a faites. Il s'agit de réparer certaines erreurs de peu d'importance.

La seule chose nouvelle dans le bill concerne des divisions territoriales des environs de Richmond et les changements ont pour but de favoriser la population intéressée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill peut être acceptable, mais le gouvernement projette-t-il des changements transcendants?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je ne prévois aucun amendement transcendant.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Clément & Clément

M. Barrette (Joliette): 1. Relativement à la réponse du gouvernement, consignée aux *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, et se rapportant à la première séance du mardi 18 mai 1943, depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 1^{er} février 1943 inclusivement, à combien se chiffre le total des montants payés à Clément & Clément, ltée, qui ont un bureau d'affaires dans la cité de Québec:

- a) Par le gouvernement de la province?
- b) Par la Commission municipale de Québec?
- c) Par la Commission des accidents du travail de Québec?
- d) Par l'Office du crédit agricole du Québec?
- e) Par la Régie des services publics?
- f) Par la Commission du salaire minimum?
- g) Par le Conseil supérieur du travail?
- h) Par l'Office du drainage?
- i) Par la Commission des eaux courantes de Québec?
- j) Par la Commission des pensions de vieillesse de Québec?
- k) Par l'Office de l'assistance aux mères nécessiteuses?
- l) Par la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec?
- m) Par la Commission des liqueurs de Québec?

2. Existe-t-il des restrictions gouvernementales, provinciales ou fédérales, relativement à la vente de dactylographes et de machines de bureau en général, au sujet des organismes ou corps publics mentionnés ci-dessus?

Dans l'affirmative:

- a) Depuis quand?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

1. a)	\$ 35,834.94
b)	0.96
c)	6,041.06
d)	160.80
e)	443.33
f)	3,984.94
g)	0.00
h)	0.00

i)	\$ 0.00
j)	2,481.95
k)	0.00
l)	0.00
m)	870.91
2.	Restriction fédérale
a)	1 ^{er} juin 1942

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Élie (Yamaska) propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle exprime le regret que la politique et les attitudes du gouvernement de la province aient grandement contribué à aggraver la crise et les problèmes sérieux qui affligent l'agriculture dans Québec, et elle déclare que le gouvernement de Québec devrait, sans plus de délai, adopter toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect des engagements solennels pris envers les cultivateurs et leurs fils et pour assurer à la classe agricole de la province la main-d'œuvre dont elle a besoin."

M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le député de Yamaska (M. Élie) de son amendement.

L'agriculteur joue un rôle bienfaisant non seulement en temps de paix, mais aussi et surtout en temps de guerre. Le cultivateur nourrit les peuples en guerre et sans ce qu'il fait donner à la terre, il n'y a pas d'armées possibles. Les soldats sont incapables de se battre quand ils manquent de vivres. Il en est de même des employés des industries de guerre et de tous les services essentiels. Maints pays d'Europe ne l'ont pas suffisamment compris, mais l'agriculture offre une solution de continuité et de permanence essentielle. Dans le Québec, nous sommes favorisés d'une classe agricole modèle. Le travail de l'agriculteur est indispensable au point de vue économique et national, pour la race et la province. L'agriculture est la nourricière de l'humanité, la base de la vie Québécoise.

Pourquoi la faire souffrir inconsidérément et priver les cultivateurs de leurs aides? À l'heure actuelle, ce travail est entravé et paralysé par l'incurie et l'inertie d'un gouvernement qui a renié ses engagements et ses promesses les plus formels. L'agriculture doit être guidée en tout temps, mais ce n'est pas ce qui se produit en ce moment.

À l'heure actuelle, les cultivateurs souffrent d'une pénurie de main-d'œuvre. Les cultivateurs et les fils de cultivateurs sont enrôlés, et en vertu du paradoxe de l'administration fédérale, ils sont "forcément enrôlés volontairement". Cette politique cause du désarroi partout et elle a mis le Canada et la province en face d'une crise effarante. Tous les ministres de l'agriculture du Canada l'admettent et le premier ministre n'a pas posé les actes courageux qu'il fallait.

On avait promis aux fils de cultivateurs des exemptions qui leur permettraient de rester sur leur terre, où ils ont un rôle plus important à jouer que dans l'armée. À cause du manque de méthode et d'intelligence dans la politique de l'emploi, on leur a donné, au contraire, un labyrinthe de politiques d'emplois qui jettent la confusion dans leurs esprits. Le gouvernement actuel et ses amis ont foulé aux pieds toutes leurs promesses. Malgré ceux qui avaient juré et fait serment du contraire, les jeunes cultivateurs sont enrôlés par milliers. On ne paraît pas se rendre compte qu'on a ainsi donné à Hitler la consolation de voir qu'il a des imitateurs parmi les gouvernements appelés à le combattre. Des politiciens méprisent ainsi leurs promesses les plus formelles et imitent Hitler qui passera à l'histoire pour un être sans parole, qui fait des serments par oubli et distraction peut-être plus souvent que le premier ministre actuel du Québec.

On a trompé les fils de cultivateurs, au sujet des exemptions. Notre classe agricole n'a de leçons de loyauté et de patriotisme à recevoir de personne. Par surcroît, le gouvernement porte une responsabilité terrible vis-à-vis la population qui attendait de lui le geste sauveur. Il faut des hommes à la tête du gouvernement et non pas des serviteurs du gouvernement d'Ottawa. Ainsi, la situation ne serait pas aussi critique qu'elle l'est aujourd'hui. Au lieu de répéter sans cesse que nous devrions faire tout ce qui est possible pour l'effort de guerre, le premier ministre devrait se souvenir que charité bien ordonnée commence par soi-même.

Je suis pour la victoire des Alliés, mais charité bien ordonnée commence par soi-même. Nous sommes loyaux à notre serment d'allégeance et nous voulons la défaite d'Hitler. Mais comme Lord

Tweedsmuir le disait, pour être vraiment loyal, il faut être loyal d'abord à soi-même. C'était sa politique et c'est la nôtre.

On manque partout de main-d'œuvre. Le gouvernement se doit de prendre les mesures pour régler ce problème dans la province de Québec. Dans une province au sol fertile comme la nôtre, pourquoi des gens bien au fait de la situation craignent-ils d'être dans une situation voisine de la disette? Pourquoi? Cela est dû, selon moi, à une politique à courte vue, mal conçue, mal pensée, mal digérée et encore plus mal appliquée. Aussi, je félicite le député de Yamaska (M. Élie), qui connaît bien les besoins de la classe agricole, d'avoir fait entendre sa voix et fait écho à son angoisse par cette motion.

Le gouvernement Godbout n'a rien fait pour la classe agricole depuis bientôt quatre ans. La crise du bois de chauffage dans une province pourtant si riche en forêts a été la première manifestation de cet état de choses et est une autre conséquence de la pénurie de main-d'œuvre. Le régime actuel a manqué de vision, a encouragé ses amis d'Ottawa à aller plus loin, à faire pire, au lieu de se dresser devant eux. Qu'il ait donc un sursaut d'énergie et qu'il prenne les mesures nécessaires pour régler le problème de la main-d'œuvre dans l'intérêt même de la cause des Alliés, car s'il n'y a pas de pain et de nourriture, pas un soldat ne pourra se battre pour nous. Le gouvernement se doit donc d'aider le cultivateur à remplir sa mission. Si le régime actuel est assis, l'Union nationale est debout et se fait gloire de lutter encore pour sauver l'agriculture.

Quant à nos fils de cultivateurs et à leurs parents, ils n'ont de leçons de loyauté à recevoir de personne. Leur courage et leur patriotisme sont bien connus. Pour avoir arraché à la terre tant de fils du sol, dans une province fertile comme la nôtre, on craint maintenant, sinon la famine, un état voisin de la disette. Cela est dû à une politique à courte vue, mal conçue et encore plus mal appliquée. Il est grand temps de protester, de faire entendre sa voix, d'exprimer l'écho de son angoisse, de dire que le gouvernement porte des responsabilités terribles. Au lieu de préconiser une politique de simple bon sens, le régime actuel n'a rien fait pour la classe agricole depuis bientôt quatre ans.

Il s'est contenté de basses salamalecs devant ses chefs d'Ottawa, au lieu de montrer la route à suivre. Le gouvernement doit sauvegarder la liberté de mouvement d'une classe aussi indispensable. Si en plus d'une disette possible de produits agricoles, de nourriture, nous devons faire face à une disette de

bois de chauffage, le gouvernement doit en prendre une large part de responsabilité. S'il dort, l'opposition veille.

D'après le premier ministre, on ne sait pas dans Québec, ce qu'est la patrie, il faut une loi pour nous l'apprendre. S'il est un peuple au monde qui sait ce qu'est la patrie, qui l'a prouvé par ses exploits, sa loyauté et son travail, c'est bien le peuple canadien-français. Non, aucun peuple n'a une conception plus claire de la patrie que la nôtre; aucun ne la traduit mieux en acte. Notre peuple patriote sait cependant que son premier devoir n'est pas envers l'Empire britannique, mais envers le Canada et la province de Québec. Et qu'on ne m'excuse pas de déloyauté parce que je dis ces choses.

En 1775 et en 1812, les Canadiens français ont conservé la terre canadienne à la couronne britannique. Aujourd'hui, le premier ministre se fait le complice des pires ennemis de notre race quand il proclame que nous ne savons pas ce qu'est la patrie. Il est aussi mal venu de dire que nos éducateurs ont négligé l'éducation nationale. Les ennemis du Québec se servent de ces paroles pour nous dénigrer.

Québec n'a pas de leçons à recevoir au sujet de son amour et de son dévouement à la patrie et de son devoir envers elle. Le patriotisme, nous l'avons dans le cœur. En cédant tant de nos droits provinciaux à Ottawa, le régime actuel a cédé non seulement le plus clair de nos revenus, mais une parcelle de notre âme. Jamais Québec ne fut affligé davantage que depuis l'avènement, les abandons et les trahisons du gouvernement Godbout. Nous ne pouvons plus faire un pas sans demander à Ottawa. Nous sommes pour le triomphe de la justice et de la liberté, pour le respect des droits des minorités, mais chez nous d'abord. Le triomphe de la justice ailleurs, sur les ruines de la justice dans le Québec et pour le Québec, c'est la quintessence de la trahison.

Je voudrais que nous soyons un dans le respect de la tradition ancestrale, le maintien de la liberté, la préservation de nos droits. Ce serait la meilleure manière de servir notre patrie. Mais nous ne sommes plus maîtres chez nous; il nous reste bien peu de choses en fait de droits dans le Québec, sauf celui du vote dont le peuple se servira bientôt pour chasser honteusement du pouvoir ceux qui le trahissent.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je remercie le chef de l'opposition, dit-il avec ironie, des compliments qu'il vient de nous décerner en

disant ce que le gouvernement et les cultivateurs doivent faire. Ces compliments n'ont rien de désagréable, car le chef de l'opposition, au lieu de le déprécier, ne peut mieux servir le gouvernement qu'avec des faussetés comme celles qu'il vient de débiter, car elles mettent la vérité en pleine lumière. Les cultivateurs savent ce que le régime libéral actuel a fait pour eux depuis trois ans.

Les cultivateurs sont négligés! Cette province donne deux fois plus, dans son budget, à l'agriculture que les autres provinces du Canada, eu égard au montant total des dépenses. Les cultivateurs sont négligés chez nous! Le chef de l'opposition rend un mauvais service à son parti et à sa province en tentant de déprécier la classe agricole. Mais dans aucun autre coin du pays et du monde, les cultivateurs n'ont fait plus de progrès qu'ils n'en ont réalisé dans la province de Québec. Ils ont du courage pour passer à travers les difficultés des temps présents et ils trouvent les solutions nécessaires à ces difficultés avec l'aide du gouvernement.

Mon gouvernement soutient les cultivateurs, qui, malgré les sacrifices qu'ils doivent s'imposer dans cette période de guerre, ont réalisé les plus grands progrès dans l'histoire de cette province, notamment dans le drainage des terres, la fertilisation des sols, l'organisation des systèmes de culture et la coopération. Le chef de l'opposition ignore ce qu'ils ont fait dans ces domaines, mais les cultivateurs, eux, ne l'ignorent pas. Ils savent aussi que jamais un gouvernement ne les a supportés comme le gouvernement actuel.

Le gouvernement fait largement et généreusement son devoir pour eux; aucun autre gouvernement ne les a si bien secondés et soutenus que le gouvernement actuel qui prévoit l'avenir et nous en sommes fiers! Jamais ils n'ont fait preuve de plus de courage, de plus de prévision et fait montre de plus d'esprit de coopération que dans le temps présent, et cela, dans tous les domaines qui les intéressent. Nos cultivateurs ont organisé des associations coopératives de production, d'achat, de vente et de distribution de leurs produits, de crédit et d'éducation.

Si le chef de l'opposition savait le réaliser, il ne s'attirerait pas le discrédit des cultivateurs comme il vient de le faire. Et dans la province, je le répète encore, nos cultivateurs ont fait plus de progrès, en ces dernières années, plus que n'importe quel autre groupe de cultivateurs sur la terre d'Amérique. Si le chef de l'opposition était à la page au point de vue politique comme les cultivateurs le sont au point de vue agricole, il n'aurait pas prononcé le discours

qu'il a dit tantôt et tenté de déprécier la classe agricole comme il l'a fait. Les cultivateurs n'ont pas mérité les reproches qu'on leur adresse. Ils font leur devoir généreusement.

L'administration a non seulement une politique pour aider les cultivateurs déjà établis, mais elle en a, aussi, afin d'organiser d'autres domaines qui seront rendus à l'agriculture. Le gouvernement prévoit tellement l'avenir que dans 10 ans, grâce aux progrès en cours, notre production agricole aura été multipliée au moins par deux et même par trois tout simplement parce que le gouvernement a eu la prévoyance nécessaire, ce qui a manqué au gouvernement de l'Union nationale.

Le régime Duplessis a divisé les cultivateurs en sabotant leurs organisations agricoles, tandis que le régime actuel les a guidés et aidés, de toutes façons, par des octrois, la préparation des marchés pour leurs produits, l'encouragement à la coopération avec les autres.

Le chef de l'opposition dit que nous n'avons pas organisé la production agricole pour nourrir les armées pour le temps de la guerre. Il ne sait donc pas encore que nous avons organisé dans chaque paroisse un comité de production qui fait un excellent travail en coopération avec un comité central et où les cultivateurs travaillent avec un esprit patriotique qui mérite d'être cité en exemple à toutes les classes de la société et à l'étranger! Ces comités se réunissent toutes les semaines pour organiser notre production.

Et malgré le retard des semailles, à cause de la saison tardive, les cultivateurs de la province réussiront à atteindre l'augmentation de production de 15 % de plus que l'année dernière qui leur a été demandée par le gouvernement fédéral pour aider les Alliés. Le chef de l'opposition ne le sait peut-être pas, mais les cultivateurs québécois vont doubler cette année leurs jardins potagers.

Dieu merci! Ils comprennent mieux leur devoir, en ce moment, que certaines gens veulent essayer de le faire croire, en tâchant de tirer des avantages politiques de la situation difficile actuelle. Ils se rendent compte que la guerre, ce n'est pas un pique-nique et que nous sommes obligés de la subir! Comme nous tous, ils désirent une victoire et ils prennent les moyens d'y arriver. Quand même on tenterait de leur faire croire qu'ils sont dans une position inférieure, on ne réussira pas. Si on veut gagner la guerre, il faut faire des sacrifices, et ceux qui ont le cœur à la bonne place les font sans maugréer et demandent aux autres d'en faire autant, au lieu de chercher à soulever les gens les uns contre les autres par opportunisme politique.

Le chef de l'opposition sait que la conduite de la guerre est une question fédérale qui ne relève pas des gouvernements provinciaux. Je réclame le privilège d'avoir été le premier à demander que les fils de cultivateurs soient laissés sur la terre, parce qu'ils sont plus nécessaires là qu'ailleurs. Et, quoi qu'en dise l'opposition, nous avons obtenu que les fils de cultivateurs soient exemptés s'ils sont nécessaires à l'agriculture.

Ceux qui rendent un mauvais service aux cultivateurs, ce sont ceux qui, comme l'opposition, leur laissent entendre, par opportunisme politique, qu'ils sont automatiquement exemptés sans avoir à prouver qu'ils sont cultivateurs *bona fide*, comme le veulent les règlements de la mobilisation. Cela est faux.

C'est là un point facile à établir. Celui qui répond à l'appel et prouve qu'il travaille sur sa ferme, celle de son père ou sur n'importe quelle autre ferme dans la province, est exempté sans aucune difficulté. Les fils de cultivateurs sont exemptés du service militaire par les règlements de la Défense nationale, et s'ils ne répondent pas quand ils sont appelés, s'ils ont des difficultés à cause de cela, c'est dû à des discours comme celui que nous venons d'entendre!

M. Labbé (Mégantic): Pas plus tard que la semaine dernière, un fils de cultivateur de mon comté a été ramassé par la police militaire.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est probablement parce qu'il a ignoré son avis de mobilisation et n'a pas été capable de prouver qu'il était nécessaire sur la ferme. Je l'affirme de nouveau, les fils de cultivateurs sont exemptés s'ils sont vraiment nécessaires sur la terre. Mais ils doivent suivre les règlements et prouver ce qu'ils avancent. C'est leur devoir primordial.

Il est nécessaire qu'ils fassent rapport à l'officier d'état civil parce que, depuis, plusieurs de ceux qui étaient cultivateurs alors ont quitté les fermes pour aller travailler dans les industries de guerre. Il cite (M. Godbout) des cas où des fils de cultivateurs, qui avaient déjà travaillé sur la terre, exerçaient un autre métier, l'année suivante. Mais, poursuit-il, aucun fils de cultivateur actuellement n'est enrôlé et gardé dans l'armée s'il prouve que sa présence est nécessaire sur la ferme de son père.

M. Élie (Yamaska): On est venu en chercher de force, chez nous! Récemment, on est allé en traquer un jusque sur la ferme de son père.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député de Yamaska peut-il affirmer de son siège que ces jeunes gens avaient prouvé qu'ils étaient nécessaires à l'agriculture?

M. Élie (Yamaska): Je puis donner le nom au premier ministre.

M. Labbé (Mégantic): Prenez le nom du fils de Albert Gagnon, de Saint-Pierre de Broughton! Il a été obligé de s'enrôler!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): On va plus loin actuellement. On a exempté non seulement les jeunes cultivateurs qui travaillent chez eux, mais tous les ouvriers agricoles capables de se trouver un emploi sur la terre. Il est malheureux, cependant, que l'on ait jeté de l'ambiguïté et de la confusion dans l'esprit des cultivateurs en leur faisant croire qu'il n'était pas nécessaire pour leurs fils de répondre à l'appel pour être exemptés.

M. Élie (Yamaska): Ils viennent les chercher!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Quand ils ne se sont pas rapportés. Si on les avait instruits de cela, si on leur avait montré comment procéder au lieu de les tromper, on leur aurait rendu un bien grand service. Ils auraient été exemptés tout de suite. Mais il y a des gens, et l'opposition sait de qui je parle, qui préfèrent l'ambiguïté pour servir leurs ambitions politiques. Je répète que tous ceux qui sont nécessaires à la terre sont exemptés. D'ailleurs, la situation est claire et on a mauvaise grâce de mettre cette affaire sur le dos du gouvernement provincial. C'est une question fédérale.

Nos amis de l'opposition peuvent rester calmes, car ils auront beau faire de l'agitation, les cultivateurs connaissent la véritable situation et travaillent avec enthousiasme. Ils le démontreront plus vite que le chef de l'opposition ne le désire. En dépit des difficultés, les cultivateurs du Québec atteindront l'objectif agricole qu'on leur a fixé.

Il ne faut pas qu'on prêche le défaitisme pour décourager la population. Le gouvernement a donné aux agriculteurs un programme fort avancé et progressif de nature à coordonner toutes les activités de la ferme. Il aide le cultivateur à assainir sa terre, à faire de la rotation, à trouver des marchés pour ses produits. En résumé, aucun gouvernement québécois n'a autant aidé le cultivateur que le gouvernement actuel. Le cultivateur québécois est de bonne humeur et il est content du gouvernement actuel. Le chef de

l'opposition s'en rendra compte plus vite qu'il ne voudrait.

Le chef de l'opposition veut créer du mécontentement avec la question du bois de chauffage. Il y a eu des difficultés à ce sujet. Il y a eu réellement une disette, certes, pour la bonne raison que la main-d'œuvre a été attirée ailleurs, dans une bonne partie. Mais le gouvernement a organisé la production, au cours de l'hiver, et aujourd'hui, il y a du bois de chauffage partout; il y en aura, aussi, l'hiver prochain, pour tout le monde grâce à notre prévoyance. Il y a des gens qui trouvent que nous devrions nager dans l'aisance malgré que nous soyons en guerre!

C'est la faute des autorités municipales dans certaines localités si, dans certains cas, le problème du bois de chauffage a été si aigu. La disette a été aggravée par le manque de coopération de certaines municipalités qui, à l'instigation de l'opposition et dans le seul but d'embêter le gouvernement, ont négligé de prendre les mesures voulues pour une meilleure distribution du bois. Je puis citer une municipalité pour laquelle on avait fait couper des milliers de cordes de bois dès l'automne dernier, qu'elle n'a pas voulu accepter et qui ont été laissées dans la forêt.

On ne peut obtenir la victoire sans rencontrer certaines difficultés, mais par une meilleure coopération de tous, bien des difficultés pourraient être aplanies.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Parce que le député du comté a travaillé dans le même esprit que le chef de l'opposition. La municipalité n'a pas voulu coopérer au transport du bois, et nous avons dû faire ouvrir un chemin, en plein mois de mars, afin d'assurer le transport de ce bois.

Les cultivateurs demanderont un compte rigoureux à ceux qui disent qu'ils sont inférieurs à leur tâche.

M. Gagnon (Matane): Ce n'est pas l'opposition qui suscite des embarras au gouvernement, mais c'est le gouvernement qui s'en cause lui-même avec sa politique de contradictions, de reniements et d'abandons.

J'affirme, ici, en dépit des prétentions du premier ministre, qu'il est plus difficile que jamais, pour un fils de cultivateur, de se faire exempter. Certains commencent des démarches en mai et ne sortent du camp d'entraînement qu'en octobre, s'ils

ne sont pas alors rendus à Terre-Neuve ou au Cap-Breton. Ils (les fils de cultivateurs) connaissent bien l'hypocrisie et les mensonges du Parti libéral.

Il (M. Gagnon) rappelle le débat qui s'est engagé sur la main-d'œuvre agricole à la Chambre des communes, la semaine dernière, où des députés libéraux ont dénoncé la politique du gouvernement. Si la demande est faite en retard, dit-il, le requérant est obligé de se rapporter au dépôt militaire pour que sa demande d'exemption soit considérée.

De là, on lui fait subir un examen et il est arrivé dans un grand nombre de cas que, pendant que l'on considérerait sa demande, on l'envoie dans d'autres unités que celle de sa région, dans d'autres provinces et même dans un autre régiment, pour attendre là-bas des nouvelles qui ne viennent jamais! On les change de camps à tout bout de champ pour compliquer la procédure! L'exemption devient pratiquement impossible.

Il cite le cas, poursuit-il, d'un cultivateur infirme, père de famille, qui, pendant trois ans¹, a demandé que son fils lui soit renvoyé pour l'aider: ce cultivateur a déjà deux autres fils dans l'armée. Le jeune homme a obtenu un congé de 15 jours pour venir travailler sur sa terre. Il a été considéré comme déserteur, ensuite, parce qu'il était demeuré un peu plus longtemps chez lui. En avril dernier, il a demandé une nouvelle exemption et on l'a envoyé à Terre-Neuve. Son cas est réglé, sans aucun doute.

Il cite plusieurs autres cas. Le requérant, dit-il, a été chaque fois envoyé assez loin pour que les procédures en exemption deviennent prohibitives. Quant aux recommandations des comités locaux de production, elles sont une farce monumentale. Lorsque les agronomes envoient des demandes d'exemption aux autorités militaires, ces lettres sont jetées au panier. Jamais, soutient-il, on ne s'est aussi pitoyablement joué de la classe agricole. Jamais les cultivateurs n'ont été plus lâchement abandonnés.

Il ajoute, se basant sur des articles de journaux publiés après la prise de Tunis, que les fils de cultivateurs sont et continueront d'être traqués comme des bêtes fauves, pendant que l'on s'apprête à envoyer des prisonniers allemands et italiens sur nos terres. Un grand nombre de fermes, affirme-t-il, sont à vendre à sacrifice, parce que leurs propriétaires n'ont plus leurs fils pour les aider.

M. Paquette (Labelle) appuie les prétentions du député de Matane au sujet de la difficulté d'obtenir une exemption. Tout le dossier est référé à la caserne, déclare-t-il. On fait voyager le requérant et c'est un éternel recommencement des procédures

sans autre résultat que de garder à l'armée le fils du cultivateur. Il parle du cas d'un cultivateur de son comté, marié et père de famille, que la police est allée chercher à 2 heures du matin, en entrant par la fenêtre de sa maison.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Le député peut-il nous dire son nom?

M. Paquette (Labelle): Je ne le donnerai pas, parce que cet homme est en prison et je ne veux pas nuire à sa cause. Si c'est ce que le premier ministre appelle des exemptions, il n'est pas fier!

Il se forme des comités d'élection, dans les paroisses, et non de véritables comités de coopération! Jamais la classe agricole n'a été autant désarmée et bouleversée.

Il (M. Paquette) cite une lettre de la corporation des agronomes à l'effet que nous sommes en danger de ne pas atteindre l'objectif et que la main-d'œuvre est insuffisante.

Le premier ministre ne fait pas son devoir parce que la dette de reconnaissance qu'il a contractée l'empêche de parler fort.

L'histoire racontée par le premier ministre à propos du bois de chauffage me fournira le thème d'un beau conte de Noël pour le *Flambeau*. Des habitants auraient gardé des milliers de cordes de bois pour embêter le gouvernement...

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je n'ai pas dit des habitants. Mais ce sont des gens qu'un de mes collègues connaît bien.

M. Lorrain (Papineau) fustige le plaidoyer de pitié du premier ministre qui a fait une faillite de l'administration du département de l'Agriculture après avoir failli à ses promesses. Les cultivateurs se demandent s'il y a un ministre de l'Agriculture, à Québec, dit-il. Ils n'ont personne dans le gouvernement pour défendre leurs intérêts.

M. Labbé (Mégantic): Plusieurs fils de cultivateurs de mon comté sont rendus en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. À propos du bois de chauffage, une cinquantaine de cultivateurs de Mégantic ont été condamnés parce qu'ils avaient vendu leur bois \$4.25 au lieu de \$4.

Les souffrances de la population, par suite des amendes imposées, et l'intransigeance des tsars des commissions fédérales sont la cause de la pénurie du bois de chauffage.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'honorable député de Mégantic a parlé tout à l'heure du cas d'un jeune homme qui a été enrôlé de force. Je prierais l'honorable député de me donner tous les renseignements au sujet de ce jeune homme.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député a fini de parler et le premier ministre ne peut poser de questions.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je voudrais rendre service à quelqu'un en demandant qu'on me fournisse son numéro d'enregistrement.

M. Labbé (Mégantic): Le premier ministre peut avoir tous ces renseignements chez le registraire, votre M. Paré, à Québec.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est comme cela que l'opposition veut nous permettre d'aider un fils de cultivateur!

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, 11.

Contre: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Dubreuil, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Groulx, Guibord, Hamel, Joyal, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Robidoux, Rochette, Sabourin, 23.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à la prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 8 juin 1943**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Allocations familiales
en vertu de conventions collectives**

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 45 concernant le paiement d'allocations familiales en vertu de conventions collectives de travail.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi du Barreau

M. Morin (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 180 modifiant la loi du Barreau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des pensions

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour

prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 modifiant la loi des pensions.

Adopté.

**Loi des syndicats
coopératifs de Québec**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de faciliter les opérations des syndicats coopératifs qui ont pris depuis quelques années un essor considérable. Il m'est très agréable d'aider les caisses populaires et les syndicats coopératifs.

Le bill précise le caractère coopératif des opérations des syndicats afin de les distinguer des autres organismes, dans la province. Il élargit les cadres existants pour aider les membres et permettre aux corporations municipales ou scolaires, aux corporations de syndicats, aux fabriques, aux cercles agricoles, aux sociétés d'agriculture, aux coopératives de pêcheurs et, d'une façon générale, aux corporations civiles et commerciales de devenir membres des syndicats coopératifs et des caisses populaires.

En vertu de notre projet de loi, les coopératives pourront être formées de personnes aptes à contracter, ayant résidence ou place d'affaires dans la circonscription territoriale, soit dans les limites du comté. Les syndicats auront le droit de recevoir en dépôt les économies de leurs membres, légalisant par le fait même une situation qui existe en fait. Ils pourront aussi déclarer que leurs activités coopératives ne constituent pas l'exploitation d'un commerce.

On pourra admettre les femmes mariées, même sous le régime de la communauté de biens, et les mineurs comme membres auxiliaires et leur permettre de faire certaines transactions sous leur simple signature comme déposer aux caisses populaires jusqu'à concurrence d'un montant de \$1,000.

Le bill précise aussi les pouvoirs d'emprunt des syndicats. Enfin, il ajoute les compagnies de fidéicommis à la liste des institutions où les caisses peuvent déposer leurs fonds.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis en faveur de toute mesure susceptible d'encourager l'essor des caisses populaires et des syndicats coopératifs. La

coopération est une bonne chose si on n'assimile pas l'individu au bénéfice de la collectivité. Les coopératives doivent respecter les droits des individus et être à l'abri de toute ingérence politique.

Cette loi donne trop de latitude au gouvernement pour la formation de saines coopératives, puisqu'il peut intervenir par ordre en conseil dans la régie de ces sociétés ou syndicats. Le gouvernement aurait dû enlever de la loi des syndicats coopératifs toutes les dispositions qui lui permettent d'intervenir dans les affaires des syndicats.

On permet d'étendre le champ d'action des syndicats, au point de vue territorial, mais ce pouvoir peut conduire à la centralisation. Ceci est une bien mauvaise chose.

Une autre disposition du bill permet aux mineurs de faire des transactions. Dans ces conditions, un enfant qui sait à peine signer son nom ou même un bébé de deux jours pourra, par l'intermédiaire de son parrain, entrer en pourparlers avec les directeurs des caisses populaires. C'est ridicule!

De plus, je m'oppose à ce que l'on permette aux caisses populaires de déposer leurs fonds dans les compagnies de fidéicommis.

Cette loi est remplie de redondances, elle ne respecte pas assez les droits des individus et elle fait craindre les infiltrations étrangères.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'article 6 de ladite loi est modifié:

"a. en insérant dans la septième ligne du premier alinéa, après le mot "industrie", les mots "recevoir leurs économies;"

"b. en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Ces activités coopératives ne sont pas réputées constituer l'exploitation d'un commerce, d'un établissement financier ou d'un moyen de profit."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Une pareille clause peut nuire aux caisses populaires. On ne peut pas dire par une loi qu'une opération commerciale n'est pas une opération commerciale. En vertu de la Constitution, le système bancaire relève du fédéral. On dit dans la présente loi que les caisses populaires peuvent recevoir des dépôts. C'est là une opération bancaire, même si dans un autre article, il est dit que cette opération n'est pas une opération commerciale.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Un acte n'est pas nécessairement commercial par sa nature même. Il peut être commercial à cause de la personne ou de l'institution qui le pose. Le même acte peut même être civil pour l'une des parties contractantes et commercial pour l'autre partie. La loi actuelle définit que nous sommes en présence de corporations civiles et non commerciales. Tant qu'un syndicat ne fait des affaires que pour le bénéfice exclusif de ses membres, il garde son caractère de corporation civile.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. L'article 14 de ladite loi est modifié en remplaçant les deux premiers alinéas par les suivants:

"14. Les membres actifs de la société, réunis en assemblée générale, peuvent adopter des règlements pour régler l'admission des nouveaux membres, le mode et la quotité des versements à faire sur les parts sociales souscrites, la contribution additionnelle exigible de nouveaux membres, la répartition des bénéfices, la date de l'exercice social, la convocation des assemblées générales et spéciales et des assemblées des conseils et commissions, l'exclusion des membres, et généralement tout ce qui concerne la régie interne de la société et les devoirs et attributions de ses conseils, commissions et officiers.

"Ces règlements peuvent aussi créer une catégorie de sociétaires appelés membres auxiliaires et régler tout ce qui les concerne, pourvu que ces membres ne puissent voter ni remplir aucune charge.

"Les mineurs et les femmes mariées, même communes en biens, peuvent être admis membres auxiliaires, souscrire des parts sociales pour un montant n'excédant pas mille dollars et en retirer les bénéfices et le capital sous leur simple signature; dans une société de crédit, ils peuvent également déposer leurs économies jusqu'à concurrence du

même montant et en retirer l'intérêt, les bénéfices et le principal sous leur simple signature.

"Toute personne ayant le maniement ou la garde des fonds de la société doit donner un cautionnement de garantie dont la nature et le montant sont laissés à la discrétion du conseil d'administration."

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Les dispositions du bill s'appliquent-elles aux caisses populaires? Les enfants auront-ils le droit de retirer leur dépôt de ces caisses quand ils le voudront, sous leur simple signature?

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je flaire un danger. Les enfants pourront ainsi retirer l'argent déposé en leur nom par leurs parents. Je suggère un amendement à l'effet que l'argent ne pourra être retiré qu'avec la signature des parents.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi cette disposition?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Cette clause a pour objet de donner aux enfants le goût de l'épargne en leur permettant de déposer aux caisses populaires les sous qu'ils gagnent ou qui leur sont donnés. Un enfant peut vouloir se priver de frivolités pour épargner son argent. Il aura droit de le déposer à la caisse populaire.

M. Gagnon (Matane): Actuellement, les dépôts peuvent être faits aux caisses populaires par les mineurs sans le consentement des parents, mais ils ne peuvent retirer les dépôts sans un tel consentement écrit. Qui a demandé au gouvernement d'inclure cette disposition dans la loi? Ce ne sont pas les cultivateurs ni les parents. J'ai la conviction qu'aucun père de famille en cette province est favorable au projet de loi de l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier). On devrait fixer un âge, soit à partir de 18 ans.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): La clause a été demandée par la Fédération des caisses populaires. Les caisses sont dirigées par des hommes intelligents et elles peuvent faire des règlements appropriés. Il exprime sa conviction, dit-il, que le bill ne conduira pas à des abus de la part des mineurs. Il est impossible de prévoir tous les cas exceptionnels.

M. Gagnon (Matane): Alors, un enfant de cinq, six, sept, huit, neuf ou dix ans, dès qu'il saura

écrire, va pouvoir maintenant se rendre aux caisses populaires, déposer jusqu'à \$1,000 et retirer son argent ensuite, sans le consentement des parents? C'est ridicule! Je suis assuré que les caisses populaires n'ont pas demandé ce bill-là. L'opposition veut qu'on laisse en vigueur le principe qui veut qu'un enfant mineur ne puisse retirer son dépôt d'une banque sans que son père signe le chèque.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Les députés de l'opposition ont des scrupules. Je vais les dissiper, car je ne veux pas qu'après cette séance ils aient des remords de conscience. Qu'arriverait-il si les enfants plaçaient ce dépôt dans une banque? Ce que nous demandons pour les caisses populaires, la loi des banques l'accorde aux banques. Pourquoi, alors, laisser nos caisses populaires dans un état d'infériorité? Pourquoi ne pas accorder aux caisses populaires un droit qui existe depuis 250 ans en faveur des banques?

L'honorable député de Matane peut trouver cela ridicule, mais pour répandre le goût de l'épargne chez les enfants, pour aider les caisses populaires, pour faciliter la continuation de l'essor qu'elles ont pris, je suis heureux de demander à la Chambre d'approuver cette loi sans m'occuper de l'opinion de l'honorable député.

M. Gagnon (Matane): Je défie le secrétaire de la province de me prouver que la loi des banques accorde à un mineur le droit de déposer de l'argent et de le retirer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi le bill est-il présenté par le secrétaire de la province et non par le procureur général (l'honorable M. Casgrain)? Il me semble que la question relève du procureur général.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Lorsque les syndicats coopératifs s'enregistrent, ils produisent leur déclaration au Secrétariat provincial. Il était donc logique que le secrétaire de la province présente le projet de loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le secrétaire de la province peut-il me montrer la loi des banques?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je vais lire la loi des banques à mes honorables amis. Il est temps qu'ils la connaissent.

L'article 9 est adopté.

Les articles 10 à 12 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 13 qui se lit comme suit:

"13. L'article 40 de ladite loi est modifié en insérant, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, après les mots "caisse d'épargne", les mots ", à une compagnie de fidéicommis,"."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet article permettra aux syndicats de transiger avec les sociétés fiduciaires, comme le Sun Trust, le Royal Trust, le Trust Général du Canada, et le Montréal Trust. Ces compagnies ont des pouvoirs qui dérogent aux articles du droit criminel. Elles ont surtout pour objet de faire des profits, ce qui est contraire aux principes des syndicats coopératifs. Ce qui est pire, c'est que ces compagnies sont, avant tout, des sociétés politiques, libérales de nom mais désastreuses de fait. Elles n'offrent pas les garanties suffisantes. Le gouvernement, avec sa loi, prend là une bien mauvaise initiative.

L'article 13 est adopté.

Les articles 14 à 18 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et l'a adopté sans l'amender.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à la prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, du consentement unanime, que lorsque la Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à neuf heures ce soir.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 8 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 9 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi des cités et villes

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a au *Feuilleton* de la Chambre une loi modifiant la loi des cités et villes. L'article 5 de cette loi rend taxables toutes les machineries et accessoires placés dans les usines et servant à leur exploitation. Il n'est pas

coutumier d'émettre une opinion avant que la loi ne soit étudiée en Chambre, mais pour ce cas-ci, je souhaite consigner que je me prononce sans aucune hésitation contre la mesure ici présente. Ce bill a créé beaucoup d'incertitude dans la province et, dans les temps troublés et instables que nous traversons, le gouvernement ne devrait pas prolonger cette incertitude. Le temps est bien mal choisi pour essayer d'établir une pareille loi. Je dis cela sans aucune considération politique, avec une seule idée en tête, à savoir, la sauvegarde des principes économiques solides de la province de Québec. La Chambre devrait étudier immédiatement ce projet de loi.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le projet n'est pas présenté séance tenante parce que le gouvernement veut étudier davantage et qu'il attend aujourd'hui même les représentants des municipalités. J'ajouterai cependant que le débat en Chambre sur cette question se tiendra le plus tôt possible.

Allocations familiales en vertu de conventions collectives

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 concernant le paiement d'allocations familiales en vertu de conventions collectives de travail soit maintenant lu une deuxième fois.

J'ai le très grand honneur de demander à la Chambre de mettre dans les Statuts de la province cette loi qui autorise les comités conjoints à établir des allocations familiales. Le moment est venu de reconnaître les services que chaque père de famille rend à son pays en lui payant des allocations qui le récompenseront d'avoir donné des enfants à sa patrie. Nous croyons qu'un père de famille, qui a de lourdes responsabilités, mérite d'être aidé par toute la société. La loi des conventions collectives fonctionne de façon admirable depuis 1935 dans notre province. Plus de 80 contrats ont été signés et donnent entière satisfaction. Je saisis l'occasion qui m'en est offerte, ce soir, comme ministre du Travail, pour louer le travail excellent et consciencieux de ceux qui ont mené à bien les comités conjoints, au nombre de 80 dans la province².

La question salaire est intimement liée à la question familiale dans la province de Québec. Les allocations familiales sont au premier rang de nos problèmes sociaux depuis 1927. En 1930, le gouvernement Taschereau a fait faire une enquête

minutieuse et complète sur l'établissement de lois sociales dans la province par la Commission des assurances sociales. La Commission, dans le rapport qu'elle a soumis en 1933, n'a pas cru devoir recommander le paiement d'allocations familiales. Elle basait son opinion sur le fait qu'une crise économique et financière sévissait à cette époque et qu'elle croyait nécessaire de voir d'abord au relèvement des salaires. Elle craignait aussi qu'une telle mesure contribue à drainer la main-d'œuvre vers les villes.

Mais le ministère du Travail, que j'ai l'honneur de diriger, a été saisi de la question, l'an dernier. J'ai demandé au Conseil supérieur du travail de faire une étude objective du problème. Il y a quelques semaines, ce Conseil, formé d'économistes, d'employeurs et d'employés, adopta à l'unanimité une résolution recommandant au gouvernement de permettre que les comités conjoints créent une caisse de compensation pour le paiement d'allocations familiales. C'est un grand honneur pour moi et pour cette Législature d'avoir à décider de cette question et de dire que, par là, nous reconnaissons aux pères de famille le droit d'avoir l'aide de la société pour supporter leurs lourdes charges. La loi est appelée à rendre de grands services à la population, une fois qu'on l'aura mise en pratique, après entente entre patrons et employés, par l'entremise des comités conjoints de l'industrie.

On a exprimé la crainte que les pères de famille pourraient être chassés du marché du travail avec les allocations, qu'ils vont perdre leur emploi à la suite de l'adoption de cette législation. Qu'on ne craigne rien en ce sens. Quel que soit leur nombre dans une usine, il n'y aura pas de discrimination possible car le comité paritaire sera une chambre de compensation. Je peux citer comme exemple du genre la Commission des accidents du travail. Ce sera le même principe. La Commission des accidents du travail impose des évaluations à toute industrie et, quel que soit le nombre d'accidents qui peuvent se produire dans l'une d'elles, aucune discrimination n'est faite d'une usine à l'autre.

En 1933, on a objecté à cette législation que le système d'allocations familiales est une nouvelle expression du paternalisme d'État. Il n'y a pas de paternalisme d'État dans cette loi. Nous offrons simplement à chaque catégorie d'industrie l'opportunité d'étudier le problème au point de vue des conditions qui lui sont propres, au point de vue de la concurrence aussi, et de voir s'il est possible d'établir les allocations familiales et à quel point elle en arrivera, si elle paie sa part des allocations

familiales. Les industries sont invitées à se prévaloir de la loi, mais rien ne les y oblige. La loi a pour but de permettre le paiement d'allocations familiales en vertu de la loi de la convention collective, le comité paritaire jouant le rôle de caisse de compensation.

Le bill confiera aux comités paritaires le soin de décider si une industrie en particulier devrait entrer dans ce système et de déterminer l'échelle des allocations. Un comité paritaire se compose d'ouvriers, d'employeurs et de représentants du gouvernement. Il administre les conditions de travail, représente les employés dans le cadre de poursuites concernant les salaires et dans l'application des contrats. Chaque comité constitue une corporation, mais toutes ses décisions sont sujettes à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. En vertu de la loi existante, une déduction de 1 % est effectuée sur les salaires des employés des industries opérant sous les conventions collectives de travail. La moitié du montant est payé par l'employeur et l'autre moitié par l'employé, et le tout sert à l'entretien du comité. La perception d'un autre 1 % ou 1½ % suffirait au soin des grandes familles à l'échelle des allocations déterminée par le comité.

On dira aussi que cela occasionnera de grandes dépenses à l'industrie et que cela l'empêchera de faire concurrence aux étrangers. Pour répondre à cette objection, j'ai demandé au Conseil supérieur du travail de faire une enquête pour savoir ce que représenteraient les allocations familiales. Quant aux dépenses, elles ne seront pas excessives.

L'enquête a été faite dans le comité conjoint de l'industrie de l'imprimerie du district de Montréal, où les conventions collectives sont parfaitement organisées. C'est l'un des comités qui fonctionnent le mieux chez nous. Voici ce que l'enquête a démontré: dans cette industrie, il y a 2,526 employés de sexe masculin et 1,013 employés de sexe féminin; 3,539 employés en tout. Ces 2,526 hommes avaient à leur charge 3,352 personnes et les 1,013 femmes avaient 210 dépendants, soit 3,562 dépendants³. Si l'on prend comme base une allocation de \$5 par mois par enfant dans une famille, les allocations totales coûteraient, dans le cas de cette industrie, une dépense mensuelle globale de \$214,140. Or, en 1942, cette industrie de l'imprimerie a payé \$3,785,350⁴ en gages. Les allocations familiales représenteraient une charge de 5 % du total des salaires payés.

Il faut reconnaître le fait que l'avenir nous donnera l'ère sociale. Les rapports Beveridge et Marsh concluent tous deux à la nécessité des allocations familiales. Dans notre province, l'opinion est-elle prête à en accepter le principe? Nous avons

pensé que le moyen le plus pratique de donner la chance à l'opinion publique de s'exprimer, c'était cette loi. On me dit que plusieurs industries, dans certaines régions, pressenties à propos des allocations familiales, se sont déclarées entièrement favorables au projet. C'est avec le plus grand plaisir que je demande à la Chambre d'autoriser les industries de notre province et les comités conjoints à payer des allocations familiales, après entente entre les patrons et les employés, à ce sujet.

Les comités conjoints sont d'excellents et de très sûrs organismes pour administrer ces allocations familiales. Ils peuvent administrer sans frais une caisse de compensation. Leurs rapports sont faits tous les trois mois. Une reddition de compte a lieu chaque année. Elle est certifiée par un comptable licencié. Nous avons foi dans ces comités conjoints pour administrer les fonds avec la plus grande sécurité. Le Conseil supérieur du travail a été unanime dans sa recommandation. Le temps est venu de donner ce coup de barre, d'adopter cette ligne de conduite sociale et de dire si les allocations familiales doivent être définitivement établies.

(Ovation de la Chambre)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ressort des explications du ministre que la Chambre est en présence d'un bill nouveau genre. La loi, de l'aveu même du ministre, est présentée à titre de plébiscite pour que le gouvernement connaisse l'opinion des gens. C'est la première fois, à ma connaissance, qu'une législation aussi hybride est présentée. Le gouvernement est élu pour prendre ses responsabilités, pour agir et non pour délibérer comme il le fait en ce moment.

L'Union nationale, le 25 mars dernier, a présenté une motion qui contenait une déclaration de principe en faveur des allocations familiales. Or, le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette), tous les ministres et les députés ministériels ont voté contre. Peut-on avoir foi, après cela, dans la sincérité du ministre du Travail? La famille constitue une force sociale à nulle autre pareille dans la province de Québec. Je crois qu'il faut faire tout ce qui est possible pour protéger le foyer. Dans les limites de la justice, on n'ira jamais trop loin pour donner à la famille l'aide qu'elle est en droit d'attendre. La famille nombreuse a des droits.

La loi du ministre dit que, lorsqu'une convention collective de travail sera signée, les parties en cause pourront décréter le paiement des allocations familiales. La loi ne dit pas ce qu'elles seront. Je m'étonne que le projet de loi soit si vague.

Quelles seront ces allocations? Quelles en seront les conditions? Pas un mot, aucune précision dans la loi, à ce sujet. On ne donne pas de détails, pas de chiffres, et on subordonne tout au consentement de l'employeur et des employés. Ce n'est pas une loi exécutoire ni définitive, car elle ne contient rien d'effectif et ne comporte aucune sanction.

Les accords en vertu des conventions collectives de travail n'entrent pas en vigueur parce qu'un groupe d'employés et un groupe d'employeurs en sont venus à une entente. Ils prennent effet uniquement lorsque pareille entente préserve la prépondérance des employés et des employeurs. Or, on ne retrouve pas ce principe ici.

Les allocations familiales bien appliquées sont une bonne chose, car elles offrent des avantages exceptionnels. La meilleure base dans une loi de ce genre, c'est la base contributoire. Le devoir de l'État, c'est d'aider et d'exercer un contrôle judiciaire. Ce n'est pas de contrôler, mais d'empêcher un contrôle préjudiciable à la masse. Je suis contre le paternalisme d'État. L'État a bien trop d'enfants pour être un bon père de famille, comme disait Clémenceau. Je suis surpris que les députés ministériels aient voté contre la motion de l'opposition.

La question des allocations familiales est à l'étude depuis 1930. Le gouvernement veut cesser de l'étudier, maintenant, pour la faire étudier par les autres. Ça ne me paraît absolument pas efficace, encore moins habile au point de vue électoral. C'est une loi comme en présentent les gouvernements moribonds. Le présent projet de loi est lancé à la veille des élections dans le seul but de rallier des suffrages.

Le ministre a parlé des rapports Beveridge et Marsh. Ils ne sont en somme que la reconnaissance de grands principes immuables. C'est précisément parce qu'on a méconnu ces principes qu'il faut réagir. Le rapport Marsh dit que l'entreprise privée doit fournir le principal apport des allocations familiales. Sir William Beveridge est très intelligent: il nous a dit ici que le rapport qu'il a fait pour l'Angleterre peut ne pas être applicable ici. Beveridge et Marsh disent tous deux dans leurs rapports que le gouvernement devrait combler dans les salaires ce que l'entreprise privée ne peut se permettre de payer aux chefs de famille.

Sans vouloir poser au découvreur, c'est l'Union nationale qui a commencé à mettre en application les recommandations de ce rapport au Jardin botanique et à l'île Sainte-Hélène, en dépensant des millions pour donner des travaux de

chômage aux ouvriers de la province de Québec, en créant des œuvres pour la jeunesse, en payant des pensions aux vieux et aux vieilles, aux aveugles, aux mères nécessiteuses et aux orphelins!

Aujourd'hui, on se perd dans la recherche de choses connues de tout le monde. La source de tout bien, la grande charte du monde, provient d'un petit livre à la portée de tout le monde: l'Évangile.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Je pensais que le chef de l'opposition voulait parler du catéchisme de 1936.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La question est assez sérieuse pour qu'on la traite d'une autre manière. Je demanderais au procureur général (l'honorable M. Casgrain) de songer aux familles négligées et de ne pas faire d'interruptions inopportunes.

La loi est mal conçue incomplète et mal bâtie, car elle omet un principe essentiel. Elle confie certains pouvoirs aux comités sans prévoir les moyens de les exécuter. La définition du mot "salaires" a été modifiée de sorte que les allocations familiales ne soient pas considérées comme des salaires, mais cela n'est pas suffisant. L'autorité du comité est illusoire.

Cependant, la loi consacre un principe et c'est le devoir de tous, en cette Chambre, d'accepter ce principe sous réserve des objections que j'ai déjà formulées. Je regrette, cependant, que le gouvernement présente une loi de camouflage au lieu d'une loi dont les familles ont besoin. Le devoir du gouvernement, c'est de donner de l'argent.

Mais le gouvernement ne doit pas être un créateur et un collaborateur. Si le gouvernement veut présenter un projet de loi adéquat, nous collaborerons. Le projet devra respecter les traditions de la province de Québec.

S'il a des millions à dépenser comme il le prétend, le gouvernement devrait établir un système de contribution juste et raisonnable. On devrait rendre le paiement des allocations obligatoire et contributoire. Mais le gouvernement doit fournir le fonds pour les allocations.

Nous allons donc consentir à la deuxième lecture du bill, sous réserve des objections que j'ai formulées et que nous compléterons en comité plénier.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le principe du bill est excellent. Malheureusement, cette loi aurait dû être passée dès avant la crise, et si elle

n'est pas amendée d'ici à la fin de la guerre, elle ne sera qu'une demi-mesure. Le nombre des ouvriers qui en bénéficieront ne sera pas assez considérable. Tous les ouvriers non spécialisés, qui n'ont pas de contrats collectifs et qui n'ont pour les protéger que la loi du salaire minimum, en sont exclus.

Suivant moi, la loi devrait s'appliquer aux ouvriers qui ne sont protégés que par la loi du salaire minimum. Elle devrait être très large dans l'avenir. Je l'approuve quand même à cause du principe en jeu.

Adopté.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelles seront les modalités de la loi?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Le comité conjoint décidera, suivant ses moyens économiques, combien on donnera à chaque enfant, quelle sera la contribution de chacun. Tout cela sous l'autorité du ministère du Travail, qui étudiera à son tour les moyens des comités et décidera si les règlements doivent être appliqués.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi devrait définir les allocations familiales.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): C'est inutile. Tout le monde sait qu'une allocation familiale est une prestation ajoutée au salaire et proportionnée aux charges de familles du travailleur. Ce que sera en fait cette prestation, c'est à chaque comité conjoint de la déterminer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi les ouvriers de la province de Québec ne reçoivent-ils pas le même boni de vie chère que ceux de l'Ontario qui font le même travail?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): La question de la différence des salaires fait actuellement l'objet d'une enquête. Pour

apprécier un salaire, il ne faut pas considérer seulement le chiffre. Quand un comité conjoint établit une échelle de salaires, il fixe des taux pour Montréal, des taux pour Québec et des taux pour la campagne. Le coût de la vie n'est pas le même partout et un salaire peut être suffisant à un endroit et ne pas l'être à un autre.

M. Paquette (Labelle) demande au ministre de protester contre les chiffres que publie l'Office fédéral de la statistique sur l'indice du coût de la vie. L'établissement de l'indice du coût de la vie est fait de façon à priver les ouvriers du juste boni auxquels ils ont droit, dit-il. Les chiffres que l'on vient de publier sont absolument ridicules.

D'après les statisticiens du gouvernement fédéral, le coût de la vie n'aurait augmenté que de ½ de 1 % depuis quelques mois. C'est se moquer des gens. Ces chiffres n'ont aucun sens. Depuis trois ans, le coût de la vie a doublé; la vie est même devenue insupportable.

Lorsque Ottawa, avec un grand sérieux, vient nous affirmer des choses comme celle-là, tout le monde éclate de rire. Mais c'est un rire qui résonne tragiquement. On va geler tellement l'ouvrier qu'il ne pourra même pas se rendre au bureau de votation aux prochaines élections. C'est une indignité de tromper ainsi le peuple au sujet de l'augmentation du coût de la vie. On le fait dans le but d'empêcher l'ouvrier de retirer le boni auquel il a droit.

Que le ministre essaie de dégeler les bonis s'il ne peut pas dégeler les salaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est à ma connaissance que les pensions de vieillesse ont été réduites dans la province, à \$17.50 dans les campagnes et à \$12 dans les villes. Est-il vrai que les pensions de vieillesse ont été réduites surtout dans le cas de parents âgés qui demeurent avec leurs enfants?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Le chiffre moyen des pensions en 1939, à la fin du régime de l'Union nationale, était de \$17.67 par pensionnaire par mois environ. L'an dernier, en 1942, il avait varié de 2 ou 3 sous seulement, pas plus. Cela prouve que le tapage qu'on a fait au sujet d'une prétendue réduction des pensions, en disant que le gouvernement a négligé les vieux et les vieilles, a été lancé dans un but de capital politique.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et l'a adopté sans l'amender.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Labbé (Mégantic) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), que la motion en discussion soit amendée en en biffant tous les mots après "que" et en les remplaçant par les suivants:

"Le bill 45 intitulé: Loi concernant le paiement d'allocations familiales en vertu de conventions collectives de travail soit retourné au comité plénier de la Chambre avec instructions de l'amender de manière à établir un système d'allocations familiales absolument efficaces et entièrement justes."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, 11.

Contre: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Kirkland, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), O'Connor, Perrier, Rajotte, Renault, Robidoux, Rochette, Sabourin, 41.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À défaut de mieux, il faut bien accepter le bill, bien qu'il ne représente qu'un tout petit pas dans la bonne voie.

La motion principale est mise aux voix et adoptée. Le bill 45 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:**Budget des dépenses
1943-1944**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil⁵.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pépinière de Berthier" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):

On produit une dizaine de millions de plants par année. Ces plants sont donnés aux corps publics et utilisés par la province pour fins de reboisement à des conditions bien déterminées.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École d'enseignement forestier et d'arpentage", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "La société de géographie de Québec", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent

quatre-vingt-huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission des eaux courantes de Québec", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières) a, dit-il, fait baisser les taux de la centrale du Témiscamingue de \$1,000,000 par année⁶.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission des eaux courantes de Québec - dépenses en immobilisation", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École des gardes-forestiers - construction et équipement", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à la prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à minuit.

NOTES

1. Un an, selon *L'Action catholique* du 9 juin 1943, à la page 2.

2. *La Patrie* du 9 juin 1943, à la page 12, et la *Gazette* du même jour, à la page 1, mentionnent plutôt 85 comités paritaires.

3. La *Gazette* du 9 juin 1943, à la page 18 parle plutôt de 2,506 hommes avec 3,352 dépendants et 1,013 femmes avec 1,217 personnes à charge.

4. *L'Action catholique* du 9 juin 1943, à la page 11, écrit \$3,585,550 tandis que *Le Soleil* du même jour, à la page 7, mentionne \$3,785,750 et la *Gazette* du 9 juin 1943, à la page 18, \$3,760,000.

5. *Le Soleil* du 9 juin 1943, à la page 7, indique qu'il est alors 11 heures. *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 8, souligne que M. Duplessis a pressé le ministre de questions sur certains postes budgétaires, sans préciser davantage.

6. *La Presse* du 9 juin 1943, à la page 8, mentionne que le principal débat en comité des subsides ce jour-là a porté sur la Commission des eaux courantes.

Première séance du mercredi 9 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

Ministère de la Voirie,
rapport 1942

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie, 1942. (Document de la session no 61)

Vœux au major Paul Sauvé

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La présence ici aujourd'hui du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) nous cause tellement de plaisir à tous, des deux côtés de l'Assemblée, que je crois de mon devoir de la signaler officiellement. Notre collègue fait honneur à la Législature dans la carrière militaire qu'il a choisie et où il s'est taillé une belle réputation. Il est déjà parvenu au grade de major et je ne doute pas que d'autres titres viendront bientôt reconnaître encore davantage ses qualités. Je lui souhaite une heureuse carrière et, à la veille de son départ, je lui offre nos meilleurs vœux de succès.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis heureux de partager, en cette circonstance, l'opinion du premier ministre.

Je connais le député des Deux-Montagnes depuis 1930. Il a été élu député à un jeune âge, car ses talents étaient déjà bien connus et ses connaissances vivement appréciées. Il siège du côté de l'Union nationale et le premier ministre lui offre des vœux à l'occasion de son départ pour outre-mer où il participera à la lutte contre l'ennemi. Ceci prouve que du côté de l'Union nationale, il y a des gens loyaux.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) offre au major les souhaits de la minorité anglaise de la Chambre.

Il emportera dans son voyage les souhaits, les pensées et les prières de tous ses collègues, dit-il.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne doutais pas que ma présence ici, ce matin, retarderait les délibérations de la Chambre. Je ne suis pas surpris, cependant, de cette marque d'amitié très bienveillante du premier ministre, du chef de l'opposition et du trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson), au nom de tous leurs collègues. En cette heure-ci, elle me touche particulièrement et je les en remercie profondément et cordialement.

Je demande la permission d'adresser un message à mes électeurs de Deux-Montagnes, qui m'honorent de leur confiance et de leur indéfectible loyauté depuis 1930, et pour leur dire que si les circonstances ne m'ont pas permis de vivre plus longtemps au milieu d'eux, je pense toujours à eux.

Je suis constamment attaché à eux, et j'espère que la Providence leur conservera ses bénédictions et les ramènera avant longtemps à une vie plus normale.

À la veille de quitter la Chambre pour un voyage comme celui que je vais entreprendre, je suis heureux de constater que j'y compte des deux côtés des amitiés précieuses.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 12 instituant un conseil d'orientation économique.

Projets de loi:

Loi des pensions

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 49 modifiant la loi des pensions.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Que l'article 33 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13), remplacé par l'article 4 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, les mot et chiffres "avril 1943" par les mot et chiffres "janvier 1944".

2. Que l'article 45 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié:

a. en remplaçant les paragraphes 1^o à 7^o par les suivants:

"1^o les sous-ministres, fonctionnaires et ouvriers régis par la loi du service civil (chapitre 11), édictée par la loi 7 George VI, chapitre (insérer ici le numéro de chapitre du bill no 7);

"2^o les greffiers du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, le chef de cabinet du premier ministre et l'auditeur de la province;"

b. en ajoutant au paragraphe 9^o les alinéas suivants:

"h) de la Commission du salaire minimum;

"i) de la Commission du service civil de la province de Québec;"

c. en remplaçant le paragraphe 10^o par le suivant:

"10^o le gérant et l'assistant-gérant de la Commission des liqueurs de Québec."

3. Que l'article 47 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en remplaçant le paragraphe 2e par le suivant:

"2^o a atteint l'âge de soixante-cinq ans ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, celui de soixante ans, ou est devenu incapable d'exercer ses fonctions ordinaires à raison d'infirmité corporelle ou mentale."

4. Que l'article 48 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié:

a. En remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"48. La pension est basée sur le traitement moyen du fonctionnaire pour les dix années les mieux rémunérées de son service.";

b. en ajoutant, à la fin du dernier alinéa, les mots "pour les fins du présent article".

5. Que l'article 52 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Pour fins de pension, le traitement ne comprend pas les rémunérations additionnelles ou bonis."

6. Que l'article 57 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en insérant, dans la deuxième ligne, après les mots "s'est marié", les mots et chiffres "après le premier avril 1942 et".

7. Que l'article 67 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié:

a. en insérant, dans la cinquième ligne, après le mot "primaire", les mots "ou comme professeur dans une école d'agriculture";

b. en ajoutant, à la fin, les mots suivants: "Quand le nombre d'années de service qu'un fonctionnaire veut faire compter en vertu du présent article dépasse cinq, le montant des retenues exigibles doit, avant que la déduction susmentionnée ne soit faite, être d'abord réduit d'un pourcentage égal à deux fois le nombre d'années à être comptées au-delà de cinq jusqu'à vingt-cinq."

8. Que l'article 69 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en remplaçant, dans les septième et huitième lignes, les mots "dans l'année suivant ladite date" par les mots et chiffres "avant le premier janvier 1944".

9. Que l'article 70 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots "dans l'année suivant ladite date" par les mots et chiffres "avant le premier janvier 1944".

10. Que l'article 71 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié:

a. en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots "dans l'année suivant ladite date" par les mots et chiffres "avant le premier janvier 1944".

b. en ajoutant les alinéas suivants:

"Les années de service précédant le premier avril 1942 peuvent être comptées comme années de service même si l'emploi a été discontinu ou si le traitement annuel était de moins de six cents dollars, pourvu qu'il n'ait pas été de moins de trois cent soixante dollars.

Quand le nombre d'années de service qu'un fonctionnaire veut faire compter en vertu du présent

article dépasse cinq, le montant payable est réduit d'un pourcentage égal à deux fois le nombre d'années à être comptées au-delà de cinq jusqu'à vingt-cinq."

11. Que ladite loi soit modifiée en ajoutant, après l'article 71, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, le suivant:

"72. La veuve d'un fonctionnaire décédé avant l'expiration du délai prévu à l'article 71 peut, dans ce délai, donner l'avis prévu audit article."

12. Que l'annexe de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifiée en ajoutant dans la colonne "Âge", après les chiffres "65", les mots et chiffres "66 (et plus)", et en regard de la colonne "Période", le nombre "10".

13. Que les dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, à l'exception de celles de l'article 2, auront effet à compter du premier avril 1942.

Que tout fonctionnaire qui, pour bénéficier des dispositions de l'article 71 de la loi des pensions, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, aura versé au fonds consolidé du revenu un montant plus élevé que celui qu'il aura été tenu de payer suivant les dispositions dudit article comme il est modifié par la résolution 10 ci-dessus, aura droit au remboursement de l'excédent, lequel remboursement sera payable sur le fonds consolidé du revenu.

Que tout fonctionnaire de l'enseignement primaire qui se sera prévalu des dispositions de l'article 69 de la loi des pensions, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, pourra, par écrit remis au trésorier de la province avant le premier janvier 1944, retirer l'avis qu'il avait donné et se faire remettre le montant qu'il aura versé pour faire compter ses années de service antérieures au premier avril 1942, les retenues qu'il aura subies dans l'intervalle devant tenir lieu de celles prévues par la huitième partie de la loi de l'instruction publique. Si un tel fonctionnaire ne retire pas ledit avis, il aura droit au bénéfice des dispositions du deuxième alinéa de la présente résolution.

14. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction sauf le paragraphe *a* de l'article 2, lequel entrera en vigueur le premier septembre 1943.

La loi que j'ai l'honneur de présenter a pour but de donner les avantages de la loi des pensions aux employés de la Commission du salaire minimum et de la Commission du service civil, aux professeurs des écoles d'agriculture; assurer la demi-pension aux

veuves de ceux qui se sont mariés avant l'entrée en vigueur de la loi; faciliter le remboursement des arrérages et d'aider tout particulièrement les vieux serviteurs de la province. L'an passé, nous avons cherché à être envers eux et tous les fonctionnaires le plus généreux possible. Cette année, à la lumière de l'expérience, nous croyons que la loi peut être plus juste, plus équitable, plus généreuse, et nous demandons à la Chambre de la modifier.

Le comité étudie les résolutions 1 à 3 qui se lisent comme suit:

1. Que l'article 33 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13), remplacé par l'article 4 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, les mot et chiffres "avril 1943" par les mot et chiffres "janvier 1944".

2. Que l'article 45 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié:

a. en remplaçant les paragraphes 1^o à 7^o par les suivants:

"1^o les sous-ministres, fonctionnaires et ouvriers régis par la loi du service civil (chapitre 11), édictée par la loi 7 George VI, chapitre (insérer ici le numéro de chapitre du bill no 7);

"2^o les greffiers du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, le chef de cabinet du premier ministre et l'auditeur de la province;";

b. en ajoutant au paragraphe 9^o les alinéas suivants:

"*h*) de la Commission du salaire minimum;

"*i*) de la Commission du service civil de la province de Québec;";

c. en remplaçant le paragraphe 10^o par le suivant:

"10^o le gérant et l'assistant-gérant de la Commission des liqueurs de Québec."

3. Que l'article 47 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en remplaçant le paragraphe 2e par le suivant:

"2^o a atteint l'âge de soixante-cinq ans ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, celui de soixante ans, ou est devenu incapable d'exercer ses fonctions ordinaires à raison d'infirmité corporelle ou mentale."

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition est en faveur d'un système de pension juste, généreux et impartial. Mais la mesure qu'on nous présente aujourd'hui est un bill préélectoral, qui

comporte des pronostics très certains. Il protège les favoris du régime et leur assure une sinécure à la veille de la tempête qui va bientôt emporter l'administration.

Le fondement du système est faux et contraire aux règles de la saine comptabilité. Il n'y a pas de système de pension sain et réellement durable sans un fonds distinct où sont déposées les contributions des employés. La loi actuelle ne consacre pas ce principe. Elle comporte, d'autre part, une gradation de taux de pension qui ne rend pas justice à ceux dont les salaires sont moindres, mais bénéficie à ceux-là qui en ont le moins besoin.

Je me suis opposé à ce qu'on permette aux gérants de la Commission des liqueurs et à d'autres employés supérieurs de participer à ce fonds de pension.

Les contributions des employés et du gouvernement, au lieu de constituer un fonds distinct, sont versées dans le fonds consolidé du revenu. Et depuis que le taux a été porté de 3 % à 5 %, la contribution des employés représente environ \$1,000,000 par année. Ce \$1,000,000 est noyé dans le fonds consolidé du revenu et peut servir à toutes fins autres que celles du paiement de la pension. Ce n'est ni plus ni moins qu'un impôt nouveau.

Le bill étend la portée de la loi des pensions pour favoriser des amis et organisateurs politiques, dont quelques-uns ne méritent ni salaires ni pensions. On veut prendre le moyen d'accorder des pensions à des gens qui ont été destitués pour cause par l'Union nationale.

Bref, c'est un projet de loi qui, tel qu'il est, crée une taxe indirecte, saturée de favoritisme et suintant la peur électorale avant la débâcle qui emportera le gouvernement, dans quelques semaines.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Un fonds spécial représenterait bien moins de garanties pour les employés civils que le fonds consolidé du revenu. L'expérience l'a déjà prouvé. On se rappelle que les instituteurs avaient un fonds spécial. À un moment donné, le fonds a été en déficit et le gouvernement Taschereau a été appelé à combler le déficit en décrétant que désormais, les contributions seraient versées au fonds consolidé du revenu.

Toutes les ressources de la province se trouvent ainsi à garantir le paiement des pensions à ceux qui y ont droit. Le fonds consolidé, c'est le Trésor provincial et c'est bien plus solide que n'importe quel fonds séparé.

J'admets que le projet de loi a pour but de favoriser les amis du gouvernement car tous les

employés honnêtes et consciencieux sont les amis du gouvernement, et c'est pour leur prouver sa reconnaissance que le gouvernement leur donne un système de pension de plus en plus généreux et non pas des discours.

Les amendements que l'on apporte à la loi des pensions de l'an dernier ont tous pour objet de rendre cette loi plus généreuse, d'améliorer la situation des employés. On veut tout particulièrement soulager ceux qui ont plusieurs années d'arrérages à rembourser pour profiter de la loi de la pension. C'est ainsi que les vieux fonctionnaires qui voudront faire compter pour fins de pension leurs années antérieures de services n'auront plus à payer 5 % sur tout le salaire reçu. Ils paieront le plein taux pendant 5 ans, puis on leur accordera un escompte de 2 % par année pour le reste. Ainsi donc, ils bénéficieront d'une réduction de 20 % s'ils font compter 15 années antérieures et de 40 % s'ils font compter 25 ans, parce qu'on déduira les 5 années pendant lesquelles ils auront payé le plein montant de la contribution. Cette législation a pour objectif de faire concorder la loi du fonds de pension avec celle du service civil.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Même si un fonds séparé était créé pour recevoir les contributions des employés et du gouvernement, rien n'empêcherait ce dernier de combler les déficits s'il y avait lieu. Cependant, je suis encore d'avis qu'un fonds distinct pour les contributions des employés est d'une nécessité évidente. La méthode de verser les contributions au fonds consolidé du revenu est dangereuse. La loi protège les gros salariés beaucoup plus que les petits. Avec une contribution de 5 %, il ne peut y avoir de déficit dans un fonds séparé; au contraire, le fonds s'accumulerait à tel point que le taux de la contribution pourrait être réduit.

Les résolutions 1 à 3 sont adoptées.

Le comité étudie la résolution 4 qui se lit comme suit:

4. Que l'article 48 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié:

a. en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"48. La pension est basée sur le traitement moyen du fonctionnaire pour les dix années les mieux rémunérées de son service.";

b. en ajoutant, à la fin du dernier alinéa, les mots "pour les fins du présent article".

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) pourrait-il nous dire ce que pourrait représenter le cadeau de \$2,000,000,000 à l'Angleterre? Si le Canada gardait pour nous ces \$2,000,000,000 qu'il a donnés à l'Angleterre...

Une voix à droite: Jamais le Canada n'a donné \$2,000,000,000 à l'Angleterre!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec ces \$2,000,000,000, nous pourrions payer des pensions à tous les employés sans exiger aucune contribution. L'honorable premier ministre approuve-t-il le don de \$2,000,000,000 à l'Angleterre?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si le pays a donné cela à l'Angleterre, il a eu excessivement tort. Mais s'il a contribué une part quelconque pour la défense commune et nous éviter les horribles conséquences de la défaite, le pays a très bien fait. Rien n'est de trop pour défendre son pays.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable trésorier de la province est-il satisfait de cette déclaration?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je suis entièrement satisfait. Je partage entièrement l'opinion du premier ministre. Il a exprimé ma pensée et il l'a fait mieux que je ne saurais le faire moi-même. L'honorable chef de l'opposition, de son côté, sait parfaitement que de ces \$2,000,000,000, il n'y a pas un sou, pas un seul, qui soit sorti du Canada pour être donné à l'Angleterre. Tout cet argent sert à faire travailler nos gens ici.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le trésorier de la province est pour le cadeau de \$2,000,000,000?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Pour nous défendre, oui. Le chef de l'opposition ne veut pas que le Canada se défende?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je veux qu'on se défende et se protège, oui, et non pas qu'on se ruine pour les autres. Deux milliards de dollars, c'est un scandale! Jamais un gouvernement anglais ne donnerait le quart de la moitié de cela au Canada. Avec cet argent, on aurait pu construire 800,000 maisons de \$4,000 chacune!

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Le chef de l'opposition reflète-t-il l'opinion du Bloc populaire?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Bloc populaire ne donne pas de reflets. Et je ne m'occupe pas de ça.

Non seulement on fait des dons à l'Angleterre, mais on nous enlève notre liberté. Si Hitler a des bottes si pesantes, cela est dû aux capitalistes anglais et américains qui lui ont fourni de l'argent pour se les acheter. Lorsque j'étais au pouvoir, j'ai empêché Hitler de s'installer à Anticosti.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Il eût été mieux de le laisser venir et de le capturer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): De la liberté, il n'y en a plus au pays!

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Il y a encore la liberté de parole si l'on en juge par ce que nous entendons ici.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si la liberté de parole existe, ce n'est pas la faute du gouvernement.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Si vous aviez plus de liberté de parole, vous vous feriez mourir dans trois heures!

La résolution 4 est adoptée.

Les résolutions 5 et 6 sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Dépôt de documents:

Labrador

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse,

en date du 24 mars 1943, demandant la production de copie de toute correspondance échangée par le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 1^{er} janvier 1925 inclusivement jusqu'au 18 février 1943 inclusivement, concernant les droits et les intérêts de la province de Québec et du Canada et les prétentions et acquisitions de Terre-Neuve relativement au Labrador. (Document de la session no 62)

Faillite de Québec Pulp & Paper Corporation

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 28 avril 1943, pour la production de copie de toute correspondance entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, toute personne, société, corporation et tout gouvernement, depuis le 1^{er} janvier 1941 jusqu'à date, relativement à la faillite de la Quebec Pulp & Paper Corporation et au sujet de la suspension des opérations de cette compagnie et des raisons et conséquences de cette faillite. (Document de la session no 63)

Industrie du papier et de la pulpe

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 14 mai 1943, demandant la production de copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, compagnie, corporation ou société, depuis le 1^{er} janvier 1922 jusqu'au 18 février 1943, et concernant l'industrie du papier et de la pulpe dans la province de Québec, ainsi que le travail, les opérations et le fonctionnement relatifs à ces industries. (Document de la session no 64)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 9 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi des pensions

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 modifiant la loi des pensions.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) à la séance précédente, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que l'article 33 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13), remplacé par l'article 4 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, les mot et chiffres "avril 1943" par les mot et chiffres "janvier 1944".

2. Que l'article 45 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié:

a. en remplaçant les paragraphes 1^o à 7^o par les suivants:

"1^o les sous-ministres, fonctionnaires et ouvriers régis par la loi du service civil (chapitre 11), édictée par la loi 7 George VI, chapitre (insérer ici le numéro de chapitre du bill no 7);

"2^o les greffiers du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, le chef de cabinet du premier ministre et l'auditeur de la province;";

b. en ajoutant au paragraphe 9^o les alinéas suivants:

"*h*) de la Commission du salaire minimum;

"*i*) de la Commission du service civil de la province de Québec;";

c. en remplaçant le paragraphe 10^o par le suivant:

"10^o le gérant et l'assistant-gérant de la Commission des liqueurs de Québec."

3. Que l'article 47 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en remplaçant le paragraphe 2e par le suivant:

"2° a atteint l'âge de soixante-cinq ans ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, celui de soixante ans, ou est devenu incapable d'exercer ses fonctions ordinaires à raison d'infirmité corporelle ou mentale."

4. Que l'article 48 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié:

a. En remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"48. La pension est basée sur le traitement moyen du fonctionnaire pour les dix années les mieux rémunérées de son service.";

b. en ajoutant, à la fin du dernier alinéa, les mots "pour les fins du présent article".

5. Que l'article 52 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Pour fins de pension, le traitement ne comprend pas les rémunérations additionnelles ou bonis."

6. Que l'article 57 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en insérant, dans la deuxième ligne, après les mots "s'est marié", les mots et chiffres "après le premier avril 1942 et".

7. Que l'article 67 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié:

a. en insérant, dans la cinquième ligne, après le mot "primaire", les mots "ou comme professeur dans une école d'agriculture";

b. en ajoutant, à la fin, les mots suivants: "Quand le nombre d'années de service qu'un fonctionnaire veut faire compter en vertu du présent article dépasse cinq, le montant des retenues exigibles doit, avant que la déduction susmentionnée ne soit faite, être d'abord réduit d'un pourcentage égal à deux fois le nombre d'années à être comptées au-delà de cinq jusqu'à vingt-cinq."

8. Que l'article 69 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en remplaçant, dans les septième et huitième lignes, les mots "dans l'année suivant ladite date" par les mots et chiffres "avant le premier janvier 1944".

9. Que l'article 70 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots "dans l'année suivant

ladite date" par les mots et chiffres "avant le premier janvier 1944".

10. Que l'article 71 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié:

a. en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots "dans l'année suivant ladite date" par les mots et chiffres "avant le premier janvier 1944".

b. en ajoutant les alinéas suivants:

"Les années de service précédant le premier avril 1942 peuvent être comptées comme années de service même si l'emploi a été discontinu ou si le traitement annuel était de moins de six cents dollars, pourvu qu'il n'ait pas été de moins de trois cent soixante dollars.

Quand le nombre d'années de service qu'un fonctionnaire veut faire compter en vertu du présent article dépasse cinq, le montant payable est réduit d'un pourcentage égal à deux fois le nombre d'années à être comptées au-delà de cinq jusqu'à vingt-cinq."

11. Que ladite loi soit modifiée en ajoutant, après l'article 71, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, le suivant:

"72. La veuve d'un fonctionnaire décédé avant l'expiration du délai prévu à l'article 71 peut, dans ce délai, donner l'avis prévu audit article."

12. Que l'annexe de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifiée en ajoutant dans la colonne "Âge", après les chiffres "65", les mots et chiffres "66 (et plus)", et en regard de la colonne "Période", le nombre "10".

13. Que les dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, à l'exception de celles de l'article 2, auront effet à compter du premier avril 1942.

Que tout fonctionnaire qui, pour bénéficier des dispositions de l'article 71 de la loi des pensions, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, aura versé au fonds consolidé du revenu un montant plus élevé que celui qu'il aura été tenu de payer suivant les dispositions dudit article comme il est modifié par la résolution 10 ci-dessus, aura droit au remboursement de l'excédent, lequel remboursement sera payable sur le fonds consolidé du revenu.

Que tout fonctionnaire de l'enseignement primaire qui se sera prévalu des dispositions de l'article 69 de la loi des pensions, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, pourra, par écrit remis au trésorier de la province avant le premier janvier 1944, retirer l'avis qu'il avait donné

et se faire remettre le montant qu'il aura versé pour faire compter ses années de service antérieures au premier avril 1942, les retenues qu'il aura subies dans l'intervalle devant tenir lieu de celles prévues par la huitième partie de la loi de l'instruction publique. Si un tel fonctionnaire ne retire pas ledit avis il aura droit au bénéfice des dispositions du deuxième alinéa de la présente résolution.

14. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction sauf le paragraphe *a* de l'article 2 lequel entrera en vigueur le 1er septembre 1943.

Le comité étudie la résolution 7 qui se lit comme suit:

7. Que l'article 67 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié:

a. en insérant, dans la cinquième ligne, après le mot "primaire", les mots "ou comme professeur dans une école d'agriculture";

b. en ajoutant, à la fin, les mots suivants: "Quand le nombre d'années de service qu'un fonctionnaire veut faire compter en vertu du présent article dépasse cinq, le montant des retenues exigibles doit, avant que la déduction susmentionnée ne soit faite, être d'abord réduit d'un pourcentage égal à deux fois le nombre d'années à être comptées au-delà de cinq jusqu'à vingt-cinq."

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il pourrait bien y avoir avant longtemps une convention, à Sherbrooke, entre les membres de l'Union nationale et ceux du Bloc populaire canadien pour le choix d'un chef commun. Je crois bien cependant que le chef de l'opposition actuelle demeurera en fonction. Moi, je n'ai jamais dit que le chef de l'opposition devait partir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le trésorier de la province ferait mieux de ne pas parler de convention dans le comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce pour le choix d'un candidat libéral, en vue des prochaines élections générales provinciales; jamais il ne pourrait de nouveau se faire choisir.

De plus, je dois dire qu'il se fait un grand mouvement actuellement pour remplacer le premier ministre actuel. Mais ces gens-là perdent leur temps, parce que l'Union nationale, aux élections, va se charger de le faire disparaître.

Les honorables Bienvenue et Brais ont des ambitions pour remplacer M. Godbout comme chef libéral. Certaines personnes prétendent que cela est

ridicule de vouloir remplacer M. Godbout. Mais ce n'est pas ridicule, puisque le député de L'Islet (l'honorable M. Godbout) a bien réussi, lui, à se faire choisir comme chef.

(Avec ironie) Cet article vise sans doute le premier ministre. En vertu de cet article, le premier ministre, qui a déjà enseigné dans une école d'agriculture, pourra contribuer au fonds de pension et retirer sa pension. La province n'aura rien à perdre, car il est meilleur comme professeur d'agriculture que comme chef de gouvernement.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition peut avoir la conscience tranquille. Tant que je serai premier ministre, je ne pourrai retirer une pension et ça va durer si longtemps que je ne pourrai jamais en retirer. Ça ne vaudra plus la peine de prendre ma pension.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En tout cas, j'avertis le premier ministre que je ne lui en paierai pas lorsque l'Union nationale sera au pouvoir.

Avec la loi actuelle, l'on pourra faire compter aux employés qui ont été congédiés de 1936 à 1939, et qui ont été repris depuis, leurs trois années d'absence pour les fins de la pension.

La résolution 7 est adoptée.

Les résolutions 8 à 10 sont adoptées.

Le comité étudie la résolution 10 qui se lit comme suit:

11. Que ladite loi soit modifiée en ajoutant, après l'article 71, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, le suivant:

"72. La veuve d'un fonctionnaire décédé avant l'expiration du délai prévu à l'article 71 peut, dans ce délai, donner l'avis prévu audit article."

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il y a quatre veuves dans ce cas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien d'employés se sont prévalus de la loi des pensions?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il y a 12,200 employés qui paient leur pension; 5,835 employés ont donné avis qu'ils veulent se prévaloir de la loi des pensions, tandis que 5,400 autres n'ont pas donné cet avis,

c'est-à-dire qu'ils n'ont pas payé les arrérages. Le gouvernement espère qu'un grand nombre de ces employés pourront bénéficier de la loi des pensions, sinon tous. Il n'y a que 359 personnes qui sont des fonctionnaires et qui retirent une pension de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Par conséquent, il se trouve près de 7,000 employés qui n'ont pas voulu se prévaloir de la loi, parce qu'ils la considèrent injuste. La loi des pensions favorise les gros fonctionnaires, et non les petits.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) répond par des chiffres inédits sur le mouvement de personnel des départements et des commissions de l'administration, du 8 novembre 1939 au 31 mars 1943. Il y a eu sous le régime actuel, dit-il, 5,105 départs d'employés pour diverses raisons, dont 2,523 destitutions, 1,543 démissions, 420 transferts, 205 congés militaires, 59 congés sans salaire, 91 employés mis à leur pension, 264 décès.

Sous l'Union nationale, on a augmenté les salaires de \$4,254, 605. Depuis 1939, les augmentations de salaire n'ont pas dépassé \$1,500,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La vérité finit toujours par sortir. Le 6 juin 1940, le premier ministre répondait au député de Joliette (M. Barrette) que 217 employés avaient été destitués et que 91 autres avaient démissionné depuis le 8 novembre précédent. Aujourd'hui, on dit qu'il y a eu 2,500 destitutions.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est le chef de l'opposition lui-même qui s'éloigne de la vérité. La réponse qu'il vient de citer a été donnée en juin 1940 et nous sommes en juin 1943. Depuis ce temps-là, il est évident que des fonctionnaires ont été remerciés, un grand nombre parce qu'ils n'étaient pas permanents, d'autres parce que leurs services n'étaient plus requis. Rien qu'en avril dernier, nous avons remercié 52 employés dans un seul département parce que leurs services étaient devenus inutiles. Nous en avons destitué d'autres pour la même raison. Le chef de l'opposition doit comprendre cela, mais il veut jeter de la poudre aux yeux de la population de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a plus que cela. Tout dernièrement, le premier ministre a répondu à une question du député de Papineau

(M. Lorrain) que, du 8 novembre à date, le gouvernement a engagé 4,644 personnes et en a réengagé 616 autres. Où est la vérité, maintenant? Il y a actuellement plus de 12,000 employés civils, 5,260 de plus que sous l'Union nationale, et les frais d'administration ont augmenté de \$6,000,000 alors qu'il se fait beaucoup moins de travail.

Nos adversaires nous ont reproché d'avoir eu 3,000 employés de trop, alors que les *Comptes publics* de 1939, signés par l'auditeur, attestent que l'Union nationale a engagé 316 employés seulement. Et cela représente le personnel dont il a fallu retenir les services pour l'Office du prêt agricole, la Commission du salaire minimum, le ministère de la Santé, la Commission des pensions de vieillesse, des mères nécessiteuses et des aveugles. Et malgré tout cela, nous n'avions pas 8,000 fonctionnaires, et voici que maintenant le gouvernement actuel en a au-delà de 12,000.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il ne faut pas confondre employés nouveaux et employés de plus. Le gouvernement a fait 5,552 nominations, mais c'était à la suite de démissions, de transferts, de congés pour l'armée, de décès, etc. L'augmentation réelle totale n'est que de 647.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi présentée par le gouvernement est une loi injuste, préélectorale, entachée de favoritisme, elle pressure les petits au bénéfice des gros, elle ne donne aucune garantie aux fonctionnaires sérieux; elle permet au gouvernement de jouer avec le fonds de pension qui est versé dans le fonds consolidé de la province et prive les employés civils des intérêts que pourrait leur rapporter leur contribution de \$1,000,000 par an, parce que cette contribution va dans le fonds consolidé et non pas dans un fonds spécial, et le montant ainsi perdu, à 4 %, représente une somme de \$40,000 par année.

La résolution 11 est adoptée.

Les résolutions 12 à 14 sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec se déclare en faveur d'un système de pensions respectant les droits des employés de la province et assurant l'exécution des obligations de la province envers eux, mais elle est d'opinion que les résolutions relatives au bill 49 intitulé: Loi modifiant la loi des pensions, autorise le favoritisme au détriment de la masse des employés de la province, qu'elles sont injustes, particulièrement pour les employés recevant des petits salaires et elle regrette que ces résolutions négligent de pourvoir, d'une manière efficace et juste, à la contribution qu'il est du devoir du gouvernement de la province d'apporter au fonds de pension des employés civils."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Labbé, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

Contre: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Guibord, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Perrier, Plamondon, Rajotte, Robidoux, Rochette, Sabourin, 42.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Les résolutions relatives au bill 49 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 49 modifiant la loi des pensions.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Guibord, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Perrier, Plamondon, Rajotte, Robidoux, Rochette, Sabourin, 42.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Labbé, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division comme dans le cas du vote précédent.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Demandes de documents:

Aménagement de bureaux administratifs

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 7 avril dernier, sur la motion du représentant de Chicoutimi (M. Talbot) proposant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie des contrats ou conventions intervenus entre le gouvernement de la province, toute personne, société, corporation et tout gouvernement, depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 31 mars 1943 inclusivement, et se rapportant au chapitre 21, 2 George VI, intitulé: Loi pourvoyant à l'aménagement de bureaux pour des services administratifs du gouvernement dans la province.

L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):

Les documents que l'on me demande de produire par la motion en discussion démontrent tout le contraire de ce qu'a prétendu le député de Chicoutimi (M. Talbot). Mon honorable ami a reproché au gouvernement actuel d'acheter des propriétés et de ne pas les payer comptant. Je dois dire que nous avons, depuis 1939, acheté des propriétés avec économie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de quelle loi ces achats ont-ils été exécutés?

L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):

Le gouvernement a en effet acheté, en vertu de la loi votée sous l'Union nationale, plusieurs immeubles, précédemment loués, où l'on a établi des bureaux pour l'administration, et réalisé ainsi des économies considérables. La loi permettait d'acheter des bâtisses pour \$1,500,000, pourvu que le prix ne dépasse pas \$150,000 par bâtisse. Le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), mon prédécesseur aux Travaux publics, a acheté nombre de propriétés en vertu de la loi, où se trouvaient déjà des bureaux du gouvernement. Le département, au lieu de les payer comptant, a convenu avec les vendeurs d'en payer le coût par versements annuels répartis généralement sur une période de 10 ans.

Pour un édifice que le gouvernement louait précédemment à raison de \$2,400 par année, le prix d'achat a été de \$21,000 payables en 10 ans, soit \$2,100 par année. Nous économisons ainsi \$300 par année et, après 10 ans, nous n'aurons plus rien à payer. Les versements annuels étaient donc inférieurs au loyer payé avant l'achat de la bâtisse. Sous l'Union nationale, on payait comptant tous ces achats de propriétés et il fallait emprunter, payer des intérêts. De plus, en payant les propriétés sur un espace de temps de 10 ans, au lieu de payer au comptant, le gouvernement a sauvé un montant considérable de \$64,000 en intérêts seulement, depuis trois ans grâce au procédé de mon prédécesseur.

M. Talbot (Chicoutimi): Je suis heureux de constater que le ministre a admis que le gouvernement actuel procède pour l'achat des propriétés, épargnant ainsi le paiement de loyers, en vertu d'une loi de l'Union nationale qui lui a permis de réaliser des économies très importantes. Avant l'Union nationale, le gouvernement payait des centaines de milliers de dollars par année en loyers qui ne finissaient pas de dépasser la valeur des propriétés. Nous avons mis fin à ce gaspillage en partie en faisant passer cette loi.

Je regrette cependant que le gouvernement fasse un mauvais usage de la loi passée de notre temps. Au lieu de payer comptant, le gouvernement a élargi les cadres de la loi et paye par annuités. On se trouve hors des cadres de la loi parce que la loi dit de payer au comptant.

On se trouve à dépasser les limites de la loi, pour ce qui est du montant de \$1,500,000. On a pu ainsi donner un prix plus élevé que celui qui était autorisé par la loi, seuls les versements annuels étant indiqués dans les *Comptes publics*. On joue ainsi avec les *Comptes publics*.

La motion est adoptée.

Véhicules-moteurs

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 16 avril 1943, sur la motion du représentant de Dorchester (M. Bégin) proposant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement de la province, aucun de ses officiers ou membres et toute personne, société, corporation ou gouvernement relativement aux impôts, taxes ou permis concernant les véhicules moteurs.

La motion est adoptée.

Subsides:**Budget des dépenses
1943-1944**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Service civil intérieur (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande qu'on passe au chapitre arpentage.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-quatorze mille cinq cents dollars, nécessaires pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Arpentages (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) de faire venir près de lui M. Georges Côté, chef du service des arpentages.

Qui, au ministère des Terres et Forêts, peut vendre des cartes de la province?

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): C'est ordinairement le chef du service des arpentages qui s'occupe de ces choses.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis combien de temps M. Côté est chef du service des arpentages?

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Il est en fonction depuis 1928.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si des cartes de l'île d'Anticosti ont été vendues aux Allemands, sous l'Union nationale, la faute en est aux amis du régime libéral qui sont restés au département au moment de l'administration de l'Union nationale.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Lorsque des cartes ont été vendues, sous l'Union nationale, elles l'ont été d'après les instructions de celui qui dirigeait le département des Terres et Forêts.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Sous l'Union nationale, toute l'administration était dirigée par un seul homme, mon honorable ami le chef de l'opposition.

M. Duplessis (Trois-Rivières) défie qui que ce soit de prouver qu'il se soit mêlé de la vente des cartes de l'île d'Anticosti¹.

C'est, poursuit-il, le ministre des Terres et Forêts d'alors (l'honorable M. Drouin) qui a autorisé la vente de ces cartes. Je ne l'ai gardé que six mois dans mon cabinet, alors que le gouvernement actuel,

qui se dit un ardent défenseur de son pays, le maintient en fonction depuis quatre ans.

Le député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin) et le député de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel) flirtent avec le Bloc populaire.

Il (M. Duplessis) reproche au premier ministre d'avoir fait des serments par oubli ou distraction, parle de la campagne de 25 ans du Parti libéral contre la conscription. Ils ont enseigné au peuple l'antimilitarisme, déclare-t-il. La tactique du gouvernement libéral actuel et celle du gouvernement libéral de la Première Grande Guerre sont entièrement différentes. Il (M. Duplessis) fait référence aux discours des libéraux de l'année dernière. Si quiconque osait répéter les mêmes discours aujourd'hui, dit-il, il serait interné dans un camp sous la direction des amis du premier ministre à Ottawa, à qui il a vendu la province. À l'heure actuelle, on conscrit les jeunes gens pour l'armée, les mères de famille et leurs jeunes filles pour l'usine et les enfants pour l'école.

Enfin, si le mot hypocrisie n'était pas dans le dictionnaire, il faudrait l'inventer pour qualifier le régime actuel. Des faces de chérubins et des cœurs diaboliques: c'est sa description du premier ministre et de ses amis. Ils ne sont rien d'autre que les serviteurs d'Ottawa. Il accuse le premier ministre de faire des déclarations absolument contraires, selon l'auditoire auquel il s'adresse. Il parle de ceux qui imitent Hitler en pressurant les minorités. C'est dommage que Hitler n'ait pas rencontré le premier ministre parce que ce dernier aurait pu lui enseigner beaucoup de choses au chapitre des promesses non tenues, dit-il. Il reproche au gouvernement d'avoir cédé nos droits à Ottawa. Il est, déclare-t-il, contre Hitler, mais le gouvernement de Québec approuve le gouvernement d'Ottawa qui imite le chef de l'Allemagne nazie.

Il est 6 heures.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je pensais que le chef de l'opposition me laisserait quelques minutes pour répondre. Mais je l'avertis que j'aurai l'occasion de me reprendre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis prêt à laisser parler le premier ministre immédiatement.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition est un homme intelligent et instruit. Il pourrait faire un discours sérieux s'il le désirait, mais je méprise profondément les méthodes qu'il emploie depuis quelque temps, surtout celles qu'il a

employées cet après-midi. Il peut être assuré que sur le terrain des personnalités, jamais je ne le suivrai.

Le chef de l'opposition a cherché ce qu'il a trouvé de plus bas pour me qualifier et pour qualifier les membres de mon cabinet. Il est même allé chercher des mots en dehors du dictionnaire pour dire avec plus de force ce qu'il pense de notre conduite. Mais cela ne m'émeut pas. La sienne, sa conduite, le peuple l'a jugée en 1939 et il est prêt à renouveler la réponse qu'il a donnée il y a quatre ans.

Je lui conseille de faire des déclarations raisonnables pour aider sa cause. Il avancera davantage ses intérêts. Des discours comme celui qu'il vient de prononcer tournent contre leur auteur. Le peuple ne tolère plus des attaques aussi échevelées et injustifiées. Ces attaques enlèvent aux débats de l'Assemblée législative le caractère qu'ils devraient toujours avoir, bien qu'elles nous apportent un crédit au moins égal à l'immense discrédit qu'elles font peser sur lui.

Nous avons gardé à notre province sa liberté absolue. Et quand nous avons besoin d'argent, nous le trouvons en un quart d'heure, parce que l'on sait que nous administrons honnêtement. Nous avons redonné à la province le renom qu'elle avait sous le régime libéral, quand M. Bennett pouvait dire que, de toutes les provinces du Canada, seule la province de Québec, après 40 ans de régime libéral, était solvable. Malgré trois années de sabotage, de favoritisme, malgré cette période où on a laissé les amis du régime voler et piller...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le premier ministre connaît les voleurs...

Des députés à droite protestent.

(Ces protestations empêchent les dernières paroles du chef de l'opposition d'être entendues).

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Vous les connaissez, les voleurs, et ce sera plus tôt que vous ne le désirez! Après trois années de régime, le chef de l'Union nationale ne pouvait emprunter 50 sous dans la province, dans le pays et dans le monde!

M. Duplessis (Trois-Rivières): À la fin d'août 1939, j'ai emprunté \$30,000,000 sur le plus grand marché du monde.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition affirme qu'il a emprunté \$30,000,000. Oui, parce qu'ils ne le connaissaient pas, aux États-Unis! Il a emprunté avec des

conditions américaines, parce qu'il était obligé de s'humilier! Vous leurs lèchiez les bottes, si cruel était votre besoin. S'il a déclenché les élections de 1939 un samedi, sans attendre le mercredi, fête de Saint-Joseph, c'est parce qu'il ne pouvait attendre plus longtemps! Il ne pouvait plus continuer le lundi suivant, et personne ne voulait même lui prêter une pièce de cinq sous!

Nous avons fait disparaître tout ce gâchis et rétabli l'ordre. Aujourd'hui la province de Québec est citée en exemple. En certains quartiers, on nous reproche de ne pas être révolutionnaires. Nous voulons être sages tout en étant progressifs. Nous avons rétabli l'harmonie chez le peuple et nous avons rétabli la confiance du peuple dans l'administration.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Que dire des grèves dans la province, sont-elles un exemple d'harmonie?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il y avait du trouble sous l'administration de l'Union nationale parce qu'on disait une chose aux patrons et une autre aux ouvriers. Les aumôniers eux-mêmes furent traités de bolchevistes!

Le chef de l'opposition a parlé de déclarations contradictoires. A-t-il déjà oublié les trois discours qu'il a prononcés à Trois-Rivières, Knowlton et Sherbrooke et dans lesquels il a dit chaque fois des choses différentes? Notre conduite, à nous, a toujours été la même. Notre doctrine, à nous, est toujours la même. Au cours de ce conflit, notre devoir est de donner à l'administration fédérale toute la collaboration que tout citoyen honnête doit donner à son pays. Notre devoir, c'est d'administrer la chose publique. Le travail sournois du chef de l'opposition ne nous détournera pas de notre devoir. Nous n'avons cédé aucune parcelle de nos droits parce que nous sommes libres. Nous ne devons rien à personne et personne ne peut rien nous imposer parce que nous administrons la chose du peuple pour le peuple!

M. Duplessis (Trois-Rivières) sourit.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition trouve ça drôle! Il rit! J'ai beaucoup de sympathie pour lui. Si j'ai un conseil à lui donner, c'est d'être sérieux au moins cinq minutes par jour. Chaque fois qu'il voudra sortir du champ de la discussion, nous serons capables de le suivre. Je n'aime pas ce genre de débat, mais je suis obligé de lui répondre.

Le chef de l'opposition a passé trois ans à la tête de la province, et partout ça a été le désastre. Désastre au point de vue financier, au point de vue social, au point de vue agricole, au point de vue national, parce que la province est devenue un point de ridicule vis-à-vis de tous les pays voisins.

Nous en étions rendus, sous son régime, à être cités à l'étranger comme une province incapable de se conduire. Tout ce que l'on me reproche, c'est de collaborer avec le gouvernement de mon pays qui nous défend.

On me reprochera tant qu'on voudra ma collaboration avec le gouvernement fédéral, mais je continuerai de collaborer dans tout ce qui est juste et progressif pour ma province. C'est mon devoir de le faire, et je ne connais que mon devoir.

Sous l'Union nationale, par bravade, on changeait de politique tous les jours. Le peuple s'en souvient et se rend compte que le chef de l'opposition n'a pas changé de sentiment, qu'il ne changerait pas s'il revenait au pouvoir. C'est la meilleure garantie de la pérennité du gouvernement actuel.

(Applaudissements à droite)

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité est lue et agréée.

Travaux de la Chambre

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande s'il y a encore beaucoup de législation à venir durant la session.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Avec un sourire) Il y a encore quatre ou cinq bills à porter à l'ordre du jour, peut-être à la séance du soir. En ce qui concerne le bill de la loi sur les cités et villes, il dit qu'il doit encore recevoir une délégation à ce sujet.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 h 15.

Troisième séance du 9 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi du Barreau

M. Morin (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 modifiant la loi du Barreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Le premier amendement a pour but d'éviter des ennuis aux élèves qui sortent des collèges classiques et doivent étudier le droit. En vertu de la loi actuelle, les aspirants doivent faire leur application en juin pour les examens de juillet. Au sortir du collège, beaucoup ne sont pas encore fixés sur le choix de leur vocation. D'autres ne sont pas au courant de la procédure à suivre. À tout événement, s'ils retardent à s'inscrire, ils doivent attendre six mois et sont six mois en retard pour pratiquer, même s'ils ont terminé leurs études à la faculté de droit. Depuis quelques années, la situation est encore plus sérieuse, car il n'y a qu'une seule séance d'examens par année, au lieu de deux, devant le Barreau.

L'amendement en question autorise le Conseil général du Barreau à nommer un comité d'examineurs pour étudier le dossier des candidats à l'admission, en dehors de la session annuelle d'examens.

Le second amendement a pour but de faire reconnaître par le Barreau les diplômes de bacheliers émis par le collège Stanislas.

M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le député de Québec-Centre (M. Morin) pour ses explications

lumineuses. Il appuie les deux amendements, poursuit-il, mais il suggère que le Barreau fasse les réformes qui s'imposent au sujet des plaintes qui lui sont soumises et qui devraient être jugées à fonds et avec équité, et ceci, dans l'intérêt du Barreau. À ce point de vue, dit-il, les notaires donnent un bel exemple.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Morin (Québec-Centre) que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 180 sans l'amender.

M. Morin (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Motions des députés:

Canadiens français au sein de comités et de commissions

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 5 mai dernier, sur la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult) proposant que cette Chambre regrette:

1. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les sept membres de la Commission fédérale les Comités économiques conjoints;

2. Qu'il n'y ait qu'un seul Canadien français sur les cinq membres de la Commission permanente canado-américaine de défense;

3. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les sept membres qui forment le Comité mixte de la production du matériel de guerre;

4. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les trois membres du Comité mixte de coordination de la production du matériel de guerre;

5. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les quatorze membres de la Commission mixte des vivres.

M. Morin (Québec-Centre): Je me demande, d'abord, si la motion est opportune. Je ne veux pas

prendre la défense de quiconque, mais je dis que, si un certain patronage était disproportionné, cela pourrait être considéré comme un péché d'omission. Il est vrai que cette motion ne fait tout au plus que manifester publiquement un regret, et sans les circonstances tragiques que traverse actuellement la jeunesse canadienne-française comme d'ailleurs la jeunesse de tous les autres pays belligérants ou occupés, la motion serait à peu près anodine.

J'ai la ferme conviction que le patriotisme existe au même degré des deux côtés de la Chambre, que le député de Lotbinière (M. Chaloult) aime autant sa province et son pays que n'importe quel autre député. Je me demande quelquefois si l'attitude pessimiste du député de Lotbinière quant à l'avenir des Canadiens français au sein du Canada n'est pas due à un excès de patriotisme. Mais, dans le patriotisme comme ailleurs, il faut s'efforcer d'y mettre un peu de mesure, afin de ne pas finir par donner tout d'une pièce dans un racisme à la fois étroit, déprimant et destructif. L'honorable député de Lotbinière est trop intelligent et trop équilibré pour donner lui-même dans un tel racisme, mais sera-t-il toujours ainsi de ceux des quelques jeunes qui pourraient devenir des disciples au point de se réclamer de sa doctrine et de sa prédication? Voilà le point noir à l'horizon.

Je ne doute pas du patriotisme du député de Lotbinière (M. Chaloult), mais je ne m'entends pas avec lui sur la mise en action du patriotisme à l'égard du Canada, et surtout à l'égard de la jeunesse du Québec, vu que les gens âgés ont suffisamment d'expérience pour ne pas se laisser influencer et sont capables d'analyser différents sujets à leurs seuls mérites. À mon avis, rien ne ressemble plus à un jeune homme de 20 ou 30 ans de la dernière guerre qu'un jeune homme de 20 ou 30 ans de la guerre actuelle, à cette différence près que le jeune homme d'aujourd'hui est peut-être plus inquiet et plus soucieux de son avenir que ne l'était le jeune homme de 1914.

Même en face de la guerre de 1914, les jeunes conservaient une foi intense dans la vie, dans l'avenir de l'humanité et dans leur propre avenir. Personne alors ne semblait réaliser que le monde était désormais lancé dans une transformation matérielle de ses moyens d'existence dont il ne pourrait plus jamais sortir. Personne ne voulait croire à la rupture définitive avec le passé où tout n'avait été somme toute que traditions, fixité, conservatisme et stabilité. Nous nous battions pour assurer le maintien dans le monde de la façon dont nous avions vécu avant la guerre.

En est-il de même de nos jeunes d'aujourd'hui? Étaient-ils et pouvaient-ils en 1939 être dans le même état d'âme que celui dans lequel la guerre de 1914 nous surprit? Non, mille fois non. Nos jeunes d'aujourd'hui ont connu la crise de 1929, crise que personne n'a su prévoir ni évaluer à sa juste valeur puisque nous avons tous cru à une crise cyclique et transitoire comme tant d'autres crises du passé. Ces facteurs font que les jeunes hommes sont plus enclins à avoir des pensées pessimistes que leur pères ne l'étaient. Il est donc nécessaire que les hommes publics demeurent prudents avant de dire ou de faire quoi que ce soit qui soulèverait les émotions.

Comment la jeunesse actuelle ne peut pas être plus à plaindre? Ce qui est admirable, c'est que notre jeunesse, malgré toutes les laideurs et les misères humaines qu'elle a connues depuis 1929, n'a pas perdu pour cela toute sa foi dans la vie, dans l'avenir et dans l'utilité de l'effort et du sacrifice. Elle est toujours prête à se sacrifier pour le plus grand bien de l'humanité et de son pays. Elle l'a prouvé héroïquement. Mais cette foi dans la vie et dans l'avenir, gardons-nous bien, les hommes publics, de faire quoi que ce soit de nature à l'amoindrir, à la rétrécir.

La jeunesse, plus que jamais, lutte non pas pour le maintien du *statu quo* d'avant-guerre, mais pour un ordre nouveau où chacun pourra recevoir au moins selon ses petites œuvres. Elle sait que cet ordre nouveau restera imparfait comme tout ce qui est humain. Mais il y a tout de même des degrés dans l'imperfection humaine. Une motion comme la présente motion est de nature à diminuer la foi de la jeunesse dans l'avènement d'un ordre social d'après-guerre sensiblement ou à tout le moins quelque peu amélioré.

Si l'honorable député de Lotbinière avait eu 40 ans lorsque j'en avais 20 et m'avait prêché ce qu'il prêche aujourd'hui avec son éloquence toute d'onction et de persuasion, je me demande si ça ne m'aurait pas porté à réfléchir et à me dire: "À quoi bon tant me trémousser pour voir mes efforts peut-être méconnus par tout le monde? Pourquoi ne pas retourner définitivement aux États-Unis?" Même si c'est un fait établi, il n'est pas bon de le dire maintenant.

Je crois sincèrement que la façon dont la Providence a voulu la composition du Canada, au point de vue ethnique, loin d'être pour lui une source de faiblesse, finira, avec de la bonne volonté de part et d'autre, par devenir un véritable élément de force.

Nos jeunes compatriotes de langue française et de langue anglaise sont appelés, de par les exigences de la guerre, à vivre côte à côte et, partant, à se mieux connaître mutuellement et à se mieux comprendre. Tout le trouble, dans ce pays, vient du

fait que nous ne nous comprenons pas suffisamment; et pour se comprendre et se faire des concessions mutuelles, il faut d'abord se connaître. Et pour se connaître et apprendre à s'apprécier les uns les autres, rien ne peut valoir la vie en commun et la promiscuité des baraques, des camps, des aéroports et des navires de guerre ou de commerce.

Le député de Lotbinière me répliquera que ce n'est pas toujours à nous à céder et faire des concessions. Au point de vue logique, c'est peut-être exact. Mais la vie est un fait brutal qui existe avant la logique, et tous les plus subtils raisonnements des philosophes n'y feront jamais rien. Depuis 1939, en dépit de toutes les lois du syllogisme, la vie s'est imposée à l'humanité avec une brutalité mécanisée cette fois et un mécanisme effarant. Le député de Lotbinière (M. Chaloult) ne consentirait-il pas, devant les sacrifices de tant de vies humaines, à mettre à certains égards sa logique de côté d'ici à la fin de la guerre? Si nos ancêtres avaient tenu compte de la logique plutôt que de la vie et du plus élémentaire bon sens, notre province serait aujourd'hui un simple État américain.

Le député de Lotbinière devrait, comme député, s'exprimer nécessairement en anglais. C'est grâce à la bravoure de nos pères de 1812 que le député de Lotbinière peut parler le français. Et cela ne veut pas dire qu'en 1775 et 1812 nos pères n'avaient pas de griefs sérieux et de multiples revendications contre l'Angleterre.

Il (M. Morin) répond à un discours précédent du député de Labelle (M. Paquette) qui disait que les compatriotes voulaient être fonctionnaires².

J'ai fait enquête dans mon comté et j'en suis venu à la conclusion qu'un petit 2 % seulement désiraient réellement entrer au service du gouvernement. L'impossibilité d'obtenir du travail ailleurs poussait les 98 % à tenter leur chance auprès du gouvernement.

Il (M. Morin) répond aux remarques du député de Matane (M. Gagnon) sur la défense du Saint-Laurent.

Des députés soulèvent de nombreux points d'ordre.

M. Morin (Québec-Centre): Même les experts navals, qui admettaient l'éventualité d'une seconde guerre, refusaient cependant d'admettre le danger éventuel d'une nouvelle menace sous-marine. Personne dans aucun pays ne voulait y croire. Si les marines de France, d'Angleterre et des États-Unis, pour ne citer que celles-là, se montrèrent avant la guerre aussi insouciantes à l'égard du péril sous-marin éventuel, à plus forte raison les petites marines

des dominions britanniques durent-elles se désintéresser de la question. Que le Canada ait été pris au dépourvu devant la menace sous-marine allemande, il n'y a pas lieu de s'en surprendre le moins du monde.

Il faut dire à notre jeunesse qu'après cette guerre, son patriotisme à elle devra consister dans un patriotisme créateur et essentiellement constructif. Ne craignons pas de dire à la jeunesse qu'il y a toujours sur un continent ou dans un pays place sous le soleil pour un peuple minoritaire qui se donne la peine de cultiver et de mettre en valeur les robustes et précieux atavismes de ses ancêtres. Enseignons-lui la valeur d'une culture générale: n'allons pas lui dire que l'avenir n'appartiendra qu'aux seuls techniciens, aux seuls ouvriers spécialisés. Encore ici, défions-nous des hommes à une seule vitrine, à un seul rayon d'action.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La Chambre est appelée à étudier une motion très claire. Elle ne nécessite pas beaucoup de commentaires et je vais me borner à l'analyser telle qu'elle.

1. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les sept membres de la Commission fédérale les Comités économiques conjoints;

2. Qu'il n'y ait qu'un seul Canadien français sur les cinq membres de la Commission permanente canado-américaine de défense;

3. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les sept membres qui forment le Comité mixte de la production du matériel de guerre;

4. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les trois membres du Comité mixte de coordination de la production du matériel de guerre;

5. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les quatorze membres de la Commission mixte des vivres.

Ces paragraphes sont l'expression de la vérité. Donc les affirmations de la motion sont vraies, mais j'aurais aimé qu'elle fût plus complète. Mais ce n'est pas nous qui l'avons rédigée. Elle ne soulève que des cas particuliers, laissant entendre que ce sont là les seules plaintes que nous ayons à formuler. J'aurais préféré une motion du genre de celle du député de Joliette (M. Barrette). Mais puisque telle quelle, la motion du député de Lotbinière (M. Chaloult) reflète la vérité, je crois que la Chambre devrait l'adopter à l'unanimité.

Le député de Québec-Centre (M. Morin) a fait allusion aux événements de 1775 et de 1812. Ces deux dates consacrent non seulement la loyauté des Canadiens français, amis aussi leurs droits. Je ne suis pas de ceux qui croient que, parce que le pays est en

guerre, il faille subir toutes les injustices sans manifester. Des adversaires de la motion ont déclaré que les Canadiens français ne doivent pas réclamer en temps de guerre. Il est vrai qu'il ne faut pas multiplier les causes de friction mais, il ne faut pas, non plus, être lâches et se taire lorsque nos droits sont en jeu.

La chartre de l'Atlantique a été rédigée pendant la guerre et elle préconise la protection des droits des minorités. En notre pays, les Canadiens français sont une minorité par le nombre, mais une majorité par les droits. Et c'est en réclamant nos droits que nous aurons justice. Les Canadiens français doivent être fiers de l'héroïsme de leurs aïeux. Sans l'héroïsme de Sir Louis-Hyppolite La Fontaine, qui a su se tenir debout, nous ne parlerions plus français dans la province de Québec. On ne gagne rien à s'aplatir et, sous tous les gouvernements canadiens, bleus ou rouges, les Canadiens français ont été traités injustement. Ces injustices ne sont pas des faits isolés, mais elles sont l'objet d'une politique qui a toujours été suivie par Ottawa à notre égard depuis des années, d'une politique injuste, inique, contre laquelle nous devons protester.

Nos ennemis respectent ceux qui se tiennent debout et qui se défendent. Si le gouvernement fédéral avait maltraité notre peuple seulement une fois, nous pourrions rester tranquilles et laisser les choses se régler d'elles-mêmes, mais les Canadiens français ont toujours été maltraités par les gouvernements fédéraux. Les Canadiens français ne demandent pas de faveurs, ils revendiquent la reconnaissance de leurs droits, de leurs droits consacrés par le sang de leurs ancêtres, qui ont ouvert une grande partie du Canada. Nous sommes chez nous à Québec et dans tout le Canada. Nous sommes les descendants d'une race fière, glorieuse, dont l'existence est indispensable à la civilisation.

Pour toutes ces raisons, sur une question comme celle-ci, il devrait y avoir unanimité. La Législature de Québec est le dernier château-fort des Canadiens français en Amérique. Je demande au gouvernement de ne pas faire bande à part et de donner le spectacle d'une véritable unité.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai lu la motion avec attention et elle se borne à exprimer des regrets sans jeter le blâme à personne. Elle exprime simplement le regret que les Canadiens français ne soient pas plus nombreux au sein de certains organismes fédéraux. Cette Législature peut donc l'adopter unanimement, car il n'y a pas de doute

que les Canadiens français aimeraient être mieux représentés sur les diverses commissions fédérales, surtout à cette époque de notre histoire où tous les Canadiens, quelle que soit leur origine raciale, sont appelés à contribuer à l'effort qui doit nous conduire à la victoire. Je regrette qu'il se trouve des gens qui tentent de décourager les nôtres à aider à la victoire. Cette manière de voir n'est pas de nature à nous aider à l'égard de nos compatriotes de langue anglaise.

Je signalerai cependant qu'il est à ma connaissance qu'une position importante a été offerte à un Canadien français éminent sur une commission économique fédérale, mais que ce citoyen l'a refusée. Peut-on blâmer le gouvernement fédéral de ne pas établir la conscription pour la formation de ces comités? Et quand ceux qui se plaignent qu'il n'y ait pas assez de Canadiens français dans les commissions fédérales semblent décourager tous les efforts vers la réussite rapide de nos armes, peut-on se surprendre que les nôtres ne soient pas plus portés à solliciter des positions de guerre? Y a-t-il un seul des amis du député de Lotbinière (M. Chaloult) qui ait jamais manifesté le désir de quitter ses occupations pour accepter de servir sur ces commissions fédérales? Quels sont les Canadiens français qui ont demandé à y être admis?

Je regrette que certains partis politiques, dans un but politique, découragent les Canadiens français de travailler pour l'effort de guerre. Ce sont les mêmes qui se sont plaints que les Canadiens français ne siègent pas dans les conseils et les commissions.

Je rencontre souvent des députés fédéraux canadiens-français qui me demandent si je connais des Canadiens français pour occuper certains emplois, et ils me disent qu'ils ne peuvent trouver de tels hommes pour des emplois qui sont disponibles. S'il n'y a pas plus de Canadiens français dans les emplois fédéraux, il y a des raisons à cela. On ne peut s'attendre à ce que des emplois qui touchent seulement à la guerre pour les Canadiens français surgissent d'une ambiance de découragement pour tout ce qui a trait à l'effort de guerre. Il ne faut pas compter sur ceux qui sont contre l'effort de guerre. Ces gens-là n'aident pas les Canadiens français.

Tous les jours, le gouvernement fédéral publie des annonces dans les journaux offrant des positions aux gens compétents, à tous les Canadiens, sans distinction, indépendamment de leur langue ou de leur origine comportant des salaires de \$5,000 à \$6,000. Combien des amis du député de Lotbinière n'ont jamais répondu à ces annonces?

Par ailleurs, la question n'est pas de nommer des Canadiens français dans des conseils à cause de

leur nombre, mais plutôt à cause de leurs qualifications. Ce n'est pas seulement la langue qui qualifie un homme, mais le fait de posséder les compétences et les connaissances nécessaires. Les emplois qui requièrent des compétences et des connaissances doivent aller à ceux qui possèdent ces connaissances et compétences, et les Canadiens français doivent être les artisans de leur promotion à cet égard. Jusqu'ici, on n'a pas donné cet enseignement qui pourrait permettre aux fils de notre race d'occuper des positions supérieures dans tous les domaines.

Notre enseignement n'a pas donné les qualifications nécessaires aux fils de notre race pour être des chefs de file dans les domaines de la finance, du commerce et de l'industrie, et le gouvernement est obligé de rechercher ces compétences. Devons-nous dire que les gens qui ne parlent pas notre langue sont à blâmer parce que ceux de notre race n'obtiennent pas d'emplois? Je pense que non. Je ne dis pas que tout Canadien français qui est qualifié ne peut avoir d'emploi à cause de sa langue. Ce sont les connaissances et les qualités de cœur et d'intelligence qui comptent dans l'obtention de ces emplois.

Nous avons des représentants dans nombre d'organismes fédéraux dont ne parle pas la motion, et ils nous font honneur. Je suis le premier à regretter que ces représentants ne soient pas plus nombreux. Personnellement, j'aimerais voir plus de Canadiens français dans ces conseils qui ont trait à la guerre, et beaucoup d'entre eux sont déjà en fonction et d'une manière qui fait honneur à leur race. C'est remarquable dans les cas d'emprunts de guerre par exemple, des hommes qui servent de bon cœur et bénévolement: d'éminents avocats, des banquiers et des manufacturiers. Le fait d'avoir des Canadiens français membres de commissions relatives à la guerre ne signifie pas critiquer chaque loi parce qu'elle est drastique, comme les lois doivent l'être en temps de guerre.

Mais qu'on me donne les noms de personnes compétentes, et je m'engage à trouver des positions lucratives dans le service fédéral à n'importe quel Canadien français. Je n'en connais pas qui soient réellement qualifiés et qui ne puissent pas obtenir ce qui leur est dû. Les Canadiens français ne doivent pas s'imposer seulement par leur langue, mais aussi par leurs capacités. S'ils veulent obtenir ces emplois, ils doivent se faire les artisans de leur propre destinée.

Je n'ai cependant pas d'objection à adopter cette motion, étant donné qu'elle ne contient de blâme pour personne.

M. Chaloult (Lotbinière): Tous ceux qui ont participé à ce débat, sauf un peut-être, se sont élevés à un ton inaccoutumé. Je m'en réjouis.

Qu'on le remarque bien, il n'est pas question, par cette motion, de nous opposer à l'effort de guerre et tout pays en guerre doit chercher à gagner. Il faut gagner la guerre puisque nous y sommes engagés, mais le Bloc populaire canadien s'oppose à une participation immodérée, aux excès de toutes sortes qui ruinent le pays pour des générations à venir.

Il remercie, dit-il, le ministre de la Voirie qui a parlé au nom du gouvernement. Il félicite le député de Québec-Centre (M. Morin) du haut ton de son discours. Si ma motion n'avait eu que pour seul résultat de provoquer un discours de cette envergure, je serais content.

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) me demande de lui nommer des personnes compétentes capables de remplir les positions indiquées dans la motion. Je n'insiste pas pour que ce soient des amis à moi. J'ai l'intime conviction qu'il doit se trouver parmi les amis du ministre, au sein de cet Institut démocratique qu'il a fondé, des personnes compétentes. Car je crois à la compétence des Canadiens français d'une façon générale.

Ce soir, je me vois tout à fait d'accord avec le chef de l'opposition et je le remercie d'appuyer ma motion, de même que je remercie le gouvernement. Sans doute la motion ne soulève qu'un aspect du problème et elle ne prétend pas contenir tous les griefs des Canadiens français. Le député de Joliette (M. Barrette) a fait une motion en termes plus généraux et je voterai pour la motion du député de Joliette. Je n'ai voulu soulever ici qu'un aspect particulier. Je sais que dans nombre d'autres organismes fédéraux, nous n'avons pas la représentation à laquelle nous avons droit.

La guerre n'est pas une raison à invoquer à l'encontre de nos réclamations légitimes. Depuis 20 ans, je réclame les droits des Canadiens français et d'autres les réclament depuis 1867.

Les Canadiens français ont droit de réclamer justice puisqu'ils paient l'impôt du sang dans cette guerre et que leur effort est plus considérable que celui des Canadiens anglais à cause de leurs nombreux enfants, puisque les familles sont ici plus nombreuses que dans les autres provinces. Et le père qui donne cinq enfants aux forces armées fournit un effort plus considérable que celui qui donne son fils unique. Surtout nos intérêts en cette guerre ne sont pas les mêmes que ceux des Canadiens anglais et nous ne pouvons pas y aller de la même mystique.

Un peuple qui fait tant de sacrifices a le droit de réclamer justice. S'il n'est pas temps de réclamer justice, il faut y renoncer pour toujours. Si, en raison de notre participation très large à l'effort de guerre, on ne donne pas aujourd'hui ce à quoi nous avons droit, on ne nous l'accordera jamais.

Je suis partisan de l'action discrète, à condition qu'on l'exerce. Mais on ne l'exerce pas. Je jugerais moi-même cette motion inopportune si je savais que, par des voies plus diplomatiques mais aussi fermes, on fait les démarches nécessaires. Ces réclamations, nous les faisons parce que ceux qui devraient les faire ne les font pas. Si le gouvernement provincial voulait intervenir auprès de M. King, les choses changeraient.

Le député de Laval (M. Leduc) a dit que les problèmes des Canadiens français se régleront d'eux-mêmes. C'est un drôle de raisonnement. Si la minorité ne s'occupe pas de réclamer ses droits, la majorité ne s'en occupera pas non plus. La bonne entente, j'en suis. Je sais bien qu'elle est nécessaire. Mais elle n'est possible que dans la justice. Et qui nuit à la bonne entente? Celui qui réclame justice ou celui qui la refuse?

Je ne blâme nullement nos partenaires anglosaxons. C'est le propre de la majorité, qui est installée solidement dans ses positions, de croire que les autres sont satisfaits tant qu'ils ne se plaignent pas. C'est les Canadiens français que je blâme de ne pas se tenir debout et de réclamer justice jusqu'à ce qu'ils l'aient obtenue. À toutes mes assemblées, je leur dis des choses désagréables. Je trouve qu'ils ne sont pas assez ardents dans la réclamation de leurs droits.

Le député de Laval (M. Leduc) a dit aussi que les Canadiens français n'aimaient pas le fonctionnarisme. Le député de Labelle (M. Paquette) a répondu à cela et les députés savent que ce n'est pas exact, eux qui reçoivent tant de sollicitations. Le souci de travailler pour l'État, c'est même une plaie dans la province de Québec. J'admets que certains Canadiens français ont pu refuser de faire partie des organismes fédéraux.

Mais parce qu'un Canadien français a refusé, ce n'est pas une raison pour qu'on ne l'offre pas à d'autres et qu'on nomme tout de suite un Canadien anglais.

Je crois que le mal est dans la Commission du service civil fédéral, qui travaille sans cesse contre les intérêts de notre race. Le député de Québec-Centre (M. Morin) a parlé de racisme. Est-ce du racisme que de réclamer \$10 quand il nous est dû \$10? Le racisme ne consiste-t-il pas plutôt à refuser à

une race ce qui lui est dû? Le racisme n'existe-t-il pas plutôt chez ces hauts fonctionnaires fédéraux qui s'opposent à priori à toute demande venant des Canadiens français?

Au tribunal fédéral du travail, il a fallu une intervention du premier ministre de la province de Québec pour qu'un Canadien français soit nommé. Et il n'a été nommé qu'après que la Commission eût été organisée complètement. C'est ce qui arrive trop souvent. On organise l'affaire, on distribue tous les emplois rémunérateurs à des Canadiens anglais, puis, quand tout est monté, on nomme un Canadien français.

Que nous manquions de compétence en certains domaines particuliers, c'est possible. Mais alors, le Parti libéral qui a dirigé la province pendant 40 ans a une lourde responsabilité à supporter. Je n'en accuse pas le premier ministre actuel qui veut des réformes. Mais j'en accuse le Parti libéral.

Comment on fera croire aux Canadiens français qu'ils se battent pour la civilisation, la démocratie, le redressement des torts et les droits des minorités si on les traite injustement? Il est très noble d'aller rétablir la justice en Europe ou en Afrique, mais charité bien ordonnée commence par soi-même.

Il ne faut pas nous isoler? J'en suis. Nous sommes pour l'harmonie et la coopération. Mais nous en voulons aussi les moyens. Pas d'harmonie possible sans justice. Il ne faut pas prêcher la haine et nous avons bien d'autres choses à faire que démolir.

Il (M. Chaloult) fait l'éloge de Bourassa et de Mercier. Il félicite le député de Labelle (M. Paquette) d'avoir trouvé, pour défendre Bourassa, des accents aussi éloquents et aussi sincères. Je suis prêt à collaborer avec le député de Labelle (M. Paquette) comme avec tous les hommes de bonne volonté. Quand on est sincère, on peut collaborer même avec certaines divergences d'opinion. Je suis toujours prêt à collaborer, dit-il, avec n'importe qui sur le terrain des idées. Les groupements politiques importent peu en eux-mêmes. Ils n'importent que comme moyen pour faire triompher des idées.

Il remercie le gouvernement et l'opposition de vouloir bien approuver sa motion en la votant à l'unanimité. Je l'apprécie d'autant plus que ça n'arrive pas souvent, dit-il.

La motion est adoptée.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, du consentement unanime, que lorsque la Chambre

s'ajournera, elle soit ajournée à demain après-midi, à trois heures.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Il est 5 h 30 lorsque le chef de l'opposition "se lance dans une attaque à fond de train contre le gouvernement", selon *Le Canada* du 10 juin 1943, à la page 12.

2. Il fait probablement référence au discours du député de Labelle (M. Paquette) lors du débat concernant les Canadiens français au sein de comités et de commissions qui a eu lieu le 5 juin 1943.

Première séance du jeudi 10 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Recensement des élèves à la
Commission des écoles catholiques de Montréal**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 50 relatif au recensement des élèves de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Il s'agit de soumettre cette commission aux dispositions de la loi générale, concernant le recensement des enfants d'âge scolaire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Aide aux pêcheurs
des Îles-de-la-Madeleine**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) attire l'attention de la Chambre sur les dégâts causés aux agrès de pêche, ces jours derniers, par une tempête qui a balayé le golfe Saint-Laurent. Ce sont les pêcheurs de homard qui ont été surtout affectés, dit-il. Non seulement des trappes et des câbles ont été perdus, mais ceux qui sont restés ont subi une usure dont les effets ne tarderont pas à se faire sentir. Ce contretemps est d'autant plus regrettable que la pêche au homard s'annonçait bonne.

Il réclame l'aide du gouvernement.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Une enquête sérieuse sera faite et, s'il y a lieu, le gouvernement ne tardera pas à apporter l'aide nécessaire.

Questions et réponses:

Sommes payées aux Éditions Marquis

M. Chaloult (Lotbinière): Quelles sommes d'argent ont été payées par le gouvernement, par

chaque département ou par chaque organisme sous l'autorité du gouvernement, aux éditions Marquis ltée, de Montmagny, ou aux messieurs Marquis, propriétaires de cette entreprise, depuis les trois dernières années?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-
Notre-Dame-de-Grâce):**

Procureur général.....	\$ 232.35
Secrétaire de la province.....	35.00
Santé	63.00
Terres et Forêts.....	2,976.33
Chasse et Pêche	198.75
Mines.....	3,108.66
Pêcheries maritimes.....	215.68
Colonisation.....	2,050.00
Agriculture.....	654.36
Voirie.....	92.00
Affaires municipales, Industrie et Commerce	81.00
Travail.....	918.40
Commission des pensions de vieillesse.....	1,008.05
Commission des accidents du travail	1,480.97
Commission du salaire minimum	<u>1,469.44</u>
	\$ 14,583.99

Motions des députés:

Travail des femmes

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 7 avril dernier, sur la motion du représentant de Montréal-Mercier (M. Francoeur), proposant que l'Assemblée législative recommande au gouvernement fédéral de diriger et d'orienter le travail féminin vers les fermes.

M. l'Orateur: La motion sera-t-elle adoptée.

M. Chaloult (Lotbinière): Non. Je peux traiter de la question du travail féminin à l'usine tout en restant dans le cadre de la motion, puisqu'on a élargi les cadres du débat pour parler du travail des femmes à l'usine. Ce travail des femmes à l'usine doit intéresser tous les députés. La conservation de

l'intégrité de la famille, cellule-mère du pays et de notre race, est un article primordial et distinctif du programme du Bloc populaire canadien, qui s'intéresse d'une façon toute spéciale à la motion. Il (M. Chaloult) cite M. Maxime Raymond à ce propos.

La famille est actuellement dans un grave péril à cause de l'état de guerre qui enrégimente particulièrement les femmes et les jeunes filles pour les usines de guerre. On peut constater que la politique du gouvernement fédéral tend de plus en plus à intensifier cette enrégimentation. Le 24 mai 1942, M. King manifestait son intention de prendre certaines mesures, dont l'orientation des femmes vers des occupations essentielles, l'établissement d'organismes pour interroger les femmes qui voudraient prendre de l'emploi, l'établissement de garderies, etc. J'ai entendu souvent à Radio-Canada, et je m'en déssole, cette phrase, plusieurs fois répétée: "Aujourd'hui, la place de la femme n'est plus à son foyer".

On va même plus loin. Il semble que l'on veut surtout attirer les Canadiennes françaises à l'usine. La politique du gouvernement fédéral tend à conscrire non seulement les hommes mais également les femmes. On nous dira que nous exagérons. On disait la même chose en 1939 et en 1940, lorsque nous appréhendions la conscription des hommes et que nous commencions à la dénoncer.

M. King a déclaré, le 17 août 1942, qu'un effort total pour la guerre totale est le but dont le gouvernement se rapproche et qu'il veut atteindre sans distinction de race et de classe. Ce me paraît une preuve de la conscription prochaine des femmes. Le 19 août 1942, il déclarait que le devoir du gouvernement est de veiller à ce que tout homme et toute femme remplisse les tâches les plus adaptées aux besoins de guerre. Je vois dans les déclarations de M. King une allusion à la conscription des femmes. Si les choses ne s'améliorent pas, on forcera les femmes à s'en aller dans les villes pour travailler dans les usines de guerre!

Jusqu'ici, les Canadiens français ont accepté les mesures d'Ottawa en dépit des promesses formelles. Mais s'il s'agit de la conscription des femmes, le peuple de Québec ne pourra l'accepter parce qu'elles est contraire à ses traditions et qu'elle détruirait le principal élément de survivance de la race canadienne-française. Nous serons des objecteurs de conscience contre ce décret draconien, digne des pays totalitaires. Nous nous battons pour la civilisation, dit-on (ce que je n'admets pas)? Eh bien, il importe de ne pas en saper les bases chez nous.

Dans toute société bien organisée, le foyer est le fondement même de la société, de même que la

famille est la cellule fondamentale de la société. Si on détruit la famille, il n'y a plus de société possible. La femme est le pivot du foyer; elle constitue le centre et le cœur du foyer. Si elle part, il n'y a plus de foyer. Donc, il nous est impossible d'accepter qu'on envoie nos femmes dans les usines de guerre. Jamais nous n'accepterons la conscription des femmes, parce que nous comprenons l'importance de préserver et de protéger nos foyers, qui sont le cœur même de la vie. La population de la province de Québec n'endurera pas cela. Ce serait aller à l'encontre des buts pour lesquels nous nous battons.

On dit: rien n'importe, sauf la victoire. Je crois qu'il y a bien des choses qui importent encore plus, et l'une d'elles, c'est la conservation de la famille. Il faut garder intacte la cellule fondamentale de notre société, la famille. Pour les Canadiens français, la préservation de l'intégrité du foyer et de la famille est vitale et importe plus que la victoire militaire, car la famille forme notre rempart et notre élément primordial de survivance ethnique.

C'est elle qui nous a permis de survivre. Après nos défaites de 1759 et de 1760, après la dispersion d'un groupe des nôtres, les Acadiens, en 1755, ce qui nous a sauvés, c'est la famille. Nous avons survécu parce que la famille a été conservée. Il importe que nous conservions nos forces vitales en vue de l'immigration intensive qu'on ne tentera (sic) pas de faire après la guerre.

Je me demande si la femme contribue efficacement à l'effort de guerre. Il (M. Chaloult) énumère les inconvénients du travail féminin à l'usine de guerre. Les femmes, suivant les médecins, sont exposées à des dangers physiques et moraux; aux brûlures, à la désorganisation du système nerveux, à l'infécondité, aux maladies de cœur, aux chocs nerveux, à la syphilis qui, dit-il, a augmenté dans une proportion de 10 % depuis l'ouverture des usines de guerre, les cordites, la hausse des avortements, etc. Il cite à cet égard le P. Alexandre Dugré, S.J. et Dorothy Dix.

Des médecins m'ont confié que, dans certaines usines, on laisse manipuler certains produits qui rendent les femmes infécondes. Je ne prends pas toute la responsabilité de ce que l'on m'a dit, parce que je n'ai pas vérifié, mais on me dit que c'est surtout dans la province de Québec, sinon exclusivement dans la province de Québec, que l'on manipule ces produits. Doit-on y voir un plan diabolique pour diminuer la natalité chez les Canadiens français?

Au point de vue moral, ce n'est pas mieux. On sait que la promiscuité des sexes dans les usines n'encourage pas la vertu. Les cas d'avortement

augmentent de façon alarmante dans la province. Des maternités privées s'ouvrent un peu partout. À Montréal, il y a 5,000 enfants abandonnés. Voilà des funestes conséquences de la guerre. Les moralistes constatent surtout ces faits dans la province de Québec.

Je me demande quelles sont les causes qui poussent les femmes à chercher du travail en dehors de leur foyer. La pauvreté du peuple canadien-français est l'une de ces causes qui poussent les femmes à s'en venir dans les villes pour y trouver un moyen de subvenir aux besoins de leur famille. La pauvreté est malsaine, comme le déclarait Son Excellence Mgr Charbonneau. Le seul remède est dans la conquête de notre indépendance économique et dans une lutte énergique et incessante pour secouer le joug de la dictature des trusts, cause certaine de la désorganisation de nos familles. N'acceptons pas plus la dictature chez nous que celle que voudrait nous imposer une puissance étrangère. Je souhaite que le peuple canadien-français se libère au plus tôt du joug de cette dictature, que je crains autant que la dictature d'Hitler ou de Mussolini.

Je suis en faveur du suffrage féminin et de l'adaptation, dans une certaine mesure, mais je considère que la place de la femme est au foyer, dans sa maison où elle doit jouer son rôle d'épouse et de mère. Elle est faite pour élever une famille et être reine du foyer. Je suis contre la femme à l'usine et je suis contre la femme qui porte l'uniforme militaire. Cet accoutrement est, pour elle, quelque chose d'inutile et de ridicule. L'homme est un être d'action et la femme un être de sentiments. Il appartient à l'homme de faire la guerre et à la femme de voir à l'éducation des enfants et à la conservation du foyer.

Par exception, elle peut travailler dans certains bureaux, mais son rôle primordial est de donner à la société le plus possible de petits Canadiens français qui nous aideront à sauver la civilisation, ici. Notre premier devoir, c'est de sauver la civilisation chez nous avant de la sauver à l'étranger. Le devoir du gouvernement et de tous les citoyens est de se liguier pour s'opposer à l'enrégimentation des femmes pour les usines de guerre. Le mal est déjà trop grand. Si la guerre continue, on conscrira les femmes pour les usines de guerre et on les sortira de force de chez elles. Les déclarations de M. Mackenzie King faites il y a quelque temps sont symptomatiques et doivent nous servir d'augure inquiétant.

La motion Francoeur est insuffisante. Elle demande que le travail féminin soit orienté vers les fermes. Elle devrait plutôt parler d'orientation du travail féminin vers la famille. Je crois que la question est essentielle pour le peuple canadien-français. En

conscrivant la femme, on tend à détruire la famille. Ce n'est pas un grief que je fais au député de Montréal-Mercier (M. Francoeur). Je comprends son idée et je le félicite. Je le remercie de m'avoir fourni l'occasion d'exprimer mes opinions sur ce grave problème. S'il y a lieu de voter, je voterai pour la motion.

M. Talbot (Chicoutimi): Tout le monde est convaincu de la valeur de la femme; chez nous, la femme canadienne-française est la pierre angulaire du foyer. L'Union nationale a prouvé, dans le passé, qu'elle s'intéresse au sort de la mère de famille et elle n'a pas changé de politique. Son attitude sur la question du travail féminin ne peut être méconnue. L'Union nationale est contre ceux qui veulent conscrire les femmes.

De plus, n'est-ce pas un député de l'Union nationale, le député de Labelle (M. Paquette), qui a donné l'alerte par sa motion contre les mauvais effets physiques et sociaux du travail féminin dans les usines et dans laquelle il demandait que la Chambre prie le gouvernement fédéral de ne pas intensifier le travail féminin et de ne rien faire pour détruire l'âme du foyer? Cette motion contient l'opinion de l'Union nationale sur la question et a été adoptée unanimement.

L'Union nationale n'a pas attendu à aujourd'hui pour réclamer la protection de la femme. En 1939, elle faisait la lutte contre ceux qui veulent conscrire les femmes pour l'usine, aujourd'hui. Elle n'a pas changé d'opinion, depuis.

M. l'Orateur demande si la motion est adoptée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sur division. Il ne peut, dit-il, accepter la motion telle que rédigée et consent à son adoption sur division uniquement.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Me servant de mon droit de réplique, je dois dire que la femme doit rester au foyer. Cette question devrait une fois pour toutes être réglée. Je dois dire que l'Union nationale, malgré ses vantardises, n'a rien fait de 1936 à 1939 pour régler la question du travail féminin et pour garder la femme au foyer.

M. Duplessis (Trois-Rivières) mentionne les pensions aux mères nécessiteuses.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le député de Matane (M. Gagnon) a dit que je voulais envoyer la femme à la charrue. Pas du tout. Le député de Lotbinière (M. Chaloult) nous dit souvent que l'abbé Groulx est son chef. Or, l'abbé Groulx a écrit: "La

femme prend la place de celui qui est appelé sous les drapeaux et par là sa tâche devient patriotique". Comme tout le monde, je suis d'avis que c'est encore à son foyer que la femme rend les plus grands services. Je l'ai dit dès 1933 ici, et la motion présentée par le député de Labelle (M. Paquette) s'est inspirée des *Procès-verbaux* de la Chambre et de ma motion pour présenter sa motion, en 1942.

M. Paquette (Labelle): Jamais je ne me suis inspiré de la mauvaise doctrine libérale de l'honorable député!

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Je n'ai pas dit que l'honorable député avait plagié. Sa motion et les miennes, en tout cas, visaient au même but.

Le travail féminin reste un problème. Je crois à la sincérité des députés de l'opposition en général. Mais ils admettront qu'aux usines Cherrier, on n'emploie pas de femmes. Des députés oppositionnistes n'ont-ils pas eux-mêmes encouragé le travail féminin en plaçant des femmes dans ces usines? Le député de Labelle (M. Paquette) n'a-t-il pas sollicité lui-même l'admission de femmes aux usines de guerre, à Sainte-Thérèse par exemple?

L'honorable député de Lotbinière (M. Chaloult) parle et l'on pourrait penser qu'il croit tout ce qu'il dit. S'il visitait plus souvent son comté de Lotbinière, il constaterait que les cultivateurs s'intéressent aux ouvriers et aux ouvrières des villes, auxquels son parti ne porte d'intérêt que pour des fins politiques. Je ne suivrai pas le député de Lotbinière en parlant du travail féminin et de la fécondité. Je laisse cela à l'honorable député de Labelle.

Je suis convaincu, aujourd'hui comme il y a 10 ans, que la femme doit être à son foyer. Mais je considère que l'on ne devrait pas exploiter ce problème pour des avantages politiques. Il ne faut pas oublier que dans les circonstances actuelles, la femme doit aider les hommes à gagner la guerre. Le travail féminin est nécessaire à la victoire.

Les femmes de Québec connaissent leurs devoirs envers l'État et, en temps de guerre, elles sont tout aussi impatientes que celles des autres provinces à assurer la victoire de la cause alliée. Il n'est pas juste envers les femmes de Québec de dire d'elles qu'elles sont des tire-au-flanc, car elles sont aussi patriotiques que celles des autres pays. Il a toujours été, par principe, dit-il, opposé à l'embauche des femmes dans l'industrie. Il comprend que la guerre a apporté son lot de problèmes au gouvernement central et que les femmes sont appelées à faire leur devoir, mais lorsqu'elles

travaillent elles sont protégées complètement contre les dangers de leur position par les agences opérant dans toutes les industries de guerre.

J'estime cependant qu'il serait préférable de les faire travailler à la campagne plutôt que dans les usines de guerre. Je crois qu'en orientant le travail des femmes vers les fermes, nous aiderons à la fois à leur développement physique et moral.

Je proteste contre ce que le député de Lotbinière a dit contre les femmes qui travaillent dans les usines et au sujet de la pauvreté du peuple canadien-français.

J'aimerais voir ma motion adoptée à l'unanimité. Mais je suis satisfait d'avoir accompli mon devoir en permettant à l'opinion publique de connaître les sentiments de plusieurs membres de la Chambre sur ce grave problème. Le peuple jugera de quel côté se trouvent les meilleures raisons. Comme le travail féminin est essentiel à l'effort de guerre et à la victoire, je demande, plutôt que de provoquer un vote, la permission de retirer ma motion.

Il propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué et que la motion soit retirée.

La motion est retirée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

Ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative l'informant que le Conseil législatif ne peut accepter les vues qu'elle a exprimées dans son message du 26 mai dernier, et qu'il doit insister sur les amendements qu'il a apportés au bill 116 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine;

Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Projets de loi:

Cap-de-la-Madeleine

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill 116 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine soit mis de côté.

Adopté.

Demandes de documents:**Sociétés anonymes
ou à nom collectif**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 28 avril dernier, sur la motion du représentant de Dorchester (M. Bégin) proposant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance, depuis le 1^{er} janvier 1941 jusqu'à date, entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société ou corporation, relativement aux sociétés anonymes et aux sociétés à nom collectif dans la province et aux problèmes qui en découlent.

La motion est adoptée.

Subsides:**Budget des dépenses
1943-1944**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-quatorze mille cinq cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Arpentages (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): La veille, le chef de l'opposition a eu une des ses explosions auxquelles nous sommes maintenant habitués. Il m'a accusé dans cette explosion, de flirter avec le Bloc populaire; il a prétendu que les membres du gouvernement sont des hypocrites. Si flirter avec le Bloc populaire veut dire que nous pouvons avoir de la considération pour les gentilshommes, que nous devons garder de bonnes manières, agir avec politesse et courtoisie, je n'ai pas d'objection qu'on m'accuse de flirter avec le Bloc populaire ou tout autre parti.

Mais, comme le chef de l'opposition a mêlé cette histoire à mon attitude envers le gouvernement du pays, je vais dire ceci à propos de mon attitude au sujet de la guerre.

Quelles que soient mes opinions personnelles sur les méthodes à employer, je suis le citoyen loyal d'un pays qui a déclaré la guerre à des puissances formidables. Je tiens à rester loyal et jamais je ne ferai un geste ou dirai une parole de nature à amoindrir notre effort de guerre. J'aime mieux accepter les sacrifices et les restrictions que comporte la guerre qu'accepter la défaite et voir mon pays discuter la paix avec nos ennemis. Je veux être loyal et je supporte de toutes mes forces ceux qui veulent que nous gardions un Canada libre et indépendant.

Le chef de l'opposition a ramené sur le tapis hier une autre question qui n'aurait jamais dû être discutée en Chambre. Je regrette d'être obligé d'en parler à mon tour. Mon honorable ami, oubliant apparemment la solidarité ministérielle, a pris un malin plaisir, il en a l'habitude, à taquiner le chef du service des arpentages et de la cartographie, aux Terres et Forêts, à propos de la vente de cartes, un incident qui s'est déroulé en 1936; il aime aussi à taquiner ceux qui ne peuvent se défendre.

Mais là où le chef de l'opposition a dépassé toute mesure, c'est quand il a rejeté la responsabilité de la vente de ces cartes sur mon collègue, l'honorable ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, (l'honorable M. Drouin), sachant bien que celui-ci, à cause du secret ministériel, ne pourrait se défendre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre! J'avertis le ministre qu'il s'avance sur un terrain dangereux. On a prétendu que nous avons vendu des cartes à un syndicat allemand. J'ai répondu qu'elles ont été vendues au temps où le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) était ministre des Terres et Forêts. Le ministre actuel des Terres (l'honorable M. Hamel) ne doit pas sortir du débat.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Que le chef de l'opposition laisse donc le ministre répondre à son discours d'hier! Nous voulons éclaircir toute cette affaire! Nous allons faire une revue complète de cette affaire ensemble.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je le souhaite. J'ai demandé, hier, au chef de la cartographie, si le chef de l'opposition avait vendu les cartes, et on a répondu: non.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Ce qui est inconvenant, j'allais dire indécent, c'est que le chef de l'opposition a voulu jeter tout le blâme de cet incident sur le député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), l'un de ceux qui, en 1936, ont tant contribué à le mettre au pouvoir. Tout le monde sait que, sans l'appui de mon collègue de Québec-Est - j'ai presque envie de lui en faire le reproche - le chef de l'opposition n'aurait jamais pu endetter la province de \$200,000,000.

Je veux alors mettre les choses au point et exposer ce qui s'est passé.

Il cite un article d'information du *Journal* en date du 12 octobre 1936, qui, dit-il, était l'organe de l'Union nationale. Cet article, intitulé: "Un projet pour employer 7,000 hommes", discute un projet extrêmement intéressant pour l'emploi de bûcherons en Gaspésie et sur la Côte-Nord à l'exploitation de forêts qui appartiennent à des compagnies qui ne les utilisent pas. Il racontait que, à la connaissance de tous les membres du cabinet, le député de Québec-Est avait reçu des représentants de la Société des Papeteries de Saint-Moritz, Suisse, un syndicat suisse-hollandais, qui voulait importer en Europe 600,000 cordes de bois des forêts de la côte nord de la Gaspésie. L'article poursuivait en disant que le projet, qui aiderait un grand nombre de chômeurs, serait soumis au Conseil des ministres. Les cartes furent vendues à ces gens huit jours plus tard, le 20 octobre. La conclusion est que le chef de l'opposition, alors premier ministre, en avait donc entendu parler et n'avait pas le droit de jeter le blâme sur son ancien collègue quand tout son cabinet était responsable.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le *Journal* n'a jamais été l'organe de l'Union nationale.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Vous étiez alors un parti sans organe?

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Il est dur, parfois, de ravalier certaines choses.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'est-ce que cela prouve?

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Cela prouve que tout votre cabinet était au courant des propositions de 1936.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les deux ministres qui vont aux assemblées du Bloc populaire se défendent l'un l'autre.

Tout ce que le député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin) pouvait faire, comme ministre des Terres et Forêts, c'était de vendre des cartes. Et je le laissais faire.

Quel rapport y a-t-il entre cet article à propos de cette délégation d'un syndicat suisse-hollandais avec l'accusation portée par le premier ministre à l'effet que, sous l'Union nationale, des cartes d'Anticosti auraient été vendues aux Allemands?

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Les cartes ont été facturées à ces personnes, par décision du cabinet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais il n'a été question de cela au cabinet.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): La délégation venue d'Europe a été reçue par le cabinet, présidé par le député de Trois-Rivières, et je le prouverai!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) a parlé pendant une demi-heure de l'inviolabilité du secret ministériel. J'ai tendu un piège au ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) pour voir s'il garderait le secret et il est tombé dedans.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Il n'y a pas de secret là-dedans. La délégation a été reçue publiquement par le cabinet en 1936.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Le chef de l'opposition n'avait donc pas le droit d'attribuer cette transaction à son ancien collègue ou à un employé que je veux défendre, le chef des services d'arpentage, alors qu'il était personnellement mêlé à cet acte.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis prêt à délier le député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin) de son secret ministériel pour lui permettre de raconter ce qui s'est passé en 1936 mais je me réserve le droit de donner ma version.

En 1936, le premier ministre actuel soutenait que le député de Québec-Est était au 14^e rang parce qu'il n'y avait pas 15 rangs; de son côté, le député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin) déclarait que le premier ministre n'était pas fiable, parce qu'il avait appartenu à la gang de M. Taschereau. Le premier ministre est obligé d'avoir recours au député de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel) pour défendre le député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin).

Tout ce que le député de Québec-Est pouvait faire, quand il était dans mon cabinet, c'était de vendre des cartes.

Si le député de Québec-Est m'autorise à lire une lettre qu'il m'a écrite, je vais la lire. On a essayé de laisser croire qu'il y avait connivence entre mon gouvernement et le syndicat allemand. J'ai demandé hier au chef des arpentages si j'avais eu quelque chose à faire avec la vente des cartes.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Nous verrons cela tout à l'heure!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Aujourd'hui, on demande au député de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel) de défendre le député de Québec-Est. Pourquoi le premier ministre ne défend-il pas le député de Québec-Est lui-même? C'est lui qui a soulevé cette histoire de vente de cartes l'an dernier.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'honorable chef de l'opposition n'a pas le droit d'affirmer une fausseté. Il sait très bien que c'est l'ancien ministre des Terres qui a fait cette révélation. Je n'ai pas à défendre le député de Québec-Est, en répondant au chef de l'opposition. Jamais un discours ministériel n'a été plus favorable au gouvernement que celui qu'il vient de prononcer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le premier ministre qui a produit, en Chambre, une copie des cartes qui auraient été vendues.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je nie formellement cela. C'est l'ancien ministre des Terres et Forêts, M. Côté, qui, je crois, les a produites en Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Sauveur et le député de Québec-Est ont assisté à des assemblées du Bloc populaire.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Que le chef de l'opposition me nomme une assemblée du Bloc populaire à laquelle j'ai assisté!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre n'est-il pas allé assister à une assemblée dans Lotbinière?

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Je suis allé, un dimanche, avec ma famille, faire une promenade dans Lotbinière; j'ai entendu des voix de loin, mais je n'ai vu aucun des orateurs.

M. Francoeur (Lévis): À ce moment-là, le Bloc populaire n'était pas fondé.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): J'ai toujours pris cette chose en badinant, mais je crains que le peuple, qui ne peut saisir les nuances d'un débat en Chambre, ait pu prendre l'affaire au sérieux. Je ne veux pas passer pour avoir vendu des cartes aux Allemands, ce qui est faux. La vérité, c'est qu'il n'y a jamais eu de cartes d'Anticosti de vendues aux Allemands.

Il est exact qu'en 1936, des financiers sont venus rencontrer le gouvernement. Mais il s'agissait de financiers suisses et hollandais, gens de bonne foi, venus d'Amsterdam et de Suisse; il n'y avait pas un seul Allemand parmi eux. Ces gens voulaient voir si la province ne pourrait pas leur fournir du bois de la Côte-Nord, parce qu'ils craignaient que le marché russe ne leur soit fermé.

Ils nous ont demandé des cartes de la région que nous vendions à tout le monde. N'importe quelle personne pouvait se procurer ces cartes au département, pour un prix donné. Si nous ne leur en avions pas vendu, ils auraient pu s'en procurer par l'intermédiaire de quelqu'un, ou en acheter à Ottawa qui, à ce moment, vendait à qui voulait s'en procurer non seulement des cartes mais des photographies aériennes de toutes les parties du dominion.

J'ai accompagné la délégation devant les membres du cabinet, mais ce n'était pas alors une séance du cabinet; voilà pourquoi je peux en parler, et il n'y a jamais eu de décision de prise. Le sous-ministre des Terres était présent. Les délégués, qui étaient des Suisses-Hollandais et non des Allemands, je le répète, ont discuté entre eux le projet. Finalement, ces financiers ont réalisé qu'ils ne pouvaient conduire leur projet à bonne fin, dans le Québec, à cause de problèmes de transport. Ils se sont rendus dans le Nouveau-Brunswick où, je crois, ils ont pu obtenir du bois.

Il n'y a absolument rien dans toute cette affaire. Il n'y a pas de quoi fouetter un chat, car personne n'a vendu de cartes aux Allemands.

Le chef de l'opposition a tort de m'attaquer de la manière qu'il le fait. J'ai la confiance de mes électeurs et je le défie d'essayer de me battre dans Québec-Est. Il n'a pas toujours trouvé que je n'étais bon qu'à vendre des cartes, puisqu'il m'a fait son organisateur en chef. Lorsqu'il a formé son cabinet, il m'a nommé son ministre senior. J'y suis resté six mois. Il y a eu des difficultés ensuite. Je n'en parlerai pas. Il a eu besoin de se reposer et il est parti pour trois semaines. Alors, savez-vous qui il a nommé

comme premier ministre en son absence? Votre humble serviteur.

Le chef de l'opposition peut dire tout ce qu'il voudra. Il peut parler de mes changements. Il y a une chose à laquelle je suis toujours resté fidèle, c'est ma conscience.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si j'ai nommé le député de Québec-Est, c'était pour respecter mes engagements envers les libéraux qui faisaient partie de l'Union nationale. J'ai voulu ainsi donner une chance à certains libéraux.

Le ministre vient de dire qu'il n'y a pas de quoi à fouetter un chat, dans cette affaire. Il se charge donc de démentir formellement le premier ministre, qui a accusé l'an dernier l'Union nationale et son chef d'avoir vendu des cartes d'Anticosti aux Allemands.

Il y avait plus d'entente dans mon cabinet qu'il n'y en a entre le premier ministre et le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), par exemple.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous nous entendons très bien, au contraire!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, l'un s'entend pour rester premier ministre et l'autre pour le devenir!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne le peux pas, le Service sélectif ne le veut pas! (Rires)

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Je suis heureux d'avoir fait cette mise au point qui a provoqué de fortes réactions du chef de l'opposition, qui indiquent qu'il est mal à l'aise. Les responsabilités sont établies et nous allons nous mettre à l'étude du budget.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition est en mauvaise posture; tant pis pour lui!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Après la rebuffade du député de Québec-Est, le premier ministre ne devrait pas dire cela!

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, du consentement unanime, que lorsque la Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à neuf heures ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 05.

Deuxième séance du 10 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 9 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions des députés:

Parité pour les ouvriers du Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 27 mai dernier, sur la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult) proposant que cette Chambre prie le gouvernement fédéral d'accorder, conformément à l'esprit de la Constitution, aux ouvriers et ouvrières de la province de Québec qui supportent les mêmes charges et les mêmes sacrifices que les autres, des conditions de travail identiques et des salaires égaux à ceux de toutes les provinces canadiennes.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je voudrais exprimer mon opinion sur une question à propos de laquelle il devrait y avoir unanimité en Chambre. Le devoir principal du gouvernement, c'est de protéger les intérêts de la classe ouvrière de la province, non de jouer à la politique avec des questions comme celle des salaires et des conditions de travail¹.

Le député de Lotbinière (M. Chaloult), en proposant sa motion, semble avoir oublié de considérer l'un des aspects importants de la question que soulève sa motion. Dans sa motion, il demande au gouvernement fédéral de régler toutes les questions de salaires et de travail dans la province de Québec. Il oublie que tous les jours, je lutte contre les officiers du gouvernement fédéral qui veulent s'emparer des prérogatives de la province de Québec dans le domaine ouvrier. Telle est mon attitude et je la maintiendrai. Nous voulons pour les ouvriers de notre province des salaires et des conditions de travail améliorées. Dans certains cas, les travailleurs de Québec sont mieux payés que leurs confrères des autres provinces, dans d'autres cas, ils le sont moins. Les conditions diffèrent parfois.

Chercher l'égalité de traitement partout serait très difficile. Cela reviendrait à demander au gouvernement fédéral d'intervenir dans des questions de juridiction provinciale. Nous voulons que les ouvriers de la province soient aussi bien payés que ceux des autres provinces, mais je ne suis pas prêt, quant à moi, à permettre au fédéral de s'immiscer dans la question et à empiéter sur les prérogatives de notre province en fixant des salaires uniformes pour tout le pays.

J'espère que le député de Lotbinière retirera sa motion. Il est probable qu'il le fera. S'il la maintient, je serai forcé de voter contre.

M. Barrette (Joliette): La motion Chaloult, telle que rédigée, demande au fédéral de s'occuper de tous les salaires. Elle aurait dû se limiter aux salaires payés par Ottawa dans les usines de guerre. La motion comporte la reconnaissance d'un droit que nous nions à Ottawa. L'opposition veut cependant que les ouvriers du Québec aient des salaires égaux à ceux des ouvriers des autres provinces.

Il signale, en passant, dit-il, les variations qui existent entre les salaires payés aux usines Cherrier et ceux que l'on donne dans d'autres provinces, pour le même travail.

Il propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que la motion en discussion soit amendée en en biffant tous les mots après "que" et en les remplaçant par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec recommande au gouvernement de la province de remédier, sans délai additionnel, aux injustices dont sont victimes les ouvriers de la province de Québec, relativement aux salaires et aux conditions de travail qui relèvent de la juridiction provinciale, et, de plus, d'adopter immédiatement les moyens appropriés et efficaces

pour que les ouvriers de la province de Québec, employés dans les industries de guerre et qui relèvent des autorités fédérales, obtiennent des meilleures conditions de travail et reçoivent des salaires plus élevés, de façon à ce que nos ouvriers reçoivent un traitement égal à celui des ouvriers des autres provinces, dans les industries de guerre, et, particulièrement, des bonis conformes aux engagements pris."

M. Francoeur (Montréal-Mercier): La *Gazette du Travail*, d'Ottawa, démontrait en 1942 des différences de salaires prononcées entre Montréal et certaines villes de l'Ontario pour des métiers analogues. Le boni de vie chère me paraît aussi trop bas, à Montréal, par exemple, comparativement à ce qu'il est à Vancouver: \$1.19 à Montréal et \$4.25 à Vancouver. Les outilleurs reçoivent à Montréal 90 sous de l'heure et un boni de vie chère de \$1.50; à Toronto, 95 sous et \$1.85. Les machinistes reçoivent à Montréal 90 sous et \$1.50 tandis qu'à Fort-William, 90 sous et \$1.43 de boni de vie chère.

Il (M. Francoeur) souligne les différences d'indice du coup de la vie.

Les industries de guerre sont des industries absolument nouvelles et une conséquence des conditions actuelles. Par conséquent, il faut tenir compte des circonstances. La motion du député de Lotbinière n'a pas sa raison d'être.

(Il part dans une diatribe contre le député de Lotbinière (M. Chaloult), en ponctuant son pupitre de violents coups de poing.) Il demande au député de Lotbinière d'aider les ouvriers au lieu de les embarrasser. Il ne peut accepter, dit-il, que le Bloc populaire canadien se pose en champion de la classe ouvrière de la province. Le député de Lotbinière a été favorisé par la nature et la Providence. Il parle bien et... suffisamment. Il a fréquenté les collèges classiques, que le gouvernement libéral a subventionnés pour qu'ils développent leur enseignement. Moi, je suis allé à l'université ouvrière. Pour avancer l'avenir de son parti, le député de Lotbinière s'occupe de l'avenir de la jeunesse. Mais pourquoi ne respecte-t-il pas ceux qui ont fait la guerre de 1914 et les jeunes gens qui, en se battant dans cette guerre-ci, lui permettent de faire des discours extravagants ici?

Toutes les motions du député de Lotbinière sont insidieuses et contraires aux intérêts de la nationalité canadienne-française! J'ai autant de droit que lui de parler au nom de la race canadienne-française. Le gouvernement libéral est celui qui a fait le plus pour sauvegarder les intérêts de la classe ouvrière, et il n'a aucune leçon à recevoir de la part

des promoteurs du Bloc populaire canadien. Je suis libéral. Il doit quelque chose au Parti libéral, qui l'a fait élire quand l'Union nationale a refusé de le faire réélire. Dans ses motions, il flatte le peuple. Il ne vient pas souvent à la Chambre. Il a trop d'envergure! Dès qu'il revient à la Chambre, il faut qu'on s'occupe de lui.

Malgré la haute intelligence qu'il croit avoir, mon honorable ami de Lotbinière pourrait me demander des conseils. Je lui dirais que les ouvriers ne se laissent pas prendre à ses discours et à ses théories. Il n'a pas d'ambition personnelle? Dans tous les cas, ça ne paraît pas! Pour faire les affaires de son parti, cependant, il n'a pas le droit d'ignorer ceux qui font leur devoir. Les ouvriers et les cultivateurs sont parmi ceux-là.

La jeunesse d'aujourd'hui diffère de celle d'autrefois. Autrefois, l'instruction n'était que pour les riches. Les gouvernements libéraux ont changé cela. Nous avons deux mères-patries au Canada. Nos jeunes gens ont prouvé ce qu'ils pouvaient faire pour encourager la France qui a des malheurs. Ils l'ont prouvé à Dieppe. Le député de Lotbinière peut sourire. Il sourira jaune, un de ces jours. Il est bien traité en cette Chambre.

Il a inscrit deux ou trois pages de motions, non pour défendre les Canadiens français, mais pour avancer les affaires de son parti et satisfaire ses ambitions personnelles, qui ne paraissent pas. La motion qu'il nous propose, je vais voter contre parce que je ne veux pas que le gouvernement fédéral s'insère dans nos affaires. La motion actuelle n'a pas sa raison d'être et son auteur ne réussira pas à tromper les deux grandes classes de la province: la classe ouvrière et la classe agricole.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, en disant qu'il est hors d'ordre parce qu'il contrevient aux articles 150 et 172 du Règlement de l'Assemblée législative, car il est rédigé dans le style d'une démonstration et qu'il ne se rapporte pas à la motion principale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'amendement est parfaitement dans l'ordre.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'amendement s'applique au gouvernement provincial et la motion au gouvernement fédéral. Il n'y a pas de concordance. L'amendement est, à vrai dire, une nouvelle motion qui eût dû être précédée d'un avis.

M. Lorrain (Papineau) et M. Talbot (Chicoutimi) contestent cette opinion.

M. Chaloult (Lotbinière): Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a raison et je crois que le point d'ordre du procureur général (l'honorable M. Casgrain) est bien soulevé.

Les députés discutent longuement sur le point d'ordre.

M. l'Orateur réserve sa décision.

Canadiens français dans l'administration fédérale

M. Barrette (Joliette): Les Canadiens français ont toujours donné l'exemple en traitant les minorités avec justice, sans attendre qu'on le leur demande. C'est bien du moins qu'on ne leur reproche pas leur attitude quand ils sont obligés de réclamer leurs propres droits. Ils sont donc justifiables de réclamer leurs droits. Je constate que la proportion des Canadiens français qui détiennent des emplois fédéraux diminue d'année en année. Lorsque nous demandons une représentation mieux proportionnée dans les services fédéraux, ce n'est pas un privilège que nous sollicitons, mais un droit que nous voulons faire reconnaître.

On reproche souvent aux Canadiens français de nuire à l'unité nationale parce qu'ils demandent d'être traités avec justice. Sont-ce les Canadiens français qui nuisent à l'unité nationale? Sont-ce les Canadiens français qui ont poussé le fanatisme jusqu'à priver les minorités de leurs droits? La province de Québec a de tout temps respecté tous ses engagements. Les Canadiens français ne nuisent pas à l'unité nationale quand ils demandent d'être traités avec justice. Et l'unité nationale ne sera intégralement réalisée que lorsque les Canadiens français seront traités partout au pays de la même façon que le sont les Canadiens anglais dans la province de Québec.

Leur ancienneté, notre Constitution, et leur nombre donnent aux Canadiens français le droit à un plus grand nombre d'employés fédéraux. Nous ne détenons que 10 % des emplois qui relèvent d'Ottawa. En nous refusant la proportion des emplois auxquels nous donnons droit notre nombre et les engagements pris lors de la Confédération, les gouvernements fédéraux se rendent coupables d'une grave injustice et sont responsables de la mésestimation qui peut en résulter. Pourtant, les Canadiens français

ont fait leur part à 100 % dans l'effort de guerre et ils ont droit à plus de 10 % des emplois fédéraux. Ils ont la compétence voulue pour remplir ces emplois. Ils les sollicitent mais ne les obtiennent pas. C'est le devoir de la Législature de Québec de protéger les intérêts de la race canadienne-française dans tout le pays.

Il propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain):

Que l'Assemblée législative de la province exprime l'opinion que, depuis longtemps, sous tous les gouvernements fédéraux, les Canadiens français ont été privés de nombre de positions et d'emplois relevant du gouvernement fédéral, et qui auraient dû leur être accordés en justice et en droit;

En conséquence, que l'Assemblée législative de la province de Québec formule le vœu que les Canadiens français reçoivent, des autorités fédérales, un traitement juste, proportionné à leur nombre, conforme à leurs droits et à leur indispensable et féconde contribution à la Confédération canadienne et au progrès du pays;

Que le greffier de l'Assemblée législative communique sans délai la résolution ci-dessus au très honorable W. L. Mackenzie King, premier ministre du Canada.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette motion, alléguant que les articles 151, 149 et 150 du Règlement de l'Assemblée législative la rendent irrégulière quant au fond et quant à la forme. La motion est identique à une motion du député de Lotbinière (M. Chaloult) adoptée hier par la Chambre. Par surcroît, cette motion est rédigée dans le style d'un discours ou d'une démonstration et elle est précédée d'un exposé de motifs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La motion Chaloult était restreinte à sept commissions fédérales tandis que la motion Barrette traite de la question d'une façon générale. Je veux prouver que la motion Barrette est régulière, sans quoi la Législature ne pourrait formuler aucune opinion ni exprimer aucun vœu.

M. Chaloult (Lotbinière) discute le point d'ordre sans en admettre le bien fondé et déclare que devant l'importance de la motion Barrette, il se prononcera en faveur s'il y a vote.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) et **M. Talbot (Chicoutimi)** discutent longuement ce point d'ordre.

M. l'Orateur réserve sa décision.

Projets de loi:

Loi des cités et villes

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette loi a fait couler beaucoup d'encre et certains gros intérêts ont tenté de la bloquer. Ils s'objectent surtout à la clause 5 concernant la taxe sur les machineries. Certaines représentations faites par l'Association des manufacturiers au sujet de ce bill ont eu pour effet de mettre un certain nombre de gens d'affaires sous une fausse impression. C'est à tort que l'on prétend, dans certains cercles, que la disposition de la loi au sujet de la machinerie imposable est une nouvelle taxe.

Les intéressés sont sous une fausse impression. Certains ont cru que nous voulions donner aux municipalités le droit d'imposer une taxe nouvelle. Il ne s'agit nullement d'une taxe nouvelle. Nous voulons simplement clarifier une loi qui existait déjà dans les Statuts, mettre tous les établissements sur le même pied et prévenir toute possibilité d'éluder la loi. La taxe sur les machineries existe depuis 1903. Elle existait auparavant, en vertu de notre vieux Code municipal.

De 1903 à 1941, le texte disait clairement que les machineries étaient taxables. L'intention du législateur de 1903 était de taxer toute la machinerie, qu'elle soit meuble ou immeuble. Depuis longtemps on taxe les machineries dans une foule de villes de la province. Voici la liste des municipalités qui taxent présentement les machineries: Trois-Rivières, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke, Verdun, Westmount, Hull, Drummondville, Lachine...

M. Bourque (Sherbrooke): Sherbrooke ne taxe pas les machineries.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Sherbrooke taxe les machineries pour fins scolaires. Je suis surpris des représentations qui nous sont faites de bonne foi, je l'admets, mais qui viennent sans doute du fait qu'il y a eu des décisions contradictoires rendues par les tribunaux dans l'interprétation de la loi des cités et villes. La jurisprudence n'est pas établie. On croit que la

machine n'est impossible qu'en autant qu'elle est immeuble, car d'après certaines décisions la machinerie n'était taxable que lorsqu'elle était immeuble par destination, c'est-à-dire incorporée à l'usine par le propriétaire. Résultat: certaines municipalités n'ont plus osé taxer les machineries qui n'étaient pas immeubles.

Dans toutes les industries, on taxe la machinerie lourde fixée à demeure. Dans d'autres, où les machineries sont plus légères, et dont plusieurs ne sont pas la propriété de l'industriel, elles ne sont pas considérées immeubles par destination; on ne les taxe pas, ce qui est désavantageux au point de vue concurrence. Il en est résulté des injustices flagrantes, des procès.

On a donné deux interprétations à la loi dans d'autres cas. La machinerie louée n'était pas taxée; celle achetée n'était pas taxée et la machinerie payée l'était. Et dans deux industries semblables et concurrentes, l'une payait la taxe sur les machineries parce que celles-ci appartenaient au propriétaire de l'immeuble, et l'autre n'en payait pas parce que l'immeuble et la machinerie appartenaient à des propriétaires différents.

En 1941, l'Assemblée législative a modifié la loi de façon à permettre de taxer la machinerie, qu'elle soit meuble ou immeuble. Ce texte a été modifié par le Conseil législatif, de façon à donner aux cités et villes le droit de taxer les "machineries ou accessoires qui sont immeubles par destination ou qui le seraient s'ils appartenaient au propriétaire du fonds. Comme on était à la fin de la session, l'Assemblée législative a accepté l'amendement du Conseil. Mais le nouveau texte a lui-même été interprété de diverses façons et prêté à des ambiguïtés. C'est pourquoi le gouvernement présente ce nouvel amendement, qui ne crée pas une taxe nouvelle, mais qui a pour unique objet de traiter toutes les industries équitablement. Il ne sera plus permis d'éluder la loi et d'éviter de payer les taxes que tout le monde paie.

M. Sauvé (Beauharnois): Nos industries vont s'en aller en Ontario!

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Il est vrai qu'en Ontario, on ne taxe pas les machineries; mais on impose une taxe d'affaires qui est très considérable.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des taxes d'affaires à Québec, à Montréal et dans d'autres villes du Québec.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Ce bill ne s'applique pas à Québec et Montréal, qui sont régies par des chartes spéciales. Et la taxe d'affaire, ici, ne peut dépasser \$200. D'ailleurs, une industrie ne change pas de province pour la seule raison qu'on taxe les machineries. Ce bill ne chassera pas plus les industries que l'ancienne loi ne les a chassées depuis 40 ans. Ce sont là des menaces qui ne sont jamais mises à exécution. Les taxes ne représentent presque rien sur le coût de la production.

Il n'est pas équitable de faire porter tout le fardeau des taxes sur les petits propriétaires. Pendant la crise, les propriétaires ont dû payer une grande partie du coût du chômage. Et l'on a compris alors qu'il était important de dégrever la petite propriété. Si les machineries ne sont pas taxées, ce sont les petits propriétaires qui porteront tout le fardeau. Et la chose est surtout importante au point de vue de la taxation scolaire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Outre l'article 5, la loi contient un grand nombre d'articles contentieux, qui justifient un vote pour s'y opposer. Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) se trompe quand il dit que l'article 5 ne constitue pas une taxe nouvelle. Il se trompe également quand il dit que c'est difficile de définir les immeubles.

Le Code civil est très clair à ce sujet. Le bill est non seulement prématuré et inopportun, mais il constitue de plus une totale injustice puisqu'il centralise encore davantage l'industrie et entraînera inévitablement des catastrophes économiques.

Le nouveau texte de loi permet de taxer deux fois plus que l'ancien. Il dit qu'on pourra taxer les typewriters, les machines à écrire, les aspirateurs, les aiguisers de crayons, etc. J'admets qu'il y a des lacunes dans notre système de taxation, qu'une foule d'industries bénéficient de commutations de taxes qui ne devraient pas exister, mais dans un temps d'instabilité, on ne doit pas imposer de nouvelles taxes. Il y a danger de voir l'industrie prendre un autre chemin. Ce n'est pas le temps de nuire aux municipalités en empêchant, par cette loi, les industries de s'établir chez elles.

De plus, par leur charte, plusieurs villes ne peuvent taxer la machinerie. On va créer un état de favoritisme pour ces villes-là et pour Ontario. On place donc Québec sur un pied d'infériorité et nuit aux petits propriétaires.

Il cite le cas des Cèdres, de ville Lasalle, de Montréal-Est, où les taxes ne sont pas ce qu'elles devraient être. Les grosses compagnies en bénéficient,

dit-il. Il n'y a pas lieu de tout chambarder à l'heure actuelle, mais on devrait commencer par cela. Québec n'a pas une population capable d'absorber tous ces produits manufacturés. Il lui faut faire de l'exportation. Il faudrait donc éviter d'empêcher l'établissement de nouvelles industries chez nous. Il faut mesurer la portée des actes que nous posons.

Comme remède à la situation, il devrait y avoir une conférence entre Québec, Ontario, et les provinces maritimes où l'on s'efforcerait de trouver un terrain d'entente, particulièrement avec l'Ontario, pour uniformiser la taxation municipale, afin que la concurrence à l'industrie des provinces voisines se fasse sur un pied d'égalité. À l'heure qu'il est, la province de Québec n'a pas sa juste part des nouvelles industries qui s'établissent au Canada et le projet de loi actuellement devant la Chambre n'aidera pas à corriger cette situation.

J'ai reçu de nombreuses protestations contre la loi. Les amendements qu'on apporte empirent la situation et compromettent le règlement des problèmes de demain. Plus les charges de l'employeur sont lourdes, plus les salaires ont tendance à baisser.

Il demande au gouvernement, dit-il, de ne pas presser sa législation. Il faut protéger la petite propriété, mais par des moyens légitimes et rationnels.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Le chef de l'opposition a crié partout, avant 1936, que le Parti libéral était l'esclave des gros intérêts et qu'il ferait disparaître les exemptions. Ce soir, il est plus modéré, et pour cause. Il est en face de la réalité. La campagne menée en ces derniers temps pour embrouiller la situation n'a pas été conduite par les petits manufacturiers, mais par les gros. J'ai reçu des télégrammes d'un grand nombre de municipalités, demandant aux députés d'appuyer le projet de loi. Saint-Hyacinthe a 75 manufactures qui ont toujours payé des taxes sur la machinerie. Cela n'a pas empêché la ville de prospérer. Les manufactures ne seront pas chassées par les taxes.

Et la Chambre continue de siéger après minuit.

Vendredi 11 juin 1943

Le chef de l'opposition a toujours été du côté des grosses compagnies, comme il l'est présentement. La taxe sur les machineries n'est pas une taxe nouvelle. Elle existe depuis 1871.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi alors, présenter une nouvelle loi?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Tout simplement pour faire disparaître une ambiguïté. En 1916, on a réussi à faire disparaître le droit pour les municipalités de campagne de taxer la machinerie. Si on veut que les commissions scolaires aient de l'argent pour leurs écoles, il ne faut pas leur enlever le droit de taxer.

Combien de fois le chef de l'opposition n'a-t-il pas crié qu'il était contre les commutations de taxes? Aujourd'hui, sans même attendre la discussion du bill, il se prononce contre. Il criera encore qu'il est contre les trusts, mais il se trouvera toujours de leur côté quand leurs intérêts seront en jeu.

Quant à l'Ontario, la loi y taxe les machines uniformément, en théorie. Il (M. Bouchard) cite des textes pour le prouver.

Elles le sont aussi en pratique, sauf certaines exemptions.

Les trusts honnis par le chef de l'opposition se sont trouvés très bien quand il a été au pouvoir. Je me souviens de son fouet!

Dans 75 % des cas, les taxes sont moins élevées dans Québec que dans Ontario. Qu'est-ce que Trois-Rivières pense du projet?

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai pris mes responsabilités.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Trois-Rivières est favorable à la taxation uniforme de la machinerie dans la province.

Je ne comprends pas que le chef de l'opposition, qui proteste toujours de ses bons sentiments à l'égard des municipalités rurales, s'oppose à cette bonne loi.

Cette loi est présentée pour clarifier la situation des municipalités, voir à ce qu'il n'y ait plus d'ambiguïté.

M. Talbot (Chicoutimi) propose l'ajournement du débat (il est minuit et demi).

Des députés insistent pour passer le bill en deuxième lecture.

M. Talbot (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que la motion en discussion soit amendée en biffant le mot "maintenant" et en le remplaçant par les mots "dans six mois".

M. Duplessis (Trois-Rivières): La taxe sur la machinerie est impopulaire, elle ne rencontre pas les besoins de la population et elle est prématurée.

(Répondant au ministre de la Voirie) S'il est un homme qui a travaillé pour les trusts, c'est bien le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard). S'il est un homme qui a aidé la Montreal Heat, c'est bien lui. C'est encore lui qui a demandé de faire augmenter les taux de la Southern Canada Power, pour éviter la concurrence qu'elle faisait au pouvoir de Saint-Hyacinthe!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Je nie catégoriquement!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Saint-Hyacinthe n'est pas un modèle à imiter pour la province de Québec. Si jamais un homme a protégé les grosses industries et les gros capitalistes en se vantant de protéger les ouvriers, c'est bien le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard)! Il a fait accorder des exemptions de taxes aux industries et a aggravé d'autant le fardeau des ouvriers.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
C'est tout le contraire. C'est moi qui ai fait disparaître des Statuts la loi qui permettait aux municipalités d'accorder des commutations de taxes. Plus que cela, j'ai convaincu l'un des plus grands manufacturiers canadiens de renoncer six ans d'avance à une exemption que lui avait accordée la ville de Saint-Hyacinthe en lui démontrant que les villes ont besoin des revenus et que, quand tout le monde paye ses taxes, les taxes sont moins lourdes à porter. Le chef de l'opposition crie contre les trusts mais vote pour.

M. Labbé (Mégantic): Ce ne sont pas les grosses industries qui s'opposent au bill, mais les petites et les moyennes industries. J'ai reçu cinq protestations contre cette mesure: trois des fonderies de mon comté, une d'une crèmerie et l'autre d'une fromagerie. Le député de Saint-Hyacinthe est reconnu dans sa ville comme le champion des taxeurs.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

Contre: MM. Beaulac, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Drouin, Dubreuil, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-

Mercier), Godbout, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Kirkland, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Perrier, Potvin, Rajotte, 27.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Ajournement

M. L'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à minuit cinquante-cinq minutes.

NOTE

1. Il a pris la parole en l'absence du député de Témiscouata (M. Beaulieu), qui avait ajourné le débat, selon *L'Action catholique* du 11 juin 1943, à la page 8.

Séance du vendredi 11 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Grève dans les
chantiers maritimes**

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait remarquer qu'un vote de grève doit être pris dans les chantiers maritimes de la région. Il demande au gouvernement si des mesures adéquates ont été prises pour régler le problème ouvrier.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Toute la question est actuellement soumise au Conseil national du travail en temps de guerre.

**Dommages aux pêcheries
des Îles de la Madeleine**

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse) fait part à la Chambre du communiqué qu'il vient de recevoir de ses officiers.

C'était la plus forte tempête qui n'ait jamais battu les côtes des Îles de la Madeleine depuis 1898, dit-il. L'ouragan a duré deux jours. Les pêcheurs de homard ont vu leurs barques emportées, leurs cages brisées et leurs dommages, en comptant la perte de revenus pendant les réparations, sont estimés à \$150,000. Dès la réception de la nouvelle, mon ministère s'est empressé de leur porter secours. Il a fait expédier 30,000 lattes aux pêcheurs pour qu'ils puissent reconstruire les trappes à homards. Ces lattes sont parties hier midi par le North Gaspé.

Les plus affectées sont l'île Bryon et l'île de la Grande entrée, du côté sud des Îles. La pêche au homard est permise jusqu'au 21 juillet et les pêcheurs auront le temps de refaire leurs trappes et de continuer la pêche. Mais j'ai confiance que mes collègues me donneront leur coopération afin que les pêcheurs, qui souffriront des dommages considérables, la pêche se terminant au mois de juillet, soient indemnisés. Je suis certain que ces renseignements donneront satisfaction au député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais).

(Applaudissements)

Projets de loi:

Loi des cités et villes

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 37 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Beaulieu (Témiscouata)

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. L'article 488 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"488. Les immeubles imposables dans la municipalité comprennent les terrains, les constructions et les usines qui y sont érigées et toutes améliorations qui y ont été faites, de même que les machineries et leurs accessoires placés dans les usines et servant à leur exploitation, quel que soit le propriétaire de ces machineries et accessoires. La valeur réelle du tout est portée au rôle d'évaluation au nom du propriétaire du fonds; mais si ce dernier prouve aux estimateurs que des machineries ou accessoires ont été placés par un locataire ou autre occupant, la valeur de ces machineries et accessoires est portée au nom du locataire ou occupant qui les possède et qui, à cet égard, est traité comme un propriétaire d'immeubles imposables."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne puis accepter cette loi dommageable. Il s'agit d'une taxe nouvelle, qui va placer la province dans un état d'infériorité et créer de la désunion parmi les municipalités. J'ai reçu, ce matin, des lettres de propriétaires de beurreries et de fromageries qui s'opposent à cette taxe. En vertu de cet article du bill, on pourra taxer jusqu'aux clavigraphes et je demande son abolition avant que le peuple ne décide d'abolir le gouvernement.

Il reproche au Parti libéral, poursuit-il, d'avoir, pendant 50 ans, promis l'abolition du Conseil législatif et de n'avoir jamais racheté sa promesse.

Les exemptions dont le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a parlé ont souvent été accordées par le Conseil législatif que le gouvernement devait abolir ou réformer.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Et vous, allez-vous l'abolir?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement! Comme nous l'avons promis, nous allons abolir le Conseil législatif tel qu'il est constitué, et nous allons le réorganiser, le réformer sur les bases d'un conseil économique.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Si le chef de l'opposition a reçu des lettres de propriétaires de beurriers et de fromageries opposés à cette taxe, moi-même j'ai reçu des représentations des représentants de compagnies commerciales et industrielles. Et ces compagnies ne veulent pour rien au monde être taxées. Plusieurs municipalités taxent déjà les machineries. La clarification de la loi n'accorde aucun nouveau pouvoir de taxer aux municipalités.

Depuis 1903, les municipalités ont le droit de taxer la machinerie amovible ou inamovible, mais plusieurs municipalités trouvaient que leurs pouvoirs n'étaient pas assez clairement définis dans la loi. Nous ne voulons pas nous trouver dans une situation où la machinerie est taxée dans une municipalité et ne l'est pas dans une municipalité voisine. Je crois que nous avons prouvé que ce n'est pas une nouvelle taxe, et, par contre, l'opposition n'a pas prouvé que c'en est une.

Aucun tribunal ne décidera, en vertu du projet de loi, qu'un clavigraphpe peut être taxé. Ce n'est pas du tout l'objet du bill. Il s'agit, plutôt, des machineries nécessaires à l'exploitation d'une usine.

M. Chaloult (Lotbinière) constate que le chef de l'opposition est sorti des cadres du débat en soulevant la question du Conseil législatif. Tout de même, il tient à dire que le Parti libéral avait inscrit, en tête de son programme, l'abolition du Conseil législatif; cette promesse est restée sans lendemain. D'un autre côté, dit-il, le chef de l'opposition avait promis de transformer le Conseil législatif en un conseil économique, et il n'en a rien fait, lui non plus; il est donc mal venu d'adresser des reproches au chef du Parti libéral. Les deux partis se sont bien gardé d'abolir le Conseil législatif, une fois au pouvoir. Les partis politiques donnent un bien mauvais exemple aux citoyens en ne respectant pas leurs engagements.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député de Lotbinière et le chef de l'opposition réclament tous deux l'évolution de la Chambre haute en un conseil économique. C'est justement ce que nous sommes en train de faire! Ni le chef de l'opposition ni le député de Lotbinière n'ont réalisé que le gouvernement est en passe de faire du Conseil législatif un conseil économique. Il faut avoir les yeux fermés pour ne pas s'en apercevoir. Ceux qui ont les yeux ouverts et veulent voir, se sont aperçus que depuis trois ans le Parti libéral a commencé de réformer le Conseil législatif pour en faire, peu à peu, un conseil économique.

Depuis que nous faisons des nominations au Conseil législatif, nous allons chercher dans toutes les classes de la société les meilleures intelligences. Nous avons nommé des représentants éminents du monde universitaire, avec M. Bovey, de la classe agricole, avec M. Messier, des commerçants et des industriels, avec M. Jules Brillant, des hommes d'œuvres sociales, avec M. Cyrille Vaillancourt. Nous avons choisi ce qu'il y avait de plus recommandable dans toute la nation.

Le résultat fut des études importantes dont le gouvernement profite aujourd'hui et personne, dans la province, n'a trouvé un mot de critique à l'adresse des nominations que nous avons faites. Elles ont été approuvées dans tous les milieux et nous en avons eu des expressions de satisfaction de toutes parts.

M. Chaloult (Lotbinière): Ce n'est pas encore là le conseil économique! Et votre promesse, c'était d'abolir, non de transformer! Je pense qu'aucune transformation n'a eu lieu. Le gouvernement libéral, en appelant diverses catégories sociales de la province à être représentées au Conseil, a plutôt rempli la promesse du chef de l'opposition que celle des libéraux.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'importance d'un conseil économique dépend de la valeur des hommes que nous choisissons. Voilà pourquoi toute la presse de la province a proclamé que nous avions fait un choix heureux, jusqu'ici. C'est cela qui constitue un conseil économique bien organisé. Et si s'accomplit, en ce moment, dans l'autre Chambre un travail qui aidera le gouvernement dans sa politique sociale, ouvrière et agricole.

M. Chaloult (Lotbinière): Ceux qui ont été nommés sont de braves gens, mais ce qu'il faut avant tout pour que nous ayons un véritable conseil économique, ce sont des experts dans les questions

politico-sociales, des techniciens économique-sociaux comme les Montpetit, les Minville, les Barbeau, les Levesque.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'honorable député de Lotbinière prétend-il que les cultivateurs n'ont pas le droit d'être représentés dans un conseil économique?

M. Chaloult (Lotbinière): Ah! Non.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous avons nommé des représentants de la classe agricole au Conseil législatif. L'honorable député de Lotbinière dira-t-il que l'honorable Cyrille Vaillancourt n'est pas un économiste dont les connaissances des problèmes sociaux sont reconnues partout en Amérique?

M. Chaloult (Lotbinière): Ah! Non. C'est une belle nomination, M. Vaillancourt. Je dirai même que c'est une des meilleures que le gouvernement ait faites. M. Vaillancourt est un homme compétent. Mais, sauf M. Vaillancourt, les nouveaux conseillers peuvent être très honorables, mais ils n'ont aucune compétence spéciale dans les questions économiques. Ce n'est pas cela, un vrai conseil économique.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'honorable Jules Brillant n'est-il pas lui aussi digne de siéger au Conseil législatif comme représentant des industriels qui connaissent les questions économiques et sociales?

M. Chaloult (Lotbinière): Je reconnais que M. Brillant a des qualifications.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'honorable Wifrid Bovey, que nous avons nommé au Conseil législatif, n'est-il pas un éducateur et un économiste de grande réputation?

M. Chaloult (Lotbinière): C'est aussi une belle nomination. Mais c'est un éducateur, pas un économiste. Ce que nous avons dans le moment, c'est un conseil ornemental.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Parmi les mauvaises nominations faites par le gouvernement, il y a celle de M. Connors. Il est ministre et doit se laisser diriger, au Conseil, par un homme qui ne fait pas partie du gouvernement, l'honorable M. Brais.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est bien plus simple que cela. M. Connors ne parle pas le français et comme la discussion au Conseil législatif se fait surtout en français, il était difficile de nommer M. Connors leader du gouvernement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition se réjouit de ce que la fille du député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), le capitaine Cécile Bouchard, soit de retour saine et sauve au pays¹.

(Applaudissements)

L'article 5 est adopté.

Les articles 6 à 10 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et l'a adopté sans l'amender.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bourque (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain):

Que la motion en discussion soit amendée en biffant le mot "maintenant" et en le remplaçant par les mots "dans six mois".

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

Contre: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Goulet, Hamel, Joyal, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Potvin, Rajotte, Rochette, 31.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) veut reprocher au gouvernement de ne pas respecter le droit que les municipalités ont de percevoir des taxes. Le gouvernement, dit-il, s'accapare de tout pendant que la dette des municipalités augmente tout le temps. À l'heure actuelle, la dette municipale est de \$100,000,000 plus élevée que celle de l'Ontario.

Il propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle recommande au gouvernement d'adopter, sans plus de délai, les mesures appropriées et efficaces:

"a) pour donner aux municipalités de la province le bénéfice complet des revenus dont elles ont besoin et qui leur appartient en justice;

"b) pour respecter et sauvegarder l'autonomie des municipalités de la province et, tout particulièrement, celle de Montréal."

M. Lorrain (Papineau): La Chambre devrait approuver unanimement un amendement de cette portée. Le gouvernement n'a jamais compris que le crédit municipal est à la base du crédit provincial. Tout gouvernement soucieux de ses devoirs ne devrait jamais l'oublier, mais le gouvernement actuel ne l'a jamais compris, cependant que les régimes libéraux précédents avaient gravement compromis l'économie municipale. Ils laissent les municipalités assumer des charges trop lourdes, telles que le soutien des vieillards et nécessiteux, les frais

exorbitants du chômage et l'accomplissement de maints travaux relevant des pouvoirs supérieurs. Alors que les trésoriers libéraux camouflaient les budgets provinciaux, la dette des municipalités augmentait de façon alarmante. De \$41,000,000 que la dette municipale consolidée se chiffrait en 1920, elle était rendue à près de \$150,000,000 en 1935.

En ce domaine comme les autres, l'Union nationale s'empessa de remédier à ce malaise et de soulager les contribuables municipaux. Elle fit de vastes travaux de chômage, des améliorations appropriées, donna des pensions aux vieillards, veuves et orphelins, accorda le crédit agricole, aida efficacement à la colonisation, consolida les arrérages de taxes, adopta une bonne loi de moratoire, etc. Les Trésors municipaux furent soulagés; la population reprit à vivre et espérer. Les conseils municipaux reconnaissent que le gouvernement Duplessis fut seul à leur apporter une collaboration généreuse et pratique, au lieu de promesses électorales et de lois de camouflage. Le régime actuel perd son temps à vouloir créer l'impression qu'il fera quelque chose pour les municipalités à la veille des élections.

La mise en tutelle de Montréal, en lui imposant un conseil de 99 échevins sans pouvoirs, est bien dans la tradition du Parti libéral qui avait presque triplé, en 12 ans, la dette des municipalités sous le contrôle de sa Commission municipale. Le régime actuel perd son temps à vouloir créer l'impression qu'il fera quelque chose pour les municipalités à la veille des élections.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): La Commission municipale a fait un travail merveilleux dans la province, en aidant les municipalités qui sont tombées sous son contrôle à améliorer leurs finances, un travail que tous les citoyens approuvent sans distinction.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement doit porter la responsabilité de l'augmentation de la dette municipale, parce que tous les emprunts municipaux doivent recevoir l'approbation du ministre des Affaires municipales.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

Contre: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Mathewson, Nadon, Perrier, Potvin, Rajotte, Rochette, 32.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)²

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quarante-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions diverses", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui a la direction de l'instruction des sourds-muets dans la province?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): L'honorable chef de l'opposition veut-il prendre la direction de l'enseignement aux sourds-muets?

(Rires)

Il (M. Perrier) donne les renseignements.

M. Bourque (Sherbrooke): Le ministre a-t-il pris une décision au sujet de l'École de textile à Sherbrooke?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Des cours seront organisés dès le mois de septembre dans les centres d'industrie textile. Comme Sherbrooke est

un centre important, il y aura des cours théoriques par des professeurs et des cours pratiques qui seront donnés dans les usines avec la coopération des industries.

M. Bourque (Sherbrooke): Est-ce qu'il y aura des cours à Granby?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Oui.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et à Trois-Rivières?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): J'ai de bonnes intentions. Aussitôt que l'opposition aura fini de parler, je vais me mettre à travailler.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme deux cent trente-quatre mille huit cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions, bourses, etc.", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enquête scolaire", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, du consentement unanime, que lorsque la Chambre

s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain, à onze heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

NOTES

1. *Le Canada* du 12 juin 1943, à la page 12, explique que Mlle Cécile Bouchard assiste à la séance de la Chambre et que le chef de l'opposition l'a aperçue dans la galerie.

2. *Le Canada* du 12 juin 1943, à la page 12, écrit: "M. Émile Boucher (Montréal-Saint-Henri) a été invité par le président, M. Cyrille Dumaine, à présider le comité des subsides".

Première séance du mardi 15 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Commission
d'assurance-maladie

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 51 instituant une Commission d'assurance-maladie.

Adopté après division. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Willie Bigué

M. Chaloult (Lotbinière): M. Willie Bigué, de Sainte-Anne de la Pérade, est-il à l'emploi du gouvernement comme juge du mérite agricole?

Retire-t-il un salaire?

Si oui, quel est-il?

Quels ont été ses frais de voyage depuis un an?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. Willie Bigué n'est pas à l'emploi du ministère de l'Agriculture; par conséquent, il ne retire aucun salaire; un montant de \$80.65 lui a été payé le 21 septembre 1942, pour rembourser ses frais de voyage comme juge du concours du Mérite agricole.

Projets de loi:

Commission d'assurance-maladie

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 51 instituant une Commission d'assurance-maladie.

Adopté.

Recensement des élèves à la
Commission des écoles catholiques de Montréal

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 relatif au recensement des élèves de la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le bill a pour but d'abroger la disposition qui permet à la Commission de ne faire que tous les trois ans le recensement des enfants d'âge scolaire dans son territoire.

La Commission se trouvera donc, maintenant, soumise aux dispositions de la loi telle qu'amendée par la loi de la scolarité obligatoire qui décrète, entre autres choses, que le recensement des écoliers doit se faire en septembre de chaque année.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Union nationale avait appliqué les réformes qui s'imposaient dans le domaine du recensement. La présente loi est non seulement inutile, mais elle occasionne un gaspillage de papier et une perte de temps. Il n'était pas nécessaire d'attendre quatre mois pour la présenter.

Il demande au premier ministre si le gouvernement a d'autres projets de loi à présenter avant la prorogation de la Législature.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement a encore trois ou quatre projets de loi à présenter. Un premier permettra au gouvernement de mettre en opération l'usine de betterave sucrière de Saint-Hilaire, et un second permettra à Saint-Hyacinthe de municipaliser la distribution et la pasteurisation du lait.

Il ne pourrait dire à brûle-pourpoint, dit-il, quels sont ces projets de loi.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 50 sans l'amender.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 38 pour assurer aux pêcheries maritimes le crédit nécessaire;
- bill 44 modifiant la loi instituant le Conseil supérieur du travail;
- bill 114 modifiant la charte de la cité de Québec;
- bill 180 modifiant la loi du Barreau.

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-quatorze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Arpentages (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Gagnon (Matane) donne lecture d'une lettre du curé Déchène de la paroisse de Saint-Paulin, dans son comté, qui prétend que la compagnie Richardson refuse de livrer aux colons des lots de cette paroisse. On me dit que ces lots ont été jugés propres à la culture et appartenaient à la colonisation

en 1940, mais que ce jugement a été renversé en 1942. Je m'étonne de ce changement rapide, en l'espace de deux ans. La terre a été cédée à la compagnie qui a tout coupé le bois. Maintenant qu'elle a été pillée, j' imagine qu'elle retournera dans la catégorie des terres propres à la culture. Cette compagnie est devenue la dictatrice du gouvernement en matière de colonisation. Il a, rappelle-t-il, attiré l'attention du premier ministre sur ces lots.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il y a quelques jours le député de Matane a dit que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Godbout) avait déplacé des colons de Saint-Paulin. J'ai pris des informations et je lui ai appris que jamais des colons n'ont été chassés des rangs 6, 7, 8 et 9 de la paroisse de Saint-Paulin. Pas un colon n'a été placé sur ces lots.

En second lieu, le député de Matane peut être assuré que le ministère de la Colonisation n'est dirigé que sur les recommandations de ses officiers, peu importent leur caractère et leur respectabilité. Si ces lots ont été classés comme impropres à la culture, ils doivent l'être. Jamais nous ne louerons des terres qui ne pourront faire vivre les colons, comme cela s'est fait dans le passé. Pour ma part, je ne veux pas prendre la responsabilité de placer des colons sur des terres impropres à la culture et condamner des générations à la misère.

Nous allons faire classer à nouveau, s'il le faut, les lots dont a parlé le député de Matane, et nous réglerons notre conduite sur le résultat de cette classification. La question de la classification des terres est à présent entre les mains des officiers du département. J'aime mieux m'en tenir à l'opinion de nos officiers qu'à celle de politiciens qui ne cherchent qu'à embarrasser le gouvernement. Si les lots dont le député a parlé sont bons et peuvent contribuer à l'agrandissement de la paroisse, nous les donnerons à la culture. La classification de 1942 que le député de Matane a mentionnée, je n'en ai jamais entendu parler et je ne connais que de nom la compagnie Richardson.

M. Gagnon (Matane): J'ai dit, l'autre jour, qu'on avait enlevé des lots aux colons dans les rangs 7, 8 et 9 pour les donner à la compagnie Richardson pour la coupe du bois après qu'ils eussent été classifiés et qu'on a enlevé ainsi deux rangs complets à la paroisse de Saint-Paulin.

Il s'apitoie, dit-il, sur le sort des jeunes curés placés à la tête des paroisses de colonisation.

Sous l'Union nationale, la compagnie Richardson a demandé qu'on lui concède les lots

dont il est question à Saint-Paulin; le gouvernement d'alors a refusé.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous manifestons aux curés des paroisses de colonisation toute la sympathie qu'ils méritent, sans tenir compte de leurs opinions politiques. Il faut considérer ces curés avec révérence et leur accorder toute notre compréhension pour la tâche difficile, nécessaire et louable qu'ils entreprennent. Nous sommes prêts à les traiter, en toutes occasions, avec générosité. Mais comme classificateurs de lots, je crois que nos officiers sont plus compétents que les curés. Et je ne voudrais pas que se répète ce qui est arrivé dans la plupart des comtés des honorables députés, c'est-à-dire un coin de paroisse impropre à la culture. À cause d'une mauvaise classification par le passé, dans presque tous les comtés de la province, les gouvernements précédents ont acculé des générations de familles à une quasi-famine en ouvrant, pour fins agricoles, des terres à peine arables et incapables de produire suffisamment pour répondre aux besoins des colons. Il y a des lots et des paroisses qui n'auraient jamais dû être accordés pour colonisation, car les gens y vivent dans la misère et doivent recevoir le secours du gouvernement.

Il y a partout d'excellents lots à coloniser et nous gardons tous ceux qui sont propres à la colonisation. Si une terre ne se retrouve pas dans la classification des terres propres à la culture, elle demeurera une propriété de la couronne ou sera abandonnée à l'exploitation forestière. La politique du gouvernement, qui n'est pas celle des gouvernements précédents, est de placer les colons sur des terres propres à la culture. Agir autrement équivaldrait à plonger les colons dans la misère. Nous voulons au contraire placer les colons sur des lots où ils pourront gagner leur vie.

Le député de Matane vient de raconter une histoire assez drôle, en disant que l'Union nationale a refusé ces lots à la compagnie Richardson. Jamais l'Union nationale n'a refusé ces lots de Saint-Paulin à la compagnie Richardson. Il ne se rappelle pas que ces lots ont toujours été la propriété de la compagnie? Elle ne pouvait donc pas en réclamer la possession. Bien qu'ils soient classés comme propres à la culture, on a donné l'ordre à la compagnie de s'abstenir de s'en servir pour de l'exploitation forestière.

S'il y a des demandes raisonnables pour la reclassification de ces lots, le ministère de la Colonisation va les faire reclassifier. S'ils sont propres à la culture et peuvent contribuer à

l'agrandissement de la paroisse, ils seront rétrocédés à la colonisation, même si la compagnie est contre le projet, quoi qu'elle en pense. Si ces lots sont impropres à la culture ils resteront là où ils sont. Nous ne les donnerons certainement pas à des colons car nous voulons pour ceux-ci des terres propres à l'agriculture.

Je n'ai pas été mis au courant des raisons qui ont incité les officiers de mon département à classifier les lots comme impropres à la culture, en 1942.

Après la déclaration que le député de Matane vient de faire, je veux lui montrer que nous sommes prudents avant d'être audacieux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque le bois est coupé sur un lot, on ne peut appeler cela un lot propre à la colonisation, parce qu'au début de son établissement un colon a besoin de bois pour vivre.

Quelles sont les sommes dues par les compagnies au gouvernement, pour droits de coupe et rentes de terres?

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Une somme de \$1,000,000 est actuellement due mais le gouvernement en perçoit tout le temps.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 15 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Commission d'assurance-maladie**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 51 instituant une Commission d'assurance-maladie.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) propose: Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à avancer, sur le fonds consolidé du revenu, à la Commission d'assurance-maladie de Québec, les sommes requises pour son fonctionnement en attendant l'adoption, par la Législature, du plan d'assurance-maladie prévu à l'article 14 de la loi qui accompagne la présente résolution.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande des explications.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): Le gouvernement veut donner suite au rapport de la Commission d'enquête sur les hôpitaux qui recommandait l'établissement d'une assurance-maladie généralisée financée par une contribution tripartite du gouvernement, de l'employeur et de l'assuré, et comportant une prime calculée non pas sur une base individuelle, mais par cellule familiale.

Désireux de protéger l'autonomie de la province dans le domaine de l'assurance-maladie, le gouvernement libéral a décidé de présenter ce projet qui a pour but de créer une commission qui sera connue sous le nom de "Commission d'assurance-maladie de Québec". La Commission, formée de trois membres et d'un secrétaire nommés par le gouvernement pour 10 ans, étudiera les divers aspects de cette question sociale de primordiale importance et, après consultation des corps intéressés, préparera un plan concret d'assurance-maladie généralisé qui sera soumis dès la prochaine session au gouvernement et à la Législature.

Il était opportun de créer une commission dont les membres auraient les droits et pouvoirs nécessaires pour mener à bien un projet de cette envergure. Le bill que j'ai l'honneur de soumettre à la Chambre énonce les divers problèmes qui devront être étudiés, établit la base du plan à préparer et donne une idée de la tâche qu'assumeront les commissaires.

Le plan définira notamment l'étendue des risques qui formeront l'objet de cette assurance, la nature des prestations, les modalités d'hospitalisation et des soins à domicile, la formation des organismes administratifs et consultatifs, les taux de contribution des employeurs et des assurés, le mode de perception des contributions, la responsabilité pour le paiement des primes en cas d'urgence. La Commission devra prévoir les modalités de l'assistance médicale à ceux qui ne pourraient bénéficier du plan d'assurance-maladie (tels que les visiteurs), et l'intégration du plan d'assurance-maladie dans un plan général de sécurité sociale embrassant les mesures existantes et à venir.

Le plan d'assurance élaboré par la Commission ne pourra être mis en vigueur qu'en vertu d'une loi de la Législature; en attendant, la Commission pourra recommander au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption, dans le cadre des lois existantes, de toute action jugée de nature à faciliter la transition du système actuel à celui indiqué dans le préambule de la présente loi.

Il sera loisible au lieutenant-gouverneur d'autoriser le trésorier de la province à avancer, sur le fonds consolidé du revenu, à la Commission d'assurance-maladie de Québec, les sommes requises pour son fonctionnement en attendant l'adoption, par la Législature, du plan d'assurance-maladie prévu ci-haut.

Il tient à dire, poursuit-il, que les recommandations de la Commission constitueront un projet de loi sur lequel la Législature sera appelée à se prononcer plus tard. La Commission étudiera la

situation alarmante de nos hôpitaux au point de vue financier, dit-il, aura le pouvoir de faire des enquêtes, d'assigner des témoins et de les interroger, avant de nous soumettre son plan. On lui donnera toute la latitude voulue pour accomplir sa tâche. Elle fera ensuite ses recommandations au gouvernement qui les considérera avec attention, et on peut être assuré d'avance que le gouvernement s'empressera d'y donner suite. J'ai confiance que la Chambre adoptera ce projet à l'unanimité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est singulier que ce soit l'assurance-maladie qui porte le gouvernement à songer au respect de l'autonomie de la province. Il y a d'autres domaines où elle est en danger. Elle n'est pas seulement nécessaire dans le domaine de l'assurance-maladie, mais dans tous les domaines. Nous n'avions pas besoin de cette loi pour conserver nos droits. Le principe est excellent, mais c'est une intervention maladroite. Elle est atrophiée et atrophiante. Le projet qu'on soumet à la Chambre est un projet qui projette. C'est une loi atomique; elle offre les caractéristiques d'une donation à cause de mort. On a déjà nommé une commission pour étudier la question.

C'est simplement une commission d'étude ajoutée à une autre qui a étudié pendant trois ans la question de l'assurance-maladie, entre autres choses, et qui a présenté son rapport au gouvernement il y a quelque temps. On veut en nommer une autre qui continuera d'étudier. Il y a treize ans que l'on étudie; déjà deux commissions ont fait rapport là-dessus, les commissions Montpetit et Lessard. Si le gouvernement veut continuer à étudier, il n'a pas besoin d'une loi, puisqu'en vertu des Statuts il peut nommer toutes les commissions d'enquête qu'il souhaite par simple ordre en conseil. Il me semble que le temps devrait être à l'action maintenant. La loi devrait être plus efficace.

Le projet de loi qui est devant nous est un autre exemple de ce que le gouvernement entend faire avant sa chute, qui adviendra avec les prochaines élections générales.

Des députés à droite rient.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce que le gouvernement désire, c'est, à la veille des élections, sentant sa fin prochaine, donner des positions à des amis de l'administration, parmi lesquels certains se trouvent peut-être en ce moment dans cette Chambre.

Tout ce que le gouvernement veut, c'est de tenter, par des manœuvres, de gagner les élections dont il a tant peur. La loi ne dit pas un mot des salaires qui seront attribués aux commissaires. On

limite le nombre des membres à trois; mais lorsque le président ou l'un des deux autres membres se déclarera incapable d'agir, par maladie ou pour une autre raison, le gouvernement pourra nommer un suppléant. Ainsi, le nombre des suppléants pourra être multiplié constamment. Ceci veut dire que nous pourrions avoir trois, six ou neuf commissaires.

La Commission procédera d'une drôle de façon. Plus il y aura d'enfants dans la famille, plus ça coûtera cher. Ce n'est pas ainsi que l'on devrait aider les familles nombreuses. Il faut avoir de l'audace pour présenter une telle législation. C'est le cas d'un débiteur qui dit à son créancier: venez mardi et je vous dirai quand revenir.

Il faut une loi qui s'impose par sa valeur intrinsèque. L'opposition est prête à collaborer à l'adoption d'une loi qui donne des garanties, une loi qui instituera un plan d'assurance-maladie conforme à nos lois et non d'une loi de machinations. L'opposition ne peut être en accord avec une loi qui ne spécifie pas les noms des membres de la commission, leurs salaires, le nombre de leurs employés, ni le coût d'un tel projet. L'opposition est en faveur d'une loi plus positive.

Après tout, l'assurance-maladie n'est pas une chose si difficile que cela à régler. Actuellement, la province a le système de l'assurance publique, un système défectueux créé par l'ancien régime libéral, qui ruine les municipalités et n'est pas plus juste pour les particuliers. On pourra reprocher à l'Union nationale de ne pas l'avoir changé, mais on ne peut tout faire en trois ans.

Ce n'est pas en créant une commission, ce n'est pas avec un atome législatif qu'on affirmera les droits de la province, mais en entrant dans le domaine des réalisations.

L'étatisation de la médecine n'est pas une bonne chose. Le médecin d'État ne vaudra jamais le vieux médecin de famille.

Quel salaire va-t-on payer aux membres de la Commission?

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): Ce n'est pas décidé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre nous le dira peut-être? Un des premiers devoirs du gouvernement est d'établir ce que sa loi va coûter. Le premier ministre devrait donner des détails plus satisfaisants.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'honorable chef de l'opposition n'a évidemment pas lu la loi.

S'il l'avait lue, il en aurait compris le sens. Il ne ferait pas la critique qu'il vient de faire. Nous constatons une fois de plus que l'honorable chef de l'opposition n'a pas changé. Le peuple le sait du reste. Bientôt, le peuple décidera s'il a été satisfait du gâchis administratif de 1936 à 1939 et s'il veut y retourner.

Jamais le chef de l'opposition n'aura l'opportunité de redonner au peuple une administration comme celle qu'il a connue pendant trois ans. Il n'y a aucune inquiétude à avoir à ce sujet, car tout le monde est sûr que le chef de l'opposition n'a pas changé et qu'il ne changera pas.

La santé publique, qui est essentielle à la santé économique d'un pays, n'est pas ce qu'elle devrait être dans la plupart des pays. La protection de la santé publique n'est pas un problème exclusif à la province de Québec. Il existe partout dans le monde, et partout on tente de le régler. Comme ailleurs, la santé publique souffre, dans la province de Québec, de la négligence de certaines familles, de l'indigence des familles nombreuses, du manque de médecins, etc. Dans plusieurs cas, la maladie est une conséquence de la misère ou de la pauvreté. Le peuple de la province est dans une situation difficile au point de vue santé publique, pour diverses raisons dont la principale sont les taudis.

De grands pays se sont émus de la situation et ont demandé à des experts de l'étudier puis de faire rapport à leur Parlement. Nous croyons que la province de Québec doit aller de l'avant. Le gouvernement nommera cette commission parce qu'il veut adopter un plan qui réponde réellement à tous les besoins de la province. Le gouvernement ne veut pas que la province de Québec tire de l'arrière dans ce domaine, pas plus que dans les autres; il y a dans cela une question d'humanité et de progrès tout court à considérer, car un peuple qui veut progresser doit pouvoir compter sur une santé publique forte.

C'est le devoir du gouvernement de voir à ce que les familles, quelque soit leur nombre, aient le droit à la santé. Nous voulons que le citoyen qui tombe malade et, est privé de son salaire, puisse recevoir les soins que requiert son état. C'est le devoir de la société et le gouvernement comprend son devoir qui est d'aider les familles nombreuses. Mon administration veut enlever aux plus pauvres, aux plus âgés, aux pères des familles les moins fortunées, l'inquiétude du lendemain, l'inquiétude des soins de la maladie des membres de leurs familles, l'inquiétude qu'une maladie subite vienne jeter le désarroi parmi elles et les priver du salaire dont elles ont besoin pour vivre.

Le gouvernement a prouvé, jusqu'ici, qu'il veut protéger la famille et, spécialement, les familles nombreuses. Il s'agit là d'un genre d'allocation familiale. Le père de famille qui élève de nombreux enfants est un citoyen envers qui la société a des devoirs tout particuliers. Sans être socialiste, je crois que lorsqu'un père de famille a rempli tous ses devoirs, n'a pas les ressources nécessaires et ne néglige rien pour élever de bons citoyens, je crois que ce père doit pouvoir compter sur la société, c'est-à-dire sur les secours de l'État. La responsabilité des familles nombreuses retombe à la fois sur le père, sur l'État et sur la société dans une large mesure. Aider les classes laborieuses dans le domaine de la santé publique, c'est une responsabilité sociale à laquelle aucun gouvernement ne doit se dérober.

Le chef de l'opposition prétend que nous voulons surcharger les familles nombreuses: c'est tout le contraire que dit la loi, car le père de famille nombreuse ne paiera pas plus de contributions que le célibataire. Le chef de l'opposition n'a pas étudié la loi, ne l'a pas comprise ou veut en déformer le sens.

Deux systèmes s'offraient au gouvernement. En vertu du premier, chaque individu devait contribuer au fonds d'assurance-maladie; selon le second, chaque chef de famille est appelé à contribuer, quel que soit le nombre d'enfants. C'est le deuxième que le gouvernement a choisi, parce qu'il considère qu'il favorise davantage les familles nombreuses.

Une loi d'assurance-maladie est nécessaire. L'opposition ne peut reprocher au gouvernement de n'être pas prêt à présenter une loi définie. Cette législation est nécessaire, mais elle ne peut être préparée immédiatement parce que les conditions changent constamment, tous les jours. De fait, à l'heure actuelle, aucun pays du monde n'est encore prêt à adopter pareille législation. Mais on s'y prépare dans les pays les plus progressifs.

C'est pourquoi nous voulons étudier le problème. Mais pendant que nous préparerons la législation, nous ne voulons pas que le fédéral prenne les devants et nous impose une loi. La commission sera nommée parce que nous ne voulons pas que le gouvernement fédéral nous impose un plan qui ne soit pas conforme aux besoins de la province ou les grosses familles sont en abondance. C'est là où intervient l'autonomie de la province - l'honorable chef de l'opposition ne s'en est pas aperçu. Si nous avons des responsabilités envers la province, le gouvernement central en a envers tout le Canada. Comment exiger du gouvernement fédéral quelque chose si nous ne faisons rien nous-mêmes?

Si nous ne faisons rien, nous n'aurons pas à nous plaindre ensuite que le gouvernement soit intervenu et nous ait imposé sa loi. Nous voulons administrer cette loi nous-mêmes. Nous sommes indépendants, à tous les points de vue, de toute administration qui n'est pas celle de la province, et nous voulons que ce soient nos vues qui prédominent, à Ottawa, avant qu'on légifère dans ce domaine. Nous voulons que, dans ce domaine de l'assurance-maladie, la mentalité et les traditions de notre province soient respectées.

De plus, l'attention du public n'est pas suffisamment éveillée sur cette question. Il est nécessaire aussi, avant qu'une loi d'assurance-maladie ne soit votée, que l'opinion publique soit convenablement préparée à l'accepter. D'ici à la prochaine session, pendant que la Commission poursuivra son travail et discutera son projet avec les têtes dirigeantes de la province, la population sera mise au courant de toutes les données du problème. Ensuite ce sera le temps de passer la loi.

Il y a de l'inquiétude parmi le peuple à l'heure actuelle au sujet de l'avenir. Une inquiétude d'autant plus grande qu'on ne sait pas quelle sera la situation après la guerre, lorsque tous les salaires actuels viendront à manquer à la fois. Le chef de l'opposition ne veut pas que nous commençons par le commencement et il voudrait voir déjà le couronnement de l'œuvre. Si on veut prévenir la misère après le conflit, il faut être prêt avec des lois sociales, des lois comme celle-ci qui ne crée pas seulement une commission d'étude mais une commission administrative. À la prochaine session, le gouvernement sera prêt à présenter une loi d'assurance-maladie. Nous aurons alors une loi définitive.

Il se peut que notre plan soit contraire à celui du gouvernement fédéral, mais à tout événement, il répondra à nos besoins. Ce sera une loi sociale, non pas socialiste, basée sur les réels besoins des familles nombreuses et qui enlèvera au père la crainte de voir les malheurs fondre sur lui et les siens avec la maladie. Elle aidera ceux qui sont le plus lourdement chargés. Sa qualité est d'être humaine. Les pères de familles nombreuses seront protégés car ils ne paieront pas plus que le célibataire. Il y a des gens qui croient que les allocations familiales ne sont pas une bonne chose. Pour ma part, je les appuie 100 %. Je crois que c'est une excellente chose, au contraire, parce que le père rend de grands services à l'État en élevant des enfants qui seront prêts à remplir tous leurs devoirs sociaux. Je considère comme un principe chrétien de porter secours à cette classe si intéressante et si utile de notre population.

J'entends passer avant Ottawa dans le domaine de l'assurance-maladie et je n'ai pas peur de prendre mes responsabilités.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre me fait un beau compliment en me disant que je n'ai pas changé. Je suis resté le même homme qu'en 1936 et en 1939. Mais le premier ministre est méconnaissable! C'est le modèle du changement. Toutes ses attitudes sont contradictoires.

L'Union nationale a respecté ses engagements à l'égard des familles nombreuses. Nous n'avons pas établi des commissions. Nous avons aidé efficacement la famille en organisant le prêt agricole, en donnant des pensions aux vieux et aux vieilles, aux mères nécessiteuses, aux orphelins, aux aveugles. Il est nécessaire de protéger la famille, mais il ne faut pas procéder en passant des lois qui ne veulent rien dire. Le meilleur moyen de protéger la santé publique, ce serait de donner des terrains de jeux aux enfants, des salaires à ceux qui n'ont pas de travail, et de commencer par faire disparaître les taudis qui sont des foyers de tuberculose.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Combien le chef de l'opposition en a-t-il fait disparaître?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons commencé par faire disparaître l'administration libérale de 1936, qui était un danger pour la population. Nous avons ensuite établi des terrains de jeux pour les enfants. L'un des moyens de protéger la santé serait d'abolir tous les taudis dans la province. Le premier ministre, s'il avait été conséquent avec lui-même, aurait dû dire aux gens d'Ottawa: "Vous allez nous aider à construire 600,000 maisons¹ saines et hygiéniques pour les ouvriers au lieu de donner \$2,000,000,000² à l'Angleterre."

Si le problème est urgent, une loi efficace s'impose. Le problème est étudié depuis longtemps. Le temps d'agir est arrivé. L'opposition est incapable de contribuer à une loi qui n'est qu'une mesure dilatoire. Cette loi n'avance rien et l'opposition est contre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement a de multiples raisons de retarder à l'an prochain la présentation d'une loi. Tout d'abord, il ne veut pas se mettre dans la position du chef de l'opposition et faire comme l'Union nationale qui présentait une loi à une session et la rappelait à la session suivante. Voilà pourquoi l'on préfère étudier

avant d'agir. L'étude, ça sert à quelque chose, même au chef de l'opposition et au premier ministre actuel. Il y a beaucoup de raisons d'agir prudemment. Dans des questions aussi importantes, la prudence demeure la meilleure politique. Si le chef du gouvernement de l'Union nationale avait été plus prudent non seulement dans ses lois, mais dans ses déclarations, sa carrière compterait moins de faux pas.

D'autre part, l'assurance-maladie est du domaine provincial. Il faut voir ce que feront les autres provinces. Le gouvernement veut prendre ses précautions afin de prévenir une législation fédérale qui pourrait ne pas nous convenir. Il est nécessaire que les efforts des provinces et du fédéral, en cette matière, soient coordonnés.

Le gouvernement fédéral songe à voter une loi. S'il fait preuve de bonnes dispositions par une contribution, Québec sera prêt à coopérer afin d'obtenir cette contribution du pouvoir central. Une législation hâtive serait inopportune et ne donnerait aucun résultat pratique. La collaboration avec Ottawa est nécessaire si l'on veut éviter la dualité d'action, la mésentente et les activités contradictoires dans le même champ d'action. Les contradictions se font toujours aux dépens du peuple. L'argent qui se dépense au Canada est l'argent de toutes les provinces du pays.

Lorsque le fédéral et les provinces déploient leur activité dans le même champ d'action, s'il se produit des erreurs, c'est le peuple qui paie pour. Nous collaborerons avec tout gouvernement fédéral qui fait son devoir, comme dans le passé, qu'il soit rouge ou bleu. De fait, nous sommes prêts à coopérer avec toutes les provinces pour le bien du pays. Aujourd'hui, la collaboration entre les provinces d'une part et le fédéral et les provinces d'autre part est plus nécessaire que jamais. Nous sommes citoyens de notre province, mais je voudrais bien que, de l'autre côté, on se rende compte que nous sommes aussi citoyens du Canada et que toutes les actions du gouvernement fédéral se reflètent sur toute la population du pays.

Nous devons coopérer, mais dans cette collaboration il n'est point nécessaire d'abandonner aucun de nos droits. Et il est de notre devoir de présenter une loi qui réponde aux besoins du Québec, tout en coopérant avec le fédéral qui paiera sa part des contributions et exercera une surveillance sur l'application de la loi. Le gouvernement veut que les conditions de Québec soient bien établies avant qu'Ottawa ne légifère. Et c'est pour cela qu'on a fixé une base contributive égale, sans tenir compte du nombre d'enfants.

L'injustice sociale est un problème global et ce qui se passe dans un pays a des répercussions dans un autre. Après quatre années de guerre, nous comprenons certes que nous ne pouvons rester indifférents à ce qui se passe dans les autres coins du monde. Nous avons appris que ce qui arrive à un membre affecte tout le corps. Toutes les nations sont concernées dans une guerre mondiale comme dans la préparation de la paix. Le Canada ne peut rester indifférent sur cette question, pas plus que Québec ne peut l'être vis-à-vis de ce qui se passe dans les autres province et à Ottawa. Il faut voir ce qui se passe ailleurs et avoir à cœur de donner une large contribution à la vie canadienne.

Après la guerre, les nations seront de plus en plus rapprochées. La société de demain sera de plus en plus liée dans le monde entier, et si tous les peuples collaborent entre eux, il leur sera plus facile de supporter les misères que nous réserve peut-être l'après-guerre. Il faut prévenir, le plus possible, les souffrances de l'après-guerre. Il faut prévenir aussi les souffrances que pourront nous apporter la mentalité, la vie sociale et la vie économique des autres nations. Nous ne pouvons vivre seuls dans le monde, non seulement comme province, mais aussi comme pays. Il s'attend, dit-il, à ce qu'il y ait une plus grande coopération entre les nations, une fois que la paix sera assurée, afin que le bonheur et le confort puissent être restauré parmi les populations. Le Canada fera sa part dans ce sens.

Nous n'abandonnons aucun des droits sacrés de la province de Québec, mais nous travaillons à les rendre plus forts.

M. Chaloult (Lotbinière): La loi n'est peut-être pas aussi bonne que semble le dire le gouvernement ni aussi mauvaise que semble le dire le chef de l'opposition. Le premier ministre parle de collaboration avec Ottawa et j'ai quelque chose à dire à ce sujet. Le premier ministre a raison, en principe, de prêcher la collaboration avec le pouvoir central. La province devrait collaborer avec le gouvernement fédéral. Mais en pratique, nous assistons non pas à la collaboration de Québec avec Ottawa, mais à l'asservissement et à l'abandon de la Législature du Québec au fédéral. Je suis pour la collaboration mais non pour la subordination.

Pourquoi toujours parler de collaboration avec Ottawa? C'est une véritable hantise. Est-ce que M. King dit constamment qu'il veut collaborer avec les provinces? Je ne vois pas pourquoi le premier ministre doit parler continuellement de sa collaboration avec Ottawa. Et ces manifestations de

coopération si répétées de la bouche de notre premier ministre, quand il s'agit de nos droits, sont symptomatiques de la manière libérale; il y a des coopérations qui sont des asservissements. Nous devrions plutôt protester de notre opposition à toute tendance centralisatrice.

Il vaudrait mieux réclamer sans cesse nos droits qui relèvent surtout de la province et non pas d'Ottawa. La Constitution canadienne délimite très clairement la juridiction des provinces et du pouvoir central dans divers domaines et l'on sait que les lois sociales et civiles relèvent de la province de Québec et non d'Ottawa. Ottawa ne peut rien faire en ce domaine sans le consentement des provinces. On devrait s'opposer à l'empiètement. Notre province est la gardienne de ses lois civiles et sociales et cela ne regarde pas Ottawa.

Je suis donc pour la collaboration mais non pour l'asservissement. On devrait collaborer, mais dans la limite de la revendication ou du maintien de nos droits. La province a tendance, à l'heure actuelle, à abandonner progressivement, en douce, à la manière libérale, ses droits, ce qui est de son ressort exclusif. L'attitude logique de notre gouvernement serait plutôt de s'opposer aux empiètements que de tendre continuellement mais sourdement vers l'abandon de nos droits.

D'autre part, j'approuve le principe du projet de loi, que je trouve conforme à notre programme et de nature à aider les familles nombreuses. Au surplus, une telle loi est des plus urgentes, malgré les imperfections qu'elle peut comporter sous sa forme actuelle. Elle pourra être excellente pour la bonne raison que la province détient, malheureusement, le record des maladies au Canada, comme en font foi les statistiques du gouvernement d'Ottawa. La tuberculose, par exemple, fait le double de victimes dans notre province qu'en Ontario. J'attribue pour une large part la médiocrité de notre santé publique à la pauvreté de nos gens.

Je suis d'avis, cependant, que le gouvernement aurait dû présenter un projet de loi définitif, instituant un système d'assurance-maladie. Mais je comprends que le gouvernement ne peut faire autrement que de nommer une commission d'étude. Car les membres du cabinet ne sont pas compétents pour régler ce problème. Ce retard prouve que nous avons raison de réclamer un conseil économique établi de façon permanente avec des spécialistes en économie qui auraient pu avoir pour mission de préparer le projet de loi.

Néanmoins, je voterai en faveur du projet de loi tel que présenté par le ministre de la Santé et du

Bien-être social (l'honorable M. Groulx). Pour ce qui est de la formation de la Commission, je crois que le Dr Jean Grégoire, sous-ministre de la Santé, ferait un excellent commissaire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui seront les membres de cette Commission?

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): Je ne peux dire quels seront les commissaires ni quels salaires on leur paiera.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a oublié de remercier les communautés religieuses pour leur dévouement dans le domaine de l'assurance publique.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): La Commission qui sera nommée préparera non seulement la loi qui doit être adoptée à la prochaine session de la Législature, mais sera appelée à l'administrer. Le gouvernement nommera les hommes les plus compétents. Ces personnes seront nommées pour 10 ans, parce qu'on a trouvé raisonnable de leur garantir assez de temps pour assurer le succès du nouveau système et parce que nous voulons leur fournir une certaine sécurité; autrement elles ne voudront pas faire partie d'une telle commission. Elles n'auront pas le droit de s'occuper d'autre chose.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Voilà l'affaire. Il s'agit toujours de la plaie du chômage. On veut favoriser de nouveaux amis. C'est ridicule de nommer une commission pour préparer un plan et de dire que les membres resteront en fonction pendant 10 ans. S'il fallait que leur plan ne soit pas accepté par la Législature? À la veille des élections, vous nous demandez de nommer trois de vos amis pour 10 ans. Lorsque je retournerai au pouvoir dans quelques semaines, je ne reconnaitrai aucune des nominations faites par le gouvernement actuel à la veille des élections. L'Union nationale mettra les membres de cette Commission dehors.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): La première commission a fait enquête sur la situation financière des hôpitaux; celle qu'on veut créer préparera un plan d'assurance-maladie.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition va constater que ces menaces n'effaroucheront personne.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel en sera le secrétaire?

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): Je ne le sais pas non plus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre s'attend-il d'avoir plusieurs demandes?

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): Oui, beaucoup.

M. Chaloult (Lotbinière): Quel traitement va-t-on donner aux commissaires?

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): La question n'a pas encore été étudiée. Cela dépendra évidemment de ceux qui seront choisis.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand le premier ministre va-t-il faire des élections?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Préparez-vous. Je l'ai déjà dit, ce sera comme dans l'Évangile: elles surviendront comme un voleur dans la nuit, au moment où vous vous y attendrez le moins.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre veut-il dire que le gouvernement veut voler les élections?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Souriant) Nous n'avons pas fini notre travail d'organisation. Dans le moment, nous ne sommes certains que de 80 comtés et nous sommes à organiser les autres (Rires)

La résolution adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) propose que la résolution soit maintenant agréée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne peux approuver un projet de loi pré-électoral de cette nature.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Robidoux, Rochette, Sabourin, 43.

Contre: MM. Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 instituant une Commission d'assurance-maladie soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Robidoux, Rochette, Sabourin, 43.

Contre: MM. Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Cette Commission est une corporation revêtue de tous les droits et pouvoirs appartenant en général aux corporations, ayant son siège social en la cité de Québec et composée d'au plus trois membres nommés pour dix ans par le lieutenant-gouverneur en conseil."

Des députés de la gauche posent des questions.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): Il se peut qu'on nomme un médecin, un avocat et un homme de la finance dans la Commission.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La Commission sera, avant tout, une commission administrative.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour administrer quoi?

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Les derniers sacrements à l'opposition.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 19, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et l'a adopté sans l'amender.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, comme dans le cas du vote précédent. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:**Budget des dépenses
1943-1944**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-quatorze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Arpentages (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement aurait dû protester énergiquement contre les restrictions imposées par Ottawa à l'usage de l'électricité pour les fins de l'industrie du papier à journal dans la province. On n'aurait jamais dû soumettre à des mesures sévères de restrictions une industrie stable comme celle du papier à journal, qui donne constamment du travail à un grand nombre d'ouvriers. Cette question intéresse Trois-Rivières et les villes avoisinantes. Sous prétexte qu'il y avait disette d'électricité en notre province, on a diminué la production de nos moulins de 15 %, désorganisant une industrie qui est fondamentale chez nous, avec la conséquence que des ouvriers ont été envoyés dans d'autres industries, obligeant de vieux ouvriers à se chercher du travail ailleurs. Des travailleurs ont perdu leur foyer, compliquant les problèmes d'aujourd'hui et de demain. Cette restriction gêne le travail de reconstruction d'après-guerre.

Or, jamais prétexte n'a été plus faux et plus ridicule. La province de Québec est le troisième pays du monde en matière de forces hydrauliques. L'industrie hydraulique est la plus grosse de la province avec ses 56 moulins, 17,387 employés à l'usine et 50,000 de plus dans les champs. C'est également un moyen de premier ordre pour l'obtention d'échanges à l'étranger, mais des complots sont en train de ralentir la production tandis que la Finlande, la Norvège et la Suède ne peuvent fournir aux besoins.

Cette affaire de disette a été inventée de toutes pièces par M. Symington, qu'Ottawa a nommé

contrôleur d'électricité et qui n'aurait jamais dû occuper cette situation parce qu'il est intéressé dans la compagnie Price et dans tous les grands trusts du pays. Le résultat, c'est que nous avons perdu une chance unique de nous emparer des grands marchés américains. Pour nuire à la province de Québec, on y a imposé des restrictions presque deux fois aussi onéreuses que celles que l'on a imposées en Ontario, pourtant plus pauvre en matière d'énergie électrique. Les restrictions imposées à la fabrication du papier, chez nous, constituent un empiètement intolérable du gouvernement fédéral sur les droits de notre province. Ottawa n'a pas le droit de se mêler de cette question qui est une affaire provinciale puisqu'elle regarde les ressources naturelles.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):

L'honorable chef de l'opposition a parlé d'une question extrêmement importante, mais elle n'est pas aussi tragique qu'il veut le faire croire. Il est vrai que l'on a réduit la production du papier à journal au Canada, en 1942, de 10 %, et non de 15 %, dans les usines à papier pour économiser l'électricité. Nous avons protesté et tenu plusieurs conférences avec les autorités fédérales et on nous a répondu que c'était une mesure temporaire. J'ai le plaisir d'annoncer à la Chambre que les pourparlers que nous avons eus après la lettre de mon prédécesseur ont assuré à la province de Québec un traitement de faveur du gouvernement fédéral.

Toute restriction sur l'utilisation de l'électricité du Québec pour les fins de l'industrie du papier ont été abandonnées par M. Symington et sont disparues depuis quelques semaines, et ce, grâce aux multiples interventions du gouvernement provincial. Nous avons maintenant la distinction d'être actuellement la seule province du Canada où il n'y a aucun contrôle central en ce domaine. Québec est le troisième plus gros producteur mondial d'électricité et possède actuellement des ressources suffisantes pour tous ses besoins.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La province ne demande pas de faveur. Elle veut justice et il faut le dire à tous les extrémistes de tous les partis. Cette déclaration du ministre prouve, dit-il, qu'il avait raison de dire que la pénurie de l'électricité était ridicule, quand Québec occupe le 3^e rang, parmi les pays du monde, au point de vue des richesses hydrauliques. C'était une criante injustice de voir des ouvriers s'expatrier à cause de la réduction de la fabrication du papier à journal. Je demande au gouvernement d'avoir l'œil ouvert: ce que l'on veut,

en certains milieux, c'est ruiner la province de Québec. Dans le Québec ce n'est pas la force qui prime le droit, c'est le droit qui fait la force. Notre province peut être citée en exemple comme coin de terre où les droits des minorités sont les mieux respectés.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):

Lorsque de la discussion sur la restriction de l'électricité et sur ses effets sur la loi de l'observance du dimanche, le gouvernement attendait un rapport du bureau de l'électricité. D'après la Régie des services publics, il manquait, au milieu de 1942, environ 300,000 chevaux-vapeur pour les besoins de l'industrie en notre province.

Nous devons les réserver pour les besoins les plus pressants. Il est donc inutile d'accuser M. Symington d'avoir voulu causer du tort à la province en réduisant la fabrication du papier. Ce n'est pas une invention, puisque la chose a été contrôlée par un organisme provincial. Mais le gouvernement a pris la situation en main et l'a réglée à la satisfaction de tous.

C'est certainement en présence de ces chiffres que le pouvoir central a décidé de contrôler l'usage de l'électricité dans une certaine mesure. La situation s'est améliorée, grâce surtout au fait que le gouvernement a consenti les baux nécessaires à l'Aluminum Company pour la construction du barrage aux Passes-Dangereuses.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement devrait s'assurer qu'une situation semblable ne se reproduise pas.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Plutôt que de se faire exploiter, la province est à présent dans une position avantageuse.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité est lue et agréée.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 15 juin 1943**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Sucre de betterave à Saint-Hilaire**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 54 concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire.

Par ce projet, il s'agit de créer une corporation pour administrer les affaires de cette manufacture et de créer une coopérative de producteurs de sucre de betterave.

Adopté après division. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 54 concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire.

Adopté.

Subsides:**Budget des dépenses 1943-1944**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent vingt-six mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose quelques questions au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) concernant les développements faits à Manouan, aux Passes-Dangereuses et à Shipshaw.

Il fait l'historique de l'établissement de la compagnie en cette province. La compagnie aurait une forte emprise sur le gouvernement de Québec, dit-il. Sous les régimes libéraux, elle a obtenu des privilèges exorbitants de toutes sortes, elle a violé impunément les lois de la province, et le gouvernement actuel lui a accordé des faveurs que l'Union nationale lui avait toujours refusées. L'ancien gouvernement libéral lui a permis d'établir une ville fermée avec des sujets américains comme maires et conseillers. L'Aluminum Company mène le gouvernement à un tel point que les gens du district du Lac-Saint-Jean se demandent s'ils vivent dans la province de Québec ou la province de l'Aluminum Company.

Sous mon règne, M. Powell, président de la compagnie, est venu me demander des privilèges au sujet des Passes-Dangereuses. L'Union nationale lui a refusé le pouvoir de développer la rivière Péribonka et de construire le barrage des Passes-Dangereuses. L'Union nationale ne voulait pas céder à cette compagnie l'une des chutes les plus puissantes et les plus riches de la province. Cependant l'Union nationale a insisté pour que la compagnie développe son usine au coût de \$5,000,000. Mais après l'élection de 1939, la compagnie a obtenu ce qu'elle voulait.

Au mépris de toutes les lois de la province, sans déposer les plans et devis nécessaires, sans obtenir l'autorisation préalable, la compagnie d'Aluminum a commencé illégalement les travaux du barrage. Elle s'est fait accorder les ressources de la province à des conditions scandaleuses, parce qu'elle se sentait maîtresse du gouvernement. Le gouvernement s'est croisé les bras et a laissé la compagnie ravager nos plus belles forêts alors qu'il avait le pouvoir de faire démolir ces travaux.

Il lui a permis d'empêcher, pour des années à venir, tout système d'étatisation d'électricité sur le

territoire provincial parce qu'elle contrôle un développement possible de 1,000,000 de chevaux-vapeur. M. Ikes l'a dénoncée aux États-Unis et M. Coldwell l'a dénoncée récemment à la Chambre des communes. Le gouvernement s'est mis à genoux devant la compagnie et la félicite indirectement d'avoir violé les lois de cette province.

L'Aluminum Company a inondé des terres propres à la culture, nuï aux pêcheries et laissé pourrir des millions de cordes de bois en un temps où nous souffrons de la rareté du bois de chauffage. Le gouvernement lui a concédé, en 1940, un privilège de 30 ans et, en avril dernier, un bail de 75 ans à un taux allant de \$20,000 à \$120,000 par année pour le développement de 1,000,000 de chevaux-vapeur. Les actes du gouvernement actuel constituent une trahison nationale et un abandon. Les Canadiens français veulent être maîtres chez eux.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):

Le chef de l'opposition a déjà fait entendre ce conte à la Chambre. Il a ressassé une vieille histoire dont il a été question plusieurs fois déjà à cette session-ci. La compagnie a déjà dépensé plus de \$1,000,000,000. De quoi le chef de l'opposition a-t-il à se plaindre, si des gens de l'extérieur viennent investir ici leurs capitaux en se conformant aux lois de la province?

Mais le chef de l'opposition, en nous reprochant d'avoir accordé un bail pour le développement possible de 1,000,000 de chevaux-vapeur, oublie une chose essentielle. Il oublie de dire que cette compagnie détient, depuis 1900, en vertu de sa charte, le pouvoir d'exploiter la rivière Saguenay.

Au début de la guerre, la compagnie a demandé la permission de construire des barrages de régularisation des eaux. Le gouvernement lui a donné cette permission moyennant certaines conditions. En vertu de son contrat avec le gouvernement, la compagnie est tenue de payer \$1 du cheval-vapeur d'emmagasinement produit. Elle doit payer, en définitive, un montant minimum de \$25,000 et un montant maximum de \$125,000. Pour la première fois depuis que le gouvernement traite avec des compagnies désireuses de construire des barrages, le gouvernement a exigé de la compagnie de l'Aluminum qu'elle paie un montant pour la protection des pêcheries sur le territoire concédé. Ce montant a été fixé à \$50,000 et payé.

Elle a été tenue aussi de payer aux concessionnaires des droits de coupe pour le bois inondé. Il est évident qu'il eût été préférable que ces

terrains boisés fussent exploités à 100 %, mais les nécessités de la guerre ne l'ont pas voulu et la compagnie a été empêchée de couper le bois avant d'inonder des régions, mais il n'y a rien de scandaleux là-dedans.

Le gouvernement a imposé des conditions onéreuses à la compagnie, et sans la guerre, nous n'aurions jamais eu ce gigantesque développement qui constitue un gros actif pour Québec. Sans compter que ces barrages ont empêché les inondations printanières de la région du lac Saint-Jean, puisqu'ils ont contribué à régulariser les eaux du printemps. La compagnie n'a reçu qu'un traitement d'affaires et honnête.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre des Terres et Forêts n'a répondu à aucune des accusations que j'ai portées, surtout à celles ayant trait aux illégalités de la compagnie. Il n'a nié aucun des faits que j'ai cités et il n'est pas capable de répondre. Pendant que le peuple de Québec paie 48 % en taxes de toutes sortes, le gouvernement d'Ottawa accorde pour \$150,000,000 d'exemptions de remise en impôts anticipés à l'Aluminum et le gouvernement de Québec se dépouille de ses ressources naturelles les plus riches en faveur de la compagnie. Et puis, pourquoi limiter à \$125,000 le prix que la compagnie doit payer pour développer 1,000,000 de chevaux-vapeur, si le prix du cheval est de \$1?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les déclarations du chef de l'opposition ne m'impressionnent pas plus qu'elles n'impressionnent la province. Si le gouvernement n'a rien autre chose à se reprocher que d'avoir favorisé dans toute la mesure du possible le développement de l'Aluminum Company, il sera sûrement réélu. Ces attaques sont du réchauffé et le public les entend pour la 128^e fois.

La compagnie fait actuellement un développement considérable au Lac-Saint-Jean. Elle dépense à Arvida pour \$400,000,000 de capitaux, dépenses qui sont payées aux ouvriers québécois. En salaires seulement, elle paie aux ouvriers de chez nous un montant de près de \$4,000,000 par mois. Aucune compagnie n'a dépensé plus dans Québec que l'Aluminum et nous lui continuerons notre coopération.

En disant que cette compagnie, par son expansion à travers la province, va nous mettre dans une fâcheuse position pour l'après-guerre, le chef de l'opposition n'a pas beaucoup d'imagination. Le chef de l'opposition n'a apparemment pas vraiment songé

à l'effort de guerre dans sa critique de la position du gouvernement, mais le travail de préparation à la guerre assurera toute cette industrie d'après-guerre pour nos enfants. Ce sera une industrie qui va nous permettre de passer à travers la crise de l'après-guerre, car on sait que ces matériaux peuvent être utilisés de diverses façons.

Cette compagnie a construit des usines en diverses parties de la province. Je suis intervenu moi-même pour qu'elle distribue ses usines à travers la province, afin de diversifier l'emploi de la main-d'œuvre, là où elle peut réussir et aider le gouvernement si les deux comprennent leur intérêt respectif. Après la guerre, le gouvernement prévoit que les soi-dits démobilisés arriveront par centaines et par milliers. Il faudra les aider à se réadapter à la vie civile. Il y aura des centaines de mille ouvriers et ouvrières des usines de munitions auxquels il faudra donner du travail.

C'est à l'aide de ces vastes industries que le gouvernement pourra remplir son devoir à cet égard. C'est pour cela que nous avons demandé à l'Aluminium Company de diversifier ses produits et d'établir des usines dans diverses parties de la province, à Beauharnois, à Montréal et à Trois-Rivières. Les possibilités de l'Aluminium seront alors mises à profit.

La compagnie a ouvert des usines secondaires pour la transformation de l'aluminium qu'elle fabrique. Elle fabriquera toutes sortes d'ustensiles d'aluminium, car ce métal peut servir aux usages les plus variés. Actuellement, on produit à Arvida 45 % de l'aluminium nécessaire aux Alliés, et c'est dans l'intérêt de la province de Québec que cette industrie soit établie chez nous. Après la guerre, ses usines se trouveront plus près des centres et plus faciles d'opération. On pourra en faire des entreprises viables.

Les multiples emplois de l'aluminium permettront qu'on compte sur elles pour la préparation de l'après-guerre. La compagnie constitue, en somme, l'une des organisations sur lesquelles il faudra compter pour l'après-guerre, parce qu'elle fabrique l'un des matériaux dont on aura le plus besoin, elle sera un facteur de prospérité chez nous parce qu'elle a diversifié son industrie de façon à profiter du marché de l'après-guerre.

La compagnie Aluminum peut être assurée qu'elle sera bienvenue dans la province et qu'elle sera protégée aussi longtemps qu'elle respectera nos lois, qu'elle traitera ses ouvriers avec humanité, qu'elle paiera des salaires humains, qu'elle nous apportera des capitaux qui nous aideront à développer nos richesses naturelles. Nous coopérerons avec elle, ayant l'intérêt de la province en vue.

Si le gouvernement n'avait pas profité des circonstances pour favoriser le développement de Shipshaw, le chef de l'opposition serait le premier à me le reprocher. En agissant ainsi, moi-même je suis convaincu de servir l'intérêt de ma province et de préparer son avenir. Il nous faut développer nos ressources naturelles pour l'après-guerre et nous ne faisons que notre devoir en regardant vers l'avenir.

Le peuple de cette province n'est pas jaloux de ceux qui ont de l'argent, peu importe d'où qu'ils viennent, pourvu qu'ils l'utilisent bien. Le gouvernement de la province n'a jamais refusé à des Canadiens français le privilège de développer les ressources naturelles de la province de Québec. Mais, puisqu'il faut dans le moment s'adresser à du capital étranger pour mettre en valeur le coin le plus riche du monde en richesses naturelles, lesquelles constituent actuellement un capital mort, ce capital étranger est le bienvenu chez nous s'il veut se conformer à nos lois et bien traiter nos ouvriers.

C'est le devoir du gouvernement d'attirer chez nous le capital étranger, pourvu qu'il offre des garanties de productivité. Si c'est cela qui fatigue le chef de l'opposition, ça va le fatiguer longtemps, car après la guerre, le capital étranger entrera en volume considérable dans notre province pour nous aider à développer nos ressources naturelles. Je ne comprends pas la théorie de ceux qui ont de grandes ressources à mettre en valeur, qui n'ont pas d'argent pour le faire et qui ne veulent pas coopérer avec ceux qui peuvent faire profiter ces richesses.

C'est beau de parler de millions de chevaux-vapeur, mais qu'est-ce que cela valait du temps de l'Union nationale? Si l'Union nationale était restée au pouvoir, il n'y aurait pas présentement une possibilité de 1,000,000 de chevaux-vapeur au Lac-Saint-Jean, car le chef de l'Union nationale a refusé la demande de la compagnie de développer ce coin de terre. Le chef de l'opposition a dit que nous devrions garder ces ressources du lac Saint-Jean pour faire concurrence au trust. Et pas moins de 10 fois déjà, il a déclaré ici même qu'il est impossible de faire l'étatisation de l'électricité. Ce qui est vrai, c'est qu'il n'y a jamais pensé. Il peut tout à son aise parler de la concurrence à faire au trust, mais il n'en reste pas moins vrai que, si jamais un gouvernement fut assujéti aux trusts, ce fut bien le sien. Personne ne croit plus ces déclarations dans la province.

Nous ne sommes pas en faveur des trusts, dans le sens qu'on donne généralement à ce mot, mais nous n'avons aucune objection à ce qu'on vienne dépenser des capitaux chez nous. Si nous n'avions pas accepté cette aide, nous serions des

criminels, car ce développement est tout à l'avantage de la province de Québec. Je crois dans la permanence de l'industrie de l'aluminium dans la province, à condition qu'elle se diversifie et nous travaillons avec elle pour le bien de la population canadienne-française dans l'avenir. La compagnie devra diversifier ses produits pour faire profiter ses millions.

Mon gouvernement offre la même coopération à tous ceux qui ont des capitaux. Dans 25 ans, à cause de ses immenses ressources et de sa situation géographique, le Canada, petit pays par la population, aura doublé sa population et sera devenu un des plus grands pays du monde, un pays industriel prospère et influent dans le concert des nations, à condition qu'on coopère avec ceux qui veulent travailler avec nous, que les autres provinces fassent comme la province de Québec pour le développement de leurs ressources.

Les Canadiens, de race et de croyance différentes, peuvent faire du Canada un pays que nos enfants ne reconnaîtront pas. C'est pour les générations qui montent, qui viendront après nous que nous travaillons, pour ceux que nous voulons heureux, nos enfants. Pour atteindre ce but, pour développer le Canada et enrichir les Canadiens, il faut que tous les Canadiens s'entendent et il faut que les gouvernements soient prévoyants en faisant valoir au centuple nos richesses naturelles. Nous ne devons pas les laisser inexploitées, afin d'agrandir notre patrimoine et de le transmettre plus beau à nos enfants.

Ce n'est pas pour rien que la Providence nous a donné ces abondantes ressources: c'est pour que nous les utilisions et que nous ne les laissions pas enfouies sous le boisseau. Le denier qu'elle a mis en terre chez nous, c'est notre devoir de le faire fructifier. L'homme qui possède un talent doit le faire fructifier. C'est son devoir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a parlé longtemps pour ne rien dire. Il n'a pas nié que cette compagnie avait violé les contrats. Des mots, des mots et les droits de la province s'en vont. La meilleure façon de préparer l'avenir, c'est de conserver les ressources naturelles que la Providence nous a données et de rester maîtres chez nous. C'est le devoir du gouvernement. Ces ressources appartiennent à la nation et c'est sur elles qu'est basée la survie de la race canadienne-française. Le peuple a droit à autre chose que des gages. Il peut aussi escompter des profits. Donner les profits aux étrangers, c'est là une œuvre de trahison.

Préparer l'avenir, c'est se tenir debout et empêcher les grosses compagnies de s'emparer de nos richesses. Le premier ministre prétend que l'aluminium sera une panacée pour l'après-guerre, mais des industries temporaires comme celle de l'Aluminum contribueront à aggraver la crise d'après-guerre. Le président de la compagnie a lui-même déclaré qu'après la guerre les manufactures seraient fermées parce qu'il n'y aurait pas de marchés. La grande partie de la compagnie Aluminum sera inactive et partout les usines n'auront pas besoin d'électricité.

L'Aluminum a fait des développements sous l'Union nationale, mais de façon profitable à la province. On l'a empêché de faire des empiètements. Le pouvoir de la Péribonka a été sauvé. Le premier ministre peut être content que nous ayons les salaires et que les profits aillent aux étrangers, mais je ne partage pas cette politique. Des centaines de millions vont à la compagnie et de petits gages aux nôtres. Jamais nous n'avons assisté à un abandon semblable. Nous ne voulons pas que les nôtres soient toujours des manœuvres, quand les richesses nous appartiennent.

Je ne sais pas dans quel but le gouvernement continue ses abandons, à la veille des élections de 1943.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) passe en revue l'argumentation du chef de l'opposition et explique les diverses transactions qui ont été faites. Si le gouvernement actuel a laissé l'Aluminum Company faire des travaux sans plans, dit-il, le gouvernement de l'Union nationale a fait la même chose pour la compagnie Belle Terre dans l'Abitibi. Par surcroît, le gouvernement a exigé compensation aux concessionnaires pour tout le bois noyé par le barrage des Passes-Dangereuses.

M. Chaloult (Lotbinière): Le premier ministre a le don d'élargir les cadres d'une discussion et de s'élever au sommet. Je n'ai pas l'intention de discuter la question de l'Aluminum à mon mérite. Je veux plutôt suivre le premier ministre sur le terrain plus élevé où il a placé le débat.

La scène qui vient de se dérouler me rappelle ce qui se passait sous le régime Taschereau, lorsque j'étais étudiant et que je venais en Chambre entendre les débats, en 1932, 1933 et 1934, alors que le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) était chef de l'opposition. Le premier ministre du temps se faisait le champion des trusts et le chef de l'opposition que j'admirais, parlait comme il a parlé ce soir. Nous avions une très grande confiance en lui. Il a pris le

pouvoir et nous savons ce qu'il a fait. J'approuve presque tout ce qu'il a dit ce soir. Le malheur, c'est que rendu au pouvoir, il n'ait plus la même attitude.

Je suis en faveur de l'exploitation de nos ressources naturelles, mais par les nôtres et au profit des nôtres. L'attitude du premier ministre semble démontrer qu'il est d'opinion que c'est un rôle de domestique qui nous convient. Je ne suis pas prêt à accepter cela. Les nôtres sont les premiers occupants. Ils ont des droits sur les ressources naturelles de la province. Ils sont justifiables de croire qu'eux aussi ils peuvent être patrons au lieu d'être toujours les ouvriers et les porteurs d'eau. Il est peut être opportun d'accorder parfois des privilèges, mais avec des restrictions au bénéfice des Canadiens français.

Le premier ministre se réjouit que l'Aluminum dépense des millions et verse d'autres millions en salaires. C'est cela, les profits continuent à tomber dans les poches des capitalistes étrangers et nous ne récolterons que les salaires, souvent non équitables. C'est la politique Taschereau qui se continue. Les compagnies étrangères ne viennent pas s'établir chez nous pour nous faire plaisir, mais pour faire de l'argent. C'est le devoir du gouvernement de leur imposer des conditions qui favorisent les nôtres.

Il aurait dû exiger par exemple que tous les chefs de l'Aluminum soient des Canadiens français; cette condition permettrait l'emploi de nos techniciens. On avait promis de nationaliser l'électricité mais cette promesse ne semble pas devoir se réaliser. On cède un des plus grands pouvoirs hydrauliques de la province.

Je suis surpris que le gouvernement ait une politique aussi arriérée et je suis effaré de l'entendre parler comme il parle. La province de Québec agit contrairement à tous les pays étrangers. Au Mexique, on s'empare des richesses naturelles pour les exploiter au bénéfice du peuple. Dans la province de Québec, on appelle les étrangers. Quelle hâte y a-t-il? Si les nôtres manquent d'argent pour exploiter leurs ressources, qu'ils attendent des circonstances plus favorables. Qu'on les laisse là pour le bénéfice des générations futures.

Je préfère voir nos richesses naturelles dormir que de les voir exploitées par des étrangers. Au lieu de nationaliser nos ressources, on s'empresse de les placer à la disposition des autres et c'est ainsi que le capital étranger devient puissant et impose sa loi. Je ne mets pas en doute l'honnêteté et le patriotisme du premier ministre. Ce que je constate, c'est qu'il n'est pas plus capable que l'Union nationale de se libérer du joug des trusts étrangers.

On semble prendre pour acquis que notre province doit être indéfiniment exploitée par l'étranger et que nous devons rester à la solde des autres, comme porteurs d'eau et scieurs de bois. Je regrette qu'on n'ait pas suffisamment prêché aux nôtres la fierté nationale.

Je n'ai pas en main les renseignements suffisants pour porter un jugement sur le fond de la question, mais après tout ce qui a été dit, j'ai bien l'impression que les arrêtés ministériels relatifs aux développements de l'Aluminum Company contiennent des clauses qui ne sont pas favorables aux Canadiens français. Je désespère de ne jamais voir la nationalisation de nos ressources naturelles dans la province de Québec.

M. Lorrain (Papineau): Il est bien facile de persuader une industrie de venir dépenser ici \$400,000,000 quand on lui fait un cadeau de \$2,000,000,000. L'Union nationale a refusé à l'Aluminum Company d'allonger ses tentacules sur la province de Québec. Mon chef est le véritable protecteur de la race canadienne-française et il s'est montré le chef de la province de Québec en refusant les conditions posées par l'Aluminum. Il est le seul homme capable de faire donner justice à ses compatriotes.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je ne veux dire que deux mots et poser des questions au député de Lotbinière qui s'offusque de ce qu'on ait demandé à des étrangers de venir ici avec du capital développer les ressources naturelles de la province. Les critiques du député de Lotbinière seraient peut-être fondées si le gouvernement avait refusé à quelque citoyen de la province ce qu'il a accordé à l'Aluminum Company. Mais personne chez nous ne pouvait exploiter ces richesses et le gouvernement n'entend pas que nos ressources dorment. Nous ne sacrifions rien aux capitalistes étrangers. Les Canadiens français qui ont fait quelque chose dans le domaine de l'industrie sont allés demander du capital étranger qu'ils ont fait travailler à leur profit. Le député de Lotbinière pense-t-il que des gens vont venir ici dépenser des millions sans espoir de profits? Il ne le ferait pas lui-même.

Que le député de Lotbinière prouve que ce gouvernement-ci a préféré les étrangers aux Canadiens français. Si un gouvernement a eu le courage de prendre des initiatives osées dans tous les domaines, pour l'avancement des Canadiens français, c'est bien mon gouvernement. Si un homme a à cœur les intérêts des siens, c'est le chef actuel du

gouvernement. J'ai eu assez de courage pour affronter des forces adverses afin de prendre les mesures nécessaires à la préparation adéquate des nôtres.

Les miens, ce sont d'abord les Canadiens français. Mais nous appartenons à un pays où la majorité n'est pas de notre langue. Il nous faut penser aux nôtres qui vivent dans les autres provinces et qui souffrent cruellement des contre-coups des déclarations inconsidérées et irréfléchies de certains députés de cette Chambre, et en particulier de celles du député de Lotbinière. Je suis même plus nationaliste que le député de Lotbinière en ce sens que je veux réellement le bien des miens au point de subir des attaques injustes dans certains milieux.

Je suis nationaliste dans le sens que je veux préparer l'avenir des miens. Mais parce que nous aimons les nôtres, nous n'avons pas le droit de faire des injustices aux autres. Ce que nous réclamons pour les nôtres dans le reste du pays, il nous faut le donner d'abord en notre province à ceux qui ne sont pas de notre langue.

Que le député de Lotbinière me dise donc en quelles circonstances le gouvernement a manqué à son devoir en ne conservant pas à la province ce qui lui appartenait et en préparant l'avenir pour que les jeunes Canadiens français ne soient plus des porteurs d'eau et des scieurs de bois? S'il y a un technicien canadien-français qui soit sans position, je me charge de le placer dans une industrie créée par du capital étranger. Il est naturel de faire développer nos ressources par des Québécois, mais à condition qu'il y ait des Québécois en mesure de le faire. On manque de techniciens partout. Le gouvernement doublera, s'il le faut, le budget de l'instruction publique pour en former, de façon que nous puissions dire notre mot dans l'exploitation de nos ressources.

On nous demande des techniciens par milliers et c'est par milliers qu'on les prépare dans les écoles techniques et autres. C'est pour cela que le gouvernement provincial s'occupe, par des lois sociales, d'augmenter les revenus des pères de famille pour qu'ils puissent faire instruire leurs enfants et les préparer à l'avenir merveilleux qui les attend s'ils sont qualifiés pour les postes de commande. Les enfants d'aujourd'hui seront mieux préparés que nous à développer les ressources naturelles de la province de Québec. L'avenir de notre jeunesse dépend d'elle d'abord, avec l'aide du gouvernement, et aucun gouvernement n'a mieux prévu cette éventualité que le gouvernement actuel. Nous posons les actes nécessaires qui préparent l'avenir. Si le député de Lotbinière nous comprend,

très bien, cela nous fera plaisir. S'il ne nous comprend pas, nous irons de l'avant quand même.

M. Chaloult (Lotbinière) félicite le premier ministre d'avoir maintenu la discussion sur le ton élevé. Il se dit surpris d'entendre le premier ministre dire qu'il est plus nationaliste que lui. Le premier ministre a voulu sans doute parler au figuré, dit-il.

Il concède que les minorités doivent être traitées avec justice. Je ne demande pas d'injustice, dit-il, et j'ai toujours défendu les minorités. Si jamais une minorité est attaquée en cette Chambre, fût-ce la minorité juive, je serai le premier à me lever pour prendre sa défense. Je hais le fanatisme mais ce n'est pas enlever la part des autres que de réclamer la nôtre qui nous revient de droit. Doit-on faire un reproche à celui qui demande justice ou à celui qui la refuse?

Je connais bien les Acadiens et les Canadiens français des autres provinces et ils ne se sont jamais montrés incommodés par mes discours, excepté pour les renégats impérialistes. Si j'en juge par les lettres que j'en reçois, ils m'approuvent. J'admire les Anglais pour leur égoïsme bien compris et leur solidarité; je conseille aux Canadiens français de les imiter.

S'il n'y a pas assez de techniciens chez les Canadiens français, la faute en est au Parti libéral qui, pendant 40 ans, a négligé l'éducation sans se soucier d'en former.

Si les Canadiens français ne possèdent pas les capitaux nécessaires, on devrait attendre pour développer nos ressources; et si on affirme nos ressources à des étrangers, qu'on impose au moins des conditions très onéreuses.

M. Duplessis (Trois-Rivières) parle de la bonne foi des uns et des autres.

C'est l'Union nationale qui a forcé l'Aluminium à passer des contrats collectifs avec ses employés.

À quelle page du budget en était-on au début de la soirée?

(Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-quatorze mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt-quatorze mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Protection des forêts", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-cinq mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service forestier", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Surveillance des terres de la couronne", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service d'hydroplanes", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement forestier", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études forestières", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 128 modifiant la charte des pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié:

a. en remplaçant, dans l'article 1, le sous-paragraphe "*b*" par le suivant: "*b*) de la commission scolaire de Saint-Austin";

b. en remplaçant, dans l'article 1, le sous-paragraphe "*c*" par le suivant: "*c*) de la paroisse de Saint-Austin et";

c. en ajoutant, dans la quatrième ligne du sous-paragraphe "*d*" de l'article 1, après les mots "Saint-Benoît-du-Lac", les mots suivants: "et continueront à être administrés pour les fins paroissiales et autres par les pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac".

Projets de loi:

Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 128 modifiant la charte des pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac.

Ledit amendement est lu.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée refuse d'accepter le paragraphe *c* de l'amendement qu'il a apporté au bill 128 modifiant la charte des pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, et ce, pour les raisons suivantes:

Parce que ledit paragraphe dudit amendement comporterait une modification de l'organisation paroissiale du territoire qui y est visé contrairement à la loi des paroisses et fabriques.

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

La motion est adoptée.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 45.

NOTES

1. 500,000 maisons, selon *L'Action catholique* du 16 juin 1943, à la page 15 et *Le Soleil* du même jour, à la page 9.

2. \$3,000,000,000, selon *La Tribune* du 16 juin 1943, à la page 8.

Première séance du mercredi 16 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 112 modifiant la charte de l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié:

a) en biffant, à la page 2, dans les lignes 6 et 7 du sous-paragraphe "c" du sous-paragraphe 6, les mots "ou à Notre-Dame de l'Espérance de Saint-Laurent,";

b) en insérant, à la page 2, dans la septième ligne du sous-paragraphe "c" du paragraphe 6, avant les mots "Saint-Eusèbe de Joliette", le mot "l'hôpital";

c) en biffant, à la page 2, dans la huitième ligne du sous-paragraphe "c" du paragraphe 6, le mot "cinq";

d) en biffant, à la page 2, dans la onzième ligne du sous-paragraphe "c" du paragraphe 6, le mot 2 "cinq".

2. L'article 5 est modifié en remplaçant, dans les lignes 13, 14 et 15 du paragraphe 8, les mots: "(insérer la date de la sanction du présent bill 112)", par les mots "jour de la sanction de la présente loi".

3. L'article 6 est modifié:

a) en remplaçant, à la page 4, dans la troisième ligne du troisième alinéa du paragraphe "8a", les mots "sera le", par les mots "sera la";

b) en remplaçant, à la page 4, dans les quatrième et cinquième lignes du quatrième alinéa du paragraphe "8a", les mots "(insérer ici la date de la sanction du présent bill 112)", par les mots "jour de la sanction de la présente loi";

c) en remplaçant, à la page 4, dans les neuvième et dixième lignes du quatrième alinéa du paragraphe "8a", les mots "(insérer ici la date de la sanction du présent bill 112)", par les mots "jour de la sanction de la présente loi".

4. L'article 7 est modifié:

a) en biffant, dans les lignes 14 et 15 du sous-paragraphe "a" du paragraphe "8e", les mots "ou à Notre-Dame de l'Espérance de Saint-Laurent,";

b) en insérant, dans la quinzième ligne du sous-paragraphe "a" du paragraphe "8e", avant les mots "Saint-Eusèbe de Joliette", le mot "l'hôpital".

5. L'article 8 est modifié en remplaçant, dans la dixième ligne du sous-paragraphe 5 du paragraphe 12, les mots "élection générale", par les mots "assemblée générale annuelle".

6. L'article 19 est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les chiffres "3 et 4", par les chiffres "3, 4 et 7".

Projets de loi:

**Association
des gardes-malades**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 modifiant la charte de l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

**Budget des dépenses
1943-1944**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Instruction

publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent dix mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions cinq cent quarante-sept mille six cent vingt dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux corporations scolaires", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Gagnon (Matane): D'après le rapport de la dernière séance du comité catholique du Conseil de l'instruction publique, le R. P. Beaudoin avait affirmé que les statistiques citées par le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) lorsqu'il a proposé la loi de la scolarité obligatoire sont les meilleures qui aient été faites.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Très bien.

M. Gagnon (Matane): Je suis informé qu'à la dernière séance du Conseil on a reconnu que 2 % des enfants seulement ne fréquentaient pas l'école dans les régions rurales. Cette révélation aurait été faite par une enquête du R.P. P.-E. Beaudoin.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Les statistiques que j'ai citées avaient été préparées par le R.P. P.-E. Beaudoin. Je maintiens les chiffres cités précédemment. Ces chiffres établissaient que, dans les régions rurales, la fréquentation scolaire est meilleure que dans les grandes villes. Les rapports de l'enquête du R.P. Beaudoin sur la fréquentation scolaire ont été soumis aux membres du Conseil de l'instruction publique.

M. Gagnon (Matane): Il y a eu une augmentation du nombre d'employés et des salaires payés dans le service civil. Ça a été une insulte pour les fermiers et les travailleurs des petits villages d'avoir expliqué qu'ils n'avaient pas à cœur l'éducation de leurs enfants.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le taux d'absentéisme dans les districts ruraux est

seulement de 2 % du nombre total d'enfants d'âge scolaire et celui des villes est plus élevé. La majeure partie de l'augmentation des évaluations est due à l'ouverture de nouvelles écoles de formation technique pour la jeunesse dans la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a du favoritisme au sein du ministère. Les ministres adjoints de ce ministère reçoivent des salaires élevés et ils ont été augmentés récemment. Cet argent aurait pu être utilisé pour augmenter les salaires des institutrices.

Il critique le gouvernement pour avoir choisi comme secrétaire provincial en charge de l'éducation un homme qui n'était même pas un bon commissaire d'école à Montréal. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier), dit-il, a été membre de la Commission scolaire catholique de Montréal qui a enregistré des millions de déficit. Il n'a pas empêché la Commission d'avoir des déficits. Il a augmenté la rétribution scolaire à Montréal. Et il a alors été nommé en charge de toute l'éducation dans la province. Les déficits auraient été causés par certaines stipulations inscrites dans les contrats pour la construction d'écoles, ce qui a généré des profits pour Daigle et des déficits pour la Commission.

En devenant ministre, il aurait dû augmenter les salaires des institutrices. Il (M. Duplessis) dit que son gouvernement, de 1936 à 1939, avait augmenté les salaires des institutrices rurales de \$90 à \$120 par année pour un minimum de \$300. Toutes les autres provinces payent à leurs institutrices des salaires plus élevés que nous le faisons. Je crois que le gouvernement devrait voir à ce que les institutrices soient mieux payées.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): L'honorable chef de l'opposition est dans l'erreur. En ce qui concerne le salaire des institutrices, je lui répète que nous avons donné aux commissions scolaires les moyens de leur verser, dans 87 % des cas, un minimum de \$400 de salaire. Ce n'est pas encore un salaire extraordinaire, mais c'est mieux que l'Union nationale qui a laissé le minimum à \$300. Des instituteurs ont quitté leur profession pour travailler à l'effort de guerre et ces départs ont été une des raisons de la fermeture de quelques-unes des 22,000 classes d'élèves de la province. J'ai été commissaire d'écoles à Montréal de 1928 à 1937.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'est-il arrivé en 1937?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): (En souriant) Un petit tremblement de terre. De 1928 à

1934, la Commission scolaire de Montréal a eu des surplus de \$1,100,000. Une crise dans l'immeuble, la vente de propriétés pour les taxes et autres considérations a fait ensuite diminuer ses revenus. La rétribution scolaire a été établie à Montréal en 1939. Je n'étais plus commissaire à cette époque. Je n'ai jamais été partisan de la rétribution scolaire et j'ai profité de la première occasion, la loi de la fréquentation scolaire obligatoire, pour la faire abolir dans toute la province.

C'est la politique du gouvernement de payer les salaires des instituteurs pendant les trois premières années de la fondation d'une école dans une région de colonisation.

M. Gagnon (Matane) demande si le ministre est bien sûr de ce qu'il avance. À Saint-Jean de Cherboung, dans mon comté, il y a un instituteur qui n'a pas été payé depuis quatre mois.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) croit que la faute doit en revenir à la Commission locale, mais promet de faire une enquête.

M. Duplessis (Trois-Rivières) questionne le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier).

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Il y avait environ 267 écoles fermées en octobre 1942. Le nombre a diminué à environ 200 depuis. Actuellement, 60,000 enfants ne vont pas à l'école.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil de l'instruction publique", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 16 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

École de laiterie et Commission de pasteurisation

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 56 concernant l'École de laiterie de la province de Québec et la Commission de pasteurisation et de contrôle du lait de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Décisions de l'Orateur:

Canadiens français dans l'administration fédérale

M. l'Orateur: Lors de la deuxième séance du 10 juin courant, l'ordre du jour a appelé une motion de l'honorable député de Joliette (M. Barrette), laquelle se lit comme suit:

Que l'Assemblée législative de la province exprime l'opinion que, depuis longtemps, sous tous les gouvernements fédéraux, les Canadiens français ont été privés de nombre de positions et d'emplois relevant du gouvernement fédéral, et qui auraient dû leur être accordés en justice et en droit;

En conséquence, que l'Assemblée législative de la province de Québec formule le vœu que les

Canadiens français reçoivent, des autorités fédérales, un traitement juste, proportionné à leur nombre, conforme à leurs droits et à leur indispensable et féconde contribution à la Confédération canadienne et au progrès du pays;

Que le greffier de l'Assemblée législative communique sans délai la résolution ci-dessus au très honorable W. L. Mackenzie King, premier ministre du Canada.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a alors soulevé un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette motion, alléguant qu'elle est irrégulière comme contrevenant, quant à la forme, aux articles 149 et 150 du Règlement de cette Chambre, et quant au fond, à l'article 151 du même Règlement, parce qu'elle soulève une question qui est en substance identique à la motion de l'honorable député de Lotbinière (M. Chaloult) adoptée par cette Chambre à sa troisième séance du 9 juin courant et dont suit le texte:

Que cette Chambre regrette:

1. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les sept membres de la Commission fédérale des Comités économiques conjoints;

2. Qu'il n'y ait qu'un seul Canadien français sur les cinq membres de la Commission permanente canado-américaine de défense;

3. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les sept membres qui forment le Comité mixte de la production du matériel de guerre;

4. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les trois membres du Comité mixte de coordination de la production du matériel de guerre;

5. Qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur les quatorze membres de la Commission mixte des vivres.

J'ai comparé les deux motions et j'en ai soigneusement examiné la teneur.

J'en viens à la conclusion que la motion de l'honorable député de Joliette, tout en étant plus générale que celle de l'honorable député de Lotbinière, soulève, au fond, une question identique, et je maintiens en conséquence le point d'ordre et de règlement soulevé par l'honorable député de Saint-Hyacinthe et j'ordonne au greffier de cette Chambre de biffer la motion du *Feuilleton* (article 151 du Règlement de l'Assemblée législative).

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de me prononcer sur les moyens de forme qui ont été soulevés; mais je prie les membres de cette Chambre d'éviter toute épithète ou qualificatif qui ne soit pas absolument indispensable aux conclusions d'une motion et de s'abstenir de toute forme de syllogisme

et de démonstration dans la rédaction des motions. La sobriété des différentes formules qui se trouvent aux appendices du Règlement devrait être scrupuleusement imitée.

M. Duplessis (Trois-Rivières) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Godbout, Gosselin, Goulet, Guerin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Plamondon, Potvin, Robidoux, Rochette, 41.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie, Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Talbot, 12.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Parité pour les ouvriers du Québec

M. l'Orateur: Lors de la séance du 10 juin courant, l'ordre du jour a appelé une motion de l'honorable député de Lotbinière (M. Chaloult), que l'honorable député de Joliette a proposé d'amender comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en en biffant tous les mots après "que" et en les remplaçant par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec recommande au gouvernement de la province de remédier, sans délai additionnel, aux injustices dont sont victimes les ouvriers de la province de Québec, relativement aux salaires et aux conditions de travail qui relèvent de la juridiction provinciale, et, de plus, d'adopter immédiatement les moyens appropriés et efficaces pour que les ouvriers de la province de Québec, employés dans les industries de guerre et qui relèvent des autorités fédérales, obtiennent des meilleures conditions de travail et reçoivent des salaires plus

élevés, de façon à ce que nos ouvriers reçoivent un traitement égal à celui des ouvriers des autres provinces, dans les industries de guerre, et, particulièrement, des bonis conformes aux engagements pris."

L'honorable député de Kamouraska-Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a soulevé alors un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, prétendant qu'il est irrégulier comme contrevenant aux dispositions des articles 150 et 172 du Règlement de cette Chambre.

J'ai soigneusement étudié la rédaction de l'amendement et j'en suis venu à la conclusion qu'il ne se rapporte pas directement au sujet de la motion principale, puisqu'il demande au gouvernement provincial de prendre certaines mesures relativement aux salaires et aux conditions de travail qui relèvent de sa juridiction, alors que la motion principale ne demandait que cette Chambre n'intervienne qu'auprès du gouvernement fédéral pour le prier d'accorder aux ouvriers du Québec des conditions de travail et des salaires égaux à ceux des autres provinces. L'amendement contrevient donc, dans mon opinion, aux dispositions de l'article 172 du Règlement puisqu'il ne constitue pas un amendement proprement dit, mais contient une proposition nouvelle et distincte, ce qui ne peut se faire que par une motion de fond séparée.

Je maintiens en conséquence le point d'ordre et de règlement soulevé par l'honorable député de Kamouraska-Rivière-du-Loup et je rejette l'amendement (article 172 du Règlement de l'Assemblée législative).

M. Duplessis (Trois-Rivières) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Dansereau, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Godbout, Gosselin, Goulet, Guerin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Plamondon, Potvin, Robidoux, Rochette, 42.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Talbot, 11.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Motions des députés:

Parité pour les ouvriers du Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 10 juin courant, sur la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult) proposant que cette Chambre prie le gouvernement fédéral d'accorder, conformément à l'esprit de la Constitution, aux ouvriers et ouvrières de la province de Québec qui supportent les mêmes charges et les mêmes sacrifices que les autres, des conditions de travail identiques et des salaires égaux à ceux de toutes les provinces canadiennes.

M. Lorrain (Papineau) estime qu'il serait injuste pour les ouvriers de Québec de demander qu'Ottawa fixe les salaires dans la province de Québec. Il est dangereux d'accorder des salaires identiques dans tout le Canada. Nos bûcherons sont généralement payés plus cher que dans les provinces maritimes.

En réclamant des salaires identiques, nous pouvons faire baisser les salaires des bûcherons. La motion s'adresse au gouvernement fédéral et les salaires et conditions de travail relèvent de la juridiction provinciale. Il est dangereux d'admettre les empiètements du fédéral dans ce domaine.

M. Paquette (Labelle) propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que la motion en discussion soit amendée en biffant tous les mots après "que", dans la première ligne, et en les remplaçant par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec recommande au gouvernement de la province d'adopter immédiatement les moyens appropriés et efficaces pour que les ouvriers de la province de Québec, employés dans les industries de guerre et qui relèvent des autorités fédérales, obtiennent des meilleures conditions de travail et reçoivent des salaires plus élevés, de façon à ce que nos ouvriers reçoivent un traitement égal à celui des ouvriers des autres provinces, dans les industries de guerre, et, particulièrement, des bonis conformes aux engagements pris."

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) soulève un point d'ordre à l'encontre

de cet amendement, prétendant qu'il contrevient à l'article 172 du Règlement de cette Chambre. En vertu même de la décision que vient de rendre l'Orateur, ce nouvel amendement est hors d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) trouve inexplicable l'attitude du gouvernement sur des motions de ce genre et qu'on se dérobe derrière des technicalités quand il s'agit de la sauvegarde de nos droits et de rendre justice aux ouvriers de la province. À mon avis, dit-il, la décision de l'Orateur ne peut s'appliquer à ce nouvel amendement.

M. Chaloult (Lotbinière) appuie le point d'ordre du procureur général (l'honorable M. Casgrain). Il ne fait pas de doute que les deux motions sont de même nature.

M. Lorrain (Papineau) combat le point d'ordre.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre et rejette l'amendement.

M. Duplessis (Trois-Rivières) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Godbout, Gosselin, Goulet, Guerin, Guibord, Jodoin, Joyal, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Potvin, Robidoux, Rochette, 40.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Talbot, 12.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

M. Chaloult (Lotbinière): J'ai dit bien clairement, en présentant ma motion, qu'il ne

s'agissait que des salaires payés par le gouvernement fédéral dans les usines fédérales. D'ailleurs, je n'aurais pas le droit de demander, par une simple motion, un amendement à la Constitution pour qu'Ottawa fixe les salaires qui relèvent de la juridiction provinciale, et il ne peut être question d'admettre la juridiction fédérale en matière de législation ouvrière. J'ai soumis ma motion à des juristes éminents qui ont convenu avec moi qu'il ne s'agissait que des salaires payés dans les usines de guerre fédérales.

La motion ne demande pas que les salaires identiques soient payés partout dans les industries privées.

Ce n'est que par une argumentation sophistiquée qu'on peut en conclure que les salaires des bûcherons devraient être baissés, parce que supérieurs à ceux des autres provinces. En outre, des ouvriers ont écrit au premier ministre et aux journaux pour déclarer qu'ils sont en faveur de la motion.

Quels sont les domaines où les ouvriers du Québec reçoivent de meilleurs salaires que ceux de la province d'Ontario?

Le gouvernement fédéral payait des salaires moins élevés dans Québec que dans les autres provinces et ma motion rencontrait parfaitement les vues des unions internationales.

Il (M. Chaloult) prétend que sa motion a été secondée par le député de Beauharnois (M. Sauvé) et demande un vote enregistré.

M. l'Orateur refuse pour le motif que moins de cinq membres ont demandé le vote.

La motion principale est mise aux voix et rejetée, car de l'avis de M. l'Orateur, les votes négatifs l'emportent¹.

Demandes de documents:

Sommes payées aux Éditions Marquis

M. Chaloult (Lotbinière) propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toutes factures, pour quelque service que ce soit, payées, au cours des trois dernières années financières, par le gouvernement, aux Éditions Marquis Ltée, de Montmagny, ou aux messieurs Marquis, propriétaires de cette entreprise.

Adopté.

Motions des députés:**Jour d'abstinence**

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult) proposant que cette Chambre proteste auprès du gouvernement fédéral contre le choix du mardi au lieu du vendredi comme jour maigre hebdomadaire forçant par là les catholiques à faire abstinence, contrairement aux autres citoyens du Canada, deux jours par semaine au lieu d'un.

M. Chaloult (Lotbinière): Quelqu'un veut-il seconder cette motion?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce qu'on peut dire que c'est maigre, le mardi, quand les catholiques ont la faculté de manger dans les restaurants du poulet, de la dinde, du canard? Le mardi n'est pas un jour maigre. J'ai toujours compris qu'un catholique qui mange du poulet le vendredi ne fait pas maigre.

Des députés: Il veut sauver la race encore une fois!

M. Chaloult (Lotbinière): Il y a quelques exceptions, mais le ministre sait très bien que, dans les restaurants, le mardi est un jour maigre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas cette motion qui va sauver la race. Il y a des problèmes bien plus importants que celui-là à régler.

M. Chaloult (Lotbinière), ne trouvant personne pour le seconder, propose que la motion soit retirée. Adopté. La motion est retirée.

**Traitement équitable
des Canadiens français**

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult) proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée avec le gouvernement de la province de Québec et celui d'Ottawa, ou de tout membre ou employé de l'un ou de l'autre, relativement à un traitement plus équitable de la minorité française au Canada dans l'armée, dans les usines de guerre et dans le fonctionnarisme.

M. Chaloult (Lotbinière): Cette motion est, au moins en partie, identique à celle que j'ai fait voter précédemment.

Il (**M. Chaloult**) propose que la motion qui vient d'être lue soit retirée.

Adopté. La motion est retirée.

Projets de loi:**The Woman's General
Hospital**

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill 129 modifiant la charte de The Woman's General Hospital, ayant pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique et de charité, tous les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Cap-de-la-Madeleine

M. Morin (Champlain) propose que le bill 116 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine, ayant été mis de côté, tous les droits ordinaires et extraordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Division territoriale

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 relatif à la division territoriale soit maintenant lu une deuxième fois, avec l'assentiment et le concours des députés des comtés intéressés dont les noms suivent:

L'honorable M. Dansereau, député du district électoral d'Argenteuil;

M. Lawn, député du district électoral de Pontiac;

M. Goulet, député du district électoral de Témiscamingue;

M. Duffy, député du district électoral de Compton;

M. Gagnon, député du district électoral de Frontenac;

M. O'Connor, député du district électoral de Huntingdon;

M. Gosselin député du district électoral de Missisquoi;

M. Nadon, député du district électoral de Gatineau;

M. Caron, député du district électoral de Hull;

M. Desmarais, député du district électoral de Richmond;

M. Lapointe, député du district électoral de Wolfe;

M. Bullock, député du district électoral de Shefford

M. Frégeau, député du district électoral de Stanstead.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet de loi est-il définitif?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Oui.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a-t-il l'intention de greffer sur ce bill des amendements majeurs concernant la redistribution des comtés de la province?

L'honorable M. Godbout (L'Islet) réitère sa promesse que c'était le seul bill de redistribution. Il donne sa parole qu'il n'a aucunement l'intention de greffer à ce bill des clauses modifiant d'une façon importante les limites des comtés.

(Avec ironie) Si le Conseil législatif apportait au projet de loi d'autres amendements peu importants ou autre chose que des modifications insignifiantes, comme, par exemple, la disparition du comté de Trois-Rivières, je ne pourrais pas dans ces amendements et nous ne les approuverions pas.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce projet de loi concerne surtout les bureaux d'enregistrements dans la province. En premier lieu, la municipalité de Durham est détachée du district électoral de Drummond et annexée au district électoral de Richmond. En second lieu, la partie de la paroisse de Sainte-Praxède, comprise dans le canton de Price, est détachée du comté de Frontenac et annexée au comté de Wolfe. Enfin, une partie du canton de Faribault est détachée du district électoral et du comté de Matane et annexée au district électoral de Gaspé-nord et au comté de Gaspé-sud.

Tous ces changements sont si minimes qu'ils constituent un déplacement à travers la province de

300 à 350 électeurs, parce qu'ils vont changer de lieu de votation, et qui pourront apprécier ces changements à leur juste valeur, aux prochaines élections.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ce n'est pas plus grave que cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les autres dispositions du bill comportent des changements de concordance qui font disparaître des ambiguïtés dans les lois d'enregistrement. Comme le premier ministre m'a promis qu'il n'y aurait pas d'autre projet de redistribution de comtés et qu'il n'est pas question d'autres amendements, nous allons consentir à la deuxième lecture sur division.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. La partie du canton de Faribault située à l'est du prolongement de la ligne de division entre les lots 20 et 21 des rangs I à VIII du canton de Romieu est détachée du district électoral et du comté de Matane et annexée au district électoral de Gaspé-Nord et au comté de Gaspé-Ouest pour toutes fins."

L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord) explique au chef de l'opposition que 12 familles de ce comté passent au comté de Gaspé-nord à leur propre demande. Une montagne infranchissable les empêche de communiquer facilement avec le centre du comté de Matane et elles résident plus près du comté de Gaspé-nord.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 26 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et l'a adopté sans l'amender.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill 43 soit maintenant lu une troisième fois, avec l'assentiment et le concours des députés dont les noms suivent:

L'honorable M. Dansereau, député du district électoral d'Argenteuil;

M. Duffy, député du district électoral de Compton;

M. Gagnon, député du district électoral de Frontenac;

M. Nadon, député du district électoral de Gatineau;

M. Caron, député du district électoral de Hull;

M. O'Connor, député du district électoral de Huntingdon;

M. Gosselin député du district électoral de Missisquoi;

M. Lawn, député du district électoral de Pontiac;

M. Desmarais, député du district électoral de Richmond;

M. Bullock, député du district électoral de Shefford;

M. Frégeau, député du district électoral de Stanstead.

M. Goulet, député du district électoral de Témiscamingue;

M. Lapointe, député du district électoral de Wolfe.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose qu'une adresse soit présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur, l'informant que l'Assemblée législative de la province de Québec a adopté, en seconde et troisième lecture, le bill 43 relatif à la division territoriale, avec le consentement de la majorité des membres représentant tous les districts électoraux mentionnés dans la deuxième annexe de la loi de 1867 concernant l'Amérique du Nord britannique (30-31 Victoria, chapitre 3).

La motion est mise aux voix et adoptée après division.

Subsides:**Budget des dépenses
1943-1944**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Duplessis (Trois-Rivières) (En réaction aux décisions de l'Orateur) avertit le gouvernement que la Législature ne sera pas prorogée tant qu'il n'aura pas obtenu tous les détails sur le budget de l'Orateur.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): On peut trouver tous les détails dans les *Comptes publics*.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): La production minière de la province de Québec est aujourd'hui de \$104,000,000 en chiffres ronds. C'est une augmentation appréciable sur l'an dernier, en dépit de certaines perturbations et difficultés auxquelles la province doit faire face dans le domaine de la production minière. Et la pénurie de main-d'œuvre qui complique la situation n'est pas la moindre de ces difficultés. La production d'or atteindra \$42,000,000. Les mines en production sont au nombre de 28.

M. Gagnon (Matane): Il y en avait 35 sous l'Union nationale.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous avez tout pris.

M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste sur l'essor donné à la production de l'or par l'Union nationale. Après avoir énuméré les ouvertures de mines d'or dans la

province sous le régime de l'Union nationale, il entreprend de soutirer de l'information concernant l'amiante. Quelle est la valeur de la production de l'amiante dans la province de Québec?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): En 1938, la valeur a été de \$13,000,000. En 1939, \$16,000,000; en 1940, \$18,000,000; en 1941, \$23,000,000. La province de Québec fournit 60 % de la production mondiale de l'amiante, mais en 1942, Ottawa a demandé qu'on ne fournisse pas de chiffres sur cette production. Le ministre de la Défense nationale, le colonel J. L. Ralston m'a prié de garder secret le total de la production de ce matériel de guerre pour ne pas que cette information arrive aux oreilles de l'ennemi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette demande est ridicule. On donne bien le nombre des soldats canadiens sous les armes et le nombre des avions. Donc, le gouvernement prend ses ordres d'Ottawa et refuse de donner aux représentants élus du peuple les chiffres nécessaires pour analyser cette législation? Un député a le droit de connaître le chiffre de la production des mines d'amiante. Cela ne peut nuire à la défense nationale. L'attitude du ministre est celle d'un homme qui est sous la domination d'un autre auquel il doit soumettre tout ce qu'il veut communiquer à la Législature dont il est membre et ministre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Pendant la guerre, le ministre des Mines (l'honorable M. Rochette) se soumet aux règlements de la défense nationale de son pays.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le but du ministre de la Défense n'est pas d'empêcher l'ennemi de connaître le chiffre de cette production, mais d'empêcher les Canadiens de savoir que nos exportateurs d'amiante en ont fourni au Japon cette année même. Le gouvernement fédéral a permis, jusqu'à ces derniers temps, l'exportation de l'amiante en Argentine où les Japonais venaient la chercher. Grâce à la connivence d'Ottawa, nos ressources naturelles étaient utilisées contre nos soldats canadiens et ceux de nos alliés, et pour prolonger la guerre.

Il était plus important d'empêcher cet acte de trahison que de défendre de donner des renseignements que les députés, dans l'exécution de leur mandat, ont le droit d'obtenir. Si nous en sommes rendus à ce point, autant vaudrait, à la place des ministres provinciaux, des gramophones qui nous transmettraient la chanson d'Ottawa.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Comme un bon canadien patriote, ayant les intérêts de mon pays à cœur, je ne puis pas ne pas accéder de bon cœur à cette demande du ministre de la Défense de mon pays en guerre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout est scandale. On ne peut obtenir aucune réponse, le gouvernement se cachant derrière des secrets militaires. Le gouvernement ne veut pas nous dire quelle fut la production d'amiante l'an dernier parce que la prochaine question serait où est allé cet amiante. La province fournissait, jadis, 90 % de la production mondiale d'amiante. Comment se fait-il qu'elle soit tombée à 60 %? Et si l'amiante est un produit si essentiel à la guerre, comment se fait-il qu'on ait fermé les mines de Black Lake?

Il demande si M. Howe est aussi intéressé à la production de l'amiante qu'à celle de l'aluminium.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Depuis quelques années, outre la Russie, qui produisait de l'amiante, nous avons trouvé des concurrents dans la Rhodésie du sud et le Transvaal.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Chacun sait où sont les mines d'amiante de la province. Le Canada produit 90 % de l'amiante et la Russie, notre alliée, produit le reste, à l'exception de la Rhodésie du sud et le Transvaal. Il ne peut y avoir de secret. Nous produisons tout l'amiante.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Ce n'est pas à moi à décider ce qui constitue un secret militaire. Je suis un citoyen patriote qui veut protéger son pays et je ne puis pas refuser la requête du ministre de la Défense qui désire que ces renseignements ne soient pas donnés maintenant. L'amiante est un produit stratégique qui protège efficacement nos aviateurs: si l'ennemi savait combien nous produisons d'amiante, il pourrait être fixé sur le nombre d'avions que nous pouvons fabriquer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces explications ne tiennent pas debout. J'insiste pour obtenir le renseignement. La population y a droit.

Comment se fait-il alors que M. Roosevelt a dit d'avance, récemment, les modèles, le nombre et la production d'avions et de canons que les États-Unis produisaient en 1943, que M. Howe, de son côté, a dit combien nous produisons d'aluminium et combien d'avions le Canada produit par mois, que M. Macdonald, ministre de la Marine, a fait

connaître le nombre des corvettes construites au Canada et que le ministre des Mines et des Pêcheries maritimes (l'honorable M. Rochette) ne peut même pas divulguer une si petite chose? Le ministre des Terres (l'honorable M. Hamel) lui-même a admis qu'on vendait encore des cartes de l'île d'Anticosti et de la Côte-Nord. Quand on veut commettre des abus, on invoque l'Empire et la guerre. La guerre n'est pas une affaire de cachette.

Hitler agit de la même manière au sein du Reichstag, le Parlement allemand. Il ne dit rien à ses membres parce qu'il ne le veut pas. Ce n'est pas de la démocratie. La Législature que nous avons ici rend un grand service à Hitler et à Mussolini en copiant leurs méthodes tyranniques.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Ce n'est pas moi mais le ministre de l'Approvisionnement qui a décidé qu'il fallait garder le secret sur la production de l'amiante. Moi-même je n'ai accompli que mon devoir de citoyen canadien en me rendant au désir du ministre fédéral. Bien plus, M. Howe a demandé qu'on groupe certains matériaux et qu'on donne leur production globale, seulement. Ainsi, l'arsenic, le chrome, le molybdène, le tungstène et le zinc sont groupés ensemble. Cette production a été fournie en toute confiance au ministère à des fins de taxation et ces chiffres ne peuvent être divulgués.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est le montant que les mines d'amiante ont payé au gouvernement en 1942?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Les compagnies minières paient des taxes évaluées à un montant total de \$1,488,917.

Je ne peux pas donner de détails pour les compagnies d'amiante seulement. Le chef de l'opposition ne peut me demander de contrevenir à une demande du ministre de la Défense quand le sort de mon pays est en jeu. Je ne comprends pas l'insistance du chef de l'opposition.

Il trouve bizarre, dit-il, qu'on insiste tant sur du matériel stratégique et sa production, de telle sorte que l'Axe sache la position exacte des Alliés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle a été la valeur de la production du cuivre l'an dernier?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): La production totale est de \$14,600,399, mais elle comprend plusieurs autres métaux, tels que

le chrome, le molybdène, le tungstène et le zinc. On a groupé les métaux à la demande d'Ottawa, pour donner des renseignements sur la production.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le cuivre sert à la guerre. Pourquoi le ministre donne-t-il ce chiffre, en refusant de nous donner celui de la valeur de la production?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Ce n'est pas moi qui décide des secrets de la guerre. C'est le ministre de la Défense nationale, et tout bon citoyen doit obéir aux règlements établis pendant la guerre.

M. Gagnon (Matane) questionne le ministre des Mines et des Pêcheries maritimes à propos du tungstène.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) admet que la province de Québec produit une grande quantité de tungstène, si nécessaire à la poursuite de la guerre.

Il ne peut donner de chiffres sur la production de l'acier et du fer.

Un député l'interroge au sujet du nombre des compagnies d'amiante.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Elles sont au nombre de sept. Les deux principales sont l'Asbestos Corporation et la Johns-Manville, l'une à Thetford-les-Mines et l'autre à Asbestos.

Elles produisent à elles seules autant que les cinq autres. La production d'amiante est évaluée à environ \$20,000,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment le ministre peut-il manquer de loyauté jusqu'au point de dire où sont situées nos deux principales mines d'amiante? C'est un renseignement donné aux Allemands et aux Japonais!

Alors, pourquoi cacher la production? Quand l'amiante allait au Japon, il aurait été plus important de placer l'embargo. Le gouvernement ne veut pas nous donner la production d'amiante de l'année dernière parce que notre prochaine question sera: "Où est-elle allée?" Est-ce que le ministre nie que cette année encore l'amiante canadien a été exporté en Argentine pour, de là, être envoyé au Japon? Quels étaient donc les hommes d'affaires, qui n'ont pas eu de scrupules à faire affaire avec l'ennemi par

le biais de pays supposément neutres intéressés à la vente de ce produit qu'on utilisait ensuite pour tuer les nôtres et que le gouvernement a encouragée? Qui sont-ils pour vouloir prolonger la guerre à leur propre avantage? Il serait intéressant de le savoir.

Ce sont les mêmes qui, avant la guerre, ont envoyé à l'Allemagne pendant des années les matières premières dont Hitler s'est servi pour forger des armes qui servent maintenant à tuer et à mutiler les soldats canadiens. Des gens qui ont toujours à la bouche le mot de loyauté et leur dévotion à l'Empire britannique. Ils ont contribué à forger la formidable machine de guerre qui a assujéti l'Europe continentale et qui va encore engendrer une misère incroyable et indescriptible. C'est un crime d'avoir encouragé un bandit international comme Hitler et c'est l'œuvre de certains faux patriotes. L'Union nationale a refusé de traiter avec les Allemands et le régime de Hitler, tant que ce dernier sera au pouvoir.

Les exportations d'amiante sont un scandale autant que celles de l'aluminium. Nos questions n'ont pas eu de réponse parce que ces scandales sont commodément cachés sous le voile des secrets militaires. Chaque fois qu'il arrive un scandale et qu'aucune réponse n'est disponible, le gouvernement se cache derrière les secrets militaires. Les Unionistes sont prêts à coopérer au vote des évaluations, mais ils ont le droit d'insister pour obtenir une information complète. Le président Roosevelt et M. Howe lui-même donnent de l'information concernant la production de guerre. Pourquoi ce secret au Québec, sinon pour dissimuler un scandale et protéger les gens impliqués dans ce scandale? C'est un plan qui a pour but de cacher des procédés et des trahisons, et c'est une trahison de plus que de refuser de donner cette information à la Législature.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Gagnon (Matane) se plaignent que le ministre des Mines et des Pêcheries maritimes ne soit pas en position de fournir les détails complets à propos de certains items, spécialement ceux relatifs aux salaires payés et impliquant un montant de \$230,000.

Ils prétendent que les dépenses du ministère ont augmenté considérablement en dépit du fait que les mines ont été gênées dans leur production à cause de la guerre.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

Ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative informant cette Chambre que le Conseil législatif n'insiste pas sur le paragraphe c de son amendement apporté au bill 128 modifiant la charte des pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac.

Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 32 modifiant la loi de l'instruction publique;
- bill 41 modifiant la loi du drainage;
- bill 45 concernant le paiement d'allocations familiales en vertu de conventions collectives de travail;
- bill 46 concernant un échange de concessions forestières avec Brown Corporation.

Questions et réponses:

Révision des systèmes de taxation, Engagement de A. Larue, H. C. Goldenberg

M. Barrette (Joliette): Relativement à la loi concernant la revision des divers systèmes de taxation dans la province, 1 George VI, chapitre 55:

1. M. Arthur Larue, comptable de la cité de Québec, a-t-il fait partie de l'organisme créé par cette loi?

Dans l'affirmative:

- a) Depuis quand?
- b) Quand a-t-il cessé d'en faire partie?
- c) Pourquoi a-t-il cessé d'en faire partie?

2. M. H. C. Goldenberg a-t-il été employé par la province relativement à ladite loi?

Dans l'affirmative:

- a) Quand?
- b) Pendant combien de temps?

3. Combien le gouvernement de la province a-t-il payé à ce M. H. C. Goldenberg, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit?

4. Ce M. Goldenberg est-il la même personne que M. Goldenberg qui s'est occupé de la grève des employés de tramways, à Montréal, cette année, il y a quelques semaines?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): 1. Oui;

- a) Le 23 novembre 1937;
- b) Le 31 janvier 1940;
- c) M. Larue n'étant pas en bonne santé accepta de résigner le 30 janvier 1940.

2. a) M. Goldenberg a été engagé par le bureau de revision des impôts. Son compte et ses déboursés ont été payés par la province;

- b) Du 17 juillet 1940 au 20 septembre 1940.

3. \$3,025.00.

4. Sur information reçue, la réponse est affirmative.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 16 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi de l'enseignement spécialisé

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 57 modifiant la loi de l'enseignement spécialisé.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des véhicules-automobiles

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 58 modifiant la loi des véhicules-automobiles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi abolissant les rentes seigneuriales

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 59 modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Accidents du travail des ouvriers aveugles

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 55 concernant les accidents du travail survenus à des ouvriers aveugles.

Adopté.

École de laiterie et Commission de pasteurisation

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 concernant l'École de laiterie de la province de Québec et la Commission de pasteurisation et de contrôle du lait de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette mesure a pour objectif de tenter une grande expérience dans la province. Nous voulons autoriser l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe à conclure un accord avec la ville de Saint-Hyacinthe afin de construire une usine moderne de pasteurisation et municipaliser l'industrie laitière dans cette ville. Ce projet de loi est présenté à la fois

dans l'intérêt de l'École de laiterie et de la population de Saint-Hyacinthe.

L'École de laiterie a rendu jusqu'ici de grands services à la province, en s'occupant d'enseigner la fabrication du lait, du beurre et du fromage. Elle veut, maintenant, s'intéresser à la fabrication de produits spéciaux, dérivés du lait (lait chocolaté, lait yoghourté, etc.). Le gouvernement a pensé que la collaboration de la ville de Saint-Hyacinthe serait nécessaire à la réussite de ce projet parce que la ferme de l'école ne produit pas assez de lait pour lui permettre d'étendre le champ de ses expériences et se lancer dans une fabrication intense de produits laitiers.

La ville de Saint-Hyacinthe, sous l'égide de son député-maire, l'honorable T.-D. Bouchard, avec qui nous sommes entrés en pourparlers, a offert sa collaboration. Le maire voulait justement municipaliser chez lui la pasteurisation du lait. Les deux projets ont été fondus à l'avantage de tous. La ville a décidé de construire une usine moderne de pasteurisation du lait près de l'école et elle se dit prête à mettre cette usine à la disposition de l'École de laiterie.

L'usine s'occupera de la pasteurisation et de la vente du lait et elle permettra aux élèves de l'école d'acquérir de l'expérience pratique dans tous les aspects de l'industrie laitière, y compris la pasteurisation du lait et la distribution des produits laitiers.

C'est une heureuse association dans l'intérêt public. Cette coopération sera profitable au gouvernement; les cultivateurs de la région y trouveront de grands avantages puisqu'ils profiteront des expériences qui seront faites à cet endroit, cependant que les citoyens de Saint-Hyacinthe bénéficieront toujours d'un lait pur et garanti.

Le projet de loi comporte aussi la formation d'une Commission, composée de représentants de Saint-Hyacinthe et du ministre de l'Agriculture, sept membres en tout, qui dirigeront l'usine et qui détermineront les règlements selon lesquels se fera la distribution du lait et les prix de vente. Le lait sera vendu aux distributeurs qui en feront la livraison à domicile, chacun dans la zone qui lui sera attribuée. On diminuera ainsi les frais de distribution, on assurera du lait parfaitement sain à la population de la ville et l'on pourra conduire des expériences qui profiteront à tout le reste de la province.

Il remercie le député-maire de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) et M. S.-J. Chagnon, directeur de l'École de laiterie, d'avoir pensé à doter cette région de la province d'un laboratoire de ce genre et de vouloir assurer la réalisation de toute une entreprise qui sera profitable à toute la province.

L'industrie laitière offre aujourd'hui un champ d'action immense. J'ai confiance que cette initiative sera féconde en excellents résultats. C'est le devoir du gouvernement d'intéresser la population à boire de plus en plus une liqueur saine et nutritive comme le lait qui est avantageuse pour la santé de la jeunesse.

M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle que l'École de laiterie a été fondée, sous le gouvernement Taillon, par l'honorable L.-O. Beaubien et que son ancien collègue, Sir Thomas Chapais, faisait partie de ce gouvernement conservateur.

Le bill donne à la cité de Saint-Hyacinthe le monopole de la pasteurisation et de la vente du lait. L'industrie laitière en est une fondamentale. Ce projet aurait dû être présenté sous la forme d'un bill privé. C'est un projet d'intérêt privé que l'on veut faire passer comme un projet d'intérêt public, épargnant ainsi des dépenses à la ville de Saint-Hyacinthe, contrairement à ce qui est fait pour les autres municipalités de la province.

On accorde à Saint-Hyacinthe des privilèges qu'aucune autre municipalité ne possède. On fait ainsi payer par la province pour une ville qui, dit-on, est riche. Nous considérons que ce projet est mauvais dans l'intérêt de Saint-Hyacinthe. On lui concède même des prérogatives despotiques, des pouvoirs dictatoriaux et tyranniques. Le premier ministre s'en fait le parrain parce que le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) n'a pas osé la présenter lui-même. Il se demande, dit-il, comment le premier ministre a pu céder aux caprices de son influent collègue.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): C'est un peureux.
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un projet de loi osé et audacieux, qui révolutionne toute l'économie de notre législation. Personne ne pourra plus vendre du lait à Saint-Hyacinthe sans le consentement du gouvernement, du conseil municipal et du maire de Saint-Hyacinthe, qui se trouve consacré le pasteurisateur en chef. On ne pourra plus boire un verre de lait sans l'autorisation du gouvernement! Je pensais que dans la province, les cultivateurs pouvaient vendre le lait librement.

L'industrie laitière est une branche vitale de l'Agriculture, mais il importe de laisser toute liberté aux cultivateurs de vendre leur lait comme ils l'entendent. Cette loi viole la liberté de commerce. Il y a moyen de protéger la santé sans violer la liberté individuelle et la liberté du commerce. Je ne pensais

pas que, pour vendre un verre de lait, il faudrait la permission de l'empereur de Saint-Hyacinthe. C'est un empiétement sur les initiatives des conseils municipaux, et c'est la première fois que je vois un conseil municipal devenir marchand de lait.

L'étatisme peut être un besoin exceptionnel, un moindre mal; mais d'une façon générale, c'est une moindre chose. La liberté de commerce et l'initiative privée sont la base du progrès. Il n'y a pas de doute que la découverte de Pasteur a rendu de grands services à l'humanité. Mais cela ne nous empêche pas d'espérer que la loi ait le sort qu'elle mérite.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

La loi est évidemment trop progressive pour que le chef de l'opposition approuve. Je me souviens de la fondation de l'école de Saint-Hyacinthe, en 1892, par le premier ministre Taillon et le ministre de l'agriculture du temps, l'honorable L.-O. Beaubien. Ils ont rendu service. Mais le chef de l'opposition ne devrait pas s'attacher uniquement à rappeler cette initiative du gouvernement de 1892. Initiative importante, certes, puisque c'était la création de l'une des premières écoles techniques pratiques de la province, mais 51 ans après, il est temps de moderniser l'École de laiterie.

Le premier ministre présente cette loi parce qu'il est ministre de l'Agriculture et que l'École de laiterie est sous sa juridiction. Le projet de loi est présenté comme bill public parce qu'il profite surtout à la province. La ville de Saint-Hyacinthe pasteurisera son lait à cet endroit et on transformera le lait qui ne sera pas vendu. On produira ainsi du fromage, du beurre, de la crème. Le gouvernement est plus intéressé que la ville dans cette amélioration mais la ville va payer toute l'installation et les techniciens seront prêtés par la province.

La ville de Saint-Hyacinthe va construire une usine très moderne, au coût de \$50,000 ou \$60,000 pour la pasteurisation du lait et la fabrication des produits laitiers. Les élèves de l'École de laiterie iront y acquérir de l'expérience pratique non seulement dans la fabrication du beurre et du fromage, mais aussi dans tous les aspects de l'industrie laitière, spécialement la pasteurisation et la distribution des produits laitiers. Les professeurs pourront y enseigner aux élèves les méthodes modernes de conservation et d'utilisation du lait. Le système n'est pas nouveau. Aux États-Unis, il donne de très heureux résultats.

La ville de Scarboro, Massachussetts, est la première ville du continent nord-américain qui ait réussi l'expérience tentée maintenant par la ville de Saint-Hyacinthe.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui va payer la construction de l'usine?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

C'est la ville qui va payer l'école, la bâtisse et les machines. Tout ce que nous avons demandé au gouvernement, c'est de permettre aux professeurs de l'École de coopérer avec la Commission que l'on veut créer. L'usine sera mise à la disposition du gouvernement par l'entremise de la Commission, pour l'instruction pratique des élèves de l'École de laiterie, sous la direction de leurs techniciens.

La ville va probablement bâtir l'usine à côté de l'école. Elle se propose de demander au gouvernement de lui laisser le terrain attendant à l'école pour la construction de l'usine. Le gouvernement ne va fournir que le terrain, parce qu'il veut que l'usine soit près de l'école actuelle. Une fois construite et outillée de la façon la plus moderne, l'usine sera mise à la disposition de l'École.

Je suis convaincu que la Chambre va voter cette loi à l'unanimité. Il est possible que l'opposition, suivant l'antique croyance que tout ce qui vient du gouvernement est mauvais, soit contre, mais je ne puis le croire. Cette usine centrale de pasteurisation se recommande parce que, pour assurer une protection efficace contre toute contamination, il faut que les opérations soient constamment sous surveillance d'un inspecteur ou d'un chimiste, qui verront à faire observer toutes les données de la science.

Quant à l'achat du lait, c'est la Commission de pasteurisation et de contrôle, créée par le bill, qui va vendre du lait et non la municipalité. Les prix d'achat et de vente sont déjà fixés dans toutes les villes de la province par la Commission de l'industrie laitière. Il n'y aura pas de profit individuel. Il ne pourra donc y avoir d'exploitation. Le chef de l'opposition a tort de s'étonner que nous puissions acheter librement un verre de lait. Il suffit de payer le prix fixé.

Par ce projet, la Commission à créer achètera le lait des cultivateurs pour le vendre au public, aux prix qu'elle fixera. Elle vendra le lait en gros, seulement, aux distributeurs qui voudront rester dans ce commerce. Le profit que nous laisserons aux commerçants de lait sera supérieur à celui qu'ils réalisent. Ils retireront de plus intéressants revenus qu'à l'heure actuelle. La ville ne pourrait pas vendre à crédit.

Enfin, comment allons-nous faire l'économie nécessaire? La Commission organisera un système

de zonage dans la ville de Saint-Hyacinthe, en vertu duquel les 31 distributeurs de lait, au lieu de faire toute la ville, comme nous l'avons constaté après enquête, soit une randonnée de 15 milles par jour, en feront une de 2.3 milles.

Les distributeurs ne devront pas franchir ces zones. Leur travail se fera plus rapidement et plus économiquement. Leurs frais seront de beaucoup diminués. Tout en faisant de meilleurs profits, ils pourront vendre leur lait moins cher.

L'usine pourra vendre du lait pasteurisé ou certifié pur, provenant d'animaux sains, dont la production aura été contrôlée et surveillée, avec toutes les garanties de la propreté la plus parfaite, à un prix raisonnable. Les distributeurs vendront du lait, de la crème et tous les sous-produits du lait, comme l'a dit le premier ministre.

C'est une expérience à laquelle s'intéressent tous les hygiénistes. Nous voulons démontrer aux citoyens de la province que les médecins ont raison de recommander la vente du lait pasteurisé et du lait certifié pur. C'est une expérience qui vaut la peine d'être faite. Nous allons fermer la cité mascoutaine au mauvais lait, et c'est tant mieux pour la population.

Cette mesure épargnera à la municipalité des milliers de dollars par année en ce qui concerne les services de santé. À Saint-Hyacinthe, nous perdions autrefois 50 ou 60 personnes par la typhoïde chaque année. Nous avons fait disparaître les causes de la maladie. Les hygiénistes auront l'occasion d'observer les résultats dans une ville où la population ne consommera que du lait pasteurisé ou certifié pur, au point de vue santé publique. Ce n'est pas la première expérience que nous faisons à Saint-Hyacinthe. Nous voulons aider nos concitoyens et améliorer l'enseignement à l'École de laiterie.

Personne ne perdra d'argent. Tous les droits acquis des laitiers seront protégés par la loi et la ville achètera le roulant de ceux qui voudront abandonner le commerce. Tous ceux qui abandonneront leur commerce pour le céder à la Commission seront justement indemnisés. Nous ne faisons pas de favoritisme à Saint-Hyacinthe.

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Il fait observer que par le fait même que la ville veut construire l'usine sur un terrain du gouvernement, cela comporte l'aliénation d'une partie du domaine de la couronne. En second lieu, comme les techniciens de l'École de laiterie travailleront à l'usine, cela entraîne une dépense d'argent. Pour ces deux raisons, il soumet qu'en

vertu des articles 548 et 549 des règlements, le bill eût dû être accompagné d'une résolution, sans cela la loi serait irrégulière.

Il avertit le gouvernement que l'Union nationale fera démolir les bâtisses si elle reprend le pouvoir, parce que le bill aura été adopté contrairement aux prérogatives de la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Rien dans la loi ne stipule que le gouvernement cédera un terrain à la ville ou lui prêtera les officiers de l'École de laiterie. La ville de Saint-Hyacinthe pourra construire l'usine où elle le voudra, mais la loi ne comporte aucune obligation pour elle.

Il est loisible au ministre de l'Agriculture, ajoute-t-il, de lui vendre le terrain dont elle aura besoin pour son usine et de lui prêter les services de ses officiers.

M. l'Orateur renvoie le point d'ordre du chef de l'opposition.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Robidoux, Rochette, Sabourin, 46.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Talbot, 11.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le directeur de l'École de laiterie de la province de Québec à conclure une convention avec la cité de Saint-Hyacinthe en vue de l'établissement d'une usine de pasteurisation et de fabrication de produits laitiers dans les limites de la cité de Saint-Hyacinthe."

M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste sur la nécessité d'une résolution. L'Union nationale ne reconnaîtra pas la loi telle que présentée et il avertit le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) qu'il devra en subir les conséquences. Si on ne veut pas procéder légalement, je ferai démolir l'usine dès mon retour au pouvoir si elle est bâtie sur le terrain de la couronne.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition n'aura jamais cette chance. Il n'y a rien dans la loi pour justifier la prétention que la loi aurait dû être précédée de résolutions. Toute l'argumentation du chef de l'opposition tombe à faux. Le risque n'est pas grand pour nous. Je suis prêt à le prendre.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La loi de l'École de laiterie autorise le ministre de l'Agriculture à louer et acquérir des propriétés. Quant aux professeurs de l'école, s'ils travaillent à l'usine, ils travailleront pour la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement prend des responsabilités!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous n'avons pas peur. Aux prochaines élections, le peuple nous approuvera!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le premier ministre ait donc le courage de faire des élections; il le verra. Il y a sept comtés vacants!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition a moins de courage qu'il veut s'en donner. Il sait ce qui l'attend aux prochaines élections.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre va être battu dans son comté aux élections générales!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je le défie de venir me battre dans mon comté. Je n'y ferai pas une seule assemblée. Il y est venu, la dernière

fois, et la paroisse conservatrice où il a parlé m'a donné une belle majorité.

Le chef de l'opposition a la hantise des élections. Il les aura prochainement, en temps opportun, mais beaucoup plus vite qu'il ne le désire. Il n'aura pas, dans le prochain Parlement, la moitié des députés qui siègent avec lui.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien va coûter l'usine?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Environ \$50,000 ou \$60,000.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. La Commission a, dans les limites de la cité de Saint-Hyacinthe

"1° le droit exclusif

"a. de construire ou exploiter une usine de pasteurisation;

"b. d'acheter ou de vendre du lait;

"2° le droit de vendre tous sous-produits du lait."

M. Gagnon (Matane): Le bill Godbout devrait plutôt s'intituler: Loi concernant la municipalisation de la vente du lait de Saint-Hyacinthe.

L'article 9 est adopté.

L'article 10 est adopté.

Le comité étudie l'article 11 qui se lit comme suit:

"11. La Commission peut accorder des permis pour la vente de la crème et du lait dans la cité de Saint-Hyacinthe ou dans une ou plusieurs zones qu'elle détermine."

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La clause concernant le zonage est une des meilleures parties de la loi. Dans toutes les villes importantes, une vingtaine de vendeurs de lait passent tous les jours dans chaque rue. C'est le consommateur qui paie.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): On entrave ainsi la liberté du commerce. On pourrait tout aussi bien défendre aux épiciers de livrer leur marchandise en dehors de telle ou telle zone.

L'article 11 est adopté.

Les articles 12 et 13 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 14 qui se lit comme suit:

"14. La Commission devra acheter de tout commerçant de lait, pour consommation domestique, ayant fait affaires, de bonne foi, dans la cité de Saint-Hyacinthe avant le premier janvier 1943 et continuant son commerce au moment de la mise en vigueur de la présente loi, tout le roulant, matériel et accessoires servant à son commerce de distribution de lait."

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y a 31 commerçants de lait à Saint-Hyacinthe et on projette de réduire leur nombre à 10.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas juste de flanquer ainsi de braves gens sur le pavé et de les mettre à la merci du service sélectif.

L'article 14 est adopté.

Le comité étudie l'article 15 qui se lit comme suit:

"15. S'il ne peut y avoir entente de gré à gré, le prix que devra payer la Commission sera fixé par un bureau spécial d'arbitres."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si jamais quelqu'un s'avisait de contester la juridiction de cette Commission, ce serait drôle.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il y a longtemps que les gens menacent de poursuivre pour mettre à l'épreuve la constitutionnalité de la Commission de l'industrie laitière. Aucun ne s'est encore risqué.

L'article 15 est adopté.

Les articles 16 à 23 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 24 qui se lit comme suit:

"24. La Commission, en établissant le prix de vente du lait ou de la crème pasteurisés ou certifiés, doit tenir compte du prix payé au producteur, de tous les frais de transport, de conditionnement², de distribution et d'administration, de l'intérêt sur le capital engagé dans l'entreprise et

de la dépréciation de l'usine et du matériel avec, en outre, au moins dix pour cent sur le tout et il n'est pas en son pouvoir de vendre en dessous du prix établi, sauf pour se conformer à une ordonnance gouvernementale."

M. Talbot (Chicoutimi): C'était pourtant assez pour Saint-Hyacinthe d'avoir le mot parking.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le mot parking est le vrai mot, le mot originaire, le mot qu'on trouve en France. Parce que les Anglais ont le mot parking, les puristes et les extranationalistes en ont eu peur. Parking est dans toutes les langues. Il est préférable au mot stationnement qui est d'origine anglaise, puisqu'il dérive du mot *stand*.

L'article 24 est adopté.

Les articles 25 à 31 sont adoptés.

Le comité étudie le préambule qui se lit comme suit:

"Attendu qu'il y a lieu d'étendre le champ d'action de l'École de laiterie de la province de Québec de façon à permettre à ses élèves d'acquérir de l'expérience pratique non seulement dans la fabrication du beurre et du fromage, mais aussi dans tous les aspects de l'industrie laitière, spécialement la pasteurisation du lait et la distribution de produits laitiers;

"Attendu que la cité de Saint-Hyacinthe où cette école est établie est disposée à coopérer avec l'École de laiterie à cette fin et à établir une commission de pasteurisation et de contrôle du lait chargée d'exploiter, dans ladite cité, une usine de pasteurisation et d'y faire la distribution du lait;

"À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:"

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le préambule du bill crée une fausse impression. Il ne s'agit pas d'étendre le champ d'action de l'École de laiterie, mais de contrôler le commerce du lait.

Le préambule est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et l'a adopté sans l'amender.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division, comme dans le cas du vote précédent.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Bégin (Dorchester): Dès la fin de la guerre, nous aurons à envisager un problème de vitale importance avec la réadaptation à la vie civile de 50,000 soldats ou travailleurs de guerre, qui demanderont à se placer sur des terres.

Près de 30,000 militaires solliciteront, dans la province, le privilège de s'établir sur des fermes et au moins 20,000 ou 25,000 ruraux, affectés à des besognes dans les usines de guerre, feront de même. Malheureusement, nous ne sommes pas préparés. Le gouvernement s'est vanté qu'il ferait de grandes choses, mais il n'a rien fait.

On a annoncé, un jour, un projet de colonisation de \$10,000,000 à \$20,000,000 mais il s'est avéré, depuis, qu'il ne s'agissait que d'un ballon d'essai. Effectivement, la session s'achève et rien ne nous a été soumis.

En comptant tout ce qui reste de fermes vacantes, au sol de bonne qualité, dans les vieilles paroisses du Québec, c'est tout juste si nous pourrions établir 5,000 militaires. Il restera 45,000 établissements à organiser dans les pays neufs. L'intérêt national exige que nous, de la province de Québec, nous préparions ces établissements dans toute la mesure du possible.

Pour 30,000 de ces établissements, nous pouvons compter sur l'aide fédérale, mais à la condition d'être prêts. Devant l'envergure de cette tâche, trois ans de préparation efficace ne seraient pas de trop. Tout retard ne signifierait-il pas que les autorités responsables de nos destinées ne sont pas à la hauteur de la situation?

Notons que la province voisine est toute prête à se lancer dans une vaste entreprise de réfection de ses ressources naturelles. Le gouvernement de l'Ontario a préparé un programme complet et nous savons qu'il obtiendra l'aide financière du gouvernement fédéral. Ce que l'Ontario entreprend aujourd'hui, Québec l'avait commencé il y a quelques années avec l'inventaire des ressources naturelles.

Durant trois années, l'Union nationale plaça 16,440 familles, dont exactement 9,788 sur des terres nouvelles. Or, depuis quatre ans, le gouvernement actuel n'a pas placé le tiers de ce nombre. En 1937-1938, nous votions un montant de \$4,899,120.57 pour les chemins de colonisation dans la province; avec cette somme, nous avons pu exécuter les travaux suivants: 513 milles de chemins en pleine forêt, 850 milles de chemins refaits et 2,319 milles de chemins améliorés.

En 1938-1939, l'Union nationale affecta une somme de \$5,657,340.27 pour le même item et en 1939-1940, \$2,320,520.24.

Mais dès l'avènement au pouvoir du gouvernement présent, le budget fut considérablement réduit, et celui de 1941 ne comportait déjà plus que le montant de \$462,408.50.

Depuis 1867, un montant approximatif de \$54,000,000 a été dépensé pour fins de colonisation; sur ce total, l'Union nationale en a voté, quand elle fut au pouvoir, dans l'espace de trois ans seulement, \$22,000,000. Cela suffit à indiquer la tâche immense que notre ministère de la Colonisation dut envisager.

Il (M. Bégin) cite plusieurs opinions de M. Esdras Minville sur l'excellent placement que constitue toute dépense faite pour la colonisation. Il insiste pour démontrer que la colonisation reste le moyen le plus puissant pour parer à la crise de l'après-guerre.

Il blâme sévèrement le gouvernement de n'avoir pas pris les mesures qui s'imposent dans le domaine de la colonisation.

Il propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle est d'avis que la politique de colonisation du gouvernement actuel est dommageable aux meilleurs intérêts des colons:

"a) parce que les subsides accordés à la colonisation par le gouvernement sont insuffisants:

"b) parce que le gouvernement néglige de faire les travaux de voirie nécessaires à la colonisation;

"c) parce que le gouvernement néglige de donner à la colonisation les terres et le domaine qui lui sont nécessaires;

"d) parce que les activités forestières encouragées par le gouvernement sont préjudiciables à la liberté, au progrès et au bien-être des colons;

"e) parce que le gouvernement néglige de pourvoir au règlement des problèmes d'aujourd'hui et, surtout, à ceux de l'après-guerre."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Talbot, 11.

Contre: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Duval, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Godbout, Goulet, Groulx, Guibord, Jodoin, Joyal, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Potvin, Rajotte, Renault, Robidoux, Rochette, 35.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Et la Chambre continue de siéger après minuit.

Mercredi 26 mai 1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-neuf

mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatorze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à la recherche des mines", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau. Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à minuit quatre minutes.

NOTES

1. *La Gazette* du 17 juin 1943, à la page 9, précise:
"(...) Tout le monde a voté "non" excepté le
proposateur."

2. C'est ce mot qui attire l'attention du député de
Chicoutimi (M. Talbot).

Première séance du jeudi 17 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 6 modifiant la loi des tribunaux judiciaires, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est biffé.
2. Les articles 2, 3 et 4 deviennent respectivement articles 1, 2 et 3.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 15 modifiant la loi des accidents du travail, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en y ajoutant, à la fin du paragraphe 8, ce qui suit:

"Mais aucune compensation n'est payée en vertu des présentes dispositions à moins que l'ouvrier n'ait résidé continuellement dans la province pendant les trois années qui ont précédé la première manifestation de son incapacité, excepté s'il est établi à la satisfaction de la Commission que la maladie ne peut être imputée à aucune autre cause qu'à son emploi dans cette province."

2. L'article 5 est modifié:

- a) en remplaçant les paragraphes 105, 107 et 108 par les suivants:

"106. Dans la présente loi:

"1° le mot "pneumoconiose" désigne un état pathologique des poumons dû à l'inhalation d'air chargé de poussière siliceuse, caractérisé anatomiquement par des changements fibreux généralisés dans les deux poumons; ce mot comprend, notamment, les maladies connues sous les noms de "silicose" et d'"amiantose";

"2° l'expression "poussière siliceuse" désigne la poussière de silice ou d'autres composés de silicium, y compris l'amiante."

"107. Pour que la pneumoconiose puisse être considérée comme maladie industrielle au sens de la présente loi, il faut que l'ouvrier ait été effectivement exposé à l'inhalation de poussière siliceuse au cours de son emploi dans la province pendant des périodes dont la durée totale s'élève à au moins cinq ans."

"108. L'ouvrier qui a cessé d'être ordinairement et régulièrement employé dans une industrie où il est exposé à l'inhalation de poussière siliceuse doit, sous peine de déchéance, produire sa réclamation pour pneumoconiose et en faire la preuve dans les cinq ans de la date où il a quitté cet emploi. Cependant, la Commission pourra, s'il lui paraît que la justice l'exige, accueillir la réclamation même après ce délai si la pneumoconiose n'est accompagnée d'aucune complication."

b) en remplaçant, dans les lignes 4 et 5 du sous-paragraphe 1 du paragraphe 109, les mots "de la poussière de silice", par les mots "de poussière siliceuse";

c) en remplaçant, dans la ligne 4 du sous-paragraphe 4 dudit paragraphe 109, les mots "de la poussière de silice", par les mots "de poussière siliceuse".

3. L'article 6 est remplacé par le suivant:

"6. La cédula III de ladite loi est modifiée

a. en remplaçant, dans la première colonne, les mots "silicose infectieuse", par le mot "pneumoconiose" (silicose et amiantose);

b. en ajoutant, dans la seconde colonne, en regard du mot "pneumoconiose", le mot "poterie".

Aussi, le bill 34 modifiant le Code municipal, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

L'article 5 est modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Le tiers subrogé ne peut exercer les privilèges de la municipalité plus de trois ans après la date du paiement à moins qu'il n'ait, dans ce délai, donné avis écrit au secrétaire-trésorier de la municipalité, mentionnant le solde dû sur sa créance. Le secrétaire-trésorier est tenu de noter un tel avis dans les livres de la municipalité de la même manière que le paiement par subrogation et le délai de trois ans susmentionné recommence à courir à compter de la date de la réception, par le secrétaire-trésorier, d'un tel avis lequel peut être renouvelé.

"Après trois ans de la date du paiement, la mention de taxes payées par subrogation n'est plus requise dans les états fournis par un officier du conseil à moins qu'un avis n'ait été reçu dans les trois ans précédents en conformité des dispositions ci-dessus."

Projets de loi:

Loi des tribunaux judiciaires

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 6 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi des accidents du travail

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 15 modifiant la loi des accidents du travail.

M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le Conseil législatif d'avoir écouté les recommandations de l'opposition en apportant les amendements qui s'imposaient à la loi modifiant la loi des accidents du travail pour donner justice aux ouvriers qui travaillent à la poterie et qui sont victimes de la silicose et de l'amiantose.

Ces amendements avaient été préconisés, à l'Assemblée législative, par deux de mes collègues de l'opposition, MM. les députés de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) et Mégantic (M. Labbé).

Le Conseil a rétabli l'obligation, pour un ouvrier, de demeurer depuis trois ans dans la province s'il veut bénéficier des avantages de la loi pour obtenir une compensation en cas d'accident. Je suis d'avis que cette obligation s'impose, à la veille d'une immigration intensive dans la province.

Le Conseil a aussi élargi la définition de la silicose comme maladie compensable, en faveur de l'ouvrier; il a ajouté l'amiantose aux maladies industrielles et fait quelques autres ajustements.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Code municipal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 34 modifiant le Code municipal.

Les amendements sont lus.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 22 modifiant la loi de la prime sur la tourbe;
- bill 40 pour la protection de la petite propriété des militaires;
- bill 50 relatif au recensement des élèves de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Projets de loi:

Loi abolissant les rentes seigneuriales

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre, à sa présente séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 59 modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales.

Adopté.

Loi des véhicules automobiles

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 modifiant la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique les principaux objets du bill:

- 1) réduire de 18 à 17 ans l'âge des personnes ayant droit à un permis de conduire;
- 2) obliger les

personnes qui conduisent une bicyclette à circuler à la file indienne dans une bande de quatre pieds de largeur, à l'extrême droite du revêtement, sur tout chemin qui ne comporte pas de voie spécialement aménagée pour la circulation lente.

Les jeunes gens de 17 ans pourront avoir un permis de conduire s'ils obtiennent la permission de leurs parents et s'ils peuvent réussir un examen de conduite.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce bill a du bon et du mauvais. Il comporte des avantages et des désavantages. Ainsi, en donnant des permis de conduire aux jeunes gens de 17 ans, on les incite à dépenser davantage. Pour ce qui est des cyclistes, cette disposition a aussi du bon et du mauvais. Il est évident que les cyclistes provoquent quelquefois des abus en voulant accaparer tout le chemin pour eux. Mais, d'un autre côté, la réglementation que l'on veut établir pour eux peut aussi avoir ses désavantages². Elle obligera les cyclistes à circuler à queue dans une zone de quatre pieds, à l'extrême droite de la route. L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) veut "zoner" les bicyclettes sur les routes et il veut aussi "zoner" les arrêts.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le gouvernement veut clarifier la situation légale au point de vue des accidents, en ce qui concerne l'âge du permis de conduire et il veut mettre de l'ordre dans la circulation, avec une réglementation pour les cyclistes.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 58 sans l'amender.

Loi abolissant les rentes seigneuriales

L'ordre adopté précédemment appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 59 modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose: Que l'article 33a de la loi abolissant les rentes seigneuriales (Statuts refondus, 1941, chapitre 322), édicté par la loi qui accompagne la présente résolution, s'appliquera aux rentes possédées par Sa Majesté aux droits de la province de Québec.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) Avec cette loi, nous avons voulu rendre les terres habitées par les descendants des Français venus coloniser le pays aussi libres que le sont celles cultivées après la cession du Canada à l'Angleterre. Nous avons réellement rendu service aux descendants des premiers colons³.

Cette loi est tellement populaire qu'aucune des 731 municipalités intéressées ne s'en est pas prévalu. Il ne reste plus que \$100,000 de rentes à racheter pour faire disparaître dans la province ce dernier vestige de la féodalité.

M. Duplessis (Trois-Rivières) se lance dans une attaque contre ce moyen pris par le gouvernement pour faire disparaître ce vestige d'un autre âge. Il fait l'historique de l'abolition des rentes seigneuriales, reliquat de l'ancien système féodal. Dans la perception des rentes, dit-il, les seigneurs étaient subordonnés à deux conditions: la capacité de payer des censitaires et la valeur des terrains. Les seigneurs ont trouvé un ami en la personne du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard), qui a fait une loi en leur faveur en faisant payer le peuple pour eux.

Au lieu de laisser aux seigneurs la tâche de percevoir leurs rentes, le ministre a confié ce soin aux corporations municipales. Le gouvernement s'est fait le collecteur des seigneurs par l'entremise des conseils municipaux. Avec le résultat que les rentes n'ont pas été abolies, mais qu'elles ont été converties en taxes que les contribuables ont dû payer. On a donc créé une servitude en faveur des seigneurs.

La province a dû emprunter \$3,000,000, à 3 %, pour payer le capital des rentes, sans parler des autres dépenses, comme celles du paiement des secrétaires-trésoriers des municipalités, chargés de la perception des rentes.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Il est très intéressant de le voir défendre l'ancien système féodal. Notre loi n'est pas nouvelle, car elle a été votée il y a 250 ans dans le duché de Savoie, et le chef de l'opposition est 250 ans en arrière du progrès en s'opposant à l'abolition des rentes.

Il explique brièvement les dispositions de la loi. L'abolition de ces rentes, dit-il, ne coûte rien, ni à la province, ni aux municipalités, ni aux censitaires, ni aux seigneurs. Autrefois, le censitaire était obligé de parcourir de longues distances, parfois, pour aller porter son \$5 ou son \$6 de rente. Aujourd'hui, au lieu de payer ses rentes indéfiniment au seigneur, le censitaire paie le même montant au conseil municipal. Il paie cette redevance en même temps que ses taxes municipales.

Cette loi a donné pleine satisfaction aux 65,000 cultivateurs et petits propriétaires des villes intéressées qui profitent de cette politique du rachat des rentes du Parti libéral. La rente perpétuelle est devenue une taxe temporaire et, dans 25 ans, toutes les rentes auront été payées graduellement sans qu'il n'en coûte un sou de plus aux rentiers, parce que le censitaire, en payant \$10, paie \$5 du capital⁴.

Le syndicat créé par la loi a racheté les rentes au montant total de \$3,000,000. La différence entre le taux de l'intérêt payé par le syndicat, soit 3 %, et le taux des rentes payées par le censitaire par l'intermédiaire de la municipalité, qui est de 6 %, suffira à amortir le capital emprunté en 25 ans.

Quant aux seigneurs, ils sont remboursés à 100 %. Ils auront retiré ce que le gouvernement leur devait, c'est-à-dire 100 cents dans la piastre. Ils ont eu l'ennui de replacer leur argent, car il est difficile de trouver du 6 %. Les municipalités n'ont rien à payer. Une petite partie de l'argent que paient les débiteurs est retenue pour constituer un fonds à même lequel on dédommage les secrétaires-trésoriers ou les secrétaires de comtés de leur trouble.

M. Barrette (Joliette): La Commission nommée par l'Union nationale pour faire l'examen de la valeur réelle des seigneuries et fiefs a suggéré un projet de loi en vertu duquel il eût été possible de réduire d'environ \$1,000,000, c'est-à-dire de \$3,000,000 à \$2,000,000, le capital des rentes⁵. Il n'y avait qu'à calculer les rentes sur la valeur réelle des

terrains. Dans un grand nombre de cas, les municipalités ne percevaient pas de taxes sur des terrains, mais on obligeait quand même les censitaires à payer des rentes.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) prend aussi part au débat sur la résolution introductive du bill.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) demande que les rentes disparaissent aux Îles-de-la-Madeleine.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Dans ce comté, les rentes sont remplacées par des baux emphytéotiques de 99 ans.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 17 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 13 refondant la loi des droits sur les successions, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en insérant, dans le sous-paragraphe "e" du paragraphe "45", à la sixième ligne de la page 19, immédiatement après les mots "être conservé et", les mots suivants: ", à moins qu'il ne s'agisse d'une radiation de droits réels,".

Projets de loi:

Loi des droits sur les successions

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 13 refondant la loi des droits sur les successions.

L'amendement est lu.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que cet amendement soit maintenant accepté.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Sucre de betterave à Saint-Hilaire

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives bill 54 concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose:
1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre de l'Agriculture à céder ou louer

à la corporation constituée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, aux conditions qu'il jugera à propos de fixer, la manufacture de sucre de betterave actuellement en construction à Saint-Hilaire, ainsi que les machineries, outillages et matériaux destinés à y être employés.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à garantir le paiement du principal et des intérêts d'emprunts contractés par la corporation dont le principal n'excédera pas la somme de deux millions de dollars et que le trésorier de la province sera autorisé à payer, sur le fonds consolidé du revenu, les montants requis pour satisfaire à de telles garanties.

Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra également autoriser le trésorier de la province à faire des avances à la corporation jusqu'à concurrence de ladite somme de deux millions de dollars.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Le temps est mal choisi pour faire chez nous l'expérience de la betterave à sucre. Cette entreprise a été organisée par des gens incompetents en un moment où le sucre est rationné, où les cultivateurs sont aux prises avec des difficultés de toutes sortes, notamment la pénurie de main-d'œuvre. Ce n'est pas le temps de perdre du temps et du matériel dans des tâtonnements coûteux. L'an dernier, j'ai prédit la faillite du plan du gouvernement à ce sujet. L'industrie du sucre de betterave n'existait pas dans la province. Le gouvernement a encouragé la culture de la betterave à sucre avec le résultat que des cultivateurs ont perdu de l'argent. Cette industrie ne peut pas payer.

Pourtant, le premier ministre se vantait encore l'an dernier que l'industrie de la betterave à sucre était assurée d'un immense succès. Nous constatons aujourd'hui que le premier ministre a été fort mal avisé. Depuis la dernière session, l'opposition s'est renseignée et elle a appris qu'en Colombie-Canadienne, où le sol et le climat sont plus favorables que dans la province de Québec, des experts ont fait une étude spéciale pour voir si l'industrie de la betterave à sucre pourrait y être profitable après la guerre.

Ils ont recommandé au gouvernement de ne pas s'immiscer dans une telle entreprise, quelque propice que soit le sol à la culture de la betterave dans la province, parce que ce n'était pas un bon investissement pour la période d'après-guerre. Ils disent dans leur rapport que, pour subsister, une telle industrie devrait recevoir des subsides de l'État presque en permanence, payer des salaires de famine

et bénéficier de hauts tarifs de protection. Nulle part au Canada les expériences n'ont été positives.

À Saint-Hilaire, il s'agit d'une entreprise plutôt d'un caractère privé. Et voici que le gouvernement s'en empare. Ce n'est pas à l'État de prendre l'initiative dans un domaine comme celui-là. Que des industriels fondent une industrie et que l'État les aide, très bien, mais l'État ne doit pas se lancer dans l'industrie pour des avantages locaux. Il fait fausse route et mérite le blâme lorsqu'il s'immisce dans une affaire comme celle de l'industrie de la betterave à sucre de Saint-Hilaire et qu'il va faire concurrence à l'industrie privée sans la compétence voulue.

Jamais l'État ne réussira dans le commerce. Personne ne s'oppose à ce que l'on aide les coopératives. L'Union nationale reste convaincue que l'État doit prêter son concours, mais il ne doit pas se faire marchand ou industriel, sauf dans de rares cas d'exception, lorsque c'est pour le bien commun. Il doit laisser ce rôle à l'intérêt privé.

On parle des scandales de l'Union nationale mais que dire du scandale de l'affaire de la betterave à sucre de Saint-Hilaire! L'an dernier, le premier ministre a déclaré que le coût des travaux était rendu à \$800,000. Mais le gouvernement a englouti jusqu'ici, dans une entreprise qui est devenue un fiasco, une somme de \$1,025,374.76. Malgré cela l'usine ne fonctionne pas encore et la machinerie, achetée aux États-Unis au coût de \$150,000 avec la structure d'acier, est inutilisable et a rouillé dans les champs, à Saint-Hilaire, à côté d'un entrepôt de 400 pieds où il n'y a pas de betteraves.

Me Aimé Geoffrion, de Montréal, le promoteur de cette entreprise provinciale, s'est fait payer \$1,000 pour l'organisation d'une compagnie qui n'a pas voulu de l'entreprise. Bref, toute l'affaire me paraît un scandale dont le gouvernement aura à répondre devant la province.

On a conseillé aux cultivateurs de cultiver la betterave en attendant qu'elle soit utilisée à Saint-Hilaire, et d'en nourrir leurs animaux, mais le bétail qui a été alimenté à la betterave en a été malade.

La machinerie a été utilisée pour la première fois en 1903; elle a servi en Ontario d'abord, puis au Wisconsin. Aujourd'hui, elle n'a aucune valeur commerciale. Elle est désuète et démodée et personne n'en voudrait. Elle ne vaut que ce qu'il en coûtera pour la démolir. Elle est remise dans un hangar où une quarantaine d'hommes la surveillent.

Au surplus, l'entreprise vient à un mauvais moment, puisqu'il n'y a pas de marché pour le sucre et que la main-d'œuvre nécessaire à l'usine est rare

par ce temps de guerre. Tout ce qu'on a, après avoir dépensé \$1,000,000, c'est un hangar de 400 pieds de longueur, dans lequel il n'y a pas une seule betterave et une machinerie qui rouille dans le champ. L'entreprise a été mal conçue, mal dirigée et tout est à refaire⁶.

Non seulement on a dépensé déjà \$1,000,000, mais on nous demande de voter \$1,000,000 additionnel pour tenter de renflouer cette entreprise mal mûrie, mal conçue et vouée à l'insuccès. Ottawa a refusé à Québec le droit de construire cette usine et le premier million est une perte totale. Pour \$1,000,000, on pourrait avoir une machinerie toute neuve.

Le gouvernement a tenté de former une coopérative et quand il a vu que cela ne marcherait pas, il s'est rabattu sur une commission.

Le gouvernement veut, par son bill, se servir de la formation de cette commission comme d'un subterfuge pour effacer la dette de \$1,000,000 et la convertir en un compte recevable. Le gouvernement demande un autre million quand il est convaincu qu'il ne pourrait intéresser personne à une entreprise qui est un fiasco. C'est le devoir de l'opposition de dénoncer ce gaspillage des deniers publics.

Le gouvernement ne pouvait jamais mieux protéger le trust du sucre qu'en mettant sur pied cette entreprise de Saint-Hilaire, pour en faire une faillite complète, en démontrant l'impossibilité d'implanter chez nous l'industrie de la betterave à sucre. Si le gouvernement veut combattre le trust du sucre, il a le pouvoir de le faire. Il ne devrait pas essayer de faire affaire avec eux en leur exposant la faillite d'un projet subventionné par l'État.

Ce \$1,000,000 a été dépensé pour rien. Aucun cultivateur ne voudra jamais acheter une part dans une coopérative qui n'aura pour tout actif qu'une machinerie démodée et qui devra, avant de produire un seul sac de sucre, devra payer des intérêts sur \$2,000,000.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député de Saint-Jean-Napierville s'est fait tort politiquement parlant en prononçant le discours qu'il vient de faire. Ceux qui connaissent un peu la question se sont rendu compte que le député de Saint-Jean-Napierville vient de parler d'une chose qu'il ne connaît pas. Quand on n'a rien à dire, on ne devrait pas parler. L'usine de Saint-Hilaire est une initiative du gouvernement libéral de Québec tout à l'avantage des cultivateurs des comtés de Saint-Jean-Napierville comme du comté de Rouville et des autres avoisinants.

Il n'y a que du vent dans le discours du député de Saint-Jean-Napierville, qui a habité la Chambre à plus de sérieux que cela. Quand le député de Saint-Jean-Napierville comprendra la question, il se fera un devoir de remercier le premier ministre d'avoir réalisé une œuvre de cette envergure. Aujourd'hui, il a parlé comme un homme qui n'a jamais mis le pied sur un coin de terre que l'on appelle une ferme. Il dit que l'industrie du sucre de betterave ne peut réussir dans Québec à cause du climat.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Il n'a jamais dit cela.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député de Saint-Jean-Napierville a dit que, même avec un meilleur climat que le nôtre, l'entreprise avait été manquée en Colombie.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): J'ai cité le rapport d'un expert qui disait que, même avec un climat plus favorable, on avait échoué en Colombie.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député de Saint-Jean-Napierville contredit lui-même son chef sur ce point d'ordre. Je veux dire à mon honorable ami que l'industrie de la betterave convient parfaitement au sol et au climat de la province de Québec. Le climat du Québec est plus favorable que celui de la Colombie-Canadienne à la production de la betterave à sucre à cause des gelées d'automne qui augmentent la production du sucre dans les fruits et les légumes. Les expériences complètes commencées au ministère de l'Agriculture en 1932 avec le concours des cultivateurs et poursuivies depuis, sauf entre 1936 et 1939, établissent hors de tout doute que nulle part ailleurs en Amérique il existe un climat plus favorable à la production de la betterave que dans la province de Québec.

Ce climat convient particulièrement à l'augmentation du pourcentage de sucre dans notre betterave comme dans la pomme et les autres fruits. Dans la vallée du Richelieu, le sol de la région est particulièrement bien adapté à ce genre de culture. Le sol de la région de Saint-Hilaire où nous établissons la fabrique est beaucoup plus favorable que le sol de la Colombie-Canadienne pour la production de la betterave. C'est ce que démontrent les expériences.

L'an dernier, la moyenne de production de la betterave dans quatre districts du Québec où nous

avons conduit des expériences a été de 15 tonnes de betteraves à l'arpent; dans nos analyses, le rendement en sucre a été de 15.56 % et le pourcentage de pureté de la betterave a été de 88 %. On ne peut rencontrer un tel rendement nulle part ailleurs. La betterave et les fruits trouvent un habitat idéal dans la province de Québec.

La main-d'œuvre favorise beaucoup aussi la culture de la betterave chez nous. En outre de la main-d'œuvre adulte, il y a les enfants qui, dès l'âge de 12 ans, peuvent rendre des services signalés dans ce domaine, ce qui fait qu'elle est spécialement favorable à notre province où les familles sont nombreuses. C'est ce qui nous donne la supériorité sur les autres provinces.

Ce serait un crime pour nous de rester dépendants des autres nations pour notre approvisionnement de sucre quand nous pouvons produire cette denrée à meilleur compte. Il se consomme au Canada 1,174,000,000 de livres de sucre et dans la province 335,000,000 de livres, alors que le pays n'en produit que 213,000,000 de livres.

C'est en face d'une situation aussi désavantageuse qu'on voudrait empêcher les bonnes volontés d'agir et de travailler à rendre notre province et notre pays indépendant des importateurs du sucre? Même si cela coûte cher, nous voulons entreprendre cette œuvre de libération nationale parce que c'est l'intérêt des cultivateurs qui nous y pousse. Le député de Saint-Jean-Napierville a foi dans l'industrie privée, très bien. Moi aussi.

Mais nous avons cherché à intéresser des financiers à cette entreprise. Des difficultés ont surgi. Des intérêts sont venus en conflit. La plupart étaient déjà intéressée dans des entreprises financières ou à l'importation et au raffinement du sucre plutôt qu'à la fabrication sur place.

Il nous restait deux solutions au problème: former des coopératives ou confier la tâche à une commission qui remettrait ensuite l'industrie aux cultivateurs après l'avoir organisée.

Mais dans l'établissement d'une industrie aussi vitale pour notre libération économique, dont la réussite est appelée, en définitive, à profiter à toute la population, le gouvernement a cru qu'il était justifiable de se porter à l'aide des cultivateurs et d'assumer le risque pour eux. Il a donc choisi le mode sûr, le mode pratique, il a décidé d'établir une coopérative agricole pour lui confier la chose, quitte à la remettre, quand elle sera solidement sur pied, aux agriculteurs qui l'opéreront pour leur compte.

Il est inutile de penser qu'une manufacture convenable de cette envergure ne peut pas coûter

moins de \$2,000,000 à \$2,500,000. À cause de la concurrence effrénée que vont faire les intérêts privés, il n'eût pas été raisonnable, d'autre part, de laisser les cultivateurs ou les coopérateurs assumer tout le risque d'une entreprise totalement nouvelle chez nous. Le gouvernement a préféré courir le risque lui-même, à leur place. Il était juste que le gouvernement supportât le coût des premières expériences, car toute la population profitera plus tard de la chose en payant le sucre à meilleur compte.

Nous avons couru un premier risque en construisant pendant la guerre. À cause des difficultés de l'état de guerre actuel, qui est cause que tout coûte plus cher et à cause de retards et de difficultés énormes que nous avons rencontrés dans l'obtention du matériel nécessaire, l'entreprise, certes, coûtera plus cher qu'en temps normal. Mais le gouvernement doit épauler les cultivateurs dans l'intérêt de toute la population qui bénéficiera de cette industrie: le gouvernement n'hésite pas.

Les cultivateurs de Saint-Jean-Napierville sont aussi intéressés que les autres. J'invite leur député à leur répéter en fin de semaine ce qu'il a dit ici cette après-midi. Il pourra aller leur demander s'ils n'aiment pas mieux notre façon d'agir.

L'opposition parle de scandale. On laisse même entendre que je devrais aller en prison. L'honorable député de Saint-Jean-Napierville a dépassé sa pensée dans son injuste critique. Ce qui s'est passé à Saint-Hilaire, je l'endosse complètement. S'il y a eu scandale, je dois être le premier qu'il faut envoyer en prison parce que j'assume la responsabilité de tout ce qui a été fait et de tout ce qui se fait actuellement à Saint-Hilaire. Mais il n'y a eu aucun scandale dans cette affaire et les livres sont ouverts à tous, même à l'opposition.

Qu'il y ait eu, comme dans toutes les entreprises un peu vastes, quelques erreurs dans le choix du site ou l'achat de la machinerie, ce que je n'admets pas, c'est possible; il faut se souvenir que c'est là une œuvre accomplie par des humains et que se tromper est humain. Mais je suis convaincu que, dans l'ensemble, la manufacture de Saint-Hilaire ne coûtera pas plus cher, en définitive, que d'autres du même genre établies ailleurs avant la guerre, en des temps beaucoup plus avantageux.

Nous voulons avoir des propagandistes qui enseigneront à la population ce que nous faisons et quel but nous visons. Leurs salaires seront payés par la commission dont nous proposons la formation, parce que cette industrie doit être indépendante du ministère de l'Agriculture et à cause de la compétition de la part des raffineries de sucre. C'est

le moyen le plus facile de nous rendre compte de ce que nous coûtera le sucre. Demain, c'est 10,000 cultivateurs qui s'intéresseront avec profit à la culture de la betterave et qui liront avec un œil peu sympathique ce qu'a déclaré le député de Saint-Jean-Napierville.

Nous bâtissons à Saint-Hilaire un établissement solide. Et l'enquête que nous avons poursuivie nous démontre que non seulement cette industrie est née viable mais qu'elle sera plus profitable dans le Québec que dans n'importe quelle autre partie du pays où elle a été organisée. C'est pourquoi nous voulons l'organiser sur des bases solides.

J'invite le député de Saint-Jean-Napierville et ses collègues à aller visiter les environs de Windsor et de Chatham, en Ontario, où des industries semblables existent. Il y a là des cultivateurs heureux qui font de l'argent à fournir de la betterave à sucre aux raffineries. Dans ces régions, les cultivateurs comptent parmi les plus prospères; et d'ailleurs ce sont en général des Canadiens français.

De l'avis de tous les experts que nous avons consultés, tant canadiens qu'américains, ce temps de guerre est le plus propice à la mise sur pied d'une telle industrie, alors que le prix du sucre est élevé, parce que l'on pourra payer aux cultivateurs un prix plus élevé pour la betterave.

Le député de Saint-Jean-Napierville a dit que je croyais que l'industrie ne coûterait que \$800,000 ou \$900,000. Il admettra que le coût est rendu plus élevé à cause de la guerre et des restrictions. Il prétend que nous avons dépensé de l'argent et que nous ne pourrions pas être remboursés en vendant l'entreprise. Je lui réponds que l'industrie de Saint-Hilaire sera payante, apportera des revenus substantiels aux cultivateurs et sera d'un avantage incalculable pour les consommateurs de sucre. De plus, toute l'entreprise est revendable. Devant les expériences concluantes faites à Saint-Hilaire, le gouvernement a reçu deux offres d'achat de l'entreprise au prix coûtant, venues de deux groupes de financiers sérieux.

Mais le gouvernement l'a édifiée pour les cultivateurs et il ne la vendrait pas, même si on lui offrait le double de ce qu'elle lui a coûté. Nous allons garder cette industrie pour toute la population de la province et pour les cultivateurs au bénéfice desquels nous l'avons édifiée. Nous ne nous laisserons pas aller par aucune offre qu'on pourrait nous faire. Le député de Saint-Jean-Napierville peut être assuré que le jour où nous voudrions vendre, nous vendrions avec profit.

Les cultivateurs n'ont rien perdu à cultiver la betterave à sucre, en dépit de l'affirmation du député

de Saint-Jean-Napierville selon laquelle le gouvernement a fait perdre de l'argent aux cultivateurs qui produisent de la betterave à sucre sans pouvoir la faire transformer à l'usine de Saint-Hilaire. Le gouvernement a expédié une bonne partie de la récolte dans les moulins de Chatham et de Windsor pour y faire faire les expériences nécessaires. Nous avons payé le transport et les cultivateurs ont ainsi obtenu un meilleur prix. Pour le reste de la récolte, le gouvernement a payé un octroi qui laisse des bénéfices aux cultivateurs.

Il n'y a donc rien d'alarmant, comme le prétend l'opposition. Nous sommes sûrs que voici une industrie qui aidera la classe agricole. Nous coopérons avec les cultivateurs, nous faisons pour eux des expériences sur la valeur du sol et sur les moyens d'obtenir de meilleurs résultats. Déjà des financiers sont intéressés à fonder une industrie semblable à la nôtre.

L'honorable député de Montmagny (M. Choquette) sera intéressé d'apprendre que les experts américains que nous avons consultés songeaient à établir une autre industrie de sucre de betterave dans son comté ou aux alentours, si le terrain y est favorable à la culture de la betterave à sucre. Le gouvernement fera son possible pour aider cette compagnie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça prenait le premier ministre actuel pour tenir le langage qu'il a tenu contre le député de Saint-Jean-Napierville. Si le comté de Saint-Jean-Napierville est passé du côté de l'Union nationale dans une élection partielle, ceci est dû au premier ministre lui-même et à son impopularité. Il ne faut pas oublier que ça faisait 100 ans que ce comté votait pour les libéraux. Je comprends pourquoi le premier ministre n'aime pas le nouveau député de Saint-Jean-Napierville.

Il résulte de la conduite du gouvernement que jamais un régime n'a donné le spectacle d'un gaspillage aussi éhonté des fonds publics et d'impriorité que celui de l'usine de Saint-Hilaire.

Les illégalités et le mépris de la loi ont été multipliés dans cette affaire. En 1940, le gouvernement décidait de tenter l'aventure et le premier ministre a, au mépris des lois et sans aucune autorisation préalable envoyé un représentant dans le Wisconsin pour acheter de la machinerie démodée, vieille de 40 à 50 ans, inutilisée depuis plusieurs années, qu'on a payée \$167,000 quand elle n'en valait pas \$40,000. C'est tout comme si le gouvernement travaillait à tuer dans l'œuf cette industrie au lieu de l'édifier sur des bases solides.

Plus tard, en 1941, il a, dit-il, fait voter une loi pour autoriser le ministre de l'Agriculture à acheter et à revendre la machinerie nécessaire à l'établissement d'une usine de sucre de betterave et à payer \$1 la tonne pour la betterave fournie par les cultivateurs, jusqu'à concurrence de 100,000 tonnes. Quand la loi a été passée, la machinerie était déjà achetée. Une puissante compagnie a été formée sous le nom de Compagnie Richelieu, avec le concours de Me Geoffrion. Le premier ministre avait déclaré qu'elle était prête à acheter l'outillage pour mettre l'industrie en opération. Dans cette loi, on disait alors que "La Compagnie Richelieu limitée" devait opérer cette usine. Mais les hommes d'affaires qui composaient cette compagnie n'ont pas voulu s'engager dans cette affaire parce que la machinerie était trop vieille. Ils ont laissé le premier ministre se débrouiller seul.

Ensuite, le gouvernement a été obligé de voter un mandat spécial de \$300,000 de plus que le montant autorisé par la loi de 1941 pour payer d'autres frais. On ne devait dépenser que \$150,000 et on a dépensé \$1,025,000. Le pire, c'est que tout reste à faire. Depuis 1941, il n'est pas sorti une once de sucre de cette industrie pour la bonne raison que non seulement la machinerie ne fonctionne pas, mais elle n'est même pas installée. N'est-ce pas du gaspillage?

Un million a déjà été dépensé dans cette entreprise de Saint-Hilaire et le gouvernement demande un autre million. Un million, c'est 4,000 pensions à des vieux et à des vieilles⁷. Avec ce montant, on construirait 500 maisons et chalets pour loger des ouvriers. C'est cela que le gouvernement a gaspillé. On serait complice du trust qu'on n'agirait pas autrement. Le premier ministre lui-même admet que l'entreprise est si risquée qu'il ne veut pas que les cultivateurs la prennent à leur charge. C'est la province qui va payer.

Le premier ministre a commencé cette industrie quand le sucre est rationné, quand le gouvernement fédéral restreint la construction et qu'il faut des priorités pour obtenir des matériaux. Il vient d'admettre lui-même que cette entreprise comporte un grand risque. Il dit qu'il prend le risque. Il risque la réputation de son gouvernement et la sienne!

Le premier ministre n'a pas pris la précaution élémentaire de demander les droits de priorités à Ottawa avant d'entreprendre une construction à Saint-Hilaire. On sait qu'on ne peut rien faire sans la permission du pouvoir central...

Il (M. Duplessis) cite un document à l'effet qu'un officier fédéral lui a écrit pour lui dire où signer son nom sur une formule. Il affirme que le

chef du gouvernement s'est fait dire par les officiers du Trésor qu'il a violé la loi fédérale du change parce qu'il n'avait pas le droit de prendre l'argent de la province pour le déposer aux États-Unis au nom d'un nommé Dionne. Celui-ci, poursuit-il, a eu l'audace de vendre en son nom les biens qui appartenaient à la province et de retirer l'argent. La machinerie est arrivée des États-Unis, sans ses parties essentielles et à l'heure actuelle, l'outillage est d'un bord, l'usine de l'autre et la betterave est ailleurs.

Le premier ministre a oublié de demander la permission de construire et il a dû s'adresser à M. Lapointe, à M. Gardiner et à un autre collègue pour obtenir cette permission de M. Howe. Le ministre des Approvisionnements a refusé les priorités au premier ministre en lui disant qu'il devrait bien savoir que ce n'est pas le temps de se lancer dans une telle entreprise, que c'était là une mauvaise affaire et qu'on avait besoin de tout le fer pour la guerre.

Le premier ministre se vante quand il dit que deux compagnies ou personnes sont prêtes à acheter l'installation dans l'état où elle est. Aucun financier n'en veut de cette usine.

Le premier ministre, en achetant de la machinerie sans une loi qui l'y autorisait, a fait un détournement de fonds. Le gouvernement va nommer une corporation, maintenant, parce qu'il veut falsifier les comptes de la province en négligeant d'inscrire dans les *Comptes publics* des milliers de piastres et en transportant des paiements au compte de cette commission. Toute l'affaire est un monument d'iniquité, de gaspillage et d'imprévoyance, d'illégalité et de déception.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je ne veux pas descendre dans les bas-fonds où le chef de l'opposition veut m'entraîner. La basse politique que vient de faire le chef de l'opposition me répugne, cela fait perdre le temps de la Chambre, mais entendre parler le chef de la gauche comme il vient de le faire, ça fait l'affaire du gouvernement.

Le chef de l'opposition a essayé en vain de trouver un argument pour s'opposer à ce projet. Sur quelle opinion d'experts le député de Trois-Rivières s'appuie-t-il pour dire que la machinerie, payée \$150,000, ne valait pas \$40,000? L'a-t-il vue? A-t-il reçu une appréciation d'un homme compétent? Son imagination, seule, lui suffit pour augmenter l'énormité des sottises qu'il accumule lorsqu'il affirme des choses de ce genre. Et plus il augmente l'énormité des sottises, plus cela fera l'affaire du gouvernement car il en bénéficie.

Le gouvernement a fait examiner la machinerie par un professeur d'université, où l'on enseigne les

méthodes de culture de la betterave, donc spécialisé dans la matière, et trois experts, les meilleurs que nous avons pu trouver. Tous trois se sont accordés pour dire que la province avait acheté la machinerie à un prix excessivement bas. Ces experts sont allés sur les lieux avant de parler.

Le chef de l'opposition s'oppose à ce que nous dépensions \$2,000,000 pour les cultivateurs. Qu'il nous dise donc de combien de maisons et de chalets il a privé la province avec les \$12,000,000 qu'il a dépensés pour le Jardin botanique et pour un restaurant à l'île Sainte-Hélène, sans compter les centaines de mille dollars qu'ont coûté les écuries de Trois-Rivières!

L'homme qui a mis la province au bord de la banqueroute, en jetant l'argent à ses favoris, ose nous reprocher de dépenser \$2,000,000 pour fonder une industrie agricole, afin d'aider les cultivateurs et de leur donner de nouvelles sources de revenus dont ils ont besoin! Il a mauvaise grâce de parler comme il le fait. Il est bien connu. Il n'y a qu'un nom pour un homme qui prend pareille attitude, c'est un farceur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre n'a pas de nom du tout!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ça reste à établir. Nous irons tous les deux, bientôt, demander cela à l'électorat de la province.

Le chef de l'opposition a parlé d'une lettre de M. Howe. Il n'a pas dit ce que contenait la lettre. Les paroles que le chef de l'opposition a prêtées à M. Howe ne correspondent pas aux faits ni aux actes d'Ottawa pour la province.

Non seulement M. Howe ne nous a pas refusé les priorités que nous demandions, mais il a même fait un voyage spécial à Washington afin de nous obtenir du gouvernement américain des priorités qu'il fallait pour certaines parties de matériaux américains dont nous avons besoin. Pendant ce temps-là, le gouvernement de Washington refusait ces mêmes priorités aux usines américaines.

La corporation n'a pas été créée pour cacher des chiffres. Au contraire. Si le gouvernement veut former une commission ou corporation pour administrer l'usine, c'est qu'il veut séparer la comptabilité de cette entreprise de celle du ministère de l'Agriculture, afin qu'on sache exactement quel sera le coût de la fabrication du sucre. Même le travail des propagandistes et les frais d'entretien seront payés par la corporation.

M. Duplessis (Trois-Rivières) donne lecture de la lettre de M. Howe écrite à son collègue,

M. Gardiner, ministre de l'Agriculture. Il y est dit qu'il semble évident qu'il n'est pas nécessaire d'augmenter la production du sucre au pays, en ce moment. Il affirme, aussi, que les projets non essentiels à la guerre doivent être mis de côté. Il lit aussi la lettre d'un fonctionnaire du fédéral. Il accuse le premier ministre de n'avoir rien dit au sujet des agissements d'un nommé Dionne, qui a déposé en son nom, aux États-Unis, des argents de la province.

Le premier ministre, ajoute-t-il, n'a pas relevé ce qu'a dit l'opposition au sujet de l'outillage et il n'a pas nié qu'aucune livre de sucre n'a encore été produite.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. Howe ne m'a jamais écrit cette lettre, adressée, plutôt, à un collègue du fédéral. En outre, elle n'a pas le ton injurieux que le chef de l'opposition voulait lui donner. Cette lettre est bien autre chose que ce qu'a dit le chef de l'opposition. Les priorités obtenues à Washington montrent bien quel cas on fait aux États-Unis du gouvernement de la province de Québec. Quant au sucre, on ne peut me reprocher de n'en avoir pas produit puisque l'usine n'est pas construite.

Nous voulons assurer à la population une baisse du prix du sucre et nous demandons un nouveau million de dollars pour construire la bâtisse principale. Quant au crédit de la province, le chef de l'opposition n'a plus besoin d'en parler. Il est en bonne condition et nous venons d'emprunter \$15,000,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À quelles conditions? À \$98. Cela va coûter des centaines de mille piastres.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Notre emprunt a été vendu à un taux intéressant, précisément à cause de l'excellent crédit de la province.

Je ne prolongerai pas la discussion. Que mon honorable ami me permette de lui dire qu'un jour lui et ceux de ses collègues qui représentent des comtés voisins de celui de Saint-Hilaire regretteront amèrement ce qu'ils disent et l'attitude qu'ils prennent sur cette loi, c'est-à-dire de n'avoir pas accepté le principe du bill.

Ce que nous voulons, c'est placer à côté des fermes des industries leur permettant de retirer des bénéfices. Le député de Saint-Jean-Napierville le regrettera davantage, car il sait que c'est une sage politique d'établir des industries greffées sur l'agriculture. Il a perdu une excellente occasion de collaborer avec nous à une œuvre vraiment utile.

M. Lorrain (Papineau) félicite le député de Saint-Jean-Napierville d'avoir exposé avec conviction des faits scandaleux qui se sont produits dans sa région. Il avait raison, dit-il, de stigmatiser la dépense inconsidérée des fonds publics et de dénoncer le gaspillage. Il félicite aussi le chef de l'opposition d'avoir si bien fait comprendre les illégalités et les irrégularités de cette triste aventure du gouvernement actuel. L'industrie de Saint-Hilaire, qui aurait pu devenir avantageuse pour la province, est un canal fangeux où s'est écoulé l'argent du peuple pour gaver les favoris du régime et certains organisateurs politiques.

Le premier ministre peut invoquer des prétextes, inventer les raisons les moins plausibles, cela ne changera pas les faits: jamais le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), censé promouvoir les intérêts des cultivateurs, ne pourra démontrer qu'il n'a pas gravement manqué à son devoir en faisant participer son administration à une entreprise, bonne en elle-même, qui a donné lieu aux abus les plus répréhensibles.

Le projet mirobolant du Parti libéral était pourtant né dans l'illégalité et l'irrégularité. Il portait les germes mortels du schème en marche.

Il y a deux ans, le Parti libéral se lançait dans l'industrie de la betterave sucrière. Il s'agissait de détourner l'attention des serments par distraction et de faire oublier aux cultivateurs et à leurs fils les attitudes équivoques et l'incompétence de leur ministre de l'Agriculture, tout en laissant croire qu'on allait, par un coup de baguette magique, suppléer à la rareté et à la ration du sucre imposée par les rouges d'Ottawa.

Nous entendons encore les accents "sucrés" du premier ministre alors qu'il faisait connaître, il y a deux ans, la création d'une entreprise nouvelle destinée à pallier à la disette du sucre et à stabiliser l'agriculture dans plusieurs comtés. Le premier ministre déclarait alors que son gouvernement entreprenait cette affaire avec toutes les garanties de réussite, après avoir obtenu les renseignements d'experts et fait des essais concluants. Et le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) ajoutait que le gouvernement n'avait pas peur de prendre des risques quand il le fallait.

Sans autorisation, violant les prérogatives du Parlement, on engageait \$150,000, début d'un gaspillage formidable suivi de l'échec retentissant que nous dénonçons et déplorons avec raison. L'argent ne servit pas à construire une usine abritant une machinerie moderne et neuve, susceptible de fonctionner rapidement et de donner un rendement

justifiant les déboursés, mais à acheter aux États-Unis un tas de ferraille bonne pour la récupération.

Cette machinerie était déjà vieille, désuète, quand une compagnie américaine l'avait achetée en 1917. Pendant 24 ans, elle n'avait jamais opéré. Elle était rouillée, rongée par le temps et incomplète. À coup de milliers de dollars on la transporta à Saint-Hilaire pour l'entasser pêle-mêle en attendant la construction d'une usine restée à l'état de projet. Et au-delà de \$1,000,000 du peuple a été scandaleusement englouti. Cette faillite est une humiliation cruelle et significative.

Il est évident que des milliers de piastres ont servi à d'autres fins que l'intérêt public et la promotion réelle de l'entreprise en panne. Il y a là preuve flagrante de mauvaise administration, doublée d'un scandale justifiant à lui seul la disparition du régime actuel. On dira que les cultivateurs n'ont rien perdu. S'ils ont été partiellement dédommagés, ce fut pour les empêcher de crier à l'exploitation et au scandale, afin que le reste de la province ignore l'avortement de cette tentative nauséabonde.

Pendant que le peuple paie des taxes, se serre la ceinture, que toutes les ressources de la nation doivent servir à la victoire, les grands prédicants québécois du patriotisme et de l'impérialisme gaspillent pour plus de \$1,000,000 dans une affaire ruineuse. L'argent et les destinées de la province sont vraiment entre des mains bien imprévoyantes qui compromettent tout ce qu'elles manipulent.

Il demande, dit-il, au premier ministre de mettre un frein à ses orgies de gaspillage continuuel qui font ressembler son administration à l'inexorable tonneau des Danaïdes. Il y a déjà eu trop d'argent de jeté par les fenêtres et en pâture aux amis. Puisqu'il faut y mettre un terme, que le gouvernement fasse juger ses actes néfastes par les contribuables, sans creuser un gouffre encore plus profond dans les finances de la province. Le ministre de l'Agriculture devrait savoir qu'on n'

assied pas sur un lit de scandale les bases d'une industrie florissante. Son parti ne se relèvera jamais de la vindicte populaire qu'il mérite. Mais il pourra redire, comme jadis son chef M. King: "Jamais le Parti libéral n'est descendu aussi bas dans la vallée de l'humiliation."

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 17 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Pont à Saint-Henri de Mascouche

M. Bourque (Sherbrooke): Relativement à la réponse du gouvernement, consignée aux *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, en date du mardi 11 mai 1943, au sujet de travaux relatifs à un pont à Saint-Henri de Mascouche:

1. Les entreprises ou travaux mentionnés aux soumissions, auxquelles réfère ladite réponse du gouvernement, comprennent-ils tous les travaux qui ont été exécutés?

2. La somme de \$60,896.80, mentionnée à ladite réponse du gouvernement, renferme-t-elle plus que les travaux qui ont fait l'objet des soumissions mentionnées à ladite réponse du gouvernement?

L'honorable M. Dansereau (Argenteuil): 1. Les entreprises ou travaux mentionnés aux soumissions ne se rattachaient qu'au pont même et aux approches telles qu'indiquées au plan.

2. La somme de \$60,896.80 représente le prix coûtant des travaux qui ont fait l'objet des soumissions en plus de certaines modifications apportées au plan premier, comme garde-corps,

élargissement des approches, murs de protection, et consolidation des fondations au moyen de pilotis.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 37 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 49 modifiant la loi des pensions.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 30 concernant un aménagement hydroélectrique à Mont-Laurier, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié en remplaçant, dans les lignes 17, 18 et 19, les mots: "Les dommages causés à des tiers comprendront les frais encourus par ces tiers pour les recouvrer", par les mots: "Les dommages causés à des tiers comprendront les frais payés au premier juin 1943 par ces tiers pour les recouvrer, cette somme ne devant pas excéder douze mille dollars, y compris les intérêts."

Projets de loi:

Aménagement hydroélectrique à Mont-Laurier

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 30 concernant un aménagement hydroélectrique à Mont-Laurier.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) propose que cet amendement soit maintenant lu.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un amendement inique. Les frais taxables se chiffrent, en réalité, à pas plus de \$6,000. La Chambre haute a voulu faire plaisir à des avocats amis du président de la Eagle Company, M. Roland Bock, de Mont-Laurier.

Un député de l'opposition: L'amendement a pour but de faire payer un plus fort montant aux avocats de l'Eagle Lumber.

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

L'amendement enlève toute possibilité que les frais soient plus considérables que cela encore. On a représenté au Conseil législatif que les frais pourraient s'élever jusqu'à \$30,000, les conseillers s'en sont émus et ont décidé que les frais ne devraient pas dépasser \$12,000. Cela ne veut pas dire, cependant, que le montant des frais pourra atteindre \$12,000; c'est la Régie des services publics qui décidera. Il était donc sage d'imposer une limite.

M. Paquette (Labelle): Les frais n'atteignent pas \$6,000 et l'on veut assurer aux avocats de la Eagle Company une somme de \$12,000 à laquelle ils n'ont pas droit. Il a, dit-il, mis le gouvernement en garde contre le fait qu'en exécution d'un jugement de la Cour d'appel, les pelles du barrage de Mont-Laurier puissent être levées, ce qui priverait le village voisin de Ferme-Neuve de son service d'eau. L'amendement du Conseil législatif est contraire à l'intérêt public.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) fait l'historique de toutes les procédures dans cette histoire de barrage, depuis 1926. Les conseillers législatifs, dit-il, ont reçu un mémoire à l'effet que les frais taxables dépassent déjà \$10,000 et que les frais extra-judiciaires vont dépasser ce montant. Les directeurs de la Compagnie Électrique de Mont-Laurier sont venus voir le premier ministre et les membres du Conseil législatif, pour leur dire qu'ils craignaient que les frais se chiffrent à \$30,000 ou \$40,000. Dans toute cette affaire, la compagnie Eagle devra soumettre à l'appréciation de la Régie des services publics les frais qu'elle réclame et, avec l'amendement du Conseil, la Compagnie Électrique de Mont-Laurier sera sûre de ne pas payer plus de \$12,000.

M. Gagnon (Matane) et L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) participent à la discussion.

L'amendement est lu après division.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) propose que cet amendement soit maintenant accepté.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull),

Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Duffy, Duval, Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Hamel, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, 34.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Talbot, 11.

Ainsi, la motion est adoptée. L'amendement est, en conséquence, accepté.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 43 relatif à la division territoriale.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 42 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 4 est modifié en remplaçant le paragraphe "a" par le suivant:

"a. en ajoutant, à la fin du premier alinéa, les mots: "; s'il s'agit d'une société de crédit, recevoir pour les faire fructifier les économies de ses membres".

Projets de loi:

Loi des syndicats coopératifs de Québec

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 42 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec.

L'amendement est lu.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que cet amendement soit accepté.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi des véhicules automobiles

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 modifiant la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi abolissant les rentes seigneuriales

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 59 modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin) à la première séance du 17 juin 1943, et dont le texte se lit comme suit:

Que l'article 33a de la loi abolissant les rentes seigneuriales (Statuts refondus, 1941, chapitre 322), édicté par la loi qui accompagne la présente résolution, s'appliquera aux rentes possédées par Sa Majesté aux droits de la province de Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les amendements et la loi elle-même ont pour objet de protéger les seigneurs. On a obligé les municipalités à collecter des rentes que les seigneurs ne pouvaient pas collecter. La loi est faite pour protéger M. Antoine Taschereau⁸. On veut lui permettre de percevoir les rentes qu'il n'a pas perçues. On aurait dû, conformément aux recommandations de la commission Barré, créée sous l'Union nationale, fixer la valeur réelle des seigneuries. Si l'on avait maintenu cette commission et mis ses recommandations en pratique, on aurait réduit ainsi de \$1,000,000 le

montant dû par les censitaires qui n'auraient eu à payer que \$2,000,000 au lieu de \$3,000,000.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la résolution soit maintenant agréée.

Adopté après division.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 59 sans l'amender.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sucre de betterave à Saint-Hilaire⁹

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 54 concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) à la 2^e séance du 17 juin 1943, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre de l'Agriculture à céder ou louer à la corporation constituée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, aux conditions qu'il jugera à propos de fixer, la manufacture de sucre de betterave actuellement en construction à Saint-Hilaire, ainsi que les machineries, outillages et matériaux destinés à y être employés.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à garantir le paiement du principal et des intérêts d'emprunts contractés par la corporation dont le principal n'excèdera pas la somme de deux millions de dollars et que le trésorier de la province sera autorisé à payer, sur le fonds consolidé du revenu, les montants requis pour satisfaire à de telles garanties.

Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra également autoriser le trésorier de la province à faire des avances à la corporation jusqu'à concurrence de ladite somme de deux millions de dollars.

M. Lorrain (Papineau): Le scandale de Saint-Hilaire revêt d'autant plus d'éclat que le premier ministre lui-même en prend la responsabilité, jusque dans la défaite humiliante qui l'attend prochainement, lui et son parti. Il aura beau essayer de détourner l'attention par la loi de camouflage qu'il présente, il ne trompe personne et met en lumière ce qui aurait dû rester dans l'ombre. La population comprend que la loi proposée a pour but d'autoriser le gaspillage effréné d'un autre million et à voiler des agissements déplorables. Plus de \$1,000,000 fut englouti dans ce scandale. Les favoris se sont engraisés et la caisse électorale doit avoir les flancs rebondis. Rien de pratique n'a été fait. Rien ne se fera maintenant, à moins de payer deux fois la même dépense.

Le gouvernement va être bientôt enseveli sous un monceau de betteraves représentant le mépris des droits du peuple, le gaspillage éhonté dans un projet qui sent mauvais et le mépris souverain de l'agriculture. Un légume d'apparence inoffensive aura suffi à démontrer encore l'incompétence et l'incurie patentes du régime que nous combattons.

(Dans un grand geste oratoire) On dirait, M. l'Orateur, que la terre même se révolte contre le régime actuel! (Coup de tonnerre et rires)¹⁰.

Il rit du succès de son imprécation.

M. Gagnon (Matane) fait tout l'historique de la fondation de l'entreprise de Saint-Hilaire¹¹. Il fouille toute la documentation déjà produite en Chambre: correspondance, arrêtés ministériels, comptes de dépenses, rapports du *Soleil*¹², puis il cite des comptes rendus des délibérations de la Chambre en 1941 et 1942.

Le premier ministre, dit-il, a trompé la Chambre en disant en 1941 que l'entreprise coûterait \$145,000, en 1942, qu'elle coûterait \$900,000 et en 1943, qu'elle coûterait \$2,000,000.

Il fait une charge contre M. Gilbert Dionne qui a conclu des transactions avec la Rock County Sugar, de Wisconsin, au nom du gouvernement. Il produit une lettre de M. Dionne, à l'effet qu'il a vendu 30 maisons pour \$800, qu'il a aussi vendu des ustensiles de cuisine, des draps de lit, etc. Tout cela pour établir une industrie de sucre de betterave. Ces transactions, dit-il, ont été conclues illégalement, au nom de M. Dionne lui-même, et le ministère de l'Agriculture s'est attiré les reproches du département du Trésor. Le gouvernement a pris comme intermédiaire un homme sans expérience.

Le premier ministre a déclaré, en 1941, que le gouvernement allait payer \$167,000 des machineries qui, au dire d'experts, valaient quatre fois ce montant. Or, selon une réponse insérée à la session suivante dans les *Procès-verbaux*, ce n'est pas \$167,000¹³ que le gouvernement a payé à la Rock County Sugar, mais \$212,534.68, et cela, en argent américain.

On a payé \$75,000 à un architecte de Détroit. Jamais l'opposition n'approuvera des transactions aussi scandaleuses.

En l'espace de plus d'un an, le premier ministre n'a réussi à faire souscrire que \$1,470 à l'entreprise. Ce n'est pas \$2,000,000 que l'industrie de Saint-Hilaire coûtera avant d'être mise en état d'opération, mais de \$4,000,000 à \$5,000,000 ou \$6,000,000. La machinerie est vieille, démodée, usée, et ne servira pas à grand-chose.

Le but réel de la loi est de créer une commission qui sera chargée de s'entendre avec les cultivateurs avant les élections¹⁴, car les cultivateurs de Saint-Hilaire, comté de Rouville, sont très récalcitrants.

Le premier ministre annonçait la formation d'une coopérative, mais sa tentative a subi un échec, car un seul électeur a souscrit à cette affaire pour la minime somme de \$105. Cela prouve le manque de confiance du public dans l'entreprise.

Pourquoi veut-on construire une usine centrale et non plusieurs industries distribuées dans toute la province, si l'affaire est si payante?

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'étonne que le gouvernement ne trouve rien à répondre aux prétentions de l'opposition. Les résolutions, dit-il, telles que présentées, permettront au gouvernement de dépenser \$2,000,000, en plus de ce qui a déjà été dépensé. Le gouvernement favorise ses amis avec l'argent du peuple.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Après avoir dit que l'entreprise de Saint-Hilaire n'était pas viable, le député de Matane en demande plusieurs autres. Une pareille industrie ne peut opérer avec profit sans être assurée d'une production de 100,000 tonnes par an.

Les cultivateurs n'ont pas souscrit parce qu'on ne leur a pas demandé de souscrire. Le gouvernement veut prendre les risques lui-même et former une coopérative quand l'industrie sera sur une base solide. Alors on s'adressera aux cultivateurs et ils souscriront avec enthousiasme.

Le chef de l'opposition n'aura pas la moitié de ses supporteurs actuels en Chambre après les prochaines élections. Je l'avertis que le Bloc populaire va le battre aux prochaines élections, à cause de l'attitude qu'il prend sur les meilleures mesures que le gouvernement a présentées dans l'intérêt public, puisque l'opposition les a combattues avec énergie.

Il (M. Godbout) accuse les députés de l'Union nationale de faire de l'obstruction systématique.

Le député de Matane, à qui je disais un jour que le gouvernement n'avait que de bonnes lois à présenter, à cette session, m'a répondu: "Ça va être long."

Le peuple s'en souviendra.

J'espère que la Chambre va maintenant voter cette législation qui est dans l'intérêt des cultivateurs.

Au moment où l'on contrôle le sucre partout, le temps est propice pour s'emparer du marché domestique avec une entreprise du genre de celle de Saint-Hilaire.

On fabriquera probablement plus économiquement à Saint-Hilaire que sur toute autre partie du continent. Le gouvernement s'est assuré le meilleur conducteur d'usine et les meilleurs techniciens qu'il a pu trouver au Canada ou aux États-Unis.

M. Gagnon (Matane): Je n'ai jamais rien entendu d'aussi fantaisiste.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Toutes les lois de progrès que nous avons présentées, toutes

les lois que le peuple réclame, que le besoin de la province nous impose, ont rencontré de la part de l'opposition, cette année, l'opposition la plus acharnée, la plus systématique. Je n'en fais pas de reproche au chef de l'opposition, car ça fait notre affaire. Nos cultivateurs sont progressifs.

Le député de Matane peut être assuré qu'ils n'hésiteront pas à acheter les parts de la coopérative que le gouvernement leur offrira quand nous serons en mesure de produire de beaux cristaux de sucre meilleur que celui que nous mangeons actuellement.

Les résolutions sont adoptées¹⁵.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que ces résolutions soient maintenant lues.

Adopté après division.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec s'oppose à l'adoption des résolutions relatives au bill 54 intitulé: Loi concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire,

"a) parce que ces résolutions ratifient les abus, le gaspillage et l'imprévoyance dont s'est rendu coupable le gouvernement de la province, au sujet de l'industrie en question;

"b) parce que ces résolutions ont pour effet d'encourager une reddition de compte inexacte des affaires de la province."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Talbot, 11.

Contre: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Dansereau, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Duffy, Duval, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Godbout, Goulet, Guérin, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Potvin, Rajotte, 31.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre entreprenne l'étude du projet de loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous pouvez l'amener sur le tapis si vous le désirez, mais je vous garantis qu'il ne passera pas, même si nous siégeons toute la nuit.

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil¹⁶.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose d'ajourner.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande à la Chambre de passer aux crédits du département des Mines¹⁷.

M. Duplessis (Trois-Rivières) accuse le gouvernement de profiter de sa force numérique après avoir retardé la session et présenté des mesures importantes à la dernière minute.

Il fait une charge contre le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson), l'accusant d'avoir, au cours de l'exercice financier 1941-1942, chargé à la province \$1,350 pour sa chambre au Château Frontenac lors de ses divers séjours à Québec, et \$1,900 pour ses dépenses de voyage.

Et c'est lui qui parle d'économie et qui, à une heure trente du matin, veut intimider l'opposition? Je l'avertis que nous ne passerons pas un seul item des crédits du ministre des Mines (l'honorable M. Rochette) ce soir, même si la Chambre siègeait jusqu'à 6 heures du matin.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-sept mille six cent quatre-vingt-cinq dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-quatre mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-neuf mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Éducation hôtelière (cours d'hôtellerie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-seize mille cinquante-cinq dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Agents généraux de la province", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix-huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir

les dépenses prévues à l'article: "Octrois, subventions, bourses", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf mille trois cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Chemins de mines (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Gagnon (Matane) demande des détails complets concernant chacun des chemins construits au cours du dernier exercice¹⁸.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 2 heures du matin.

NOTES

1. Il est plutôt midi moins dix, selon *La Patrie* du 18 juin 1943, à la page 9.

2. "Cette clause peut avoir des avantages", selon *La Presse* du 18 juin 1943, à la page 19.

3. C'est le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) qui a fait passer la loi abolissant les rentes seigneuriales. Il est aussi le président du Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, selon *L'Événement-Journal* du 18 juin 1943, à la page 3.

4. "La différence, c'est que quand il donne \$6, il y a un montant de \$3 qui compte pour le rachat du capital", selon *La Presse* du 18 juin 1943, à la page 19.

5. Le député de Joliette (M. Barrette) était membre de cette commission, selon *L'Événement-Journal* du 18 juin 1943, à la page 3.

6. Selon *Le Droit* du 18 juin 1943, à la page 4, c'est M. Duplessis qui dit cela.

7. 8,000 pensions, selon *La Patrie* du 18 juin 1943, à la page 6.

8. Il parle vraisemblablement du frère de l'ancien premier ministre Alexandre Taschereau.

9. Il est alors 10 h 30, selon *L'Événement-Journal* du 18 juin 1943, à la page 4.

10. "Au dehors, il fait un temps épouvantable; tous les éléments de la nature sont déchaînés. (...) Et au même moment, au moment de l'exclamation du député de Papineau (M. Lorrain), le tonnerre éclate avec fracas et ébranle presque les édifices parlementaires" selon *L'Événement-Journal* du 18 juin 1943, à la page 4.

11. Il est environ 10 h 45 lorsqu'il entreprend son discours, selon *L'Événement-Journal* du 18 juin 1943, à la page 4.

12. Il entreprend par ce moyen de faire de l'obstruction systématique, d'après le *Soleil* du 18 juin 1943, à la page 13.

13. \$135,000, selon *L'Action catholique* du 18 juin 1943, à la page 10 et *Le Devoir* du même jour, à la page 6.

14. *L'Événement-Journal* du 18 juin 1943, à la page 4, parle plutôt d'intimidation: "Il accuse le gouvernement de vouloir former une corporation pour tenter d'intimider les cultivateurs récalcitrants, à Saint-Hilaire."

15. Il est alors 12 h 10, selon *L'Événement-Journal* du 18 juin 1943, à la page 4.

16. "La Chambre procède alors à l'étude des crédits du département des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce et les whips avisent les députés de se préparer à siéger toute la nuit puisque le premier ministre a décidé de faire tout ce qu'il peut pour terminer la session samedi", écrit à ce propos le *The Montreal Daily Star* du 18 juin 1943, à la page 6.

17. Il dirige le travail de la Chambre en l'absence du premier ministre, selon *Le Devoir* du 18 juin 1943, à la page 3. Il est alors 1 h 30, selon *L'Action catholique* du 18 juin 1943, à la page 3.

18. À 2 heures, on en était rendu au cinquième chemin et la discussion s'éternisait. À la suite d'une conférence entre MM. Godbout et Duplessis, selon *L'Action catholique* du 18 juin 1943, à la page 3, celui-ci consentit à laisser passer tous les crédits du ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin), moins l'item 6 (seul item qui ne fut pas voté si on se fie au *The Chronicle Telegraph* du 18 juin 1943, à la page 3).

Première séance du vendredi 18 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions des députés:

Bureau central des écoles catholiques
de Montréal

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Montréal-Verdun (M. Comeau) proposant:

Que le gouvernement de la province de Québec passe une loi pour constituer en corporation le Bureau central des écoles catholiques de Montréal, bureau comprenant: la Commission des écoles catholiques de Montréal, la Commission scolaire catholique de la cité de Lachine, la Commission des écoles catholiques de Verdun, la Commission scolaire de Saint-Pierre-aux-Liens, la Commission scolaire de Saint-Léon-de-Westmount, la Commission scolaire de Saint-Laurent, la Commission scolaire de la ville de Mont-Royal, la Commission scolaire de Sault-au-Récollet, la Commission scolaire de Pointe-aux-Trembles, la Commission scolaire de la ville de Montréal-est, la Commission scolaire de la ville d'Outremont et la Commission scolaire de la ville de LaSalle; et que la perception des taxes scolaires dans ces différentes corporations soit faite par les municipalités elles-mêmes, et que ces taxes soient remises au Bureau central des écoles catholiques de Montréal et qu'elles soient réparties par ce bureau à chaque bureau local suivant le montant nécessaire pour défrayer les dépenses du budget de chaque bureau local, et qu'une taxe uniforme soit imposée par la loi à être passée sur tous les immeubles imposables tombant sous la juridiction du Bureau central.

M. Comeau (Montréal-Verdun): Depuis que cette motion fut inscrite au *Feuilleton*, j'ai reçu de l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier), au nom du gouvernement, l'assurance que le problème financier des commissaires scolaires des écoles catholiques de l'Île de Montréal est à l'étude dans le but de trouver et rendre effective une

solution permanente et je ne veux pas perdre le temps de la Chambre.

En ce qui concerne la Commission scolaire de mon comté, je suis assuré qu'elle recevra du gouvernement l'assistance financière qui lui permettra de fournir aux élèves de ses écoles un service efficace.

Il propose que la motion soit retirée.

Adopté. La motion est retirée.

Demandes de documents:

Plan de colonisation
pour l'après-guerre

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Témiscouata (M. Beaulieu) proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée par le gouvernement de la province de Québec, avec le gouvernement du Canada, aucun de ses membres ou officiers, concernant l'établissement d'un plan de colonisation pour l'après-guerre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) explique que les problèmes sont étudiés par le cabinet.

M. Beaulieu (Témiscouata) propose que la motion soit retirée.

Adopté. La motion est retirée.

Projets de loi:

Charte
de LaSalle

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 118 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Les amendements sont lus.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Accidents du travail des ouvriers aveugles

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 55 concernant les accidents du travail survenus à des ouvriers aveugles.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose: Que la loi des accidents du travail (Statuts refondus, 1941, chapitre 160) soit modifiée en y ajoutant la section et les articles suivants:

"Section XV

"De la compensation aux ouvriers aveugles

"116. Est considéré comme aveugle, pour les fins de la présente section, celui que sa vue rend incapable d'accomplir un travail pour lequel la vision est essentielle.

"117. Quand le montant total des compensations payables à raison d'un accident survenu à un ouvrier aveugle, y compris le coût de l'assistance médicale, excède cinquante dollars, le surplus est remboursé par le trésorier de la province au fonds d'accident ou à l'employeur, selon le cas, à la condition que cet ouvrier aveugle ait été, lors de l'accident, employé avec l'approbation d'un institut pour les aveugles reconnu par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de la Commission.

"118. Le paiement prévu à l'article précédent est fait par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu sur le certificat de la Commission."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill ne va pas assez loin et ne rend que partiellement justice aux aveugles en ce qui concerne la définition de l'aveugle, aux fins de l'application de la loi. On veut donner l'impression d'une amélioration considérable quand il n'y a guère de changements.

Il suggère, dit-il, qu'on modifie la définition du mot aveugle de façon qu'on puisse considérer comme aveugle celui qui ne peut accomplir le travail qu'il accomplissait avant l'accident qui a affecté sa vue et que l'aveugle accidenté ait droit à une compensation si sa vue l'empêche d'accomplir non seulement son travail ordinaire, pour lequel la vision est nécessaire, mais aussi celui qu'il accomplissait au moment de l'accident.

Il fait l'éloge des aveugles et déclare que l'on rencontre parmi eux des talents exceptionnels.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) souscrit à ces éloges, en ajoutant que dans le domaine technique, les aveugles font preuve aussi d'une compétence extraordinaire. Il explique les dispositions de son projet de loi, le plus généreux que le gouvernement puisse accorder, souligne-t-il. La loi est encore plus généreuse que ne le demande l'opposition puisqu'on paiera tout le coût de l'assistance médicale qui excédera \$50.

La province fera des ententes avec les institutions d'aveugles, parce que ces derniers ne pourront avoir droit à une compensation en cas d'accident que s'ils sont à l'emploi d'un patron avec l'approbation d'un institut des aveugles reconnu par le gouvernement.

M. Gagnon (Matane) fait des considérations générales sur la loi des accidents du travail. Le barème des compensations est trop bas, affirme-t-il, et le montant qu'un accidenté reçoit n'est pas proportionné, la plupart du temps, à l'incapacité dont il souffre. Il demande, dit-il, la modification de la loi pour la rendre plus sociale et plus humaine.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) prend part au débat.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

M. Talbot (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec recommande au gouvernement d'adopter immédiatement les mesures nécessaires pour assurer aux aveugles et aux infirmes de la province la liberté et les facilités de travail qui devraient leur être accordées et la protection à laquelle ils ont droit."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Talbot, 10.

Contre: MM. Beaulac, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Dansereau, Delagrave, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Guérin, Hamel, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, O'Connor, Perrier, Plamondon, Rajotte, Renault, Rochette, 33.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte. La résolution est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 55 concernant les accidents du travail survenus à des ouvriers aveugles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Talbot (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec recommande au gouvernement d'adopter immédiatement les mesures nécessaires pour assurer aux aveugles et aux infirmes de la province la liberté et les facilités de

travail qui devraient leur être accordées et la protection à laquelle ils ont droit."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Talbot, 10.

Contre: MM. Beaulac, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Dansereau, Delagrave, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Guérin, Hamel, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, O'Connor, Perrier, Plamondon, Rajotte, Renault, Rochette, 33.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Talbot (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec recommande au gouvernement d'adopter immédiatement les mesures nécessaires pour assurer aux aveugles et aux infirmes de la province la liberté et les facilités de travail qui devraient leur être accordées et la protection à laquelle ils ont droit."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Talbot, 10.

Contre: MM. Beaulac, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Dansereau, Delagrave, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Guérin, Hamel, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, O'Connor, Perrier, Plamondon, Rajotte, Renault, Rochette, 33.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sucre de betterave à Saint-Hilaire

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Talbot (Chicoutimi): Au moment où la Chambre, en 1941, était invitée à voter un bill qui autorisait le gouvernement à dépenser \$150,000 pour acheter la machinerie nécessaire, une somme beaucoup plus considérable avait déjà été dépensée sans que les députés ne fussent consultés. Le premier ministre avait violé, ainsi, les privilèges des députés. Toute l'entreprise est une faillite complète.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il semblait entendu que nous terminerions la session demain soir. J'ai, en conséquence, permis à certains députés de s'absenter. Je m'aperçois, maintenant, que l'entente ne tient plus. J'avertis donc la Chambre que nous siégerons pendant toutes les minutes à notre disposition jusqu'à samedi soir, à minuit, parce que je veux tenir ma parole que la session va se terminer cette semaine¹.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les paroles du premier ministre sont inexactes, et j'ai des témoins pour le prouver. Puisque le premier ministre veut que nous siéjons, nous allons siéger. Mais je l'avertis que ça va être long.

Il avertit la Chambre, dit-il, que l'opposition étudiera avec précision cette importante loi du gouvernement, puis que l'étude des crédits des divers ministères ne sera pas faite en vitesse, de sorte que le premier ministre peut être assuré que la session ne finira pas aujourd'hui comme il l'avait espéré.

M. Lorrain (Papineau) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 51 instituant une Commission d'assurance-maladie;
- bill 56 concernant l'École de laiterie de la province de Québec et la Commission de pasteurisation et de contrôle du lait de Saint-Hyacinthe;
- bill 58 modifiant la loi des véhicules automobiles.

Dépôt de documents:

Aménagement de bureaux administratifs

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 9 juin 1943, pour la production de copie des contrats ou conventions intervenus entre le gouvernement de la province, toute personne, société, corporation et tout gouvernement, depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 31 mars 1943 inclusivement, et se rapportant au chapitre 21, 2 George VI, pourvoyant à l'aménagement de bureaux pour des services administratifs du gouvernement dans la province. (Document de la session no 65)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 18 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Loi de
l'enseignement spécialisé**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 modifiant la loi de l'enseignement spécialisé soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le gouvernement a déjà établi, avec la collaboration des municipalités, une vingtaine de centres d'initiation artisanale qui rendent d'énormes services. Ces centres sont spécialement destinés aux jeunes gens qui n'ont pas une instruction suffisante pour entrer tout de suite aux écoles techniques ou aux écoles d'arts et métiers. Le bill a pour but d'assurer leur maintien.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce bill est insignifiant et inutile, mais c'est un pas de plus dans les projets du gouvernement de prendre définitivement le contrôle des municipalités du Québec. Il consacre la mainmise du gouvernement sur un autre domaine de l'enseignement et met à la charge des municipalités et des commissaires scolaires un fardeau additionnel qu'ils ne peuvent supporter. Chaque fois que le gouvernement fait une réforme, c'est aux dépens des municipalités et des commissions scolaires. Il se vante ensuite d'avoir donné ce qu'il fait payer par les autres.

Si le gouvernement voulait aider les commissions scolaires, et spécialement celles de Montréal, il voterait les sommes d'argent nécessaires pour couvrir leurs déficits qui augmentent d'année en année. Le bill donne au secrétaire de la province le pouvoir d'imposer aux municipalités les conditions qu'il jugera à propos de leur imposer. On veut donner un chèque en blanc au ministre. Malgré ses promesses, le gouvernement actuel n'a rien fait pour aider les commissions scolaires pendant les quatre années de son régime.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le bill est loin d'imposer de nouvelles charges aux commissions scolaires. Il permet au gouvernement, au contraire, d'aider les corporations municipales et scolaires, qui désirent établir des centres d'initiation artisanale, à régler leurs problèmes financiers. C'est d'ailleurs à leur demande que le bill est présenté. Naturellement, il est impossible pour le moment d'évaluer le montant des subventions ou à qui elles

seront octroyées. Selon les moyens financiers des corporations en cause, le gouvernement assumera, selon les plans, entre 50 % et 75 % du coût d'administration de quelque 20 centres d'initiation artisanale partout dans la province. En outre, c'est justement pour protéger l'autonomie municipale que le gouvernement se fait autoriser à conclure des ententes.

La preuve que la loi est excellente, c'est qu'un grand nombre de demandes nous parviennent de partout.

Il se dit incapable, dit-il, de révéler pour le moment le montant des subventions du gouvernement à être octroyées et à quelles institutions elles étaient destinées.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 57 sans l'amender.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste contre ce qu'il appelle la négligence et l'incurie du gouvernement dans la préparation du travail sessionnel. Nous sommes en session depuis le 23 février, et le gouvernement n'a présenté cette loi que le 16 juin, dans les dernières heures d'une session de trois mois et demi. Les lois les plus importantes ont été présentées depuis le 8 juin. Ça fait quatre ans que le premier ministre donne des entrevues pour dire que la session ne devrait pas durer plus de six semaines et la présente session a été la plus longue que nous ayons jamais eue à cause de la négligence du gouvernement.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Sucre de betterave
à Saint-Hilaire**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce matin, sur la motion du

représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) proposant que le bill 54 concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Lorrain (Papineau) trouve incompréhensible que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), qui refuse aux cultivateurs des primes sur le fromage et sur le beurre, dit-il, ait englouti tant d'argent dans l'entreprise de Saint-Hilaire. Un organisateur politique du comté du premier ministre, M. F.-X. Lambert, a reçu \$192,000 dans cette affaire.

La nuit, temps des attentats, est le temps de prédilection du premier ministre. Il veut faire veiller les députés toute la nuit pour les forcer à voter un autre million, afin de commettre un hold-up nocturne sur le Trésor public.

Il (M. Lorrain) passe en revue les principaux faits mis devant la Chambre par l'opposition, au cours de la journée de jeudi, relativement à cette usine.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) s'en prend au premier ministre parce que ce dernier l'avait accusé, la veille, d'avoir prononcé un discours où il n'y avait que du vent. Il n'a, déclare-t-il, jamais posé à l'expert en sucre de betterave, mais qu'il a traité uniquement la question au point de vue finance. Je suis opposé à l'organisation que le premier ministre vient de faire à Saint-Hilaire. J'affirme de nouveau qu'il s'agit là d'un scandale.

Il (M. Beaulieu) montre tout ce qu'a coûté à date l'entreprise de Saint-Hilaire, rappelle les déclarations du premier ministre depuis 1941 au sujet du coût de l'affaire et conclut en disant qu'il a parlé en connaissance de cause. La machinerie, dit-il, a coûté \$217,000 au lieu de \$150,000 comme cela avait été prédit par le premier ministre. Le transport de cette machinerie coûte près de \$500,000. Et cependant elle est en plein champ et rouille de jour en jour. On dit qu'il faut ménager; bien ce n'est pas le temps alors de tenter des expériences! Il s'agit là d'un fiasco et d'un désastre financier.

Que le premier ministre vienne donc dans Saint-Jean avec son projet, il aura la même réception qu'en 1941!

Il sera plus battu encore que lors de l'élection complémentaire. Le premier ministre a donné un contrat de près de \$200,000 à son ami Lambert, du comté de L'Islet.

Il prédit, dit-il, que l'exploitation de l'usine de Saint-Hilaire ne pourra encore commencer, cette année. L'usine ne sera pas prête pour l'automne. Une

seconde récolte de betteraves sera perdue. On donnera des compensations aux cultivateurs de betteraves pour cette récolte perdue et on prétendra ensuite que le \$2,000,000 n'était pas une dépense mais un placement.

Que le premier ministre vienne dire dans mon comté et dans le comté de Rouville ce qu'il a dit hier, en cette Chambre, je serai là pour lui répondre.

Demain, il y aura dans l'industrie de la machinerie nouvelle. Pourquoi alors le premier ministre n'a-t-il pas attendu au lieu d'acheter aux États-Unis une machinerie vieille de 40 ans et qui ne fonctionne pas depuis nombre d'années, parce que non conforme aux besoins pratiques et modernes? Après la guerre, la machinerie sera mise au scrap et vendue aux Juifs pour la préparation d'une nouvelle guerre.

Il (M. Beaulieu) fait l'éloge du chef de l'opposition, qui a été le plus grand homme d'État depuis la confédération.

Il répond aux critiques que les libéraux font des dépenses du gouvernement de l'Union nationale.

Il propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec désapprouve la deuxième lecture du bill 54 intitulé: Loi concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire:

"a) parce que ce bill a pour effet d'approuver les abus, le gaspillage et l'imprévoyance dont s'est rendu coupable le gouvernement de la province à ce sujet;

"b) parce que la politique et l'administration du gouvernement à ce sujet compromettent gravement le succès de l'entreprise en question;

"c) parce que le procédé du gouvernement est de nature à favoriser l'inexactitude et la complexité du bilan de la province."

M. Chaloult (Lotbinière): L'amendement a du bon et du mauvais. Je voterai contre, avec le gouvernement.

M. Gagnon (Matane) seconde l'amendement en disant que le bill a pour objet de cacher l'un des scandales les plus éhontés dont s'est rendue coupable l'administration. Si l'opposition fait une lutte de corsaire à la mesure ministérielle, c'est pour qu'on ne dise pas dans les journaux qu'elle n'a pas combattu la loi avec assez d'énergie.

Il (M. Gagnon) attaque le député de Lotbinière (M. Chaloult) pour sa déclaration à l'encontre de l'amendement.

Il se plaint que sur une mesure précédente que l'opposition avait combattue pendant deux séances et sur laquelle elle avait présenté de multiples amendements, un journal bien intentionné lui a injustement reproché d'avoir combattu mollement.

L'Union nationale, poursuit-il, a déjà étudié un projet de fabrication de sucre à l'aide de la betterave, mais l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) a trouvé ce projet trop hasardeux.

L'Union nationale ne s'oppose pas à ce que le gouvernement réalise un projet sérieux dans des conditions normales. Ce à quoi elle s'oppose, c'est la façon scandaleuse dont on a englouti \$1,000,000 en pure perte dans une affaire mal mûrie et mal rédigée.

Il (M. Gagnon) fait l'historique de l'achat des machineries, de la vente des accessoires, etc.

Il affirme que le premier ministre a été incapable de trouver 10 cultivateurs pour souscrire à son entreprise; un seul cultivateur a souscrit \$105 sur un total de \$1,470. Il ajoute que suivant des hommes d'affaires compétents, il eût été possible avec \$1,000,000 de mettre sur pied une entreprise solide.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Talbot, 10.

Contre: MM. Beaulac, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Delagrave, Drouin, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Marler, Mathewson, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, 36.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

M. Paquette (Labelle) demande aux ministériels pourquoi ils restent silencieux devant les accusations et les révélations de l'opposition. Il s'agit là de l'un des plus grands scandales jamais vus en cette province. Je regrette que les fonds publics ne soient pas dépensés dans l'intérêt public.

M. Barrette (Joliette): Le premier ministre se sent déjà battu dans l'esprit du peuple. Ce scandale aurait suffi à faire battre le gouvernement le plus fort. À plus forte raison, suffira-t-il, selon moi, à

faire battre le gouvernement actuel déjà faible et chancelant.

L'Union nationale a dépensé pour le Jardin botanique et l'île Sainte-Hélène, mais ce sont là des œuvres qui existent, qui servent pour l'intérêt public et non des œuvres mortes, comme celle de Saint-Hilaire, où les machineries se trouvent en plein champ et à tous les temps depuis plus de deux ans.

L'Union nationale a créé une coopérative dans notre district de Joliette pour le tabac. Elle n'a coûté que \$350,000. Et cette coopérative rapporte des profits substantiels aux cultivateurs de toute une région, au-delà de \$1,000,000 par année aux gens de chez nous.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Les petites coopératives de mon comté sont négligées et le premier ministre s'intéresse plus aux grands financiers qu'aux cultivateurs.

M. Gagnon (Matane): L'arrêté ministériel du 6 novembre 1941 autorisant un mandat de \$250,000 a été adopté en marge de la loi, car l'argent était demandé pour une destination nouvelle, soit l'aménagement et la construction de l'usine par le gouvernement et, par conséquent, on n'avait pas le droit de dépenser un seul sou sans le rappel de l'ancienne loi.

Il propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 55 concernant les accidents du travail survenus à des ouvriers aveugles;
- bill 59 modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 18 juin 1943**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Sucre de betterave
à Saint-Hilaire**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné cet après-midi, sur la motion du représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) proposant que le bill 54 concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Gagnon (Matane) fait l'examen des documents produits dans cette affaire, répète tous les arguments employés par lui-même et les députés de l'opposition depuis le commencement de la discussion et dénonce la conduite du gouvernement, depuis les débuts de l'entreprise jusqu'à ce jour.

M. Chaloult (Lotbinière): On paraît vouloir donner à ce projet de loi une importance extraordinaire. Cette importance me semble disproportionnée à la réalité. Jusqu'à date, je n'ai pas voulu prendre part au débat. Si je ne me suis pas prononcé avant sur la question, c'est que je craignais d'être taxé d'incompétence par le premier ministre. Il aurait pu prétendre que je ne suis pas un expert. Il est vrai que je ne suis pas un expert.

Mais je me suis renseigné depuis deux jours. Si je ne suis pas compétent en la matière, j'ai consulté des hommes d'une compétence indiscutable en cette matière et qui peuvent donner une opinion recommandable. Ils m'ont demandé de ne pas donner leurs noms parce qu'ils ne veulent pas être mêlés à la politique. Mais ils ont donné une opinion favorable.

Ce soir même, j'ai reçu un téléphone de la part d'un très grand spécialiste en question agricole, de Montréal, un homme dont je ne peux dévoiler le nom, mais dont la compétence, qui ne peut être mise en doute, serait admise par toute la Chambre si elle

savait de qui je parle. Ce spécialiste m'a déclaré, en termes très catégoriques, que l'industrie de la betterave à sucre est l'une des plus bienfaitantes qui n'aient jamais été organisées dans la province de Québec.

Il a ajouté que les cultivateurs s'y intéressent encore médiocrement, ce qui n'empêche pas cette industrie d'être excellente. J'ai demandé des renseignements au sujet du climat de la province pour cette industrie et il m'a répondu qu'incontestablement, il est l'un des meilleurs dans le monde entier pour l'industrie de la betterave à sucre qui a un très bel avenir dans la province, selon lui.

Le chef du Bloc populaire canadien, M. Maxime Raymond, lorsqu'il a lancé son mouvement, s'est engagé à soutenir de toutes ses forces l'industrie de la betterave à sucre.

Il (M. Chaloult) soulève, ensuite, la question de l'étatisation, en ce qui regarde cette industrie. Certes, dit-il, je suis d'abord favorable à l'initiative privée, qu'il ne faut pas confondre avec le libéralisme économique. Mais lorsque les conditions sont telles que l'initiative privée devient insuffisante, qu'elle ne répond plus aux besoins et qu'elle se trouve en face d'une trop grosse proposition, c'est le devoir de l'État d'intervenir. C'est le cas actuellement. Pour nous débarrasser de certaines dictatures, l'État doit prendre la direction de certaines industries.

Le projet soumis à la Chambre dit que le gouvernement veut organiser l'industrie de la betterave à sucre et la remettre ensuite aux cultivateurs. Je veux juger objectivement les choses et je n'ai aucune objection à déclarer que je favorise ce projet de loi. Je n'ai aucune raison particulière de faire plaisir au premier ministre. Ce n'est pas parce que je m'oppose à certaines mesures du gouvernement, sur des questions essentielles, que je vais m'opposer à un projet de loi qui me semble une bonne mesure. Il est très bien rédigé et je crois de mon devoir de l'accepter.

Il fait allusion aux accusations de l'opposition contre le gouvernement. Ces accusations, dit-il, sont très graves, mais je ne crois pas que l'opposition ait apporté aucune preuve. Mais il me semble que le gouvernement devrait se justifier. La meilleure manière pour lui de le faire, ce serait de convoquer le comité des comptes publics afin d'étudier toute la situation et se prouver innocent de toutes les accusations qui ont été portées. C'est une suggestion que je lui fais.

Mais, même si j'étais convaincu que ces accusations sont fondées, cela ne m'empêcherait pas de favoriser le projet de loi, qui me semble bon. Il ne

s'agit pas de savoir s'il y a eu des irrégularités. Il faut juger le projet tel que présenté. Il ne faut pas laisser tomber cette industrie de la betterave à sucre entre les mains du trust.

Je ne passe pas l'éponge sur l'administration actuelle. Je juge tout simplement le projet de loi.

Il y a moyen, pour faire de la politicaille, de soulever des questions qui embrouillent le peuple, en marge du bill. On prévoit des élections et on veut se faire du capital politique. Je ne veux pas me mêler à l'obstruction que l'opposition veut faire au projet. C'est une question enfantine, et je n'ai aucune intention de participer à un tel marathon. Je n'ai nullement l'intention de veiller toute la nuit.

Je ne me sens pas le courage de rester ici jusqu'au matin pour entendre répéter des discours. Mais si je suis en Chambre au moment du vote lors de la deuxième et de la troisième lecture, je me prononcerai pour le projet de loi. Autrement, mes remarques sont suffisantes pour interpréter mon vote. Après tout, le fait que je me prononce en faveur du projet vaut bien un vote².

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'entreprise a débuté dans le scandale, si elle a vu le jour dans l'illégalité, si elle a été entourée de mal et de malfaiteurs, personne, élémentairement intelligent, ne peut prétendre que la continuation du mal, c'est une bonne chose. Ce qui naît dans la saleté ne devient pas propre plus tard. Une personne qui n'a pas pris les moyens de se renseigner pourra dire que des scandales, s'il y en a, ça n'a pas d'importance. Mais il faut tenir en suspicion ceux qui viennent demander un mandat pour continuer une œuvre commencée dans le mal.

Il y a des gens qui peuvent se prononcer sur des lois en passant les trois-quarts du temps en dehors de la Chambre, sans assister aux séances et sans être au courant des questions qui sont discutées; ils doivent avoir, je suppose, la science infuse qui leur permet de se prononcer tout le temps *ex cathedra*. N'empêche que le projet est venu au monde dans le mépris le plus complet des lois de la province et du pays. Ceux qui ne sont pas fanatisés par l'idée de leur supériorité se sentent obligés de prendre des précautions.

Cette loi creuse le gouffre. On avait prévu une dépense de \$140,000 pour une industrie en activité et on a dépensé \$1,025,000 pour une industrie qui ne fonctionne pas. On veut former une corporation pour rejeter sur elle la responsabilité de l'affaire et falsifier le bilan de la province en faisant entrer comme compte recevable ce qui en réalité est

une dépense de \$3,000,000. Le bill permet d'émettre des débetures sur des biens futurs, ce qui constitue l'un des pires abus du capitalisme.

La loi n'a été déposée que le 17 juin, à la fin de la session, et l'opposition ne consentira pas à la voter à la vapeur. C'est notre devoir de protester contre les abus. Le gouvernement ne présente ses lois importantes qu'à la fin de la session. Et pourtant, la session procède depuis le 23 février. Jamais le chef de l'opposition n'a plié devant l'intimidation des forces brutales. L'opposition n'a jamais retardé les délibérations.

Il reste encore les crédits de six ministères non encore discutés. Jamais le gouvernement n'a appelé ces crédits pour être discutés. Le gouvernement voudrait agir dans l'ombre. Jamais cela ne se fera tant que je serai ici.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le peuple se rappellera les méthodes qu'emploie l'opposition pour combattre une bonne mesure. Je ne veux pas revenir sur les qualificatifs et les injures qu'on m'aura distribués à la centaine depuis deux jours. Ces injures ne m'affectent pas parce que cela venait de trop bas. Tout le travail politique de l'opposition dans cette discussion nous servira. Toute cette tempête est due à une mauvaise humeur subite du chef de l'opposition.

Voici une mesure qui aurait pu passer en cinq minutes si le chef de l'opposition avait commencé la séance d'hier avec une bonne plaisanterie. Mais il a eu tout à coup le caprice de ne pas vouloir finir la session samedi et elle ne se terminera probablement pas samedi soir, mais se prolongera la semaine prochaine. Pour ma part, je ne suis pas nerveux et je suis probablement celui que cela dérangera le moins. Mais la province paiera pour et des députés auront perdu leur temps³. Ils ne pourront pas aller accomplir leurs devoirs en dehors de la Chambre, mais, enfin, l'opposition veut ce retard... On n'aurait jamais parlé de scandale si le chef de l'opposition ne s'était pas levé de mauvaise humeur jeudi matin. Je suis obligé de constater que cette mauvaise humeur va coûter \$25,000 à la province.

Le chef de l'opposition se plaint que les lois du gouvernement n'étaient pas prêtes! Il dit que nous ne les avons pas présentées assez vite. L'ordre du jour était constamment rempli et nous avons perdu du temps à cause des insignifiances comme celles auxquelles nous assistons depuis cet après-midi. Que le chef de l'opposition prenne la responsabilité de ses actes. Je lui ai dit que c'était une mauvaise méthode; il n'a pas voulu prendre mes avis et il vient de se

classer devant l'électorat comme il n'avait jamais su le faire encore, auparavant.

Jamais il n'a si clairement prouvé au peuple son manque de logique. Ce qu'il y a dans tout ceci, c'est que l'on voudrait organiser des scandales comme en 1935 et 1936. Notre loi est nécessaire parce qu'elle apporte un complément indispensable à l'agriculture. Il y a place, à côté des fermes, pour des industries essentielles qui sont le complément de la vie agricole chez nous. C'est une nécessité pour le cultivateur. L'opposition n'a nullement contesté les avantages de la loi.

Il reparle des expériences faites pour déterminer les conditions dans lesquelles l'entreprise pouvait réussir. On a essayé, dit-il, de créer cette industrie depuis plus de 50 ans dans la province. Malheureusement, les essais ont été faits dans de trop petites unités. Le département de l'Agriculture poursuit des expériences en ce domaine depuis 10 ans. Elles ont donné de précieuses indications et des preuves indiscutables qu'au point de vue climat, sol et main-d'œuvre, la province de Québec était l'endroit le plus favorable au Canada et de toute l'Amérique pour la production de la betterave à sucre. À tel point que les Américains ont maintenant les yeux sur notre province et veulent fonder des industries semblables pour d'autres régions.

Nous avons la main-d'œuvre idéale, par nos familles nombreuses, pour cette industrie. Nous avons un climat rigoureux, il est vrai, mais il convient admirablement à la culture de la betterave. Je l'ai dit hier, nos expériences sont concluantes. Nous serions des criminels si nous ne faisons profiter les cultivateurs de nos expériences. Le chef de l'opposition nous reprocherait notre inertie si nous ne mettions sur pied une industrie qui aidera 10,000 cultivateurs.

Des experts poursuivent ces expériences dans le Bas-du-Fleuve maintenant, parce qu'ils trouvent que le climat y est plus vigoureux que dans le comté de Rouville et, par conséquent, plus favorable encore à un rendement excellent de la betterave, en quantité et en qualité, donc plus propice à développer le sucre dans la betterave. Je suis convaincu que nous allons réussir à produire de la betterave à sucre d'une qualité absolument inégalée au monde. Il est donc du devoir du gouvernement d'aider les cultivateurs qui peuvent réussir dans une industrie, grâce à notre climat et à notre main-d'œuvre.

Il n'y a absolument aucun scandale dans cette entreprise qui a été conduite, en tout temps, aussi économiquement et aussi honnêtement que possible. Les scandales n'existent que dans l'imagination de

l'opposition. Dépenser \$3,000,000 pour faire vivre plus de 12,000 cultivateurs, ce n'est pas scandaleux. Nous espérons que l'entreprise coûtera en deçà de \$3,000,000, comme l'opposition le prétend. Nous allégerons le rationnement quand notre industrie fonctionnera.

M. Howe avait été mal informé ou mal conseillé lorsqu'il a d'abord refusé les priorités demandées. La preuve, c'est que, lorsque le ministre fédéral a pu agir en pleine connaissance de cause, il a non seulement accordé les priorités voulues pour le matériel canadien, mais il est même allé à Washington pour obtenir les priorités pour le matériel américain. Le gouvernement américain considérait l'entreprise essentielle et appelée à être très productive. S'il est un temps où cette industrie est nécessaire, c'est bien en temps de rationnement, alors que le sucre se vend à un prix élevé. Je n'ai pas l'habitude de me mettre à genoux devant les autorités fédérales, mais c'est par la gentillesse que j'ai obtenu des résultats pratiques.

La machinerie est presque toute rendue. "Cela coûte cher", dit l'opposition. La fabrique nous coûtera environ \$2,500,000. Je suis même convaincu que l'entreprise, une fois l'organisation complétée et l'usine en état d'exploitation, produira de 140,000 à 150,000 tonnes de sucre de betterave par année. Il est vrai que l'affaire coûterait moins cher si nous n'étions pas en temps de guerre, mais c'est moins cher par unité, en raison de la production, que l'usine d'Ontario, celle du Manitoba et toutes les industries équivalentes organisées en des temps beaucoup plus propices, avant la guerre. Au Manitoba, l'usine a coûté \$2,000,000 et la capacité est de 100,000 tonnes.

Il est possible que des erreurs de détail aient été commises, mais elles l'ont été de bonne foi, par des employés foncièrement honnêtes. J'en ai découvert moi-même et j'y ai vu. Qui n'en commet pas? Dans toute la splendeur de sa carrière, le chef de l'opposition en a commises lui-même.

Les deux employés à qui nous avons confié l'organisation préliminaire sont M. André Auger et M. Gilbert Dionne, en qui nous avons confiance et qui sont au-dessus de tout soupçon. L'un deux, M. Dionne, est le fils d'un bon bleu. Je ne dis pas qu'il soit de l'Union nationale. Je garantis l'efficacité du travail de nos employés. Pourquoi jeter de la boue pour éclabousser quelqu'un?

On a dit: "Pourquoi cette fabrique, quand le sucre est rationné?" De toute évidence, le sucre est rationné parce que l'on craint d'en manquer, c'est l'argument que nous avons invoqué pour obtenir nos priorités.

Aux États-Unis, la main-d'œuvre nécessaire à cette industrie est rare. Chez nous, un garçon de 15 ans peut faire le travail d'un homme pour cette culture.

L'opposition s'étonne que le gouvernement se lance dans cette industrie. C'est que nous sommes en guerre, qu'il y a des risques à prendre et qu'il ne serait pas juste de les laisser porter à des cultivateurs parce que l'entreprise n'est pas seulement pour eux mais pour toute la population.

Le gouvernement veut placer l'administration de la manufacture dans les mains d'une corporation. Quand l'établissement sera bien assis, nous le remettrons aux cultivateurs unis dans une coopérative. Voilà toute l'histoire de l'entreprise de Saint-Hilaire.

Nous avons retenu les services de deux des meilleurs experts des États-Unis pour notre raffinerie de sucre de betterave. Quand le chef de l'opposition aura repris sa bonne humeur, quand la session sera close, tout le monde sera content.

Il n'aurait pas aimé que la province eût assisté au débat de cet après-midi, parce que le débat s'est tenu à un niveau peu relevé. Il demande l'unanimité de la Chambre sur cette mesure qu'il croit nécessaire et dont les dépenses sont normales.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulac, Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté) Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Choquette, Dansereau, Delagrave, Drouin, Duffy, Dufour, Dumoulin, Duval, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Guerin, Guibord, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Marler, Morin (Québec-Centre), O'Connor, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, 38.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Talbot, 11.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 54 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Potvin (Roberval)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit

"1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser l'émission de lettres-patentes, sous le grand sceau de la province, aux fins de constituer une corporation sous le nom, en français, de "Raffinerie de sucre de Québec", en anglais, de "Quebec Sugar Refinery"."

Et la Chambre continue de siéger après minuit.

Samedi 19 juin 1943

M. Duplessis (Trois-Rivières) se plaint de cette façon de procéder si tard.

Des députés de la gauche lisent presque tous les volumes qu'ils ont pu trouver sur le sucre de betterave⁴.

Des députés de la droite font quelques interruptions et des points d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) donne lecture du rapport d'une enquête sur les possibilités de la culture de la betterave à sucre, en Colombie-Canadienne⁵.

M. Talbot (Chicoutimi) lit de copieux extraits du dictionnaire Quillet relativement à la betterave à sucre.

Il demande l'ajournement du comité⁶.

M. le président demande l'opinion de la Chambre⁷.

Les ministériels se prononcent contre la motion.

Des députés de l'opposition s'inspirent du dossier fourni à l'opposition sur l'entreprise de Saint-Hilaire pour leurs discours.

(Plus tard)

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande l'ajournement du comité⁸.

La motion est rejetée.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande l'ajournement du comité pour permettre aux députés de l'opposition de se raser et de refaire un peu leurs forces⁹.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) insiste pour poursuivre le travail¹⁰.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 10 h 57 du matin¹¹.

NOTES

1. Il semble que les deux chefs se soient consultés, un peu avant 1 heure, hier midi, et que le premier ministre ait demandé à M. Duplessis s'il ne consentirait pas à hâter les procédures. Le chef de l'opposition aurait répondu qu'il n'entendait pas laisser passer le bill aussi facilement. Revenu à son siège, M. Godbout a fait cette déclaration, selon *L'Événement-Journal* du 19 juin 1943, à la page 3.

2. "Le fait de me prononcer en faveur du projet vaut mieux que mon vote", selon *Le Canada* du 19 juin 1943, à la page 1.

3. Il est alors 10 heures, selon *L'Événement-Journal* du 19 juin, à la page 9, tandis que *Le Soleil* du même jour, à la page 4, écrit plutôt qu'il est 10 h 30.

4. *Le Droit* du 19 juin 1943, à la page 7, écrit qu'au cours de la nuit, le chef de l'opposition et ses lieutenants ont lu à peu près tous les volumes qui

leur sont tombés sous la main. L'un d'eux a même apporté une bible en Chambre et en a lu un chapitre.

5. Il est environ 1 heure du matin, selon *L'Événement-Journal* du 19 juin 1943, à la page 3.

6. Il est alors 3 heures du matin. À ce moment, le premier ministre revient à son fauteuil, selon *Le Devoir* du 19 juin 1943, à la page 1, après s'être reposé. M. Duplessis est resté en Chambre toute la nuit, selon *The Montreal Daily Star* du 19 juin 1943, à la page 1.

7. C'est alors M. Potvin, selon *Le Devoir* du 19 juin 1943, à la page 1, bien qu'il ait été remplacé pendant la nuit afin qu'il puisse prendre du repos, selon *The Montreal Daily Star* du 19 juin 1943, à la page 1.

8. Il est 8 h 30, selon *L'Événement-Journal* du 19 juin 1943, à la page 3.

9. Il est 10 h 30, selon *L'Événement-Journal* du 19 juin 1943, à la page 3. Selon *Le Devoir* du 19 juin 1943, à la page 6, c'est le député de Papineau (M. Lorrain) qui fait cette demande à ce moment.

10. Il dirige à ce moment les travaux de la Chambre, selon *Le Soleil* du 19 juin 1943, à la page 3.

11. "Comme les règlements prévoient une séance à 11 heures du matin et que le gouvernement peut rappeler les députés au poste trois minutes plus tard, aucun membre présent ne peut s'absenter" précise *La Presse* du 21 juin 1943, à la page 12.

Première séance du samedi 19 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Sucre de betterave à
Saint-Hilaire

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) pour **l'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 54 concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire.

M. Gagnon (Matane): Les députés de l'opposition sont à leur poste depuis 9 heures hier, ils n'ont pas dormi, ils n'ont pas mangé, on leur a refusé un amendement d'une demi-heure, mais ils feront leur devoir jusqu'au bout.

M. l'Orateur: L'honorable député de Matane (M. Gagnon) a-t-il l'intention de proposer un amendement?

M. Gagnon (Matane): Qu'on me donne le temps de parler et j'aurai un amendement à proposer.

Un député de la droite soulève un point d'ordre².

M. Gagnon (Matane) propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que la séance du comité plénier de la Chambre relative au bill 54 soit remise à six mois.

Il parle de la sagesse des lois parlementaires qui permettent aux minorités de déposer leurs griefs au pied du trône. Il fait un long discours à l'appui de sa motion.

La droite, à maintes reprises, fait remarquer qu'on doit s'en tenir à discuter les raisons qui pourraient faire remettre l'étude du bill.

Les points d'ordre succèdent aux points d'ordre³.

M. Gagnon (Matane) réplique qu'il parle sur sa motion et que personne ne peut l'empêcher de parler au moins une heure, s'il le veut.

Nos administrateurs, dit-il, disent constamment: "Songez à la poursuite de la guerre." Allons-nous dépenser \$2,000,000 pour faire du gouvernement un marchand de sucre?

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 19 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Sucre de betterave
à Saint-Hilaire

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Gagnon (Matane) à la motion du représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) proposant que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 54 concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire.

L'amendement se lit comme suit:

Que la séance du comité plénier de la Chambre relative au bill 54 soit remise à six mois.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) poursuit le débat.

M. Gagnon (Matane), M. Lorrain (Papineau), M. Pouliot (Gaspé-Sud), M. Paquette (Labelle), M. Talbot (Chicoutimi), M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine), M. Barrette (Joliette) et **M. Barrette (Joliette)** prennent part au débat. Ils reprennent, sous une forme quelque peu différente, les discours déjà prononcés au cours des séances précédentes.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) rappelle que c'est Sir Adolphe Chapleau qui, en 1880, avait lancé l'idée de l'industrie betteravière, épaulé par des capitalistes français, et que l'honorable Honoré Mercier l'avait reprise un peu plus tard⁴.

M. Labbé (Mégantic) propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 57 modifiant la loi de l'enseignement spécialisé.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 19 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Sucre de betterave à Saint-Hilaire

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la l'amendement de M. Gagnon (Matane) à la motion du représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) proposant que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 54 concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire.

L'amendement se lit comme suit:

Que la séance du comité plénier de la Chambre relative au bill 54 soit remise à six mois.

M. Labbé (Mégantic) termine le discours qu'il a commencé dans l'après-midi.

M. Bégin (Dorchester) prononce un discours.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les scènes que vient de provoquer l'opposition ne sont pas à l'honneur de la province, qui n'en serait pas fière.

Cette obstruction systématique vaudra aux députés de l'opposition, quand le peuple en saura les motifs et les raisons, le ressentiment et le châtement qu'ils auront justement mérité. Ils se plaignent que le gouvernement veut les forcer à voter un projet de loi sans qu'ils ne soient enregistrés, et il y a 40 heures⁵ que, sur un projet d'une couple de pages, ils parlent à peu près de tout et de n'importe quoi, sauf de la question.

Ils ont gaspillé une nuit et une journée tout entière et, avec notre libéralité coutumière, nous les avons laissés exposer leurs vues sans les interrompre. Nous les avons laissés faire, parce que c'est notre méthode à nous du Parti libéral de laisser la liberté aux autres, une méthode libérale!

Ils se sont couverts de ridicule, mais cela ne nous regarde aucunement et ils portent la responsabilité du temps qu'ils ont fait perdre à la Chambre.

M. Paquette (Labelle): Nous avons parlé de la betterave à sucre tout le temps, la nuit dernière. Le premier ministre ne peut parler ainsi parce qu'il n'était pas ici. Il était souvent absent de la Chambre pendant le débat. Il était allé se coucher.

Le premier ministre et ses ministres ont donné l'ordre à leurs gros bras d'exterminer l'opposition en Chambre pendant qu'ils dormaient.

M. l'Orateur le rappelle à l'ordre.

M. Paquette (Labelle): Ceux à qui on a ordonné de rester en Chambre sont les représentants des tyrans.

M. l'Orateur le rappelle de nouveau à l'ordre.

M. Paquette (Labelle) change le mot "tyrans" pour le mot "despotes". Mais en se retirant de la Chambre et en ne laissant que des ministres de second ordre, le gouvernement a privé l'opposition d'information pendant 10 heures.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'objection du député de Labelle vaut ce que valent ordinairement ses objections et ses arguments en cette Chambre. Je n'ai pas dormi plus que l'honorable député dans la nuit de vendredi. Pendant qu'on étalait des folies ici, qu'on parlait de n'importe quoi, moi, j'administrerais la province. Dans ces temps difficiles, un ministre de la couronne ne peut passer son temps à parler de toutes sortes de choses; il doit administrer dans les meilleurs intérêts de ses concitoyens.

Croyant que je ne devais pas m'en mêler, je n'ai pas été témoin du cirque qu'on nous a offert. Je travaillais. J'ai quitté mon siège pour aller à mon bureau, où les affaires de la province m'appelaient. Nos adversaires se plaignent que nous ne sommes pas larges sur la liberté de parole, mais nous les avons laissés parler tout le temps qu'ils ont voulu. Pendant 40 heures, nous les avons laissés parler. Mais ce que nous ne laisserons pas faire, c'est que la Chambre soit conduite par l'opposition.

Nous avons été élus pour gouverner, pour administrer la province et pour diriger les délibérations de la Chambre, et ce n'est pas l'opposition qui les dirigera. C'est nous qui allons conduire, de ce côté-ci de la Chambre, les délibérations de cette Assemblée. Nous avons nos responsabilités devant le peuple et nous administrerons. C'est notre rôle, ce n'est pas celui de l'opposition. Le chef de l'opposition peut multiplier ses crises d'hystérie s'il le veut...

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le premier ministre n'a pas le droit de dire cela. Je soulève un point d'ordre...

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si le député de Gaspé-Sud, qui est médecin, a pu l'examiner et est prêt à donner un certificat que ce n'est pas de l'hystérie, je vais l'admettre. Mais en attendant, je répète que c'est moi qui conduirai les délibérations.

Les membres de l'opposition disent que nous ne répondons pas à leurs questions. Mais l'opposition

possède tout le dossier, tous les renseignements sur l'entreprise de la raffinerie, depuis les premiers jours de la session. C'est moi qui les ai donnés au chef de l'opposition. Les députés de Labelle (M. Paquette) et des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) qui, les deux seuls de l'autre côté de la Chambre, ont dit quelque chose de sensé, ont puisé leurs renseignements dans les informations que nous avons déposées devant la Chambre.

Nous voulons organiser une raffinerie de sucre de betteraves dans la province. L'opposition s'y oppose. Pour quelle raison? Je vais vous le dire. Je connais depuis quelque temps les raisons de cette obstruction. En 1936⁶, le ministre de l'Agriculture du gouvernement de l'Union nationale, l'honorable Bona Dussault, a aussi voulu, sur l'instigation du député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), le promoteur de cette affaire, organiser une industrie de la betterave à sucre. Après un voyage à Montréal, il est revenu au département de l'Agriculture et, devant deux témoins, il a déclaré: "Jamais cette industrie ne pourra être établie."

C'est qu'il y avait à Montréal un autre M. Dussault, J.-C.-H. Dussault, organisateur politique de nos adversaires à Montréal, qui était président d'un groupe financier, l'Atlantic Sugar Refining Company.

Si l'affaire ne marchait pas, c'était dû à ce M. Dussault, de qui est venue la réponse au projet de l'établissement d'une industrie de betterave à sucre. Il était intéressé dans un trust du sucre qui fait des profits de \$40,000,000 à \$50,000,000. C'est lui qui fournissait les fonds, c'est lui qui a parlé au premier ministre du temps. Et voyez le courage de ces hommes! Le trust du sucre ne voulait pas de cette industrie, et le ministre de l'Agriculture de l'Union nationale est revenu bredouille à Québec; son beau rêve était à l'eau. Les cousins-germans des trustards se sont couchés devant le trust!

L'Union nationale, rappelle-t-il, avait envoyé M. Hormidas Langlais en Europe pour étudier la question de la betterave à sucre.

Il fait l'éloge de ce député, à qui il convient de rendre hommage pour son bon et intelligent travail, dit-il, et pour le dévouement dont il fait preuve pour ses gens des Îles-de-la-Madeleine.

Le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), homme sérieux et gentilhomme accompli, fait ici un travail profitable pour ses commettants. Il n'y a que lui qui a fait ici une discussion sensée sur ce projet, qu'il favorisait déjà du temps de l'Union nationale.

Il a en effet préparé un rapport de ses recherches présenté à Bona Dussault en 1937. Ce

rapport était appuyé par quatre techniciens agricoles: M. Albert Rioux, ancien sous-ministre de l'Agriculture qui, sous l'Union nationale, devait tout révolutionner; M. Abel Marion, pas beaucoup cultivateur mais président de l'Union catholique des cultivateurs, un bon conservateur; ils sont allés chercher un homme du fédéral, M. Jules Simard, puis M. S.-J. Chagnon, alors aviseur technique du département de l'Agriculture.

Dans ses conclusions, ce rapport, que j'ai ici, disait, en contradiction avec les arguments du collègue du député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), le député de Labelle (M. Paquette): "Après avoir longuement réfléchi aux difficultés d'une pareille installation, à cause de l'opposition des intérêts financiers, les signataires recommandent fortement au ministre la mise à l'étude et la réalisation du projet élaboré dans ce rapport." Et ce projet était l'établissement d'une industrie de sucre de betterave.

Voici un rapport sensé bien fait. Tous ensemble, ils ont dit au premier ministre du temps qu'il fallait établir une raffinerie! Il était dit que pareille industrie serait des plus profitable pour des milliers de cultivateurs et on priait le ministre du temps, M. Dussault, de donner suite à la requête.

Le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) veut que nous coopérions dans ce domaine avec le cultivateur. Eh oui, c'est ce que nous avons toujours fait et c'est ce que nous faisons en organisant cette industrie dans la province, à Saint-Hilaire. Nous savions que notre rapport serait combattu par le trust des raffineries dont les bénéfices sont de \$40,000,000. Depuis le début et surtout par les temps qui courent, les difficultés ne manquent pas dans l'organisation et la mise sur pied d'une industrie telle que celle-là, mais en dépit de tout, cela se fait petit à petit pour le plus grand bénéfice des cultivateurs.

Si le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) n'a pu voir son projet se réaliser, nous allons le réaliser pour lui, malgré le trust du sucre et de tous les trusts qui veulent le combattre. Notre formule est de faire intervenir l'État quand il doit intervenir, comme dans l'organisation d'une vaste industrie au bénéfice des cultivateurs, formule d'ailleurs préconisée par le Bloc populaire. Je suis sûr que si jamais le gouvernement était remplacé, il le serait par des gens qui ont les mêmes idées que nous sur ce point, et non par les gens de l'Union nationale.

J'ai entendu, de la part de financiers, rouges et bleus, le même langage que j'entends en cette

Chambre de la part de l'opposition au sujet de la machinerie que nous avons achetée. Les habitants ont besoin de cette industrie et nous la leur donnerons.

Il (M. Godbout) taquine les gens d'en face.

Nous nous ficherons de la lutte du trust, des souscriptions de \$25,000 à des organisateurs politiques. M. l'Orateur, ils sont là, les purs, ceux qui voient des scandales partout, eux qui ont reculé, dans le temps de M. Dussault, devant les trusts pour ne pas donner suite au projet du député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), projet que nous mettons à exécution!

Des financiers, qui se sont émus de cette initiative, ont envoyé des inspecteurs auprès des cultivateurs pour savoir si ça ne leur nuirait pas. Je leur ai répondu: "Arrangez-vous comme vous voudrez, mais nous établirons l'industrie de la betterave à sucre." Nos amis d'en face, que les trusts mènent par des ficelles, viennent essayer de faire croire maintenant que le Parti libéral est avec le trust.

Des financiers, des bleus et des rouges, sont venus me parler contre cette industrie, mais je leur ai donné la même réponse que j'ai faite ici, je leur ai répondu: "Je crois que la raffinerie du sucre de betteraves apporterait de beaux revenus à nos habitants et nous leur donnerons cette industrie. Nous ferons la concurrence à ceux qui font jouer les marionnettes de l'autre côté de cette Chambre."

Lorsqu'il s'agit du sort du cultivateur, je suis et resterai toujours intraitable. Et c'est ce qui arrivera, suivant le désir du seul député de l'opposition qui a parlé avec bon sens de cette question, le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais). Indépendant des trusts, lui, il veut une industrie de la betterave à sucre et il l'aura.

J'avais entendu parler, depuis quelques jours, des rumeurs de cette obstruction des cousins des trustards à notre projet. Les insinuations de la gauche me laissent indifférent; je n'ai pas peur de mon record et de celui des officiers de mon département. Je m'en tiendrai à ma méthode: faire et laisser braire.

Il (M. Godbout) explique de nouveau le projet de loi du gouvernement. Il énumère les chiffres du coût et du revenu de pareille industrie une fois solidement établie et en opération et dit qu'il n'est pas exagéré de dire que le cultivateur se fera de 10 % à 12 % de profits dans ce domaine. Cette industrie sera la propriété d'une coopérative de cultivateurs, une fois sa mise en marche assurée, car c'est pour le cultivateur que le gouvernement procède à une organisation semblable, explique-t-il.

Je suis fier de ce que j'ai accompli et du travail de tous les officiers de mon département qui

se sont intéressés à la raffinerie de Saint-Hilaire. Nous administrons la province pour chacune de ses classes, auxquelles nous voulons donner l'aide la plus entière.

Nous sommes des humains, nous avons pu commettre beaucoup d'erreurs parce qu'il y a beaucoup à faire, car nous avons trouvé la province dans un gâchis épouvantable et inimaginable. Nous avons commencé à reconstruire sur des bases solides pour toutes les classes de la société, car nous voulons avant tout administrer dans le meilleur intérêt de la province.

Le chef de l'opposition peut être sûr de deux choses: de ne jamais revoir l'Union nationale à la tête de la province et il peut être assuré aussi que c'est nous qui allons conduire ici. Nous croirions décevoir et mériter des reproches de l'électorat si nous remettions la gouverne à ceux qu'il vient de chasser.

Je n'ai pas peur de rencontrer par toute la province aucun groupe de gens honnêtes et sensés, capable d'entendre raison, car la politique du gouvernement est une politique pour le peuple et quiconque a du bon sens le comprendra. Le peuple qui a du bon sens jugera avec sévérité les scènes ridicules de l'opposition depuis 40 heures, sur cette mesure du gouvernement.

M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève pour parler.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) intervient. Il est sous l'impression, dit-il, que le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) a déjà participé au débat sur le renvoi du bill à six mois.

M. l'Orateur est sous la même impression.

M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il n'a pas encore pris part au débat.

M. l'Orateur accepte sa déclaration.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a pris ses attitudes angéliques pour dire que j'étais allé aux trusts. Il a recours à des tactiques connues: procéder par insinuation. Lorsque le premier ministre parle d'hystérie en s'adressant au chef de l'opposition, il se place dans la situation du pêcheur impénitent qui fait sa confession.

Il accuse le premier ministre de s'être servi d'instruments d'un département pour améliorer sa propriété. Lui-même, dit-il, n'a pas utilisé d'instruments d'un département sur sa ferme.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition veut-il que je parle du voyou qui est venu me demander \$5,000 pour engueuler le chef de l'opposition comme il m'engueule? Je n'ai jamais utilisé un instrument du gouvernement. Si le chef de l'opposition est capable de prouver qu'il y a eu une pelle, un marteau, un tourne-vis ou un camion appartenant à quelque département que ce soit sur ma ferme, je suis prêt à laisser ma place, mais ce n'est pas lui qui l'aura!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre soulève un point d'ordre pour m'interrompre...

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si le chef de l'opposition ne fait que des insinuations, s'il n'a pas le courage de porter des accusations, il mérite une épithète qui ne serait pas acceptée en cette Chambre. Si le chef de l'opposition connaît quelque chose de malhonnête sur ma terre, qu'il ait le courage de le dire...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je réponds au premier ministre, qui a dit que je suis allié aux trusts, que je suis et ai toujours été pauvre. Ceux qui sont liés aux trusts et en vivent sont de l'autre côté de la Chambre.

Je suis heureux des éloges que le premier ministre a décernés au député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais). Ils font plaisir à l'Union nationale. Le premier ministre condamne sa loi en reconnaissant que le député des Îles-de-la-Madeleine est un patriote, un connaisseur et un expert. C'est justement parce que le député des Îles-de-la-Madeleine, ce patriote, ce connaisseur, est renseigné sur la question qu'il a voté et votera contre le projet présenté par le premier ministre. De plus, le premier ministre s'est chargé lui-même de prouver, en produisant un rapport officiel, que l'Union nationale s'était intéressée à l'industrie de la betterave à sucre et avait fait étudier la question par des experts.

Le premier ministre dit qu'il aurait voulu terminer la session cette semaine. Pour la terminer, il aurait fallu voter à la vapeur cette loi qui nous a été présentée comme toujours à la dernière minute, et renoncer à discuter les crédits de six gros départements. C'est non seulement notre droit, c'est notre impérieux devoir de scruter l'emploi que l'on a fait et que l'on veut faire des deniers publics. C'est pour cela que je n'ai pas voulu terminer la session. Le premier ministre s'est choqué. Il nous a menacés, il a essayé de nous faire chanter. L'opposition, fidèle à son mandat, n'a pas plié devant les menaces.

L'attitude du gouvernement rappelle les pires procédés de la gestapo.

Le premier ministre nous a condamnés à siéger à partir de 9 heures moins 20, hier soir, jusqu'à 1 heure cet après-midi. J'ai demandé une demi-heure d'ajournement pour permettre aux députés d'aller se changer et se raser et l'on a refusé. Pourquoi? Parce qu'on a la mentalité de ceux qui croient arriver à leurs buts par la force et par des procédés d'intimidation. Les députés de l'opposition sont restés au poste avec plaisir; ils ont bravé une séance de nuit et ont siégé pendant deux jours pour défendre les intérêts de la province. Et en dépit des vantardises du premier ministre, ils sont heureux d'avoir empêché le gouvernement, en dépit de sa supériorité numérique, de faire voter un seul article, de passer un seul mot de sa loi. Il aurait été beaucoup plus facile pour nous de tout passer sans discuter. Mais les menaces et les nuits blanches, ça ne nous fait pas peur quand il s'agit du bien de la province. Je suis satisfait de proclamer que la vaillance de l'Union nationale a triomphé des méthodes dictatoriales du gouvernement.

En réponse aux accusations du premier ministre, relativement à l'intervention du trust pour empêcher l'établissement d'une industrie du sucre de betterave, sous l'Union nationale, il affirme que le premier ministre veut prendre une tangente. La meilleure preuve que l'Union nationale s'est intéressée à l'établissement de cette industrie, dit-il, c'est qu'elle a chargé des experts d'étudier la question. Le premier ministre a produit un document qui l'atteste. Le gouvernement ne voulait pas combattre les trusts aussi énergiquement que son chef le dit, et il veut le prouver, dit-il, en citant une lettre de M. Aimé Geoffrion, c.r., de Montréal, à M. André Anger. Dans cette lettre, affirme-t-il, M. Geoffrion déclarait "qu'il était satisfait de constater qu'une concurrence acharnée n'était pas à craindre du trust parce que l'industrie projetée n'était pas assez importante".

L'entreprise sera dorénavant connue sous le nom de "scandale de Saint-Hilaire".

Il se plaint du fait qu'il a siégé toute une nuit, sans dormir, sans manger. On a voulu m'empêcher de déjeuner et d'aller respirer un peu l'air pur, ce matin, dit-il. Il répète que le premier ministre est allé se coucher dans la nuit de vendredi.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, j'ai déjà déclaré dans cette Chambre que je ne suis pas allé me coucher et que j'ai travaillé aux intérêts de la province pendant que l'on parlait ici. Le chef de l'opposition doit accepter ma parole.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Moi aussi je travaille dans les intérêts de la province.

La raffinerie ne sera pas assez considérable pour faire la lutte aux trusts.

Le premier ministre ne peut prétendre à savoir tout parce qu'il n'a même pas été capable de signer au bon endroit une formule qu'il devait présenter à Ottawa.

Il (M. Duplessis) répète les arguments déjà entendus au sujet de la raffinerie de Saint-Hilaire.

Si l'opposition s'objecte au bill du gouvernement, c'est pour faire son devoir. Je ne crains pas de passer d'autres nuits blanches pour continuer la lutte des infortunés de la vie, des vieux et des vieilles privées de leur pension, des cultivateurs et des fils de cultivateurs, odieusement abandonnés.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef de l'opposition a déposé au pied de l'autel de la patrie sa santé physique menacée, menacée par lui-même exclusivement, afin de poser au martyr politique. C'est pour cela que l'opposition fait de l'obstruction systématique. Nous avons donné à la province l'instruction obligatoire, le chef de l'opposition veut lui imposer le bavardage obligatoire!

On a parlé pendant cinq séances pour tuer le temps, et si nous siégeons ce soir encore, c'est le chef de l'opposition qui l'a voulu en tentant de renouveler le bluff gigantesque qu'il a organisé dans la province, en 1935, pour arriver au pouvoir⁷. Ce qu'il a réussi en 1935, il est bien inutile pour lui de le tenter de nouveau en 1943, car il n'y a pas longtemps que la province a jugé l'opposition sur cette tactique honteuse et disgracieuse employée pour escamoter le vote. On veut tenter, une autre fois, de se hisser au pouvoir en posant au martyr et en salissant les autres.

Le chef de l'opposition est prêt à tout immoler sur l'autel de la patrie. Qu'il dise donc plutôt la crèche. La crèche, voilà l'autel de la patrie pour le chef de l'opposition! Il a réussi à s'en approcher, en 1936. Il devait tout régénérer dans la province. Il devait nous montrer la corruption et les scandales du Parti libéral. On sait ce qu'il a fait. Il recommence aujourd'hui. Les prisons étant trop petites pour contenir tous les libéraux qui s'étaient rendus coupables de vol depuis 40 ans, il fallait donner des contrats aux amis pour les agrandir. Mais les prisons sont restées aussi petites que l'Union nationale et, si le parti a réussi à se gonfler un peu, le peuple a eu tôt fait de le ramener à de justes proportions.

Aujourd'hui tout comme hier, ce sont les magnats de la finance qui font mouvoir l'Union nationale.

Le chef de l'opposition veut renouveler son grand coup de 1936, au comité des comptes publics. C'est la même organisation, c'est la même tactique. Depuis deux jours, les membres de l'opposition ont tenté par tous les moyens de démontrer que l'affaire de Saint-Hilaire est pourrie de scandales, que les ministres ne sont pas des gens honnêtes. Ils ont trouvé le moyen de faire bien des insinuations. Le chef de l'opposition n'a pas le courage de porter des accusations directes au sujet de l'industrie de Saint-Hilaire. Et il n'est pas un ministre qui ne soit pas prêt à faire face à ses accusations!

S'il y a des scandales, pourquoi le chef de l'opposition reste-t-il bien assis à son fauteuil? Ce n'est pas la première fois que le chef de l'opposition veut tenter de salir ceux qui font leur devoir. Il avait tout le dossier devant lui. Il pouvait porter des accusations précises, mais il est resté pieusement assis. La province sait à qui elle a affaire; elle sait que le député de Trois-Rivières est passé maître dans l'art de faire des insinuations.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'en ai porté!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Aucune. Dites-le si vous en avez!

Le chef de l'opposition n'a pas un seul reproche sérieux à formuler contre le gouvernement. Le premier ministre lui a remis tout le dossier de cette affaire. Il n'a rien trouvé. Je vais lui expliquer tous les détails des dépenses faites pour réaliser cette belle entreprise.

Il explique en détail l'emploi que le gouvernement a fait de la somme de \$1,097,000 jusque-là, en rapport avec l'entreprise de Saint-Hilaire, c'est-à-dire pourquoi et comment chaque paiement a été fait.

Ce n'est pas la première fois que les trusts veulent empêcher la fondation d'une industrie. Depuis un demi-siècle, le trust du sucre empêche le peuple de la province de convaincre le gouvernement d'établir une industrie semblable, dit-il⁸. Le gouvernement libéral est le seul qui saura résister aux trusts et établir une raffinerie de sucre.

Des industries, ajoute-t-il, croient qu'il est possible d'avoir une raffinerie de sucre de betterave dans la province, puisqu'un monsieur Masson, un ami du chef de l'opposition, M. Jos. Réhaume et un monsieur Préfontaine sont à la tête d'une organisation qui veut établir une autre raffinerie dans la province, la National Sugar pas la "Union National Sugar, une filiale du trust, ce qui démontre que nos capitalistes canadiens-français croient que la fabrication du sucre est possible dans la province,

mais l'Union nationale veut l'empêcher. J'espère que cette fois, les trusts ne réussiront pas à fermer l'usine avant même qu'elle ne commence à fonctionner, comme la chose est arrivée à Farnham et à Berthier il y a des années de cela. Tous les membres de l'opposition savent bien que c'est de la pure obstruction que fait actuellement leur chef.

Le chef de l'opposition ne peut prétendre n'avoir pu déjeuner: je l'ai vu manger à son siège, dans cette Chambre!

Un député de l'opposition se lève.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Ne le laissant pas parler) M. l'Orateur, le chef de l'opposition a mangé dans cette Chambre, la nuit dernière, et l'affaire a même donné lieu à des points d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ridicule...

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, ce l'était, ridicule.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le député de Saint-Hyacinthe qui n'a pas voulu ajourner la séance pour que j'aie à prendre l'air.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pardon, je n'étais pas en Chambre.

M. Lorrain (Papineau): Le député de Saint-Hyacinthe était présent. Je n'ai pas l'intention de laisser conduire la Chambre par le tyran que le gouvernement emploie.

Un député ministériel veut soulever un point d'ordre.

M. l'Orateur: Le député de Papineau doit retirer cette expression.

M. Lorrain (Papineau): Je retire tyran pour despote.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mon Dieu, ne retirez rien; on verra assez tôt où sont les tyrans et les despotes.

M. Lorrain (Papineau): Ils sont avec les valises⁹.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Avec les valises? C'est dans ma valise que je suis allé

porter au dépotoir le chef du député, dans mon comté, en 1939.

(Applaudissements à droite)

M. Paquette (Labelle): Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) n'était pas en Chambre dans la nuit de vendredi et il ne devrait pas parler de ce qu'il n'a pas vu.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef de l'opposition veut poser au martyr en disant qu'il n'a pas mangé de la nuit, mais il a bel et bien mangé. C'est un piètre bluff de l'opposition.

Le chef de l'opposition ne peut se plaindre de ne pas recevoir de réponse à ses questions, lui qui, pendant trois ans, a refusé de présenter un rapport de l'enquête sur les *Comptes publics* de la province. Il n'a rien prouvé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je défie le ministre de nier que je n'ai pas fait rentrer \$20,000,000 dans les coffres de la province avec mes révélations!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): De 1936 à 1939, le chef de l'opposition nous a empêché de faire entendre nos témoins pour prouver que ses témoins s'étaient trompés ou parjurés. Il n'a porté aucune accusation, aucune preuve, il n'a fait que de l'agitation politique. C'est un bluff qui ne prend plus.

Nous avons de ce côté-ci un chef qui conduit, en qui nous avons pleine confiance et qui conduit très bien...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre était couché la nuit dernière!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est vrai. Le chef de l'opposition aurait pu faire de même. S'il était allé se reposer, ça aurait fait la même chose à la Chambre; on n'avait pas besoin de lui pour lire tous les dictionnaires qu'on pouvait avoir.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait allusion au Bloc populaire. Le député de Saint-Hyacinthe y compte des amis, dit-il.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est vrai, le Bloc populaire, je connais ça. C'est l'ancien groupe que vous avez trahi. J'ai des amis

chez le Bloc populaire et j'en possède un grand nombre, aussi, parmi les conservateurs, les vrais conservateurs, ceux de l'école de Cartier et non pas ceux de l'école des castors et des poteaux de barbier. L'Union nationale a abandonné effrontément tous ceux qui l'avaient aidée, elle a gardé l'appui des trusts. Ce fut un groupement qui s'annonçait beaucoup mais qui s'est vite effrité, parce que les partisans les plus influents se sont aperçus que les trusts la supportaient.

On nous parle de despote, de tyran. On nous reproche de refuser la liberté de parole. Ce n'est pas sérieux. Mais la loi du bâillon, qui l'a imposée dans la province de Québec? C'est le chef de l'opposition lui-même, secondé par M. Auger, lorsqu'il a fait voter une loi stipulant: "Nul député ne peut parler plus d'une heure." Et ils viennent aujourd'hui réclamer la liberté de parole!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi est consignée dans les nouveaux règlements de la Chambre que le député de Saint-Hyacinthe a préparés lui-même.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ils parlent de lois en retard. Le chef de l'opposition se plaint que nous ayons présenté ce projet à la fin de la session. Mais a-t-il donc déjà oublié qu'en 1939, trois jours avant la prorogation des Chambres, il présentait un bill, qu'il me demandait d'approuver, pour dissoudre les cercles agricoles et les remplacer par un organisme que le gouvernement aurait contrôlé? Le bill n'était pas même imprimé: j'ai eu une copie dactylographiée! J'ai refusé comme chef de l'opposition et il n'a pas osé la présenter. Il a eu peur!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais, vous devez accepter ma parole!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Voyez l'ordre du jour du temps. C'est le bill 59. J'ai refusé de l'approuver et vous l'avez fait disparaître. L'avant-veille de la prorogation, le 26 avril 1939, il y avait sur l'ordre du jour 17 nouveaux projets de loi, 138 items, dont 94 questions de l'opposition libérale restées sans réponses. Telle était la façon d'agir d'un parti dont je vois les débris devant moi.

Et ce sont ces gens-là qui viennent accuser le gouvernement libéral, qui les laisse parler pendant deux jours, de les forcer à siéger la nuit et de les exposer à mourir de faim. Le chef de l'opposition veut poser au martyr politique en passant la nuit à

faire du cirque et des insinuations, mais le premier ministre vient de faire tomber le masque.

Le chef de l'opposition nous dit qu'il va mener la Chambre. Non, c'est le gouvernement qui conduit et c'est le gouvernement qui fera voter l'établissement d'une raffinerie pour les cultivateurs. Ce n'est pas le chef de l'opposition, écrasé en 1939. Dans une période comme celle que nous traversons, nous n'avons pas de temps à perdre.

Vous voterez contre cette loi tant que vous voudrez, vous parlerez tant que vous voudrez, mais ce n'est pas le député de Trois-Rivières qui va mener la province. Que vous le vouliez ou non, vous allez être obligé d'accepter la loi et les crédits quand même.

Il n'y a que les écrevisses qui se dirigent par la queue, et le Parti libéral n'est pas un parti d'écrevisses. Il va de l'avant. L'opposition devra accepter les décisions de la majorité du peuple souverain.

Le chef de l'opposition ne peut s'élever contre une dépense de \$2,000,000 quand lui-même, qui connaît mieux la culture de la carotte que celle de la betterave, a dépensé \$4,000,000 pour toutes sortes de travaux inutiles dans Trois-Rivières...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous viendrez dire cela dans Trois-Rivières!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'y suis déjà allé, souvent et longtemps. J'y suis allé avant que le chef de l'opposition n'ait commencé à faire de la politique.

Laissez-moi vous raconter un petit fait. Un jour, j'étais à Trois-Rivières. On construisait alors une église. Dans l'après-midi, je me promenais sur la rue et je vois la copie d'un petit journal, le *Bien public*.

On y disait en grosses lettres que Bouchard le franc-maçon parlerait le soir-même dans le soubasement de l'église.

Le soir, la salle était trop petite pour loger tout le monde. Il existe encore le *Bien public* et j'ai ici une édition publiée il y a deux semaines. On ne parle plus de la même façon de Bouchard le franc-maçon. On vante son administration. C'était autrefois comme aujourd'hui, il y avait bien des calomniateurs et bien des insinuations.

(Applaudissements)

On a fait de longs reproches au premier ministre parce qu'il n'avait pas signé une formule sur la bonne ligne. C'est ridicule. Mais il y a une morale à cela.

C'est avec des insignifiances comme celles-là que l'on fait des insinuations contre un homme quand on n'a rien à lui reprocher qu'on essaie de détruire la réputation du premier ministre¹⁰. J'aimerais bien à connaître celui qui ne s'est jamais trompé en signant une formule de rapport.

Il est minuit, M. l'Orateur, et la Chambre ne doit pas siéger le jour du Seigneur.

Des députés contestent ce point.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande à la Chambre de voter contre l'amendement Gagnon.

M. Gagnon (Matane) veut répliquer.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) lui dit qu'il n'y a pas de réplique sur une motion de fond.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Talbot, 11.

Contre: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Choquette, Comeau, Delagrave, Drouin, Duffy, Dufour, Dumoulin, Duval, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Plamondon, Potvin, Renault, 34.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut recommencer le débat sur la motion principale, à l'effet que la Chambre se forme en comité plénier

(Une agitation s'empare de la Chambre.)

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) proteste vivement et propose que l'Orateur quitte son fauteuil.

La motion principale est mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité plénier.

En comité:

Présidence de Delagrave (Québec-Ouest)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser l'émission de lettres-patentes, sous le grand sceau de la province, aux fins de constituer une corporation sous le nom, en français, de "Raffinerie de sucre de Québec", en anglais, de "Quebec Sugar Refinery"¹¹.

Et la Chambre continue de siéger après minuit.

Dimanche 20 juin 1943

Le comité siège pendant quelques temps.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande l'ajournement.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à minuit cinq minutes.

NOTES

1. "On se remet en séance à 11 h 30", selon *La Presse* du 21 juin 1943, à la page 12.

2. Il est précisé dans *L'Action catholique* du 21 juin 1943, à la page 3, que le député de Matane (M. Gagnon) peut néanmoins présenter son amendement.

3. *L'Action catholique* du 21 juin 1943, à la page 3, indique que le débat se poursuit pendant le reste de la journée.

4. *Le Canada* du 21 juin 1943, à la page 1, ne précise pas exactement à quel moment le premier ministre aurait tenu ces propos. Il est possible qu'il ait parlé ainsi à la séance du matin, à celle de l'après-midi ou même la veille.

5. 48 heures, selon *Le Canada* du 21 juin 1943, à la page 1.

6. 1938, selon *L'Action catholique* du 21 juin 1943, à la page 3, et 1937 selon *Le Soleil* du même jour, à la page 3.

7. *L'Action catholique* du 21 juin 1943, à la page 15, parle plutôt de 1936.

8. La *Gazette* du 21 juin 1943, à la page 1, ne parle pas d'un demi-siècle, mais de 25 ans.

9. Lors des débats à l'Assemblée législative, plusieurs députés associent ironiquement le député de Saint-Hyacinthe (M. Télesphore-Damien Bouchard) à une histoire de valises. En fait, selon M. Maurice Duplessis, il y avait à Saint-Hyacinthe une imprimerie dans laquelle était intéressée la fille de M. Bouchard. Le député de Saint-Hyacinthe l'a achetée et mise au nom de celle-ci. Et il a fait acheter des valises par cette imprimerie et lui, alors qu'il était Orateur de la Chambre, a acheté les valises de cette imprimerie au nom de sa fille avec un profit de 30 % aux dépens de la province. M. Duplessis raconte cette histoire en détail à la séance du 5 avril 1938.

10. "Il est minuit moins 4 minutes lorsque le ministre de la Voirie reprend son siège", selon *L'Événement-Journal* du 21 juin 1943, à la page 4.

11. La séance est levée aussitôt, selon *L'Événement-Journal* du 21 juin 1943, à la page 4. Le gouvernement est d'accord pour que le comité fasse immédiatement rapport, selon *The Gazette* du 21 juin 1943, à la page 14.

Première séance du lundi 21 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Travaux de la Chambre,
étude des subsides

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le principal travail de la Législature doit être le vote des subsides. Or, chose étrange, la Chambre n'a pas encore abordé l'étude des crédits de plusieurs ministères: l'Agriculture, la Colonisation, le procureur général, le Trésor, la Voirie, le Travail, le Conseil exécutif, la Colonisation et les Travaux publics, une partie des crédits des Terres et Forêts et de la Chasse et de la Pêche.

Tout cela, à la fin d'une session qui s'est ouverte le 23 février et a été ajournée deux fois. La session est en retard par la faute du gouvernement qui en a retardé l'ouverture, qui a présenté sa législation en retard et qui a, sans raison valable, accordé 22 jours de congé et commence les séances en retard.

L'étude des items du budget est de beaucoup plus importante qu'une question de betterave à sucre. Pourquoi donc le gouvernement ne fait-il pas voter les subsides? L'opposition a collaboré depuis le début de la session. Mais on ne place pas devant nous les crédits pour qu'ils soient discutés. L'opposition a consenti à date de voter le budget supplémentaire, et ce, sans discussion, pour ne pas empêcher les employés civils et les débiteurs de la province d'être payés.

Il suggère donc, dit-il, que l'on suspende temporairement l'étude du projet de loi relatif à la betterave à sucre pour s'occuper du budget.

En conséquence, il propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Gagnon), que la Chambre passe maintenant à l'affaire du jour appelant l'item 6 du *Feuilleton* de la séance du lundi, 21 juin 1943 (onze heures du matin), lequel item se lit comme suit: La Chambre de nouveau en comité des subsides (l'honorable M. Mathewson).

M. Gagnon (Matane): Je corrobore tout ce que vient de dire le député de Trois-Rivières.

M. Lorrain (Papineau) reproche au gouvernement d'avoir commencé ses séances toujours en retard et d'avoir ajourné plusieurs jours.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): On prétend que la session n'a pas été conduite avec assez de rapidité. Il ne faut pas oublier que l'opposition, dans les débats, a pris pour elle-même au moins les trois-quarts du temps de la discussion et le chef de l'opposition, la moitié à lui seul.

Il rappelle, dit-il, que les deux ajournements, celui à l'occasion de la fête de Pâques et l'autre parce qu'il y avait deux fêtes légales dans la même semaine, n'ont pas provoqué un seul mot de protestation. Ils l'ont été avec l'agrément unanime de la Chambre. Aucune loi n'a été présentée en retard. Nous avons agi avec toute la célérité possible en nous occupant de toute la législation importante du gouvernement, qui a été distribuée plusieurs jours avant sa discussion et l'opposition a eu tout le temps voulu pour étudier et débattre toutes les mesures essentielles proposées par le gouvernement.

Le vote du budget ne presse pas encore beaucoup, car le tiers du budget est voté et le département du Trésor a assez d'argent pour l'administration de la province durant quatre mois à venir.

Nous ne voulons pas priver l'opposition du temps pour pouvoir se renseigner. Ce qui est d'ailleurs son droit. Je pense que jamais un gouvernement a montré autant de souci pour l'opposition. Nous avons été larges pour nos adversaires qui ont voulu parler. Je propose donc que l'on continue la discussion sur la betterave à sucre.

M. Talbot (Chicoutimi): Jamais une session n'a été menée avec moins de diligence. Les ajournements étaient dus au fait que la législation n'était pas prête. Et la preuve c'est que la législation sur la betterave à sucre n'a été placée sur le *Feuilleton* de la Chambre que le 17 juin dernier.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Duplessis, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Talbot, 6.

Contre: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Maisonnette),

Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Dufour, Duval, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Joyal, Lawn, Leduc, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Robidoux, Rochette, 31.

Ainsi, la motion est rejetée.

Projets de loi:

Sucre de betterave à Saint-Hilaire

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 54 concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la première fois que je vois un gouvernement refuser d'étudier et de faire voter son budget. Il refuse de voter le budget d'intérêt général, pourquoi? Pour l'industrie de la betterave à sucre. Pour le gouvernement, l'industrie du sucre de betterave est plus importante que le budget. Le premier ministre fait passer la betterave avant les crédits. Et si les crédits ont été votés pour quatre mois, ceci est dû à la diligence de l'opposition.

Je propose donc que le comité plénier, qui vient d'être formé, rapporte progrès et que la Chambre étudie le budget.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

La Chambre vient de décider la question par le vote qu'elle vient de donner.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je peux faire cette motion à chacun des stages de la procédure, pourvu que d'une motion à l'autre, quelque chose de nouveau soit fait. Ainsi, après l'adoption de chaque article, je pourrai répéter ma motion. Ça va être bien pire si le gouvernement se met à multiplier les objections tyranniques et inutiles.

La motion est rejetée¹.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser l'émission de lettres-patentes, sous le grand sceau de la province, aux fins de constituer une corporation sous le nom, en français, de "Raffinerie de sucre de Québec", en anglais, de "Quebec Sugar Refinery"."

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi actuelle va donner de nouveaux surplus à Ottawa. Si le gouvernement était sincère, il formerait un syndicat coopératif au lieu d'une corporation civile. Avec une corporation, on devra payer des taxes et comme les taxes sur les corporations ont été abandonnées à Ottawa, la province permettra au fédéral de retirer des revenus de cette industrie.

Cette industrie n'est pas viable, répète-t-il.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je crois que la forme coopérative est la meilleure à ce stage des procédures. Il n'y a pas de taxes fédérales à craindre car ces taxes sont imposées sur les profits. Le gouvernement fédéral ne pourrait taxer la future industrie que si elle rapportait des bénéfices et il n'y aura pas de profits la première et peut-être la deuxième année que l'usine de Saint-Hilaire fonctionnera. Dès qu'elle sera en mesure de bien vivre, l'usine sera remise par le gouvernement à un syndicat de cultivateurs. D'ailleurs, quand le gouvernement entre en affaires, il doit payer des taxes comme tout citoyen.

Je suis opposé, en principe, à ce que le gouvernement, quand il entre en affaires, prenne les moyens de se libérer des taxes justes que l'industrie privée doit payer. C'est ce qui se fait à Montréal où le gouvernement possède la Coopérative fédérée. Celle-ci paie des taxes au Trésor municipal. On observera la même attitude à Saint-Hilaire: nous allons lui payer les taxes scolaires et municipales, qu'elle est en droit d'attendre d'une usine de cette importance. Le gouvernement paie ses taxes à la municipalité comme tout citoyen qui fait des affaires. Ce principe devrait être admis pour les autres corps publics.

M. Gagnon (Matane): L'an dernier, le premier ministre a déclaré en cette Chambre qu'il voulait former, à Saint-Hilaire, une coopérative de cultivateurs et voici qu'il y établit une coopération². Pourquoi a-t-il changé d'idée? Il veut donc faire le jeu du trust du sucre?

Le trust du sucre a fait des représentations, pour empêcher qu'on ne forme une coopérative qui lui ferait concurrence sans payer de taxes, dit-il. Il n'y a pas d'homme plus intéressé dans le trust du

sucre que M. McConnell, propriétaire du *Star* de Montréal³. Il est le grand chef du trust du sucre. Or, il ne se passe pas de jour sans que le *Star* s'en prenne à l'opposition et porte le premier ministre aux nues. C'est là une preuve qu'il existe entente entre ce monsieur et le premier ministre.

Il (M. Gagnon) cite une lettre de M. Burgess, de la National Sugar, à M. André Augé, à l'effet que la Compagnie de sucre Richelieu est la seule organisation qui ait l'appui du département de l'Agriculture et du premier ministre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous n'avons pas voulu créer une coopérative de producteurs de betterave et lui confier l'établissement de l'industrie parce que les cultivateurs ne doivent pas être propriétaires avant que l'entreprise soit bien payante. Une coopérative serait exposée à de trop grands risques financiers, à l'heure actuelle, parce que les cultivateurs ne connaissent pas assez l'organisation d'une betteravière et ne sont pas préparés à prendre le contrôle d'une industrie de ce genre.

Le département de l'Agriculture est plus au courant d'une telle organisation. La coopérative ne perd donc rien en n'étant pas la propriétaire de la manufacture dès les premières années qui ne seront pas celles des bénéfices. Le gouvernement doit assumer les pertes du début. Quand l'industrie sera solidement assise, le gouvernement la lui remettra.

Il ne pourra y avoir de taxe fédérale ni sur le capital de la corporation, qui n'est pas taxé, ni même sur les profits, parce que cette corporation sera à 90 % gouvernementale⁴. Et il n'y a pas de taxe sur la propriété d'un gouvernement.

Le nombre des manufactures de sucre de betterave va aller en augmentant, à mesure que s'accroîtra la production de la betterave. Il faudrait au moins 10,000 cultivateurs pour alimenter une usine comme celle de Saint-Hilaire, ce qu'on ne trouve pas dans un même district.

On est donc obligé d'organiser la production de la betterave dans d'autres districts. C'est ainsi qu'elle est en voie d'organisation dans les comtés de Nicolet, Berthier, Soulanges-Vaudreuil, Château-Huntingdon, peut-être Portneuf et les comtés du Bas-du-Fleuve. Mais nous ne voulons pas organiser plusieurs raffineries dans différentes parties de la province, parce qu'il faut en même temps organiser la production de la betterave.

Lorsque la production sera bien organisée dans diverses régions de la province, elle pourra alimenter les autres manufactures de sucre de betterave que l'on voudra mettre sur pied. À mesure

que la production grandira, le gouvernement pourra organiser ces centres de fabrication de sucre, et on songe même à tenter l'expérience en Gaspésie où le climat est excellent pour la production des légumes sucrés.

Nous avons dit aux gens qui s'intéressent à cette industrie que, pourvu que l'on paie aux cultivateurs la betterave suivant un barème correspondant au prix du sucre sur le marché, le gouvernement garantira la production. Pour tel prix du sucre, on devra payer tel prix aux cultivateurs pour les betteraves qu'ils produiront. Si une compagnie indépendante, comme celle que désire fonder un ami de l'opposition, veut bâtir une autre raffinerie, nous lui donnerons les mêmes avantages que nous offrons à la compagnie Richelieu, une prime de \$1 la tonne.

Je suis convaincu que, dans 10 ans, la région de Saint-Hilaire produira toute la betterave dont notre raffinerie aura besoin, et que 90 % des cultivateurs des régions intéressées produiront de la betterave à sucre. Dans le moment, le gouvernement ne peut, il va sans dire, susciter de la concurrence à l'industrie qu'il veut établir à Saint-Hilaire avant qu'elle ne soit établie. Ce ne serait pas convenable.

Je veux établir cette industrie sur des bases solides. Lui donner tout de suite une forme coopérative serait risqué. Une fois l'industrie bien assise, le gouvernement la repassera aux cultivateurs pour qu'ils puissent en retirer le plus de bénéfices possibles. Si nous entretenons cette culture dans d'autres comtés, c'est pour organiser la production en vue de l'établissement d'autres usines.

M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche au gouvernement d'avoir payé \$1,000 pour la formation d'une compagnie morte-née, la compagnie Richelieu qui n'a réussi qu'à faire souscrire \$1,400 dans l'entreprise. C'est du gaspillage.

Les gens qui se vantent de vouloir faire concurrence au trust ont acheté de la vieille machinerie. Imaginez-vous, M. le président, la concurrence que cela peut provoquer. C'est comme un citoyen qui voudrait faire concurrence à une Rolls-Royce et s'achèterait une vieille Ford.

Pourquoi la compagnie Richelieu, formée pour prendre charge de l'usine de Saint-Hilaire, n'a-t-elle pas fonctionné?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ce n'est certes pas la faute du gouvernement si la compagnie Richelieu n'a pu assumer l'exploitation de l'entreprise et faire souscrire le capital désiré.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement travaille à favoriser le trust du sucre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition peut être sûr que nous n'avons pas l'intention de mettre cette industrie sur pied ni pour nuire au trust ni pour l'aider. Le gouvernement ne travaille ni pour ni contre le trust du sucre comme l'a prétendu un député de l'opposition. Ce n'est pas le trust qui nous intéresse, mais les cultivateurs. Les cultivateurs réclament cette industrie de sucre de betterave et ceux qui nous causent des embarras sont les gens du trust.

Il y a longtemps qu'on a essayé d'implanter une industrie du sucre de betterave dans la province. On a essayé au temps de Chapleau; mais à cette époque les expériences faites n'ont pas été poussées assez loin. Aujourd'hui, le député des Îles-de-la-Madeleine la réclame, tout le monde la réclame, les cultivateurs, les premiers. Le trust ne nous empêchera pas de l'établir. Si la compagnie Richelieu n'a pu faire souscrire de capital, c'est parce que les trusts s'y sont objectés. Ils ont dit que l'entreprise ne pouvait réussir.

Nous avons commencé la betteravière avec une compagnie privée. C'est à ce moment que les gens du trust nous ont dit à nous, aux organisateurs de la compagnie, et à l'opposition, que ça ne pouvait pas marcher. Des amis du trust sont venus me voir pendant des mois pour me donner les mêmes raisons que me donne aujourd'hui l'opposition.

La machinerie achetée aux États-Unis a été achetée à bon compte. C'est la base de l'outillage que le gouvernement possède actuellement. Nous avons acheté, pour \$150,000, une machinerie qui, neuve, valait peut-être \$700,000 ou \$800,000. Nous n'avons utilisé que ce qui était en parfait ordre. Nous sommes à compléter les parties mises de côté et nous pourrions bientôt mettre sur pied une usine qui produira entre 1,400 et 1,500 tonnes de sucre par jour et ne nous coûtera que \$2,500,000.

Il se peut que des employés aient commis des erreurs, mais nous n'avons pas gaspillé un seul sou de l'argent de la province. Nous avons acheté toute une usine aux États-Unis et je ne sais pas, moi, si une chose a été vendue \$27.50 qui valait \$27.75. Tout ce qui nous a intéressés, ce fut de faire rendre au centuple l'argent que nous avons mis là-dedans. Pas un seul dollar de la province n'a été gaspillé.

Le trust a essayé de nous empêcher d'aller de l'avant, mais nous n'avons pas écouté les raisons qu'il nous a fait passer et nous ne les écouterons jamais, car nous savons que toutes les conditions sont en notre faveur. Nous avons actuellement des

raffineries qui sont obligées d'aller chercher du sucre brut à l'étranger, quand nos cultivateurs peuvent le produire.

Nous ne sommes pas pour, nous ne sommes pas contre le trust. Il y a des gens honnêtes qui s'occupent de la raffinerie du sucre dans la province. Je ne dirai pas que les gens du trust ne sont pas des hommes honnêtes. Ils vont chercher leur matière première à l'étranger. Pourquoi le gouvernement n'achèterait-il pas la matière première des cultivateurs? Pourquoi les cultivateurs ne s'organiseraient-ils pas? Pourquoi ne leur donnerions-nous pas la chance de s'organiser au bénéfice de leurs fermes? Les habitants du Québec ont droit de faire la concurrence aux gens du trust et nous allons voir à ce que cela se fasse pour empêcher qu'on aille chercher la matière première à l'étranger, au lieu de la prendre dans le sol de la province.

L'opposition, en cette affaire, a une attitude antipathique à la classe agricole. L'industrie de Saint-Hilaire coûtera moins cher, par unité de production, que toute industrie similaire établie ailleurs. Pourquoi douter du succès quand la province s'est procuré les services de l'homme le plus recommandé et le plus compétent qui se trouvait au Canada ou aux États-Unis pour prendre la direction d'une telle organisation? Il est à la tête des deux meilleures manufactures de sucre des États-Unis, et le gérant est un spécialiste de la production.

Tout est clair dans cette affaire. Le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) lui-même admet que les cultivateurs peuvent réaliser des bénéfices de 11 % sur le capital investi, à part un profit d'environ \$2 la tonne à l'usine. Dans le rapport dont j'ai parlé samedi, il déclare: "En payant la betterave un prix qui donnera au cultivateur un bon bénéfice net, l'usine pourra réaliser un profit de \$1.89 par livre de sucre."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) a voté contre la loi.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai son rapport devant moi. Il recommande l'établissement de l'industrie. Je ne sais pas ce qui s'est passé depuis. La coopérative des cultivateurs, l'Union catholique des cultivateurs, nos experts agricoles nous ont recommandé ce projet. Je n'ai pas reçu une seule opinion adverse. Je ne veux prêter au chef de l'opposition aucun motif ni aucune pensée qu'il n'a pas, mais je ne connais personne qui soit contre cette industrie à part deux groupes: l'opposition et les trusts. Dans 25 ans, la province de Québec non

seulement se sustentera elle-même, mais sera très probablement une grande exportatrice de sucre. Voilà la situation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Au point de vue de la gentillesse et des faits, le premier ministre n'a pas le droit de dire que l'attitude de l'opposition est dictée par les trusts. C'est archi-faux et le premier ministre doit prendre ma parole. Je n'ai été vu par personne intéressé ni de près ni de loin au trust du sucre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je n'accuse personne, mais je fais seulement une constatation qu'on peut difficilement nier.

La manufacture de Saint-Hilaire va coûter moins cher que celle des trusts avant la guerre et elle rapportera un joli profit aux cultivateurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les amis des trusts sont ceux qui imposent des restrictions opposées à toute amélioration et qui rationnent le sucre. Et ces gens-là sont les amis et les chefs du premier ministre: ce sont les gens d'Ottawa. L'avocat par excellence des trusts, Me Aimé Geoffrion, a organisé avec M. Hector Authier et M. Desmarais une compagnie qui a compromis le succès de l'entreprise, ce qui a fait l'affaire des trusts. Que le premier ministre réalise donc qu'il habite une maison de verre.

Il demande au premier ministre de lui donner certains chiffres.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) promet de les soumettre dès le début de la séance de l'après-midi.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Congé de la Saint-Jean-Baptiste

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Pour mettre fin à toute impression erronée, je crois devoir exposer à cette Chambre la situation exacte en ce qui concerne les jours fériés.

L'arrêté en conseil, adopté par le gouvernement fédéral, en vertu de la loi des mesures de guerre le 7 courant, comporte d'abord une recommandation non obligatoire. Il conseille à tous les employeurs et employés de n'observer que six jours fériés jusqu'à la fin de la guerre, savoir: le Jour de l'An, le Vendredi Saint, le Jour de la Confédération, la fête du Travail, le Jour d'Action de grâce et Noël. Il les invite à modifier en ce sens leurs conventions collectives de travail, mais il ne les oblige pas à le faire et, s'ils ne croient pas devoir se rendre à cette invitation, les jours de fête prévus dans les conventions collectives de travail existantes doivent continuer à être observés.

Ensuite, l'arrêté en conseil fédéral comporte deux dispositions impératives. La première ordonne que seuls les six jours fériés plus haut mentionnés seront observés dans le service civil fédéral. La seconde ordonne que l'on ne devra observer comme jours fériés, au sens de la loi des lettres de change, en outre des six jours fériés déjà mentionnés, que les suivants: tout autre jour fixé par proclamation fédérale, le lendemain du Jour de l'An, de la fête de la Confédération ou de Noël lorsque ces fêtes tombent le dimanche et, dans la province de Québec, l'Épiphanie, l'Ascension, La Toussaint et l'Immaculée-Conception. Par conséquent, on fait disparaître, pour la durée de la guerre, la disposition de la loi des lettres de change en vertu de laquelle on devait observer comme jour férié, en vertu de cette loi, tout jour de fête fixé par une loi provinciale dans les limites de cette province.

Il en résulte que la Saint-Jean-Baptiste, qui est déclarée jour de fête par nos Statuts provinciaux, ne sera pas un jour férié au sens de la loi des lettres de change et, par conséquent, les banques et certains établissements financiers devront nécessairement ouvrir leurs portes ce jour-là.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes aussi anxieux que le gouvernement de procéder avec diligence pour que la session soit prorogée bientôt, mais à la condition que le gouvernement fasse aussi sa part, collabore d'une façon humaine. L'opposition est prête à hâter la discussion des affaires publiques, mais pas à se laisser martyriser par des séances de nuit. Si le gouvernement veut y mettre de la bonne volonté et nous donner les renseignements dont nous avons besoin et ne pas nous traiter d'une façon inhumaine, la session pourra probablement être prorogée avant la Saint-Jean-Baptiste et il se peut que les députés puissent célébrer dans la tranquillité la fête des Canadiens français.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition peut être assuré de la bonne volonté du gouvernement et de son zèle à répondre à toutes les questions. Le gouvernement donnera tous les renseignements dont l'opposition a besoin.

Pour pouvoir fêter la Saint-Jean-Baptiste dans l'esprit d'union et de concorde qui doit nous inspirer en ce jour, on ne trouvera rien, de la part du gouvernement, qui ressemble à une atteinte aux prérogatives des députés.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 21 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Centrale hydroélectrique dans le Témiscamingue

M. Chaloult (Lotbinière): 1. Quel a été le coût total de la centrale hydroélectrique construite dans le Témiscamingue pour le compte du gouvernement provincial?

2. Quelle est la capacité de production actuelle (en chevaux-vapeur) de cette centrale?

Quelle pourrait être, d'après les rapports d'experts, la production maximum de cette centrale?

3. À combien se chiffraient, d'après les mêmes rapports, les déboursés additionnels nécessaires pour atteindre la production maximum?

4. Quelle est la quantité de force motrice (en chevaux-vapeur) vendue présentement par cette centrale provinciale?

5. Combien de kilowatts-heure sont vendus par année?

6. Quels sont les revenus provenant de la vente de la force motrice produite par cette centrale?

7. À combien se chiffrent:

a) Les frais d'opération de l'usine?

b) Les frais de transmission de l'énergie électrique?

c) Les frais de distribution de l'énergie électrique?

d) Les frais d'administration?

8. Quel est le coût du service des intérêts sur le capital engagé?

9. À combien se chiffrent les frais d'amortissement du capital engagé?

10. À combien se chiffrent les frais de dépréciation de l'usine, des lignes de transmission et de distribution?

11. Quelle est la quantité de force motrice vendue à la Noranda ou à ses filiales?

12. À quel prix cette force motrice est-elle vendue?

13. Quelle est la quantité de force motrice vendue à la compagnie minière Aldermac? À quel prix la force motrice est-elle vendue à cette dernière compagnie?

14. Quels sont les autres gros consommateurs de la force motrice produite par cette centrale? À quel prix la force motrice leur est-elle vendue?

15. Le gouvernement estime-t-il que cette centrale constitue une concurrence d'État contre le trust de l'électricité?

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): 1. \$9,600,000 dont \$9,101,000 pour les déboursés relatifs à la construction et \$499,000 en intérêts sur les avances d'argent durant la période de construction.

2. De 28,000 à 30,000 chevaux-vapeur.

La capacité productrice maximum éventuelle est de 48,000 chevaux-vapeur.

3. Le coût probable du ou des réservoirs requis pour obtenir cette production n'est pas encore déterminé.

4. Durant l'année, du 1^{er} avril 1942 au 31 mars 1943, le nombre de chevaux-vapeur vendus a varié entre 14,928 en septembre et 16,858 en décembre; la moyenne durant cette même année a été de 15,799 chevaux-vapeur, plus une faible quantité (non calculée en chevaux-vapeur) vendue au personnel de l'usine.

5. Il a été vendu, durant l'exercice du 1^{er} avril 1942 au 31 mars 1943, un total de 96,625,660 kilowatt-heures.

6. \$395,633.46 durant cette même période.

7. a) \$135,029.49 durant l'exercice 1942-43;

b) \$40,417.63, montant inclus dans les frais donnés à l'item "a" ci-dessus;

c) Nuls;

d) \$10,024.

8. \$384,000 par année.

9. \$90,000 par année.

10. \$96,500 par année.

11. Durant l'année, 1^{er} avril 1942 au 31 mars 1943, le nombre de chevaux-vapeur vendus a varié entre 14,928 en septembre et 16,858 en décembre; la moyenne durant cette même année a été de 15,799 chevaux-vapeur.

12. \$25 par cheval-vapeur (chevaux-vapeur) par année, facturé sur la demande maximum de chaque mois.

13. Aucune.

14. Aucun.

15. Non.

Projets de loi:

Sucre de betterave à Saint-Hilaire

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 54 concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire.

En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

Le comité poursuit l'étude de l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser l'émission de lettres-patentes, sous le grand sceau de la province, aux fins de constituer une corporation sous le nom, en français, de "Raffinerie de sucre de Québec", en anglais, de "Quebec Sugar Refinery"."

L'honorable M. Godbout (L'Islet) donne certains chiffres que l'opposition lui avait demandés.

M. Gagnon (Matane): Pourquoi une somme de \$1,000 a-t-elle été payée à des courtiers de Montréal en rapport avec la souscription lancée pour la Richelieu Sugar Company?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je foudrai les détails aussitôt que je les aurai obtenus des employés du ministère.

M. Gagnon (Matane): Est-ce qu'il va se trouver en cette province quelqu'un qui va croire que l'Union nationale n'a rien fait pour l'agriculture, comme l'a dit, à la séance précédente, le premier ministre? L'Union nationale a établi le prêt agricole, a fait du drainage, de la colonisation et, de ce fait, établi 10,000 familles, construit 500 écoles, des églises, des presbytères, etc...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas un parti politique n'a plus fait pour les cultivateurs que l'Union nationale qui leur a donné le prêt agricole, malgré le premier ministre et ses amis, qui a réduit le taux de l'intérêt, etc. Avec les millions consacrés à cette usine de sucre de betterave, le gouvernement aurait pu augmenter les octrois aux cultivateurs.

Pour les édifices ou une partie des édifices de l'usine de Saint-Hilaire, il a été donné par le gouvernement un contrat de \$192,000 à M. F.-X. Lambert, un organisateur politique du premier ministre, et ceci sans droit, illégalement et sans soumissions.

Le premier ministre admet qu'il lui est encore dû à ce monsieur \$20,000. Et moi je dis que ce n'est pas fini de payer à ce M. Lambert, de l'Islet, dans le comté du premier ministre. Est-ce que ce montant sera utilisé par les organisateurs de campagnes de fonds pour aider le premier ministre?

Il ne s'agit pas là d'une usine de sucre, mais en réalité d'une industrie de patronage, et de sucre d'élection pour le comté de l'Islet. On a déjà payé, depuis le printemps dernier, des salaires de \$20,000 à des employés qui s'occupent de nettoyer une machinerie rouillée. Vingt mille dollars en salaires alors que la machinerie n'est pas encore posée et qu'elle rouille dans le champ! On a payé \$11,000 pour un expert américain, alors que l'on ne donne rien aux ouvriers de la province. Cette usine devait coûter, au début, \$150,000. On en est rendu maintenant à \$1,025,000, et voici que le gouvernement demande encore de lui voter \$2,000,000!

M. McConnell, propriétaire du *Star* de Montréal et magnat du sucre au Canada, est anxieux d'avoir son titre de Lord et il lui plaît qu'on établisse dans la province une industrie de sucre de betterave qui ne marchera pas, de façon à prévenir l'établissement d'autres industries du même genre, et de plus, cela prouvera qu'il est impossible de faire la concurrence au trust du sucre canadien.

Il demande au gouvernement, dit-il, de garder ces millions pour les donner aux cultivateurs. Pourquoi le gouvernement a-t-il hâté la législation malgré les directives d'Ottawa, qui avait d'abord décrété que ce projet n'était pas essentiel?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ce M. F.-X. Lambert est l'un de mes amis intimes. Il n'a jamais été mon organisateur politique. Il n'a jamais résidé dans l'Islet, mais dans le comté du procureur général (l'honorable M. Casgrain). Il n'est connu que comme un homme d'affaires ordinaire qui s'occupe de contrats à Saint-Hilaire, comme O'Donnell⁵ ou n'importe qui d'autre. Si le chef de l'opposition prouve que M. Lambert a fait des choses malhonnêtes, je serai obligé de l'admettre, mais pas avant d'avoir des preuves, ce qui pourrait être long à venir.

Quant au montant de \$80,000 payé à la Cockshutt Plow, ce fut pour payer l'achat du matériel nécessaire à la culture de la betterave, des planteuses, des sarcluses et des arracheuses de betteraves. Il ne connaît, dit-il, aucun des directeurs de cette compagnie, et la machinerie achetée là au prix habituel a été vendue aux fermiers pour faciliter leur travail de plantation et de moisson des betteraves. On s'attend à ce que ces fermiers remboursent le gouvernement graduellement pour ces dépenses.

Les détails donnés par le chef de l'opposition à propos d'une somme de \$20,000 payée en salaires à certains employés de Saint-Hilaire en ces derniers temps sont inexacts. Cette somme a été payée en salaires à une soixantaine d'ouvriers qui ont préparé le matériel et réparé la machinerie achetée aux États-Unis. Ces employés sont à mettre au point et à rassembler les diverses pièces de l'outillage; ils ont continué la construction d'un hangar.

L'opposition est inconséquente dans les reproches qu'elle m'adresse; tantôt, elle me compare à Hitler et me traite de dictateur; tantôt, elle soutient que je suis trop faible dans mes relations avec Ottawa, que je suis à genoux devant le pouvoir fédéral. Eh bien, M. le président, je ne suis ni l'un ni l'autre. Je me demande (avec un ton conciliant) quelle attitude je devrais bien prendre pour faire plaisir au chef de l'opposition...

(Revenant sur la question des priorités) Quand il est devenu nécessaire d'obtenir des priorités pour notre usine, j'ai adressé ma requête à ceux qui contrôlent l'économie nationale en temps de guerre. En 1941, le sucre n'était pas rationné. C'est ce qui explique l'attitude de M. Howe. Il ne voyait pas la nécessité de fabriquer du sucre au Canada parce qu'à ce moment les États-Unis n'étaient pas en guerre et nous pouvions importer la matière première facilement. Par la suite, après Pearl Harbor, le ministre des approvisionnements s'est rendu à notre demande et il est allé lui-même à Washington demander pour nous, pour la province de Québec, les priorités nécessaires sur le marché américain. Il les a

obtenues, et nous pouvons nous procurer aux États-Unis de l'acier et du caoutchouc pour l'usine. Et ce qui est merveilleux dans tout cela, c'est que le gouvernement américain, après nous avoir accordé des priorités pour ce dont nous avons besoin, a refusé le même privilège à des Américains qui voulaient agrandir leurs usines.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand ces priorités ont-elles été obtenues?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il y a un mois et demi, à peu près.

Je veux faire le nécessaire pour mettre cette usine de Saint-Hilaire en marche le plus vite possible.

Souvent je mets des gants de velours pour traiter avec l'opposition. Quand il s'agit du chef de l'opposition, je mets souvent quatre gants de velours.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a mentionné son principal défaut. Il est dictateur en Chambre, avec sa majorité ministérielle, mais devient le serviteur d'Ottawa quand il traite avec le pouvoir central. C'est tellement vrai que le premier ministre n'a pas le courage en dehors d'affronter les bulletins de vote et de faire des élections, même partielles, dans les sept comtés vacants. Les amis du premier ministre ont parcouru la province et ont fait campagne en disant que j'étais un homme physiquement fini.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je n'ai jamais fait pareille campagne et le chef de l'opposition le sait. La maladie du chef de l'opposition l'an dernier m'a inspiré des craintes, dit-il, mais j'ai fait des vœux pour son prompt rétablissement. Depuis que le chef de l'opposition est rétabli et, depuis son retour en Chambre, je n'ai fait aucune allusion à sa santé; jamais je n'ai dit qu'il n'est pas en bonne santé. La seule faiblesse que je lui connaisse, c'est la faiblesse de ses arguments. Plus il est en bonne santé, plus ça fait mon affaire, parce qu'il reste à son poste et sa faiblesse politique sert bien le gouvernement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Faiblesse politique! Le mot est délicieux dans la bouche du premier ministre. Il ne devrait jamais parler de faiblesse politique, lui qui a peur de rouvrir même les comtés archi-rouges. Voici un homme qui a réussi à perdre un comté qui était libéral depuis 100 ans et qui ne veut pas faire des élections dans sept comtés qui étaient représentés par ses amis.

Qu'il ait le courage de faire des élections et nous irons tous les deux dans une assemblée contradictoire à Saint-Hilaire parler à la brave population d'un comté libéral. Je lui lirai la lettre que M. Geoffrion a écrite au premier ministre et dans laquelle il lui disait: "Faites attention, ne dites pas trop clairement que vous voulez établir une industrie à Saint-Hilaire, car ces gens-là peuvent vous faire chanter". On verra ce que les libéraux pensent de cette insulte.

Il consent à ce que le premier article du bill soit voté. Nous allons faire un progrès en adoptant l'article premier, dit-il⁶.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Cette corporation sera formée d'au plus cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil."

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au premier ministre de faire approuver son sujet d'usine par les électeurs de Rouville, dans une élection partielle.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si la chose arrivait, le chef de l'opposition rencontrerait peut-être sur son chemin plus de bulletins de vote qu'il ne s'y attend. Il pourrait bien ne pas y avoir des élections seulement dans le comté de Rouville, car on peut faire un appel à tout le peuple de la province pour dire ce qu'il pense de notre administration.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des mois que nous réclamons des élections. Et j'avertis le premier ministre qu'il sera battu dans son comté, même avec l'aide de M. Lambert et des quelques betteraves qu'il pourra lui apporter. J'espère que le premier ministre ne sera pas obligé d'aller encore à Ottawa pour demander à son boss, M. King, de faire des élections.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Jamais cela ne m'est arrivé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes prêts aux élections en n'importe quel temps. Si le gouvernement est prêt à les faire, s'il veut nous les promettre immédiatement, nous consentirons à l'ajournement de la session immédiatement.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Continuez à vous préparer, on ne l'est jamais trop. Des élections

seront tenues plus tôt que le souhaite le chef de l'opposition, et les résultats démontreront à sa grande consternation que ceux qui auront été défaits sont de son côté.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme président de la corporation un de ses membres."

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question au premier ministre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) déclare qu'il ne sera pas président de la corporation.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait observer que la loi recommande la nomination d'une corporation de cinq membres, et dit que ces commissaires pourront s'adjoindre le nombre d'employés dont ils auront besoin. Le gouvernement va donc pouvoir engager d'autres employés.

Le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) a admis que le gouvernement a augmenté le nombre d'employés de 647, malgré que nous prétendions qu'il a été augmenté de 3,000 ou 4,000 en quatre ans. Mais depuis le début de la session, nous avons adopté plusieurs lois qui donnent au gouvernement un pouvoir illimité de nommer d'autres employés et d'augmenter les salaires.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. Les sections I et VI de la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280) s'appliquent à la corporation."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet article permet d'émettre des débetures sur les biens futurs, ce qui est un encouragement à la formation des "holdings companies".

L'article 9 est adopté.

Les articles 10 à 13 sont adoptés⁷.

Le comité étudie le préambule qui se lit comme suit:

"Attendu que pour favoriser la culture de la betterave à sucre, le département de l'Agriculture a entrepris la construction d'une manufacture de sucre de betterave et a fait l'acquisition de la machinerie et de l'outillage requis;

"Attendu qu'en vue de la mise en exploitation prochaine de cette usine, il y a lieu de prévoir la formation d'une corporation chargée de l'administration en attendant que l'exploitation puisse en être confiée à une coopérative;

"À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:"

M. Gagnon (Matane) reproche au gouvernement de n'être pas en mesure de donner les noms de ceux qui feront partie de la corporation.

Le premier ministre est-il au courant que l'on encourage, aux États-Unis, la production du topinambour (patate sucrée) de préférence à la betterave, parce que le pourcentage en sucre de la patate est plus élevé? Elle contient 50 % plus de sucre que la betterave.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La province n'a pas fait d'expériences suffisantes sur la patate sucrée pour qu'on puisse se prononcer sur ses possibilités chez nous. Cependant, la valeur du pourcentage en sucre ne veut pas dire que la culture du topinambour est plus avantageuse; au contraire, la culture de cette plante est plus dispendieuse. Elle ne donne pas de récoltes abondantes et il faut tenir compte de plusieurs autres facteurs.

Nous avons tout de même commencé des études dans ce domaine, nous continuerons les expériences et, s'il y a moyen de doter les cultivateurs d'autres industries, nous le ferons. Si jamais on organise une manufacture de sucre de topinambour, je serai le premier à dire qu'on a réalisé une suggestion du député de Matane.

M. Gagnon (Matane): Vous m'avertirez. Je serai heureux d'être présent quand vous direz cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai constaté que le Conseil législatif était bouché par les deux issues. On m'a dit que c'était parce que la masse était là.

Il (M. Duplessis) taquine les membres de la Chambre haute qui attendent la prorogation.

En plus du bill de la betterave à sucre, il y a le bill des subsides, dont ils devraient connaître l'importance, puisqu'il leur permet de retirer leur

salaire. Je trouve étrange qu'on ferme le Conseil et qu'on empêche les députés de passer.

(Constatant que le député de Lotbinière, (M. Chaloult, est à son siège)⁸ Je veux répéter ce que j'ai dit au bénéfice de ceux qui n'assistent pas aux séances et des patriotes à retardement. La clause 9 soumettra la corporation à une loi qui permet d'émettre des débentures sur les biens futurs. Cette loi est un désastre au point de vue financier: elle permet le pyramidage des compagnies, source de la dictature économique, le mouillage des stocks, dont l'émission de débentures est l'une des principales causes, le paiement de gros dividendes, tandis qu'elle fait augmenter les taux d'électricité et diminuer les salaires. Les trusts sont responsables de la perte de millions de dollars des épargnes du peuple par l'émission et la vente de débentures sur les biens futurs. Ceux qui se proclament constamment les adversaires de la dictature économique devraient se rendre compte de cela.

Le gouvernement de l'Union nationale avait fait voter une loi qui avait pour but d'empêcher ces abus, prévenir les "holding companies" et l'émission de débentures sur les biens futurs, le mouillage des stocks et la surcapitalisation. Or, ajoute-t-il, le gouvernement actuel a mis cette réforme de côté et l'a abrogée, en donnant à cette abrogation un effet rétroactif, en 1941. Parmi les députés qui ont appuyé la loi Girouard et qui favorisaient ainsi le retour aux abus des compagnies, il y avait le député de Lotbinière (M. Chaloult). Ce vote du député de Lotbinière, en faveur de l'abrogation de cette loi de l'Union nationale en deuxième et en troisième lecture, est une contradiction flagrante de ses opinions et de ses attitudes, lui qui devait combattre la dictature économique.

M. Chaloult (Lotbinière): Bien que le chef de l'opposition soit en dehors de la question à l'étude, qu'il viole les règlements qu'il devait connaître en discutant d'une loi passée antérieurement, je ne crains pas de le suivre sur son terrain et de lui répondre, même si je sais que toute cette discussion est hors d'ordre. Je n'ai pas peur de le rencontrer sur n'importe quel terrain. J'évite de discuter avec le chef de l'opposition parce que je n'ai pas de temps à perdre. Il dit que je n'assiste pas souvent aux séances. Je suis plus assidu aux séances que la plupart des autres députés, les ministériels et les députés de l'opposition.

M. Lorrain (Papineau): Point d'ordre, M. le président. Nous sommes toujours ici pour défendre nos intérêts.

M. Chaloult (Lotbinière): Je suis assidu aux séances, mais je ne suis pas prêt à passer des nuits entières en Chambre pour entendre le chef de l'opposition répéter 50 fois les mêmes discours. Je n'ai pas assez de patience pour cela.

Je n'ai pas devant moi la loi passée par le chef de l'opposition pour la discuter, mais si c'était à recommencer, je voterais encore contre la loi à laquelle le chef de l'opposition a fait allusion, parce que c'était une pure farce cette loi-là.

La loi n'avait aucun effet réel. Elle voulait tout simplement donner l'impression que le gouvernement était contre les capitalistes anglophones et la dictature économique. Elle voulait laisser croire qu'il s'agissait de la mater, alors qu'elle n'en faisait rien. Avant de voter, j'avais même consulté mon ami le Dr Hamel, qui connaît bien plus la question que le chef de l'opposition, et il m'a dit que je pouvais sans crainte voter contre la loi, que celle-ci n'avait aucunement pour effet de produire ce qu'elle disait en tête. Elle tendait, au contraire, de raffermir la dictature économique.

Le chef de l'opposition devra travailler fort et longtemps pour faire croire à la population que je suis en faveur de la dictature économique. J'ai toujours été en faveur de la liberté économique des Canadiens français et je le serai toujours, mais je serai toujours contre le fait de jeter de la poudre aux yeux des électeurs. La population n'oublie pas qu'en 1935 et 1936, nous nous sommes présentés avec l'Union nationale en promettant de combattre la dictature économique pour remettre aux Canadiens français leur patrimoine national. C'était un article essentiel du programme du chef de l'opposition, avec lequel il a été élu! Il n'a rien fait de substantiel. Il a oublié son programme et n'a présenté que des mesures pour jeter de la poudre aux yeux.

Le chef de l'opposition dira que nous l'avons quitté parce que nous voulions être ministres. Il a offert des portefeuilles devant moi au Dr Hamel, à M. Grégoire, à M. Ouellet. Ils étaient tous contre la dictature économique et ont refusé de faire partie du cabinet à cause de la position du premier ministre d'alors.

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève des points d'ordre. Le député de Lotbinière dénature les faits. Je n'ai pas offert de portefeuille au Dr Hamel ni au député de Lotbinière.

M. Chaloult (Lotbinière) maintient ses avancées.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est absolument faux et c'est précisément la raison pour

laquelle le soir de l'assermentation de mon cabinet, les patriotes à retardement tenaient une assemblée au Palais Montcalm pour me dénoncer!

M. Chaloult (Lotbinière): Le chef de l'opposition a offert un portefeuille au Dr Hamel. Il m'en a offert un et il en a offert un à M. Ernest Grégoire. On a aussi offert la présidence de la Chambre et la présidence de la Commission hydroélectrique au Dr Hamel.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai offert un portefeuille au Dr Grégoire à condition qu'il démissionne comme maire de Québec. Il a voulu garder les deux salaires. Pour ce qui est des deux autres, il réaffirme qu'il ne leur a jamais offert de postes de ministre.

M. Chaloult (Lotbinière): On a offert au Dr Hamel la présidence d'une commission, mais il a refusé en disant que ce n'était pas les présidences mais les réformes qui l'intéressaient.

C'est parce que le député de Trois-Rivières ne voulait pas combattre la dictature économique que nous l'avons laissé. L'honorable Oscar Drouin peut montrer à ce sujet des lettres très intéressantes pour prouver mes allégations si le chef de l'opposition l'autorise à publier ces lettres. M. Drouin a quitté le cabinet Duplessis parce qu'on s'obstinait à ne pas combattre la dictature économique. Il a coopéré avec l'Union nationale et le Parti libéral, et les principaux reproches doivent être adressés au chef de l'Union nationale.

Je reproche au gouvernement actuel de ne pas faire la lutte à la dictature économique, mais je fais le même reproche avec beaucoup plus de vigueur au chef de l'opposition qui a été élu pour faire cette lutte et qui a été à la remorque des puissances d'argent pendant les trois années qu'il a été au pouvoir⁹. Le plus ardent défenseur de la dictature économique au Canada est le chef de l'opposition; il l'est plus que son propre parti et plus que le gouvernement.

M. le président: À l'ordre, messieurs!

M. Chaloult (Lotbinière): Je réponds à une attaque. Le peuple est fixé sur la valeur des promesses du chef de l'opposition.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis peiné que le député de Lotbinière se soit fâché. J'ai simplement voulu rétablir les faits, car c'était mon devoir, mais je n'attache pas plus d'importance qu'il

ne faut aux attitudes du député de Lotbinière. Ses discours me laissent froid, parce que les faits sont là. C'est l'Union nationale qui a fait payer \$690,000 à la Montreal Light, Heat & Power. J'ai tout simplement voulu montrer l'illogisme et la contradiction de certaines gens. Je n'en veux pas au député de Lotbinière. J'ai été bon pour lui. Tout le monde le sait. La gauche a combattu de toutes ses forces le projet de loi parce qu'elle considère que cette affaire est mauvaise et ruineuse pour la province, scandaleuse pour le gouvernement et que la clause 9 la rend archi-mauvaise.

Le préambule est amendé et se lit alors comme suit:

"Attendu que pour favoriser la culture de la betterave à sucre, le département de l'Agriculture a entrepris la construction d'une manufacture de sucre de betterave et a fait l'acquisition d'une partie de la machinerie et de l'outillage requis;

"Attendu qu'en vue de la mise en exploitation prochaine de cette usine, il y a lieu de prévoir la formation d'une corporation chargée de l'administration en attendant que l'exploitation puisse en être confiée à une coopérative;

"À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:"

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill amendé soit maintenant agréé.

Adopté après division.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill 54 soit maintenant lu une troisième fois.

M. Lorrain (Papineau): (S'adressant à l'Orateur) M... L'amendement... (Rires)

Il propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que tous les mots après "que" dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec s'oppose à la troisième lecture du bill 54 concernant

l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire, parce que la politique et la conduite du gouvernement à ce sujet sont entachées de gaspillage, de négligence et d'illégalités graves qui favorisent les monopoles et compromettent les droits et les intérêts de l'agriculture en particulier et ceux de la province en général."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise¹⁰.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Paquette, Talbot, 9.

Contre: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Dufour, Dumoulin, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guérin, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Lawn, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Robidoux, Rochette, 39.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je propose la troisième lecture.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons dire qu'elle est adoptée par le même vote, pour sauver du temps.

(Rires)

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Dufour, Dumoulin, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout...

(Acclamations)

... Gosselin, Goulet, Groulx, Guérin, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Lawn, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Robidoux, Rochette, 39.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Paquette, Talbot, 9.

Ainsi, la motion principale est adoptée. Le bill 54 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Télégramme
de M. Bona Dussault**

M. Duplessis (Trois-Rivières) donne lecture d'un télégramme de M. Bona Dussault, ministre de l'Agriculture sous l'Union nationale, qui déclare que les déclarations du premier ministre à son sujet, samedi soir, sont contraires à la vérité.

(Rires sarcastiques à droite)

Subsides:

**Budget des dépenses
1943-1944**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Barrette (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle déclare que le gouvernement de la province manque à son devoir en négligeant de prendre les moyens et d'adopter les mesures nécessaires pour que les ouvriers de la province reçoivent pleine et entière justice quant aux salaires, aux conditions de travail et aux bonis de vie chère."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Paquette Talbot, 9.

Contre: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Dufour, Dumoulin, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin,

Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Lawn, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Robidoux, Rochette, 38.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée après division. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quatre-vingt-sept mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières) accuse le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) de s'être servi des fonds de la province pour paver son comté de Saint-Hyacinthe. Nous n'avons jamais vu un ministre se servir de son ministère pour sa région, comme l'a fait le député de Saint-Hyacinthe. Jamais, dit-il, un ministre n'aura mérité les qualificatifs que les règlements de la Chambre m'empêchent de lui décerner. Si jamais un homme a manqué d'humanité, c'est bien le ministre de la Voirie. Pour le bénéfice de Saint-Hyacinthe et de ses amis contracteurs, il a construit des routes qui sont des monuments d'imprévoyance et de gaspillage.

La route Sir-Wilfrid-Laurier, malgré qu'elle ne soit pas terminée, a été construite en partie dans des marécages, ce qui a nécessité des travaux extraordinaires et fort coûteux. Il a fallu des milliers et des milliers de tonnes de pierre pour en asseoir les fondations. Elle aboutit dans un champ de pacage dans l'État de New York.

Ce ministère du gouvernement a été le plus dépensier de tous les ministères et il était dirigé par le maire de Saint-Hyacinthe pour le bénéfice de cette région seulement. Le député de Saint-Hyacinthe a doublé et triplé les routes, et tout cela dans son comté et pour lui. Pendant que le ministre faisait des routes pour Saint-Hyacinthe, les campagnes étaient négligées et manquaient de communications adéquates.

C'est cet homme, qu'on ne peut décrire comme un boucher, un bourreau, un despote ou un tyran, qui a essayé de détruire l'opposition durant les derniers jours, comme il a fait pour les chômeurs de

la région qui ont été forcés de travailler pour 6 cents de l'heure à la construction de sa fameuse autoroute. Il a construit, à Charny, au coût de \$25,000¹¹, un pont là où il n'y avait pas de route, en plein champ, qui ne sert à rien et que l'on peut voir n'importe quand. Il a fait perdre des centaines de mille piastres parce qu'il voulait tout donner à Saint-Hyacinthe.

L'Union nationale, dit-il, a construit des routes pour les besoins de la population d'abord et, de l'avis d'un expert américain, elle a amélioré notre réseau routier de 33 %. Il regrette qu'on ait abandonné la construction des routes Sainte-Anne-des-Monts-Baie-des-Chaleurs, Québec-Sainte-Anne-de-Beaupré et Montréal-Saint-Jovite. De petites sections ont été construites ici et là, ajoute-t-il, pour faire plaisir aux amis du gouvernement, mais le ministre de la Voirie n'a pas fait grand-chose pour poursuivre la politique routière progressive du gouvernement de l'Union nationale.

Il fait observer aussi que le ministre a voté contre une loi de l'Union nationale qui autorisait le gouvernement à dépenser \$50,000,000 pour la voirie, mais que cela ne l'a pas empêché de dépenser \$34,150,000 sur ce montant. Il s'est largement servi de la loi après l'avoir critiquée. Si jamais un homme a été exécuté avec raison de la population, dit-il, c'est bien le député de Saint-Hyacinthe. Sa politique d'aide au chômage a été inhumaine.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
C'est l'Union nationale qui a fait la route de Saint-Hyacinthe.

Sous le gouvernement actuel, les chômeurs ont été forcés de travailler pour gagner l'argent qu'ils recevaient en secours payé par les gouvernements et les municipalités. Ils étaient au nombre de 20,000 inscrits pour travailler sur l'autoroute pour un montant qu'ils recevaient auparavant sans travailler. C'est vrai que le salaire n'était pas élevé, mais ces hommes avaient la satisfaction de ne pas accepter de charité. Ceux qui étaient de mauvaise humeur, ce sont ceux dont les noms ont été rayés des listes parce qu'ils n'étaient pas de véritables chômeurs. Près de 5,000 de ces faux chômeurs sur 20,000 ne se sont pas présentés et ont préféré ne pas venir chercher leurs chèques de crainte d'être envoyés en prison. Les autres étaient contents de travailler.

La voie Sir-Wilfrid-Laurier sera la plus belle route du continent. J'ai fait passer cette voie là où ça ne nuisait pas à l'agriculture, dit-il. Elle a été construite le long de marécages, admet-il, mais ces marécages ont été drainés et une grande superficie de terrain a été récupérée pour l'agriculture.

Sous le régime du chef de l'opposition, il y avait ce qu'on appelle les "settlers". Mais moi, j'ai refusé le "settlement" et nous traitons directement avec les entrepreneurs et les fournisseurs. Voilà pourquoi il y a des gens qui n'aiment pas le ministre de la Voirie! Nous accordons les contrats aux plus bas soumissionnaires et nous n'accordons pas d'extras.

Un contracteur est venu me voir pour acheter une chapelle en bois sur la route du lac Beauport. Il voulait \$35,000 pour faire des expropriations. Je suis allé voir cette chapelle et j'ai découvert qu'une courbe avait été dessinée sur la route pour y accéder. J'ai aussi découvert que le contracteur avait rencontré les religieuses qui s'occupaient de la chapelle. Il leur avait promis une chapelle neuve en brique en arrière de l'école pour remplacer la chapelle en bois. La route est demeurée droite et on peut encore apercevoir la chapelle en bois, et il n'y a eu finalement aucuns frais additionnels.

Pour le même montant, nous faisons aujourd'hui deux milles de bon chemin pour le prix que coûtait un mille de mauvais chemin sous l'Union nationale.

Si on veut voir la différence entre la méthode de l'Union nationale et la nôtre, voici un exemple. La route de Notre-Dame-des-Laurentides, qui a une emprise de 66 pieds, a coûté \$115,683,855.00, sous l'Union nationale, soit \$115,685 du mille, tandis que la route du lac Beauport, dont l'emprise est de 80 pieds, a coûté \$43,892.25 du mille.

La route Sainte-Agathe-Saint-Jovite, construite sous l'Union nationale, a coûté \$85,510 du mille pour une emprise de 66 pieds, une bande d'asphalte de 22 pieds de largeur et de 2½ pouces d'épaisseur. La route Sainte-Agathe-Sainte-Adèle, construite sous le régime actuel, a coûté \$41,724 du mille pour une emprise de 80 pieds, une bande d'asphalte de 33 pieds par 3 pouces d'épaisseur.

Les travaux de voirie coûtent énormément moins cher sous mon administration que sous le gouvernement précédent. Pour les contrats de voirie, on ne procède plus comme au temps de l'Union nationale.

Il a, rappelle-t-il, diminué de \$300,000 un contrat accordé à la Highway Paving par l'Union nationale au coût de \$789,000.

J'ai annulé un contrat donné par l'Union nationale pour la construction d'une route entre Sainte-Adèle et Sainte-Agathe. J'ai ensuite demandé des soumissions et, sans avoir changé les plans et les devis, j'ai donné un contrat à la même compagnie pour \$295,963.49, sauvant ainsi \$83,000 sur le contrat initial de \$379,000. Le résultat de tout cela, c'est que les finances de la province ne s'en portent que mieux.

Il (M. Bouchard) donne des détails sur la construction de la voie Sir-Wilfrid-Laurier qui relie Québec à l'État de New York via Saint-Hyacinthe. S'il a fallu plus de roches à certains endroits, les expropriations ont coûté moins cher. La voie coûtera à peine \$5,000 du mille pour l'expropriation pour une route de 160 pieds, alors que, sous l'Union nationale, le coût des routes était souvent de \$20,000 à \$25,000 du mille pour l'expropriation.

La raison de ce coût très peu élevé, c'est que le gouvernement a choisi les chemins les plus courts en passant sur des sols en friche. Je n'ai pas voulu dépenser mon argent pour exproprier les terres des cultivateurs; je préférerais garder cet argent pour construire des routes au lieu de m'en servir afin d'acheter les votes des cultivateurs.

La voie Sir-Wilfrid-Laurier sera la plus belle sur le continent américain¹² malgré toutes les difficultés matérielles qu'il a fallu surmonter.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 21 juin 1943

Présidence de C. Delagrave

La séance est ouverte à 8 h 30.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et, sur ce, le président des comités pléniers M. Charles Delagrave (Québec-Ouest) prend le fauteuil à titre d'Orateur suppléant¹³.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

Et la Chambre continue de siéger après minuit.

Mardi 22 juin 1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quatre-vingt-sept mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La voie Sir-Wilfrid-Laurier qui, une fois terminée, sera divisée en six travées, coûtera \$74,000 de moins que la route Queen Elizabeth, de l'Ontario, qui n'a que quatre travées de large. Elle coûtera, en tout, moins de \$100,000 du mille, et cela comprend le coût des ponceaux et des grands ponts qu'on a dû construire sur son parcours. À date, jusqu'au début de 1943, la route a coûté \$10,220,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une bagatelle.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Attendez! Sur ce montant, l'Union nationale en avait dépensé \$2,000,000, à mon arrivée au département, pour construire la section de la route qui va de Sainte-Madeleine à Saint-Hubert, une distance de 23 milles¹⁴.

La distance de la voie Sir-Wilfrid-Laurier, entre Québec et Montréal, est de 145 milles, entre les

deux ponts. Elle aura 38 milles de Montréal à l'État de New York.

La voie n'aboutit pas à un champ de pacage, mais à l'extrémité de la route no 9 de New York via les Adirondacks. Il reste un tronçon à faire du côté américain. À l'endroit où la voie Sir-Wilfrid-Laurier aboutit, on a commencé les travaux préliminaires à la construction d'une route dans l'État de New York, mais comme le gouvernement américain a interdit l'érection d'une nouvelle maison de douane à cet endroit avant la fin de la guerre, les travaux sont retardés et la complétion de notre route est momentanément interrompue.

Mais, la guerre finie, tout le terrain où elle aboutit sera transformé et les États-Unis vont faire le raccordement entre notre route et la leur. On n'arrive donc pas à un champ de pacage tout à fait. Il y a une maison de douane à un demi-mille de là, et une route d'asphalte a été construite pour aller rejoindre la vieille route à cet endroit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le nom de cette route est mal choisi car Sir Wilfrid Laurier en aurait honte.

Un pont a été construit entre Belœil et Saint-Hilaire, au coût de \$500,000, seulement pour faire l'affaire de Saint-Hyacinthe. On a dépensé \$10,000,000 pour faire converger tous les chemins à Saint-Hyacinthe. En faisant passer sa route dans les savanes, le ministre a été obligé de payer des extras aux entrepreneurs. Il n'exproprie pas, parce que la nouvelle loi d'expropriation est une iniquité, un vol et une confiscation pure et simple. On met les cultivateurs dehors avec une pelle.

Le contrat de \$2,000,000 pour la route Sir-Wilfrid-Laurier a été donné par le député de Laval (M. Leduc) quand il était ministre de la Voirie, sous l'Union nationale. Je l'ai flanqué à la porte!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui. Il refusait de donner \$135,000 de plus et c'est pour cela que vous l'avez renvoyé!

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai constaté que le député de Laval organisait des compagnies. Je l'ai renvoyé. Faites-le venir et je vais le lui dire en face!

C'est le sous-ministre de la Voirie, M. Bergeron, qui a dit que le contrat en question était trop bas, et c'est pour cela que le gouvernement de l'Union nationale a décidé d'augmenter le montant.

Le ministre a prétendu que nous voulions acheter les votes des cultivateurs. Je proteste contre

cette façon d'injurier l'une des classes les plus honnêtes de la province. Les cultivateurs ne sont pas à vendre et c'est parce que le ministre les méprise qu'il ne fait pas passer ses routes par les campagnes. Les députés ruraux s'en plaignent; le député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette) a critiqué cette politique.

Feu J.-L. Perron, rappelle-t-il, disait qu'un chemin qui coûte plus de \$30,000 du mille est très dispendieux. Aussi, lorsqu'il fut ministre intérimaire de la Voirie, il demanda au sous-ministre de réduire de 10 % à 15 % tous les contrats de routes, épargnant ainsi à la province des centaines de mille piastres.

Jamais je n'ai fait travailler les chômeurs à 10 sous de l'heure comme sous le règne de M. Bouchard.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est absolument faux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre a traité les chômeurs de façon inhumaine.

Il lit des documents pour montrer que les chômeurs étaient loin d'être satisfaits du plan Bouchard.

Le ministre, poursuit-il, a même négocié avec certaines autorités pour que l'on cesse de payer des allocations aux chômeurs, afin de les forcer à s'enrôler ou à mourir de faim.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est encore archi-faux ce que vous dites là. Pas un mot de vérité ne sort de votre bouche.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre les a forcés à aller travailler loin de leurs demeures, désorganisant ainsi les familles. Il voulait pratiquer la conscription de la faim et du chantage.

Le ministre de la Voirie n'est pas montrable et c'est la raison pour laquelle le gouvernement a tant peur de faire des élections.

M. Talbot (Chicoutimi) accuse le ministre de la Voirie d'avoir négligé le royaume du Saguenay et d'y être venu en bateau la seule fois qu'il a voulu s'y rendre. Depuis quatre ans, affirme-t-il, le ministre a donné un seul contrat dans son comté, contrat dont l'exécution n'a entraîné que la construction d'à peine un demi-mille sur la moitié de la route.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pas en terrassement, c'est sûr. Le gouvernement a fait toute la sous-structure sur un chemin où il y a une circulation très intense.

M. Paquette (Labelle) reproche au ministre de la Voirie de n'avoir pas continué la construction de la route Sainte-Agathe-Mont-Laurier¹⁵.

Nous continuons à perdre le commerce de l'Abitibi au bénéfice de l'Ontario, à cause de la négligence du ministre qui laisse même se détériorer les travaux préliminaires que nous avons faits sur cette partie de la route. Entre Saint-Jovite et Mont-Laurier, la route commencée par l'Union nationale se détériore d'année en année. Les camions n'osent plus s'y risquer et Montréal perd ainsi un trafic de \$10,000,000 à \$12,000,000 par année.

Je ne comprends pas comment il se fait que les députés de Montréal, qui sont si ardents pour applaudir le ministre, ne protestent pas contre la perte du commerce de l'Abitibi que le ministre fait subir à Montréal. Il y a en Abitibi une population de 130,000 âmes qui ne demande pas mieux que d'apporter son commerce dans la province de Québec. Toronto profite de tout. Si nous voulons cesser d'être les dindons de la farce, il faut terminer la route.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Des millions ont déjà été dépensés pour cette route. Cette route est celle sur laquelle mon département a le plus dépensé d'argent. Des millions ont déjà été dépensés pour cette route. Le gouvernement veut en faire l'une des plus belles routes de montagne du continent. Seulement, on commence par les bouts où il y a plus de trafic. Il faut dépenser \$400 du mille, par année, pour l'entretien du tronçon Mont-Laurier-Senneterre où ne passent que 228 voitures par jour.

Il vaut mieux dépenser l'argent là où l'exige l'intérêt public. C'est ainsi qu'entre Saint-Jérôme et le pont Plessis-Belair, on vient de décider de construire une route à quatre voies parallèles. Près d'un demi-million y sera dépensé. Et entre Mont-Roland et Piémont, il y a une section à faire d'environ 4 milles et demi, sur laquelle il faudra dépenser un demi-million. Elle se fera parce que l'intérêt public l'exige.

Le gouvernement ne peut faire tout ce qu'il voudrait, car l'asphalte et la main-d'œuvre manquent.

D'autre part, affirme-t-il, de grands travaux seront exécutés dans la région de Chicoutimi.

M. Talbot (Chicoutimi): L'Union nationale, à son arrivée, a donné des travaux et a aidé la ville de Chicoutimi à commencer la construction d'un filtre, lors de la crise qui a affecté Chicoutimi de 1930 à 1936. À l'avènement du régime libéral, en 1939, il restait à acheter environ \$30,000 de matériaux pour terminer le filtre. Le maire Smith a demandé l'aide

du ministre et tout ce que le ministre a su lui répondre, ça a été: "Je n'ai rien à vous donner mais je vais vous permettre d'emprunter."

Le ministre de la Voirie a négligé le comté de Chicoutimi et s'il fait présentement des travaux, c'est parce qu'Ottawa lui a forcé la main.

M. Lorrain (Papineau): Avant l'arrivée de l'Union nationale, la voirie de Québec était la risée des touristes. La voirie de la province de Québec est de 25 ans en retard. Ce fut la faute du gouvernement Taschereau. Le ministre de la Voirie a dépensé \$35,000,000 et on ne voit rien de pratique.

M. Donat Bouchard, cousin du ministre et gérant de l'hôtel Canada, à Saint-Hyacinthe, que le ministre a acheté, aurait vendu 35,000 à 50,000 gallons de peinture à la province à un prix supérieur à celui qu'on aurait payé en l'achetant directement de la compagnie Ramsay. Le ministre de la Voirie a réalisé un profit de \$1 par gallon.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) nie énergiquement.

J'ai acheté l'hôtel Canada en 1936 pour empêcher le gouvernement de l'Union nationale de ruiner une femme, la propriétaire, parce qu'elle était l'épouse de mon organisateur politique. J'ai payé une hypothèque de \$40,000. Le chef de l'opposition voulait ainsi manifester son ardent amour pour les veuves et les orphelins, et s'il voulait ainsi ruiner la propriétaire de l'hôtel Canada, c'est parce qu'il voulait passer l'hôtel à ses amis les docteurs Morin.

M. Duplessis (Trois-Rivières) nie.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement refusait une licence à cet hôtel qui était le plus important de Saint-Hyacinthe. Sans licence, cet hôtel ne valait rien.

Mon cousin est un entrepreneur-peintre. Dans l'exercice de son métier, il a certainement vendu de la peinture à la province, mais pas 50,000 gallons et pas plus cher que ne l'aurait vendue la compagnie Ramsay.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fouille les *Comptes publics* et fait observer qu'on y rencontre plusieurs Bouchard dans les dépenses de la Voirie. Sont-ce tous des parents du ministre?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Des parents en Jésus-Christ!

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au ministre où il avait fait son argent.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai acheté 140 lots en 1911, pour \$25,000 et il y a mille maisons de construites dessus aujourd'hui. J'ai gardé mon argent, je ne l'ai pas dépensé en fou.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre a tout revendu pour \$100,000, je suppose.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah! Bien plus cher que cela!

M. Gagnon (Matane) soulève un débat sur le boulevard Perron et les routes de la Gaspésie. Il reproche au gouvernement de n'avoir pas fait une dépense capitale importante depuis trois ans sur ce chemin tortueux qui n'a de boulevard que le nom.

Il traite d'immense bluff la route de la Gaspésie construite sous le régime libéral. Il défie le gouvernement de prouver qu'une somme de \$500,000 a été dépensée à capital sur cette route. Il reproche au ministre de la Voirie de n'avoir pas fini la route de traverse de la Gaspésie, pour éviter aux gens de faire tout le tour de la péninsule.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai dépensé plus de \$2,000,000 à partir de Lévis sur la route de la Gaspésie qui commence à Sainte-Flavie.

Je dépenserai très prochainement un demi-million pour donner un accès convenable à la traverse de Lévis, du côté sud.

M. Labbé (Mégantic) s'informe de ce que le ministre a l'intention de faire pour le comté de Mégantic.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) fera son possible, répond-il.

M. Chaloult (Lotbinière): Le gouvernement a bien traité mon comté du temps que je collaborais avec les libéraux.

Je ne regrette aucunement de n'avoir pas à m'occuper des questions de patronage mais je demande au ministre de ne pas faire souffrir mes électeurs à cause de moi, du fait que je suis maintenant indépendant en Chambre.

Il réclame tout particulièrement la continuation des octrois pour la route qui longe le nord du fleuve, si pittoresque.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne suis pas traditionaliste et je traiterai le comté de Lotbinière comme les autres comtés. J'ai toujours bien traité le comté et je ne changerai pas ma façon d'agir.

J'avais projeté de faire 500 milles de pavage en asphalte, pour faire disparaître la poussière, mais depuis deux ans, par suite de la guerre, il est impossible d'avoir d'asphalte pour les travaux d'envergure. Il a fallu suspendre plusieurs travaux importants.

Les budgets de la Voirie ont été considérablement comprimés. Pour les chemins nouveaux, on avait \$19,000,000 en 1939, \$15,000,000 en 1940, \$11,000,000 en 1941, \$8,000,000 en 1942, et on aura \$6,250,000 pour les dépenses capitales en 1943. Je ne puis faire de miracles.

Par contre, le budget d'entretien et de réfection des chemins secondaires a augmenté dans de fortes proportions. Chaque année mon département prend à sa charge 500 milles de chemins neufs qu'il faut entretenir, avec un budget considérablement diminué.

Malgré nos mœurs politiques, je serai toujours heureux de rencontrer le député de Lotbinière à mon bureau, lorsqu'il aura des remarques à me faire au sujet de son comté.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Les chemins aux Îles sont dans un état pitoyable.

Il demande au ministre de penser à son comté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quels sont les projets du ministre?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Remplacer toutes les routes de gravier par des routes en béton et en asphalte.

M. Duplessis (Trois-Rivières) trouve la réponse trop générale et interroge le ministre sur ses projets particuliers.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pour le moment, je cherche à élargir le vieux chemin, qui passe dans les villages pittoresques de la côte de Beaulieu et qui, au point de vue touristique, a une grande importance. La route d'en bas sera complétée lorsque le gouvernement pourra se procurer le matériel nécessaire pour construire le pont au pied des chutes Montmorency. Inutile de terminer la route si l'on ne peut faire le pont.

La province aurait besoin de 8,000,000 de gallons d'asphalte et elle n'a pu en obtenir que 2,000,000 d'Ottawa.

Au sujet du chemin Saint-Louis, le nouveau boulevard qu'on est en train de faire coûtera \$110,000 du mille à cause surtout des bandes de pelouse du centre, qui coûtent presque aussi cher que le chemin. Pour continuer le boulevard à partir de l'avenue Forget, on est en train d'étudier un nouveau tracé suggéré par la ville de Sillery, qui offre le terrain presque gratuitement. Avec ce tracé, le chemin serait plus droit et moins dispendieux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien il en coûtera pour terminer la route transversale de la Gaspésie?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cela coûterait environ \$20,000 du mille sur une distance de 11 milles.

M. Duplessis (Trois-Rivières) réclame avec instance la complétion de cette route. La politique du ministre de la Voirie au sujet des chemins d'hiver est, dit-il, une politique de pingre et le ministre de la Voirie n'est pas juste pour les camionneurs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui a payé les dépenses du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) à Québec?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai droit à des dépenses et je les ai payées à partir des montants qui ont été votés dans ce but.

M. Talbot (Chicoutimi): Le ministre fait-il payer sa chambre au Château Frontenac par la province?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non. Je fais payer certains de mes comptes. Mais ça ne coûte pas cher.

M. Talbot (Chicoutimi): Alors vous ne faites pas comme le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson)?

Et, si c'était le cas, comment se fait-il qu'un montant de \$3,200 apparaît sous le nom du trésorier de la province?

Vous chargez moins cher que lui?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Depuis deux ou trois jours, j'entends parler d'une campagne pour ternir ma réputation. On cherche à me salir, à me traîner dans la boue. Le député de Chicoutimi a chargé ses dépenses à la province quand il est allé en Angleterre plaider devant le Conseil privé dans la cause de Jalbert vs le Roi.

M. Talbot (Chicoutimi): Je suis prêt à parler de cette affaire si le trésorier de la province le veut.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Les Arsène Lupin et les Sherlock Holmes de l'opposition ont essayé de trouver quelque chose d'ignoble et de malhonnête pour salir ma réputation. Tout ce que ces grands détectives ont pu trouver, c'est qu'à la page 84 des *Comptes publics* de 1941, j'avais mis les montants chargés honnêtement et qui ne représentaient qu'une partie des frais que j'avais encourus dans l'intérêt de la province. Ils ont découvert que j'avais payé par le biais de ces comptes \$1,350 pour une chambre au Château et \$1,900 pour d'autres dépenses...

M. Duplessis (Trois-Rivières): En neuf mois! Et l'année suivante, vous étiez si honteux que vous n'avez pas présenté les livres.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il y a eu \$4,200 payés à M. Fisher.

Un député de l'opposition: Il est décédé, pourquoi en parler ici?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) parle des dépenses de voyage chargées à la province par le député de Labelle (M. Paquette) et le député de Sherbrooke (M. Bourque) au temps de l'Union nationale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Évidemment, ils étaient allés représenter la province aux fêtes du couronnement du Roi, en Angleterre, et à l'Exposition internationale de Paris. Le trésorier de la province, lui, a chargé \$1,350 pour sa chambre au Château Frontenac et \$1,900 pour ses dépenses de voyage, soit un total de \$3,250 en neuf mois.

Il s'est tellement aperçu que c'était indécemment que l'année suivante, il a caché les mêmes dépenses sous d'autres items. Et c'est lui qui vient nous parler d'économie!

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): L'opposition devrait retirer son accusation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je refuse de le faire. Je répète qu'un tel geste était indécemment et indigne de la position du ministre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) parle d'un compte de \$1,545 que le chef de l'opposition aurait fait au Ritz Carlton. Ce compte a été payé par le premier ministre de l'époque.

M. Duplessis (Trois-Rivières) nie. Je ne vais jamais au Ritz. Je loge au Mont-Royal lorsque je séjourne dans la métropole. Je n'ai jamais chargé ma chambre à la province dans le cours ordinaire de mes fonctions.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le chef de l'opposition procède toujours contre ses adversaires par une campagne générale d'insinuations.

Il accuse, dit-il, les membres de l'opposition, incluant le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), d'utiliser une partie de leur temps pour calomnier tous les députés de la droite et spécialement les membres du cabinet. Quant à lui, il n'hésite pas à dire que les insinuations de l'opposition sont dignes de sa conduite durant les années qui ont marqué l'enquête sur les *Comptes publics*.

Il invite le chef de l'opposition à suivre la même ligne de conduite que les membres du présent régime relativement aux dépenses personnelles et à d'autres questions.

Il rappelle une discussion survenue en Chambre entre l'honorable Cléophas Bastien et le chef de l'opposition, de même que certains autres incidents¹⁶. Il parle d'insinuations malhonnêtes et malpropres. Il a parlé d'une facture d'hôtel de

\$19,475 payée par l'organisateur politique de l'Union nationale à Montréal.

Je n'ai pas chargé la moitié des dépenses que j'ai encourues dans l'intérêt de la province. C'est par de pareilles campagnes que l'on fait perdre confiance dans les hommes publics et les institutions démocratiques. C'est comme ça que le peuple français a perdu confiance dans les institutions françaises.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les institutions françaises sont aussi propres et aussi respectables que celles d'Angleterre ou de n'importe quel autre pays.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La civilisation française est admirable et je suis même un adorateur de la culture française. Mais pour imiter les personnes, il n'est pas nécessaire de cracher comme elles. Si l'on cherche à détruire le caractère personnel des hommes chargés de l'administration, le peuple finira par croire que les gouvernants sont des farceurs, et les hommes les plus intègres et les plus compétents de la nation ne voudront plus prêter leur concours à l'administration de la chose publique, de peur de se faire salir.

L'opposition a essayé l'autre jour de ternir la réputation du premier ministre. Aujourd'hui, c'est le tour du député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard). Maintenant, on emploie les mêmes tactiques contre moi et elles sont très injustes et contraires aux faits. Toutes les dépenses que je fais sont examinées avec rigueur par le Vérificateur général de la province, qui est indépendant de la Législature.

Quand je suis à Québec pour les affaires du gouvernement, je pense qu'il n'est que juste que le gouvernement paie au moins le coût de ma chambre d'hôtel.

Le chef de l'opposition a une langue de serpent.

M. Jodoin (Montréal-Saint-Jacques), M. Caron (Maisonneuve) et M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) applaudissent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais entendu tant de saletés dans la bouche d'un trésorier provincial!

M. Gagnon (Matane): Et le bandit de Jeanne-Mance applaudit, M. le président! Il s'est montré sous son vrai jour!

Des députés protestent.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) soulève un point d'ordre et demande au député de Matane de retirer ses paroles.

M. le président maintient le point d'ordre.

M. Gagnon (Matane): Je les ai prononcées parce que le député de Montréal-Jeanne-Mance a applaudi aux mots "langue de serpent".

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) insiste.

M. Duplessis (Trois-Rivières) avertit le président que le trésorier devra aussi retirer ses paroles.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) fait signe à l'Orateur¹⁷.

M. l'Orateur: J'étais en Chambre. C'est mon droit de reprendre mon siège¹⁸. Je comprends que l'on est allé trop loin dans certaines expressions. Je demande donc au trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) de retirer ses paroles de "langue de serpent" à l'égard du chef de l'opposition et au député de Matane (M. Gagnon) de retirer ses paroles de "bandit de Jeanne-Mance" à l'égard du député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Dubreuil).

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): En français, pas en anglais. Ça ne veut pas dire la même chose.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) et **M. Gagnon (Matane)** s'exécutent.

En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je n'ai rien à expliquer ni à justifier à propos de cette ignoble attaque, je n'ai à rougir de rien et je n'ai chargé qu'une partie excessivement faible de mes dépenses, pas la moitié de ce que me coûte ma chambre et mes frais de voyage. Je me sens parfaitement justifié comme honnête homme de l'avoir fait.

Il regrette, dit-il, qu'on cherche à jeter du discrédit sur son honnêteté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne recourrai pas aux expressions dont s'est servi le trésorier de la province, à ses immondices d'injures. Je le laisserai avec sa conception de la gentillhommerie. Le trésorier de la province a fait appel au témoignage d'un mort. Il a, dit-il, été blessé que le trésorier de la province ait utilisé les mots prononcés par un mort pour l'accuser. J'ai été élevé à respecter les tombes et à ne pas violer les cercueils, sans tenir compte des avantages politiques à retirer.

Aux prétentions que j'aurais insulté celui-ci ou celui-là, la Chambre sait à quoi s'en tenir. Aucun homme public n'a été autant vilipendé que moi-même. Le trésorier de la province prétend que je lui ai jeté de la boue et, du même coup, il prétend que ce n'est rien ce qu'il a fait. Est-ce que sa conduite est aussi sale que cela? J'ai dit et je répète que je trouve indécent pour un ministre de charger à la province \$1,350 pour sa chambre au Château et \$1,900 pour dépenses de voyage. De plus, je trouve singulier et louche qu'après avoir mentionné le fait, une année, dans les *Comptes publics*, il place les mêmes dépenses sous un autre chef, l'année suivante.

Le trésorier de la province a fait de longues dissertations sur la France. Il ne s'est guère grandi. Je le défie, lui et tous les membres du gouvernement, de trouver que j'ai fait payer un seul compte d'hôtel par la province. Le trésorier de la province est mal venu de s'en prendre à un homme qui est allé jusqu'à réduire son salaire de \$2,000 par année, pendant deux ans et demi, économisant par le fait même \$5,000 à la province. Il s'est fait connaître. Il n'est pas digne de se réclamer du titre de gentilhomme.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions neuf cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins, y compris les chemins d'hiver", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ponts et chemins de colonisation", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Questions et réponses:

Atchez Pitt

M. Chaloult (Lotbinière): M. Atchez Pitt, de Trois-Rivières, travaille-t-il à la Commission des liqueurs comme acheteur? Si oui, quel est son salaire? Quels ont été ses frais de voyage depuis un an?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)¹⁹: Non.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 h 03 du matin.

NOTES

1. Les sources précisent qu'on a pris un vote non enregistré, debout et assis, selon *L'Action catholique* du 22 juin 1943, à la page 9, et comme les "non" l'ont emporté, la nouvelle motion a été rejetée, selon *L'Événement-Journal* du 22 juin 1943, à la page 3.

2. Il parlait peut-être plutôt de *corporation*?

3. *L'Événement-Journal* du 22 juin, à la page 3, mentionne qu'il revient sur une déclaration faite par le premier ministre, samedi soir. Mais les sources ne révélaient pas ladite affirmation. J. W. McConnell a été propriétaire du *Montreal Daily Star* de 1928 à 1953.

4. 80 %, selon *Le Devoir* du 22 juin 1943, à la page 7.

5. Parle-t-il de M. McConnell?

6. Il est alors 3 h 55, selon *L'Événement-Journal* du 22 juin 1943, à la page 4.

7. Il est 4 h 30, selon *L'Action catholique* du 22 juin 1943, à la page 3.

8. Il n'était pas présent lors du débat sur la clause 9, selon *L'Action catholique* du 22 juin 1943, à la page 3.

9. *La Patrie* du 22 juin 1943, à la page 13, fait dire à M. Chaloult à ce sujet: "Je crois bien que les libéraux n'aboliront pas la dictature économique. Mais le pire ennemi de la dictature économique est encore le chef de l'opposition." Ce qui nous semble contradictoire à l'ensemble de ses propos.

10. Il est 5 h 15, selon *L'Événement-Journal* du 22 juin 1943, à la page 4.

11. \$30,000, selon *La Patrie* du 22 juin 1943, à la page 13.

12. *L'Action catholique* du 22 juin 1943, à la page 11, souligne qu'il insiste sur les mots *continent américain*.

13. Article 23 du Règlement.

14. 30 milles, selon *Le Soleil* du 22 juin 1943, à la page 8.

15. Nommée Montréal-Senneterre, dans *L'Action catholique* du 22 juin 1943, à la page 11.

16. "On faisait référence à une attaque de l'honorable C. Bastien, maintenant décédé, qui décrivait le chef de l'opposition comme un "soulard de Trois-Rivières", selon *La Gazette* du 22 juin 1943, à la page 7.

17. On peut présumer qu'à ce moment, il était de retour en Chambre, mais le Règlement ne lui permet pas de reprendre son siège d'Orateur, l'Orateur suppléant exerçant cette fonction jusqu'à l'ouverture de la séance suivante. Voir l'article 23 du Règlement.

18. Article 359 du Règlement.

Les journaux précisent comment l'incident s'est déroulé. L'Orateur, de sa propre autorité, selon *L'Action catholique* du 22 juin 1943, à la page 15, revient à son fauteuil et fait ajourner le comité plénier, et selon *L'Événement-Journal* du 22 juin 1943, à la page 9. Il fait reprendre son siège au président du comité et placer la masse sur la table par le sergent d'armes, selon *The Chronicle Telegraph* du 22 juin 1943, à la page 3.

Il agit ainsi pour mettre fin au désordre qui règne en Chambre et supprime ainsi l'Orateur suppléant, M. Delagrave.

19. Selon *L'Action catholique* du 22 juin 1943, à la page 15, c'est le premier ministre qui répond à cette question.

Première séance du mardi 22 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Demandes de documents:

**Agriculture,
drainage, engrais, équipement, marchés**

M. Dumoulin (Montmorency) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou employés, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou employés, depuis le mois de novembre 1939 jusqu'à aujourd'hui, au sujet de l'agriculture, (plus spécialement au sujet du drainage des terres, des engrais chimiques, des droits sur les machines aratoires, des débouchés commerciaux, etc.).

Adopté.

**Classification de lots de rangs
du canton Dalibaire**

M. Gagnon (Matane) propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie des rapports de classification, faits à la demande des ministères de l'Agriculture et de la Colonisation, au sujet des lots des rangs 9 et 10 du canton Dalibaire, depuis le 1^{er} janvier 1936 au 1^{er} janvier 1940 inclusivement.

Adopté.

**Transfert des lots de rangs du canton Dalibaire
à la Richardson Company Ltd.**

M. Gagnon (Matane) propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, avec la compagnie Richardson ltée, de Cap-Chat, et aucun de ses directeurs, officiers et employés ou toute personne, relativement à la classification des lots des rangs 9 et 10 du canton Dalibaire, et à leur transfert

du ministère de la Colonisation au ministère des Terres et Forêts, et, finalement, à ladite compagnie Richardson ltée, et ce, du 1^{er} janvier 1940 au 1^{er} juin 1943 inclusivement.

Adopté.

**Raffinerie de sucre
de betterave à Saint-Hilaire**

M. Gagnon (Matane) propose qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance échangée entre M. Paul Merker et le ministre de l'Agriculture ou tout autre officier ou employé de son département, depuis le 1^{er} mai 1940 au 1^{er} juin 1943, relativement à l'établissement d'une usine pour la fabrication du sucre de betterave à Saint-Hilaire, dans le comté de Rouville.

Adopté.

Subsides:

**Budget des dépenses
1943-1944**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lorrain (Papineau) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle reproche au gouvernement de la province de refuser d'accorder aux cultivateurs les octrois nécessaires et utiles aux travaux de voirie, à l'amélioration et à la construction de chemins dans les villages et dans les paroisses de la province, et elle condamne le favoritisme et les abus pratiqués par le gouvernement, à même les millions de dollars attribués au département de la Voirie."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Robinson, Talbot, 9.

Contre: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Fillion, Godbout, Gosselin, Guerin, Hamel, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, O'Connor, Potvin, Robidoux, Rochette, 25.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Travaux publics)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières) profite de la présence du sous-ministre pour reprocher au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Dansereau) une réponse incomplète donnée à une question de l'opposition qui concernait des travaux à Saint-Henri de Mascouche. L'opposition voulait savoir si des soumissions ont été demandées ou furent demandées pour une partie des travaux. La réponse laissait entendre que les soumissions couvraient le tout.

Cette erreur ne relevait certainement pas du ministre, mais j'en retrouverai l'auteur et l'en tiendrai responsable.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien et

réparations des palais de justice et prisons", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent quatre-vingt mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien et réparation des édifices publics, etc.", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ponts-Routes (construction)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ponts-Routes (entretien)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) demande que le gouvernement construise un nouveau pont reliant sa ville à Iberville, car le pont actuel est condamné, et qu'il prenne à sa charge le coût de l'entretien du pont de Saint-Jean sur le Richelieu. Lorsque ce pont fut construit, déclare-t-il, le gouvernement en fit cadeau aux villes de Saint-Jean et Iberville, mais leur en laissa l'entretien. Tous les ponts situés sur les grandes routes sont entretenus par la province, dit-il. Il demande que celui de Saint-Jean soit classé dans cette catégorie et que les municipalités intéressées soient libérées de cette charge.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait la même demande pour les deux ponts de Trois-Rivières, qui, déclare-t-il, sont des ponts d'intérêt provincial, puisqu'ils sont situés sur la route nationale Montréal-Québec. Il fait observer que le gouvernement a assuré le coût de l'entretien du pont de Belœil, à 20 milles de Saint-Hyacinthe, et qu'il ne devrait pas y avoir de traitement de faveur quand il s'agit d'accommoder Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Dansereau (Argenteuil): L'an dernier, le gouvernement a dépensé \$50,000 pour réparer le pont de Saint-Jean.

Il est difficile pour la province, surtout dans les circonstances difficiles que nous traversons, d'assumer l'entretien de tous les ponts municipaux. Aucun gouvernement n'a adopté cette politique jusqu'ici. Tout de même, c'est là un problème qui mérite d'être étudié pour le jour où il sera possible d'y apporter une solution à l'avantage des municipalités qui paient aujourd'hui pour l'entretien de ces ponts.

Il promet de s'occuper de cette question.

M. Bonvouloir (Iberville) demande au chef de l'opposition s'il se rappelle avoir déclaré, au cours d'un banquet à Saint-Jean, qu'il reconstruirait le pont de Saint-Jean si l'Union nationale arrivait au pouvoir. Il ajoute qu'il partageait l'opinion de son collègue de Saint-Jean, à savoir que le gouvernement devrait assumer le coût de l'entretien du pont de Saint-Jean.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il avait dit, répond-il, au cours d'un banquet de l'Association du Barreau rural, que le gouvernement Taschereau aurait dû reconstruire le pont, si c'était nécessaire, mais que, de toute façon, on avait fait preuve de négligence à l'endroit de cette municipalité. En l'espace étroit de trois ans, l'Union nationale ne pouvait réparer les injustices commises pendant 25 ans.

M. Lorrain (Papineau) pose des questions au ministre sur la construction du pont de Buckingham.

L'honorable M. Dansereau (Argenteuil): Les soumissions sont recevables dans deux semaines et on ne tardera pas à accorder un contrat.

M. Talbot (Chicoutimi): Les municipalités du Lac-Saint-Jean et de Roberval ont été négligées par le gouvernement. Elles se sont vues, un moment donné, privées des services de deux ponts, celui de Saint-Félicien, emporté par les glaces, et celui de Mistassini, incendié. Il soulève de nouveau la question de la vente à l'enchère des propriétés de la Chibougamau Railway Company et affirme que le gouvernement aurait dû acheter le pont de cette compagnie pour remplacer le pont de Saint-Félicien.

M. Duplessis (Trois-Rivières) parle dans le même sens. À Saint-Félicien, on a remplacé le pont par des madriers, alors qu'à des endroits moins peuplés, on remplace les madriers par des ponts. Tout pour Saint-Hyacinthe et rien pour les

cultivateurs de Saint-Félicien. La région du Lac-Saint-Jean a toujours été négligée au point de vue des moyens de communication.

L'honorable M. Dansereau (Argenteuil): Les plans du pont sont préparés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les gens ne passent pas sur des plans.

L'honorable M. Dansereau (Argenteuil): Le pont sera construit dès qu'Ottawa aura accordé les priorités nécessaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a fait du favoritisme politique en donnant le contrat de la construction du pont de la rivière Thompson, en Abitibi, à un organisateur libéral d'Amos.

L'honorable M. Dansereau (Argenteuil) explique que son ministère a demandé une première fois des soumissions, qui ont été mises de côté parce qu'il a fallu changer le site du pont, et modifier les devis. Après le second appel de soumissions, on a accordé le contrat au plus bas soumissionnaire, la Société générale d'entreprise, au coût de \$317,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu du gaspillage, dans ces travaux. Suivant lui, dit-il, le coût initial a été porté à \$425,000 et ce n'est pas fini.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Palais de justice et prisons", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-cinq mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Acquisition et

transformation d'immeubles", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle la loi qu'il a passée, lorsqu'il était au pouvoir, pour autoriser le gouvernement à acheter des propriétés, pour loger les bureaux de l'administration, jusqu'à concurrence de \$1,100,000. Cette loi a été combattue par le Parti libéral du temps, ajoute-t-il, mais à son arrivée au pouvoir, le gouvernement actuel s'est empressé de se prévaloir de la loi tant il la trouvait bonne.

Il donne des exemples pour faire voir les avantages que trouve la province en se débarrassant de loyers exorbitants et en devenant propriétaire. Il fait remarquer que le présent régime a acheté des maisons pour un montant de \$703,535. Il reproche au gouvernement d'avoir acheté ces propriétés en marge de la loi, en n'inscrivant pas ces dépenses dans le budget et en ne mentionnant pas dans la dette les versements qui devaient être payés plus tard. Le ministère a acheté illégalement des édifices publics, et par versements, dit-il, ce qui est ridicule pour un gouvernement. De cette façon, le budget se falsifie, parce que l'on n'a pas une idée exacte de l'état des obligations de la province.

Il revient sur l'affaire de la peinture discutée hier.

L'honorable M. Dansereau (Argenteuil): Son département, dit-il, de 1939 à 1943, a acheté 2,793 gallons de peinture, pour un montant de \$11,918 et le nom de M. Donat Bouchard, cousin du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) et gérant de l'hôtel Canada, à Saint-Hyacinthe, n'apparaît pas dans la liste des vendeurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande des détails sur le nouvel édifice en construction sur la Grande-Allée, à Québec, pour loger la Commission des accidents du travail. À qui a été donné le contrat? Des soumissions ont-elles été demandées?

L'honorable M. Dansereau (Argenteuil): Cette construction ne relève pas de mon département mais plutôt de la Commission des accidents du travail. Je ne peux fournir de renseignements.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le contracteur est M. Albert Bédard, de Québec, qui travaille à pourcentage. La construction du nouvel édifice lui a été accordée sans soumission et à commission. Qui a recommandé cet entrepreneur? Est-ce le même Bédard qui a précédemment converti une maison de

certaine personne qui touche de près au gouvernement, en maison à appartement?

L'architecte est-il un M. Drouin?

L'honorable M. Dansereau (Argenteuil) regrette de ne pouvoir donner de détails. Le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette), dont relève la Commission des accidents du travail, pourrait mieux que moi répondre aux questions du chef de l'opposition.

M. Duplessis (Trois-Rivières) promet de questionner le ministre du Travail à ce sujet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La résidence gubernatoriale coûte beaucoup plus cher que cela, parce qu'on a le soin d'éparpiller les dépenses dans plusieurs départements¹.

Dans un temps de rationnement comme celui que l'on traverse, les réceptions qu'on y donne sont trop nombreuses et on devrait les faire cesser. On devrait aussi supprimer les villégiatures de certaines personnes qui font, par ailleurs, payer leur séjour à Québec par la province. Les libéraux, qui avaient promis d'abolir Spencer Wood, en font maintenant le théâtre de leurs caucus et de leurs réunions politiques.

L'honorable M. Dansereau (Argenteuil): À sa connaissance, répond-il, Spencer Wood ne coûte pas plus cher que \$57,400 et le budget de cette année est inférieur à celui d'autres années.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction d'un pont dans le canton Dubuisson", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Questions et réponses:**Dr Alfred Cherrier**

M. Bégin (Dorchester): Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 14 juin 1943 inclusivement:

1. Le Dr Alfred Cherrier, de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, a-t-il été à l'emploi du gouvernement de la province du gouvernement de la province ou d'aucun organisme ou commission de la province?

Dans l'affirmative:

a) Depuis quand?

b) Pendant combien de temps?

c) À quel titre et en quoi ont consisté ses fonctions?

2. Relativement à ces emplois ou fonctions, combien a été payé au dit Alfred Cherrier, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit pendant ladite période de temps?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): 1.

Oui:

a) 15 juillet 1941;

b) 1 an et 11 mois;

c) Inspecteur des écoles professionnelles indépendantes.

2. \$4,603.02, à titre de salaire.

**Route
Saint-Fulgence-Tadoussac**

M. Chaloult (Lotbinière): De 1936 à 1939, quelles sommes ont été payées par le ministère du Travail, le ministère de la Voirie, le Bureau de reconstruction économique, pour les travaux de la route Saint-Fulgence-Tadoussac?

Des soumissions ont-elles été demandées dans chaque cas?

Si oui, quels étaient les plus bas soumissionnaires et à qui les contrats ont-ils été accordés?

Quelles sommes ont été payées, à l'occasion de ces travaux, à M. J.-E. Joron, ingénieur de Chicoutimi, pour quelque service que ce soit?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): 1. (Voir la liste ci-dessous)

Par le ministère du travail et le

Bureau de reconstruction

économique

\$1,057,834.89

Par le ministère de la Voirie.....

128,498.26

Total

\$1,186,333.15

a) Aucune soumission n'a été demandée.

b) Réponse donnée ci-dessus;

c) (i) Pendant tout le temps que M. Joron est resté au service du gouvernement, il a touché \$2,966.13 en salaire, dont \$1,950.00 pour la période pendant laquelle il s'est occupé des travaux de la route Saint-Fulgence-Tadoussac;

(ii) Monsieur Joron a vendu au gouvernement, soit en son propre nom, soit sous la raison sociale de Joron et Murdock, des matériaux et des marchandises pour la somme de \$6,449.69 dont \$490.85 sont crédités à la route Saint-Fulgence-Tadoussac.

Dépôt de documents:

**Sommes payées
aux Éditions Marquis**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 16 juin 1943, pour la production de copie de toutes factures, pour quelque service que ce soit, payées, au cours des trois dernières années financières, par le gouvernement, aux Éditions Marquis Ltée, de Montmagny, ou aux messieurs Marquis, propriétaires de cette entreprise. (Document de la session no 66)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 22 juin 1943**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Redistribution des comtés
électorales fédéraux**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le pacte de la Confédération donne à la province de Québec

65 députés à la Chambre des communes, et aux autres provinces autant de députés que leur députation représente de fois le soixante-cinquième de la population de la province de Québec. À chaque recensement, une redistribution doit se faire dès que les chiffres officiels sont connus.

En mai dernier, le gouvernement fédéral a annoncé une prochaine redistribution basée sur le recensement de 1941. Or, on vient d'annoncer, à Ottawa, que le gouvernement fédéral doit s'adresser aux Chambres pour avoir la permission de demander au Parlement de Westminster de laisser la Constitution temporairement de côté de façon à ne procéder à la redistribution qu'après la guerre. Si la redistribution est remise, on créera ainsi un précédent dangereux contre l'esprit de l'Acte de l'Amérique du Nord et grandement préjudiciable aux intérêts du Québec.

En violation du pacte fédératif, on se trouvera à laisser à d'autres provinces un nombre de députés auquel elles n'ont pas droit. Le Parlement de Westminster n'attache pas assez d'importance aux droits des provinces. L'Acte de l'Amérique britannique du Nord est en réalité un contrat, qui ne peut être modifié que du consentement des parties en cause. Je ne veux pas que les droits du Québec soient bafoués, mais ces remarques ne sont aucunement une négation des droits des autres provinces. Les Canadiens français entendent respecter les droits des autres mais ils veulent que leurs droits reçoivent le même traitement. Plus nous avons de députés, plus nous sommes en mesure de défendre nos droits à Ottawa. Évidemment, notre droit ne se mesure pas au nombre de représentants, mais ce nombre est une garantie des façons de faire valoir nos droits. Nous sommes une minorité et le nombre de représentants est fixé par la loi, par une entente conclue au moment de la Confédération.

Il n'existe aucune garantie que la redistribution va se faire après la fin de la guerre comme le propose Ottawa, et il peut y avoir des élections fédérales d'ici là, générales ou partielles. Nous voulons que la lettre et l'esprit du pacte fédératif soient respectés. Cette Législature devrait maintenant déclarer publiquement qu'elle s'oppose à l'échec de la procédure de redistribution et que la procédure prévue par la loi soit maintenue. Je demande donc à la Chambre de réclamer unanimement de tous les partis fédéraux, quels qu'ils soient, qu'une redistribution ait lieu conformément à la Constitution. Il fait appel aux députés de l'Assemblée législative pour qu'ils se placent au-dessus des politiques de parti et présentent un front uni contre cette nouvelle violation des droits du Québec par le gouvernement fédéral.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition a parfaitement raison de réclamer, pour chaque province et pour la province de Québec, une représentation conforme au pacte fédératif. Il lui donne entièrement raison et est parfaitement d'accord avec lui sur cette question.

Justement, la protestation de Québec est prête et elle sera envoyée à Ottawa aujourd'hui même.

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent cinquante-deux mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dette publique (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les chiffres de la dette consolidée de la province ne concordent pas avec ceux que donnaient les libéraux, après la défaite de l'Union nationale. Il passe en revue le montant présumé de \$51,000,000 de la dette non consolidée qu'a laissée le gouvernement Taschereau et qui comprend \$12,000,000 de chèques sans provision.

Dès mon arrivée au pouvoir, poursuit-il, le gouvernement Godbout a imposé de nouvelles taxes: taxe de vente, qui pèse lourdement sur les familles nombreuses et que l'Union nationale abolira si elle revient au pouvoir, taxe sur le tabac, taxe sur les liqueurs, impôt sur le revenu. On a aussi imposé des permis de pêche, qui représentent \$100,000 par année, et on a augmenté la contribution des employés civils au fonds de pension. On a obligé les municipalités à contribuer au paiement des pensions aux vieillards et aux mères nécessiteuses.

Toutes ces taxes ont rapporté des millions au gouvernement, qui a bénéficié, en outre, de la prospérité temporaire de la guerre. Ces taxes ont

donné environ \$17,000,000. En outre, les revenus ont été soufflés de \$10,000,000, grâce à la prospérité factice actuelle, et le gouvernement a évité de dépenser pour les chômeurs, ce qui coûtait \$20,000,000 par année à l'Union nationale. Ce qui fait un total de \$47,000,000 de revenus, environ, de plus sous le régime libéral, en une année.

Malgré cette augmentation de revenus, le gouvernement n'a pas réduit la dette d'un sou, mais a diminué les avantages des services sociaux. Les travaux ont été arrêtés. Les budgets de la colonisation et de l'agriculture ont été réduits. Telle est l'administration du trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson), avec son prétendu expert de la Société des Nations. La dette a augmenté et, si le trésorier de la province dit le contraire, il ne dit pas la vérité.

Les emprunts répétés du régime actuel coûtent plus cher que ceux de l'Union nationale.

On a augmenté le nombre des employés, après avoir prétendu qu'il y en avait 3,000 de trop sous l'Union nationale, et on a augmenté de \$6,000,000 à \$7,000,000 par année les frais d'administration. On a créé des organismes inutiles pour étendre le patronage politique. Et l'on arrange les livres pour ne pas que les dépenses paraissent.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) reproche au premier ministre d'avoir déjà dit que l'emprunt de \$30,000,000 effectué à New York par l'Union nationale va coûter \$58,000,000 à la province.

Cet emprunt en 1939 et sur lequel on a voulu faire du bruit à cause de la dévaluation de la monnaie canadienne, dont le gouvernement d'Ottawa est seul responsable, a coûté 3 % d'intérêt, tandis que l'emprunt de \$31,000,000 du gouvernement libéral a coûté 3¼ % d'intérêt, soit \$225,000 de plus par année. La différence de ¼ % dans le taux de l'intérêt est telle qu'elle paie le 10 % que la province a dû verser pour la prime d'échange à New York en 1939, car le change nous coûte un peu moins de \$200,000 par année; chaque année, nous ne payons que les intérêts et \$1,000,000 sur le capital, soit un peu moins de \$2,000,000.

L'emprunt de l'Union nationale a coûté moins cher, malgré le change, que les emprunts actuellement contractés par le trésorier de la province. Et la guerre ne durera pas toujours. Sans les conditions actuelles, l'emprunt à New York aurait représenté une économie de \$250,000 par année. Avec ces conditions, il coûte encore \$25,000 de moins que ne coûtent les emprunts du trésorier de la province.

Un autre emprunt de \$14,000,000 du gouvernement libéral a coûté \$575,000.

La dette de la province était de \$60,000,000, en 1932. En 1936, à l'avènement de l'Union nationale, cette dette était de \$160,000,000, en sorte l'Union nationale n'a augmenté la dette, dans une période de crise et de chômage, que d'environ \$100,000,000, tout en construisant la plupart des ponts de la province, en refaisant le réseau routier, notamment la route Montréal-Québec, en bâtissant des écoles, et laissant partout des œuvres que l'on peut voir encore, pour soulager la misère, tout en sauvant les cultivateurs, avec le crédit rural, et tout en créant des pensions pour les classes moins fortunées. Certains travaux ont coûté plus cher qu'ils auraient dû coûter normalement, car ils ont été faits par des chômeurs. Mais il n'y a pas eu un seul scandale. Et l'Union nationale gouvernait pour les petits, pour les classes populaires qui avaient été si longtemps négligées.

Il reproche au régime libéral, dit-il, d'avoir fait payer \$100,000,000 à Montréal pour le chômage, ce qui a placé la métropole du pays aux portes de la banqueroute.

L'administration financière de l'Union nationale a été saine. Le gouvernement actuel fait preuve d'une imprévoyance grave en dépensant tous les nouveaux revenus créés par les taxes et la guerre. Les sources de revenus de la province ont été épuisées; il ne reste plus que les taxes. Après les conflits, les revenus vont diminuer de \$15,000,000, alors qu'il faudra faire des travaux pour donner de l'ouvrage et que le gouvernement n'aura plus rien pour faire ces travaux. Le gouvernement libéral a caché \$20,000,000 de déficit de 1932 à 1936.

Il réclame des élections.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Tout le terrain a été couvert par mon discours sur le budget et les chiffres sont là pour établir que la province vit à même ses revenus.

La vérification des finances de la province par M. Thompson, en 1940, a été faite par un homme compétent et les faits qui en sont sortis parlent par eux-mêmes, dit-il. Il explique ce qu'il faut entendre par le crédit d'une province et affirme que le crédit du Québec, en ce moment, est meilleur que celui d'aucune autre province du Canada. Il reproche à l'Union nationale d'avoir ruiné ce crédit, de 1936 à 1939, en faisant des emprunts à des conditions onéreuses, en refusant d'augmenter les taxes pour ne pas mécontenter les contribuables et de permettre à la province de vivre selon ses moyens. Si les dépenses faites par l'Union nationale étaient

justifiées, pourquoi ne pas en avoir parlé au peuple et ne pas avoir imposé des taxes en conséquence?

L'Union nationale a commis l'erreur de donner un sirop calmant au peuple au lieu de lui présenter la situation sous son véritable jour et de taxer afin de combler les déficits. Nous n'avons pas le droit d'endetter nos enfants et nos petits-enfants, surtout pour des dépenses qui ne produisent aucun revenu.

Je n'ai jamais déclaré que le gouvernement actuel a réduit la dette et n'a pas eu de déficit. En 1939-1940, la première année de l'administration, une année de huit mois, il y a eu un déficit de \$52,000,000². L'année suivante, raccourcie à 9 mois parce qu'on avait changé les dates de l'exercice financier, le déficit a été de \$15,000,000. Mais depuis ce temps-là, la province a vécu selon ses moyens, payé toutes ses dépenses à même ses revenus, bouclé ses exercices financiers avec des surplus et a même mis des sommes importantes de côté pour l'amortissement de la dette. Il a fallu imposer des taxes et diminuer les dépenses.

Une autre erreur fondamentale du régime Duplessis a été d'emprunter à court terme. Il est très onéreux pour le Trésor public d'avoir à renouveler fréquemment ces emprunts. Ma politique à moi, maintenant, est d'emprunter à long terme, car cela dégage le marché de l'argent et permet à la province de se créer un fonds d'amortissement.

Les émissions d'obligations du gouvernement actuel s'enlèvent rapidement: la dernière a été vendue avant d'être mise sur le marché.

M. Gagnon (Matane): Ce que l'opposition a principalement à reprocher au trésorier de la province, c'est de s'être associé à ses chefs politiques d'Ottawa, au cours de la campagne électorale de 1939, pour traîner dans la bagarre électorale le crédit de la province et d'une race. Ses attaques étaient indignes de sa culture et de son talent, et elles manquaient de sincérité. Il affirmait alors que la vieille province française du Canada était en faillite parce que les administrateurs du gouvernement de l'Union nationale avaient dépensé "comme des matelots en goguette". Le trésorier de la province n'aurait pas dû se ravalier au rang des petits orateurs de "husting". Huit jours après, il affirmait, devant les barons de la finance à Toronto, que le crédit du Québec était excellent.

Il s'insurge, dit-il, contre ceux qui ont accusé l'Union nationale d'avoir gaspillé. Ce régime a dû, d'abord, payer \$51,000,000 de dettes du gouvernement Taschereau, voter \$35,000,000 pour le prêt agricole, donner des pensions aux vieux et aux

vieilles, se porter au secours des chômeurs, donner à manger à ceux qui avaient faim et boire à ceux qui avaient soif, et pour toutes les autres mesures prises pour guérir la plaie du chômage. Le député de Trois-Rivières avait une tâche difficile et il s'en est acquitté en véritable homme d'État.

Le trésorier de la province ne cesse de répéter que le régime actuel a réduit les dépenses. Quelles sont les dépenses qui ont été réduites? Les budgets de M. Taschereau n'ont jamais atteint \$50,000,000 et aucun budget de la présente administration n'a été inférieur à \$80,000,000. Cette année, on atteindra \$90,000,000, alors qu'il n'y a plus de chômage.

Le trésorier de la province, plus qu'aucun des autres ministres, est responsable des fausses idées qu'on se fait du financement de l'Union nationale et de la mauvaise réputation de la condition financière de la province de Québec au Canada, aux États-Unis et même outre-mer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais la province n'a été aussi mal administrée. Les financiers mènent la province et les documents fournis par le trésorier de la province en réponse à des questions de l'opposition, sont inexacts.

Sur 50 ou 54 arrêtés relatifs à des emprunts, quatre ont une phraséologie différente. On ne se contente pas de dire que la province emprunte aux "termes" et "conditions" prévus, mais on y ajoute aussi le mot "place". Le gouvernement n'était pas capable d'emprunter aux lieux ordinaires.

La Banque de Montréal a refusé de prêter de l'argent à la province, et le trésorier de la province a été obligé de s'adresser à la Banque Royale et à la maison Pittfield, dont on critiquait vigoureusement la participation aux emprunts provinciaux, sous le régime de l'Union nationale. Ce sont les banques qui mènent la province et elles lui imposent leurs conditions, parce qu'elles n'ont pas confiance au gouvernement.

Il passe au crible les emprunts faits par le régime actuel.

Lorsque j'étais au pouvoir, déclare-t-il, j'ai pu emprunter aux États-Unis, sur ma seule parole, un montant de \$50,000,000.

Le gouvernement a saboté les sources de revenus de la province en donnant à Ottawa le droit de taxer les compagnies, le courant électrique, etc. Le gouvernement libéral n'a reçu en retour qu'un copeau. Ce gouvernement, en matière de finance, est un gouvernement de Quisling.

Dans quelques semaines, la province de Québec aura un gouvernement qui sait se tenir

debout devant Ottawa et devant tout le monde. Le prochain gouvernement de l'Union nationale saura collaborer avec Ottawa, mais sans ne rien sacrifier des droits et privilèges de la province.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Annuité à Mlle Marie-Régina Drolet (résolution de l'Assemblée législative en date du 3 février 1890)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944³.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocations de vie chère", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (bureau du trésorier)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande si ses crédits budgétaires vont être adoptés pendant la séance de l'après-midi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, le ministre était trop bienveillant dans ses accusations gratuites hier soir. Je veux obtenir des réponses à des questions et j'espère que le ministre sera mieux conseillé, comme je le suis, en donnant son information.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Questions et réponses:

Agents fédéraux dans l'administration provinciale

M. Chaloult (Lotbinière): Combien d'agents ou d'employés fédéraux, payés par le gouvernement fédéral, furent placés, depuis le 1^{er} janvier 1940, dans les différents ministères provinciaux du gouvernement de la province à titre d'observateurs et d'enquêteurs chargés de faire un rapport périodique à leur chef, à Ottawa?

Quels sont les noms de ces agents?

Dans quels ministères exerçaient-ils et exercent-ils encore leurs fonctions?

Combien en reste-t-il en service?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Aucun.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 22 juin 1943

Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 54 concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire.

Subsides:**Budget des dépenses
1943-1944**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Bourque (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle blâme le gouvernement:

"a) parce que le gouvernement a imposé de nouvelles taxes pour une somme de plus de dix-sept millions de dollars par année, et cela, sans diminuer la dette de la province;

"b) parce que le gouvernement a ajouté 5,260 employés au personnel du service civil;

"c) parce que le gouvernement a augmenté les frais d'administration de la province d'une somme d'environ sept millions de dollars annuellement;

"d) parce que le gouvernement a gaspillé des millions de dollars de l'argent du peuple."

M. Duplessis (Trois-Rivières) accuse le ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Bienvenue) de n'être pas allé à la guerre en 1917. Il en parle comme du ministre des conférences⁴.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Où étiez-vous en 1914?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre ne devrait pas poser une pareille question devant son chef. Il ferait mieux de demander où était son chef.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je veux profiter de cette occasion pour réfuter des insinuations au sujet de ma conduite durant la Première Grande Guerre, et qui ne font pas honneur à ceux qui les colportent. Je n'étais pas dans les services armés et ne pouvais physiquement pas être soldat. Voilà la vérité. D'aucuns ont rapporté que j'étais entré au Séminaire de Rimouski pour me préparer à la prêtrise et éviter d'être conscrit. C'est faux.

Oui, c'est une lâcheté de prendre la soutane dans les circonstances dont on parle. J'ai pris la

soutane avant la guerre et j'en suis sorti durant la guerre. Je suis entré au Grand Séminaire de Rimouski en septembre 1913. Il n'y avait pas de guerre à ce moment-là et ce n'est évidemment pas la guerre qui a été la cause de ma décision. Je suis sorti du Séminaire en août 1915, en pleine guerre, soit bien longtemps avant les événements auxquels le chef de l'opposition veut faire allusion et dont a parlé une sale presse. Je suis sorti du Grand Séminaire à la suite d'un accident à une jambe qui me rendait inapte au service militaire, même si j'en avais eu le plus ardent désir. Cette blessure fut guérie après plusieurs mois de soins. Je nie absolument les insinuations qu'on a faites à ce sujet. Elles sont fausses et malicieuses.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le ministre des poissons qui recommande aux autres d'aller se battre et qui est resté chez lui lors de la dernière guerre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Ici, on ne recommande rien mais on n'enseigne pas la lâcheté.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse) (Au chef de l'opposition): Et vous?

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai cru préférable durant la première grande guerre de 1914 de rester chez moi; je faisais mon devoir en protégeant gratuitement les conscrits de chez nous qui étaient pourchassés par les deux gouvernements, le rouge et le bleu, pour entrer dans l'armée. Je faisais mon devoir à l'intérieur, comme je le fais encore maintenant. Je n'ai pas changé d'avis à ce sujet. Cela prend autant de courage de rester chez soi pour défendre les autres que de conseiller aux gens de s'enrôler et de ne pas aller à la guerre. Mon devoir était de rester chez moi et j'y suis resté. Je n'ai pas honte de ce que j'ai fait.

Alors, M. King faisait la guerre à Washington.

L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse): Que le chef de l'opposition me cite donc un seul discours où j'ai préconisé l'enrôlement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre de la Chasse (l'honorable M. Bienvenue) n'est pas d'accord avec le reste du cabinet qui fait étalage de son effort de guerre.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Talbot, 10.

Contre: MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Robidoux, Rochette, 32.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières) accuse le gouvernement d'avoir augmenté le nombre des employés de la province, d'avoir soufflé les listes de paie et d'avoir mal réparti les augmentations de salaire.

Il interroge le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) sur les divers services de son département. Il reproche au trésorier, notamment d'avoir remplacé feu M. J.-Arthur LaRue dans la commission d'enquête sur le régime fiscal, par un juif de Montréal, M. Goldenberg, qui a agi dans la grève des tramways de Montréal. On aurait dû donner un remplaçant canadien-français à M. LaRue, dit-il.

M. le président demande au chef de l'opposition de revenir à l'article en discussion. Nous sommes à l'article 5, dit-il, qui concerne les voyages.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que c'en est un voyage, aller à la guerre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur et extérieur (bureau de l'auditeur)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Des députés de l'opposition passent au crible le budget du bureau de l'Auditeur.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent trente-sept mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (bureau du revenu)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Des députés de l'opposition passent au crible le budget du bureau du Revenu.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent dix mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante-

six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de perception", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Des députés de l'opposition critiquent la taxe de vente. On trouve que la perception coûte tellement cher qu'elle rend la taxe peu payante. La province ne retire pas les avantages complets de la taxe de vente.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La province de Québec est la seule à avoir une taxe semblable au Canada. Cette taxe est souverainement injuste. Ce sont surtout les familles pauvres et les ouvriers qui paient cette taxe de la taxe. La taxe des liqueurs est mal perçue.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) est prêt à accepter des suggestions des deux côtés de la Chambre pour augmenter la collecte des taxes de ventes déjà payées.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Plaques, véhicules automobiles et colporteurs", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche au Trésor provincial de continuer à percevoir le prix de deux plaques d'automobile alors qu'on en permet l'utilisation que d'une seule.

Il rappelle l'affaire Bériau. Il fait remarquer que le gouvernement continue d'acheter les plaques d'automobile de la General Steel Ware, après avoir reproché à l'Union nationale d'avoir fait affaire avec cette compagnie de Saint-Henri, où l'on employait 200 Canadiens français.

Au temps de l'Union nationale, dit-il, le gouvernement payait ces plaques 9.8 cents l'unité, tandis qu'on les paie 12.6 cents⁵.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Plusieurs milliers de plaques de permis d'automobile pour 1943 ont été données au comité provincial de la récupération.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (bureau des assurances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Des députés de l'opposition passent au crible le budget du bureau des assurances.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille deux cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille cinq cent dix dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté⁶.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Chemins de mines (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Villages miniers", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Gagnon (Matane) demande au ministre des Mines et des Pêcheries maritimes (l'honorable M. Rochette) ce qu'il pense de l'affaire des mineurs de Roc d'Or.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): La chose intéresse surtout le département des Terres et Forêts.

Le député de Matane, qui a été ministre des Mines, sait quel trouble nous avons avec les "squatters" qui érigent des villages-champignons sur les terres de la couronne. Si l'on cherche à les faire

disparaître, je crois, comme ministre des Mines, que c'est une excellente chose.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois, subventions et bourses", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Gagnon (Matane) regrette que le fédéral n'aide pas davantage les gouvernements provinciaux à développer l'industrie minière.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): J'ai eu des pourparlers avec l'honorable Robert Laurier, ministre des Mines de l'Ontario, et nous nous sommes entendus pour convoquer pour la fin de juillet, à Ottawa, une conférence des ministres des Mines de toutes les provinces du Canada, du ministre fédéral des Mines et de plusieurs autres membres du cabinet fédéral. Cette conférence aura pour objet d'étudier et de préparer un plan d'ensemble pour la recherche minière et le développement de l'industrie minière, d'une façon générale.

Il s'intéresse, ajoute-t-il, aux recherches minières. Mon département n'a diminué en rien les recherches géologiques. Treize équipes ont été organisées pour cette année. Trois de ces équipes sont actuellement au travail. Les recherches se continuent sur la Côte-Nord et dans le Labrador canadien, et les constatations, jusqu'ici, ont été très intéressantes et très prometteuses.

M. Gagnon (Matane): Est-il vrai que M. Marc Boyer doit être nommé président de la Commission du service civil?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je n'en ai jamais entendu parler.

M. Gagnon (Matane): On doit s'efforcer de garder à leur poste les gens compétents. Même s'il est parfois nécessaire de recourir aux augmentations de salaire, c'est un bon placement.

La résolution est adoptée⁷.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 15. Qu'un crédit

suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Primes sur la tourbe", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

Et la Chambre continue de siéger après minuit.

Mercredi 23 juin 1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Travail)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil supérieur du travail", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais il n'y a eu tant de grèves dans la province. De mon temps, il n'en existait pas.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Dans tous les cas, il s'agit de rivalités entre unions.

M. Duplessis (Trois-Rivières) loue les bills 19 et 29 de l'Union nationale, qui consacraient la liberté syndicale.

Leur intérêt est de se regrouper pour la défense de leurs intérêts. Les officiers des unions et les unions elles-mêmes ne doivent pas s'occuper de politique.

M. Duplessis (Trois-Rivières) critique le contrat donné pour la construction du nouvel édifice de la Commission des accidents du travail, Grande-Allée.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Les travaux de construction et l'ameublement du futur édifice de la Commission des accidents du travail, Grande-Allée, coûteront en tout \$800,000 approximativement.

Le contrat a été donné par la Commission des accidents du travail sous ma surveillance, et il n'y a pas eu de soumissions parce que l'on ne pouvait préparer les devis, étant donné l'incertitude où l'on se trouvait de se procurer les matériaux nécessaires. La Commission a été obligée d'annoncer le contrat sur une base du coût plus 5 % à cause des priorités, c'est-à-dire le coût des matériaux et l'éventualité qu'il soit impossible de les obtenir.

À la suggestion de l'un des commissaires, M. Sharpe, la Commission a retenu les services d'un entrepreneur général, qui a fait les voyages nécessaires à Ottawa pour discuter la question des priorités et qui recevait donc 5 % sur les dépenses. Cet entrepreneur est M. Albert Bédard.

Le gouvernement a acheté l'immeuble et le terrain de la Grande-Allée pour y construire le nouvel édifice, au coût de \$75,000. Le tout était évalué à \$136,000. La Commission a fait un excellent marché.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Suspension de la séance

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la séance soit suspendue jusqu'à dix heures trente minutes ce matin.

Adopté.

M. l'Orateur quitte le fauteuil à minuit neuf minutes.

Reprise de la séance

M. l'Orateur reprend le fauteuil 10 h 30 du matin.

Subsides:

Budget des dépenses 1943-1944

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Talbot (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle condamne le gouvernement:

"a) parce que certaines nominations qu'il a faites et certaines promotions qu'il a accordées, relativement à la police provinciale, sont contraires à la saine administration de la justice et constituent un défi à l'opinion publique;

"b) parce que la politique du gouvernement de la province, relativement au département du procureur général, est préjudiciable aux meilleurs intérêts de l'administration de la justice."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Talbot, 10.

Contre: MM. Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Groulx, Hamel, Joyal, Lawn, Marler, O'Connor, Potvin, Robidoux, Rochette, 24.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Du consentement unanime de la Chambre, la formation en comité des subsides est suspendue afin de permettre la présentation d'une motion de production de documents, laquelle figure en appendice du *Feuilleton*.

Demandes de documents:

Mineurs de Roc d'Or, Abitibi

M. Chaloult (Lotbinière) propose (du consentement unanime) qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le premier ministre, le ministre des Terres et Forêts, le ministre de l'Agriculture, le ministre de la Colonisation, l'agent des terres de la couronne à Amos, les compagnies minières et forestières intéressées, au sujet des mineurs de Roc d'Or (Abitibi), à qui a été intimé l'ordre de quitter leurs habitations avant le 1^{er} août 1943.

Ces gens se sont établis là à la connaissance du gouvernement. Ils ont exploité les terres de la couronne. Depuis longtemps le gouvernement a toléré cet état de choses et aujourd'hui 200 familles sont menacées d'expulsion.

Il fait observer qu'il ne prétend pas que le gouvernement agit de façon illégale. Il veut s'informer seulement des motifs de cette décision du gouvernement provincial et demander que l'on agisse de façon humaine à l'endroit de ces gens. Il se demande s'il n'y a pas là-dessous des questions de concessions forestières ou minières. Il demande une enquête par un comité parlementaire sur cette affaire. Il remercie le premier ministre de lui permettre de discuter cette question à la veille de la prorogation des Chambres.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Le gouvernement a décidé d'agir sur des représentations non des compagnies mais de la ville de Malartic elle-même. Ces 200 familles, vivent dans des conditions intolérables dans un pays civilisé. Leurs chefs ne sont pas des colons, mais des mineurs installés sur les terres de la couronne en dehors des limites de la ville de Malartic. Ils travaillent dans les mines de la région et ailleurs. La plupart sont des locataires pressurés par les propriétaires, puisque certains de ces derniers retirent de 240 à 432 % de l'argent investi dans la construction des cabanes où

vivent ces gens. Il y a bien des choses que je ne peux pas dire sur ce sujet. Dans le groupe, il y a des mauvaises maisons et c'est sur des plaintes répétées des autorités municipales et religieuses de Malartic que le gouvernement a décidé d'intervenir.

Les représentations faites au député de Lotbinière (M. Chaloult) ont pris origine dans les plaintes d'un marchand établi au milieu de ces 200 familles, et dans certain journal.

Personne n'a été pris par surprise et tous les intéressés ont été avertis à plusieurs reprises, par avis publics et privés. Même si on peut déplorer le sort de ces colons, c'est vrai qu'il faut cependant respecter la propriété. Le gouvernement a décidé, après mûre réflexion, de faire disparaître le village qui est une disgrâce, où il n'y a pas d'écoles et pas du tout de services sanitaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai reçu une lettre au sujet de ce village. Ce que vient de dire le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) est fondé, admet-il, mais il trouve que les ordres donnés par le gouvernement sont trop sévères. Il n'est pas raisonnable, dit-il, de jeter tant de personnes sur le pavé.

La motion est adoptée.

La motion principale à l'effet que M. l'Orateur quitte le fauteuil est alors mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses

prévues à l'article: "Conventions collectives, conciliation et arbitrage", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions huit cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pensions de vieillesse", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-dix-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Avec ironie)

Je ne veux pas revenir sur l'établissement d'une usine de sucre de betterave à Saint-Hilaire. Nous avons discuté la question sommairement, déjà.

Il reproche, dit-il, au gouvernement d'avoir trop de paperasse et de dépenser trop d'argent en frais de voyage de toutes sortes. Plus de la moitié du budget de ce ministère passe en salaires, en frais de voyage, en dépenses d'administration, en paperasse et en essence. Il ne reste presque rien pour les cultivateurs.

La province compte deux fois plus d'agronomes que toutes les autres provinces et le gouvernement fédéral réunis.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le travail du ministère de l'Agriculture est essentiellement un travail d'éducation. Tout le monde réclame le remplacement des octrois directs aux cultivateurs par un travail éducationnel. Telle est la formule selon laquelle s'oriente de plus en plus la politique agricole du gouvernement provincial. Nous abandonnons les anciennes primes, qui ne servent pas directement à l'avancement de l'agriculture, et nous les remplaçons par une forme d'assistance susceptible d'encourager les cultures nouvelles et les méthodes les plus modernes. Nous encourageons aussi les industries agricoles et la coopération.

Dans ce travail, les agronomes ont joué un rôle important et l'argent dépensé dans ce domaine s'est avéré porteur de fruits. Des agronomes qualifiés donnent aux cultivateurs le concours de leur expérience pour les aider à organiser des industries nouvelles sur leurs fermes. Ils font un travail de plus en plus pratique. Ils organisent des concours de fermes qui remportent les résultats les plus pratiques

et qui comptent parmi les méthodes d'éducation les plus fécondes.

Je puis dire avec orgueil que nos agronomes sont classés parmi les plus efficaces au pays. Nulle autre province n'a un corps d'agronomes aussi complet et aussi bien organisé. Tous ces officiers sont en mesure de mener à bien le travail de coopération nécessaire aux cultivateurs et de coopérer efficacement avec eux.

Le nombre des employés du ministère de l'Agriculture a diminué, depuis l'an dernier.

M. Talbot (Chicoutimi): Les agronomes qui n'ont pas l'heur de plaire au premier ministre n'ont pas le traitement auquel ils ont droit.

Il cite le cas d'un M. Rochefort, qui fut agronome à Chicoutimi et qu'on a laissé languir à un salaire de \$1,600 par année, parce qu'il ne partageait pas les vues politiques du premier ministre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je ne connais rien des pensées politiques de M. Rochefort et j'ai d'autant moins raison d'être injuste pour lui qu'il a été mon élève.

Jamais je n'ai passé une augmentation sans qu'elle ne m'ait été recommandée par les services intéressés, et jamais je n'ai refusé une augmentation qui avait été recommandée par le conseil des chefs de service de l'Agriculture.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent cinquante-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent quarante-trois mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-un mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Garage du département", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Organisation de la main-d'œuvre dans la province", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi les jeunes gens qui sortent des écoles d'agriculture avec un diplôme d'agronome ne s'établissent-ils pas en plus grand nombre sur les fermes au lieu de demander au gouvernement des emplois au ministère de l'Agriculture? Le gouvernement devrait les encourager à s'établir sur des fermes où ils pourraient faire profiter les cultivateurs de leurs connaissances et montrer ce dont ils sont capables, afin qu'ils puissent enseigner plus par la pratique que par la théorie, et ainsi faire rayonner l'enseignement agricole autour d'eux. C'est un sentiment bien naturel pour les cultivateurs que d'être tentés de dire à un jeune homme que leur envoi le gouvernement comme agronome: "Montre-nous donc d'abord ce que tu peux faire!"

Nous allons voter le budget de l'agriculture et j'espère que le gouvernement écoutera la suggestion que je viens de faire.

Les agronomes se plaignent du manque de main d'œuvre agricole à cause des besoins de l'armée et la défense du pays. Les agriculteurs du Québec n'ont pas le même traitement équitable aujourd'hui que sous le gouvernement de l'Union nationale. Il signale l'anomalie et l'inconséquence du fait que, l'an dernier, on a dirigé des jeunes gens de la province de Québec vers l'Ouest canadien et que, cette année, on parle de faire venir des gens de l'Ouest pour travailler dans l'Est. L'Union nationale, ajoute-t-il, a vu clair, elle a prévu la situation présente et en a prévenu le public.

Il faudrait aussi assurer l'exemption des fils de cultivateurs durant la guerre. Ils ne sont pas exemptés du service militaire et il y a danger, à cause de cela, d'une pénurie de produits agricoles.

M. Talbot (Chicoutimi) parle dans le même sens.

M. Chalout (Lotbinière) concède que le premier ministre a fait tout son possible, dans ce

domaine, mais qu'il n'en reste pas moins vrai que ce n'est qu'en partie que les fils de cultivateurs sont exemptés. Les prétentions du premier ministre sont vraies dans la généralité des cas, mais elles sont loin de couvrir tous les cas.

Je m'occupe de cette question d'exemptions de fils de cultivateurs depuis plusieurs mois parce que cela correspond à mon idéal de vie dans la guerre. J'avoue que, dans la majeure partie des cas, les fils de cultivateurs obtiennent leur congé, mais je rencontre énormément de difficultés à obtenir ces exemptions. Les règlements de l'armée sont plus durs à chaque jour qui passe.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Quand, dans la province, des journaux comme la *Gazette* disaient que nous voulions indûment faire exempter les fils de cultivateurs de leur service militaire, j'ai été le premier à avertir Ottawa que si nous manquions de main d'œuvre agricole, ce serait un désastre pour la province de Québec. Le chef de l'opposition sait que j'ai représenté qu'il fallait protéger d'abord ceux dont le travail était essentiel à l'agriculture.

À l'heure actuelle, ce n'est pas avec le gouvernement fédéral que les cultivateurs ont le plus de difficultés, c'est avec la température. En maints endroits de la province, dans les Cantons-de-l'Est, les semailles ne sont pas terminées parce qu'il a plu tous les jours. Il y a même des cultivateurs qui ont dû herser de nouveau leurs champs parce qu'ils avaient été ravagés après avoir été ensemencés par la pluie qui n'a cessé de tomber depuis quelque temps. C'est la température bien plus que la rareté de la main-d'œuvre qui est responsable du retard.

Malgré les conjonctures de temps de guerre et avec la coopération des autorités fédérales, l'agriculture au Québec aura assez de bras pour augmenter sa production. Au point de vue de la main-d'œuvre, je crois que la province de Québec est dans une situation plus avantageuse que les autres à cause des familles nombreuses. Les enfants peuvent rendre de grands services sur nos fermes.

Et nos cultivateurs ont tellement de courage et d'esprit de travail qu'ils supportent avec vaillance les épreuves qui nous ont été envoyées. Ils veulent tellement aider leur pays que, malgré les difficultés qu'ils rencontrent présentement, à cause des retards à leurs semences, ils sauront atteindre l'objectif qu'on nous a fixé, une augmentation de 15 % dans la production agricole de 1943.

J'ai demandé à Ottawa, dans l'intérêt de l'agriculture, de ne pas forcer les cultivateurs à faire

leur service militaire et j'ai obtenu ce que nous voulions.

M. Talbot (Chicoutimi) parle encore de l'exemption des fils de cultivateurs.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je suis content qu'on ait soulevé de nouveau cette question parce que cela va me permettre de mettre les choses au point. Cette discussion n'est pas inopportune et elle pourrait rendre service aux cultivateurs si les députés de l'autre côté voulaient coopérer avec nous.

Bien que ce ne fût pas ma responsabilité immédiate, je suis intervenu dès le commencement de la guerre à Ottawa pour qu'on reconnaisse le bien-fondé des réclamations des cultivateurs au sujet de leurs fils employés sur la ferme. On s'est rendu à nos arguments et même la *Gazette* reconnaît aujourd'hui que les fils de cultivateurs doivent rester sur les fermes pour donner à manger à l'humanité.

J'ai dit devant la Chambre et j'affirme de nouveau que tout fils de cultivateur *bona fide*, tout ouvrier agricole, qui fait établir par un notable de sa paroisse, soit le curé, soit l'agronome ou une autorité compétente, qu'il est nécessaire à l'exploitation de la ferme paternelle, est exempté, s'il n'est pas en retard. Pour avoir du succès, il faut respecter les règlements.

Il est possible, aussi, de faire exempter ceux qui sont en retard, s'ils ne sont pas dans l'armée déjà. C'est par dizaines que le bureau du premier ministre a fait exempter les fils de cultivateurs qui se trouvaient dans ce cas. Ceux qui ne sont pas rapportés n'ont qu'à répondre à l'appel et ils seront exemptés.

Faisons donc ensemble un effort pour que les cultivateurs sachent cela et nous leur éviterons bien des ennuis.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'ils n'obtiennent pas un congé ou un délai tout simplement?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ils obtiennent un congé indéfini maintenant, ce qui équivaut à l'exemption. Je répète que la situation est la suivante: si un fils de cultivateur ou un ouvrier agricole répond à l'appel et demande son exemption, il est exempté. S'il n'a pas répondu à l'appel, il n'a qu'à se présenter, établir son utilité pour la terre et il obtient son exemption. Nous avons obtenu toutes les exemptions que nous avons demandées.

Chaque jour, de nouveaux cas nous sont soumis. Le député de Mégantic (M. Labbé) peut en dire quelque chose. Je lui avais demandé de nous

donner les renseignements dans un cas où il prétendait qu'il y avait eu injustice. L'honorable député m'a donné les renseignements et nous y avons vu tout de suite.

J'admets, cependant, qu'il est difficile de faire sortir un fils de cultivateurs qui était en retard et qui est maintenant enrôlé. Des parents nous demandent d'intervenir pour faire exempter leurs fils qui se sont rapportés et ne veulent pas sortir de l'armée. Les parents ne sont pas contents, évidemment, mais nous essayons d'arranger les choses et c'est facile lorsque le jeune homme est utile à la terre. Mais on serait surpris de constater le nombre de cas où c'est le fils de cultivateur qui ne veut pas sortir de l'armée, malgré les instances de ses parents.

Tous ces cas malheureux viennent du fait qu'on a mal renseigné les cultivateurs. Si on ne leur avait pas dit ainsi qu'à leurs fils de ne pas répondre à l'appel, il y aurait eu peu de refus. On a dit à leurs fils: "Ne vous rapportez pas, vous êtes exempts." Même ceux-là peuvent obtenir le droit de retourner chez eux s'ils se rapportent. À force de se faire dire qu'ils ne pouvaient être exemptés, ils en sont venus à désobéir à la loi et à se sauver. Il connaît, dit-il, des centaines de cas où les fils de fermiers auraient répondu à l'appel si on ne les avait pas empêchés de le faire.

Il importe donc de faire cesser une équivoque. On ne doit pas se mettre en défaut sous prétexte que les fils de cultivateurs sont exemptés. C'est rendre un mauvais service que de conseiller aux jeunes gens d'âge militaire de ne pas donner signe de vie. Depuis l'inscription nationale, les fils de cultivateurs ont pu changer d'emploi et Ottawa a besoin d'avoir la preuve que tel ou tel jeune homme est encore utile à l'agriculture.

J'admets que certains commandants ne coopèrent pas aussi facilement qu'on le voudrait, mais ce n'est pas une raison pour se mettre en défaut.

Il fait aussi remarquer, dit-il, qu'on rencontre des cas assez compliqués. Il y a eu des cas, même s'ils sont peu nombreux, où les pères de ces jeunes hommes ont donné la fausse information, ce qui en a fait des déserteurs. Il cite celui de parents qui soutenaient que leur fils était parti depuis quatre ans, qu'ils ne savaient pas où il se trouvait, alors qu'il n'avait jamais quitté la maison paternelle. Et cette déclaration, ils la faisaient précisément aux officiers qui venaient faire signer les papiers pour obtenir l'exemption. C'est un cas sur lequel il a enquêté personnellement, précise-t-il.

Les cas de fils de fermiers qui sont dans l'armée et qui ne veulent plus revenir à la terre et de

ceux qui ont laissé la terre pour travailler dans les villes sont tous traités avec objectivité. Faisons comprendre aux cultivateurs qu'ils sont exemptés non pas par favoritisme, non pas parce que les fils de cultivateurs veulent être dans une classe à part, mais parce qu'ils sont nécessaires au pays. Le pays a besoin d'eux sur la terre.

M. Chaloult (Lotbinière) reconnaît qu'il y a des cas complexes mais que les exemptions sont bien difficiles à obtenir quand les fils sont considérés comme déserteurs. Il excuse l'attitude de certains cultivateurs en disant qu'ils se défient parce qu'ils ont toujours été trompés par les deux partis politiques.

C'est le propre des Canadiens français d'être défiant. Bien des fils de cultivateurs se mettent en défaut parce qu'ils ne connaissent pas la loi. Je ne prétends pas qu'il y ait des centaines de cas de fils de cultivateurs qui ont des difficultés à se faire exempter. Pour ma part, je n'ai que quatre ou cinq cas dans lesquels je pense que l'exemption a été injustement refusée. Je compte sur l'aide du premier ministre qui a certainement beaucoup d'influence auprès du gouvernement fédéral.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Travaux de drainage dans la province", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Chaloult (Lotbinière): Le défaut de drainage diminue le rendement d'une bonne partie de nos terres. On devrait affecter \$2,000,000 à l'égouttement du sol cultivable dans la province au lieu de quelque \$700,000. Il faudrait aussi fournir des pelles mécaniques, organiser des coopératives agricoles. Cette question du drainage est fondamentale pour l'amélioration et le succès de notre agriculture. Le problème est notamment important pour le comté de Lotbinière.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il est plus difficile de réaliser des programmes que de les concevoir. Le gouvernement met à la disposition des cultivateurs pour le drainage toute la machinerie que les restrictions de la guerre rendent possible. Le

ministère de l'Agriculture a dressé un plan de développement agricole pour l'après-guerre qui comporte justement l'expansion du drainage et il a déjà commencé à le mettre à exécution.

Il (M. Godbout) explique le travail qu'accomplit présentement l'Office du drainage.

Le premier article de notre programme de réorganisation agricole, après la guerre, c'est la mise en valeur d'un plus grand nombre de terres pour la production agricole, par le drainage, le nivellement, l'épierrement ou autres moyens.

Je note toutefois que le drainage n'intéresse que les cultivateurs les plus fortunés, puisque leurs terres sont situées dans les régions plus basses, donc plus productives, tandis qu'il faut songer à accorder de l'aide aux agriculteurs plus nombreux des terres élevées, trop drainées, mais plus pauvres.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Union nationale a pensé au drainage au cours de ses années de pouvoir et aidé à l'égouttement des terres d'une façon efficace en passant une loi qui autorisait des dépenses considérables. Nous avons aussi, dit-il, adopté une mesure pour l'égouttement de la savane de Saint-Charles-de-Bellechasse, par exemple.

Il vaudrait mieux utiliser \$3,000,000 pour le drainage que pour la betteravière de Saint-Hilaire, qui est un scandale de gaspillage des fonds publics.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent quarante-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles provinciales", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent vingt-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux écoles d'agriculture et académies rurales", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatorze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études agricoles", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent huit mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement à l'agriculture en général", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission de l'industrie laitière", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante et onze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du drainage", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent vingt-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du crédit agricole du Québec", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent huit mille cinq cent vingt-cinq dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-quatorze mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de

voyage", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-neuf mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Reconnaissance et classification des terres de colonisation", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

25. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions sept mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à l'établissement et au maintien des colons", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Paquette (Labelle) attire l'attention du ministre sur la situation des nouveaux colons du Lac-des-Sables⁸, qui n'ont pas de chemin pour sortir du bois.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) promet de s'en occuper.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 26. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Établissement des colons (entente fédérale-provinciale)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

27. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-trois mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

28. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à

l'article: "Publicité relative à la colonisation", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

29. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois aux sociétés de colonisation", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

30. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Compagnie de Navigation Charlevoix-Saguenay, 2 George VI, chapitre 19", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

31. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-huit mille six cent soixante-quinze dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

32. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ministres sans portefeuille, et secrétaires (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

33. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau du lieutenant-gouverneur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

34. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-six mille sept cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

35. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

36. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-neuf mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

37. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du tourisme et de la publicité", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Lorrain (Papineau) signale le fait que, dans la presse des États-Unis, on fait beaucoup d'éloges du premier ministre de la province de Québec.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je n'ai nullement l'intention de me lancer dans la politique américaine et je ne recherche pas de publicité pour moi-même dans les journaux des États-Unis. Mais je tiens à ce que le gouvernement ait une bonne publicité dans la province de Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment le gouvernement espère-t-il avoir cette bonne publicité?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): En donnant à la province une politique sage comme celle que nous lui avons donnée et des lois qui lui font la meilleure publicité possible, comme celle de la scolarité obligatoire, la création d'une Commission du service civil et tant d'autres parmi lesquelles la loi assurant l'établissement d'une raffinerie de sucre de betterave à Saint-Hilaire.

M. Lorrain (Papineau): Le premier ministre se sert-il du bureau de publicité de la province pour se faire de la propagande électorale?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement n'a pas besoin d'autre chose, pour se faire de la propagande, que sa législation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'automne dernier, le greffier de la couronne en chancellerie a acheté 32,000 crayons en vue d'élections prochaines. Mais le gouvernement a reculé parce qu'il avait peur.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Badin)
L'on craignait alors une rareté de crayons et le

gouvernement a voulu prendre ses précautions. Les crayons ne servent pas qu'aux élections.

M. Lorrain (Papineau): Le premier ministre ne sait donc pas que c'est défendu de faire du "hoarding"?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prédis que le gouvernement va être renvoyé en 1943 et que le premier ministre va être battu dans son propre comté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est ce qu'on verra. Je prends note de la prédiction et j'espère que le chef de l'opposition ne niera pas l'avoir faite quand je la lui rappellerai l'an prochain.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si ça gêne le premier ministre d'aller demander la permission à M. King, je puis le faire pour lui.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 38. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent quatre-vingt-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des achats", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

39. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-neuf mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de ciné-photographie", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

40. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq mille six cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des impressions", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

41. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

42. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues

à l'article: "Conseil d'orientation économique", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

43. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission du service civil", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

44. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

45. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

46. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

47. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

48. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatorze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

49. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureaux d'enregistrement (déficit)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

50. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir

les dépenses prévues à l'article: "Sûreté provinciale (traitements)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

M. Duplessis (Trois-Rivières) accuse M. Jargailles de s'être fait protecteur des maisons de jeux, les "bookies", d'avoir retiré des profits substantiels de cette escroquerie et d'avoir congédié des policiers qui voulaient accomplir leur devoir en faisant fermer ces établissements. Il produit un rapport fait en 1935, au département du procureur général, contre M. Jargailles et l'accusant de protéger les maisons de jeux.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Il n'y a pas d'officier de la Sûreté provinciale qui ne fait pas son devoir.

L'Union nationale a eu trois ans pour faire arrêter M. Jargailles. Le jour où j'aurai en mains des preuves évidentes de malhonnêteté et autre chose que des racontars, non seulement le chef des détectives de Montréal sera destitué mais aussi arrêté et traduit devant les tribunaux. La loi suivra son cours.

M. Duplessis (Trois-Rivières) a eu tellement de choses à faire pendant cette période de temps, dit-il, que forcément il n'a pas pu toutes les faire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 51. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sûreté provinciale (dépenses diverses)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

52. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Police des liqueurs (traitements)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

53. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Police des liqueurs (dépenses diverses)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

54. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent trois mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Poursuites au criminel", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

55. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent cinquante-quatre mille deux cent quatre-vingt-dix dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration des palais de justice et prisons", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

56. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Coroners", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

57. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Impression et reliure des Statuts refondus, 1941", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

58. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

59. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitement de l'Orateur (législation - Conseil législatif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

60. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocation de logement à l'Orateur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

61. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

62. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

63. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitement et allocation de logement de l'Orateur (Assemblée législative)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

64. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

65. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements (Bibliothèque de la Législature)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

66. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achats de livres", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

67. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

68. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Impressions et reliure pour les deux Chambres de la Législature", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

69. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inventaire des ressources naturelles et industrielles de la province (Industrie et

Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

70. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quinze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

71. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

72. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction de neigères et entrepôts", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

73. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent vingt mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

74. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-neuf mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

75. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Voies et moyens:**Budget des dépenses
1943-1944**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Barrette (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle reproche au gouvernement d'avoir favorisé et autorisé l'illégalité, le favoritisme et le gaspillage, relativement aux dépenses considérables se rapportant à la nouvelle bâtisse de la Commission des accidents du travail située sur la rue Grande-Allée, dans la cité de Québec, et maintenant connue sous le nom de Bishop Mountain Hall."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 10.

Contre: MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dufour, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Groulx, Guibord Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Perrier, Potvin, Renault, Robidoux, Rochette, 29.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Que pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1944, il sera permis de tirer du

fonds consolidé du revenu de la province une somme additionnelle ne dépassant pas \$37,063,223.34.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Projets de loi:**Loi des subsides
No 4, 1943**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 23 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1944 et pour d'autres fins du service public.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:**Enquête sur
la ville de Malartic**

M. Chaloult (Lotbinière): a) La Commission des affaires municipales a-t-elle enquêté, depuis deux ans, sur la situation financière de la ville de Malartic? Si oui, quelles sont les conclusions de cette enquête?

b) (i) Quel est le taux de la taxe municipale à Malartic?

(ii) Quel est le taux de la taxe scolaire à Malartic?

(iii) Quel est le taux de la taxe municipale à Roc d'Or?

(iv) Quel est le taux de la taxe scolaire à Roc d'Or?

c) La compagnie Canadian Malartic, ou l'une quelconque de ses filiales, a-t-elle fait des représentations au gouvernement sur la situation immobilière à Malartic en ce qui concerne ses maisons ouvrières destinées aux mineurs et qui ne seraient pas louées depuis longtemps?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est):

a) La Commission municipale n'a pas été appelée à enquêter d'une façon spéciale depuis deux ans sur la situation financière de la ville de Malartic.

La Commission municipale n'a fait qu'une étude ordinaire des finances de cette ville à l'occasion des demandes d'emprunt qui lui ont été soumises, comme elle le fait dans les cas de ce genre.

Au 1^{er} janvier 1943, la dette de la ville de Malartic était de \$16,000.00 seulement avec une évaluation imposable de \$3,200,000.00.

b) (i) \$1.10;

(ii) \$1.05 d'après le dernier rapport financier transmis au département de l'Instruction publique pour l'exercice 1941-1942;

(iii) Roc d'Or n'est pas organisé en corporation municipale et, conséquemment, les résidents de Roc d'Or ne paient pas de taxes municipales;

(iv) \$1.05. Roc d'Or est compris dans les limites de la Commission scolaire de Malartic pour les fins scolaires.

c) Non.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil Législatif

Ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 23 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1944 et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

6 Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires;

7 Loi instituant une Commission du service civil;

12 Loi instituant un Conseil d'orientation économique;

13 Loi refondant la loi des droits sur les successions;

15 Loi modifiant la loi des accidents du travail;

22 Loi modifiant la loi de la prime sur la tourbe;

28 Loi concernant les emprunts des commissions scolaires de Montréal;

29 Loi modifiant la loi de l'aide à la jeunesse;

30 Loi concernant un aménagement hydroélectrique à Mont-Laurier;

32 Loi modifiant la loi de l'instruction publique;

34 Loi modifiant le Code municipal;

37 Loi modifiant la loi des cités et villes;

38 Loi pour assurer aux pêcheries maritimes le crédit nécessaire;

40 Loi pour la protection de la petite propriété des militaires;

41 Loi modifiant la loi du drainage;

42 Loi modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec

43 Loi relative à la division territoriale;

44 Loi modifiant la loi instituant le Conseil supérieur du travail;

45 Loi concernant le paiement d'allocations familiales en vertu de conventions collectives de travail;

46 Loi concernant un échange de concessions forestières avec Brown Corporation;

49 Loi modifiant la loi des pensions;

50 Loi relative au recensement des élèves de la Commission des écoles catholiques de Montréal;

51 Loi instituant une Commission d'assurance-maladie;

54 Loi concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire;

55 Loi concernant les accidents du travail survenus à des ouvriers aveugles;

56 Loi concernant l'École de laiterie de la province de Québec et la Commission de pasteurisation et de contrôle du lait de Saint-Hyacinthe;

57 Loi modifiant la loi de l'enseignement spécialisé;

58 Loi modifiant la loi des véhicules automobiles;

59 Loi modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales;

112 Loi modifiant la charte de l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec;

114 Loi modifiant la charte de la cité de Québec;

118 Loi modifiant la charte de la ville LaSalle;

128 Loi modifiant la charte des pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac;

180 Loi modifiant la loi du Barreau.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

23 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1944 et pour d'autres fins du service public.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de clore la quatrième session de la vingt-et-unième législature de la province de Québec par le discours suivant:

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Au moment de proroger les chambres, je suis heureux de pouvoir rendre hommage au souci du bien public que vous avez manifesté au cours de cette session. C'est avec plaisir que j'ai donné la sanction royale aux lois que vous avez adoptées.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir mis à la disposition de mon gouvernement les crédits que requiert l'administration.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

La grande victoire que les Alliés ont remportée en Afrique du Nord nous permet d'espérer que nous verrons bientôt la fin de la terrible guerre qui, depuis plus de trois ans, dévaste le monde et endeuille les foyers. Je prie la Providence de hâter la victoire de nos armes et de répandre ses bienfaits sur notre province et notre pays.

M. l'Orateur du Conseil législatif: C'est la volonté et le désir de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à midi neuf minutes.

NOTES

1. *L'Événement-Journal* du 23 juin 1943, à la page 3, souligne que le montant à voter pour Spencer Wood est de \$57,600.

2. \$51,000,000, selon *La Presse* du 23 juin 1943, à la page 12.

3. Mademoiselle Marie-Régina Drolet était la fille de M. Gaspard Drolet, "qui était un employé modèle

et s'est fait mourir par excès de zèle". L'Assemblée lui accorda, le 3 février 1890, une annuité de \$200 jusqu'à son mariage. Sa sœur bénéficia du même traitement tandis que leur mère reçut une annuité de \$800. Voir Narcisse Malenfant (éd.), *Débats de la législature de la province de Québec*, 7 janvier 1890-2 avril 1890, vol. I, Québec, Imprimerie de Belleau & Cie. 1890, p. 235-236.

4. Référence aux conférences qu'il donne à propos de l'effort de guerre, selon *The Gazette* du 23 juin 1943, à la page 2.

5. Selon *La Tribune* du 23 juin 1943, à la page 1 M. Duplessis a plutôt dit: "Les plaques de cette année coûtèrent six sous chacune au gouvernement tandis qu'elles ne coûtaient que neuf sous pour deux quand j'étais au pouvoir."

6. Il est alors 10 h 30, selon *L'Événement-Journal* du 23 juin 1943, à la page 4.

7. Il est 11 h 15, selon *L'Action catholique* du 23 juin 1943, à la page 3.

8. Lac-des-Sables est situé dans le comté de M. Paquette.